





BIBLIOTECA LUCCHESI-PALLI
IV.^a SALA O-S

SCAFFALE 12

PLUTEO III

N.^o CATENA 26

Gr. Sala Aug. B-3



37537

DICTIONNAIRE
HISTORIQUE
DES BATAILLES.

TOME TROISIÈME.

M—SC

235

Cet Ouvrage se trouve aussi chez les Libraires suivans ,

A PARIS,

MAGIMEL, ANSELIN, et POCHARD, rue Dauphine, n° 9 ;

LADVOCAT, Palais-Royal, galerie de bois, n° 197 ;

LEDENTU, quai des Augustins, n° 33.

FANTIN et COMPAGNIE, quai Malaquais, n° 3 ;

REY et GRAVIER, quai des Augustins, n° 55.

Dans les Departemens et chez l'Etranger,

Agen, Noubel.

Aix, (Bouches-du-Rhône), Terris ,

Lebouteux, Mourret.

Ambert, Seguin.

Amiens, Allo, Caron.

Angers, Pavie, *Fourier-Mame, Mame.*

Angoulême, *veuve Bargeas.*

Arras, Topino.

Aurillac, *Vallet fils, Pélisson.*

Avignon, *Aubanel, Bonnet fils, Mouries.*

Baïonne, Gosse, Bonzom.

Besançon, Girard, Gauthier, Déis.

Beziérs, Pageot, Bousquet.

Bordeaux, *veuve Bergeret, Melon.*

Bourg, Bottier.

Bourges, Gille, Debré.

Brest, *Lefournier et Deperier, Égasse, Freund.*

Bruxelles, Lecharlier, Demat.

Caen, Poisson, Blin.

Calais, Leleux.

Cambrai, Hurez, *Hurez Champion, Giard.*

Carpentras, Oddou.

Chartres, Hervé, Labalte fils.

Cherbourg, Boulanger.

Clermont-Ferrand, Thibaud-Landriot.

Clermont-Oise, Danicourt.

Colmar, Pannetier, Petit.

Dax, Baillau fils.

Dijon, Noëlat, Lagier.

Douai, Villotte, Tarkier, Carpentier.

Dunkerque, Letendard, Bronner.

Épinal, Joux.

Evreux, Ancelle, Despierres-Lalonde.

Falaise, Dufour.

Gand, Houdin, H. Dujardin.

Grasse, Gaillard.

Grenoble, Falcon, Durand père et fils.

Havre, mesdemoiselles Patry, Faure.

Hesdin, Thuilliez.

Lachatre, Arnault.

Laigle, Glagou.

Laon, Courtois.

Lille, Castiaux, Malo, Leleux, Vana-
kere.

Limoges, Fargeas.

Lons-le-Saulnier, Gauthier frères.

Lorient, Lecoat Saint-Haouen.

Lyon, Cabin, Maire, Chambet.

Macon, Angoyat.

Mans, Pesche, Belon.

Marseille, Mossy, Masvert, Chardon.

Meaux, Dubois-Berthault.

Metz, *veuve Véronnais, Devilly.*

Montauban, Rethoré l'ainé, Laforgue.

Montpellier, Séguin.

Moulins, Place et Bujon.

Nancy, *veuve Bontoux, Senef, Vincenot.*

Nantes, Busseuil jeune, Baudin aîné.

Narbonne, Caillard.

Niort, madame Orillat.

Nismes, Pouchon, Melquiond.

Noyon, Amoudry.

Orléans, Ratoré, Darnault-Morand.

Périgueux, Jardin et *veuve Daluy.*

Perpignan, Alsine, Ay, Tastu.

Pézénas, Robert.

Pottiers, Catineau.

Puy (le), Lacombe.

Rennes, Duchesne.

Riom, Salles, Thibaut.

Rochelle (la), Fumoleau, Pavie.

Rodez, Carrère.

Rouen, Frère aîné, Renault.

Saint-Brieux, Lemonnier.

Saint-Malo, Rottier.

Semur, Bordot, Berry.

Strasbourg, Levraut, Treuttell et Wurtz.

Toulon, Madelain, Aurel.

Toulouse, Gallon, Vieusseux.

Tours, Mame.

Troyes, Sinton fils.

Turin, Pierre Giraud.

Valenciennes, Giard, Wiart.

Verdun-sur-Meuse, Fenit jeune.

Villefranche (Aveyron), Vedheillie.

Vouziers, Grandremy.

DICTIONNAIRE HISTORIQUE DES BATAILLES,

SIÈGES, ET COMBATS DE TERRE ET DE MER,

QUI ONT EU LIEU

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ;

Avec une table chronologique des événemens , et une table alphabétique des noms des Militaires et des Marins français et étrangers qui sont cités dans cet ouvrage.

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE MARINS.

Ici tout est merveille et tout est vérité.

TOME TROISIÈME.

PARIS,

MÉNARD ET DESENNE, FILS, LIBRAIRES.

ÉDITEURS DE LA BIBLIOTHÈQUE FRANÇAISE ET DU CODE GÉNÉRAL FRANÇAIS,
rue Gît-le-Cœur, n° 8.

1818.



THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

DICIONNAIRE

HISTORIQUE

DES BATAILLES.

MACHECOUL.

14 mars 1793. — **T**ANT que les réformes révolutionnaires ne portèrent que sur le clergé et la noblesse, la masse des Français cria bravo ! Les mécontents en minorité concentraient leur rage impuissante et soupiraient en secret après le moment qui devait les faire rentrer dans leurs droits. Les uns pour le hâter émigrèrent, et allèrent solliciter les puissances étrangères de venir les aider à rétablir le trône et l'autel ; d'autres, plus coupables, restèrent en France, épiant le moment d'y allumer l'incendie de la guerre civile. La Vendée, dont la civilisation reculée d'un demi-siècle par sa position, l'était encore d'autant par le joug que les nobles et les prêtres, qui y étaient en plus grand nombre qu'ailleurs, imposaient aux paysans ; la Vendée, dis-je, leur parut le pays le plus propre à être le foyer de la guerre civile. Son voisinage des côtes la mettait d'ailleurs plus à portée de recevoir de l'Angleterre les secours que les princes français y étaient allés solliciter. Ce fut donc là que tous les nobles et les prêtres qui ne passèrent pas chez l'étranger, se rendirent pour attendre l'occasion de soulever les peuples. Le décret qui ordonnait la levée de trois cent mille hommes la leur fournit bientôt, et leur servit de prétexte pour montrer aux paysans que la convention nationale, non contente de leur avoir enlevé leur religion et leur gouvernement légitime les frappait encore dans ce qu'ils avaient de plus cher, en leur prenant leurs enfans pour les envoyer à la boucherie. Il n'en fallut pas davantage pour exaspérer les esprits, et porter les paysans à lever l'étendard de l'insurrection. Elle éclata

d'abord dans l'Anjou méridional, puis gagna le pays de Retz et la basse Vendée, où le peuple irrité trouva des chefs redoutables qui ne demandaient pas mieux que de seconder leur rébellion. Le 10 mars, le tocsin sonne dans les communes rurales, et de toutes parts il se forme des attroupemens à main armée. Quinze cents insurgés pénètrent dans Mache-coul, et parcourent les rues en criant : *Vive le roi !* Une centaine de gardes nationaux, soutenus par la gendarmerie, marchent à leur rencontre ; mais ils sont bientôt cernés et mis en fuite, à l'exception de cinq hommes qui sont massacrés avec le commissaire du département. Les insurgés ne faisaient pas de quartier aux républicains, les femmes criaient Tue, tue ! les vieillards assommaient, et les enfans chantaient victoire. Un Vendéen, dit l'historien de la Vendée, courait les rues avec un cor de chasse ; il sonnait la vue quand il apercevait un républicain : c'était le signal d'assommer, puis il revenait sur la place sonner l'allali ; les enfans le suivaient en criant, Vive le roi ! victoire ! Un comité royal, présidé par Souchu, commandait ces massacres. S'il échappait quelques républicains, ce n'était qu'à force d'argent. Les insurgés, au nombre de six à sept mille hommes, dont sept à huit cents au plus avaient des fusils, se portèrent sur Pornic, dont ils s'emparèrent à quatre heures du soir, et furent chassés deux heures après. S'il y eût eu parmi eux de l'ordre, de la discipline, ils auraient été invincibles ; mais au lieu de cela, ils marchaient à la débandade, ils attaquaient sans ensemble, et s'enivraient de vin et d'eau-de-vie chaque fois qu'ils en trouvaient l'occasion ; aussi toutes les fois que les républicains les surprenaient dans cet état, ils en avaient bon marché. Un chef des insurgés, nommé de Saint-André, poursuivi par trois gendarmes, en tue deux à coups de pistolet, et passe son épée à travers du corps du troisième. Ce trait de bravoure lui valut la confiance des Vendéens : il ne la conserva pas long-temps ; car ayant aperçu un détachement de républicains qui se dirigeait vers une troupe de Vendéens que l'ivresse mettait hors d'état de se défendre, il leur donna l'éveil en criant : Sauve qui peut ! Il fut dénoncé, et en arrivant à Machecoul, il eût été fusillé, s'il n'eût pas pris la fuite. On lui donna pour successeur dans le commandement Charette-de-la-Contrie, lieutenant de vaisseau, qui pour lors était à Fondeloze près de la Garnache. Celui-ci, jaloux de justifier la confiance des Vendéens, qui l'avaient nommé leur chef par acclamation, s'occupa sans délai à les

organiser et à former sa cavalerie , qui ne fut d'abord que de cent chevaux. Il s'adjoignit dans le commandement les trois frères Laroherie , Duchaffault jeune , le chevalier de la Roche-l'Épinay , et d'Argens , fils d'un chirurgien. Pour s'attacher plus fortement ses compagnons d'armes par la religion du serment , et donner plus de solennité à son entreprise , Charette se rendit , le 14 mars , dans l'église de Machecoul , et là , en présence des insurgés , il jura de périr les armes à la main , plutôt que d'abandonner son parti. Puis , regardant la troupe d'un air fier , il dit aux Vendéens : Promettez-vous , comme moi , d'être fidèles à la cause du trône et de l'autel ? Oui , oui ! s'écrièrent-ils tous d'une voix unanime. Charette , profitant de ces bonnes dispositions , marcha aussitôt contre Pornic , prit cette place et la livra au pillage. Il y trouva cinq pièces de canon , les fit sur-le-champ conduire à Machecoul , qu'il fortifia autant que les localités purent lui permettre , pour s'en faire comme une forteresse , où il pût se retirer au besoin.

Souchu , qui présidait le comité royal à Machecoul , se signalait par des massacres , et faisait de cette malheureuse ville un théâtre d'horreur. Les chefs vendéens , persuadés que ces mesures odieuses ne pouvaient qu'aliéner les esprits , et détacher de leur parti , mirent fin à ces cruelles exécutions , et Charette , à son arrivée , fit mettre en liberté toutes les femmes républicaines. Cependant le général Canclaux , auquel le comité de salut public , venait de confier le commandement de l'armée des côtes , instruit de l'insurrection des pays situés sur la rive gauche de la Loire , dirigea par Nantes le général Beysser avec des troupes de ligne , pour y prendre du renfort , et voler au secours des républicains. Conformément à ces ordres , Beysser se rend à Nantes , réunit un corps de douze cents Nantais , en forme sa colonne de droite , et pénétra dans le pays de Retz. A son arrivée , le tocsin sonne de toutes parts , la colonne des républicains se dirige au port Saint-Père ; mais elle y fut arrêtée pendant deux heures par un simple paysan. Si Charette se fût alors présenté , il aurait pu retarder la marche des républicains et défendre le pays de Retz ; mais il ne voulut pas quitter son quartier-général de Machecoul. Le général Beysser , dont le plan était de purger la rive gauche de la Loire , voulut d'abord se rendre maître des côtes , et en éloigner les Vendéens , qui cherchaient à s'en rapprocher ; en conséquence , il se concerta avec le capitaine d'une frégate stationnée dans les environs de Noir-

moutiers, et eut bientôt dégagé les côtes. Dans les guerres de parti, il n'est malheureusement que trop ordinaire que les chefs usent de représailles les uns contre les autres. Cette conduite n'est pas généreuse ; ce fut pourtant, nous sommes obligés de l'avouer, celle du général Beysser. Si Souchu, qui présidait le comité royal de Machecoul, eut l'odieuse initiative des cruautés, Beysser eut celle de l'incendie et du pillage. Son armée s'avancait dans le pays de Retz, la torche à la main ; une partie du port Saint-Père fut incendiée, Bourgneuf, Pornic, Noirmoutiers tombèrent au pouvoir des républicains ; le maire de Barbâtre fut fusillé. Après ces expéditions, Beysser marcha sur Machecoul ; Charette ne fut pas plutôt instruit de sa marche, qu'il abandonna la ville, y laissant son artillerie, et se retira à Legé. Les Vendéens regardèrent cette retraite comme une fuite, et perdirent la confiance qu'ils avaient en cet officier ; il fut même sur le point d'être massacré par des paysans que la marquise de Goulène avait soulevés contre lui. Il échappa à ce danger ; mais il ne put éviter une humiliation que lui préparait Royrand. Ce chef des Vendéens, jaloux sans doute du mérite de Charette, lui reprocha hautement sa lâcheté, et le menaça d'une destitution militaire. Cette disgrâce, loin de le décourager, développa son caractère. Dès ce moment sa fortune changea, et il se montra digne de la célébrité qu'il acquit dans la suite. Il n'y avait pas long-temps que les massacres avaient cessé, Machecoul, cette ville infortunée fumait encore du sang des républicains, lorsque Beysser y entra. Le barbare Souchu, craignant la mort qu'il avait mille fois méritée, abandonna lâchement son parti, et, prenant une large cocarde tricolore, alla implorer la clémence du vainqueur ; Beysser allait lui accorder sa grâce, lorsque les femmes de Machecoul révélèrent les horreurs dont il s'était rendu coupable, et crièrent vengeance ! Aussitôt un sapeur républicain se saisit de ce scélérat, et lui abattit la tête.

Décembre 1793 — Le midi de la Vendée, qui avait été le premier théâtre de la guerre civile, était rentré dans le devoir, lorsque Charette y ramena son armée au commencement de l'hiver. Il y avait peu de jours que les républicains avaient traversé le pays et l'avaient quitté, n'y trouvant pas d'ennemis à combattre. Ils avaient à peine évacués Machecoul que Charette s'en empare par surprise et fait égorger la moitié de la garnison ; et il aurait tout sacrifié à sa fureur,

sans le général Beanpuy, qui parcourait la Vendée à la tête d'une division. Machecoul, situé près d'une forêt entre Beauvoir et Nantes, ouvre et ferme la communication entre ces deux villes, sur une étendue de quinze lieues. Les généraux Hatry et Dutruy, connaissant l'importance de cette place, chargèrent le général Charpentier de s'en emparer : ce général s'y rend à marches forcées; Charette y attendait tranquillement La Cathélinière; l'armée des royalistes était rangée en bataille, couverte par la forêt, et forte de quatre à cinq mille hommes. Charpentier, dont l'intention était de tenir les Vendéens en échec, pendant qu'il s'emparerait de la ville, disposa son armée sur deux lignes qui formaient une équerre. La première devait attaquer le front de l'ennemi, tandis que la seconde, soutenue par le feu d'un canon et d'un obusier, placés sur une hauteur, filerait sur la gauche pour s'emparer de Machecoul. Ces dispositions prises, Charpentier donna le signal de l'attaque; les républicains la firent avec tant d'audace et d'intrépidité que Charette fut obligé de battre en retraite. La nuit qui s'avancait, et la difficulté de la marche sur un terrain coupé en tous sens de haies et de fossés, devaient, ce semble, le mettre à l'abri de toutes poursuites; mais le Français, qui ne connaît point d'obstacle, s'attacha aux pas de l'ennemi avec tant d'ardeur qu'on fut obligé de battre le rappel pour le faire revenir aux drapeaux. Les fatigues de la journée rendaient le repos nécessaire, et la déroute des Vendéens semblait permettre qu'on s'y livrât tranquillement; mais les républicains avaient affaire à un ennemi infatigable; aussi le général Charpentier profita-t-il de la nuit pour faire de nouvelles dispositions. Il fit bien, car, dès le lendemain, Charette, qui avait rassemblé ses troupes à Saint-Philibert, se porta de nouveau vers Machecoul avec les débris de son armée, qui se trouvait n'être plus que de huit à neuf cents hommes.

Quoique les républicains s'attendissent bien à revoir l'ennemi, cependant, comme il s'était approché par des chemins détournés, il enleva leurs premiers postes sans éprouver de résistance; mais bientôt on crie aux armes, la générale bat, et toutes les troupes sont sur pied. Les tirailleurs de Charette cherchaient à tourner Machecoul; on s'en aperçoit, le bataillon de la Haute-Saône les a bientôt culbutés. Pendant qu'on était aux prises, une manœuvre, que la position des républicains rendait nécessaire, faillit occasionner une déroute.

Charpentier, ayant fait faire un demi-tour à droite à la moitié de sa troupe, quelques mauvais soldats prirent ce mouvement pour une retraite, et commencèrent à lâcher pied ; les officiers eurent besoin de toute leur fermeté pour arrêter le désordre. Cependant la première colonne, qui filait de l'autre côté de la ville, attaque les Vendéens avec avantage ; soutenus par les hussards, les républicains les poursuivirent le sabre à la main jusqu'au ruisseau de la Marne. L'affaire fut si vive sur ce point, que sans le courage de Laroherie jeune, qui retarda avec sa cavalerie la poursuite des hussards, l'armée vendéenne eût été totalement détruite : Charette lui-même ne dut son salut qu'à une fuite précipitée. Cette journée fut fatale aux Vendéens, qui perdirent beaucoup de monde, sur-tout dans les retraites ; car comme le défaut de discipline et la difficulté du terrain empêchaient qu'elles ne se fissent en bon ordre, les fuyards étaient facilement atteints et sabrés sans miséricorde.

MACON.

19 février 1814. — Mâcon était au pouvoir de l'ennemi. Dans la journée du 19, le général Pannetier marcha sur cette ville, où il entra après un combat assez vif. L'ennemi, fort de trois mille hommes, y éprouva des pertes considérables en tués et en blessés : on lui fit près de deux cents prisonniers, et le résultat de cette importante opération fut la prompte délivrance du département de Saône-et-Loire.

MADELAINE (LE COL DE LA).

20 septembre 1793. — Les Piémontais, pour soutenir Lyon, dont les troupes de la convention faisaient le siège, se mirent en mesure de repousser les Français qui multipliaient leurs succès sur les montagnes de la Savoie. Mais le général Kellermann n'eut qu'à se montrer pour dissiper leur audace. Dès le 10 septembre, le général Ledoyen, servant sous ses ordres, emporta tous les avant-postes des Savoyards, et les empêcha en même temps de renforcer leurs troupes dans la Tarentaise et le Faussigny, où se dirigeait Kellermann. Ses divers régimens avaient franchi à cet effet les points les plus élevés des Alpes. Quatre cents hommes marchèrent droit au col de la Madelaine, et furent secondés

dans leur entreprise par un pareil nombre, qui chassa les Piémontais sur Moutier, avec une perte considérable. La conquête de ce poste important offrait de grands avantages.

MADRID.

4 décembre 1808. — Le 2 décembre était un jour que Napoléon voulait marquer dans les fastes de l'histoire : il ne manquait aucune occasion d'en célébrer l'anniversaire. C'est le 2 décembre qu'il choisit pour forcer la capitale de l'Espagne à lui rendre hommage et à le recevoir en maître. Ce jour célèbre arrivé, Buonaparte marche en personne sur Madrid. Il s'arrête sur les hauteurs qui couronnent cette capitale, sa garde et les dragons des généraux Latour-Maubourg l'entouraient. Ces superbes troupes manifestaient par mille acclamations un enthousiasme difficile à décrire. Sous ce climat où le ciel est ordinairement pur, la journée était si belle qu'on pouvait la comparer à un des beaux jours du mois de mai. Tout concourait enfin à donner à ces guerriers les plus grandes jouissances.

Il s'était formé dans Madrid une junte militaire; elle était présidée par le général Castellar, qui avait sous ses ordres le général Morla, capitaine-général de l'Andalousie et inspecteur-général de l'artillerie espagnole. Six mille hommes de troupes régulières et cent pièces de canon étaient disposés pour la défense de la ville; il y avait en outre un grand nombre de paysans armés venus de toutes parts. Tout ce qui était armé dans cette capitale pouvait être évalué à soixante mille hommes. Depuis huit jours on barricadait les portes de la ville et les rues : de tous côtés on entendait les cris de la désolation. Les cloches de deux cents églises sonnaient à-la-fois. Le désordre à son comble et le malheur présentaient par-tout leur affreux tableau.

Au milieu de ces calamités et pour fixer la destinée de ces peuples, le maréchal d'Istrie envoie à la junte militaire espagnole sommation de se rendre. Bientôt après, on vit paraître aux avant-postes un général espagnol de troupes de ligne, qui s'avancait pour répondre à la sommation du duc d'Istrie. Il parut que ce général était accompagné et même surveillé par une trentaine d'hommes du peuple d'une mine extraordinaire; leur costume, leur langage, leur regard farouche, tout annonçait en eux des hommes déterminés,

lorsque les Français représentèrent au général espagnol que son refus de rendre la ville exposait les vieillards, les femmes, les enfans, si l'on en venait aux horreurs d'un assaut. Alors il tâchait de se dérober pour montrer non-seulement la douleur dont il était pénétré, mais même le peu de liberté qu'il avait de remplir sa mission avec franchise et loyauté. Les Français durent juger, par des signes, qu'il gémissait sous l'oppression. Tout ce qu'il y avait d'honnêtes gens dans Madrid était dans la même situation. Mais lorsqu'on vit ce général écrire les demandes et les réponses avec une scrupuleuse exactitude, et faire signer ce procès-verbal par ces hommes à figure sinistre, ces mêmes hommes qui avaient influencé et dicté les réponses, on jugea tout l'empire que la tyrannie exerçait sur la multitude.

Des hommes de la lie du peuple avaient saisi l'aide-de-camp du duc d'Istrie, qu'on avait envoyé dans Madrid; on allait lui faire un mauvais parti, peut-être le massacrer, lorsque les troupes de ligne espagnoles coururent à son secours, le mirent sous leur sauve-garde, et le firent escorter jusqu'auprès de son général. Les excès de la populace se manifestaient en tous sens : un garçon boucher de l'Estramadure demanda que le duc d'Istrie vînt en personne dans la ville, les yeux bandés : cette homme commandait une des portes. Le général Montbrun entendit faire cette demande audacieuse et crut devoir la repousser : il en montra de l'indignation. Il fut bientôt entouré par un peuple qui ne demandait que le plus léger prétexte pour assouvir sa violence, et faire sentir à un ennemi abhorré tout l'effet de son ressentiment.

Le général Monbrun faillit à être victime d'une imprudence, car lorsque la force est compromise et qu'elle est impuissante, il faut avoir recours à la politique; enfin ce général français tira son sabre et s'échappa. Peu de temps après, les Français, cherchant à s'instruire et à connaître les véritables sentimens du peuple espagnol, reçurent dans leur camp des gardes wallones qui désertaient. On s'informa auprès de ces déserteurs de l'esprit public; ces hommes assurèrent que toutes les personnes honnêtes et propriétaires, intimidées par le reste de la population, n'avaient aucune influence dans les affaires, qu'elles étaient subjuguées par le peuple. Alors toute conciliation parut absolument impossible.

L'excès des Espagnols renfermés dans Madrid était tel, dans ces momens de crise où le peuple exerce sa puissance

par l'effet du nombre et par l'embarras des chefs du royaume, que la veille, un homme respectable, le marquis de Perales, fut leur victime : il fut accusé d'avoir fait mettre du sable dans les cartouches, et, sans d'autres informations qui constataient une accusation semblable, M. de Perales qui, jusqu'alors avait joui de la confiance du peuple, fut étranglé, et ses membres coupés, et dispersés, furent ensuite portés dans tous les quartiers de la ville, comme les trophées d'une victoire remportée sur un traître.

Il fut résolu et arrêté de refaire toutes les cartouches, ouvrage auquel on employa environ quatre mille moines qui furent conduits au Retiro pour y exécuter ce travail. Tous les paysans des environs de Madrid trouvaient constamment de la soupe et des alimens à discrétion dans tous les palais et maisons qu'il fut ordonné de tenir ouverts à cet effet. L'infanterie française, dans ces momens, approchait de Madrid; elle n'était plus qu'à un myriamètre de cette capitale. Napoléon, cherchant à ménager le grand nombre d'hommes honnêtes qui se trouvaient dans cette grande cité, employa la soirée à en reconnaître les pourtours et à établir son plan d'attaque en conséquence.

Buonaparte avait déjà jugé combien il était facile d'emporter cette ville d'assaut; mais il voulait la soumettre sans employer la force des armes. Il voulait soustraire à l'oppression les propriétaires et les hommes honnêtes qui gémissaient sous le despotisme populaire. Il fallait, pour obtenir cet heureux résultat, savoir employer tour-à-tour et à propos et la force imposante et la douce persuasion. Napoléon, en deux jours, parvint à ce but, et ses efforts furent couronnés d'un plein succès. On vit arriver à sept heures du soir la division Lapissè, détachée du corps du maréchal duc de Bellune : un clair de lune des plus brillans semblait se rencontrer exprès pour prolonger la durée du jour. A l'arrivée de ces troupes, Buonaparte fit ses premières dispositions militaires; il ordonna au général de brigade Maison, de marcher sur les faubourgs pour s'en emparer, tandis que le général de division Lauriston serait également commandé pour protéger cette occupation avec quatre pièces d'artillerie de la garde.

Au premier feu, qui fut très-vif, on vit à la pâleur des visages espagnols, la frayeur succéder à l'audace qu'ils avaient eue pendant tout le jour. Déjà les voltigeurs du seizième

régiment s'étaient emparés des maisons d'un faubourg, et notamment d'un grand cimetière. Tous les points désignés pour l'attaque furent couverts d'artillerie par le duc de Bellune, qui y employa toute la nuit. A minuit un officier espagnol, lieutenant-colonel d'artillerie, pris à Somo-Siera, et qui voyait avec effroi les dispositions militaires de Buonaparte contre Madrid, fut envoyé par le prince de Neuchâtel, chargé de la lettre ci-jointe :

A Monsieur le commandant de la ville de Madrid.

Devant Madrid, le 3 décembre 1808.

« Les circonstances de la guerre ayant conduit l'armée française aux portes de Madrid, et toutes les dispositions étant faites pour s'emparer de la ville de vive force, je crois convenable et conforme à l'usage de toutes les nations de vous sommer, monsieur le général, de ne pas exposer une ville aussi importante à toutes les horreurs d'un assaut, et rendre tant d'habitans paisibles victimes des maux de la guerre. Voulant ne rien épargner pour vous éclairer sur votre véritable situation, je vous envoie la présente sommation par l'un de vos officiers fait prisonnier, qui a été à portée de voir les moyens qu'a l'armée pour réduire la ville.

« Recevez, monsieur le général, l'assurance de ma haute considération.

« Le vice-connétable, major-général,

« Signé ALEXANDRE. »

« Le 3, à neuf heures du matin, le même parlementaire revint au quartier-général français avec la lettre ci-après :

A S. A. S. le prince de Neuchâtel.

« Monseigneur,

« Avant de répondre cathégoriquement à votre altesse, je ne puis me dispenser de consulter les autorités constituées de cette ville, et de connaître les dispositions du peuple en lui donnant avis des circonstances présentes. A ces fins, je prie votre altesse de m'accorder cette journée de suspension pour m'acquitter de ces obligations, vous promettant que demain, de bonne heure, ou même cette nuit, j'enverrai ma réponse à votre altesse par un officier général.

« Je prie S. A. d'agréer les assurances de toute la considération due à son rang éminent et à son mérite.

« Madrid, le 3 décembre 1808.

« Sérénissime seigneur,

« Signé F., marquis DE CASTELLAR. »

Mais tandis que les majors-généraux des armées en présence s'écrivaient et cherchaient à négocier, et à empêcher que des torrens de sang ne coulassent, trente pièces d'artillerie vomissaient leur feu contre les murs du Retiro. Le général de brigade d'artillerie Sénarmont officier d'un grand mérite, dirigeait cette attaque. Le palais du Retiro était déjà entamé. Une brèche permettait de pénétrer dans cet édifice. Des voltigeurs de la division Villate en profitèrent pour y passer : ils furent suivis par leur bataillon ; et en moins d'une heure ce palais fut inondé de soldats français, qui culbutèrent quatre mille Espagnols placés dans le Retiro pour le défendre. Les troupes françaises emportèrent successivement tous les postes importants, tels que ceux du Retiro, de l'observatoire, de la manufacture de porcelaine, de la grande caserne et de l'hôtel de Medinaceli, ainsi que tous les débouchés qui avaient été mis en défense.

Dans un sens opposé, vingt pièces de canons simulaient une fausse attaque, en jetant des obus dans un autre quartier où l'ennemi trompé portait une attention qui l'égarait. Dans Madrid le désordre était à son comble. A chaque instant il en arrivait des prisonniers qui rendaient compte des scènes douloureuses dont cette triste capitale offrait le tableau. Les maisons étaient crénelées. On avait coupé les rues : on avait formé des barricades avec des balles de coton et de laine, les fenêtres avaient été matelassées. Les campagnes offraient sur tous les points le spectacle de familles éplorées, abandonnant leurs maisons dans lesquelles il n'existait plus d'asile assuré. Ces malheureux habitans fuyaient à travers les guérets. D'autres, plus confians dans la générosité des vainqueurs, attendaient dans la consternation le résultat de ce grand événement. Au sein de leurs propriétés, ils les garantissaient par leur présence, du pillage de leurs concitoyens égarés par toutes les passions. Les Espagnols qui n'avaient rien à perdre, étrangers à la ville, conseillaient une défense vigoureuse, en obligeant les troupes de ligne de continuer le feu : sur leur refus, ils les accusaient de trahison. — Les Espagnols avaient au-delà de cent pièces de canon en batterie : ils y ajoutèrent l'équipage le plus burlesque qu'on ait jamais vu, c'était une quantité plus grande encore de pièces de deux et trois livres retirées des caves et ficelées sur des charrettes. De quoi leur servait cette immense artillerie ? mais le peuple ignorant est-il susceptible d'aucun calcul ? le Retiro était au pouvoir des Français. De

ce point on pouvait foudroyer la ville; ainsi toute défense devenait inutile.

Napoléon mit tous ses soins à empêcher qu'on ne pénétrât dans les maisons. Il ne laissa avancer les troupes qu'en petit nombre, précédées de quelques compagnies de voltigeurs qu'il refusa même de faire soutenir. A onze heures le prince de Neuchâtel écrivit la lettre ci-après. Aussitôt Buonaparte fit cesser le feu sur tous les points.

Au général commandant Madrid.

Au camp français devant Madrid, le 4 décembre 1808, à onze heures du matin.

« Monsieur le général Castellar, défendre Madrid est contraire aux principes de la guerre et inhumain pour les habitants. Napoléon m'autorise à vous envoyer une seconde sommation. Une artillerie immense est en batterie : des mineurs sont prêts à faire sauter vos principaux édifices. Des colonnes sont à l'entrée des débouchés de la ville, dont quelques compagnies des voltigeurs se sont rendus maîtres : mais Buonaparte, toujours généreux dans le cours de ses victoires, suspend l'attaque jusqu'à deux heures. La ville de Madrid doit espérer protection et sûreté pour ses habitants paisibles, pour le culte, pour ses ministres; enfin, l'oubli du passé. Arborez un pavillon blanc avant deux heures, et envoyez des commissaires pour traiter de la reddition de la ville. »

« Recevez, M. le général, etc.

« Le major-général, Signé ALEXANDRE. »

A cinq heures on introduisit dans la tente du major-général français, le général Morla, membre de la junte militaire, et don Bernardo Yriarte envoyé de la ville : ils firent connaître tout l'embarras des hommes sages et qui pensent bien, obligés de céder encore à une multitude délirante qui ne voulait pas voir que la ville, étant sans ressources, ne pouvait continuer à se défendre : ces députés demandèrent la journée du 4 pour persuader au peuple ses véritables intérêts, et enfin, lui faire entendre raison : le major-général présenta les députés de Madrid à Napoléon, qui leur dit :

« Vous employez en vain le nom du peuple ; si vous ne pouvez parvenir à le calmer, c'est parce que vous-mêmes vous l'avez excité, vous l'avez égaré par des mensonges. Rassemblez les curés, les chefs des couvents, les alkades, les principaux propriétaires, et que d'ici à six heures du matin la

ville se rende , où elle aura cessé d'exister. Je ne veux ni ne dois retirer mes troupes. Vous avez massacré les malheureux prisonniers français qui étaient tombés entre vos mains. Vous avez, il y a peu de jours, laissé traîner et mettre à mort dans les rues deux domestiques de l'ambassadeur de Russie, parce qu'ils étaient nés Français. L'inhabileté et la lâcheté d'un général avait mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé sur le champ de bataille, et la capitulation a été violée. Vous, M. Morla, quelle lettre avez-vous écrite à ce général? il vous convenait bien de parler du pillage, vous qui, étant entré en Roussillon, avez enlevé toutes les femmes et les avez partagées comme un butin entre vos soldats! Quel droit aviez-vous, d'ailleurs, de tenir un pareil langage? la capitulation vous l'interdisait. Voyez quelle a été la conduite des Anglais, qui sont bien loin de se piquer d'être rigides observateurs du droit des nations. Ils se sont plaints de la convention du Portugal; mais ils l'ont exécutée. Violer les traités militaires, c'est renoncer à toute civilisation; c'est se mettre sur la même ligne que les bédouins du désert. Comment donc osez-vous demander une capitulation, vous qui avez violé celle de Baylen? Voilà comme l'injustice et la mauvaise foi tournent toujours au préjudice de ceux qui s'en sont rendus coupables. J'avais une flotte à Cadix; elle était l'alliée de l'Espagne, vous avez dirigé contre elle les mortiers de la ville où vous commandiez. J'avais une armée espagnole dans mes rangs: j'ai mieux aimé la voir passer sur les vaisseaux anglais, et être obligé de la précipiter du haut des rochers d'Espinosa, que de la désarmer; j'ai préféré avoir sept mille ennemis de plus à combattre que de manquer à la bonne foi et à l'honneur. Retournez à Madrid. Je vous donne jusqu'à demain six heures du matin. Revenez alors; si vous n'avez à me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il s'est soumis. Sinon vous et vos troupes, vous serez tous passés par les armes.»

Ces paroles firent un tel effet sur l'esprit des deux députés de Madrid; qu'ils eurent plus de confiance à leur retour pour ramener et réunir les opinions diverses du peuple sur la véritable situation de cette capitale. Les mutins se débandèrent, prirent la fuite et n'exposèrent plus la ville à des dangers, par les excès auxquels ils ne cessaient de se porter. Le reste de la population céda à la raison et à l'empire des circonstances. Le 4, à six heures du matin, le général Morla et le général don Fernando de la Vera, gouverneur de la ville, se firent

annoncer à la tente du major-général de l'armée française : ils furent introduits.

Les généraux espagnols s'empressèrent d'annoncer la reddition de Madrid à Napoléon , commandant en personne l'armée française en Espagne. A dix heures du matin le général Belliard entra dans Madrid pour en prendre le commandement , les Français occupèrent à l'instant tous les postes. Buonaparte , voulant d'abord arrêter les effets de tout ressentiment et calmer l'effervescence prodigieuse de la majorité des habitants de cette ville , fit proclamer un pardon général : Dès ce moment la sécurité se montra sur tous les visages. Toute la population se répandit dans les places et dans les rues. Les boutiques ouvertes aussitôt ne furent fermées qu'à onze heures du soir. Les habitants , qui avaient pris beaucoup de peine pour créneler le haut de leurs maisons , pour en matelasser les ouvertures , pour barricader , pour dépaver les rues , mirent la plus grande célérité à remettre chaque chose comme auparavant , et à ôter à l'œil encore surpris , cette image horrible de la guerre.

On vit ensuite les moines reprendre tranquillement la route de leurs paisibles retraites. On s'étonna de voir Madrid , le théâtre de tant de maux depuis quatre mois , respirer ce calme heureux , partage ordinaire des peuples qui goûtent les douceurs de la paix. Le besoin du repos est la suite naturelle et nécessaire des grandes commotions. Les hommes les plus turbulens , qui dictaient des lois sanguinaires la veille à leurs concitoyens , à leurs généraux ; à leurs magistrats , qui abusaient du peu d'énergie de leur junte , maintenant sont rendus à la raison et au calme. Cet événement si mémorable coûta peu de monde aux Français , douze soldats seulement furent tués et cinquante blessés. Le général Bruyère , qui s'était imprudemment avancé au moment où l'on cessait le feu , reçut une balle qui le renversa mort ; le général de brigade Maison se trouva au nombre des blessés. Une perte aussi faible ne put être attribuée qu'à la petite quantité de troupes qu'on engageait à-la-fois contre un ennemi qui , après avoir fait une décharge , disparaissait aussitôt , et qui n'a jamais fait mine de se battre en bataille rangée.

Comme à son ordinaire , l'artillerie rendit les plus grands services , et sa manière prompte de faire son service imposa toujours à l'ennemi. Le 3 , un piquet de dragons avait chargé , à un myriamètre de Madrid , dix mille fuyards qui

se sauvaient de Somo-Sierra : la deuxième division de l'armée de réserve était là , on les avait rencontrés fuyant ; ils ont continué leur fuite en abandonnant quarante pièces de canon et soixante caissons.

Une grande ville en état de siège présente toujours une variété d'événemens piquans ou extraordinaires. Voici un trait remarquable par sa singularité. Près de la rue d'Alcala à Madrid logeait un vieux général retiré du service. Ce vieillard , âgé de quatre-vingts ans , était tranquillement dans sa maison , lorsqu'un officier français y entre et y loge avec sa troupe. Ce vieux général , tenant une jeune fille par la main , se présente devant cet officier : « Je suis un vieux soldat , dit-il , je connais les droits et la licence de la guerre , voilà ma fille ; je lui donne neuf cent mille francs de dot , sauvez-lui l'honneur et soyez son époux. » Le jeune officier prend le vieillard , sa famille et sa maison sous sa protection. Combien sont coupables ceux qui , dans une grande capitale , exposent des citoyens dont les sentimens sont aussi nobles !

Madrid au pouvoir de Napoléon , suivons actuellement tous les événemens de toutes les parties de ce vaste royaume , et voyons comment ses habitans , divisés d'intérêts , et peut-être d'opinions , vont se conduire à l'égard de ce conquérant qui vient de faire écrouler le trône d'Espagne. Le 3 , on vit paraître le duc de Dantzick à Ségovie. Le duc d'Istrie se mit à la poursuite de la division Pennas avec quatre mille hommes de cavalerie : cette division , en s'échappant de la bataille de la Tudela , se dirigeait sur le Guadalaxara. Florida-Blanca et la junte se réfugièrent auprès des Anglais après avoir quitté Aranjuez. Ils étaient d'abord allés à Tolède , d'où ils étaient repartis , ne se croyant point en sûreté dans cette dernière ville.

Dès le 20 , les Anglais étaient à l'Escorial au nombre de six mille ; ils y passèrent quelques jours. Leur projet semblait devoir être de franchir les Pyrénées et de venir sur la Garonne. On admirait la beauté de leurs troupes et l'exacte discipline qui y régnait. Ils avaient inspiré aux Espagnols la plus grande confiance ; on avait cru que cette division anglaise irait à Somo-Sierra , ou qu'elle viendrait au secours de la capitale. Mais les personnes instruites alors assurèrent que , dès que les Anglais avaient eu avis que Buonaparte était à Somo-Sierra , ils s'étaient repliés sur l'Escorial , et de là ils s'étaient dirigés sur la mer , après avoir combiné leur marche

avec la division de Salamanque. Un soldat espagnol disait, suivant le rapport public : Les Anglais nous ont donné des habits, des armes, de la poudre; mais ils n'ont point voulu exposer leurs soldats; et nous nous sommes trouvés sans secours au milieu de la plus forte crise.

A cette occasion, un officier français remarquait combien la nation anglaise avait promis successivement des secours aux diverses puissances de l'Europe, et combien ces espérances avaient été déçues. Le stathouder, continuait l'officier, a été abusé, la Sardaigne, l'Autriche, la Russie même, puissance dont l'empire colossal est fait pour commander les égards; et la Suède enfin! par-tout avare du sang de ses soldats, elle a répandu l'or et les armes avec profusion; par-tout elle a allumé le tison fatal de la guerre, selon que sa politique l'a jugé utile à ses intérêts. Mais aujourd'hui fidèle alliée de toutes les puissances, l'harmonie qui semble régner entre elles, nous promet pour l'avenir des jours plus sereins. Elle a partagé cette loyauté et cette magnanimité qui veut que toutes les monarchies de l'Europe soient désormais respectées de leurs sujets et soient conservées dans leur intégrité. Puisse le monarque anglais, guidé par ce noble sentiment qui constitue le caractère des grands princes, cicatriser tous les maux qui accablent encore la France!

Cependant, persistait l'Espagnol, la cause des Anglais était la nôtre; quarante mille Anglais à Espinosa et à Tudela ajoutés à nos forces, pouvaient balancer les destins et sauver le Portugal. Mais à présent que nos armées sont détruites sur tous les points qu'elles occupaient, que la conquête des Espagnes va être terminée, puisque la capitale est au pouvoir de l'ennemi, et que la raison doit achever de soumettre le reste, que deviendra le Portugal? Ce n'est pas à Lisbonne que les Anglais devaient le défendre, c'est devant Madrid, à Somo-Sierra, à Burgos, à Espinosa. Le 7, Napoléon nomma le général d'artillerie Séname général de division, et le major Séname adjudant-commandant. On avait craint pour la vie de cet officier. Un officier polonais montra, dans la journée du 4, une bravoure qui pouvait lui devenir funeste. C'était le comte de Krasinski, colonel des chevaux-légers; quoique malade, il voulut charger à la tête de son régiment polonais.

Bonaparte nomma membres de la légion-d'honneur, Babecki et Wolygursky, maréchaux-des-logis, et Surzyesky, soldat des chevaux-légers polonais, qui avaient pris des dra-

peaux à l'ennemi ; il accorda de plus aux officiers des chevaux-légers huit décorations, et le même nombre fut aussi donné aux soldats polonais. — Dans la journée du 2, les débris de l'armée de Castanos, auprès de Guadalaxara, furent reconnus par le chef d'escadron Lubienski. Dans ce moment le commandement de cette armée avait passé de Castanos sur la tête du général Pena, la Junte ayant destitué Castanos.

Comme dans les grands évènements, on a toujours été curieux d'en connaître les vraies causes, les profonds politiques, dans leur étonnement, ont enfin trouvé la source de ces menées astucieuses, ouvrage d'un ambitieux dont l'esprit était en délire, et qui, pour détourner les regards de ses propres manœuvres, faisait rejeter sur d'autres ce qui n'appartenait qu'à lui seul. Mais il est sans doute intéressant de voir les formes diverses, variées à l'infini, que prend ce monstre qu'on appelle politique, pour consommer ses forfaits et les rejeter sur autrui. Dans ces temps si extraordinaires, où Buonaparte affectait de se montrer l'ami, le protecteur, l'héritier enfin du roi Charles, on rejeta tout l'odieux de cette machination sur l'Angleterre et sur le duc de l'Infantado. Et voici tout ce que l'on dit dans le temps. — On dit que le duc de l'Infantado avait occasionné les malheurs de l'Espagne, parce qu'il avait cédé aux instances de l'Angleterre dans ses funestes projets contre l'Espagne ; et que c'était ce même duc de l'Infantado que le cabinet de Londres avait employé pour diviser le père et le fils, et renverser le roi Charles de son trône ; ce prince infortuné qui avait toujours conservé pour la France la plus sincère affection. On voulut aussi qu'il suscitât des orages populaires contre le premier ministre de ce monarque, pour élever à la puissance souveraine un jeune prince qui, dans son mariage avec une princesse de Naples, avait, ajoutait-on, puisé cette haine contre les Français, dont cette maison ne s'est jamais départie.

Dans la conspiration qu'on avait fabriquée à l'Escorial, c'était encore au duc de l'Infantado qu'on faisait jouer le premier rôle. Cependant, les combinaisons de l'intrigue parvinrent à le faire nommer généralissime des armées d'Espagne, il prêta même serment à Bayonne entre les mains de Joseph Buonaparte, en qualité de colonel des gardes espagnoles. On dit qu'on remarquait en lui une intimité avec les agens de la cour de Londres, qui annonçait l'intelligence qu'on voulait supposer, pour détourner la pensée et l'attention de dessus le

grand coupable dont la verge de fer faisait alors trembler toute l'Europe. Les ministres anglais logeaient chez le duc de l'Infantado, c'en était assez pour accréditer toutes les infénales suppositions de l'intrigue. Cela était essentiel pour conserver à Buonaparte le degré d'estime et de respect qui lui était si nécessaires dans le haut rang où il s'était placé.

Lorsque les Français s'approchèrent de Madrid pour s'en rendre maîtres, on voulut accuser le duc de l'Infantado d'avoir conseillé à ses concitoyens une résistance dangereuse, insensée; il sortit de Madrid pour aller à Guadalaxara chercher des secours: et l'on ne manqua point de dire qu'il avait abandonné la capitale au moment du péril, pour s'en garantir comme un lâche et un traître; qu'il ne montra de sollicitude que pour un agent anglais, qu'il emmena dans sa voiture, comme pour lui servir d'escorte. Rien ne fut négligé enfin pour accabler dans l'opinion publique ce duc de l'Infantado, pour le charger, d'accord avec l'Angleterre, du crime d'autrui.

La capitale des Espagnes s'était rendue; elle s'était soumise à l'aspect d'une force imposante, redoutable, devant des guerriers dont la seule renommée intimidait l'ennemi; mais le reste de la population était loin de vouloir céder. Il restait la conquête la plus difficile à faire, celle des cœurs. Dès que le rapport du comte Lubinski fut connu, on vit seize escadrons de cavalerie, commandés par le duc d'Istrie, se mettre en mouvement pour observer l'ennemi; l'infanterie suivit de près, commandée par le duc de Bellune. A son arrivée à Guadalaxara, le duc d'Istrie trouva l'arrière-garde ennemie qui se dirigeait sur l'Andalousie; il lui fit cinq cents prisonniers, après l'avoir culbutée. D'après les rapports faits à l'armée, le général de brigade Ruffin et la brigade des dragons Bordesoult se portèrent sur Aranjuez, déjà occupé par les Espagnols; ils en furent chassés, et tout ce qui fuyait vers l'Andalousie fut poursuivi par les troupes françaises.

Cinq à six cents paysans, qui voulaient défendre le couvent de l'Escurial, en furent chassés de vive force par le général de division Lahoussaie, qui y entra le 5. Chaque jour, cependant, la confiance semblait renaître parmi les habitants de Madrid, et leur stupeur cessa. Des effets précieux, des meubles riches avaient été cachés dans ces jours de désolation: tous ces objets réparurent bientôt après. Comme à l'ordinaire; les boutiques furent garnies. Tous les apprêts de défense et barricades disparurent. Dans toutes les parties de

cette grande ville la tranquillité régna , et l'occupation de Madrid se fit sans désordre ; la police la plus sévère y fut établie : on y surprit un fusilier de la garde , ayant plusieurs montres sur lui ; il fut convaincu de les avoir volées : on le fusilla sur la principale place de la ville.

Les munitions de guerre qui se trouvaient dans cette capitale se portaient à deux cents milliers de poudre , dix mille boulets , deux millions de plomb , deux cents pièces de canon de campagne et cent vingt mille fusils , la plupart de fabrique anglaise. Le désarmement des habitans fut ordonné , et s'exécuta sans aucune difficulté ; on remarqua même leur docilité , et l'on disait alors *qu'ils revenaient avec empressement et de bonne foi à l'autorité de Joseph Buonaparte , qui les garantissait de la malveillance de la cour de Londres* , et de la violence des factions et des désordres occasionnés par les mouvemens populaires. Un régiment , portant le titre de *Royal étranger* , fut créé par Joseph Buonaparte ; on y admit tous les déserteurs et Allemands qui étaient au service d'Espagne ; on forma aussi un régiment suisse de *Reding le jeune* , en récompense de ses services et de son patriotisme suisse reconnu. Bien différent , disait-on alors , du général Reding : l'un a bien mérité de ses compatriotes , et obtiendra par-tout l'estime , et l'autre ira dans les tavernes de Londres , jouir d'une pension de quelques centaines de livres sterling , mal acquise et payée avec dédain.

Tandis que le cinquième et le huitième corps de l'armée d'Espagne , et trois divisions de cavalerie , passaient la Bidasoa , et que , sans avoir eu le temps de se former en ligne , ils escarmouchaient sur leur route avec l'ennemi , qu'ils trouvaient sur tous les points , et obtenaient les avantages dus à des troupes et braves et régulières , Napoléon , simulant des préparatifs d'attaque contre l'ouest de l'Espagne , était réellement prêt à fondre sur l'armée de Castanos. Les Français s'avançaient toujours de Burgos sur Lerma , Aranda , et au-delà du Duero. La junta renforçait le poste important de Guadarama , au nord-est de Madrid , et à cinq miriamètres de cette ville. Les Anglais songeaient sérieusement à faire approcher leurs troupes auxiliaires de Guadarama et de l'Escurial.

Mais laissons Madrid jouir , sous ses nouveaux maîtres , du repos et de la tranquillité dont cette capitale a tant besoin , et suivons tous les événemens et les combats nécessités pour la

soumission entière du royaume, résolue par Buonaparte. A la bataille de Tudela, où les avantages sont restés du côté des Français, le duc de Montebello se louait beaucoup de la conduite du général de brigade Pouzet, du général de division Lefebvre, du général d'artillerie Couin, de son aide-de-camp Gueheneuc, qui reçut une blessure. Trois régimens de la Vistule s'y distinguèrent; on remarqua aussi la bravoure avec laquelle le général de brigade Augereau chargea à la tête de la division Morlot. MM. Labédoyère et Viry placèrent une pièce de canon au milieu de la ligne ennemie; Labédoyère fut blessé au bras. Napoléon nomma colonel le major polonais Kliki, et général de brigade le colonel Pepin. Le colonel polonais Kasinowski, blessé à la bataille de Tudela, fut fait membre de la légion-d'honneur. Après avoir passé le Tage, le général de division Ruffin, voulant couper le chemin à l'armée d'Andalousie, qui voulait occuper cette province, marcha sur Ocanna, et força l'ennemi à se jeter sur Cuença; et déjà les divisions de cavalerie des généraux Lasalle et Milhaud, se portaient sur le Portugal; par Talavera-de-la-Reina; et, dans le même temps, le duc de Dantzick arrivait à Madrid avec son corps d'armée, et le maréchal Ney, à Guadaluara, à la tête de son armée venant de Saragosse.

Buonaparte voulut différer de donner l'assaut contre Saragosse, pour laisser aux habitans le temps de s'instruire sur la reddition de Madrid et sur la dispersion des troupes espagnoles qui, sur tous les points, avaient été mises en fuite par les soldats français. Cependant il avait manifesté le dessein, si cette ville s'obstinait dans sa résistance, à en avoir raison par l'effet des mines et des bombes. Les jours qui suivirent l'occupation de Madrid, on voyait sans cesse arriver des troupes françaises sur le territoire espagnol : à peine le huitième corps y entra, que le général Laborde portait son quartier-général à Vittoria, et que le général Valence, commandant une division polonaise, approchait de Buitrago. Les Anglais, dans ces momens, rapprochaient leurs forces vers le Portugal, que Napoléon voulait aussi placer sous son obéissance.

Les Anglais, dans leur retraite, avaient laissé seize traîneurs qui furent rencontrés par la division Lasalle, et qui furent sabrés. Le maréchal Mortier, attendu en Catalogne, devait tourner l'armée ennemie et faire sa jonction avec les généraux Duhesme et Saint-Cyr. On avait annoncé, le 23

novembre, qu'il y avait une brèche déjà praticable au château de la Trinité, de la ville de Roses. Le même jour, quatre cents Anglais débarquèrent au pied du château; un bataillon italien eut une affaire avec eux; les Italiens obtinrent l'avantage; ils leur tuèrent dix hommes, en blessèrent le double, et jetèrent le reste dans la mer. Une trentaine de barques, qui sortaient du port de Roses, portaient à croire que les habitans commençaient à évacuer la ville. La division du général Souham, occupant les divers points de Garrigas, d'Armodas, de Puntos et de Navata, fut attaquée, le 24 novembre, par les Espagnols, au nombre d'environ six mille hommes, commandés par le général Alvarès, qui avait divisé ce corps en plusieurs colonnes. Le premier régiment d'infanterie légère et le quatrième bataillon du troisième régiment soutinrent seuls ce choc; mais l'effort de l'ennemi fut vain: il fut repoussé bien au-delà de la Fluvia; après avoir laissé beaucoup de morts et de blessés. Parmi les prisonniers qui furent faits dans cette affaire, se trouvèrent le colonel Lebrun, qui commandait en second l'expédition, le colonel titulaire du régiment de Tarragone, le major, et un capitaine du même régiment.

Napoléon, en Espagne, ne s'y occupait pas uniquement des affaires militaires; on citera, pour preuve, la lettre suivante, écrite au ministre de la justice et grand-juge Regnier, et d'autres lettres relatives aux affaires d'Espagne.

« Monsieur le comte Regnier, nous avons résolu de faire placer dans la salle de notre conseil d'état les statues en marbre des sieurs Tronchet et Portalis, rédacteurs du premier projet du code Napoléon, et dont nous avons été à même d'apprécier les grands talens dans les conférences qui ont eu lieu lors de la rédaction dudit code. Notre intention est que nos ministres, conseillers d'état et magistrats de toutes nos cours voient, dans cette résolution, le désir que nous avons d'illustrer leurs talens et de récompenser leurs services, la seule récompense du génie étant l'immortalité et la gloire. Nous avons fait connaître nos volontés à notre grand-maréchal du palais et à l'intendant de notre maison; mais nous vous chargeons spécialement de porter tous vos soins à ce que les statues soient promptement faites, et ressemblantes. Nous désirons que vous fassiez connaître ces dispositions à nos différentes cours.

« Cette lettre n'étant à autre fin, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« A Burgos, le 18 novembre 1808.

« Signé NAPOLEON. »

Circulaire aux archevêques, aux évêques et aux présidents des consistoires.

« Monsieur l'évêque de . . . Les victoires remportées par nos armes aux champs d'Espinosa, de Burgos, de Tudela et de Somo-Sierra, l'entrée de nos troupes dans la ville de Madrid, et le bonheur particulier que nous avons eu de sauver cette ville intacte des mains des brigands insurgés qui en tenaient les honnêtes habitans sous l'oppression, nous portent à vous écrire cette lettre. Nous désirons qu'aussitôt après sa réception vous vous concertiez avec qui de droit, afin d'appeler nos peuples dans les églises et de faire chanter un *Te Deum*, et telles autres prières que vous voudrez désigner, pour rendre grâces à Dieu d'avoir protégé nos armes et d'avoir confondu les ennemis de notre nation et de la tranquillité du continent, qui, réveillant sans cesse l'esprit de faction, cherchent à consolider leur monopole par les désordres publics et par le malheur des peuples.

« Sur ce, monsieur l'évêque, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« En notre camp de Madrid, le 7 décembre de l'an 1808.

« Signé NAPOLEON. »

15 décembre 1808. — Le 15 décembre, une députation de la municipalité, et des différens corps et corporations de Madrid, fut présentée à Napoléon. Elle était composée comme il suit : S. D. Pedro de Mora-y-Lomas, corrégidor; D. Juan de Castaneda, régidor; D. Juan Xaramillo, régidor; D. Manuel Monlaos, député de la commune; D. Mathias Bayo, député de la commune; D. Juan-Jose Bringas, procureur-général; D. Mateo Norzagaray, procureur-particulier.

Députation de l'état ecclésiastique régulier. — E. Eugenio Amoedo, abbé du monastère de Saint-Bernard; P. D. Calixto Nunez, abbé de Saint-Basile.

Députation de l'état ecclésiastique séculier. — D. D. Juan-Antonio Grusta, curé de Saint-Sébastien; D. Domingo Albarez, bénéficié de l'église Saint-Jacques.

Députation du corps de la noblesse. — D. Eusebio-Maria Delos-Heros ; D. Benito de Prado-y-Ulloa.

Députation des cinq corporations supérieures. — D. Pedro Rubio ; D. Vicente-Ambrosio de Aguirre.

Députation des soixante-quatre arrondissemens, composant les dix quartiers de Madrid.

Députation du corps des notables des paroisses de Madrid.

Députation des corporations inférieures.

D. Pedro de Mora-y-Lomas, corrégidor de Madrid, porta la parole, et présenta l'adresse suivante à Napoléon :

« La ville de Madrid, représentée par sa municipalité, par le clergé séculier et régulier, par la noblesse et par les députés des quartiers, se présente à vos pieds, pour lui offrir les plus respectueuses actions de grâces, pour la clémence avec laquelle, dans la conquête que vos armes triomphantes ont faite de cette ville, vous avez daigné songer au salut et au bonheur de ses habitans, moyennant le traitement honorable et bien-faisant que vous avez bien voulu lui accorder, et que Madrid regarde comme la garantie du pardon de tout ce qui s'est passé en l'absence de Joseph Buonaparte, frère de votre auguste personne.

« Les différens corps composant cette assemblée, instruits de l'objet de la convocation, ont résolu et déterminé de vous supplier de daigner leur accorder la faveur de voir Joseph Buonaparte incessamment dans Madrid, afin que, sous ses lois et sous sa sage administration, notre capitale, ainsi que tous les lieux de sa juridiction immédiate, et enfin l'Espagne entière, jouissent de la tranquillité et du bonheur, qu'ils attendent de la douceur du caractère de Joseph, votre bien-aimé frère.

« Enfin, Madrid se flatte que votre puissance le protégera en même temps que votre clémence assurera son bonheur. »

Madrid, le 9 décembre 1808.

Napoléon répondit :

« J'agréé les sentimens de la ville de Madrid. Je regrette le mal qu'elle a essuyé, et je tiens à bonheur particulier d'avoir pu, dans ces circonstances, la sauver, et lui épargner de plus grands maux.

« Je me suis empressé de prendre des mesures qui pussent tranquilliser toutes les classes de citoyens, sachant combien l'incertitude est pénible pour tous les peuples et pour tous les hommes. J'ai conservé les ordres religieux, en restreignant le

nombre des moines. Il n'est pas un homme sensé qui ne jugeât qu'ils étaient trop nombreux. Ceux qui sont appelés par une vocation qui vient de Dieu, resteront dans leurs couvens. Quant à ceux dont la vocation était peu solide, et déterminée par des considérations mondaines, j'ai assuré leur existence dans l'ordre des ecclésiastiques séculiers. Du surplus des biens des couvens, j'ai pourvu aux besoins des curés, cette classe la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé.

« J'ai aboli ce tribunal contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient. Les prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens. J'ai satisfait sur ce que je devais à moi et à ma nation : la part de la vengeance est faite ; elle est tombée sur dix des principaux coupables ; le pardon est entier et absolu pour tous les autres. J'ai supprimé des droits usurpés par les seigneurs dans le temps des guerres civiles, où les rois ont trop souvent été obligés d'abandonner leurs droits pour acheter leur tranquillité et le repos des peuples. J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra établir des hôtelleries, des fours, des moulins, des madragues, des pêcheries, et donner un libre essor à son industrie, en observant les lois et les réglemens de la police. L'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un petit nombre d'hommes nuisait plus à votre agriculture que les chaleurs de la canicule.

« Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un état qu'une justice : toutes les justices particulières avaient été usurpées et étaient contraires aux droits de la nation. Je les ai détruites. J'ai aussi fait connaître à chacun ce qu'il pouvait avoir à craindre, ce qu'il avait à espérer. Les armées anglaises, je les chasserai de la péninsule. Sarragosse, Valence, Séville seront soumises ou par la persuasion, ou par la force de mes armes ; il n'est aucun obstacle capable de retarder long-temps l'exécution de mes volontés.

« Mais, ce qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est de constituer les Espagnes en nation, sous les ordres du roi, s'ils continuent à être imbus des principes de scission et de haine envers la France, que les partisans des Anglais et les ennemis du continent ont répandus au sein de l'Espagne. Je ne puis établir une nation, un roi et l'indépendance des Espagnols, si ce roi n'est sûr de leur affection et de leur fidélité.

« Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les

divisions dans la famille royale avaient été tramées par les Anglais. Ce n'était pas le roi Charles et le favori que le duc de l'Infantado, instrument de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers récemment trouvés dans sa maison, voulait renverser du trône; c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne : projet insensé dont le résultat aurait été une guerre de terre sans fin, et qui aurait fait couler des flots de sang. Aucune puissance ne peut exister sur le continent, influencée par l'Angleterre; s'il en est qui le désirent, leur désir est insensé, et produira tôt ou tard leur ruine.

« Il me serait facile, et je serais obligé de gouverner l'Espagne, en y établissant autant de vice-rois qu'il y a de provinces. Cependant je ne me refuse point à céder mes droits de conquête à mon frère Joseph, et à l'établir dans Madrid lorsque les trente mille citoyens que renferme cette capitale, ecclésiastiques, nobles, négocians, hommes de loi, auront manifesté leurs sentimens et leur fidélité, donné l'exemple aux provinces, éclairé le peuple et fait connaître à la nation que son existence et son bonheur dépendent d'un roi et d'une constitution libérale, favorable aux peuples et contraire seulement à l'égoïsme et aux passions orgueilleuses des grands.

« Si tels sont les sentimens des habitans de la ville de Madrid, que ses trente mille citoyens se rassemblent dans les églises; qu'ils prêtent, devant le Saint-Sacrement, un serment qui sorte non-seulement de la bouche, mais du cœur, et qui soit sans restriction jésuitique : qu'ils jurent appui, amour et fidélité à Joseph, mon frère; que les prêtres, au confessionnal et dans la chaire, les négocians, dans leurs correspondance, les hommes de loi, dans leurs écrits et leurs discours, inculquent ces sentimens au peuple; alors je me dessaisirai du droit de conquête, je vous donnerai, pour vous gouverner, celui que vous me demandez, et je me ferai une douce tâche de me conduire envers les Espagnols en ami fidèle. La génération présente pourra varier dans ses opinions; trop de passions ont été mises en jeu; mais vos neveux me béniront comme votre régénérateur; ils placeront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai paru parmi vous, et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne.

« Voilà, monsieur le corrégidor, a ajouté Napoléon, ma pensée tout entière. Consultez vos concitoyens, et voyez le parti que vous avez à prendre; mais, quel qu'il soit, prenez-le franchement, et ne me montrez que des dispositions vraies. »

Le 19 décembre, Napoléon passa la revue de ses troupes à Madrid. La droite de l'armée était appuyée sur Chamartin, et la gauche dépassait Madrid. L'ensemble de cette armée commençait à présenter un aspect imposant : soixante mille hommes, cent cinquante pièces de canon, plus de quinze cents fourgons, chargés de biscuit et d'eau-de-vie, formaient cet ensemble majestueux. Le duc de Bellune était toujours à Tolède avec son armée; et le duc de Dantzick, à la tête de son corps d'armée, occupait toujours Talavera-de-la-Reyna. Le huitième corps était arrivé à Burgos.

Et, dans le même moment, le général Saint-Cyr faisait sa jonction à Barcelone, avec le général Duhesme, tandis que les postes de cavalerie battaient le pays jusqu'aux confins de l'Andalousie.

On se hâtait de construire à Madrid de très-beaux ouvrages de fortifications, qu'on établissait sur les hauteurs : six mille hommes y étaient employés. On venait de recevoir le petit équipage de siège, composé de pièces de vingt-quatre, légères, et de petits mortiers.

On avait trouvé à Talavera-de-la-Reyna une cinquantaine d'hommes dans les hôpitaux, environ trois cents selles et quelques restes de magasins appartenant aux troupes anglaises. Quelques détachemens de cavalerie s'étaient montrés du côté de Valladolid; c'était la première fois qu'on voyait cet allié de l'Espagne. L'armée anglaise avait beaucoup de malades et éprouvait des désertions. Le 13 elle occupait encore Salamanque. On dut trouver extraordinaire de ne pas voir ces troupes auxiliaires de l'Espagne s'approcher de Madrid pendant la forte crise sous laquelle succomba cette capitale des Espagnes.

MADRIDEJOS.

23 février 1809. — Les généraux ducs de l'Infantado et d'Albuquerque se trouvaient à Consuegra avec douze mille insurgés; ces troupes étaient composées de paysans, dépourvus d'armes régulières, de subsistances et de chaussure. A l'approche rapide d'une division française elles prirent la fuite : le général Sébastiani ne put atteindre, avec sa cavalerie, que leur arrière-garde. Les Espagnols perdirent quatre cents hommes, tués dans la retraite; et on leur fit autant de prisonniers. Il n'y eut qu'un seul homme tué du côté des Fran-

çais, et trois blessés. Depuis cette déroute, les ducs ne combattirent qu'en chefs de partisans.

MAESTRICHT.

27 février 1793. — Le général Miranda fut chargé du commandement de l'armée de Dumouriez, tandis que celui-ci tentait d'envahir la Hollande. Les cantonnemens que laissait Dumouriez étaient difficiles à défendre, et il avait commis bien des fautes qu'il fallait réparer. Miranda avait besoin de mettre la plus grande prudence dans sa conduite; il devait commencer par connaître les forces et les mouvemens de l'ennemi, et pénétrer ses dispositions; il fallait sur-tout qu'il nût toute la vigilance possible pour garder un terrain ouvert de toutes parts.

Maestricht est une place forte sur la Meuse, et qui appartient aux Hollandais; elle était alors sans provisions et sans défense, n'étant pas même palissadée. Une des fautes les plus considérables de la dernière campagne était de ne s'être pas emparé de cette place. Il existait des traités avec la Hollande. Ceux qui alors gouvernaient la France ne voulurent pas les violer; c'est pourquoi ils répondirent négativement à Dumouriez, quand il leur proposa de faire la conquête de Maestricht. Dumouriez répliqua que la nécessité, cette loi si impérieuse, et la sûreté des armées l'exigeaient, et finit par insinuer que les intentions du gouvernement hollandais n'étaient pas très-pacifiques. On déclara la guerre pendant l'hiver. D'Autichamp, ancien officier-général de cavalerie, commandait la garnison de Maestricht, qui était nombreuse et composée en grande partie d'émigrés. A la dixième bombe, la place capitulera, voilà ce que Miranda écrivait au gouverneur. Avait-il véritablement des intelligences dans la ville, ou paraissait-il en avoir? C'est une chose incertaine; mais cette confiance excessive, peut-être, ne fut pas démentie par sa conduite. Négligeant la tactique des anciennes guerres, il commença le siège avec moins de quinze mille hommes, et fit investir la place vis-à-vis le faubourg de Wick, sur la rive droite de la Meuse, par le général Leveneur, qui ne commandait que six mille hommes. Autrefois, pour former les attaques, il en eût fallu soixante mille. La division du général Championnet, cantonnée au nord vers Peers, formait seule le corps d'observation; on avait seulement détaché sur

la Roër quelques partis chargés d'observer plutôt que de défendre les rives de cette rivière. Quatre pièces de seize et dix mortiers composaient toute l'artillerie. Les bombes avaient été apportées en poste. Ces bombes, pour la plupart, ne se trouvèrent pas du calibre des mortiers. Tout annonçait, dans cette entreprise, l'imprévoyance la plus manifeste, et cependant Miranda osait se vanter de prendre Maestricht avec ces seuls moyens ; il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il s'était abusé ; mais il était trop tard. Les émigrés faisaient tous les jours des sorties heureuses. Le siège n'était pas poursuivi avec vigueur. Le 27 février, les cantonnemens de Miranda furent investis par cinquante mille Autrichiens et vingt mille Prussiens, qui arrivèrent sans qu'il s'en fût aperçu. Miranda eut alors le sort de tous les présomptueux ; il perdit la tête et prit la fuite. L'artillerie eût été perdue, si le général Dubouchet ne l'eût fait enlever par sa fermeté.

9 octobre 1794. — Les Français, cette année, devinrent de nouveau les favoris de la victoire. La Belgique leur fut rendue par la journée de Fleurus. L'armée française vainquit, le 9 octobre, à Ayvaille, et remporta dans la même journée, tant à Maseick que devant Maestricht, des avantages considérables. L'art et la nature semblaient s'être réunis pour la défense de Maestricht, l'une des plus importantes forteresses de l'Europe. On crut, après tant de succès, le moment favorable pour en former le siège. Elle fut aussitôt investie. Le général Kléber, commandant une armée de cinquante mille hommes, fut chargé de conduire le siège et de couvrir les opérations. Les travaux furent dirigés par le général Marescot. Ce fut contre le fort Saint-Pierre et le faubourg de Wick que commencèrent les attaques. Le prince de Hesse commandait la garnison, forte de huit mille hommes. On attaqua à cent toises des fortifications. L'ennemi inonda la tranchée ; le courage surmonta cet obstacle. Cependant les travaux de tranchée étaient poussés en sape volante, et le soldat ne les perfectionnait pas même le jour ; car, n'étant pas accoutumé aux opérations des sièges, il ne cherchait qu'à gagner du terrain, sans songer à sa propre sûreté. Le zèle, le courage et le dévouement des soldats se montrèrent particulièrement pendant la guerre souterraine qui eut lieu dans une profonde caverne, découverte dans les flancs de la montagne Saint-Pierre ; là ils devinrent tous, sans distinction, des mineurs. On fit plusieurs sommations à la place, qui capitula après onze jours

de tranchée ouverte , et dans laquelle on trouva des munitions en abondance et deux cents pièces de canon.

MAGDEBOURG.

Du 1^{er} au 11 novembre 1806. — Les déroutés d'Erfurth , de Gruesen et de Jéna , ayant forcé les Prussiens à fuir devant un ennemi toujours vainqueur , les débris de leur armée se dirigèrent vers Magdebourg ; mais la position qu'ils compaient prendre derrière cette place se trouvant occupée par les Français , il ne leur resta d'autre ressource que de se retrancher dans un camp. Cependant à peine y furent-ils installés , que les Français leur livrèrent cinq assauts de suite , les y forcèrent , leur firent un grand nombre de prisonniers , et enlevèrent ce qui leur restait d'artillerie. L'armée se trouvant ainsi dissonite , les chefs se sauvèrent , les uns d'un côté , les autres de l'autre , laissant le roi de Prusse avec environ huit mille hommes pour l'escorter dans sa fuite. Ce prince aux abois , sentant qu'il n'y aurait pas de sûreté pour lui , tant qu'il serait en deçà de l'Elbe et de l'Oder , précipita tellement sa marche , pour mettre ces fleuves entre l'ennemi et lui , qu'il ne songea pas à pourvoir à la défense de Berlin. Les Français , qui observaient la marche des Prussiens , divisèrent leur armée en deux corps , dont l'un se dirigea vers la gauche , pour poursuivre l'ennemi , et l'autre prit les devants pour les couper sur l'Oder. Au moyen de cette division , il devenait facile , en maintenant la continuité de la ligne , d'en tirer quelques détachemens pour se mettre à la poursuite des Prussiens , éparpillés dans un espace de plus de quatre-vingts lieues ; et , dans le cas où ces détachemens auraient été rencontrés par des partis plus nombreux , le général Murat se tenait à la portée de l'armée , tout prêt à les seconder au besoin ; en sorte qu'il ne s'engagea presque pas d'affaire , à laquelle il ne fût présent. D'un autre côté , Napoléon , dont le quartier-général suivait tous les mouvemens de l'armée , ne perdait de vue aucune des opérations ; il les dirigeait avec une telle précision , et faisait parvenir ses ordres avec tant de célérité , que l'exécution ne souffrit nullement de l'incommodité des bivouacs et du changement continuel de logemens. Cependant le maréchal Davoust , qui commandait la droite de l'armée , marchait sur Wirtemberg , et surprenait le pont sur l'Elbe au moment où les Prussiens y mettaient le feu , et le maré-

chal Lannes faisait réparer le pont de Dessau qu'il trouva brûlé. Pendant que le maréchal Soult faisait le blocus de Magdebourg, le général Belliard, chef de l'état-major du général Murat, eut une conférence avec le prince Hohenlohe. Ce général, déconcerté par l'activité de Buonaparte, qui, depuis la bataille de Jéna, le poursuivait l'épée dans les reins, demandait un armistice de trois jours pour enterrer les morts. Napoléon lui fit répondre qu'il songeât aux vivans, et lui laissât le soin des morts, parce qu'il n'avait pas besoin de trêve pour leur rendre les derniers devoirs. Les Prussiens, voulant déguiser l'intention qu'ils avaient de se réfugier derrière l'Oder, faisaient des mouvemens qui paraissaient les diriger vers Stettin, mais les Français ne prirent pas le change. Le maréchal Soult quitta les positions de Magdebourg, et alla passer l'Elbe à une journée de cette place, afin d'avoir toujours l'œil sur l'ennemi. Le maréchal Ney, que Soult avait laissé devant Magdebourg, cernait cette forteresse depuis huit jours. Le 1^{er} novembre, ayant été instruit que les assiégés étaient au dépourvu, et criaient à la faim, il fit bombarder la place. Les habitans, craignant les suites du bombardement, qui avait déjà incendié quelques maisons, commencèrent à murmurer et firent leurs plaintes au gouverneur. Celui-ci, voyant que, malgré tous ses moyens de défense, la détresse ne pouvait qu'augmenter de jour en jour, prit le parti de capituler, et rendit la place le 8. Les troupes françaises occupèrent les postes dès le lendemain, et la garnison, forte de vingt-deux mille hommes, dont vingt généraux, huit cents officiers et deux mille artilleurs, défila le 11 devant l'armée française, après avoir déposé cinquante drapeaux et cinq étendards. Les Français trouvèrent dans la place huit cents pièces de canon, une immense quantité de poudre et un superbe équipage de pont. La prise de Magdebourg termina cette campagne, qui n'avait été pour les Prussiens qu'une suite continuelle de défaites, et les avait mis hors d'état de rien entreprendre de long-temps contre les Français qui les avaient si maltraités.

MAGNAN (LE).

Du 30 mars au 7 avril 1799. — Tous les obstacles opposés aux Français sur les bords de l'Adige avaient été vaincus par leur valeur; mais Schérer, triomphant à Sainte-Lucie,

échoua à Porto-Legnago. Le général Servan fut blessé dans cette attaque, et le général autrichien Devins y perdit la vie. La division française fut forcée de prendre la route de Cérrea et de se retirer sur Mantoue, après un combat qui ne le cédait en rien à celui de Vérone. Les Français de la gauche pouvaient être coupés, et pour ne pas s'exposer à ce danger, le lendemain de la bataille ils repassèrent l'Adige et gagnèrent Peschiera. Moreau, qui ne se détermina à ce mouvement qu'avec beaucoup de peine, voulut absolument que Schérer restât dans sa position devant Vérone. Pour ôter à l'ennemi la connaissance de sa marche, Moreau ordonna à Serrurier de faire garder les ponts de Pollo et de Pastringo par quelques bataillons, de passer l'Adige, et de se diriger sur Vérone; il lui recommanda particulièrement de ne pas se compromettre. Le 31 mars, Serrurier descendit l'Adige, de très-grand matin, et s'avança sur Bussolengo. Ce village est adossé à des montagnes sur les revers desquelles les Autrichiens avaient des troupes; les Français attaquèrent les impériaux avec impétuosité, les culbutèrent et les poursuivirent trop loin, oubliant en cela les ordres exprès de leur général. Un corps de troupes, sorti de Vérone, vint bientôt soutenir l'ennemi qui prenait la fuite. Les Français, après avoir battu les Autrichiens, furent à leur tour forcés de céder au nombre et de revenir sous Bussolengo; pendant que la cavalerie chargeait vigoureusement l'ennemi, les troupes françaises se rallièrent, rejoignirent les ponts et passèrent l'Adige; tous les ponts furent aussitôt coupés par ordre du général Serrurier.

Tout ce qui sortait de Vérone était surveillé par l'armée française, qui, pendant le combat, avait pris une nouvelle position; son centre était vis-à-vis d'Albaredo; sur la droite était une division en réserve. Moreau commandait deux divisions placées en équerre sur le flanc gauche, et occupait le village de Butta-Preda et les sources du Tartaro; le quartier-général était placé au centre de l'armée; une forte garnison fut laissée à Peschiera, par le général Schérer. Le général Kray ne fut pas plutôt instruit de ce mouvement qu'il ordonna à l'aile droite de son armée de passer l'Adige, d'occuper Castel-Novo, de masquer Peschiera, de resserrer la gauche des Français, et même, s'il était possible, de tourner leur flanc: ce général fut prévenu dans le dessein qu'il avait d'attaquer. On n'avait pas enterré les morts de part et d'autre,

parce que les troupes étaient restées en présence et presque sur le champ de bataille ; afin de remplir un devoir aussi sacré , on convint d'une suspension d'armes jusqu'au 30 à midi. Cependant tous les postes de l'armée autrichienne furent attaqués sur la gauche par le général Schérer, dès les dix heures du matin. Il culbuta d'abord les brigades des généraux autrichiens Elsnitz et Gottesheim, et força les postes près le Pont de Saint-Paul à se replier. En même temps Serrurier passa de nouveau l'Adige avec sa division, s'avança jusqu'à Parona, sur la rive gauche, et de ce côté-là les Autrichiens furent aussi obligés de reculer jusqu'à un mille de Vérone.

Le général Kray, sentant bien que la sûreté de Vérone serait compromise si l'attaque des Français réussissait, fit entrer dans la ville la division Frœlich (qui s'était bien battue à Porto-Legnago), à l'instant où une colonne française atteignait les hauteurs qui dominent la place. Les Français furent attaqués vivement par cette division, formée sur trois colonnes ; le succès du combat fut long-temps incertain ; mais, après avoir fait inutilement la résistance la plus opiniâtre, ils furent culbutés et repoussés jusqu'aux ponts, et obligés de prendre la fuite avec précipitation : une partie seulement de leurs forces repassa l'Adige, parce que les grenadiers autrichiens avaient enlevé et rompu les ponts. Toute une colonne française, qui avait passé l'Adige et s'était portée dans les montagnes pour prendre en flanc les Autrichiens, n'eut plus aucun moyen de faire sa retraite. Les Français perdirent dans cette journée deux mille hommes morts, blessés ou prisonniers. Schérer chercha en vain à rétablir le désordre que cette défaite avait mise dans l'armée ; deux fois inutilement il fit attaquer la porte de Saint-Maximin ; le découragement était à son comble, et le surlendemain il fut obligé de rétrograder.

Le général Saint-Julien, pouvant maintenant communiquer avec le Tyrol, pénétra jusqu'à Rivoli et Peschiera, et commença à investir ces places. Mantoue cependant était couvert par Schérer, qui, de sa nouvelle position, menaçait encore de passer l'Adige entre Vérone et Legnago, près Ronco et Roverchiano. Le même jour la gauche de l'armée française se trouva resserrée par l'armée autrichienne, qui vint camper en ayant de Vérone, et qui masqua la place de Peschiera, en appuyant sa gauche à Tomba, et sa droite à Sainte-Lucie. Le général Schérer, voulant empêcher les Autrichiens de tourner son flanc gauche, se décida le 3 avril à les atta-

quer; le général Kray, dans ce même moment, s'occupait des moyens de porter un coup décisif aux Français et de les éloigner de l'Adige. Kray devina les intentions de Schérer et résolut de le prévenir; à cet effet il forma trois fortes colonnes, fit commander la réserve par le général Frélich, et l'avant-garde par le comte de Hohenzollern. Schérer s'avavançait également sur trois colonnes; Victor et Grenier commandaient deux divisions à la droite; Delmas, avec l'avant-garde, couvrait l'attaque centrale des divisions Hatry et Montrichard; Moreau commandait ces divisions: Schérer s'était réservé la gauche, et tous devaient ensemble attaquer Villa-Franca: tel était l'ordre des deux armées, qui se rencontrèrent le 6 avril. Les Français étaient supérieurs en nombre quand ils se trouvèrent à Pozzo, en face de la première colonne autrichienne que commandait le général Mercantin. Moreau perça le centre de leurs lignes et les força de céder; le général Mercantin fut blessé mortellement; le combat fut rétabli par la réserve autrichienne: malgré cela les Français firent des prisonniers. Le feu de la division Serrurier fit d'abord plier la seconde colonne, qui, commandée par le général Kaïm, marchait sur Cadi-Dervid; mais bientôt elle reprit l'offensive au moyen d'une partie de la réserve qui vint se joindre à elle. Le général Kray vint lui-même, avec des troupes fraîches, au secours de la colonne de gauche, conduite par le général Zoph, au moment où elle était ébranlée et sur le point de se mettre en retraite, et décida le succès du combat jusqu'alors incertain, en tournant les divisions françaises de droite jusqu'à six heures du soir. Ces colonnes disputèrent avec un égal acharnement tous les points où elles se rencontrèrent; les deux partis déployèrent une égale valeur, mais la courageuse impétuosité des Français fut vaincue par la constante intrépidité des Autrichiens. L'avant-garde, commandée par le comte de Hohenzollern, abandonna Villa-Franca, qu'elle avait d'abord occupé, pour se replier sur Fossombrone. Pendant la nuit les Français se rallièrent; l'armée victorieuse resta sur le champ de bataille, couvert de morts: un grand nombre de prisonniers tomba le lendemain entre les mains des Autrichiens, qui, en poursuivant les vaincus, occupèrent Voleggio, Villa-Franca et Isola-Alta; Schérer se retira sur Roverbella. L'ennemi dans cette journée fit aux Français cinq mille prisonniers et leur

prit dix-huit canons, des caissons, des bagages, des munitions et sept drapeaux.

Le général Mercantin mourut de ses blessures; du côté des Français, le général Pigeon fut blessé à mort; Schérer, en pleine déroute, passa le Mincio à Goito. Le général Kray songea alors à recueillir les avantages que lui présentaient ses succès; le général Saint-Julien reçut l'ordre de passer avec son avant-garde la rivière à Voleggio; il fut suivi par les divisions des généraux Zoph et Kaim, qui investirent entièrement Peschiera. Mantoue fut resserré par le général Klénau, commandant tous les postes avancés de l'aile gauche. Tant que le général Schérer avait eu l'offensive sur l'Adige, les Autrichiens avaient agi d'une manière prématurée en cherchant à pénétrer dans la vallée de l'Oglio, et à tourner l'aile gauche des Français. Le général Wuckassowich pénétra sur le lac Garda, trois jours après la victoire de Magnan; ce lac est le plus considérable de l'Italie, il a trente-cinq milles italiens dans sa plus grande longueur, et quatorze dans sa plus grande largeur; sa rive orientale s'étend sur le Véronais; sa rive occidentale est bornée par le Brescian: une ligne militaire qui commençait à l'embouchure de la rivière de Garda, et se terminait à Lazise, partageait ce lac. Suivant une convention du traité de Campo-Formio, les Autrichiens possédaient la partie septentrionale; les Français en furent chassés par les impériaux en trois jours. La flotte impériale, armée à Riva, favorisa beaucoup le corps de Wuckassowich dans ses mouvemens. Les Russes, en arrivant en Italie, trouvèrent les Français et les Autrichiens dans cette position.

MAGUILLA.

11 juin 1812.—Une forte colonne de cavalerie anglaise, sous les ordres du général Slade, se dirigeait sur Valencia-de-la-Torres. Le général Lallemand, par ordre du général en chef, qui avait été instruit des mouvemens que faisait l'ennemi en Estramadure, se porta sur Valencia-de-la-Torres, avec quatre escadrons des dix-septième et vingt-septième régimens de dragons. Le général Slade, informé de sa marche, s'étant mis en embuscade près de Slera, pour surprendre sa cavalerie, fut découvert par les éclaireurs français; mais voyant la supériorité de ses forces, il se présenta pour com-

battre en avant du défilé de Maguilla, que le général Lallemand tentait de repasser. L'attaque vive des Anglais ne lui permit pas de se retirer; alors il prit la résolution hardie de faire face, et fit charger les Anglais par deux de ses escadrons, qui furent ramenés vigoureusement; mais aussitôt s'avança le vingt-septième de dragons, qui était en réserve; il se jeta sur l'ennemi, qui fut repoussé à son tour et renversé, tandis que les autres escadrons, s'étant ralliés, revinrent à la charge, secondèrent les efforts du vingt-septième, et l'ennemi, pressé vivement, céda le terrain après un quart-d'heure de mêlée, et fut poursuivi avec ardeur par les dragons français, au-delà d'une lieue. Sa perte très-considérable, relativement à celle des Français, qui ne perdirent que deux dragons, trois chevaux tués et quinze blessés, monta à trois cents hommes tués, cent trente prisonniers, et près de cinq cents chevaux. Le général Lallemand se conduisit dans cette affaire en capitaine habile et en brave, et les dix-septième et vingt-septième régimens de dragons, qui étaient sous ses ordres, méritèrent d'être mentionnés avec honneur dans le rapport du général en chef au ministre de la guerre.

MAINBOURG.

7 septembre 1796. — Du moment que les impériaux, pressés sur le Rhin et l'Adige, d'un côté par l'armée de Sambre-et-Meuse, de l'autre par l'armée d'Italie, furent hors d'état d'opposer aux Français des forces supérieures sur aucun point, l'armée de Rhin-et-Moselle n'eut pas de peine à pénétrer dans la Bavière. Un combat d'avant-garde eut lieu près de Mainbourg, et, quoique cette action se soit ensevelie, pour ainsi dire, dans la foule des beaux faits d'armes que les républicains multiplièrent à cette époque, elle aurait cependant été remarquée dans une guerre moins animée. L'ennemi fut débusqué des positions qu'il occupait, et perdit quatre cent cinquante prisonniers et une pièce de canon.

MAJALAHONDA.

11 août 1812. — L'avant-garde de l'armée du lord Wellington, qui, venant de Ségovie, avait passé le Guadarama, et forcé le général français, baron Treilhard, à abandonner sa position de Las-Rosas, avait pris position à un quart de

lieue en avant de la ville de Majalahonda, avec quatre pièces en batterie, trois bataillons d'infanterie et douze cents chevaux. Par ordre du maréchal Jourdan, le général Treilhard partit avec sa division pour reprendre sa position et reconnaître les forces des Anglais sur ce point. Arrivé en leur présence, le général français ordonna au colonel Reizet, commandant la première brigade, de charger à la tête du treizième de dragons. Cette charge, soutenue par le dix-huitième de dragons, enleva dans un instant aux Anglais trois pièces de canon : pour les reprendre accoururent aussitôt de nombreux escadrons ennemis. Jamais charge de cavalerie ne fut plus belle et plus opiniâtre : de part et d'autre on rivalisait de courage et de valeur. La brigade française, trois fois ramenée, revint trois fois à la charge; mais dans cette lutte, où elle était inférieure par le nombre, elle allait être accablée, lorsque les deux premiers escadrons de la seconde brigade reçurent ordre de charger, rétablirent le combat, culbutèrent, et poursuivirent l'ennemi jusque sur les hauteurs qui dominent Las-Rosas, où les Anglais, ayant réuni plusieurs escadrons, chargèrent à leur tour les Français, les obligèrent à se retirer, et allaient leur enlever le fruit de cette journée. Le baron Treilhard, voyant la retraite de ses troupes, les fit aussitôt soutenir par la seconde ligne, composée des vingt-deuxième et dix-neuvième de dragons, et du régiment de dragons Napoléon, qui formaient sa réserve. L'à-propos et la vivacité de cette charge déconcertèrent l'ennemi; ébranlé, culbuté et poursuivi vigoureusement, il se retira dans le plus grand désordre, laissant sur le champ de bataille tués, prisonniers ou hors de combat, près de huit cents hommes, de nombreux bagages, deux cents chevaux, outre les trois pièces de canon enlevées à la première charge. Ce combat de cavalerie, soutenu de part et d'autre avec courage et valeur, mérite d'être placé au rang des plus beaux faits d'armes de la campagne. Les Anglais se signalèrent aussi bien que les Français, et devaient par la supériorité du nombre remporter la victoire, s'ils avaient opposé à l'impétuosité française leur sang-froid accoutumé.

MALAGA.

5 février 1810. — L'occupation de Malaga, en complétant la soumission de la province de Grenade, fit briller d'un

nouvel éclat les armes françaises. En voici les principaux détails :

Un ancien colonel, nommé Abeillo, après s'être emparé de l'autorité, avait fait arrêter et embarquer l'ancienne administration de cette ville, le général Cuesta et les principaux habitants. Secondé par un grand nombre de prêtres et de moines qui prêchaient une croisade contre les Français, il était parvenu à armer les habitants de la montagne et ceux de la ville. Son état-major, composé d'un capucin avec le titre de lieutenant-général, et de plusieurs moines transformés en colonels et en officiers, dirigeait l'insurrection et promettait les palmes du martyre à ceux qui succomberaient dans une si noble entreprise. Déjà un corps de six mille hommes s'était porté au défilé des montagnes, et défendait le passage du col dit *Boche de Lasno*. De leur côté les Anglais, qui étaient à Malaga, excitaient le peuple, et tenaient prudemment leurs navires disposés pour la fuite, à l'approche du danger.

Instruit de ce qui se passait, le général Sébastiani se hâta d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu de marcher sur cette ville. Le 5, il partit d'Antéquerra, avec son avant-garde, replia sans peine les postes ennemis qui défendaient les gorges, et les mena battant jusque sous les murs de Malaga, où ils se rallièrent à une masse informe d'insurgés, traînant avec eux une nombreuse artillerie, et protégés par un fort détachement de cavalerie. Jaloux d'épargner le sang de ces malheureux, le général Sébastiani leur envoya trois parlementaires pour les sommer de se rendre. Mais, sourde à ses avis, leur masse s'ébranla et engagea sur-le-champ un feu d'artillerie et de mousqueterie des plus vifs. Plein d'indignation, le général fit charger sa cavalerie, et en un clin-d'œil tout fut renversé ou détruit. Quinze cents insurgés restèrent morts sur la place, et on entra pêle-mêle avec les fuyards dans la ville, où le feu se continua pendant quelques instans. Mais l'exaltation ayant fait place à la crainte, les habitants se soumirent et l'on cessa de se battre.

Outre le général de division Milhaud, le général de brigade Peyreimont, le colonel Sparre, les chefs d'escadron Lenourrit, du seizième de dragons, Saint-Léger, du dixième de chasseurs, le chef de bataillon Fourcade, le capitaine Sarraphino et une infinité d'autres se signalèrent dans cette journée, et méritèrent une mention particulière de la part du général Sébastiani. On trouva dans la place

cent quarante-huit pièces de canon de divers calibres et beaucoup d'approvisionnement. Fidèles à leur tactique ordinaire, les Anglais avaient gagné le large avant qu'ils pussent être atteints.

20 mars 1810. — Des corps d'insurgés s'étaient établis dans les montagnes de Ronda. Le général Peyreimont, avec trois bataillons et les lanciers de la Vistule, marcha sur cette ville où il entra sans beaucoup de résistance, après avoir défait l'arrière-garde ennemie et lui avoir tué deux cents hommes; mais, pour rendre les troupes de ce général disponibles, il avait fallu faire sortir de Malaga celles qui s'y trouvaient, de sorte que la ville resta deux jours sans garnison. Huit mille insurgés, sortis des montagnes, y descendirent et y commirent beaucoup d'excès: on y envoya, pour les chasser, un bataillon de la Vistule, deux compagnies du douzième régiment et cinquante dragons sous les ordres de l'adjudant commandant Berton; ce détachement y arriva le 20, et y surprit les insurgés, qui se rallièrent sur la hauteur du Vieux-Château, où ils furent bientôt attaqués et renversés avec perte de deux cents hommes et d'un grand nombre de blessés. Les canonniers espagnols restés à Malaga tournèrent contre eux les canons du môle, et contribuèrent à leur dispersion. Cette affaire fit beaucoup d'honneur à l'adjudant commandant Berton, ainsi qu'aux capitaines Toussaint, Groslin, Bellanger et Miokosiewitz.

15 octobre 1810. — Une escadre anglaise, composée de deux vaisseaux de soixante-quatorze, quatre frégates et trois bricks, avec quatre canonnières et sept bâtimens de transport, parut le 14 octobre à la vue de Fuengirola, petit fort à l'ouest de Malaga; à quatre heures elle était embossée et avait commencé une canonnade très-vive contre le fort; bientôt le débarquement commença à Cala-del-Moral. L'escadre mit à terre environ cinq mille hommes sous les ordres du général anglais lord Blayney; le 15 au matin, toutes les hauteurs qui environnent Fuengirola furent couvertes de troupes, et une batterie de cinq pièces établie à cent cinquante toises. Sur la sommation qui lui fut faite de rendre le fort, le capitaine Miokosiewitz, qui en commandait la garnison, refusa d'admettre le parlementaire: à l'instant le feu de la batterie fut dirigé sur le fort. Mais le général Sébastiani, ayant réuni trois mille hommes, se porta aussitôt sur l'ennemi, l'attaqua et le culbuta; la gar-

nison seconda ce mouvement par une sortie impétueuse, et enleva la batterie établie contre elle : les Anglais et les Espagnols mêlés parmi eux s'enfuirent en désordre vers le rivage. Le feu du fort coula plusieurs chaloupes canonnières chargées de troupes, et quelques débris seulement des régimens descendus à terre parvinrent à se rembarquer. Le champ de bataille resta jonché de morts, parmi lesquels on trouva deux cent cinquante Anglais. Trois à quatre cents soldats de cette nation furent faits prisonniers, ainsi que des colonels, des officiers d'état-major et le général lord Blayney, qui commandait l'expédition.

MALINES.

17 novembre 1792. — L'armée du Nord, après la journée de Jemmapes, n'eut qu'à se présenter dans la Belgique, pour voir les villes, lassées de la domination de l'Autriche, lui ouvrir leurs portes avec joie. La garnison de Malines obtint du général Stengel la faculté de rejoindre les forces impériales avec armes et bagages, mais elle laissa aux troupes françaises les arsenaux et les magasins qui lui appartenaient.

15 juillet 1794. — Cette ville était retournée, sans combat, à l'Autriche dès le printemps suivant; mais un an après, quand les victoires de Hondschoot et de Fleurus eurent fait prendre un nouvel ordre de choses, la situation de Malines ne fut plus la même. L'armée du Nord, après avoir franchi le canal de Welvorden, était allée camper devant cette ville à Hourbeck : deux jours après, elle attaqua les armées anglaise et hollandaise, qui occupaient une bonne position derrière le canal de Louvain à Malines, et sur le terrain entre ce canal et la Dyle. Après un rude combat, la valeur et l'intrépidité françaises l'emportèrent; les soldats, sans attendre les préparatifs qu'on disposait pour le passage du canal, se jetèrent pour la plupart à la nage, et enfoncèrent l'ennemi. Ils furent suivis du reste de l'armée, dès qu'on eut rétabli le pont, et l'on se présenta à Malines devant la porte de Louvain, qui avait été obstruée par un énorme tas de fumier; mais elle fut bientôt dégagée par les soldats, qui escaladèrent les murs avec des échelles, et entrèrent dans la ville en même temps que l'ennemi en sortait par la chaussée d'Anvers. Il fut fait quelques prisonniers. Quoiqu'on y perdit peu de monde, on eut à regretter le général Poteau.

MALOJAROSLAVETZ.

24 octobre 1812. — L'armée russe, après la prise de Moscou, suivait son mouvement rétrograde, elle s'était portée sur la petite ville de Malojaroslavetz; le vice-roi d'Italie reçut ordre de s'y porter, et la division Delzons, qui y était arrivée, s'empara du pont placé sur la rive gauche et le fit rétablir. Dans l'intervalle de la nuit du 23 au 24, deux divisions russes s'y portèrent pour soutenir leurs troupes, et prirent une position très-favorable sur les hauteurs près de la rive droite. Le 24, à la pointe du jour, le combat fut engagé; on se battit de part et d'autre avec ardeur; cependant toute l'armée ennemie parut, vint prendre position derrière la ville, et soutint par des forces nouvelles les nombreuses troupes qui combattaient contre les Français, tandis que son artillerie faisait un feu pressé. Le vice-roi engagea de son côté les divisions Delzons, Broussier et Pinot, et la garde italienne qui se couvrirent de gloire dans cette journée; le combat se soutenait encore avec ardeur, et pour conserver ses positions l'armée russe était employée presque entière. Cependant, malgré le nombre, l'avantage des hauteurs et les efforts de l'ennemi, la ville fut enlevée; les positions emportées: l'ennemi se mit en retraite, et avec tant de précipitation, qu'il fut obligé de jeter vingt pièces de canon dans la rivière. Sur le soir le prince d'Eckmühl déboucha avec son corps, et toute l'armée remplaça l'armée russe sur la position qu'elle venait d'abandonner avec une perte considérable. Les Français se signalèrent dans tant de combats et de batailles, que les expressions manquent pour varier les éloges mérités par leur valeur. La perte des Russes monta à plus de six mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers de distinction; les Français eurent à regretter, outre une perte de mille hommes, le brave général Delzons qui, depuis l'ouverture de la campagne, avait rendu de grands services et développé de grands talens: il mourut sur le champ d'honneur, frappé par trois balles.

MALTE.

13 juin 1798. — Guidée par le vainqueur de l'Italie, l'armée d'Orient sortit de Toulon en 1798. On voyait voguer vers le midi de l'Italie un armement immense, composé de treize vaisseaux

de ligne, de quatre-vingt-dix autres bâtimens de guerre et de plus de trois cents bâtimens de transport. La destination de cette nombreuse flotte était absolument ignorée. Le 8 juin, plusieurs vaisseaux s'arrêtèrent devant Malte, qui n'était cependant pas le principal but de l'expédition. La France seulement voulait y punir des mauvais procédés et des injures. Buonaparte, au bout de trois jours, demanda qu'il fût permis à une partie de la flotte française d'entrer dans le port, et d'y faire de l'eau; il éprouva un refus. L'armée avait le besoin le plus urgent d'eau. Buonaparte ordonne à sa flotte de mouiller de vive force dans tous les ports de l'île, et commande à ses braves de débarquer. Desaix et le général Belliard descendent à terre avec la vingt-unième demi-brigade, et bientôt toutes les batteries qui protégeaient la rade et le mouillage de Marsa-Sirgo, sont en leur pouvoir. Une canonnade assez vive, mais mal dirigée, n'avait pu empêcher les troupes françaises de mettre à terre sur tous les points. Le 12, dès le soir, on avait investi la ville de tous côtés et soumis l'île entière. On était loin de prévoir une semblable invasion. Buonaparte ne voulut pas même accorder une heure à l'ordre de Malte, qui cherchait à temporiser. Quoiqu'on pût opposer à l'attaque des Français près de sept mille hommes de troupes, et une nombreuse artillerie, la frayeur était à son comble dans l'île. On aurait cependant dû garder quelques souvenirs du fameux siège soutenu en 1565, contre les forces de Soliman, pendant que Jean de la Valette était grand-maître. Buonaparte profita des avantages que lui donnaient la crainte, le découragement, et sur-tout l'anarchie qui régnait parmi les chevaliers. On ne fit qu'une faible résistance sur tous les points. Cent Français désarmèrent un régiment de milice, et en chassèrent un autre jusque dans la ville. Les portes de la cité vieille s'ouvrirent à la seule présence du général Vaubois. Tout était de plus en plus dans la confusion parmi les chevaliers, ils s'accusaient mutuellement; mais les plus grands reproches tombaient sur Ferdinand Hompech, leur grand-maître. Le peuple et les milices criaient par-tout à la trahison. Tout annonçait la fin du règne des chevaliers de Malte. Les Français emportèrent presque tous les forts dans lesquels étaient divisées les forces de l'ordre; ce qui les étonnait, c'était de ne pas trouver plus de résistance dans une île regardée comme l'asile des vertus guerrières. Buonaparte, qui n'avait plus que la ville à assiéger,

menaça de la bombarder. Alors le grand-maître demanda à négocier, et il fut convenu que Buonaparte entrerait dans Malte le 13 juin. Ce fut ainsi qu'il se rendit maître d'une des plus importantes places de la Méditerranée. Deux vaisseaux de ligne, une frégate, trois galères, et trois millions qui se trouvèrent dans le trésor de l'ordre, furent acquis à la France, qui devint en même temps maîtresse d'un très-beau port. Le vainqueur prit l'engagement de procurer au grand maître, en Allemagne, une souveraineté, dans laquelle il pourrait établir le chef-lieu des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem; et provisoirement, il lui donna six cents mille francs comptant, et lui assura une pension de cent mille écus. On fit aux chevaliers français, reçus avant 1792, une pension qui était de sept cents francs pour ceux au-dessous de soixante ans, et de mille francs pour ceux au-dessus; on leur accorda de plus la permission de demeurer en France. En neuf jours Buonaparte termina cette expédition, organisa un gouvernement civil et militaire, et pourvut à la défense de la place. On sait qu'elle devint très-essentielle pour l'exécution des entreprises qu'il méditait. Le général Vaubois fut chargé du commandement de quatre mille hommes qui en formèrent la garnison, et Buonaparte partit pour l'orient.

L'équipage du vaisseau *l'Orient*, qui faisait partie de l'expédition d'Egypte, instruit, après avoir quitté Malte, que l'amiral Nelson cherchait la flotte pour l'attaquer, résolut de se faire sauter plutôt que de se rendre. Buonaparte, qui connut tout le danger de sa position, fit faire sur deux feuilles de papier son portrait, et celui de dix-sept de ses compagnons. On devait rouler ces feuilles, et abandonner à la mer deux bouteilles, dans lesquelles on devait les renfermer. Ces portraits en médaillons, faits avec de l'encre de la Chine, et qui en 1817, ornaient le cabinet d'un amateur anglais, étaient ceux de Desaix, Berthier, Kléber, Brueys, Dalinier, Murat, Junot, Lannes, Régnier, Sulkowsky, Cafarelli, Buonaparte, Monge, Bertholet, Rampon, Belliard, Desgenettes et Larrey.

Le départ de la flotte qui portait aux rives du Nil Buonaparte et sa fortune, excita les regrets des braves restés sur le rocher de Malte. Là, plus de gloire à acquérir, plus de provinces nouvelles à joindre au territoire français; mais ils devaient mettre une constance et une fermeté inébranlable pour conserver une conquête bien importante en elle-

même sans doute, et devenue tout-à-fait essentielle au moment où les Français allaient se mesurer dans les champs de l'antique Memphis. Toute importation de vivres, de la Sicile à Malte ; fut défendue sous les peines les plus sévères, aussitôt que le roi de Naples fut informé de l'occupation de cette île. Après les désastres d'Aboukir, on vit des ambitieux porter les paysans à la révolte ; et devenir des chefs de rebelles. La multitude se laissa entraîner, tant par besoin que par l'appât de l'argent, qu'on sut semer à propos. Les Maltais furent soutenus par douze cents hommes, que les Anglais débarquèrent deux mois après. Ceux-ci, se servant de poignards, armes ordinaires des lâches, assassinaient impitoyablement les militaires français qu'ils rencontraient isolés ou en petits détachemens, et bientôt on investit la place et par mer et par terre. On plaça tout autour la masse des révoltés, qu'on avait organisés en compagnies et en régimens, et qui étaient commandés par des officiers anglais et portugais. A l'exception du blé, il n'y avait à Malte aucun approvisionnement de bouche. Il n'y avait pas une quantité suffisante de plomb, de boulets et de cartouches ; les fortifications étaient en mauvais état ; les vaisseaux *le Guillaume-Tell* et *le Dego*, les frégates *la Diane*, *la Justice* et *la Carthaginoise*, se trouvaient bloqués dans le port, et les amiraux Villeneuve et Decrès renfermés dans la ville. Le contre-amiral Villeneuve se chargea de commander la flotte, et le général Decrès prit le commandement de trois forts. On fit faire le service de terre aux équipages, autrement plusieurs des forts fussent restés sans défense ; car deux mille deux cents hommes formaient la garnison de Malte, et il fallait en déduire les malades. On se prépara à une vigoureuse résistance. Tous ceux qui habitaient dans l'enceinte des fortifications reçurent ordre d'en sortir. Pour que toutes les garnisons françaises pussent communiquer entre elles, et recevoir des secours, on plaça des chaloupes le long de la côte jusqu'à Goze. On dépêcha des navires en France, en Italie, en Corse et sur les côtes barbaresques, afin de faire connaître la situation de la garnison, et de lui procurer les munitions dont elle avait un besoin si pressant. On fit des balles avec tout le plomb qui se trouva dans la ville. Pour que la solde du soldat lui fût exactement payée, on ouvrit un emprunt chez tous les habitans aisés. On chassa les Maltais qui parurent suspects, et l'on prit dans les magasins toutes les étoffes

propres à l'habillement des troupes. Aussitôt que les Anglais et les Portugais réunis, eurent exactement bloqué le port, les assiégeans tentèrent deux assauts ; l'un sur la porte Massamochet, l'autre sur l'avancée de la Sangle. Les Français les reçurent avec une telle intrépidité, que, sans avoir le temps de débarquer leurs échelles, les uns furent tués, d'autres blessés, et que le reste fut obligé de se sauver à la nage. Les Maltais et les Portugais, voyant qu'ils ne réussiraient pas dans les attaques de vive force, bombardèrent le port des galères, et la cité Valette où était le quartier-général. L'amiral portugais de Nizza et le commodore anglais de Sonnaire, firent faire une sommation dès le premier jour du blocus. Le général Vaubois répondit à cette sommation menaçante, faite au nom des insurgés : « Vous avez oublié, sans doute, que des Français sont dans la place ; le sort des revoltés ne vous regarde pas : quant à votre sommation, les Français n'entendent pas ce style. » Le général Vaubois fut obligé de renfermer sa garnison dans les murs, parce que la révolte allait en croissant dans les campagnes. Les ennemis recevaient tous les jours des vivres et des renforts ; chaque jour, au contraire, de nouveaux besoins se faisaient sentir dans Malte ; qui allait bientôt se trouver dans un entier dénuement. Regnault de Saint-Jean-d'Angéli fut député vers le directoire pour lui faire la peinture de cette détresse. Une nouvelle sommation fut faite par les assiégeans, qui n'ignoraient pas la situation de la place. L'amiral Nelson promettait, si on lui livrait Malte, de ne pas faire la garnison prisonnière, et de la reconduire en France ; il assurait aussi le pardon aux Maltais qui avaient embrassé la cause des Français. Vaubois fit la réponse suivante : « Nous sommes résolus de défendre cette forteresse jusqu'à l'extrémité, parce que nous sommes jaloux de mériter l'estime de notre nation, comme vous recherchez celle de la vôtre, et nous nous trouvons disposés à combattre les efforts des insurgés maltais comme les vôtres, avec tout le courage dont les gens d'honneur peuvent être susceptibles. » Tout fut mis en usage par Vaubois pour conserver Malte. Les vivres furent distribués avec plus d'économie, il en fit demander dans tous les pays où il crut pouvoir en obtenir. Il ne cessa de représenter au gouvernement que, placé sur un rocher isolé, au milieu de la Méditerranée, Malte avait été laissé presque sans magasins ; qu'il était obligé de lutter contre des ennemis qui regorgeaient de tout ce qui est nécessaire à la vie ;

qu'à la trahison et à la perfidie, les assiégeans réunissaient une connaissance approfondie de l'art militaire, et employaient pour réduire la place, tous les moyens que la force et la ruse peuvent inventer; que cependant la constance des Français n'était pas altérée par tant de privations et de dangers; que tous les corps étaient dans une parfaite union, et observaient la plus exacte discipline; que vaincre ou mourir était l'unique cri des soldats, fermement résolus à conserver Malte dont ils connaissaient l'importance; que cependant, dans un moment, où toute la marine de Toulon venait d'être anéantie par la défaite d'Aboukir, ils regardaient bien comme impossible, qu'on pût envoyer des secours de France; que les obstacles étaient encore augmentés par la guerre sanglante qui, après avoir enlevé à la France toutes les conquêtes de Buonaparte en Italie, s'approchait déjà de ses frontières. Le siège de Malte durait depuis six mois; le général Vaubois, n'ayant reçu que de faibles secours, fut forcé de prendre le blé qui était dans le séminaire, et fit faire le pain par les bourgeois. Pour subvenir aux dépenses de l'arsenal, on vendait du blé au comptant, et on se servait de l'argent qui provenait de cette vente. Vaubois, n'ayant plus ni vivres, ni argent, eut recours à un emprunt forcé; il souscrivit au nom du gouvernement français des obligations qu'il fit accepter à ceux qui avaient placé des fonds au séminaire. Ces obligations devaient être payées à la paix, pourvu toutefois, que ceux au profit de qui elles étaient souscrites, ne portassent pas les armes contre la France. Tous les riches maltais se trouvèrent ainsi intéressés à défendre de bonne foi la cité Valette. Une valeur de douze millions en biens nationaux à vendre, si l'on conservait Malte, était une hypothèque suffisante pour assurer la dette générale qui ne montait pas à beaucoup près à cette somme. La solde entière de la garnison fut long-temps payée par ce moyen; mais bientôt on éprouva de nouveaux besoins. Les soldats n'étaient plus couverts que de lambeaux; Vaubois leur fit faire des habits de cotonnade et d'autres étoffes qu'il mit en réquisition. Il habilla l'infanterie de ligne avec de la cotonnade blanche, et l'infanterie légère avec du drap rouge; on employa des étoffes brunes pour l'artillerie, et des étoffes rayées pour les marins. On fit les gilets et les pantalons de basin. Les officiers étaient vêtus de taffetas et de camelot de couleur. Le scorbut causa beaucoup de mal pendant le premier hiver. Pour remédier à cette maladie, Vaubois fit cultiver des

végétaux. Quelques canonniers seulement s'adonnèrent d'abord à cette culture ; mais les autres s'empressèrent de les imiter , quand ils en eurent connu les grands avantages. Non-seulement on transforma en jardins tous les fossés ; mais on transporta des terres dans les endroits qui n'étaient pas labourables ; le soldat allait les chercher quelquefois très-loin , et souvent , à l'aide de machines assez ingénieuses , les faisait monter et descendre par-dessus des remparts qui , dans certaines parties , avaient quatre-vingts pieds d'élévation. Ces travaux leur procurèrent une nourriture saine , et contribuèrent à l'entretien de leur santé. Pour élever des lapins , qui étaient d'un grand produit , ils allaient chercher de l'herbe en s'exposant aux plus grands dangers. Pendant près de deux ans les lapins et les poules furent d'une grande ressource , car pendant tout ce temps-là , on n'y mangea ni bœufs , ni mouton : il n'y en avait pas même pour les hôpitaux. On donnait aux convalescens du bouillon de cheval , des œufs , des liqueurs , et presque pas de vin. Les malades cependant se rétablirent avec un tel régime. Des poules , des lapins , des œufs , des chiens , des chats , des rats , étaient les seules provisions qu'on trouvât au marché ; on y voyait aussi des coquillages et du poisson que les marins y apportaient. Les Français pouvaient supporter des privations aussi dures par un sentiment d'honneur ; mais les Maltais qui les partageaient avec eux , et qui ne les enduraient qu'à cause d'eux , devaient nécessairement y être plus sensibles ; aussi le mécontentement universel fit naître des conspirations. Egorger l'état-major dans le palais même , se porter à la place Massamochet , ouvrir la porte Réale , s'emparer d'un des cavaliers , couper la communication entre la Florian et les îles de l'Est : tel fut le projet que des Maltais conçurent en janvier 1800. Des rebelles en grand nombre , étant parvenus pendant la nuit à tromper la vigilance des sentinelles , avaient passé sur des barques , et s'étaient cachés dans des magasins extérieurs. A une heure convenue , les conjurés de l'extérieur devaient entrer dans la ville par la porte Massamochet , se réunir à ceux de l'intérieur. Les Français devaient être occupés sur les remparts par les insurgés de la campagne , chargés d'y faire des attaques vives. Le général Vaubois , d'après des avis que lui donna un Grec , ordonna à la garnison de se tenir sur ses gardes. Sur les neuf heures du soir , un lieutenant , passant au fort Manuel , crut voir le long du rempart quelque chose remuer ; il prend sept hommes dans

le fort , et leur ordonne de faire feu ; les coups portèrent sur les rebelles dont les uns furent tués , les autres se rembarquèrent , et plusieurs se sauvèrent à la nage : dix furent pris ; on courut après les autres , une trentaine furent pris , et l'on se saisit des principaux conjurés. On apprit par eux que les Français n'avaient pas dans l'île vingt-cinq personnes qui leur fussent fidèles. On fusilla les coupables. En signe de joie , on fit de dessus les remparts une salve d'artillerie , qui , entendue par les conjurés du dehors , leur persuada que le complot avoit réussi. Ils accoururent en colonnes ; mais ils furent tirés de leur erreur en se voyant mitraillés et écrasés par les canons de la place. Ce fut ainsi que les Français échappèrent à ce péril pressant ; mais ils ne pouvaient plus douter que chaque être qui les entourait fût un conjuré ou un traître , et qu'à chaque moment ils avaient à redouter de nouveaux dangers. On avoit déjà fait cinq sommations ; quoique sa situation fut désespérée , Vaubois y avoit toujours répondu avec fierté. Les Maltais tentèrent un assaut , et ne réussirent pas. Cependant , subsistances , médicamens , tout tirait vers sa fin ; on payoit une poule 60 francs , un lapin 12 francs , un œuf 13 sous , une laitue 18 sous , un rat 40 sous et le poisson 6 francs la livre. C'étoit le temps des grandes privations. A tous ces maux , vint alors se mêler une épidémie cruelle , qui chaque jour enlevait à la garnison cent vingt à cent trente hommes. Les Maltais rebelles recevaient toujours de Naples des munitions et des vivres. Par une nouvelle sommation que fit l'amiral Nelson , il annonça qu'une flotte russe , pour lors à Messine , devait le rejoindre incessamment , et déclara aux Français que , s'ils ne se rendaient pas avant son arrivée , ils ne devaient s'attendre à aucune capitulation honorable. Vaubois répondit : « La valeur de la garnison de Malte est celle de républicains aussi remplis de l'amour de leurs devoirs que de courage ; cette place est en trop bon état , et je suis moi-même trop jaloux de bien servir mon pays et de conserver mon honneur , pour écouter vos propositions. Quelques ennemis qui se présentent , nous les combattons avec vigueur , et nous les forcerons , ainsi que ceux qui pourraient venir , de nous estimer. » Une entrevue fut demandée quinze jours après , par les commandans anglais et portugais. Le général Vaubois conçut des soupçons sur cette démarche. Étoit-elle une marque de faiblesse ? ou bien plutôt , ne cherchait-on pas à le tromper sur l'état de

la république et sur la situation de l'Italie, et par-là même à le séduire ? Dans ce doute, il lui vint à l'idée de recevoir ces commandans, entouré de son état-major, dans une tour dont les portes seraient ouvertes sans qu'ils pussent rien voir, et de faire sans cesse crier à leurs oreilles par les soldats : Malte ou la mort ! Plutôt périr tous sur les remparts que de capituler. Ce projet réussit. Les deux officiers ennemis se retirèrent après avoir été comblés de politesse, mais sans avoir pu exposer l'objet de leur mission. Ils furent de plus convaincus que, tant qu'il y aurait une once de pain dans Malte, les Français ne l'abandonneraient pas. La détresse cependant était extrême, et Vaubois ne pouvait se le dissimuler. Deux mille sept cent bouches inutiles furent encore expulsées de la ville. On s'était imaginé que les Anglais ne les repousseraient pas militairement ; cependant ils firent feu sur ces malheureux, qui passèrent un jour et une nuit dans les fossés des ouvrages extérieurs. Les Anglais, n'ayant rien accordé en leur faveur, malgré les supplications de leurs parens, de leurs amis, de leurs compatriotes, on les reçut encore dans la ville, et les soldats partagèrent avec eux quelques vivres qui leur avaient été donnés. Une huitième sommation ayant été faite, le général Vaubois répondit qu'il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité. Cependant plus de moyens de satisfaire aux besoins les plus urgens ; il n'y avait plus de bois dans les magasins, les citernes étaient desséchées, et bientôt l'eau devait manquer. La dysenterie se déclarait. Pour vivre, les officiers avaient vendu tout ce qu'ils possédaient. La mort de tous côtés s'offrait sous les formes les plus hideuses. Depuis long-temps le blocus avait éloigné même les plus petits bâtimens. Des forces supérieures s'opposèrent à ce que le contre-amiral Perrée pût entrer dans le port, avec les provisions que le gouvernement l'avait chargé d'introduire à Malte, vers le commencement du printemps. En vain cet amiral, voulant tout tenter pour remplir sa mission, se bat avec intrépidité contre quatre vaisseaux anglais, entre lesquels il a cherché à se faire un passage, il succombe sous la force et le nombre. Blessé à l'œil gauche par un éclat de bois, dès le commencement de l'action, il dit à ceux qui l'entouraient, ce n'est rien, mes amis ! Un boulet lui ayant emporté la cuisse pendant qu'il ordonnait une manœuvre, la victoire fut perdue, et le sort de Malte décidé. Aucun secours n'arriva pendant les mois de juillet et d'août. Le

général Vaubois, qui n'avait plus de vivres que pour cinq jours, se décida enfin à capituler. Un général qui, pendant deux années, avait défendu cette importante forteresse, avec un courage et une constance au-dessus de tout éloge, méritait et obtint une capitulation honorable. Sans vivres, sans espoir de secours, Vaubois se rendit le 5 septembre 1800. Le gouvernement, pour récompenser sa valeur, l'élevait à la dignité de sénateur, tandis qu'il défendait encore Malte.

MANCILLA.

30 décembre 1808. — Le duc de Dalmatie était arrivé à Mancilla, où se trouvait la gauche des ennemis, composée des Espagnols que commandait le général la Romana : le général Franceschi les culbuta d'une seule charge, leur tua un grand nombre d'hommes, leur prit plusieurs drapeaux, fit prisonniers un colonel, deux lieutenans-colonels, cinquante-deux officiers et quinze cents soldats. Le duc de Dalmatie entra, le 31, dans la ville de Léon : il y trouva deux mille malades. Le marquis de la Romana venait de succéder à Blacke dans le commandement : les restes de son armée qui, devant Bilbao, était de plus de cinquante mille hommes, en formaient à peine cinq mille à Mancilla, et ces malheureux, sans vêtements, y remplissaient les hôpitaux.

MANHEIM.

20 septembre 1795. — Dans un instant où les Autrichiens et les Français se disputaient les bords du Rhin, on devait regarder comme un poste très-important Mannheim, situé au confluent de ce fleuve et du Neckar. Le 20 septembre, Mannheim capitula, sans qu'il en coûtât aux Français un grain de poudre ni une goutte de sang, aussitôt que l'armée de Sambre-et-Meuse s'en approcha, après avoir passé le Rhin à Neuwied. Quand bien même cette ville n'eût pas été intéressante par sa position, elle pouvait et même devait être défendue ; car outre cinq mille quintaux de farine, on y trouva trois cent soixante-onze bouches à feu, trois cent cinquante milliers de poudre, et une quantité considérable de munitions.

Décembre 1795. — Les Français cessèrent bientôt d'être vainqueurs ; après l'arrivée du général Kray, Pichegru mit

dans ses manœuvres autant de mollesse et d'indécision, que le général ennemi y montra de talent et d'activité. Ce fut par la faute de Pichegru que Jourdan fut obligé de rétrograder jusqu'au-delà du Rhin, après avoir été écrasé par un ennemi supérieur en forces : les Français soutinrent un siège en forme dans Manheim. Le général Wurmser bombardait cette place avec acharnement, et il y entra au mois de décembre.

1796. — Un petit corps d'observation était placé à Bruchsal : la garnison autrichienne, qui était à Manheim, fut employée, le 5 septembre, pour un coup de main projeté contre lui, mais elle fut battue et forcée de rentrer dans la place.

12 mars 1799. — Le directoire français, pour s'emparer de Manheim, voulut faire valoir des articles secrets du traité de Campo-Formio, qui était demeuré sans exécution. Pendant ce temps-là, les princes allemands, rassemblés au congrès de Rastadt, défendaient avec chaleur des privilèges qui touchaient à leur fin. Les laissant argumenter, employer les termes diplomatiques, et chercher à se renforcer tout en en gagnant du temps, les Français, le 25 janvier 1798, à six heures du soir, attaquèrent le fort de Manheim. On fit une canonnade et un feu de mousqueterie terrible ; quelques boulets tombèrent sur la comédie à l'heure du spectacle. Pendant qu'on attaquait le front, un second corps passa le Rhin au-dessus de Freisenheim, débarqua à l'île de la Mulhau, qui se trouve au confluent du Rhin et du Neckar, et pour couper toute retraite à la garnison du fort, se porta vers le pont du Rhin : il y fit six cents hommes prisonniers. Ce fut ainsi que les Français se rendirent maîtres du fort et du pont du Rhin ; mais ils ne purent se maintenir sur le pont, et dès le même soir, ils furent obligés, sur les onze heures, de se retirer au-delà. On envoya un courrier à Rastadt, et les hostilités furent suspendues jusqu'à son retour. Les choses étaient en cet état, quand le 12 mars, sur une sommation de Bernadotte, les magistrats de Manheim reçurent garnison française.

MANISSES.

26 décembre 1811. — Le maréchal Suchet rassemblait

toutes ses troupes pour ouvrir la tranchée devant Valence. Ses divisions avaient chassé l'ennemi de presque tous les points qui entourent cette ville. Cependant il faisait encore bonne contenance dans les camps retranchés de Manisses et de Quarte. Suchet ordonna au général Musnier de marcher sur le champ de Manisses, et à la division Palombini de se porter sur le flanc droit des Espagnols, entre Valence et le camp retranché. Cette attaque, qui ne devait être que secondaire, devint principale. Les intrépides Italiens de la division Palombini se jetèrent dans le Guadalaviar, ils traversèrent la rivière ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et chargèrent l'ennemi avec la vivacité la plus grande. Plusieurs et de très-forts retranchemens, plusieurs canaux furent forcés par le général Balathier, à la tête du deuxième léger et du quatrième de ligne italiens, qui se soutint contre des forces triples, et par cette attaque hardie les déconcerta, et donna le temps à la deuxième brigade, composée des cinquième, sixième de ligne, de venir le joindre. Jamais les Italiens n'avaient montré autant de courage et d'intrépidité : eux seuls devaient assurer le succès, et recueillir la gloire de cette journée. Sur ce terrain si difficile et si désavantageux pour la cavalerie, cinquante dragons Napoléon, n'écoulant que leur courage, firent essuyer à l'ennemi une charge extrêmement brillante, et qui les couvrit de gloire. A la faveur de ces mouvemens, le colonel de génie Henry faisait établir un pont sur la rivière et tracer des ouvrages pour l'appuyer. Cependant le combat se soutenait encore, lorsque l'arrivée du général Robert, à la tête du cent dix-septième et du premier régiment de la Vistule, décida le succès de la journée : les camps retranchés de Manisses et Quarte furent forcés ; canons, bagages, caissons, tout fut pris. Dans ce même moment l'ennemi fut attaqué et tourné par le comte Reille : le neuvième de hussards le chargea et lui fit bon nombre de prisonniers. Ainsi le général Blake, commandant toutes les forces espagnoles d'Aragon, coupé sur la route de Murcie, fut rejeté dans Valence, et se disposa à défendre cette ville, menacée et serrée par l'armée française. Cette affaire importante en elle-même et par son résultat, fit éprouver une grande perte à l'armée espagnole, qui fut poussée dans les marais d'Albufera. Les Français firent une perte assez considérable, et eurent à regretter quelques officiers de distinction.

MANOSS.

22 avril 1799. — Tandis que le général Masséna ajoutait à sa réputation, par ses exploits et ses savantes manœuvres dans la campagne d'Helvétie, le général Lecourbe, son lieutenant, se vit assailli par les Russes et les Autrichiens, dans le pays des Grisons, sur tous les points de Manoss et de Remus. Dans la première surprise, il ne put soutenir leur attaque, et les laissa emporter le village de Remus; mais revenus de leur étonnement, ses soldats les repoussèrent à leur tour jusque dans les montagnes d'où ils venaient de descendre, reprirent leurs positions, et leur tuèrent huit cents hommes.

MANS.

12 décembre 1793. — Le commandement de l'armée de l'Ouest venait d'être donné au général Marceau, qui succédait à Rossignol. Les Vendéens s'étaient dirigés vers le Mans, lorsque Laroche-Jacquelein arriva dans cette ville, le 10 décembre : ce ne fut qu'après un combat très-vif qu'il put y pénétrer. La tête du Pont-Lieu, et le pont même présentaient tranchées sur tranchées, canons, chausse-trappes, et chevaux de frise. Les royalistes y passèrent tranquillement la journée du 11. Le rendez-vous général de l'armée républicaine était au village de Foultourte, où se réunirent toutes les divisions, commandées par le général Marceau; de là elles devaient marcher successivement sur le Mans. Westermann, suivi de la division Muller, formait l'avant-garde. Laroche-Jacquelein, informé le même jour que des corps ennemis s'avançaient par les routes de Tours et d'Angers, fit battre la générale et marcha droit à eux. Westermann ne peut résister au premier choc, et contraint de céder, il se replie sur la division Muller : soutenu, ils s'avance de nouveau. Arrivé sur une hauteur flanquée de bois de sapins, en avant du Pont-Lieu, il y trouve les royalistes avantageusement embusqués; dans une nouvelle attaque il est repoussé avec perte, ainsi que la division Muller. Le général Marceau accourt, et veut lui-même diriger les mouvemens. Il brûle de se signaler, sa présence inspire à tous une entière confiance. Sa bravoure est connue de l'armée entière;

il avait dit en partant de Rennes : *Je suis déterminé à me battre, n'eussé-je que trente hommes à commander.* La même valeur anime le reste de quatorze mille braves de la garnison de Mayence, qui marchait à la suite de la division de Cherbourg. Déjà la cavalerie de Westermann, s'étant ralliée avançait de nouveau, recommençait l'attaque, et chargeait sans attendre le signal : elle fut soutenue par la division de Cherbourg. Les royalistes ne purent résister à l'impétuosité de leur choc ; ils rentrèrent en désordre au Mans, ne se croyant plus en sûreté que dans les retranchemens de cette ville. Laroche-Jacquelein les ralliait à mesure pour les placer par échelons en avant du Pont-Lieu, dont l'accès devint formidable. Marceau, prévenu contre Westermann, lui remet un billet du conventionnel Bourbotte, qui lui faisait des reproches de ce que, par son audace imprudente, il avait compromis le salut de l'armée ; il lui était enjoint, sous peine de la vie, de ne plus engager d'action, et de se borner à éclairer les démarches de l'ennemi. Le jour commençait à baisser : Marceau donne l'ordre à Westermann de prendre position pour commencer l'attaque le lendemain. *La meilleure position, répond Westermann, malgré les menaces de Bourbotte, est dans la ville même ; profitons de la fortune. — Tu joues gros jeu, brave homme,* lui dit Marceau, en lui serrant la main. *N'importe, marche, et je te soutiens.* Il était quatre heures et demie, et le soleil n'éclairait plus d'horizon. Westermann, à la tête des grenadiers d'Armagnac, se porte sur le Mans dans le plus grand silence. Le capitaine Roland, monté le premier sur le pont, écarte les chevaux de frise, et veut, avec sa compagnie, pénétrer dans la ville. Malgré les représentations de son frère, commandant du même régiment, il se précipite en s'écriant : *Nous tenons donc enfin l'ennemi ! c'est ici qu'il faut l'exterminer ou mourir glorieusement.* Son frère marche aussitôt sur ses pas. On bat la charge ; le pont et les retranchemens sont forcés au même instant, et les royalistes dissipés et mis en fuite : plusieurs sont atteints et massacrés aux portes de la ville. Une batterie masquée arrête bientôt les républicains, et quelques lâches qui, déjà voulaient prendre la fuite, sont retenus par l'intrepide bravoure des grenadiers d'Armagnac. Westermann demeure ferme et inébranlable. Laroche-Jacquelein établit aussi des batteries sur toutes les avenues de la place du Mans, et place des ti-

raillens dans les maisons voisines du lieu de l'action. Un feu continu et meurtrier écarte les plus audacieux. Westermann, frémissant de rage, fonce le sabre à la main sur ceux qui n'osent avancer ; mais la position redoutable des Vendéens est un obstacle insurmontable. A neuf heures du soir, Marceau, sans cesser son feu, fait halte pour prendre position. Il veut qu'aucun ennemi ne lui échappe, et dans ce dessein il a l'intention de cerner la ville. Westermann suit son exemple, et fait arrêter sa troupe considérablement affaiblie. Marceau lui envoie du canon pour empêcher les royalistes d'avancer, et fait occuper la route de Paris par une colonne qui file à sa droite. En même temps Westermann garnissait toutes les rues adjacentes à la grande place, qui était devenue le quartier-général, et le dernier retranchement des Vendéens. Une fusillade terrible, entremêlée de coups de canon, s'engage malgré les ténèbres. Un hussard républicain est tué par Talmont, qu'il avait défié au combat ; Herbault est blessé à mort, Laroche-Jacquelein a deux chevaux tués sous lui, il quitte un instant le champ de bataille pour aller donner quelques ordres dans l'intérieur de la ville ; son absence alarme ses soldats, et au moment où il reparait au milieu d'eux, sa voix ne peut se faire entendre, elle est étouffée par le tumulte et les gémissements d'un grand nombre de femmes éplorées. Dès ce moment il ne put ni rien prévoir, ni rien préparer. Une grande partie des Vendéens, plongée soit dans l'ivresse, soit dans le sommeil, se réveille au bruit du canon, cette multitude accourt et veut prendre part au combat ; mais ce n'est par-tout que désordre et confusion. Les rues sont bientôt jonchées de cadavres, et les cris affreux des blessés et des mourans jettent par-tout l'épouvante et la consternation. L'encombrement des voitures augmenté encore le tumulte ; les hommes, pêle-mêle avec les chevaux, s'écrasent et se tuent. Tous les efforts de Laroche-Jacquelein et des autres chefs sont inutiles : croyant la bataille perdue sans ressource, pour éviter un massacre général, ils se ménagent une retraite. Ils rassemblent quelques cavaliers, et gagnent la route de Laval, la seule qui n'était point occupée par les républicains ; les fuyards s'y étaient déjà portés, et l'on n'en put rallier qu'un petit nombre. Le bruit de l'artillerie se faisait toujours entendre ; Laroche-Jacquelein jugea qu'une partie de son armée soutenait encore le combat, il tourne bride, et court au galop joindre l'arrière-garde ; mais il est

de nouveau entraîné par les fuyards qui lui crient que tout est perdu, qu'il n'y a plus d'espoir : et tous ses efforts sont désormais inutiles. Cependant les républicains combattaient depuis quatre heures de l'après-midi, sans avoir pu pénétrer dans la place du Mans, dont une artillerie foudroyante défendait les approches. Les batteries étaient servies par quelques Vendéens intrépides, et voués à une mort certaine. Une pièce de douze, chargée à mitraille, emportait des rangs entiers des assiégeans. Il était deux heures du matin, que les plus opiniâtres royalistes, se croyant entièrement perdus, cherchaient à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, et se battaient courageusement sur leurs canons, et les maisons qui leur servaient de retranchement. On resta des deux côtés en observation jusqu'au point du jour, soit que la terreur, la lassitude ou l'impuissance de rien entreprendre eussent forcé les combattans à suspendre leurs coups. Mais alors Westermann reçut un renfort de nouvelles troupes que lui envoya le général Kléber, qui venait d'arriver avec la division mayennaise. Quoique blessé, Westermann, après avoir eu deux chevaux tués sous lui, n'avait point quitté le poste périlleux de l'avant-garde. Il recommença l'attaque, tandis que le général Carpentier, voulant enfin triompher de l'opiniâtre résistance des Vendéens, fait pointer tour-à-tour du canon chargé à boulets et à mitraille, sur les batteries ennemies, et sur les fenêtres des maisons situées dans les angles de la place. En même temps les chasseurs des Francs et de Cassel, réunis aux grenadiers d'Aunis et d'Armagnac, fondent la baïonnette à la main sur tout ce qui est devant eux. Rien ne put résister à cette dernière attaque. Tout ce qui échappa au fer des vainqueurs se sauve sur la route de Laval, abandonnant l'artillerie presque entière, les bagages, les femmes, les enfans et les blessés. L'armée républicaine, réunie au faubourg du Pont-Lieu, fait en ce moment son entrée dans la ville, au pas de charge. Le Mans, dont les rues sont encombrées de morts, de monceaux d'armes, de voitures brisées, de chevaux étouffés, de canons, de caissons, de bagages, présente l'horrible spectacle d'une ville prise d'assaut, et livrée à la fureur brutale d'une soldatesque insolente et altérée de sang : les femmes retirées dans leurs maisons en sont indignement arrachées, traînées, sans égard pour leur sexe et leur faiblesse, sur la place publique pour y être massacrées. Devant les demeures même des commis-

saires conventionnels, une multitude de victimes est inhumainement égorgée ; les femmes y sont entassées et foudroyées par des feux de pelotons. La pitié ne trouve plus de place dans les cœurs, on ne respire que le sang ; la jeunesse, la beauté, rien n'est respecté : le soldat farouche se montre encore plus cruel pour les femmes d'un certain rang, dont les corps mutilés sont indignement traînés dans la boue. Les maisons, les rues, les places publiques offrent également le spectacle le plus affreux, tout est couvert de morts ; les vainqueurs semblent ne pouvoir se rassasier de sang. Marceau, qui voit en gémissant tous les excès auxquels se portent les soldats, ne peut y mettre un terme qu'en faisant battre la générale ; mais l'ardeur du pillage est si forte, que ce n'est qu'avec peine que les troupes entendent ce signal qui les rappelle sous leurs drapeaux. Chevaux, voitures, ornemens d'église, toutes les dépouilles des vaincus peuvent à peine assouvir la cupidité des vainqueurs. Westermann, à la tête des grenadiers d'avant-garde, poursuit avec acharnement les fuyards sans s'arrêter au Mans. Lemaignan, blessé à Grandville, fut massacré dans une ambulance avec Herbault qui, blessé à mort, s'était fait porter près de lui. Ces deux braves et vertueux royalistes, craignant de compromettre la vie de leurs amis, les avaient conjurés de les abandonner, et de chercher leur salut dans une prompte fuite. Les malades et les blessés, et tous ceux qui n'avaient pu suivre la masse, furent égorgés sans distinction d'âge ni de sexe. La déroute ne s'arrêta qu'à la Chartreuse-du-Parc, et pendant l'espace de quatorze lieues, il ne se trouvait pas une toise de terrain qui ne fût couverte de quelques cadavres. Les paysans, soit qu'ils voulussent mettre un terme aux calamités d'une guerre qui menaçait leur vie et leurs propriétés, soit qu'ils s'empressassent de prendre le parti des vainqueurs, firent des battues dans les bois, parcoururent les fermes et les habitations, où ils tuèrent un grand nombre de fuyards. Les divisions de l'armée qui suivirent Westermann se contentèrent de s'assurer dans la route des individus qui leur paraissaient suspects, et qui n'étaient point réclamés par les habitans du lieu. Mais malheur à ceux qui ne pouvaient suivre la division ! Le défaut de voitures pour les transporter était cause qu'on les fusillait sur-le-champ. Les femmes qui jadis étaient les plus riches, et qui jusque-là avaient toujours vécu dans le sein de l'abondance et des plaisirs, se traînaient

péniblement dans la boue, et cherchaient à s'assurer la protection de ces républicains, dont le seul aspect ne leur eût inspiré, quelques jours auparavant, que l'indignation et le mépris. Au milieu de tant d'atrocités, il est doux d'avoir à raconter quelques traits de pitié et de générosité. Plusieurs dames de distinction furent emmenées par les grenadiers d'Aunis et d'Armagnac, qui avaient eu le principal honneur de cette cruelle journée, et auxquels était dû le gain de la bataille. Sans se prévaloir des droits que leur donnait la victoire, sans même se permettre aucun mot qui pût blesser la pudeur de leurs captives, ils eurent pour elles tout le respect et tous les égards qu'on doit à un sexe faible et malheureux, et en arrachèrent plusieurs à une mort presque certaine, au péril de leur propre vie, et au risque de périr victimes de leur humanité. Laroche-Jacquelein arriva dans la soirée du 13 à Laval, où tous ses partisans, qui avaient évité le fer et le feu des républicains, vinrent bientôt le rejoindre. Ce fut alors que les chefs vendéens purent juger de la faiblesse de leur parti. La défaite du Mans venait de leur enlever leurs plus braves soldats, leur artillerie, leurs munitions : tous pensèrent que la prudence exigeait qu'ils se rapprochassent de la Loire, pour en tenter le passage à quelque prix que ce fût.

MANTOUE.

30 janvier 1797. — Vainqueur à Lodi et à Borghetto, maître de la Lombardie, ayant repoussé les Autrichiens dans le Tyrol, le général Buonaparte fit investir Mantoue. Les entreprises des deux nations n'eurent, en 1796, pour but que l'occupation de cette place, qui devait mettre le sceau à la stabilité des conquêtes du général français, et délivrer l'Italie du joug des Autrichiens. Buonaparte commença par tenter de s'en emparer par surprise; le général Dallemagne et le chef de brigade Lannes, à la tête de six cents grenadiers, s'avancèrent vers le faubourg Saint-Georges; Buonaparte, qui s'était porté à la Favorite, superbe maison de campagne du duc de Mantoue, fit marcher le général Serrurier pour soutenir l'attaque. Le général Dallemagne ayant aperçu l'ennemi dans les retranchemens de Saint-Georges, l'attaqua, se rendit maître du faubourg et de la tête du pont. Déjà, sous le feu de la mitraille de la place,

les grenadiers s'avançaient en tirailleurs sur la chaussée; ils prétendaient même se former en colonnes pour enlever Mantoue. Quand on leur montra l'artillerie qui était sur ses remparts. A Lodi, disaient-ils, il y en avait bien davantage; mais les circonstances n'étaient plus les mêmes. Buonaparte admira l'audace de ses grenadiers, et les fit retirer; dans le même moment Augereau, ayant passé le Mincio au-dessus du lac, se porta sur le faubourg de Chériale, enleva les retranchemens, la tour, et força les Autrichiens de se retirer dans le corps de la place. Un tambour se distingua particulièrement dans cette attaque, en grimpant pendant le feu sur le haut de la tour pour en ouvrir la porte. Dans le rapport, Buonaparte raconta un trait qui peint bien les mœurs des habitans de ces contrées : les religieuses d'un couvent de Saint-Georges l'avaient abandonné, parce qu'elles s'y trouvaient exposées au feu du canon. Les soldats français y entrèrent pour prendre poste; ils entendent des cris qui semblent partir d'une basse-cour; ils enfoncent une méchante cellule et trouvent une jeune personne assise sur une mauvaise chaise, les mains garottées par des chaînes de fer; cette infortunée demandait la vie, à l'instant ses liens sont brisés. Cette intéressante victime, à peine âgée de vingt-deux ans, gémissait depuis quatre ans dans cette horrible prison; elle y expiait le crime, bien pardonnable à son âge, d'avoir voulu s'échapper et obéir dans l'âge et le pays de l'amour aux tendres impulsions de son cœur. Les grenadiers français en eurent un soin particulier; elle montra beaucoup d'intérêt pour les Français : elle avait été belle, et joignait à la vivacité du climat la mélancolie que ses longs malheurs avaient empreinte sur ses traits. Toutes les fois qu'il entraît quelqu'un elle témoignait de l'inquiétude, et l'on sut bientôt qu'elle craignait de voir revenir ses tyrans; elle demanda la grâce de respirer un air plus pur; et comme on lui objecta qu'il pleuvait de tous côtés de la mitraille qui pourrait la tuer : *Ah ! dit-elle, rester ici, c'est mourir !*

● La ruse et la surprise avaient échoué devant Mantoue; la force seule pouvait désormais en rendre maître. Quelle tâche pour une armée peu nombreuse ! Buonaparte, à qui ses conquêtes en Italie n'avaient pas encore fourni une artillerie suffisante pour entreprendre ce siège difficile, avait à craindre de fatiguer son armée par des travaux infructueux et lents; et se trouvait dans la nécessité de l'exposer à l'insalubrité

du climat le plus malsain de l'Italie. C'était peu d'avoir à emporter une ville environnée de lacs, de marais, de fortifications formidables; il fallait de plus qu'il divisât son armée, déjà faible, et qu'il battît successivement toutes les troupes que l'empereur d'Allemagne enverrait pour délivrer le plus puissant boulevard de l'Italie.

A peine Buonaparte a-t-il ouvert, le 18 juillet, la tranchée, à quatre-vingts toises des ouvrages de Mantoue, élevé des batteries, effrayé cette ville en la canonnant à boulets rouges, que Wurmser, à la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes, descendant des gorges du Tyrol pour combattre trente mille Français, se présente au poste de la Corona, et force Masséna de se replier. Au même instant un second corps autrichien s'empare de Salo; un troisième de Brescia. Placé entre deux feux, Buonaparte fait marcher au secours de ses divisions dispersées; il se trouve à découvert devant Mantoue. Le temps presse; les circonstances sont critiques: il en lève le blocus, abandonne avec précipitation une nombreuse artillerie et des bagages, repasse le Mincio. Ce qui paraît une fuite à l'œil non exercé aux calculs militaires, est pour l'habile général un moyen de voler à la victoire. Cerné entre deux armées, il veut les isoler l'une de l'autre, et les vaincre successivement. Trois jours lui suffisent pour reprendre les postes abandonnés, délivrer six cents Français à Salo, combattre à Lonado, et vaincre à Castiglione. Les corps de Wurmser sont dispersés; ce vieux guerrier ne peut s'avouer vaincu; il combat encore à Roveredo, et sa déroute y est complète. Le lendemain les Français entrent dans Trente; Wurmser se présente en bataille derrière l'Arizio. Le pont de cette ville est emporté au pas de charge; Wurmser va se cacher sur les bords de la Brenta: tout le Trentin est la conquête de Buonaparte. Wurmser pensait qu'un jeune général continuerait de remonter l'Adige, et chercherait, en suivant la chaîne des montagnes, à établir ses communications avec une division de l'armée du général Moreau, qui s'approchait des sources de l'Inn; mais Buonaparte ne sut jamais vaincre à demi; et quel que fût le plan de ses opérations à venir, il ne voulait pas qu'il y eût en Italie une armée de Wurmser. Il ne le perd pas de vue un instant; il le poursuit de position en position, se rapproche de Mantoue, dont il avait fait recommencer le blocus, dès le 24 août, par la division

du général Sahuguet, en s'emparant du port de Governolo au moment où le général Dallemagne occupait celui de Borgo-Forte. Wurmser ne se confie plus aux montagnes ; il a vu qu'elles ne font qu'accélérer les succès de Buonaparte ; il cherche la plaine. Il revient sur Mantoue ; il veut inquiéter Buonaparte sur ses communications. Réussira-t-il une seconde fois à faire lever ce blocus ? A mesure qu'il fait ses dispositions, Buonaparte le suit lui-même sur ses derrières, et taille en pièces tout ce qu'il rencontre de son arrière-garde. D'un côté, il le chasse sur Mantoue, de l'autre il lui en interdit l'approche. Par où le lion cerné s'ouvrira-t-il un passage ? Forcé de livrer un combat à Bassano, il est vaincu ; son seul espoir est de se jeter dans Mantoue ; il tente la route de Vérone, en est repoussé par un corps que la vigilance du général français y a placé. Il prend une autre route et perce les lignes de l'armée assiégeante à Villa-Impenta, dont on avait négligé de couper le pont, malgré les ordres de Buonaparte. Il atteint le terme de sa course, augmente sa garnison de six mille hommes ; aussitôt Masséna se porte sur Mantoue par la route de Due-Castelli, pour obliger l'ennemi à rentrer dans la place en s'emparant du faubourg de Saint-Georges. Le combat s'engage trop promptement ; une demi-brigade se trompe de chemin, et n'arrive pas à temps. La nombreuse cavalerie ennemie étonne l'infanterie légère ; mais la brave trente-deuxième soutient le choc : elle demeure maîtresse du champ de bataille, éloigné de deux milles de Mantoue. Le général Sahuguet, après avoir investi la citadelle, se porte sur la Favorite, obtient d'abord les plus grands succès, mais se voit contraint d'abandonner à l'ennemi le champ de bataille et de faire sa retraite. Buonaparte, afin de se rendre maître de Mantoue, devait avoir pour but d'affaiblir Wurmser par des actions de détails qui paralysassent ses forces, avant qu'il pût s'emparer de la place ; en feignant de craindre les forces impériales, il les attire hors de leurs murailles, les laisse fourrager paisiblement pendant quelques jours, tombe sur elles devant Saint-Georges, au moment d'un fourrage général ; leur tue trois mille hommes, leur enlève vingt pièces de canon, et montre ainsi à Wurmser qu'il n'est pas moins habile dans la guerre de siège que dans celle de montagne : cependant le général autrichien ne perd pas encore tout espoir. La cour de Vienne, n'ignorant pas que Buonaparte n'a que peu de troupes, se

détermine à tout tenter pour débloquer son feld-maréchal, et sauver en même temps la place de Mantoue, devant laquelle demeurèrent toujours deux divisions commandées par le général Sahuguet. Il fit d'abord rentrer dans la place les Autrichiens campés devant la porte de Pradella et celle de Cérèse, ce qui compléta le blocus. Mais les attaques sur le corps de la place de Mantoue n'étaient pas les plus décisives; c'était dans les gorges du Tyrol et sur les bords de l'Adige que devait se fixer le sort de cette cité. Alvinzi, succédant à Wurmser, avait plus de cinquante mille hommes dans le Tyrol, et son lieutenant plus de vingt mille. Buonaparte, ne pouvant résister à des forces aussi considérables, sur un terrain trop étendu, ne chercha qu'à arrêter le mouvement de son ennemi, par différens corps d'observation placés sur la Brenta.

Après plusieurs jours de retard, Alvinzi passe la Piave; Buonaparte est contraint d'évacuer le pays entre la Brenta et l'Adige. Il essaie de prendre l'offensive à Caldero; mais dans cette journée le succès ne répond pas à ses efforts. Au même moment on apprend que ses divisions occupaient la rive droite de l'Adige, et étaient arrivées à Rivoli; l'Italie paraissait perdue sans ressource, et la levée du blocus de Mantoue était regardée comme inévitable. A l'appel fait à Caldero, les Français n'avaient pas plus de quinze mille hommes; et lorsqu'à l'entrée de la nuit l'armée défila, l'opinion générale était qu'on allait continuer la retraite: cette attente est trompée. Les troupes ont ordre de suivre l'Adige; elle passent, à deux heures du matin, cette rivière à Ronco, et Buonaparte remporte la fameuse victoire d'Arcole. Alvinzi, pour réunir les corps dispersés de son armée, retourne dans le Tyrol, et Mantoue, où la disette était extrême, où l'on se nourrissait de viande de cheval, Mantoue voit son libérateur s'éloigner sans pouvoir la secourir. La cour de Vienne n'est point rebutée par tant de revers; elle forme une nouvelle armée, des soldats arrivent en poste à Alvinzi, des corps de volontaires s'organisent à Vienne, l'Autriche épuise ses dernières ressources; c'était toujours la même opération, forcer la ligne de défense de Buonaparte, pénétrer sur quelque point, se jeter vers Mantoue, la débloquer, donner la main à Wurmser, changer le théâtre de la guerre, et par ce moyen rendre inutiles tous les succès précédens du général français. Le sort d'une campagne, ni les destinées d'un empire,

ne dépendent pas toujours du gain d'une bataille; mais celle-ci pouvait décider d'une lutte qui coûtait déjà quatre armées à l'Autriche. Buonaparte avait sans cesse à refaire ce qu'il avait déjà fait plusieurs fois; il ne cessait d'épuiser l'Autriche d'hommes, de munitions et de richesses, et de combattre sur un terrain dont il connaissait parfaitement toutes les positions et tous les postes. Qu'importait à Alvinzi qu'une de ses colonnes succombât, pourvu qu'une de ses phalanges renouvelât l'entreprise désespérée de Wurmser? Ce général, à la vue des phalanges autrichiennes qui marchent vers lui et lui apportent des vivres, s'élance avec ses soldats affamés et furieux. Alvinzi, avec une partie de ses forces, occupe les gorges du Trentin, et voit sur les collines inférieures l'armée de Buonaparte qui supporte les rigueurs du climat et de l'hiver; il menace en même temps le bas Adige: tous les mouvemens qu'il fera, quel qu'en soit le succès, doivent concourir à assurer la marche de la colonne avec laquelle le général Provera doit percer les lignes du blocus, que Buonaparte a été forcé de rendre moins épaisses. Le 15 janvier il arrive à Vérone, y voit revenir Masséna, vainqueur d'un combat où les généraux Brune et Leclerc ont donné à l'envi des preuves d'un talent distingué. Buonaparte occupe un long rang de collines à Rivoli, sur une des plus fortes lignes de défense que la nature ait opposées au génie militaire. Cinquante mille soldats d'Alvinzi cherchent à y tourner le général français: la bataille de Rivoli s'engage; avec dix-huit mille hommes il bat les Autrichiens. Ce grand capitaine, qui a en tête un ennemi dont les forces sont supérieures, combat sur un champ de bataille de cinq lieues, et développe avec une étonnante supériorité l'art difficile de triompher sur tous les points d'attaque. Ce n'est ni à une distance de sept à huit lieues, ni dans un intervalle de trente-six ou quarante heures qu'il devance les colonnes autrichiennes; mais il les bat les unes après les autres, éloignées seulement d'une heure de chemin; son but est d'étonner Alvinzi par la multiplicité et la rapidité de ses attaques, dont il ne pourra suivre l'ensemble; tandis que lui, avec l'œil du génie, en suivra les moindres détails, comme il a su en grand concevoir le plan et calculer les résultats de ses savantes dispositions. Joubert se maintient à la Corona; Buonaparte attaque les Autrichiens au poste de Rivoli, s'empare de San-Marco qui en est la clef. Ainsi il attire à lui Alvinzi.

au moment où ce général croyait avoir enfermé la division Joubert. Masséna est tour-à-tour victorieux, et repoussé de quelques positions voisines du plateau. Une division autrichienne, avec une colonne formidable, marche droit à Rivoli : ce mouvement a été prévu, dans quelques instans elle sera enfermée. Elle s'échappe en se jetant sur l'Adige ; une forte colonne autrichienne, qui marchait depuis long-temps pour tourner le plateau, est arrêtée par la soixante-quinzième demi-brigade seule. Le général Rey, qui marche sur les pas des Autrichiens, les atteint, les culbute, et fait prisonnière la colonne entière. Tout est vaincu sur Rivoli, à l'exception d'un faible corps qui occupe la Corona. Tandis que ces combats occupent Buonaparte, le général Provera se dirige avec impétuosité sur Mantoue, force le passage d'Anguiari, et file sur Castellara. Augereau le poursuit, atteint son arrière-garde, et lui fait beaucoup de prisonniers. Provera, s'approchant continuellement de Mantoue, arrive devant le faubourg de Saint-Georges. Buonaparte, du haut du plateau de Rivoli, où la rapidité des mouvemens de son artillerie légère a commandé la victoire, ne perd pas de vue l'opiniâtre vieillard renfermé dans Mantoue ; il y court, et déjà un mur de soldats s'élève entre Wurmser et Provera, qui se précipitent l'un sur l'autre. D'un côté Miollis repousse Provera de Saint-Georges, de l'autre Serrurier dispute à Wurmser le poste de la Favorite. Quel acharnement dans les attaques ! quelle constance imperturbable dans la défense ! Provera ne peut franchir le rempart qui lui est opposé ; Wurmser rentre avec la famine dans Mantoue. Vingt-cinq mille hommes tués, blessés ou prisonniers, du côté des Autrichiens, furent le résultat de la longue bataille de Rivoli, et l'Italie fut perdue pour eux : peu de jours après Mantoue se rendit. Wurmser, voyant la ligne de Lavisio occupée par Masséna et Joubert, ses troupes consumées par les maladies, huit mille de ses soldats dans les hôpitaux, tandis que le reste de sa troupe, réduit à un quart de ration depuis un mois, avait été obligé de manger cinq mille chevaux, pensa qu'il était temps de mettre un terme à tant de calamités et de souffrances : il capitula le 30 janvier. Une garnison de quatorze mille hommes déposa ses armes avec soixante drapeaux sur les glaciés, et laissa au pouvoir des Français cinq cents pièces de canon, dix-sept mille fusils, et une quantité immense de munitions. Voici

en quels termes Buonaparte remercia son armée : « La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des droits éternels à la reconnaissance de la patrie. Vous avez remporté la victoire dans quatre batailles rangées, et soixante-dix combats, vous avez fait plus de cent mille prisonniers, pris à l'ennemi cinquante pièces de canon de gros calibre et quatre équipages de pont. Le pays que vous avez conquis a nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne, et vous avez envoyé au ministre des finances trente millions pour le soulagement du trésor public; vous avez enrichi le Muséum de Paris de plus de trois cents objets, chefs-d'œuvre de l'ancienne et de la nouvelle Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour produire. » Un général qui savait ainsi encourager ses soldats pouvait demander tout à son armée. La prise de Mantoue excita dans Paris un enthousiasme universel; on sentait l'Italie conquise. On parla de récompenser le héros qui, jeune encore, venait de se couvrir de tant de gloire; on lui prodigua les éloges; on proposa de le décorer du beau surnom d'*Italique*, comme autrefois les Romains avaient honoré les Scipions de ceux d'*Africain* et d'*Asiatique*; mais le temps n'était pas encore venu de récompenser la vertu guerrière par des honneurs publics.

Il était réservé à Buonaparte, devenu chef de l'empire français, de proportionner les récompenses aux services rendus à la patrie, et de donner les noms des villes vaincues aux généraux qui s'étaient illustrés par leurs conquêtes. Telle est l'histoire du siège de Mantoue. On dira peut-être que nous avons esquissé le tableau d'une des campagnes les plus brillantes de l'armée d'Italie, au lieu de décrire les progrès des assiégés, et leurs succès dans les affaires de détails. Le général Serrurier en commanda le blocus; les travaux du génie furent dirigés par le général Chasseloup, et ceux de l'artillerie par le général Lespinasse; mais toute la gloire de la prise de Mantoue est due au général Buonaparte, qui, par ses talens, auéantit trois armées envoyées au secours de cette ville. C'est donc à Castiglione, à Lodi, à Rivoli, que fut décidé le sort de ce boulevard de l'Italie, et non sous ses murailles; c'est donc dans la pensée et les succès du général qui sut vaincre toutes les armées accourues pour débloquer Mantoue, qu'il faut considérer le génie conqué-

rant de Mantoue, et non dans un blocus qui ne présenta du reste aucun fait de guerre mémorable.

30 juillet 1799. — Au moment où nous venons de tracer une série d'événemens glorieux pour la nation française, il est pénible d'avoir à arrêter nos regards sur les malheurs qui suivirent le départ de Buonaparte pour l'Orient, et la déroute de nos armées en Italie, sous le commandement de Schérer. Le général Kray, chargé par le général Suwarow du siège de Mantoue, après la prise de Peschiera, se porta à Borgo-Forte, y rassembla ses forces, y réunit la garnison de Legnago; Mantoue fut resserrée, et tout fut disposé pour un siège régulier. Quelques chaloupes canonnières qui se trouvaient à Peschiera reçurent l'ordre du général Kray de passer par le Mincio pour entrer dans le lac, afin de bombarder la ville. Kray, malgré les obstacles du terrain, parvint à faire élever divers ouvrages. La garnison fit de fréquentes sorties; celle qui eut lieu le 12 mai, par les portes Cérèse et Pradella, ne réussit qu'à repousser les assaillans de ces postes. Alors la grosse artillerie arriva de Milan et de Turin. On forma les magasins de siège; quelques renforts arrivèrent en même temps. Le 15 juin, Kray reçut ordre de convertir le siège en blocus pour marcher au-devant de Macdonald. Quand Suwarow eut vaincu à la Trébia, le général Kray se reporta sur Mantoue avec la totalité de ses forces, et en reprit les travaux. L'équipage d'artillerie présentait six cents pièces de canon du plus gros calibre; deux régimens et un gros corps d'artillerie-russe renforcèrent l'armée des assiégeans, et la totalité des ouvrages extérieurs de Mantoue était presque enveloppée par trois camps. Celui des Russes serrait de près la citadelle voisine du port. Tous les habitans des campagnes, dans un rayon de quinze lieues, furent employés par corvées aux travaux: ces dispositions formidables jetèrent la terreur parmi les assiégés; cependant la place possédait une garnison nombreuse, sous les ordres du général Latour-Foissac. Le 10 juillet le général Kray fit attaquer Mantoue vers le sud; la tour de la porte Cérèse et la tête du pont qui couvrait l'écluse, les travaux de la tranchée furent dès-lors poussés avec vigueur; dix mille paysans y étaient continuellement employés. Dans la nuit du 13 au 14, la tranchée fut ouverte vis-à-vis des ouvrages du faubourg du Thé; les assiégés s'en aperçurent et firent un feu

très-vif, qui cependant ne fut pas capable d'arrêter les travaux de la première et de la seconde parallèle, qui furent liés et perfectionnés dès le 17 : deux jours après toutes les batteries étaient armées. L'attaque générale commença le 23. Six cents pièces de canon battaient la ville à-la-fois ; les bombes succédaient aux boulets pendant la nuit. On dirigea plusieurs attaques partielles sur les forts détachés du corps de la place, en-deçà de la ville, sur le fort Saint-Georges et le faubourg de Pradella, dont les approches se firent simultanément par les troupes, sous les ordres des généraux Ott, Lattermann et Zoph. En peu de jours les parapets furent détruits ; forcés de les abandonner, les assiégés y laissèrent vingt-six canons et six mortiers, qui tombèrent au pouvoir de leurs ennemis. Dans la nuit du 23 au 24, le général Kray fit attaquer les retranchemens sous les dagues entre la porte de Cérèse et le Thé. L'ouvrage à corne de la porte Cérèse fut emporté par les Russes ; la redoute Saint-Charles, le belvédère de Saint-Alexis et toutes les fortifications du Thé furent enlevées l'épée à la main. Chargé, avec cinq chaloupes canonnières, de faire une fausse attaque pour favoriser l'ouverture d'une nouvelle tranchée, à quatre-vingts toises de la place, le commandant de la flottille réussit complètement dans cette tentative. Tous les travaux étant perfectionnés, le 27 le général Elnitz attaqua le fort Saint-Georges et s'en empara en peu de temps ; trois batteries des assiégés furent démontées par les Russes, qui battaient la citadelle du côté de la Favorite. Une bombe mit le feu à un magasin de paille ; l'incendie se propagea et s'étendit dans le voisinage d'un magasin à poudre, dont l'explosion aurait détruit la moitié de la ville ; on parvint heureusement à arrêter les progrès de l'incendie. Quand la troisième parallèle fut poussée jusqu'au pied des glacis, les Français abandonnèrent entièrement l'ouvrage à corne de la porte Pradella, qui pouvait être emportée d'assaut. Le général Kray ordonna le couronnement des glacis, et fit loger ses soldats dans cet ouvrage, d'où il se préparait à battre le corps de la place ; toutes les batteries du palais du Thé étaient démontées ; la quantité de boulets qui tombaient dans cette partie de la ville rendait impossible les manœuvres de l'artillerie. Le commandant de Mantoue accepta la capitulation que lui offrit le général Kray, à qui il rendit les clefs de cette ville, qui, depuis le 2 février 1797, étaient entre les

maines des Français. Le 30 juillet, la garnison prisonnière sortit avec tous les honneurs de la guerre par la citadelle, et déposa les armes sur les glacis. D'après la capitulation, cette garnison dut être escortée jusque sur les frontières de France, et ne dut point servir sans avoir été échangée. Le général Latour-Foissac et tout son état-major furent conduits à Glatz, pour y demeurer pendant trois mois, après lesquels il leur serait libre de retourner en France, sur leur parole de ne point servir jusqu'après leur échange. Qu'on rapproche l'époque et les circonstances de la prise de Mantoue, de la distribution des forces des alliés et des Français en ce temps-là ; on sentira facilement quelle était son importance pour les opérations ultérieures. L'Italie entièrement reconquise, toutes les forces des alliés, tous leurs moyens, tous leurs approvisionnemens rassemblés au moment de l'arrivée de nouveaux renforts, ne purent compenser pour la France l'avantage de la diversion causée par la défense de Mantoue. Cette place avait pris, dans les circonstances du moment, une importance d'autant plus grande qu'elle avait perdu celle de la position comme appui et comme objet des opérations des armées combinées. Pendant qu'elle occupait le général Kray et son armée, Suwarow ne pouvait agir avec vigueur tout-à-la-fois du côté de la Suisse et sur le comté de Nice. La chute de Mantoue lui permit de reprendre en liberté tous ses mouvemens, et de rentrer dans la combinaison simple des secours mutuels et alternatifs entre l'armée de l'archiduc et la sienne.

Enfin la place de Mantoue fut en même temps le trophée de la victoire du général Kray à Magnan, et se trouva dans ce moment la perte la plus importante que pût faire la France. Elle y fut vivement sentie ; on reprocha à Latour-Foissac (1) une défense molle et peu prolongée, qui attirait des maux incalculables sur les frontières. On regrettait le héros qui avait conquis l'Italie ; la victoire ne favorisait plus les Français depuis qu'il était en Orient. Soudain il revient ; d'une main ferme il saisit le timon des affaires : un gouvernement fort remplace une autorité vacillante et toujours

(1) Buonaparte, estimant que la défense de Mantoue n'était pas suffisante, en raison de ses moyens, défendit à Latour-Foissac de prendre le titre de général, et de porter l'uniforme national qu'il avait déshonoré.

divisée ; la confiance et l'harmonie renaissent dans l'intérieur ; le soldat se réjouit de voir à la tête du gouvernement un de ses plus illustres chefs. Pendant l'hiver, il pourvoit à ses besoins, crée de nouvelles armées, conçoit un plan audacieux pour délivrer l'Italie, franchit le mont Saint-Bernard, et, victorieux à Montebello, enlève tous les magasins des Autrichiens. La victoire la plus éclatante signale la journée de Marengo ; le vainqueur impose à ceux dont il vient de triompher, de lui rendre Mantoue, la plus belle de ses conquêtes, pour obtenir la faculté de retirer leurs troupes. Ainsi la conquête de Mantoue, le plus puissant boulevard de l'Italie, fut deux fois le prix des victoires de Buonaparte, et signala le triomphe des Français qui combattaient sous ses ordres.

MARCHAIS. Voyez MONTMIRAIL.

MARCO (SAN-).

1^{er} janvier 1801. — L'empereur d'Allemagne, après sa défaite de Marengo, paraissait n'avoir d'autre parti à prendre que celui de faire la paix ; mais les intrigues des agens de l'Angleterre lui firent refuser long-temps les conditions qui lui étaient offertes : deux fois il reprit les armes, deux fois il rompit les armistices qu'il avait demandés. Le général Brune, commandant une armée française en Italie, eut de brillans succès dans plusieurs combats qu'il livra sur les bords de l'Adige, jadis illustrés par les exploits militaires du général Buonaparte. Six mille Autrichiens, sous le commandement du général Laudon, se réunirent dans les positions de San-Marco, d'où ils gênaient les mouvemens des Français. Brune donne ordre au général Moncey de les en chasser : son avant-garde seule, commandée par le général Boudet, les déposta de Serra-Valle ; forcés dans cette position, ils se retirèrent sur des rochers en avant de ce village, et s'y établirent sous la protection de cinq pièces de canon, et d'une infanterie nombreuse. Il eût été très-dangereux de les attaquer de front sur ce point. Boudet se hâta donc de les tourner. Un bataillon de la soixantième, chargé de cette opération difficile, s'en acquitta avec succès, en suivant un sentier tracé sur le penchant de la colline que l'ennemi avait déjà pris en se retirant de Serra-Valle. Une entreprise aussi difficile était digne de la valeur française : les

obstacles se multipliaient à chaque pas dans cette marche pénible : la nature du terrain, le feu de l'infanterie et des chasseurs tyroliens, les masses de rochers que les Autrichiens lançaient sur cette poignée de braves, tout semblait réuni pour les accabler : rien n'arrêta leur audace ; bientôt les obstacles sont franchis, les positions enlevées, et deux cent soixante-dix prisonniers au pouvoir de nos soldats. La nuit qui survint empêcha le général Boudet de terminer son opération. Au lever de la lune il fit quelques tentatives pour débusquer tout-à-fait les Autrichiens ; mais, les trouvant trop en mesure, il prit le parti d'attendre l'arrivée des corps détachés pour tourner cette position. Les Autrichiens, prévoyant le danger auquel ils étaient exposés, songèrent à la retraite ; mais comme ils exécutèrent ce mouvement un peu tard, l'avant-garde du général Boudet les atteignit encore et leur fit deux cents prisonniers. Roveredo lui ouvrit ses portes ; la fuite des Autrichiens fut si précipitée qu'ils y abandonnèrent leurs malades.

MARENGO.

Juin 1800. — L'impéritie du directoire et les fautes du général Schérer avaient fait perdre aux Français toutes les belles conquêtes qu'ils avaient faites si promptement en Italie ; au commencement de 1800, ils n'y possédaient rien : Milan, Tortone, Mantoue, étaient rentrés sous le joug des impériaux ; le général Ott serrait de près Gênes, et Nice venait d'ouvrir ses portes au général Mélas. Dans cet état des choses, la voix publique appela le général Buonaparte au commandement de l'armée d'Italie ; les événemens justifèrent ce choix, et de nouvelles victoires, résultats des plus belles opérations, vinrent encore illustrer les drapeaux de l'armée française. Nous ne nous étendrons pas sur le plan hardi que Buonaparte conçut : nous avons tâché d'en donner une légère idée à l'article où nous décrivons le passage du mont Saint-Bernard. Ce général, s'élevant au-dessus de tous les obstacles, surmontant tous les dangers, franchit de toutes parts les Alpes, avec la rapidité de l'éclair, et fondit sur l'ennemi du sommet de ces montagnes, comme un aigle qui s'abat sur sa proie, après avoir plané au plus haut des cieux. En peu de temps, il enleva le fort de Bard, escalada Ivée et remporta une grande victoire à la Chiusella.

Comme le général Turreau venait de rassembler deux mille

cinq cents hommes dans les places du Dauphiné, et qu'il s'était dirigé sur la ville de Suze, après avoir forcé le pas de Cabrières, on crut que le premier consul, profitant de l'avantage obtenu à la Chiusella, marcherait pour se réunir à ces troupes, afin de se trouver appuyé sur les places et sur les défilés du Mont-Blanc, ce qui eût été favorable : mais un plus vaste projet avait fermenté dans sa tête, et il lui fallait des moyens plus décisifs. Tout-à-coup la division du général Murat, d'arrière-garde qu'elle était, devint avant-garde ; ayant passé la Sésia et le Tésin, elle entra dans Milan ; Buonaparte y arriva le 1^{er} juin. Telle fut la célérité des Français que, lorsque tous ces mouvemens s'exécutèrent, les habitans venaient d'apprendre, il n'y avait pas quarante-huit heures, la nouvelle des Alpes franchies. Après avoir évacué la Chiusella et passé la Doire, l'avant-garde, devenue arrière-garde, traversa la Sésia et atteignit Pavie, où elle surprit un parc d'artillerie de campagne, que l'ennemi s'y ménageait, le croyant bien en sûreté. En même tems, le général Moncey, commandant une division, abordait le Saint-Gothard, qu'il avait ordre de franchir. Le général Murat, aussitôt que son avant-garde eut pénétré dans Milan, traversa le Pô à Plaisance, tandis que toute l'armée effectua le passage de ce fleuve à Stradella, où l'on faillit se rendre maître d'un nombreux équipage d'artillerie ennemie.

Le 4 juin, le général Masséna se vit contraint de capituler à Gênes. M. de Melas, ne pouvant plus révoquer en doute l'existence de l'armée de réserve ni la présence de Buonaparte, que plusieurs officiers autrichiens avaient reconnu, s'était hâté d'accourir à Turin, afin de pourvoir aux moyens de défense. Mais ici nous croyons important de suivre avec attention les développemens du projet de Buonaparte ; s'il n'eût voulu que battre l'ennemi, la chose était facile avec des Français ; mais il se proposait de lui fermer tous les chemins, de lui couper la retraite, et de lui dicter une capitulation par laquelle il restituerait à-la-fois toutes les places d'Italie. Plan hardi, surtout contre une armée supérieure en nombre. A peine le général Lannes eut-il traversé le Pô, qu'il reçut ordre de s'emparer des hauteurs de Montebello, et d'y prendre position ; Buonaparte envoya une division pour le soutenir. Bientôt le général Ott, à la tête de dix-huit mille hommes fraîchement arrivés de Gênes, vint assaillir le corps du général Lannes : la plus brillante affaire s'engagea, le courage fut grand de part et d'autre ; mais les Autrichiens vaincus lâchèrent pied enfin, et cette

journée, à jamais glorieuse pour le général Lannes, fut nommée la journée de Montebello. Le général Ott fit les plus grands efforts pour ramener son armée; mais ce ne fut que sous les murs de Tortone qu'il parvint à en rallier la moitié.

C'est au compagnon de Buonaparte à raconter des faits d'armes auxquels ils coopéra avec tant de gloire, *quorum pars magna fuit*; nous le laisserons parler, avec sa noblesse ordinaire, nous contentant d'ajouter quelques traits honorables aux soldats français.

« Buonaparte conserva deux jours sa position de Montebello; mais, étonné de l'immobilité de l'ennemi, et sachant que depuis plusieurs jours il avait rallié ses divisions qui étaient de retour de Nice, il pensa que M. de Mélas s'occupait des moyens d'échapper à la position critique où il se trouvait; et, dans ce cas, le général autrichien devait nécessairement prendre un de ces trois partis.

« Le premier était de passer le Pô (il avait à Casal une tête de pont tellement fortifiée par des marais, et protégée par la rive droite, qu'il avait été jugé difficile de l'emporter), de franchir ensuite le Tésin, de traverser la Lombardie, et d'opérer une jonction sur l'Adda avec le général Wucassowisch. L'armée autrichienne avait un équipage de pont, une artillerie considérable, et plus de douze mille chevaux de charroi. En second lieu, il pouvait se porter sur Gènes, se réunir avec le corps de la Toscane et avec une division de douze mille Anglais, regagner ensuite Mantoue, en faisant transporter son artillerie par mer, ou bien profiter de la nature des lieux pour s'y soutenir jusqu'à ce qu'il eût pu recevoir d'Allemagne de nouvelles troupes, et mettre ainsi l'armée de réserve entre deux armées; ce qui aurait traîné la guerre en longueur, amené des événements incertains, et embarrassé d'autant plus Buonaparte, que sa présence devenait nécessaire à Paris. Enfin, il restait à l'ennemi, pour troisième ressource, à se porter sur le général Masséna, qui, selon tous les calculs, devait être arrivé à Acqui, à l'envelopper avec les dix ou douze mille hommes qu'on lui supposait encore en état de combattre; et, après sa défaite, à attendre les nouvelles chances favorables que la guerre de postes et les marches pourraient faire naître.

« Afin de parer au premier parti, Buonaparte avait laissé sur le Pô un corps d'observation de trois mille hommes, qui devait retarder le passage de ce fleuve et de la Sésia, et se joindre ensuite au général Moncey pour disputer celui du Tésin.

On ne doutait pas que ces obstacles, opposés à M. de Mélas, ne donnassent le temps à l'armée de repasser sur la rive gauche du Pô, et d'arriver avant lui sur le Tésin.

« A l'égard des deux autres partis que l'ennemi pouvait prendre, Buonaparte jugea qu'il n'avait qu'à se mettre en mouvement avec son armée, pour agir selon les circonstances.

« On était arrivé près de Tortone, lorsque le général Desaix, qui d'Egypte avait débarqué à Toulon, vint joindre l'armée à franc étrier. Il reçoit le commandement d'une division, et sur-le-champ il est envoyé à Rivalta, pour servir d'avant-garde, et couper le chemin à l'ennemi, dans le cas où il se dirigerait sur Gênes. Buonaparte, avec le reste de l'armée, passe la nuit le long de la Scrivia.

« Le 13 juin, à huit heures du matin, il se rend à Castel-Nuovo, et fait battre la plaine de Marengo par la cavalerie légère. Il apprend que l'ennemi n'a point de postes à San-Giuliano, ni dans la plaine; il juge alors devoir se mettre en marche; il arrive à trois heures après midi; à quatre heures on trouve à Marengo les avant-postes ennemis; aussitôt il ordonne l'attaque du village. La résistance ne fut pas vive; Marengo est pris, et l'ennemi acculé sur la Bormida. Buonaparte se confirme dans son idée, que puisque l'ennemi, au lieu de l'attendre dans la plaine de Marengo, avait laissé prendre le village, c'est qu'il était décidé à suivre un des trois partis dont il a été fait mention.

« L'avant-garde reçoit l'ordre de repousser les postes ennemis au-delà de la Bormida, et, s'il est possible, d'en brûler les ponts. Cet ordre donné, Buonaparte part pour se rendre au quartier-général à Voghera, où il devait recevoir les rapports de tous les postes de son armée, et ceux des espions. Il espérait, par les mouvemens de l'ennemi, deviner ses véritables pensées; mais, à peine arrivé à la tour de Garafolla, il reçoit des nouvelles de Rivalta et du Pô. Il s'arrête dans cette ferme le reste de la nuit.

« Cependant l'ennemi passa celle du 24 dans la plus grande agitation. Il sentit combien sa position était pénible, et quelle faute il avait faite de laisser prendre Marengo. Mais, croyant tout projet de retraite désormais trop tardif, et l'armée française trop près pour lui permettre d'échapper par le Pô ou par Gênes, il prend la noble résolution de s'ouvrir un passage à travers notre armée, et, dans ce dessein, son premier effort dut être de reprendre Marengo.

« En effet, l'armée autrichienne débouche, dès six heures du matin, par ses ponts de la Bormida, et elle porte le gros de sa cavalerie, sous les ordres du général Elsnitz, sur sa gauche. Son infanterie était composée des deux lignes aux ordres des généraux Haddik et Kaim, et d'un corps de grenadiers commandés par le général Ott.

« L'armée française se trouvait en échelons, par division, la gauche en avant; la division Gardanne formait l'échelon de gauche à la cassine Pédrabona; la division Chambarlhac, le second échelon à Marengo; et la division du général Lannes formait le troisième, tenant la droite de la ligne, et en arrière de la droite de la division Chambarlhac, les divisions Carra-Saint-Cyr, et Desaix, en réserve; la dernière en marche, venant de Rivalta, d'où elle avait été rappelée aussitôt que le projet de l'ennemi avait été connu.

« Le lieutenant-général Murat, commandant la cavalerie, avait placé la brigade Kellermann sur la gauche, celle de Champeaux sur la droite, et le vingt-unième régiment de chasseurs, ainsi que le douzième de hussards à Sallé, sous les ordres du général de brigade Rivaud, pour surveiller les mouvemens de l'ennemi sur le flanc droit, et devenir au besoin le pivot de la ligne.

« Les lignes autrichiennes, après quelques escarmouches d'avant-postes, se mirent en mouvement à huit heures du matin, attaquèrent la division Gardanne, qui, après avoir soutenu avec la quarante-quatrième et la cinquante-unième demi-brigade un combat vif et meurtrier, dut se retirer sur le village de Marengo.

« Le corps de Kaim continua alors son mouvement, franchit le ruisseau, et s'étendit sur la gauche; celui de Haddik se déploya, mais son aile droite dut combattre pour se prolonger, en obliquant sur la droite, parce que quelques troupes légères de la division Gardanne, s'étant jetées, avec une pièce de canon, dans la cassine de Stortigliana, attaquèrent et mirent en désordre les têtes de ses premières colonnes qui remontaient la Bormida, pour déborder la gauche de l'armée française.

« Le village de Marengo devenait le centre de l'attaque; le général Victor reçut l'ordre de le défendre le plus long-temps qu'il serait possible, mais sans chercher à reprendre la position qu'avait occupée la division Gardanne, qui fut placée sur la droite du village, s'appuyant au ruisseau et à des terrains marécageux. La grande supériorité des Autrichiens leur

permettait d'attaquer le village avec des forces considérables, en même temps que la droite du général Haddik s'étendait pour déborder la gauche des Français, et que la division du général Kaim cherchait à se déployer sur la gauche de Marengo, pour dépasser notre droite.

« En ce moment le corps du général Oreilly, de la division Haddik, aborde la division Chambarlhac; la vingt-quatrième demi-brigade légère et la quatre-vingt-seizième de ligne soutiennent le choc. Les deuxième et vingtième régimens de cavalerie, et le sixième de dragons, s'avancent et chargent avec succès la première ligne ennemie; mais la seconde prend part à l'action. Alors Marengo est attaqué avec une nouvelle fureur, et défendu avec la même intrépidité; la gauche seule du général Chambarlhac, sur laquelle arrive le gros du corps d'Oreilly, est ébranlée.

« Le général Lannes était arrivé sur la ligne, à la hauteur des premiers échelons, et formait la droite avec la division Watrin et la brigade Mainoni; il attaque un corps de la division Kaim, qui se trouve devant lui, et qui était en marche sur Castel-Ceriolo; mais, débordé bientôt par cette division entièrement déployée, il est forcé de soutenir les attaques les plus vives, tant d'infanterie que de cavalerie; il les repousse avec vigueur, à la tête de la seizième demi-brigade légère et des vingt-deuxième, vingt-huitième et quarantième de ligne. La brigade de cavalerie commandée par le général Champeaux, et destinée à flanquer le corps du général Lannes, reçoit ordre de charger pour en soutenir la droite; elle exécute cette charge avec le premier et le huitième régimens de dragons, et le général Champeaux reçoit une blessure mortelle. Le général Lannes contient l'ennemi sur le ruisseau, à la Barbotta, et appuie ainsi la brillante défense que faisait à Marengo la division Gardanne. Ce village, si vivement disputé, était encore en notre pouvoir. Plusieurs fois les Autrichiens y entrent avec fureur, mais ne peuvent s'y établir. Nos troupes, par des prodiges de valeur, conservent cet important appui du centre de la ligne.

« Cependant le général Elsnitz, commandant la cavalerie ennemie, longe la Bormida, dépasse Castel-Ceriolo, déborde toute notre droite, et se déploie par escadrons entre la Cassine, la Buzana et notre première ligne.

« Sa manœuvre tendait évidemment à prendre notre première ligne à dos, ce qui pouvait être décisif en faveur de l'armée

autrichienne ; mais Buonaparte avait déjà fait entrer dans son plan les moyens de déjouer cette manœuvre dangereuse , et , dès dix heures du matin , les mouvemens de toute cette journée étaient décidés dans sa pensée.

« Il avait ordonné à la deuxième ligne en réserve de marcher par échelons , la droite en avant. Le général Carra-Saint-Cyr , qui commandait l'échelon de droite , n'était pas encore à la hauteur de la première ligne ; Buonaparte y place sur-le-champ les grenadiers de sa garde , avec leurs canons , pour arrêter les mouvemens du général Elsnitz. Isolés à plus de trois cents toises de notre ligne , ils paraissent une redoute de granit au milieu d'une plaine immense.

« La cavalerie ennemie les entoure ; on vit alors tout ce que peut l'infanterie d'élite. Plusieurs escadrons sont rompus , et le temps que la cavalerie perd dans ses faux mouvemens donne au général Carra-Saint-Cyr celui d'arriver à la hauteur des grenadiers ; il les dépasse et se porte sur Castel-Ceriolo , après avoir repoussé les charges de la cavalerie , qui veut s'opposer à sa marche sur ce village , où il parvient à s'établir en délogeant les chasseurs tyroliens et ceux du Loup , vainement secourus par les grenadiers de Morzini.

« Le deuxième échelon de la réserve , commandé par le général Desaix , était en marche pour se placer en arrière de la gauche du premier , et à grande distance de la hauteur de San-Giuliano.

« Dès l'instant que Buonaparte voit que la division du général Carra-Saint-Cyr est établie à Castel-Ceriolo , il ordonne à la première ligne la retraite par échelons , la gauche en avant. Les échelons de gauche de la ligne exécutent ce mouvement au pas ordinaire , tandis que les échelons du centre le font au très-petit pas , et seulement après que les premiers ont pris leur distance.

« Le général ennemi apprécie mal cette manœuvre , et croit l'armée en pleine retraite , lorsqu'en réalité elle ne fait qu'un mouvement de conversion ; il cherche , avec une nouvelle confiance , à exécuter son projet de tourner notre gauche , et de nous couper le chemin de Tortone. C'est dans ce dessein qu'il forme une colonne de grenadiers , au nombre de cinq mille , qui se porte sur la grande route , afin de prévenir et d'empêcher le ralliement des corps de l'armée française , qu'il suppose en désordre.

« Cependant , durant les quatre heures que notre armée

mit à faire ce mouvement de conversion, elle offrit le spectacle le plus majestueux et le plus terrible. »

Les principales forces de l'armée autrichienne prenaient leur direction sur notre centre et sur notre gauche; elles suivaient pas à pas le mouvement rétrograde de notre première ligne, se reposant sur la cavalerie du soin de déborder notre droite au-delà de Castel-Cériolo.

Au milieu du plus profond silence, nos échelons faisaient leur retraite en échiquier, par bataillon; le sang-froid avec lequel ils effectuaient ce mouvement sous les décharges effroyables de quatre-vingts bouches à feu, la tranquillité avec laquelle ils s'arrêtaient souvent, leur application à présenter des rangs toujours garnis, en se serrant à mesure que leurs compagnons tombaient, tout prescrivait l'admiration : on aurait dit que ces braves étaient à l'exercice.

Buonaparte visita plusieurs fois cette partie, afin de donner au général Desaix le temps de gagner la position qu'il devait prendre. Le courage et l'ordre que la division, conduite par le général Lannes, mit à concourir à ce mouvement de conversion, fixèrent sur-tout les regards et l'attention du premier consul.

Le général Desaix, s'étant établi à San-Giuliano, vit bientôt arriver à sa hauteur les échelons de gauche de la première ligne, qui opérait un véritable mouvement de retraite; ils continuèrent ce mouvement jusqu'à ce qu'ils se fussent placés sur la gauche, en arrière; ils s'arrêtèrent alors pour reprendre haleine. Quinze pièces de canon, ainsi que toute notre cavalerie, étaient masquées par des vignes, et placées dans les intervalles des régimens du général Desaix, dont les premier et troisième bataillons étaient en colonne, derrière les ailes du second, déployé en bataille. Les deux armées continuaient de se battre avec chaleur.

Voici la position dans laquelle se trouvaient l'une et l'autre après ce mouvement. Castel-Cériolo était occupé par le général Carra-Saint-Cyr, qui commandait le premier échelon de la seconde ligne de réserve; barricadé dans le village, il faisait face à la cavalerie ennemie, menacée d'ailleurs sur la route de Salé. Les grenadiers de la garde formaient une ligne diagonale en arrière, sur la gauche de Castel-Cériolo; l'échelon du général Lannes en décrivait une semblable sur la gauche des grenadiers.

Diagonalement en arrière, sur la gauche du général Lannes,

était posté le général Desaix, devant San-Giuliano, avec quinze pièces de canon. On avait placé en colonne, dans les intervalles, toute notre cavalerie, afin qu'elle pût profiter du premier mouvement favorable pour agir. Le général Victor rangea son corps de troupes diagonalement en arrière, sur la gauche du général Desaix.

Ce mouvement de retraite dura jusqu'à six heures du soir; alors Buonaparte le fit cesser dans tous les rangs; il les parcourut, et adressa aux chefs et aux soldats des paroles capables d'animer leur courage, s'il en avait eu besoin. Il leur dit que, pour des Français, c'était avoir fait trop de pas en arrière; que le moment était venu de faire un pas décisif en avant : *Soldats ! ajouta-t-il, souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille.*

« Au même instant il donna l'ordre de marcher en avant ; l'artillerie est démasquée ; elle fait pendant dix minutes un feu terrible : l'ennemi étonné s'arrête ; la charge est battue en même temps sur toute la ligne, et cet élan, qui se communique comme la flamme au cœur des braves, tout ajoute en ce moment à l'ardeur qu'inspire la présence d'un chef qui jamais ne leur promet vainement la gloire. La division Desaix, qui n'avait pas encore combattu, marche la première à l'ennemi avec cette noble assurance que lui inspire le désir de donner à son tour des preuves de cette valeur brillante qu'avaient montrée les autres divisions ; elle est fière de suivre un général dont le poste fut toujours celui du péril et de l'honneur. Une légère élévation de terrain, couverte de vignes, déroba à ce général une partie de la ligne ennemie ; impatient, il s'élance pour la découvrir ; l'intrépide neuvième légère le suit à pas redoublés. L'ennemi est abordé avec impétuosité ; la mêlée devient terrible ; plusieurs braves succombent, et Desaix n'est plus. Son dernier soupir fut un regret vers la gloire, pour laquelle il se plaignait de n'avoir pas assez vécu (1).

(1) Desaix, d'une ancienne maison d'Auvergne, fut placé, dans son enfance, à l'école militaire d'Effiat; il fut aimé de ses camarades par sa douceur comme il le fut depuis de ses soldats par ses vertus. Il entra, à quinze ans, sous-lieutenant dans le régiment d'Auvergne, fut commissaire des guerres, puis aide-de-camp du général Victor de Broglie. Ses manœuvres savantes, en 1793, sur les rives de la Lauter, le firent remarquer; il en conserva les garnisons, menaça l'ennemi de le couper, protégea la retraite

« Les regrets de Buonaparte furent les premiers tributs d'honneur payés à sa mémoire ; sa division, passée aux ordres du général Boudet, jalouse de venger son général, charge avec impétuosité l'ennemi, qui, malgré sa vive détermination,

générale, et fit la sienne la dernière. Desaix, voyant renaître dans les Français l'esprit qui avait animé les anciens Romains, crut qu'il fallait être long-temps soldat pour avoir droit de discipliner et de conduire de tels hommes à la victoire. A Lauterbourg, où l'ennemi fait replier l'avant-garde française, une balle lui perce la joue : il s'éloigna de ceux qui lui faisaient violence pour l'emporter du champ de bataille, et ne voulut se faire panser qu'après avoir rallié ses bataillons. Dans un combat, en avant de Mayence, ses troupes s'étaient repliées ; il se jette au-devant d'elles : quelques officiers lui demandent s'il n'a pas ordonné la retraite. *Oui*, s'écria Desaix, *mais c'est celle de l'ennemi*. A ces mots ses soldats se retournent et enfoncent les bataillons autrichiens, tout est tué ou pris. Il eut devant lui pendant tout l'hiver les troupes légères de la Prusse, les plus renommées de l'Europe. Les Prussiens étaient surpris de voir dans un jeune général des manœuvres supérieures à celles que conçut le grand Frédéric. Pour accoutumer les soldats à la patience, il se privait lui-même de tout ce dont ils manquaient. Des commissaires des guerres lui ayant envoyé du pain plus délicat et de meilleur vin ; il le fit distribuer aux hôpitaux. A la tête de l'aile droite de l'armée de Rhin-et-Moselle, il envahit, en 1796, le Brisgaw, la Sonabe, la Bavière, et s'avança jusque dans le Palatinat, couvrit sa retraite, puis s'illustra par la défense de Kelb. Il joignit à ses talens militaires un rare désintéressement : un prince de l'empire, en fuyant, laissa tomber sa caisse au pouvoir des Français ; Desaix, en l'envoyant au payeur de l'armée, aimait ses soldats qui l'élevaient avec effort sur la voiture : *Notre général*, disaient-ils, *en la laissant retomber, a'est parce qu'elle sort de vos mains qu'elle est lourde*. Après avoir signé plusieurs traités avec les princes d'Allemagne, il refusa les présens que l'usage semblait lui prescrire de recevoir. *Ce qui est permis aux autres*, disait Desaix, *ne l'est pas à ceux qui commandent à des soldats*. Après le traité de Campo-Formio, la paix lui parait un repos honteux ; sous les auspices de Buonaparte, il passe en Egypte, défait les Mameloucks à Chebeisse et Sédiman, est vainqueur de Mourad bey, gouverne la haute Egypte avec tant d'équité que les Arabes lui donnèrent le nom de *Sultan-Juste*. Pendant la paix, il parcourt les ruines de Tyntira et de Thèbes, en fait décrire les monumens, revient d'Egypte sur la foi d'un traité signé entre la Porte-Ottomane, les Français, et les Anglais. Arrivé à Livourne, il y est jeté en prison dans le lazaret, où l'amiral Keith a l'indignité de lui offrir vingt sous par jour pour sa table, en ajoutant, avec une cruelle ironie, que l'égalité publiée en France voulait qu'il ne fût pas mieux traité que les soldats. *Je ne demande rien*, répond Desaix, *que de me délivrer de votre présence ; j'ai traité avec les Mameloucks, les Turcs, les Arabes du Grand-Désert, les Ethiopiens, les Tartares, les Noirs de Darfour ; tous respectaient la parole qu'ils avaient donnée ; et ils n'insultaient point aux hommes dans le malheur*. Desaix revoit les rivages de la France ; il apprend que Buonaparte combat en Italie : *Ordonnez-moi de vous rejoindre*, lui écrit-il,

ne pouvant tenir contre nos baïonnettes, se renverse sur la colonne de grenadiers qui le suivait, et qui déjà était arrivée à Cassa-Grossa, où elle attaquait nos éclaireurs. Les Autrichiens, surpris, s'arrêtent ébranlés : c'est alors que se mou-

général ou soldat, que m'importe, pourvu que je combatte auprès de vous ? Un jour sans servir la patrie, est un jour retranché de ma vie. Buonaparte lui donne le commandement de deux divisions. La bataille de Marengo était près de se livrer ; tourmenté par de funestes pressentimens, il dit à ses aides-de-camp : *Voilà long-temps que je ne me bats plus en Europe, les boulets ne nous connaissent plus ; il nous arrivera quelque chose.* Lorsqu'il est blessé au sein de la victoire de Marengo, il laisse échapper ces mots d'une voix défaillante : *Allez dire au premier consul que je meurs avec le regret de n'avoir pas assez fait pour vivre dans la postérité.* Buonaparte, en apprenant cette funeste nouvelle, s'écria : *Ah ! pourquoi ne m'est-il pas permis de pleurer !*

Epaminondas, vainqueur à Leuctres, fut l'objet de l'admiration de toute la Grèce. On le louait comme le plus grand capitaine qui existât. Toujours vertueux, au milieu des applaudissemens universels, Epaminondas se contenta de dire : *Ma joie est celle que je sais qu'il prouveront mon père et ma mère en apprenant cette victoire.* Combien est touchante cette pitié filiale ! Rapprochons d'Epaminondas un héros de notre temps ; les grands hommes sont de tous les âges, leurs vertus de tous les siècles. Le général Desaix craignait de se marier de peur d'altérer le bonheur de sa mère. « Une jeune épouse n'aurait peut-être pas pour ma mère tous les égards qu'exigent les vertus et ses malheurs : elle serait contristée de son indifférence ; ma mère souffrirait d'autant plus, qu'elle dissimulerait les chagrins dont elle serait dévorée. Ma crainte est peut-être vaine ; mais enfin je ne dois pas risquer de troubler le repos d'une mère qui m'alme et que j'adore. » Sous le régime de la terreur, sa mère et sa sœur sont détenues à Rome. Ses alarmes sont extrêmes, ses sollicitations pressantes. Leur liberté lui semble le plus haut prix de ses services. Il est blessé aux lignes de Welssembourg, obtient ce qu'il désire, et de sa plume s'échappent ces mots dictés par le cœur : *Ma mère ! ma tendre mère ! mon sang vient enfin de couler ; mais je m'en réjouis, puisqu'il a servi à vous rendre la liberté.* La postérité décidera qui d'Epaminondas ou de Desaix mérite la palme de la pitié filiale. Le respect que Desaix portait à la vieillesse n'était pas moins admirable. Il voit un soldat qui abusait de la supériorité de sa force pour outrager un vieillard : *Que fais-tu, malheureux ?* s'écrie-t-il, *eh ! n'as-tu pas de père !*

Telle est la faible esquisse des travaux militaires et des vertus du guerrier fameux que la France perdit à Marengo. Les bouches les plus éloquentes prononcèrent son éloge ; une souscription ouverte pour lui élever un monument dans la capitale, fut aussitôt remplie : l'armée de Rhin et Moselle, dans laquelle il avait long-temps combattu, lui érigea un cénotaphe en face de Kehl, qu'il avait défendu avec tant de gloire. Le gouvernement lui fit élever un tombeau magnifique sur la cime du mont Saint-Bernard, d'où son nom semble encore planer sur les campagnes de de l'Allemagne et les champs de l'Italie qu'il a illustrés.

trèrent dans tout leur jour la profondeur et l'habileté des dispositions précédemment faites.

« L'ennemi, qui avait dépassé sur notre gauche la ferme de la Ventolina, et qui se croyait au moment de nous couper la retraite, est tourné lui-même par sa gauche; les divisions qui s'étendent de Castel-Ceriolo à San-Giuliano prennent ses lignes en flanc; ses bataillons entendent la fusillade de tous les côtés à-la-fois, sur le devant, sur le flanc gauche et sur le derrière. A peine la division Desaix a-t-elle poussé et mis en retraite la droite des Autrichiens, à peine ceux-ci commencent-ils à exécuter ce mouvement, qu'ils entendent le bruit de notre feu, qui déjà leur semble partir de dessus les ponts de la Bormida et du village de Marengo.

« Dans ce moment, Buonaparte ordonne à la cavalerie qu'il avait conservée en réserve, en arrière de la division Desaix, de passer au galop par les intervalles, et de charger avec impétuosité cette formidable colonne de grenadiers, déjà ébranlée par la division Desaix.

« Cette manœuvre hardie s'exécute à l'instant avec autant de résolution que d'habileté. Le général Kellermann se porte au galop hors des vignes, se déploie sur le flanc gauche de la colonne ennemie, et, par un quart de conversion à gauche, lance sur elle la moitié de sa brigade, tandis qu'il laisse l'autre moitié en bataille pour contenir le corps de cavalerie ennemie qu'il avait en face, et masquer le coup hardi qu'il allait porter.

« En même temps les grenadiers et les chasseurs de la garde renversaient sur la droite tout ce qui était devant eux; le général Watrin attaque avec une nouvelle audace; le général Carra-Saint-Cyr envoie de Castel-Ceriolo des tirailleurs le long du ruisseau et des marais, jusqu'auprès de Marengo.

« Le général de cavalerie Rivaud, faisant un mouvement décidé, avait, sur la route de Salé, ses avant-postes déjà engagés avec ceux du général Elsnitz; et le gros de la cavalerie autrichienne, contenu ainsi à l'extrémité de notre droite, laissait sa ligne d'infanterie sans appui dans la plaine.

« L'armée française franchit en trois quarts-d'heure le grand espace qu'elle avait défendu pendant quatre heures.

« La cavalerie ennemie, pressée par le général Rivaud, fusillée des haies de Castel-Ceriolo, se hâte d'accourir au secours de son infanterie; l'ennemi se rallie, et, arrivé à Marengo, conserve le projet de garder ce village.

« La division du général Boudet, qui veut avoir la gloire de reprendre Marengo, fait une dernière charge avec cette vigueur qui avait marqué les premières.

« Le corps du général Victor, qui revenait sur des lieux où il avait si bien combattu, la soutient. L'ennemi, qui se voit obligé de renoncer à vaincre, veut prouver qu'il en était digne, et montre, dans ce dernier combat, toute l'énergie que l'honneur peut donner ; mais la victoire tout entière s'élance dans les rangs français ; les Autrichiens, fatigués et affaiblis, doivent céder ; et nos troupes rentrent avec eux dans Marengo, qu'ils évacuent pour se porter sur les ponts de la Bormida. »

Au nord de Marengo, le général Lannes combattait contre un corps de réserve, et obtenait les mêmes succès après avoir éprouvé la même résistance. Quelques pièces de canon tombèrent en son pouvoir. La droite du général Boudet allait être chargée par un corps de la réserve de la cavalerie ennemie, qui se disposait à la culbuter : aussitôt le général Bessières, soigneux à procurer des occasions de gloire aux grenadiers et aux chasseurs à cheval qu'il commandait, ordonne la charge, prévient l'ennemi, fait fléchir ce corps et le jette sur le ruisseau, dans le plus affreux désordre. Par cette opération, le flanc de l'infanterie restait à découvert, et la retraite générale devenait indispensable, vu le trouble et l'alarme répandus parmi les Autrichiens.

A la tête des chasseurs, le jeune Beauharnais, par son courage et son habileté, s'annonçait digne des hautes destinées pour lesquelles il vivait.

Les débris de l'armée autrichienne profitèrent des ombres de la nuit pour repasser les ponts, tandis que l'armée française coucha sur le champ de bataille.

Les pertes des Autrichiens furent considérables ; ils eurent à regretter quatre mille cinq cents morts, sept mille prisonniers, douze drapeaux et trente pièces de canon. Le nombre de leurs blessés excéda huit mille hommes. Les Français eurent onze cents hommes tués, trois mille six cents blessés et neuf cents prisonniers.

La tête du pont de la Bormida était gardée par des avant-postes que l'ennemi y avait laissés ; le lendemain, dès la pointe du jour, les grenadiers les attaquèrent ; mais un parlementaire se présenta, annonçant que le général Mélas demandait à envoyer un officier de son état-major à Buonaparte.

Après la première conférence, le général Berthier, muni d'instructions et investi par le premier consul des pouvoirs nécessaires, afin de traiter, se rendit à Alexandrie.

Quelques heures après il présente, à l'acceptation de Buonaparte, un armistice contenant les dispositions suivantes : l'armée autrichienne devait occuper Peschiera, Mantoue, Borgoforte, la Toscane et Ancône ; les Français demeurer maîtres des pays compris entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô. Les châteaux de Tortone, Alexandrie, Milan, Turin, Arona, Pizzighithone, Plaisance, Ceva, Coni, Savone, Gênes et le fort Urbin devaient être remis aux Français ; ainsi, par une seule bataille, mais décisive, la majeure partie de l'Italie revint au pouvoir de la France.

Plusieurs beaux traits ajoutent encore à la gloire de cette journée ; nous ne pouvons résister à l'attrait d'en citer quelques-uns.

Dans le moment où la brigade du général Bessièrès fondait au galop sur un corps de cavalerie autrichienne, et que les fers allaient se croiser, un soldat autrichien, renversé et sanglant, étendait ses mains vers nous, en suppliant de ne point l'écraser : *Mes amis*, s'écria le général, *ouvrez vos rangs, épargnez ce malheureux.*

Les canonniers voulant emporter leur lieutenant Conrad, qui venait d'avoir la jambe fracassée par un boulet, il s'y refusa, et, se soulevant pour observer le tir : *Servez votre batterie*, leur dit-il, *et ayez le soin de pointer un peu plus bas.*

Un grenadier à pied, nommé Brabant, rencontra une pièce de quatre, abandonnée et renversée ; comme il avait servi dans l'artillerie et qu'il était d'une force extraordinaire, il la releva seul, la chargea et la tira, sans autre appui, pendant plus d'une heure.

Dans cette journée, le général Berthier eut ses habits criblés de balles, et le général Mélas reçut une forte contusion.

Tous les officiers et les soldats, des deux partis, montrèrent une grande bravoure. Le génie d'un chef fut pour beaucoup dans la victoire.

MARIE-GALANDE.

1795. — Les possessions françaises des îles de l'Amérique avaient été pillées par les Anglais, en 1794 ; une flotte de quatorze vaisseaux de ligne et de dix-sept frégates portant

huit mille hommes, avait porté le ravage et la désolation dans ce beau pays. Les Français reprirent leurs possessions l'année suivante, et arborèrent leur pavillon sur l'île de Marie-Gallande, dont ils chassèrent leurs ennemis.

MARIENZELL.

7 novembre 1805. — Attaché à la poursuite de ses ennemis, qu'il pressait avec vigueur, Napoléon, en 1805, ne laissa aucun relâche aux impériaux, en s'approchant de Vienne, où il comptait trouver la paix. Le corps d'armée du général Davoust marcha dans la direction de Steyer, sur Waldhofen, Marienzell et Lilienfeldt, déborda la gauche de l'ennemi, le 7 novembre, et s'avança sur Vienne par un chemin de roulage. Son avant-garde, qui n'avait pas encore atteint Marienzell, rencontra, le lendemain, le corps du général Meerfeldt, qui se porta sur Neudstat, afin de couvrir Vienne ; de ce côté, le général Heudelet, commandant cette avant-garde, attaqua vigoureusement l'ennemi, le mit en déroute, et le poursuivit cinq lieues. Le résultat du combat de Marienzell, dans lequel le général Heudelet mérita les plus grands éloges, fut la prise de trois drapeaux, seize pièces de canon, et quatre mille prisonniers, parmi lesquels les colonels des régimens Joseph de Collorédo et Deuchmeister, et cinq majors. Le treizième d'infanterie légère et le cent-huitième de ligne se comportèrent avec distinction dans ce combat. Après cette affaire, Davoust, poursuivant ses succès, détruisit tout le corps de Meerfeldt, et réduisit ce général à se sauver avec une centaine de hussards, triste reste de l'armée qu'il avait commandée.

MARIMONT.

22 juin 1794. — A l'affaire de Marimont, près de Binche, qui eut lieu le 4 messidor an 2, Jean-Louis Levasseur, capitaine de la quarante-neuvième demi-brigade de ligne, qui s'était déjà distingué au blocus de Landrecies, fit encore une action d'éclat. Commandant un bataillon de grenadiers à l'avant-garde, il fut chargé d'attaquer, avec quatre compagnies, un bataillon autrichien, qui, débouchant de Marimont, cherchait à couper la retraite à deux pièces d'artillerie. Arrivé à l'entrée du village, il fit faire, à quinze pas, une dé-

charge sur la tête du bataillon, le chargea aussitôt à la baïonnette, et après un quart-d'heure de mêlée, où l'on se battit corps à corps, l'ennemi, malgré sa supériorité en nombre, fut forcé à la retraite avec une perte considérable. Dans ce combat, le capitaine Levasseur sauva la vie à un grenadier que terrassaient trois Autrichiens : il en tua un, mit le second hors de combat et le troisième en fuite.

Les blessures qu'il reçut dans cette journée ne l'empêchèrent pas quatre jours après, quoiqu'il ne fût pas guéri, de prendre une part glorieuse à la bataille de Fleurus ; et deux ans plus tard, il se distingua de nouveau à la bataille de Neuwied, où un coup de feu à la jambe ne lui permit plus de combattre.

MARQUAIN.

28 avril 1792. — Le général Dumouriez, ministre de la guerre dans les derniers mois du règne de Louis XVI, fit adopter, au conseil du roi, un plan dont le but était de s'emparer en même temps des places de Mons, et de Tournay dans la Flandre autrichienne. Un mouvement populaire devait favoriser cette attaque. Le général Théobald Dillon, qui commandait à Lille, chargé de cette opération, part le 28 avril, avec dix escadrons de cavalerie ; il rencontre à Marquain, à une demi-lieue des frontières, le général Beaulieu, commandant une colonne autrichienne. Nul mouvement ne se fait dans la ville. Un ordre précis enjoint à Dillon d'éviter tout engagement. Quelques signes d'insubordination qui s'étaient manifestés dans sa troupe, depuis son départ de Lille, lui en faisaient une loi. Il communique ses ordres à ses colonels qui reconnaissent l'erreur profonde du ministre. Le signal de la retraite est donné. Elle s'opère avec ordre, lorsqu'une décharge de douze pièces de canon tombe sur l'arrière-garde ; elle était encore hors de la portée de l'infanterie autrichienne, lorsque quelques hommes, lâches ou vendus, sèment l'épouvante parmi les escadrons qui formaient la marche, et crient à la trahison ; *sauve qui peut*. Le désordre se met dans tous les rangs, les lâches fuient ; les braves mêmes sont entraînés. L'armée est poursuivie par les Autrichiens, tambour battant, jusqu'aux frontières. Le général, et son aide-de-camp Dupont, sont atteints d'un coup de feu, en voulant rallier cette troupe fugitive ; dans sa déroute, elle perd ses bagages et quatre pièces de canon ; la moitié des hommes périssent sur le chemin, de lassitude et de fa-

tigue. Les fuyards entrent pêle-mêle dans Lille, répandent l'épouvante et mettent la ville dans le plus grand danger. Des Autrichiens faits prisonniers avant l'attaque, sont lâchement massacrés, et le malheureux Théobald Dillon, et quelques-uns de ses officiers sont tués par leurs propres soldats. Un cri d'indignation et d'horreur s'élève dans l'armée; il retentit à la tribune de l'assemblée législative; Arthur Dillon demande justice des meurtriers de son parent, de son ami, de son frère d'armes; les assassins subissent la peine de leur crime; une pension est accordée à la veuve de l'infortuné Dillon, victime des dispositions imprudentes et des plans mal combinés du ministre.

MAUBEUGE.

11 septembre 1792. — Quatre mille Autrichiens se présentèrent aux avant-postes de Maubeuge. Le corps sur lequel il se dirigèrent n'était que de douze cents hommes : il est vrai que le général Lanoue arriva avec un renfort; mais sa faiblesse l'obligea à se retirer. Un faubourg devint la proie des Autrichiens qui le pillèrent; heureusement ils ne tentèrent rien alors sur la ville, qu'ils auraient probablement prise, car elle n'était défendue que par un bataillon de garnison.

29 septembre 1794. — Après avoir traversé la Sambre sur six colonnes, les impériaux parurent aux portes de Maubeuge. La résistance des Français fut vaine; par-tout ils furent repoussés, et l'ennemi cerna Maubeuge et son camp retranché. Le comité de salut public résolut de délivrer cette ville : en conséquence, le général Jourdan eut ordre de livrer une bataille générale à Watignies; le blocus de Maubeuge fut levé le 15 octobre, et les troupes françaises détruisirent les travaux immenses dont les Autrichiens avaient entouré la place, et renversèrent trois batteries de vingt-quatre pièces de canon, tournées contre Maubeuge.

MAULDE.

1792. — Lorsque, par l'inaction calculée du corps d'armée de Lafayette, le maréchal Luckner se vit contraint d'évacuer Menin et Courtrai, il établit ses principales forces au camp de Famars, sous Valenciennes, et plaça huit à dix mille hommes sur l'extrême frontière, dans le camp de Maulde, sur la route de

Condé à Tournai. En qualité de lieutenant-général, Dumouriez fut mis à la tête de cette division : sous ses ordres était le maréchal-de-camp Beurnonville, qui commandait l'avant-garde. Une armée autrichienne de quinze mille hommes, subordonnés au duc de Saxe-Teschén, était alors stationnée vis-à-vis, dans le camp de Bavai. De là, cette petite armée venait sans cesse harceler les troupes du camp de Maulde et les postes voisins. Elle réussit un jour à s'emparer d'Orchies ; mais ce ne fut pas pour long-temps ; car le lendemain les Français, réunis en force, l'en expulsèrent, et Dumouriez saisit cette occasion pour fortifier son camp d'une partie des garnisons voisines. Sans ce renfort, il lui eût été difficile de repousser les attaques que l'ennemi renouvelait deux ou trois fois par jour contre sa petite avant-garde. Quelque garantie que ce poste offrit contre les entreprises des ennemis du Nord, le général Dumouriez eut ordre de l'évacuer pour venir se joindre à Metz aux troupes du maréchal de Luckner. A cette époque, le soldat n'attachait plus sa gloire à obéir. Un procès-verbal fut la réponse de Dumouriez. Il y peignit le duc de Saxe faisant des attaques continuelles, les places qu'il couvrait dénuées d'armes et de munitions ; il représentait encore combien il serait difficile d'avoir assez promptement un autre corps d'armée qui le remplaçât, et conclut enfin en déclarant qu'il ne pouvait obéir à l'ordre de son général. Une récompense fut alors le prix d'une action qui, dans d'autres circonstances, aurait été punie. Dumouriez fut nommé chef indépendant du camp de Maulde, pour n'avoir pas permis d'enlever à la frontière du Nord les troupes qui en faisaient la sûreté. Sous ces ordres, se forma, par une discipline sévère, et par des approches fréquentes avec l'ennemi, un corps d'armée qui, lors de l'invasion de la Champagne, se signala par d'importants services. Beurnonville en était le commandant, lorsqu'il fut sommé par le conseil exécutif d'aller se réunir à Dumouriez, dans les plaines de la Champagne.

Le 31 août, l'armée autrichienne, ayant reçu un renfort, attaqua à l'improviste le camp de Maulde. Le cinquante-sixième régiment se met aussitôt en marche pour aller soutenir la redoute. M. Mortemart de Boisse, jeune officier de ce corps, connu par sa bravoure et par divers ouvrages dont il est auteur, était retenu à l'ambulance de Mortagne, par une large blessure à la poitrine. A peine a-t-il appris la

destination de son régiment, qu'oubliant ses douleurs, il monte à cheval pour aller se mettre à la tête de sa compagnie, et répond au chirurgien-major qui le trouvait encore trop faible : « L'honneur m'appelle, et je me sens assez de force pour battre l'ennemi. » En effet, il n'a pas plutôt rejoint la redoute, qu'impatient de vaincre, il en sort avec ses braves compagnons d'armes; il fond sur les Autrichiens, et les met en fuite.

MAURICE (SAINT-).

4 octobre 1793. — Les Piémontais étaient repoussés de poste en poste dans la Savoie par le général Kellermann. La position de Saint-Maurice qu'ils occupaient, leur présentant des avantages, ils résolurent d'y tenir, et pour cet effet, ils y établirent deux pièces de canon. L'avant-garde française y arriva le 4 octobre, à sept heures du matin : la canonnade dura jusqu'à dix, où le gros de l'armée des Alpes parut avec l'artillerie. Pendant que ce corps faisait taire le canon de l'ennemi, Kellermann en fit tourner la gauche par un bataillon de grenadiers et de chasseurs. L'ennemi ne put tenir, et forcé d'abandonner ce plateau, il se hâta de regagner le petit Saint-Bernard. Le général Kellermann écrivit du bourg de Saint-Maurice à la convention : « Le Mont-Blanc a été envahi par des forces supérieures; le Mont-Blanc est évacué aujourd'hui. La frontière de Nice à Genève est libre; la retraite des Piémontais de la Tarentaise nécessitera celle de la Maurienne. L'expulsion des Savoyards du territoire du Mont-Blanc leur a coûté deux mille hommes, et une immense quantité d'argent. »

MAYENCE.

2 octobre 1792. — L'armée autrichienne avait, depuis un mois à peine, envahi le territoire français, que l'armée de Custine, s'élançant sur la rive du Rhin, avait pris possession de Spire. On met en délibération si l'on s'emparera de Manheim, ou si l'on prendra Mayence. Cette ville importante n'avait que cinq mille hommes de garnison, et une bourgeoisie portée en faveur des Français. Vingt-cinq mille hommes étaient sous les ordres de Custine, qui jugea ce nombre suffisant pour tenter un coup de main, lorsque le

succès devait dépendre des intelligences qu'on avait dans la ville. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, Custine détacha du camp d'Edersheim de fortes patrouilles : elles s'approchèrent, par Edersheim et Franckental, à portée de Worms. Elles avaient ordre de ne point revenir au camp, mais de se replier sur Mutterstatt, après avoir terminé leurs reconnaissances. Le lendemain une autre patrouille prit la route de Turkeim et Alsei, poussant des détachemens sur Creutznach et Kayserslautern, afin de couvrir l'intervalle entre Worms et Creutznach, et par conséquent le flanc gauche de l'armée qui allait se diriger sur Mayence. Certain qu'il n'existait aucun corps autrichien, Custine s'avança le 18 octobre sur Worms ; le lendemain un fort détachement de cavalerie se porta à Weissenau, au-dessus de Mayence. Le reste de l'armée, arrivant le 20 octobre, investit complètement la rive gauche du Rhin, en occupant Hechstein, Marienborn, Gentzeheim et Monbach. Custine, en parcourant le front de sa position, ordonna plusieurs mouvemens qui avaient pour but de tromper ses ennemis sur le nombre de ses troupes. On plaça quelques pièces de canon dont les boulets atteignirent la ville : elle riposta ; mais cette canonnade ne produisit aucun effet de part ni d'autre. Après les préliminaires, Custine envoya Houchard sommer le baron de Gimnich, gouverneur de Mayence. Sa lettre, pleine de rodomontades, fut parfaitement appuyée par l'éloquence soldatesque de Houchard. Le gouverneur répondit verbalement qu'il était résolu de se défendre de toutes ses forces ; mais que le lendemain il communiquerait ses dernières intentions. Custine commençait à craindre de s'être trop avancé, on continua de tirer de part et d'autre ; mais bientôt on apprit que l'opinion de la bourgeoisie était de ne pas s'exposer à un siège. Pour accélérer le dénouement, on crut devoir menacer d'une escalade, et intimider par une lettre imposante. Celle-ci, qui peint Custine, le caractère des deux armées, et l'esprit de mouvement, ne doit pas être étrangère à l'histoire. « Monsieur le gouverneur, mon désir de ménager le sang est tel, que je céderais avec transport au vœu que vous témoignez d'obtenir jusqu'à demain ; pour me donner votre réponse ; mais l'ardeur de nos grenadiers est telle que je ne puis plus la retenir. Ils ne voient que la gloire de combattre les ennemis de la liberté, et la riche proie qui doit être le prix de leur valeur ; car, je vous en préviens, ce n'est point une attaque régulière, c'est

une attaque de vive force à laquelle il faut vous attendre. Non-seulement elle est possible ; mais même , elle est sans danger. Aussi bien que vous , je connais votre place et l'espèce de troupes qui la défendent. Epargnez le sang de tant de victimes innocentes , de tant de milliers d'hommes. Notre vie sans doute n'est rien ; accoutumés à la prodiguer dans les combats , nous savons la perdre tranquillement. Je dois à la gloire de ma république , qui jouit de l'impuissance des despotes qui voulaient l'opprimer ; et qui les fait fuir devant les enseignes de la liberté , de ne pas enchaîner l'ardeur de mes braves soldats , et je le voudrais en vain. » Après deux conseils de guerre , Mayence fut rendu le lendemain : sa garnison promit de ne pas servir d'un an contre la France. L'occupation de cette place fut un sujet de joie pour la France. En Allemagne , elle produisit un sentiment général d'indignation , lorsqu'on y apprit que cette place importante , la clef de l'empire , avait capitulé ; quoiqu'elle renfermât deux mille cinq cents hommes de troupes réglées , et deux mille cinq cents hommes de bourgeois de bonne volonté , auxquels pouvaient facilement se joindre les sujets de l'électeur de la rive droite du Rhin. Elle avait de plus une nombreuse artillerie. Avec tous ces moyens de défense , on devait attendre une attaque régulière avant de se rendre.

Du 5 avril au 28 juillet 1793. — Le général Custine avait trouvé le moyen d'entrer dans le Palatinat , et avait su se maintenir dans Mayence pendant tout l'hiver. Mais une armée formidable , assemblée sur les bords de la Roër , à laquelle la négligence ou l'imprévoyance des lieutenans de Dumouriez avait laissé prendre une attitude trop imposante , battit Custine vainqueur à Francfort , mais qui n'avait pas eu le temps de se préparer à résister à cette armée dont il avait prévu trop tard l'existence. Il fut chassé de cette ville , et soixante mille Prussiens se trouvèrent , dès le 6 janvier , devant le fort de Cassel , qui couvre la tête du pont de Mayence. Les deux armées furent réduites , par la rigueur de cet hiver , à la plus parfaite inaction. Custine , qui concevait des inquiétudes sur sa position , avait envoyé en arrière le général Meunier , avec un corps de douze mille hommes qui se tint à Spire , et éleva des batteries sur la rive gauche du Rhin , pour menacer le pont de Manheim. Toute la rive gauche du Rhin était occupée par les troupes françaises , souvent inquiétées par

l'ennemi, et le fort de Cassel était encore couvert par un corps d'armée française. Custine, vaincu à Bingen, se retira en désordre sur Mayence, et ramena, par des mouvemens rétrogrades, son armée sous les murs de Landau. Il fit réunir et camper ses troupes aux environs d'Oppenheim, pour avoir au moins la possibilité de maintenir une communication de Worms à Mayence. Cette ville possédait une garnison plus forte que ne l'eût voulu Custine, car il en avait appelé à lui huit mille hommes, qui sortirent et rentrèrent dans ses murs presque aussitôt, avec une immense quantité d'artillerie. La garnison de Mayence resta donc forte de trente-deux mille hommes qui y soutinrent un siège singulier, par le système de défense offensive qui y fut adopté.

Mayence, situé sur le Rhin, n'avait aucune défense du côté de l'Allemagne : les Français s'attachèrent d'abord à fortifier les habitations de Cassel. On y employa huit bataillons de travailleurs qui y mirent tant d'activité, qu'en moins de quatre mois, les travaux dirigés par M. Gay de Vernon, semblaient sortir de dessous terre. Les remparts étaient montés à la hauteur convenable, les batteries à barbottes et à embrasures avaient été construites en saucissons : l'artillerie était distribuée dans le camp retranché. On avait placé dans la grande batterie de Saint-Pierre douze pièces, vingt-une dans le fort de Mars, et soixante avaient été distribuées sur les fronts de la double couronne. Ainsi la capacité de ce poste l'avait rendu susceptible d'une grande défense, et long-temps il assura la position de la place. On établit aussi des fortifications dans le village de Costheim. Ce poste, situé à l'embouchure du Mein, fut plusieurs fois pris et repris pendant le siège, sur la rive gauche du Rhin. Mayence est couvert d'une enceinte de quatorze bastions, avec une citadelle située vers l'embouchure du Mein. Les défenses extérieures, destinées à éloigner les attaques du corps de la place, que l'art des Vauban et des Cohorn avaient établies en avant de la ville, avaient encore été augmentées par les Français qui y en avaient ajouté de nouvelles. Une garnison de vingt-deux mille hommes, pourvus de munitions abondantes, semblait promettre une résistance opiniâtre. La convention y avait envoyé deux commissaires qui s'y renfermèrent pour animer les efforts des défenseurs, et par leur exemple prolonger la défense de cette place. Le général Doyré en commanda le siège; Aubert-du-Bayet en dirigea.

les défenses. Dans ce moment la France attachait une grande importance à la possession de Mayence ; car si le sort des armes lui devenait favorable , elle lui assurait une entrée dans la Germanie. La Prusse n'avait pas le même intérêt à s'emparer de cette place , quand elle était investie au loin par les armées allemandes ; mais c'était l'époque de sa reprise qui devait fixer le terme de l'union de la Prusse avec la coalition. Le maréchal prussien Kalkreuth avait formé l'investissement de Mayence , dès le 6 avril : le siège ne commença que deux mois après par l'armée combinée , conduite par le roi de Prusse , commandant en personne les alliés. La rive droite du fleuve était investie par des troupes qui s'emparèrent de tout son cours , en occupant les îles qui se trouvent au confluent du Mein , et celles du village de Weissenau , situé vis-à-vis de son embouchure. La circonvallation s'étendait sur les deux rives à la gauche , depuis le village de Budenheim , sur le Rhin , jusqu'au village de Laubenheim , au-dessus de Mayence , et couvrait ainsi toutes les hauteurs qui dominent la place : ces hauteurs étaient entièrement garnies de retranchemens et de redoutes. Tout ce siège fut une défense active , dont tout concourait à prolonger la durée : les généraux et les représentans-commissaires furent toujours entre eux d'un accord parfait. Merlin de Thionville , y donna de fréquens exemples de courage militaire , et marcha souvent à la tête des combattans , lorsqu'on faisait des sorties. On eut beaucoup à se louer du zèle et des services que rendirent des hommes qui s'étaient présentés volontairement , réunis sous le nom de compagnies de siège : on les vit toujours à la tête des attaques. La défense du fort de Cassel avait été confiée au général Meunier , qui y vécut cinquante jours , sous une voûte de feu , avec les soldats qu'il commandait : cinquante pièces de canon chargées à mitraille vomissaient continuellement la mort sur eux. Au courage bouillant de sa garnison , à ses sorties continuelles , il semblait que c'était lui qui , avec douze cents hommes , assiégeait une armée de cinquante mille Prussiens. La nuit , suivi de ses plus braves soldats , muni d'une lanterne sourde pour diriger sa marche , et armé d'un glaive , il fondait sur les sentinelles surprises , leur donnait la mort , et parcourait ainsi les travaux de l'ennemi pour les renverser le lendemain. Dans une sortie , il surprit les Hessois et les Autrichiens : les soldats furent tués dans leurs tentes ; et ,

sans l'erreur de deux corps français, qui, dans l'obscurité, firent long-temps feu l'un sur l'autre, cette attaque aurait pu marquer les premiers momens du blocus par une bataille qui eût conduit nos troupes jusqu'à Francfort. Un officier français, envoyé par les Prussiens, apporta une lettre de Custine, et demanda en même temps une entrevue entre les représentans-commissaires et le général Kalkreuth : leur entretien fut secret; les attaques continuèrent. Deux jours après, les Prussiens ayant demandé une conférence avec le représentant Rewbell, essuyèrent un refus. On disputa long-temps les îles du Mein : leurs positions prenaient à revers les défenses de la ville et le cours du fleuve, ce qui mettait à découvert le pont de communication avec Cassel. On se vit dans la nécessité d'établir un pont sous le feu d'une redoute armée de quatre pièces de canon : ce pont fut nommé le pont des morts, à cause d'un grand nombre de soldats que les assiégés y perdaient toutes les fois qu'il en fallait relever les postes : cependant ce pont fut gardé six semaines. Dans les attaques répétées qui en rendaient maître l'un ou l'autre parti, on vit des soldats formés sous le nom de bateliers matelots, se jeter à la nage, et aller couper le câble d'un bateau armé, monter à l'abordage, s'emparer du bateau, et le ramener avec deux cents prisonniers qui le montaient. Les Prussiens construisirent deux machines infernales, l'une d'elles ne fit aucun effet, quoiqu'elle eût sauté; la seconde fut arrêtée par des soldats, qui, peu effrayés du danger qu'ils couraient en s'en approchant, eurent la hardiesse d'y monter et de l'éteindre. Le village de Costheim était trop près des ouvrages de Cassel, pour qu'aucun des deux partis en laissât la libre possession à l'autre. Il fut souvent le théâtre de combats sanglants, dont le résultat fut à l'avantage des assiégés, qui en demeurèrent maîtres jusqu'à la fin du siège. On disputa long-temps aussi la possession des îles du Rhin. Les Prussiens perdirent deux cents hommes à celle de Pétersau, qui se trouve au-dessus de Mayence. Les assiégés demeurèrent long-temps maîtres des dehors de la place : les Français occupèrent les villages de Salbach et de Breitenheim, et le terrain qui les séparait devint le théâtre de combats continuels. Dans une de ces rencontres qui avaient lieu presque tous les jours, le chef d'une troupe de cavalerie française défia l'officier de cavalerie prussienne à un combat singulier. *Et si je venais à vous comme ami*, lui dit le Prussien ? *Je vous recevrais*

• *comme tel*, répond le Français. Ils se tendirent la main, et firent avertir, d'un Merlin, l'autre le général Kalkreuth peu éloignés des avant-postes. Une entrevue entre le duc de Brunswick et les représentans fut convenue pour le lendemain. La république fut alors reconnue implicitement par le roi de Prusse: et le premier cartel pour l'échange des prisonniers porta en titre : *Le roi de Prusse à la République française*. Rien ne transpara de l'entretien qui avait eu lieu entre le prince et les commissaires-représentans ; mais les procédés et les égards continuèrent entre les deux nations, jusqu'au moment où Frédéric-Guillaume, surpris dans son quartier, se livra à un ressentiment qui fit cesser tous les ménagemens qui avaient été gardés jusqu'à ce jour. La nuit du 23 mai, six mille Français pénétrèrent dans Marienborn : ce village fut attaqué avec tant de vivacité par les compagnies de siège, que les lignes de circonvallation qui l'entouraient furent emportées en un moment. Le roi de Prusse, qui avait là son quartier-général, fut tellement surpris par la vigueur et la promptitude avec laquelle les Français y firent leur entrée, que ni lui, ni ses généraux n'eurent le temps de s'avancer ni de rallier leurs troupes. Les chevaux des gardes prussiennes furent tués à coups de fusil ; cependant la retraite des assaillans ne fut pas coupée ; ils la firent sans désordre, mais avec perte, et dès le lendemain le feu des batteries redoubla. Les bombes et les boulets rouges furent lancés en grande quantité sur la ville, et leur effet fut si terrible, que plus d'un tiers des maisons fut écrasé par les bombes, ou consumé par le feu, et que les magasins furent détruits. Les attaques des Prussiens furent plus vives et plus sanglantes. Les Français firent ce jour-là une perte irréparable ; le sort des combats leur enleva le général Meunier, guerrier digne de l'amour de ses soldats autant que de l'estime de ses ennemis. Ce général, en traversant le Rhin pour aller attaquer la grande île du Mein, avait laissé paraître quelques marques distinctives de son grade ; l'ennemi, qui suivait toutes ses démarches, le reconnut, et fit une décharge de toutes ses batteries sur le bateau qui le portait. Un coup de feu l'atteignit à la jambe ; il s'écria : *Je suis blessé* ; dans le même moment les Prussiens cessèrent leur feu ; comme si dans un seul homme ils eussent triomphé de toute l'armée. Le roi de Prusse lui fit offrir tous les secours qu'on ne trouvait plus dans une place assiégée. On fut obligé de lui couper la jambe ; l'ardeur de son sang, allumée par la vivacité de son caractère, fit déclarer

la gangrène, et le 13 juin la France perdit un de ses plus braves défenseurs. Les regrets dont l'honorèrent tous les corps de l'armée prouvèrent combien il en était aimé. Quand le roi de Prusse fut instruit de sa mort : *Il m'a fait bien du mal*, s'écria-t-il, *mais l'univers n'a pas produit un plus grand homme*. Les assiégeans, par un sentiment honorable pour sa mémoire, firent une trêve de quelques heures. Pendant que les Français lui rendaient les honneurs funébres, l'armée ennemie se porta en armes en avant sur les lignes, et répondit par une salve d'artillerie à celle dont la tombe de ce brave guerrier fut honorée par ses compatriotes; elle fut placée, selon le désir qu'il en avait manifesté, à la pointe du bastion de Cassel qu'il avait si bien défendu. On n'ouvrit la tranchée que deux mois après l'investissement, et après trois nuits de combats qui empêchèrent les travaux, le front d'attaque embrassa tout le côté de la place où se trouve la citadelle, depuis le fort du Rhin jusqu'aux ouvrages avancés du fort Saint-Philippe. Les deux armées, déployant tour-à-tour toutes les ressources de l'art militaire, se montrèrent également habiles dans l'attaque et la défense. Les travaux des assiégeans furent tenus long-temps éloignés des travaux de la place, et plus d'une fois l'assiégé devint assaillant. Dans les derniers jours du siège, l'ennemi n'avait encore pu se rendre maître que d'un ouvrage avancé, et même il en fut écarté plusieurs fois; jamais il ne put établir ses batteries plus près qu'à cents toises des ouvrages extérieurs des fortifications. Cependant la ville commençait à éprouver les horreurs de la disette; le défaut de vivres obligea d'avoir recours d'abord à la chair de cheval, on finit par s'y nourrir de chiens et de chats. Le général du Bayet invita un jour ses amis à dîner au quartier-général, parce qu'il avait à leur offrir un chat entouré d'un cordon de souris. Les soldats étaient obligés de faire leur soupe avec de l'huile de poisson; il arriva à quelques-uns d'y mêler une herbe vénéneuse qui les rendit fous; toutes les privations étaient supportées avec une patience admirable, et avec une résignation que partageaient les chefs et les soldats. Le prix des alimens les plus dégoûtans était exorbitant: un chat mort coûtait six francs; la viande de cheval se payait deux francs. Les habitans, pressés par la famine, demandèrent au général Doyré la permission de sortir de la ville; le général se rendit à leurs desirs, mais les prévint qu'ils ne seraient vraisemblablement pas reçus par les assiégeans. Pressés par la crainte et le besoin, deux mille de

ces infortunés, femmes, vieillards, enfans, malades, sortirent des portes, et se présentèrent au camp. Repoussés par les Prussiens, qu'une dure politique rendait impitoyables, refusés au retour dans la place par l'impérieuse nécessité, ces malheureux au désespoir furent obligés de passer la nuit dans l'espace qui séparait les combattans, et se trouvèrent pendant tout ce temps exposés au feu des deux armées. Un grand nombre y fut tué, et, le matin, les soldats français rapportèrent, dans le pan de leurs habits, des enfans blessés ou abandonnés; ce spectacle affligeant émut la compassion du général Doyré, qui ordonna qu'on leur ouvrit les portes.

La capitulation fut imprévue; Condé avait succombé: Valenciennes était attaquée; la Vendée, grossie de nouvelles forces, devenait de jour en jour plus menaçante; on avait besoin, pour la réduire, des renforts qu'on ne pouvait tirer que de l'armée de Mayence. Cette ville ne pouvait espérer aucun secours, et peut-être concevait-on dès-lors l'espoir de détacher le roi de Prusse de la coalition, en hâtant son entrée dans une ville qu'il assiégeait avec quatre-vingt mille hommes. La garnison, à qui ces raisons d'état étaient inconnues, n'apprit qu'avec peine la nouvelle de sa reddition. Elle sortit de la place avec tous les honneurs de la guerre, sous la seule condition de ne pas servir pendant un an contre les puissances alliées. Les Prussiens entrèrent dans Mayence le 22 juillet, après un siège de trois mois; ils en prirent possession conjointement avec les troupes impériales. Pendant que les différens corps défilaient devant le vainqueur, le roi de Prusse appelait par leurs noms les chefs et les principaux officiers, et leur rappelant les circonstances de leurs belles actions, leur donnait avec courtoisie les éloges qu'ils méritaient. A sa rentrée en France, cette brave garnison, dont le dévouement et le courage héroïque étaient dignes des plus justes félicitations, rencontra de nouveaux ennemis. La convention nationale avait entièrement désapprouvé sa conduite; la politique du comité de salut public était, dans ce moment, de persuader à la multitude qu'une place défendue par une armée française devait être imprenable; que les commandans ne pouvaient céder qu'à des monceaux d'or, ou à des promesses flatteuses. Les citoyens se conduisirent envers les défenseurs de Mayence d'après les impressions défavorables qu'ils reçurent du gouvernement; plusieurs villes leur refusèrent l'entrée dans leurs murs; Doyré et son état-major furent arrêtés à Sarre-Louis; leurs soldats, indignés d'un pareil

procédé, voulaient les délivrer de vive force. Aubert-du-Bayet fut accusé et conduit à Paris par des gendarmes; il y avait été précédé par Merlin de Thionville, l'un des commissaires-représentans enfermé dans Mayence. Merlin monta à la tribune de la convention, y fit un détail succinct et rapide des travaux de la garnison, exalta son héroïque dévouement; annonça que quinze mille hommes avaient été tués dans les différentes sorties, et qu'on ne s'était rendu que parce que, cinq jours plus tard, cette brave garnison aurait perdu ses armes, et aurait été faite prisonnière de guerre. La convention, désabusée, reconnait son erreur, brise les fers d'Aubert-du-Bayet, lui ordonne de venir rendre compte des travaux de la garnison de Mayence, et déclare que cette garnison a bien mérité de la patrie. On partage l'admiration de l'étranger pour les guerriers intrépides qui ont défendu cette ville, et, suivant leurs désirs, ils sont envoyés dans la Vendée pour y rendre à leur pays des services aussi importants, et cueillir des lauriers glorieux sans doute, mais plus tristes, puisqu'ils étaient teints du sang de leurs frères, de Français assez malheureux pour tourner contre la patrie des armes qu'ils n'auraient dû porter que pour sa défense.

29 octobre 1794. — Après la conquête de la Belgique, les succès obtenus par les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse avaient, à cette époque, reporté le théâtre de la guerre sur les rives du Rhin. Mayence fut encore l'objet de plusieurs attaques continuelles et opiniâtres, au printemps de 1794. Kléber fut chargé d'en diriger le siège. Une double ligne de circonvallation fut élevée autour de cette ville; cette ligne s'étendait depuis le village de Laubenkeim, sur les bords du Rhin, jusqu'à Montbach, au-dessous; elle s'étendait en forme d'arc, dont le fleuve formait la corde, et embrassait plusieurs villages. Une partie de la garnison campait sur les glacis. C'était de là que les armées française et autrichienne se disputaient les postes intermédiaires; c'était deux camps retranchés qui s'attaquaient réciproquement. La garnison de Mayence était continuellement rafraîchie, et relevée à volonté par la rive droite du Rhin. Il se livrait entre ces lignes de véritables batailles rangées. Les Français, gênés dans leurs travaux avancés, par les ouvrages d'une redoute placée en avant de Montbach, dirigèrent leur attaque sur ce point; elle eut lieu au moment où les Autrichiens marchaient pour s'emparer du

Hardemberg. A la pointe du jour, les armées furent en présence. Un coup de canon, parti de la ligne française, donna le signal aux troupes légères autrichiennes, connues sous le nom de manteaux-rouges, troupes levées en Dalmatie et en Servie, descendant des anciens Daces. Ces bandes, sans discipline, se portent avec fureur sur les retranchemens de Monbach, et se rendent bientôt maîtresses des redoutes avancées, armées de deux pièces de canon. Soudain les républicains se rallient, reçoivent des renforts et chassent l'ennemi; les deux pièces de canon sont reprises avant d'avoir pu être enclouées. La mêlée est sanglante; on se bat corps à corps. Les assiégés ne peuvent être arrêtés dans leur poursuite que par le feu des remparts; celui de la mousqueterie se prolongea jusqu'à la fin du jour; mais l'ennemi conserva la position avantageuse du Hardemberg, qui dominait tous les ouvrages des assiégés, sur leur gauche. Ceux-ci formèrent une attaque combinée de plusieurs colonnes; mais aux approches, lorsque le pas de charge battait et commençait à donner l'impulsion, l'artillerie ennemie fit une décharge à mitraille qui renversa presque tous les officiers commandans; cette infanterie, ébranlée, fut à l'instant chargée par les troupes autrichiennes de Waldeck et de Wurmser, qui la rompirent, et demeurèrent en possession du poste important qu'elles défendaient. Le même jour Pichegru arriva devant Mayence, fit de nouvelles dispositions et appela de nouveaux renforts.

Mayence semblait la clef du territoire des deux nations qui se faisaient la guerre. Les Français hésitaient de passer le Rhin pour pénétrer en Germanie, laissant cette place derrière eux. Aux premiers revers elle pouvait livrer passage aux ennemis pour pénétrer sur leur territoire. Pendant cette dernière attaque ils tentèrent sur Bingen un passage qui ne leur réussit pas. Les républicains eurent plus de succès, et parvinrent à traverser le fleuve à Neuwied et à Dusseldorf. Leur marche, jusque sur la Laho, fut une suite continuelle de victoires. Le siège de Mayence continua. La garnison fit quelques sorties qui hâtèrent la retraite des Français. Ils avaient abandonné les ouvrages commencés sur la rive droite du Rhin devant Mayence; mais ils se tenaient tranquilles dans une double ligne de circonvallation sur la rive gauche, où ils s'étaient mis à couvert par des travaux dont la construction avait duré plus d'une année. Un excès de confiance

leur fit regarder cette entreprise comme indifférente, puisqu'elle semblait n'abandonner qu'un terrain ouvert.

En ce moment Clairfait cessa de poursuivre les Français, se porta à marches forcées sur Mayence, y entre le soir à la tête d'un corps d'élite, et fait sortir, au point du jour, son armée pour attaquer les lignes de circonvallation sur tous les points; ces lignes, d'un développement immense, ne pouvaient être gardées que par une armée, et pour renforcer l'armée du Rhin, on avait retiré une partie des troupes qui étaient préposées à leur sûreté. La marche de l'armée impériale fut si secrète, que les Français ne furent avertis de son arrivée qu'en la voyant se développer devant leurs retranchemens. L'attaque fut si soudaine que les soldats eurent à peine le temps de prendre leurs armes. La première ligne de défense fut emportée; parce qu'elle fut surprise; mais, lorsqu'on vint à la seconde, les impériaux trouvèrent moins de facilité à l'emporter: les Français avaient pu se préparer à les recevoir. Il y eut un combat opiniâtre qui dura jusqu'à ce que les Français s'aperçurent qu'ils étaient tournés: alors la confusion se mit parmi eux; ils ne songèrent qu'à faire une prompte retraite, et se jetèrent en désordre dans les bois de Monbach, où ils firent une assez longue résistance. L'action fut terminée à midi. Les Français, dont les forces n'étaient pas assez grandes pour résister à l'armée supérieure que Clairfait leur avait opposée, firent de vains efforts pour résister à ce général; et Mayence resta au pouvoir des troupes impériales.

1796. — La France, pour assurer à son territoire le Rhin pour barrière, n'avait plus besoin, en 1796, que de la conquête de Mayence; mais le siège de cette ville présentait une entreprise d'une grande difficulté, parce que les travaux des Français, des Autrichiens et des Prussiens l'avaient considérablement augmentée. Deux armées, celle du Rhin et celle de Sambre-et-Meuse, devaient concerter leurs mouvemens pour opérer le blocus de cette ville sur les deux rives du Rhin. Toutes les opérations de Pichegru parurent se faire avec langueur, et les ennemis eurent le soupçon que ce ralentissement était plutôt l'effet de quelques dégoûts secrets qu'on avait donnés au général que du découragement des troupes; ils s'attachèrent donc, autant qu'il leur fut possible, à le pénétrer, et mirent tout en œuvre pour le séduire. Des commissaires anglais, orgueilleux des trésors qu'ils étaient chargés d'offrir, des chefs d'émigrés, qui comptaient sur la puissance

de leurs brillantes promesses, un prince français et des ministres autrichiens se disputèrent la gloire de triompher de Pichegru, et le marchandèrent long-temps sans l'acheter. Un libraire de Bâle fut chargé de conduire cette intrigue. Pichegru, victorieux, ne conserva pas sa dignité avec un prince exilé, et promit de servir sa cause ; mais malheureusement il ne put corrompre ni les officiers, ni les soldats, qui furent insensibles à sa séduction, et l'armée entière conserva à la patrie la fidélité qu'elle lui avait jurée. On vit donc un chef qui, loin de concourir par ses talens et son dévouement au triomphe de la cause de son pays, paralysait, par sa mauvaise volonté, toutes les opérations militaires, tandis que les troupes qu'il avait à ses ordres agissaient en sens contraire de l'impulsion qui leur était donnée. Un ordre du directoire enjoignit à Pichegru et à Jourdan de se mettre en marche pour bloquer Mayence et Cassel. La haine profonde que Pichegru conservait pour le vainqueur de Fleurus mit dans tout son jour une trahison si long-temps et si vainement méditée, Jourdan, aidé des généraux Lefebvre et Kléber, obtint des succès rapides. Keyserwerth et Altenkirchen furent emportés après des combats opiniâtres, et Manheim ouvrit ses portes à Pichegru, dont les desseins n'avaient pas encore été connus. Mais bientôt on n'en put plus douter à la manière dont il agit. En cessant d'appuyer Jourdan, il compromit la position de ce général par ses opérations militaires. Il fit connaître à l'ennemi tous les points par lesquels l'armée de Sambre-et-Meuse pouvait être attaquée avec succès. Le 13 octobre 1795, les Autrichiens, commandés par Clairfait, violent la ligne de neutralité du roi de Prusse, fondent sur l'armée de Jourdan, le repoussent au-delà du Rhin, et le forcent d'abandonner le fort de Cassel. Bientôt les lignes de Mayence sont attaquées. Le cri honteux de *saute qui peut* se fait entendre de tous côtés ; le désordre augmente à tout moment ; on ne songe ni à défendre les postes, ni à résister à l'ennemi qui se présente de toutes parts. Le capitaine d'artillerie Marmont donna en cette occasion l'exemple du courage et de l'intrépidité, en demeurant ferme à son poste, qu'il défendit constamment : il jeta dans cette journée fatale les fondemens de sa gloire. L'ennemi se rendit maître de la nombreuse artillerie et des bagages immenses des Français. Pichegru se retira ; et, si l'on en croit les indices fournis par sa propre correspondance, il obtint des Autrichiens une retraite moins pré-

cipitée ; mais il commit de sang-froid le crime horrible de laisser dans Manheim un corps de neuf mille Français qui, investis par une armée victorieuse dans une ville mal fortifiée, y perdirent la vie sans pouvoir rendre leur bravoure utile à leur patrie. Le résultat de cette trame perfide fut un armistice conclu entre les armées française et autrichienne, sur les bords du Rhin. Peu après cette malheureuse affaire, Pichegru envoya sa démission, qui fut acceptée.

30 décembre 1797. — Il y avait long-temps que le siège de Mayence avait été converti en un blocus, commandé par le général Hatry, lorsque le traité de Campo-Formio, mettant un terme aux hostilités, spécifia dans un article l'évacuation de Mayence.

En vertu de ce traité, les troupes de l'empereur et de l'empire sortirent de cette place, et en remirent la possession, ainsi que celle de ses forts, aux troupes du général Hatry, qui les occupèrent le 30 décembre. Ainsi la France dut aux victoires de l'armée d'Italie la conquête du plus puissant de ses boulevards sur le Rhin.

MEDELIN.

28 mars 1809. — Battus dans le nord de l'Espagne, mais renforcés de nouvelles levées faites dans l'Andalousie, les insurgés s'étaient divisés en deux corps : l'un, commandé par le général Cuesta, s'était porté sur Almeraz ; et l'autre, dirigé par le duc d'Urbino, sur Ciudad-Réal : ils étaient secondés par beaucoup d'officiers anglais.

Ayant passé le Tage, le 18 mars, sur plusieurs points, le duc de Bellune délogea l'ennemi. Le 20, son avant-garde occupa Truxillo. Pendant ce temps, les Espagnols traversèrent la Guadiana et prirent position entre Don-Benito et Medelin ; leur nombre s'élevait à vingt mille hommes, dont trois mille de cavalerie, et ils avaient trente pièces de canon. Voyant que le duc de Bellune tenait la route de Séville, le général Cuesta résolut, pour l'en empêcher, de risquer sans délai une affaire générale. Le 28, le duc de Bellune rencontra l'ennemi, qui était rangé sur trois lignes. Dès qu'il eut reconnu sa position, il fit déboucher dans la plaine les divisions de cavalerie des généraux Lasalle et Latour-Maubourg ; la division allemande du général Leval les soutenait, et les divisions

Villate et Ruffin furent placées à droite et à gauche, en seconde ligne. Le général en chef fit faire un changement de front, la gauche en arrière, et attaqua vigoureusement la gauche de l'ennemi. Aussitôt tout fut culbuté, le centre prit la fuite à l'exemple de la gauche; la droite tenta de résister, mais elle fut taillée en pièces. Le neuvième régiment d'infanterie légère, posté auprès d'un défilé, reçut, selon son habitude, et mit en déroute une colonne de trois mille Espagnols qui avaient voulu, pendant la nuit, tourner l'armée française. La division Villate fit une charge qui décida l'affaire. Six à sept mille hommes tués, trois mille prisonniers, trente pièces de canon, douze drapeaux furent les suites de cette victoire.

Les généraux Villate, Borde-Soult, Latour-Maubourg, Ruffin, Lasalle et le colonel Meunier furent loués particulièrement pour leurs talens et leur expérience, par le duc de Bellune.

MEDINA.

14 juin 1808. — Toute l'armée de ligne espagnole de Galice et d'Andalousie avait pris part à l'insurrection; les troupes qui s'étaient trouvées à Madrid, à Saint-Sébastien, à Barcelone, etc., avaient rejoint les mécontents. Agissant de concert avec les ministres, les conseils et les principaux citoyens, les Français n'avaient pas voulu désarmer les troupes espagnoles, et avaient long-temps persisté à ne se porter à aucun acte hostile. L'expérience prouva combien cette modération devait être funeste.

Le maréchal Bessières fut bientôt informé qu'un corps de trente-cinq mille hommes, avec quarante pièces de canon attelées, était réuni à Benavente, qu'il avait avec lui des commissaires et des officiers anglais, et tous les prisonniers espagnols qui s'étaient trouvés en Angleterre, que le gouvernement avait renvoyés en Espagne, et qu'on reconnaissait à l'uniforme rouge qu'ils avaient reçu à Londres.

Cette armée prit sa direction comme si elle eût voulu se porter sur Burgos. Le maréchal Bessières marcha à sa rencontre avec les divisions d'infanterie des généraux Mouton et Merle, et avec la division de cavalerie du général Lasalle, formant ensemble douze mille hommes.

Le 14, à la pointe du jour, le maréchal Bessières rencon-

tra l'ennemi, occupant, sous les ordres du général Cuesta, une étendue immense de terrain sur les hauteurs de Medina-del-Riosecco. Aussitôt que la position des Espagnols fut reconnue, le maréchal prit la résolution d'attaquer par sa gauche. Le général d'Armagnac, à la tête de sa brigade, se trouva le premier engagé. Dans le même moment, l'attaque fut générale. Le général de division Mouton s'empara à la baïonnette de la ville de Medina-del-Rio-Secco. Les généraux Lasalle, Ducos et Sabatier firent emporter les plus belles positions. Les Espagnols furent culbutés par-tout et mis dans une déroute complète. Ils laissèrent dix mille hommes sur le champ de bataille, six mille prisonniers, leurs bagages, leurs munitions et toute leur artillerie. Les dixième et vingt-deuxième de chasseurs, et en général toutes les troupes, se couvrirent de gloire. Le colonel Picton, officier du plus grand mérite, mourut au champ d'honneur. Le général d'Armagnac y fut blessé, ainsi que le major du treizième régiment. L'adjudant-commandant Guillemot, montra beaucoup de talent et d'activité.

Les insurgés, dans leur déroute, s'enfuirent jusqu'à Benavente, où ils ne s'arrêtèrent qu'un moment, et d'où ils se portèrent sur Labenara, Astorga et Léon. Ils laissèrent à Villa-Pardo cinq milliers de poudre et cent mille cartouches d'infanterie. Le colonel anglais, qui était à l'armée en qualité de commissaire, s'était retiré avant la bataille sur Lugo. Le maréchal Bessières, poursuivant l'ennemi, arriva le 19 à Benavente, où il trouva dix mille fusils, vingt-six milliers de poudre et deux cent mille cartouches que les Espagnols avaient abandonnés dans la rapidité de leur fuite. Il reçut une lettre de soumission des habitants de Zamora, et le lendemain, il entra dans cette ville, d'où il se dirigea sur Majorga, où il était informé que le général Cuesta, qui avait passé Léon avec cinq cents chevaux seulement, avait ordonné aux fuyards de se réunir. Arrivé à Majorga, une députation de Léon lui fut présentée. Le général Cuesta avait abandonné cette ville, en y laissant douze mille fusils neufs, beaucoup de pistolets, de sabres, de munitions et cinq pièces d'artillerie. Le maréchal Bessières entra le 26 à Léon : l'évêque était venu à deux lieues au-devant de lui, et les magistrats avaient reçu l'armée hors des portes, protestant de la soumission des habitants, et sollicitant pour la ville et pour la province l'indulgence et la protection du vainqueur.

Par cette victoire importante, les provinces de Léon, de Palencia, de Valladolid, de Zamora et de Salamanque, se trouvaient soumises et désarmées, et les communications étaient assurées avec le Portugal.

Le fait suivant donnera une idée de la guerre cruelle que les Français soutinrent. Sur le champ de bataille de Medina-del-Rio-Secco, on trouva une quantité considérable de cordes et de fers que les soldats espagnols avaient rassemblés d'avance pour enchaîner les prisonniers. En entrant dans la ville, on eut un siège à soutenir. Les moines et les paysans faisaient un feu continuel par les fenêtres des maisons et des églises; ils tuaient ou blessaient tout ce qui paraissait dans les rues.

MEDINACELI.

30 janvier 1813. — Le général Vichery, commandant dans la province de Guadalaxara, se porta avec deux mille trois cents hommes d'infanterie et deux cents chevaux sur Siguenza, où se trouvaient les établissemens de l'Empecinado, son artillerie et le bataillon des volontaires de Madrid. Il arriva devant cette ville le 30 janvier au matin. Les Espagnols, ayant eu connaissance de sa marche, se retirèrent avec précipitation, et n'eurent pas le temps d'enlever les effets qui se trouvaient dans la place. Le général Vichery s'empara de trois mille fusils, et détruisit tous les ateliers. S'étant mis à la poursuite de l'ennemi, il l'atteignit près de Medinaceli. Il s'engagea sous cette ville un combat très-vif, où l'avantage resta aux Français; ils prirent le bataillon des volontaires, fort d'environ mille hommes, dont un grand nombre fut tué. Après cette affaire, le général Vichery, voulant revenir à Guadalaxara, pour y ramener les prisonniers, fut attaqué le 3 février, près de Siguenza, par le corps entier de l'Empecinado, auquel s'étaient jointes les troupes d'Avril et de Saosnill; ce qui portait les forces de l'ennemi à trois mille hommes d'infanterie et mille hommes de cavalerie. Le général Vichery, embarrassé par le nombre de ses prisonniers, voulait éviter un engagement général; mais comme les Espagnols occupaient en force une position qui dominait le chemin qu'il devait suivre, il la fit lever et occuper par le seizième léger, qui l'attaqua de front. Un autre corps, qui dirigea son attaque par la gauche, lui fit éprouver une perte considérable. Dans

cette affaire, on prit à l'ennemi un drapeau appartenant au bataillon de Guadalaxara, et on lui fit une cinquantaine de prisonniers. Le général Vichery, après s'être emparé de cette position, qui protégeait son mouvement, l'opéra, faisant couvrir sa marche par le huitième de ligne, qui la soutint avec beaucoup de valeur. Ce régiment, avec une rare intrépidité, forçait les Espagnols à se retirer toutes les fois qu'ils s'approchaient trop près. Il rentra, le 5 février, à Guadalaxara ; après avoir fait beaucoup de mal à l'ennemi, et sans avoir éprouvé aucune perte.

MELGAR-DE-ABAXO.

3 mars 1813. — Les Espagnols ne faisaient depuis longtemps la guerre que par détachemens, et refusaient toujours de combattre en bataille rangée. Le chef d'escadron Mathès, commandant le vingt-cinquième de dragons, instruit que quatre cents chevaux des troupes de Marquinez étaient à Melgar-de-Abaxo, résolut de les surprendre et de les enlever. Il ordonna à son régiment de monter à cheval, et se fit suivre par trois cents hommes du quarante-septième, commandés par le chef de bataillon Dulau. Il entra au galop dans Melgar, à deux heures du matin, le 3 mars. Les Espagnols voulurent se défendre ; mais le détachement du quarante-septième, étant accouru, tout fut pris ou tué. Cent cinquante-deux chevaux et soixante-quatorze hommes, dont quatre officiers, tombèrent au pouvoir des Français, qui dans cette journée montrèrent autant d'intrépidité que de vitesse et d'ardeur dans leur marche.

MEMMINGEN.

10 mai 1800. — Le brillant combat de Biberach venait d'avoir lieu : l'aile de l'armée du Rhin, qui n'avait point pris part à cette action éclatante, quitta, le 10 mai, sa position sur l'Aitrach, pour passer l'Iller, et marcher sur Memmingen en Souabe. Le pont qui traversait cette rivière était rompu ; cette circonstance n'empêcha pas la division Montrichard de se présenter pour la passer. L'ennemi lui opposa une vive résistance ; mais, malgré tous ses efforts, cette division seule le culbuta, et s'empara d'un plateau situé entre l'Iller et Memmingen. La division du général Lorges, qui s'était di-

rigée par Egelsée, passa la rivière, et rejoignit bientôt la division Montrichard. Alors ces deux corps réunis attaquèrent de nouveau l'ennemi. Le combat fut très-opiniâtre, et dura jusqu'à la nuit, où le champ de bataille demeura aux Français. Memmingen était encore au pouvoir des troupes impériales; mais le lendemain, les Français ayant recommencé l'attaque au point du jour, l'armée de Moreau ne trouva plus qu'une faible avant-garde, qu'elle poussa au-delà de la ville. On fit dix-huit cents prisonniers sur les Bavaois, qui furent très-maltraités dans ce combat, où les armes françaises se couvrirent de gloire.

11 octobre 1805. — Pendant que la grande armée, commandée par Napoléon, s'approchait d'Ulm, le maréchal Soult se dirigea sur Memmingen. Le commandant de cette place, jugeant une longue résistance inutile, s'empessa de capituler, avec neuf bataillons de troupes autrichiennes. Les Français prirent possession de la ville, où ils trouvèrent dix pièces de canon, beaucoup de bagages, et une grande quantité de munitions de toute espèce.

MENIN.

Juin 1792. — Menin fut la première ville qui attira les efforts des Français, lors de leur première campagne contre l'Autriche. Elle ne fit pas la moindre résistance, et l'adjutant-général Jarry en prit possession, sans coup férir, avec l'avant-garde du maréchal de Luckner. Celui-ci établit son camp devant ses murailles. Sans doute l'inaction favorisait ses vues; car il ne fit aucun mouvement, tandis que les ennemis, par une conduite toute opposée, réunirent leurs forces, se dirigèrent sur Courtrai, l'attaquèrent et mirent le feu à un de ses faubourgs, que les flammes dévorèrent. Qu'un chef d'armée était alors malheureux! succès et revers, tout lui était également imputé à crime. Le maréchal de Luckner, tourmenté par la dangereuse responsabilité qui pesait sur lui, menacé par des troupes plus nombreuses que les siennes, mal secondé par la rivalité des autres généraux, résolut de s'éloigner de Menin le 30 juin. Il abandonna donc cette ville aux impériaux et rentra sur le territoire français.

Avril 1793. — La victoire de Jemmapes changea la face

des affaires. Les Autrichiens évacuèrent Menin le 8 novembre 1792, et les Français s'en rendirent maîtres pour la seconde fois. Les désastres qui suivirent celui de Nerwinde, en avril 1793, ramenèrent encore les Autrichiens dans cette ville.

Avril 1794. — Après les succès de Watignies et de Hondtschoot, la France avait le plus pressant intérêt à opérer une forte diversion sur la Flandre maritime. Il fallait la tenter. Pichegru osa attaquer les armées coalisées, en même temps que Jourdan et Charbonnier les pressaient sur Charleroi. La réussite couronna un projet aussi bien conçu qu'exécuté. Il donna ordre aux généraux Souham et Moreau d'entrer en Flandre le 26 avril 1794, chacun avec sa division : le premier, à la tête de trente mille hommes environ, marcha sur Courtrai, où il pénétra le même jour, tandis que Moreau, se dirigeant sur les deux rives de la Lys, se rangea de manière à investir et à bloquer Menin en même temps. L'ennemi, qui ne s'attendait pas à tant d'audace, se hâta de réunir ses troupes repandues autour de Tournai, et essaya de dégager Menin. Le 28 avril, il repoussa quelques postes français qui protégeaient les routes de Lille à Courtrai, s'établit à Moëscroen et sur les hauteurs de Castrel, et, de cette façon, coupa presque toute communication entre Courtrai et Lille. Cependant les Français ne laissaient pas de relâche à Menin ; ils le pressaient tous les jours plus vivement, et déjà le feu s'y était manifesté en plusieurs endroits ; mais, pour détruire toute résistance, c'étaient les Autrichiens qu'il fallait battre. Le lendemain on le tenta à Moëscroen, et l'on y réussit complètement. La garnison de Menin était en grande partie composée d'émigrés ; il n'y avait plus d'espoir pour eux ; la résistance et la soumission leur présentaient également la mort. Dans cet état des choses, que ne tente-t-on pas ? Ils firent une vigoureuse sortie dans la nuit du 29 au 30 avril, entre la porte d'Ypres et celle de Courtrai. Au cri de *qui vive ?* ils répondirent en se donnant pour un bataillon français, se précipitèrent sur les postes qui gardaient ce point, et les égorgèrent. Ce n'était pas assez pour eux d'échapper au plus grand des dangers en se faisant jour à travers les lignes des assiégeans, ils emmenèrent encore des prisonniers. Menin se rendit le 30 avril 1794, mais ce fut lorsque le départ de ses défenseurs, la déroute de Moëscroen, ses maisons renversées, ses for-

tifications sur le point de l'être, le mirent hors d'état de résister plus long-temps.

MÉQUINENZA.

8 juin 1810. — Après les premiers préparatifs du siège, dirigé par le colonel du génie Haxo, dans la nuit du 2 au 3, la tranchée fut ouverte devant la forteresse et la ville de Méquinenza, par sept cents hommes, à cent toises de l'ouvrage à corne, malgré la mitraille que les assiégés ne cessaient de faire pleuvoir sur les travailleurs. Le chef de bataillon du génie Sèbe y perdit la vie. La nuit suivante, le général Rogniat reconnut la possibilité d'attaquer la ville par la route de Saragosse. Il disposa son attaque pour enlever une tour carrée armée de deux pièces de douze; on lançait d'en haut d'énormes blocs de pierre. Cependant, le second bataillon du premier régiment de la Vistule, tourna cet ouvrage par les bords de l'Ebre, enveloppa l'ennemi, le mit en fuite, escalada le mur d'enceinte, et se rendit maître de la ville. La forteresse, située sur un roc escarpé et appelée à juste titre la clef de l'Ebre, servit de refuge aux assiégés. Dans la nuit du 5 au 6, les Français poussèrent des boyaux à cinquante toises du glacis, et l'attaque fut poussée avec vigueur. L'artillerie française était parvenue à mettre en batterie seize bouches à feu, lorsque le 8, à quatre heures du matin, l'ennemi commença un feu des plus vifs. Le chef d'escadron Raffron, qui commandait l'artillerie de siège, y répondit en faisant jouer toutes les batteries, et bientôt il obtint un avantage décisif. A neuf heures, une large portion du parapet était entièrement ébrablée, quatre embrasures hors de service, et le feu de la place presque éteint. L'ennemi réunit tous ses efforts pour réparer ses batteries; mais, désespérant d'y réussir, à dix heures il battit la chamade et arbora le drapeau blanc. En vertu de la capitulation, la garnison défila devant les troupes du général Musnier, au nombre de quatorze cents hommes, déposa les armes sur les glacis, et fut faite prisonnière de guerre.

Dans son rapport, le général comte Suchet, commandant en chef les troupes du siège, fit une mention particulière du chef de bataillon Chlusowietz et du capitaine des sapeurs, Foucaut, qui conduisirent les attaques avec beaucoup de

vigueur, et se distinguèrent par leur bravoure et leur intrépidité.

MERSEBOURG.

29 avril 1813. — Conformément aux ordres qu'il avait reçus du prince vice-roi, le maréchal duc de Tarente se porta sur Mersebourg, où il arriva le 29 avril vers quatre heures après midi. Il y trouva deux mille Prussiens, qui voulurent lui en disputer l'entrée. Le maréchal les attaqua, leur tua beaucoup de monde, fit deux cents prisonniers et s'empara de la ville. Ces mêmes Prussiens, qui faisaient partie du corps d'Yorck, avaient servi sous le maréchal duc de Tarente, et l'avaient abandonné sur le Niémen, lorsque le roi de Prusse eut violé les traités conclus avec la France, et tourné les armes contre ses alliés.

MERTZIG.

17 novembre 1792. — Le gouvernement français, avait, dans l'automne de 1792, formé le plan de porter l'armée de la Moselle sur Trèves et Coblenz, pour se joindre par sa gauche à celle du Dumouriez, chargée de repousser l'ennemi au-delà du Rhin; et par sa droite au corps d'armée du général Custine, qui opérait sur le côté de Mayence. Des retards de toute espèce firent manquer ce plan bien combiné. Vers le 20 octobre, le général Chazot, commandant à Sedan, reçut l'ordre de rassembler un corps de dix à douze mille hommes, qui devait se porter par Virton sur Luxembourg, pour attirer à lui, sans se compromettre, les troupes aux ordres du prince Hohenlohe-Kirckberg. Il pouvait se retirer sous Longwy, ou sous Sedan. Si, au contraire, l'ennemi ne lui opposait pas de grandes forces, il devait s'avancer sur Arlon, pour couper la communication entre Namur et Luxembourg. Dans les premiers jours de novembre, le général Beurnonville rassembla l'armée de la Moselle, la porta sur Mertzig, et s'empara de cette ville, dont il demeura maître jusqu'au 10 décembre. Cette armée rentra alors dans ses cantonnemens, après une campagne difficile, qui ne fut marquée par aucun succès éclatant.

MÉRY.

22 février 1814. — Le général Boyer attaqua à Méry plusieurs divisions des corps des généraux Blücher, Saken et Jorek, qui avaient passé l'Aube pour rejoindre à Troyes l'armée du prince de Schwartzemberg. Il poussa l'ennemi au pas de charge, le culbuta et s'empara de la ville; mais l'ennemi y mit le feu avec tant de rapidité qu'il fut impossible de traverser l'incendie pour le poursuivre. On lui fit cependant une centaine de prisonniers.

MERXEN.

13 janvier 1814. — A huit heures du matin le corps du général Bulow déboucha par les routes de Braaschet et de Turnhout, tandis qu'une colonne d'infanterie légère, arrivant par Schoten, cherchait à séparer le général Roguet du village de Deurne, défendu par une brigade de la jeune garde. Au même moment le corps du général anglais Graham, débarqué quelques jours auparavant près de Williemstadt, attaquait Merxen, occupé par quatre bataillons du premier corps, et un bataillon d'ouvriers de la marine. La canonnade s'engagea aussitôt sur toute la ligne, et l'ennemi se portait en force sur Winigeem. L'artillerie française le foudroyait malgré ses efforts et le sacrifice d'un grand nombre de soldats pour forcer le village. Le général Roguet se porta en avant avec cinq bataillons, et la droite de l'ennemi fut repoussée complètement. La mort du général de brigade Avy avait mis un peu de désordre à la gauche. Un bataillon du quatrième régiment d'infanterie légère se fit alors remarquer par sa bonne contenance et rétablit l'ordre. Le village de Merxen fut un instant occupé par l'ennemi; mais les troupes françaises se reformèrent sur Dame, et bientôt l'ennemi fut repoussé par-tout. Le corps du général Bulow se retira précipitamment sur Turnhout, et celui du général Graham par la route de Berg-op-Zoom.

MESSINE.

17 septembre 1810. — Le 17 au matin, le roi Murat ayant ordonné à quelques lances de sa garde d'aller reconnaître

un bâtiment de transport au sud de Messine, il sortit du port de cette ville plusieurs scorridors qui vinrent les attaquer. Murat fit alors partir aussi quelques scorridors pour soutenir leur feu, ainsi que quelques barques légères, chargées de troupes, avec l'intention d'aller à l'abordage. Les voiles ennemies se formèrent alors en ligne, et firent un feu très-soutenu sur celles du roi de Naples. Celles-ci allant à l'abordage négligèrent d'y répondre, pour ne pas ralentir leur marche. Mais l'ennemi, ayant reconnu leur dessein, vira de bord, et regagna à toutes voiles les côtes de Sicile, non sans avoir supporté une très-forte canonnade, et le feu d'une mousqueterie très-soutenue. Cette action fit concevoir au roi le projet d'effectuer une descente du côté de Messine. A cet effet, il donna ordre à toutes les troupes de l'armée de se réunir sur les bords de la mer. Les divisions Partonneaux et Lamarque furent embarquées dès huit heures du soir, ainsi que la garde royale. La division de réserve, sous les ordres du général Cavagnac, le fut aussi à neuf heures et demie. Des instructions détaillées avaient été données à chacun des généraux, commandant les divisions et le corps de la garde, sur la manière dont ils devaient respectivement opérer le plan d'attaque aussitôt après le débarquement; mais, par une fatalité, qu'on ne pouvait prévoir, le vent, qui avait été favorable toute la journée pour cette expédition, avait totalement cessé, excepté à Pentimèle où était mouillée la division de réserve. Elle mit à la voile vers les dix heures et demie, et arriva sans rencontrer l'ennemi sur la côte de Sicile, à San-Stefano, non loin de Messine. Le général Cavagnac fit débarquer toutes les troupes, et les forma aussitôt de manière à se défendre contre les dispositions de l'ennemi. Cependant les divisions Partonneaux et Lamarque se trouvaient toujours privées du moindre souffle de vent, et ne pouvaient exécuter aucun mouvement. Le jour étant arrivé, la division de réserve s'aperçut que les divisions qui devaient la seconder étaient encore sur la plage de Calabre. Aussitôt le général Cavagnac ordonna le retour en profitant d'une brise extrêmement favorable. Deux bricks et une corvette anglaise, suivis d'un grand nombre de scorridors, sortirent à l'instant de Messine, pour venir attaquer ce convoi; mais le vent contraire ne leur permettant pas d'exécuter ce dessein, ils se bornèrent à une canonnade inutile.

La division serait revenue intacte, sans une autre fatalité,

qui , dans les grandes entreprises, dépend souvent des moindres détails. Treize des bâtimens de transport, après avoir débarqué les troupes qu'ils avaient à bord, avaient profité de l'obscurité de la nuit pour regagner les rives de la Calabre. Dès-lors une partie des hommes qu'ils avaient transportés en Sicile se trouvèrent sans moyen d'embarquement. On fut forcé de les y laisser, et ils tombèrent au pouvoir de l'ennemi au nombre de deux cent cinquante, après la défense la plus vigoureuse, n'ayant consenti à se rendre que quand ils n'eurent plus une seule cartouche à brûler.

MICHEL (SAINT-).

13 janvier 1797. — La division du maréchal Masséna occupait Vérone, et avait son avant-garde placée au village de Saint-Michel. Les Autrichiens parurent devant la ville le 13 janvier. Apercevoir l'ennemi, sortir de Vérone, se ranger en bataille, et marcher droit à lui, voilà ce que l'armée française exécuta dans le même instant. Rien ne résista à la valeur des soldats français; l'ennemi battu, mis en déroute, rendit bientôt complète la victoire des guerriers commandés par Masséna. La soixante-quinzième enleva trois pièces de canon à la baïonnette. Les Autrichiens perdirent six cents des leurs faits prisonniers. Le général Bruné se distingua particulièrement dans cette affaire : il eut ses habits percés de sept balles.

MICONI.

1798. — La guerre a ses droits, que les nations civilisées sont convenues de respecter; il existe même entre elles des égards réciproques, conservés dans tous les temps, et auxquels il est rare qu'elles manquent. Cependant l'attentat commis par les Anglais à Miconi offre un exemple de la violation de ces droits. L'ambassadeur d'Angleterre avait obtenu, en 1798, un firman qui ne légitimait les prises dans l'Archipel, que lorsqu'elles seraient faites sous voiles, et à trois mille au moins des côtes. Quelques mois après la frégate *la Sybille*, et trois autres navires marchands qu'elle escortait, sont forcés par le mauvais temps de relâcher dans le port de Miconi. Le vaisseau anglais *le Rodney* fait voile sur *la Sybille*, s'emboisse, et somme le commandant français

Rondeau de se rendre. Celui-ci invoque le droit des nations sous lequel il se croit en sûreté dans un port neutre. Vaines réclamations; l'Anglais ne veut rien écouter! En vain tous les premiers du pays se joignent au capitaine français pour appuyer la justice de sa demande. L'Anglais ne répond à toutes les raisons que par ces mots : *Rends-toi, ou je te brûle*. Le capitaine Rondeau demande seulement le temps de lever l'ancre, pour lui présenter le combat à la voile. Malgré l'inégalité des forces, le commandant anglais lui répond par une décharge de toute son artillerie, qui enlève cinquante Français, endommage une mosquée, et renverse plusieurs maisons. Le feu dure une heure et demie, et pendant ce temps les Français font la plus opiniâtre résistance. Leur pavillon est enfin amené; mais par la plus insigne violation des droits de la guerre, le feu des féroces Anglais ne cesse qu'un quart-d'heure après; leurs batteries foudroient des hommes qui ne se défendaient pas; ceux qui purent échapper au feu de l'ennemi se précipitent à la mer, et se sauvent à terre. La frégate et les trois bâtimens sont enlevés, et conduits en Angleterre.

MILAN.

29 juin 1796. — Le vainqueur de Beaulieu entra sans résistance dans Milan le 14 mai 1796 : cette ville envoya ses clefs à Masséna par une députation qui vint jusqu'à Lodi. Buonaparte y fit ensuite son entrée au milieu de l'allégresse universelle; deux jours après, il fut obligé d'en partir pour aller à Pavie, où venait d'éclater une révolte. Le général Dépinay fut laissé à Milan avec des forces suffisantes. Les mêmes applaudissemens qui avaient accueilli Buonaparte à son arrivée à Milan l'accompagnèrent au moment de son départ; il y avait à peine trois heures qu'il s'était éloigné, que le tocsin sonne : on répand de fausses nouvelles de revers que les Français ont éprouvés à Nice, en Suisse et dans le Milanais. Les nobles renvoient leurs domestiques; les agens de l'Autriche excitent la fermentation; la populace s'échauffe, se soulève; la rebellion éclate de tous côtés; les chefs de l'émeute s'emparent de la porte qui conduit à Pavie, pour introduire dans Milan les paysans soulevés contre les Français. Le général Dépinay monte à cheval; quelques patrouilles et le pas de charge font rentrer les mutins dans leur devoir. Buonaparte,

instruit de ce mouvement, revient à Milan avec trois cents hommes de cavalerie et un bataillon de grenadiers; il fait arrêter quantité d'otages; ordonne que les rebelles pris les armes à la main soient fusillés sur-le-champ; déclare au clergé qu'il le rend responsable de la sûreté de la ville, et repart pour Pavie. Le blocus du château n'avait point été interrompu par cet événement; la tranchée fut ouverte le 18 juin. Les troupes de siège commandées par le général Dépinay se distinguèrent par un dévouement héroïque, et toutes concoururent également au succès; artillerie, infanterie, cavalerie, tout rivalisant de zèle et de courage pour le service. Les volontaires, se multipliant, étaient à-la-fois de garde, de travail, et employés aux batteries; le brave général Dépinay, toujours à leur tête, partageait leurs travaux, leurs fatigues, et leur donnait l'exemple du courage et de l'activité. Le 27 juin toutes les batteries se démasquèrent à-la-fois, et leur feu continuuel obtint pendant quarante-huit heures une telle supériorité, que le gouverneur battit la chamade, et capitula le 29 à trois heures du matin. La prise de ce fort mit au pouvoir des troupes françaises deux mille huit cents prisonniers de guerre; elles y prirent en outre deux cents cinquante bouches à feu, deux cents milliers de poudre, cinq mille fusils et une grande quantité d'ustensiles de siège.

24 mai 1799. A peine Buonaparte s'était éloigné du théâtre de ses victoires en Italie, qu'enhardis par son absence, les Allemands et les Russes avaient couvert de leurs armées innombrables les belles plaines du Milanais. Suwarow, glorieux de la bataille de Cassano, qui, en 1799, avait vu triompher ses armes; jugea que le moment favorable de s'emparer de Milan était enfin venu. Il ne pouvait rien craindre de l'armée française, qui, en pleine retraite, cherchait son salut au pied des Alpes et des Apennins; les places de Mantoue et de Ferrare étaient investies, tous les postes sur le Pô abandonnés ou forcés; les routes de la haute Toscane et du duché de Parme étaient coupées, et les peuples d'Italie, excités par les clameurs continuelles de leurs prêtres, se soulevaient de tous côtés contre les Français. Tout espoir de garder la Lombardie était perdu, et toutes les circonstances actuelles se réunissaient pour favoriser les tentatives de Suwarow contre la capitale de cette belle contrée. Ce général marcha sur Milan le 28 avril. A l'approche de l'armée russe, le directoire, les autorités fran-

gaises et l'ambassadeur de France partirent pour Turin. Le lendemain on vit paraître quelques Cosaques. Le peuple, toujours ami de la nouveauté, fit éclater sa joie, se souleva, et fit succéder aux acclamations républicaines les cris de *Vive l'empereur* *vive la religion* ! L'archevêque et son clergé se portèrent à la rencontre des alliés, et sont reçus par le baron de Mélas au bruit de plusieurs salves d'artillerie.

Les signes et les emblemes de la république sont bientôt renversés, détruits, foulés aux pieds, et les citoyens connus pour avoir favorisé les Français, ou soupçonnés d'avoir adopté les maximes républicaines, sont poursuivis avec fureur par le peuple, toujours extrême dans sa haine comme dans son amour. Le général Lattiermann, à la tête de quatre mille hommes, bloqua le château de Milan, qui n'était défendu que par deux mille Français, aux ordres du chef de bataillon Bertrand. Le général Hohenzollern, chargé de la direction générale de ce siège, fut obligé de le convertir en blocus, pour aller secourir le prince de Rohan, sur le lac Majeur à Lugano. Mais bientôt de retour, il dirigea sur les remparts du château le feu terrible de soixante pièces de canon qui soudroyèrent ce fort. Le 24 mai, le commandant Bertrand demanda à capituler, et obtint le libre passage pour sa garnison, qui fut renvoyée en France avec les honneurs de la guerre, sous la condition seule de ne point servir d'un an contre les alliés.

26 juin 1800. — Le triomphe des Allemands et des Russes ne fut pas de longue durée, et les malheurs des Français eurent un terme à l'arrivée de Buonaparte, qui revenait d'Orient. Placé à la tête du gouvernement, il donna, en 1800, une nouvelle organisation à l'administration publique, aux finances et à l'armée. La France alors sembla reprendre une nouvelle vie : les braves, avides de cueillir de nouveaux lauriers sous ses ordres, vinrent se ranger en foule sous ses drapeaux ; d'immenses armées passèrent les frontières. Les soldats français, guidés par Buonaparte, franchirent le mont Saint-Bernard, et se trouvèrent au milieu des plaines du Piémont, avant que les ennemis eussent pu se douter de l'existence d'une armée française au-delà des Alpes. Le général Murat entra dans le Piémont le 2 juin. Les peuples du Milanais, supportant avec peine, depuis un an, le joug des Autrichiens, qui les tyrannisaient sans pitié, manifestèrent la joie plus vive, et se portèrent au-devant des Français avec une telle ardeur, qu'il y en eut quelques-uns de tués par le canon de la

citadelle, qui fut investie par quatre mille hommes du corps marchant sous les ordres du général Murat. Le blocus dura jusqu'après la victoire de Marengo, qui, ayant rendu aux Français toute leur supériorité en Italie, força l'armée autrichienne à céder le château de Milan : il fut remis à la disposition des troupes de la république le 26 juin.

MILLESIMO.

14 avril 1796. — Beaulieu, vaincu par Buonaparte à la bataille de Montenotte, qui avait été brillante, mais non décisive, possédait encore de grandes ressources. Il pouvait, par sa droite, réunir sa gauche à celle des Piémontais, et lutter ensuite avec plus d'avantage contre les troupes françaises. Il devait donc entrer dans les vues d'un grand capitaine de séparer ces deux armées, afin de pouvoir les battre l'une après l'autre. Comme on était très-proche, Beaulieu devait nécessairement s'opposer à une manœuvre qui pouvait lui être si préjudiciable, et mettre en usage toute son habileté et ses ruses pour en prévenir les funestes effets. La réussite de cette entreprise hardie dépendait de la vivacité avec laquelle elle serait exécutée. Buonaparte, qui jamais ne sut perdre un moment, et qui fut si habile à profiter de l'occasion, porte aussitôt après la bataille de Montenotte son quartier-général à Carcare, donne ordre au général Laharpe de marcher sur Sozello, de menacer d'y enlever les huit bataillons que l'ennemi y tenait, puis de s'avancer rapidement, et sans être découvert, sur la ville de Cairo, tandis que Masséna s'emparerait des hauteurs de Dégo, que Joubert occuperait les sommités de Biestro, et que Menard s'attacherait à l'intéressante position de Sainte-Marguerite. Par ces mouvemens, son armée se trouvait placée au-delà de la crête des Alpes, et sur les pendans qui versent en Italie. Tous les mouvemens de l'armée française sont dirigés vers ce point commun de ralliement : Buonaparte s'avance dans le Montferrat; le général Augereau force les gorges de Millesimo; Menard et Joubert enferment le général Provera à Cossaria. Au moment où Beaulieu veut marcher au secours de Provera, il voit sa gauche attaquée et débordée par Masséna, non loin du village de Dégo. La division du général Laharpe est partagée en trois colonnes : celle de gauche, commandée par le général Causse, bra-

vant le feu des Piémontais, à passé la Bormida, et a attaqué l'aile des Autrichiens ; la seconde, aux ordres du général Cervoni, protégée par une batterie française, passe cette même rivière et marche droit aux Autrichiens, pendant que l'adjudant général Boyer, tournant un ravin, coupe la retraite de l'aile gauche des impériaux. La valeur et l'intrépidité des troupes qui exécutent ces mouvemens ne laissent rien à désirer, et le but pour lequel ils ont été dirigés est parfaitement rempli. Par-tout les Français montrent un sang-froid imperturbable, résultat du courage, et le courage commande la victoire. Enveloppés de tous côtés, les Autrichiens n'ont pas le temps de capituler ; les colonnes françaises les poursuivent, les pressent, sèment de tout côté parmi eux le désordre, l'épouvante et la mort. Provera est fait prisonnier à Cossaria ; les Français s'acharnent sur tous les points à la poursuite de leurs ennemis ; des milliers d'Autrichiens tombent sous leurs coups ou sont faits prisonniers : déjà on en compte sept à huit mille. Le champ de bataille est couvert de deux mille cinq cents Piémontais ou Autrichiens, qui laissent au pouvoir des soldats français vingt-deux pièces de canon et quinze drapeaux. La victoire, qui dans cette mémorable journée couronna les efforts et le courage des troupes françaises, était d'autant plus importante, qu'elle leur procurait des munitions et des vivres, qu'elle leur fournissait les moyens de marcher à de nouveaux succès, et mettait en leur pouvoir tous les secours nécessaires pour se maintenir dans ces montagnes. Elle facilitait à Buonaparte sa jonction prochaine avec le général Serrurier, qui gardait les bords du Tanaro avec la vallée d'Oneglia : par cette réunion ses forces se trouvaient considérablement augmentées, tandis qu'il venait d'enlever subitement aux Austro-Sardes dix mille hommes, quarante pièces de canon de bataille et des bagages immenses, perte très-difficile à réparer dans ces montagnes, où les secours et les renforts ne pouvaient arriver qu'avec du temps et des peines infinies.

MINCIO (LE). Voyez BORGHETTO et MONZANBANO.

MITQUAMAR.

28 septembre 1798. — La première coalition qui s'était armée contre la France, dans le dessein de l'écraser, avait

vu ses efforts rendus inutiles par les triomphes de la république; mais c'était peu pour celle-ci d'avoir vaincu les souverains réunis pour l'opprimer; elle chercha à porter un coup terrible au commerce de l'Angleterre, en se rendant maîtresse de l'Egypte. Les Français, arrivés dans ces contrées brûlantes, eurent à combattre et à vaincre les Arabes et les Mameloucks. C'étaient pour eux des ennemis nouveaux, dont il fallait connaître les mœurs et étudier les habitudes guerrières pour les attaquer avec succès. On avait bien pu lire dans les relations des voyageurs quelques traits qui avaient rapport à la manière de vivre de ces peuples; mais les Européens ne connaissaient point leurs usages guerriers, et n'étaient point au fait de leur façon de combattre, puisque depuis les croisades, ils n'avaient point fait la guerre avec eux. Les Arabes de Dernéh occupaient le village de Doundéh: environnés de tous côtés par les eaux du Nil, que l'inondation avait répandues dans les plaines, ils se croyaient inexpugnables, et infestaient le fleuve par leurs pirateries et leurs brigandages. Les généraux de brigade Murat et Lanusse eurent ordre de marcher contre eux le 28 septembre. Une légère fusillade eut bientôt dispersé toute cette horde d'Arabes, que les troupes poursuivirent l'espace de cinq lieues, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Leurs troupeaux, chameaux, effets tombèrent au pouvoir des Français, et plus de deux cents de ces malheureux furent tués ou noyés. Niderwood, adjoint à l'état-major, se distingua dans ce combat. Les Arabes d'Egypte sont comme les barbeta du comté de Nice: toute la différence qui existe entre eux, c'est que ceux-ci vivent dans les montagnes, au lieu que les premiers sont tous à cheval, et passent leur vie au milieu des déserts; ils pillent également les Turcs, les Egyptiens et les Européens. La vie misérable qu'ils mènent semble augmenter leur férocité naturelle. Exposés des jours entiers aux ardeurs du soleil, au milieu des sables arides, et sous un ciel brûlant; manquant d'eau pour s'abreuver, leur caractère les rend incapables de pitié et de bonne foi. C'est le spectacle le plus hideux que la nature puisse offrir de l'homme sauvage, livré à tous les excès d'une vie errante, et sans cesse en proie à tous les besoins.

MODÈNE.

8 octobre 1796. — Modène fut occupé par un corps de cavalerie française qui y entra le 8 octobre, et prit possession de la forteresse. La garnison ducale ne fit aucune résistance et fut faite prisonnière de guerre. Le général Buonaparte, dans le manifeste qu'il publia, donna pour motif de cette mesure l'inexécution complète de l'armistice conclu avec le duc de Modène. Le comité de régence ducal fut supprimé et remplacé par un comité de gouvernement, qui fut nommé et installé par Buonaparte, et la justice y fut rendue au nom de la république française, qui prit en main le gouvernement de cet état.

Juin 1799. Les Autrichiens, dès le commencement des hostilités, envahirent Modène, qui faisait partie de la république cisalpine, à l'époque de la déroute de l'armée d'Italie, commandée par le général Schérer. Dans la journée du 24 juin 1799, une avant-garde française, faisant partie de l'armée de Naples, qui arrivait de l'extrémité méridionale de l'Italie, entra inopinément dans Modène, et fut suivie d'une forte colonne : l'arrière-garde demeura à la Marsaglia, à deux lieues de cette ville, pour garder le pont établi sur la Secchia. Le lendemain un corps de troupes autrichiennes, qui poursuivait Macdonald, arriva à Rubiera et l'attaqua vivement : le combat fut opiniâtre ; mais les Français, obligés de céder, rompirent le pont et firent leur retraite. Pendant cette affaire, le commandant français qui était à Modène y imposa une contribution de trois cent mille livres, et ne donna que trois heures pour le paiement de cette somme ; il s'assura de vingt-cinq otages. La somme était déjà à moitié payée lorsque les Autrichiens, qui avaient passé la Secchia, se présentèrent aux portes de la ville que les Français évacuèrent avec précipitation. L'entrée des Autrichiens fut si vive que les otages furent relâchés ; Modène demeura au pouvoir des Autrichiens, qui le conservèrent encore une année. Mais au moment où Buonaparte, vainqueur à Marengo et à Montebello, eut forcé les impériaux d'évacuer l'Italie, cette ville rentra sous la domination de la république française.

MOESCROEN.

29 avril 1794. — Menin était assiégé par la division du général Moreau ; lorsque les Anglais et les Hanovriens, pour dégager cette place étroitement investie, s'approchèrent des hauteurs de Moëscroen. Le premier choc fut vigoureux, et força l'ennemi à se retirer sur les hauteurs de Castrel ; mais ce n'était pas assez d'avoir obtenu ce premier avantage, il fallait encore repousser les Hanovriens et les Autrichiens sur Tournai, et, pour y parvenir, les chasser des hauteurs dont les abords étaient extrêmement difficiles. Une grande audace était nécessaire pour atteindre l'armée postée sur des hauteurs où l'on ne pouvait arriver que par cinq défilés très-étroits, à découvert devant un feu continu de batterie à mitraille. De jeunes réquisitionnaires qui n'avaient encore jamais vu le feu furent conduits en avant par les généraux qui marchaient à leur tête ; ils furent tous inébranlables. Dès ce moment rien n'arrêta les troupes républicaines, tous les obstacles qu'on leur opposa ne servirent qu'à augmenter leur ardeur ; les Autrichiens et les Hanovriens furent mis dans une déroute complète. Cette première victoire mit au pouvoir de nos soldats douze cents prisonniers, quatre-vingts officiers, trente-trois canons et cinq cents fusils ; et le lendemain son succès fut complété par la prise de Menin. On vit en cette occasion, d'une manière bien frappante, combien l'exemple des chefs influe sur les soldats. A leur tête se trouvait Souham, toujours le premier au poste du danger. Le général Jardon se précipita au milieu des ennemis, en se battant comme un furieux ; son costume et la casquette dont il était coiffé le firent prendre par des soldats français pour un officier autrichien ; il se trouvait seul si avant au milieu des ennemis, qu'il eut beaucoup de peine à détromper ceux auxquels il commandait tous les jours. Ce ne fut pas la seule occasion où Jardon fit preuve d'intrepidité ; son seul plaisir était de se battre, il ne respirait que les combats, et avec deux compagnies de grenadiers seulement, il n'aurait pas fait difficulté d'attaquer vingt mille hommes, comme s'il eût eu des forces égales. Invitait-il à dîner quelques officiers de sa brigade, il leur proposait pour amusement de l'après-dînée d'aller charger l'ennemi : c'était là son plaisir favori, il n'en connaissait pas de plus grand. Cette bravoure sem-

blait tenir à une prévention des Liégeois, ses compatriotes, pour les enfans nés *cottes*. Il disait, avec l'air de la plus intime conviction, que les balles ni les boulets ne pouvaient jamais atteindre sa personne. Tous les événemens de ses campagnes parurent l'affermir dans cette espèce de fatalisme. Il ne se passa presque aucune affaire dans l'armée du Nord, où les chevaux, les aides-de-camp et les ordonnances du général Jardon n'eussent été tués ou grièvement blessés à ses côtés; pour lui il ne reçut jamais que des balles mortes dans ses habits. C'était un singulier spectacle de voir ses chevaux mutilés de coup de feu, les oreilles percées, la chair du poitrail et de la croupe emportée, tandis que le maître, exposé comme eux au feu des ennemis, paraissait invulnérable. Au combat d'outre-Meuse, où il détruisit une légion entière d'émigrés, il eut deux chevaux tués sous lui; il vit tomber à ses côtés son jeune neveu, percé de cinq blessures mortelles; un de ses adjoints et ses ordonnances trouvèrent la mort près de lui, et il ne reçut pas la plus légère contusion; une balle dirigée contre sa poitrine vint frapper la lame de son sabre, qui fut brisée du coup; une seconde balle cassa le pommeau dans sa main, sans atteindre seulement le petit doigt. Toutes les fois qu'il allait à la découverte, une partie des siens était renversée par les décharges de la mousqueterie, souvent ceux qui l'entouraient tombaient pêle-mêle à ses côtés, tandis que les balles semblaient n'arriver sur ses vêtemens qu'en y perdant tout leur effet. Il lui arriva d'attaquer avec soixante-cinq hommes neuf cents Autrichiens, et de les mettre en déroute. La lecture de pareils faits d'armes nous rappelle les temps héroïques où les siècles de la féerie dans lesquels on se croirait transporté, s'ils n'étaient attestés par toute une armée contemporaine; mais il faut les croire et regarder un tel homme comme fait pour exalter le courage et la valeur d'une nation, au moment où elle s'élançait de son territoire pour domter les peuples qui méditaient son asservissement.

MOESKIRCK.

5 mai 1800. — La perte de la bataille d'Engen ayant forcé les Autrichiens à se retirer précipitamment le 3 mai, et l'armée du Rhin poursuivant toujours sa marche, ils se déterminèrent à l'attendre sur un plateau en avant de Moë-

Kirck, en Souabe, dans la principauté de Furstemberg. Une nombreuse artillerie, et les forces considérables dont se composaient leur armée, semblaient leur promettre un succès assuré. Le général Moreau, jaloux de suivre avec une extrême rapidité les mouvemens de ses ennemis, fit avancer son armée le 5 mai, dès le point du jour; il ordonna au général Lecourbe, commandant l'aile droite, de se porter de Stockack à Moëskirck, laissant à sa droite une brigade sur l'abbaye de Salmansweiller pour éclairer le lac de Constance, et une autre sur Closterwald pour intercepter les routes de Pfullendorff et de Mengen. Le corps du général Saint-Cyr dut avancer sa droite sur Liebtingen, en refusant sa gauche qui devait s'étendre au-delà de Tuttlingen. On fit marcher le corps de réserve en seconde ligne de l'aile droite; en avant de Moëskirck se trouvait un plateau, dont la hauteur dominait la chaussée très-resserrée depuis Grombach jusqu'à ce point couvert de bois très-épais; les Autrichiens avaient établi vingt-cinq pièces de canon sur ce point élevé. Le général Montrichard déboucha rapidement avec de la cavalerie et de l'artillerie; le feu des ennemis, par son énorme supériorité, démontra toutes les pièces françaises, et la grande intrépidité des chefs, jointe au dévouement des troupes, furent seuls capables de maintenir le combat sur ce point difficile. Les trente-septième, quatre-vingt-quatrième et cent neuvième manœuvrèrent comme dans un exercice; les dragons, les chasseurs et les hussards rivalisèrent avec eux de courage; les carabiniers sur-tout se firent remarquer en demeurant immobiles sous le feu, et inébranlables dans les attaques. Cependant le général Lorges, avec sa division, attaqua le poste d'Endorff, situé au pied du plateau, défendu par tout ce que l'armée autrichienne comptait de braves : il fut pris et repris plusieurs fois. Les Autrichiens, portant toujours vers ce point de nouvelles forces, cherchaient à déborder la droite du général Lorges, avec huit bataillons de grenadiers, lorsque le général Goulu, à la tête de la trente-huitième demi-brigade, s'avança, et fit son mouvement avec tant d'audace, quoique sous le feu de huit pièces d'artillerie, qu'elle emporta le village, pénétra dans le bois qui le protégeait, et coupa la ligne ennemie. De nouveaux efforts de la part des Autrichiens leur rendirent la supériorité, et les Français furent repoussés d'Endorff; mais à l'arrivée du quatre-vingt-septième, le trente-huitième, se

ralliant, s'avança avec une nouvelle impétuosité, culbuta les grenadiers hongrois, et chargea la cavalerie autrichienne, qui, malgré l'avantage du lieu, et pouvant aisément manœuvrer dans une petite plaine, fut cependant mise dans une déroute complète. Tandis que le général Lorges gagnait ainsi du terrain sur le flanc droit de l'ennemi, le général Vandamme, venu de Closterwald, le pressait sur sa gauche, et y faisait, conjointement avec le général Montrichard, les plus grands efforts pour s'emparer de Moëskirck. Le succès couronna leur entreprise, le général Montrichard, à la tête des trente-sixième et quatre-vingt-quatorzième régimens, y pénétra et l'emporta au pas de charge. Le général Kray, voyant ces deux divisions se former sur la gauche, manœuvra par sa droite, et essaya de déborder la gauche des Français avec un corps de vingt mille hommes, et de pénétrer de la chaussée de Stockack à Moëskirck, au-delà de Grombach. En ce moment la division du général Delmas s'avancait pour soutenir celle du général Lorges; elle fit un changement de front à gauche; la division du général Bastoul exécuta le même mouvement et se porta sur la gauche de Grombach. Les deux corps de l'armée française formaient alors un angle très-obtus; dont la division Delmas formait le sommet. Ce fut contre cette division que le général Kray dirigea son principal effort. Le terrain qu'elle occupait était couvert, coupé, et extrêmement difficile; Moreau en retira toute la cavalerie qu'il plaça à la gauche; les Autrichiens cherchèrent à s'emparer d'un bois très-étendu sur lequel se développait la division Lorges, pour forcer la droite des Français; mais trois bataillons le défendirent pendant longtemps avec le plus grand courage. Les Autrichiens, pressés par la quarante-sixième, dirigée sur ce point, où elle déploya la plus étonnante vigueur, renoncèrent à l'attaque de la droite, et firent un effort sur la gauche de cette division pour la séparer de la division Bastoul. La cinquante-septième, peu effrayée du feu que vomissaient seize pièces de canon chargées à mitrailles, fit des prodiges de valeur; plusieurs fois elle chargea l'ennemi qui s'avancait pour la débâquer, et culbuta la cavalerie autrichienne; elle fut toujours commandée par le général Delmas, en personne, qui combattit à la tête des troupes, et mérita les plus grands éloges, tant par son courage que par la sagesse de ses dispositions. La conduite de ce régiment fut si distinguée, que le général en

chef, parcourant le lendemain le champ de bataille, et examinant le terrain où cette troupe de braves avait combattu, lui dit : *Si votre conduite en Italie ne vous avait pas dès long-temps mérité le nom de TERRIBLE ; les Autrichiens vous l'auraient donné à la bataille de Moëskirck.* Les ennemis ne perdirent pas courage, et, afin d'exécuter leur projet, ils longèrent encore la ligne française, et firent de nouveaux efforts pour déborder l'extrémité de cette gauche ; mais le général Bastoul, qui ne perdait pas de vue leurs mouvemens, les repoussa constamment avec vigueur. Les troupes françaises montrèrent dans ces différens combats beaucoup de sang-froid et de courage : elles furent parfaitement conduites par les généraux Walther et Desperrières. Les troupes autrichiennes, qu'une aussi longue lutte avait épuisées de fatigue, mais qu'elle n'avait pu accabler, faisaient un dernier effort sur le front du général Delmas, qui se fit soutenir par le cent huitième, lorsque le général Richepanse arrivant envoya du secours aux deux divisions, engagea avec l'ennemi une vive canonnade, et, par son audace et les rares talens qu'il déploya en cette occasion, contribua puissamment à terrasser entièrement leurs forces. La nuit mit fin à cette bataille qui durait depuis huit heures du matin. Les impériaux ébranlés cédèrent le terrain de toutes parts, et profitèrent de ses ombres pour faire leur retraite sur le Danube, laissant les Français maîtres du champ de bataille, qui se trouva couvert de morts et de blessés ; ils emmenaient en outre dans leurs rangs huit mille hommes hors de combat. Le général Saint-Cyr, ayant pris position vers quatre heures du soir à Liebtingen, le général Moreau chercha à lui faire passer l'ordre de se porter le lendemain sur Moëskirck ; les officiers qu'il envoya ne purent d'abord arriver jusqu'au général Saint-Cyr ; mais son aide-de-camp Delelée se fit jour deux fois à travers de la ligne autrichienne. Dès le lendemain le général Ney se mit à la poursuite des impériaux, et les attaqua avec une impétuosité à laquelle ils ne purent résister. Ils furent à l'instant mis en désordre, et laissèrent dix-huit cents prisonniers entre les mains des soldats français. On remarqua particulièrement la conduite du sixième régiment des chasseurs commandé par le colonel Durosnel, qui chargea un corps de hussars trois fois plus nombreux que lui. Cette affaire, qui fut un triomphe complet pour les armes françaises, donna à l'armée du Rhin la facilité de prendre

position. Sa droite fut placée au lac de Constance, et sa gauche au Danube, près de Mengen, la ligne passant à Winterfulgen, à Follendorff et à Moëskirck.

MOHILOW.

Du 20 au 21 juillet 1812. — Le prince d'Eckmühl était à la poursuite du corps d'armée russe commandé par le prince Bagration, et s'était porté sur Mohilow, occupé par deux mille hommes qui eurent le courage de se défendre, mais qui furent taillés en pièces par la cavalerie légère. Le 21, une avant-garde du prince Bagration, composée de trois mille Cosaques, attaqua les avant-postes français; mais cette nuée de Cosaques fut assaillie par un bataillon du quatre-vingt-cinquième qui les arrêta. Cependant, soutenus par le général russe Sieverse, avec deux divisions, ils revinrent à la charge, et firent prisonniers cent hommes du troisième régiment de chasseurs, et son colonel avec quatre officiers tous blessés. La générale battit, et les Français se disposèrent à repousser l'attaque; le feu s'engagea, depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, sur la lisière du bois et au pont que les Russes voulaient forcer. Alors le prince d'Eckmühl fait avancer trois bataillons d'élite, se met à leur tête, charge l'ennemi avec la plus grande vivacité et le culbute; ce fut le signal de la victoire; toutes les positions russes sont enlevées, ils sont poursuivis pendant une lieue, et abandonnent sur leur chemin et sur le champ de bataille trois mille hommes tués et blessés et plus de mille prisonniers; la perte générale des Français ne fut que de sept cents hommes. Les premiers triomphes de la grande armée étaient le présage de triomphes plus grands et plus glorieux.

MOHRUNGEN.

25 janvier 1807. — Une seule campagne ayant suffi à Napoléon pour renverser la monarchie prussienne, ce conquérant s'avança sur les bords de la Vistule, où son armée prit quelque repos pendant le mois de janvier. Malgré la rigueur de la saison, il y eut vers la fin de ce mois quelques mouvemens qui firent pressentir la reprise très-prochaine des hostilités; ceux des Russes annonçaient un vaste plan d'offensive. Leurs généraux s'imaginèrent, dans leurs projets, pouvoir séparer l'aile

droite des Français du centre de leur armée, et faire une trouée qui, en leur facilitant le passage de la Vistule au-dessus de Thorn, porterait l'armée russe jusque dans le centre des états du roi de Prusse, et rétablirait par cette manœuvre le théâtre de la guerre dans le voisinage des places qui tenaient encore, et qu'ils avaient l'espoir de secourir. Napoléon, instruit de leur marche, ordonna au maréchal prince de Ponte-Corvo de faire un mouvement rétrograde, afin d'entretenir les Russes dans la pensée qu'ils pourraient exécuter leur plan. Ils s'avancèrent sur Osterode, et enlevèrent le 23 janvier de vive force le poste de Liebstat qui était défendu par deux cents hommes. Aussitôt le maréchal prince de Ponte-Corvo, quittant Elbing et réunissant ses troupes sur une ligne qui s'étendait de Cristbourg à Braunsberg, dirigea sa marche si adroitement, qu'il se trouva en face des Russes à Mohrungen. Il y arriva le 25 janvier avec la division Drouet. Au moment où ils commençaient à se montrer sur les hauteurs qui se trouvent en avant de la ville, ils semblaient occupés d'une simple reconnaissance; mais leur véritable dessein était de gagner le temps de faire filer des troupes sur la droite du maréchal. Celui-ci pénétra leur dessein, forma sa ligne de bataille, et fit marcher le neuvième bataillon d'infanterie légère pour faire l'attaque du village de Pharesfelden, défendu par six bataillons russes et six pièces de canon. Le bataillon s'y précipita avec un courage intrépide, et malgré le feu le plus meurtrier il parvint à se rendre maître du village d'où les Russes furent chassés; mais ceux-ci, ne se tenant pas pour battus, reviennent à la charge avec un renfort, et ils sont une seconde fois repoussés par deux bataillons qui étaient venus au secours des Français. Ce premier échec obligea les Russes à se retirer et à prendre position derrière le village, s'appuyant à droite et à gauche sur des bois, et mettant leur centre à couvert par un rideau. Cette position les plaçait à cheval sur la route de Mohrungen à Liebstat. Ils furent attaqués dans cette position par une ligne composée de trois régimens français d'infanterie de bataille, et du vingt-septième d'infanterie légère; qui les aborda sous le feu de l'artillerie dont ils avaient hérissé les hauteurs; on se fusilla alors très-vivement, et à bout portant. Pendant que de part et d'autre le feu le plus meurtrier se continuait avec vigueur, le général Dupont se porta sur la route de Preuss-Holland, avec les trente-deuxième et quatre-vingt-seizième de ligne, et tourna la droite de l'ennemi. Un des bataillons du trente-deuxième, qui formait la

tête de la colonne, se précipita le premier sur les Russes ; qui, déjà mis en désordre par l'attaque du front, furent obligés de prendre la fuite ; ce combat fit beaucoup de mal aux Russes, et le carnage, qui fut affreux durant la poursuite, ne cessa que lorsque la nuit força les vainqueurs d'y renoncer. Avant que les Français eussent cessé de poursuivre les fuyards, deux mille hommes de cavalerie et d'infanterie russe pénétrèrent dans Mohrungen qu'ils trouvèrent abandonné, parce que la troupe chargée de sa défense s'était portée en avant pour prendre part à l'action. Un bataillon du huitième de ligne, qui fut envoyé pour les en chasser, y entra au pas de charge, et fit main basse sur tout ce qu'il rencontra. Un nombre considérable de Russes fut passé au fil de la baïonnette. Le cinquième régiment des chasseurs à cheval poursuivit le reste, en tua un grand nombre, et fit prisonnier le chef de l'expédition ; cette affaire fut d'autant plus glorieuse pour le premier corps de la grande armée, que les soldats qui y prirent part, sortis de leurs cantonnemens à minuit, avaient fait une marche de seize lieues pour arriver sur le champ de bataille, et que le prince de Ponte-Corvo, avec des forces qui s'élevaient à peine à huit mille hommes, en eut à combattre plus de quatorze mille de troupes fraîches. La perte des Russes s'éleva à plus de trois mille hommes mis hors de combat ; celle du maréchal ne fut que de sept à huit cents hommes. L'infanterie française, qu'une marche longue et pénible avait extrêmement fatiguée, retrouva toute son agilité pour gravir avec audace des collines escarpées et presque à pic, d'où elle chassa l'ennemi qui s'y défendit avec l'obstination la plus intrépide ; des défilés affreux et seize pièces de canon ne purent arrêter un moment le soldat français ; l'ennemi fut forcé de céder. La cavalerie ne se signala pas moins dans cette brillante journée ; elle mérita une partie de la gloire dont se couvrit l'armée, par le résultat de ses charges contre des forces supérieures. Quatre cents prisonniers et deux bouches à feu restèrent au pouvoir de nos troupes ; mais le plus grand avantage qui résulta de cette action, fut celui d'arrêter l'ennemi dans sa marche, et de faire échouer le projet qu'il avait formé de surprendre la grande armée. Le maréchal prince de Ponte-Corvo demeura sur le champ de bataille jusqu'à deux heures du lendemain, et fit lentement son mouvement pour se rapprocher des autres corps : il n'oublia aucune des précautions nécessaires pour l'évacuation et le transport de ses soldats, dont les blessures attestaient la part ho-

norable qu'ils avaient prise à une affaire où le triomphe des armes françaises avait été des plus complets.

MOLINS-DEL-REY.

16 janvier 1814. — Le lieutenant-général anglais Clinton, le général Sarsfield et les troupes de Wittingham attaquèrent, le 16, à sept heures du matin, sur la rive droite du Llobregat, l'armée française, sous les ordres du maréchal duc d'Albufera, en même temps que le général en chef Copens, le baron d'Eroles, les colonels Leudet et Manso attaquèrent également les Français sur Molins-del-Rey. Le général français Merclop, avec sa brigade, soutint les premiers mouvements de l'ennemi, et le repoussa avec ardeur sur la grande route de Villà-Franca. Cependant, comme il s'apercevait que les troupes qui lui étaient opposées, opéraient principalement contre sa seule avant-garde il repassa le pont de Roy, en ordonnant au commandant de ce poste de se défendre chaudement. Le général Pannetier, qui commandait la division, forma ses troupes sur la rive gauche et arrêta l'ennemi. De fortes colonnes se faisaient apercevoir sur les deux rives, et bientôt le général Sarsfield réunit tous ses efforts contre le pont de Roy, et le fit canonner vivement. Les Français répondirent par un feu soutenu. Le capitaine Sigardi déploya en cette occasion une vigueur peu commune, et sa jeune garnison, composée des troupes du cent quarante-troisième régiment, se battit avec une rare intrépidité. Le général Clinton, outré de la résistance des Français, fit renouveler à plusieurs reprises les attaques sur les fortins du pont, mais toujours infructueusement. Enfin, vers les trois heures, l'ennemi cessa d'attaquer, et se mit en pleine retraite, après avoir éprouvé des pertes considérables.

MONBUCQ (PORTUGAL).

6 juin 1810. — Le duc d'Abrantès, voulant se rendre maître du pays situé entre la Tera, l'Esla et le Duéro, et appuyer par ce mouvement la droite du sixième corps, donna ordre au général Sainte-Croix de passer à Tera et d'attaquer l'ennemi. Le 6, ce général fit attaquer la suite des postes ennemis à Monbucq et à Brétocinnos. Ces deux points, défendus par cinq cents hommes d'infanterie et deux cents de cavalerie, furent

enlevé de vive force. Toute la chaîne de postes fut chassée. Les Français tuèrent deux cents hommes à l'ennemi, et lui firent soixante prisonniers.

Cette affaire mérita une mention honorable au chef d'escadron Fische, et aux capitaines Talon et Letermeiller.

MONDOVI.

5 avril 1796. — Les revers continuel que le général Colli, commandant l'armée austro-sarde en Italie, éprouva à l'ouverture de la campagne de 1796, eurent lieu de l'étonner. Accoutumé jusqu'alors à combattre des soldats intrépides, mais mal dirigés, il avait eu à repousser les attaques multipliées de corps isolés, mais non à se mesurer avec une grande armée ; à repousser les entreprises d'officiers audacieux, mais qui agissaient sans ensemble ; à vaincre des généraux qui ne manquaient point de courage, mais sans vues étendues, sans plan vaste, et incapables de mettre dans l'exécution cette vivacité qui seule assure les succès, et sait tirer parti de la victoire.

L'armée française d'Italie avait reçu une organisation différente depuis qu'elle était sous les ordres du jeune chef à qui le gouvernement en avait confié la conduite. A peine arrivé, il comptait déjà deux grandes batailles gagnées ; toujours ses troupes étaient en mouvement. Une affaire pour lui était le prélude d'un combat ; et il trouvait dans les fautes de ses ennemis la matière d'un triomphe éclatant. Les plans les plus cachés de ses adversaires, leurs calculs les mieux combinés étaient toujours déjoués. Après le combat de Dégo, Colli, forcé de renoncer à toutes les dispositions militaires qu'il avait concertées avec Beauhieu, s'était retranché auprès de Céva sur les bords du Tanaro. Grossie par la fonte des neiges, cette rivière n'était pas guéable, et ses ponts avaient été coupés. Il y est attaqué et forcé par les généraux Augereau et Serrurier ; les Piémontais avaient soutenu le choc jusqu'à la nuit. Colli, en militaire habile, choisit une autre position sur la même rivière, à Cursaglia : il avait garni ses bords escarpés de fortes batteries : ses lignes protégeaient la place de Mondovi. Buonaparte arrive, juge cette position, en connaît la force, et se propose de combattre Colli sur un autre terrain. La ligne des Piémontais était étendue, et leur

armée se trouvait réduite par les pertes journalières qu'elle avait faites.

Buonaparte, après avoir donné à Masséna l'ordre de passer le Tanaro à minuit, près de Ceva, vient occuper lui-même le village de Lezegno : les généraux Guyeux et Fiorella, avec leurs brigades, s'emparent de la Torre. L'effroi saisit les Piémontais, quand ils virent Masséna qui tournait leurs retranchemens ; ils les évacuèrent dans la nuit du 22 au 23 avril, et prirent le chemin de Mondovi : ils y furent bientôt atteints. On commença à se battre à la pointe du jour du côté de Vico ; le général Guyeux se porta à la gauche de Mondovi ; les généraux Fiorella et Dommartin attaquèrent une redoute qui couvrait le centre des ennemis ; ils s'en rendirent maîtres, et découvrirent ainsi leurs flancs. La victoire ne fut pas longtemps incertaine. La retraite que l'armée piémontaise fit dans le plus grand désordre, treize cents prisonniers et huit pièces de caanon qu'elle laissa au pouvoir des vainqueurs, attestèrent les succès de Buonaparte, qui, le soir même, entra à Mondovi, et, pénétrant au travers la ligne des forteresses du roi de Sardaigne, emporta celles dont la conquête ne demandait que du courage. Sans crainte pour Coni, et maître de Cherasco, il marcha sur Turin. Le roi de Sardaigne, enfermé dans son palais, avait attendu vainement de son peuple un dévouement dont il ne donnait pas l'exemple. On avait voulu, à l'imitation de la France, prendre les mesures que nécessitait la circonstance présente ; mais que pouvait-on attendre d'un peuple sans énergie, qu'aucun motif ne portait à défendre une cause qui ne semblait pas la sienne ? Une levée en masse de tous les gens non mariés, depuis seize jusqu'à trente ans, avait produit plus de révoltés que de soldats. Le général Kellermann, placé sur les montagnes de la Savoie, occupait une partie des forces destinées à résister à Buonaparte ; c'était pour le roi de Sardaigne un malheur d'avoir à fournir des troupes pour garder trop de montagnes escarpées, trop de fleuves, trop de torrens, et pour arrêter un ennemi qui se jouait de tous ces obstacles. Le Piémont était d'ailleurs dans une de ces situations critiques, connues à cette époque dans tous les états de l'Europe, où le peuple des villes était plus éclairé que la cour ; où l'activité de l'esprit des gouvernés l'emportait sur les lumières et l'énergie des gouvernans. Ses finances n'étaient pas, à la vérité, dans un désordre aussi grand qu'ailleurs, mais un état faible est plus accablé qu'un autre par un

léger fardeau de dettes. Le roi de Sardaigne envisage sa position, se représente les dangers auxquels l'exposent les victoires de Montenotte, de Millesimo, de Mondovi; il voit aux portes de sa capitale un ennemi triomphant, se fait une peinture exagérée des embarras d'un siège à soutenir au milieu d'une population nombreuse et mécontente; il semble même compter pour rien les avantages qu'il peut retirer de ses nombreuses fortifications. Une espérance de conciliation, dont Buonaparte lui fait adroitement concevoir l'espérance, le porte à solliciter la conclusion d'un armistice. Le général français paraît s'en défendre; on insiste, on le presse: il y met un prix, et ce prix est l'occupation des forteresses dont il n'a pu encore se rendre maître: Coni, Exiles, Suse, le Château-Dauphin, Tortone, Alexandrie. Le roi de Sardaigne accepte toutes les conditions qu'il plaît au vainqueur de lui dicter, et se croit trop heureux de conserver Turin avec un état démantelé. Cet armistice sert de base à un traité auquel le directoire français n'a plus qu'à donner les formes diplomatiques: c'était le plus avantageux de ceux que le gouvernement français avait conclus depuis un siècle. Les républicains français n'avaient jusqu'alors célébré dans leurs triomphes militaires que la gloire de leurs armées; ils commencèrent à voir dans Buonaparte celle de leurs généraux. Le traité de Turin porta l'empreinte du génie d'un général jeune et prudent, qui trouvait dans ses plans de campagnes le moyen de changer le destin des nations, et de faire servir ses premiers succès à s'assurer de nouvelles victoires. La France fit une seule perte sensible à la bataille de Mondovi; la mort lui enleva le général Stengel. Ce général, qui s'était couvert de gloire à l'armée du Nord, fut tué dans cette affaire, en chargeant à la tête d'un régiment de cavalerie. L'armée entière honora de ses regrets un guerrier qui avait toujours mérité son estime par sa bravoure et son intrépidité, et qu'elle avait vu marcher avec succès dans le chemin de l'honneur et de la gloire.

MONS.

Novembre 1792. — Le premier fruit de la victoire que le général Dumouriez remporta à Jemmapes fut la prise de Mons, où les troupes victorieuses firent leur entrée triomphante. Les Français reçurent des habitans l'accueil le plus

amical , et furent reçus avec toutes les démonstrations de joie la plus vive. La possession de cette ville les rendit maîtres de cent trente-sept bouches à feu , et d'une quantité considérable de munitions.

1^{er} juillet 1794. — La conquête de la Belgique par le général Dumouriez ne présenta aucun avantage solide , parce qu'il ne sut pas profiter de la victoire qu'il avait remportée sur l'armée autrichienne , qui , se trouvant alors dans un état de faiblesse et de découragement , aurait pu facilement être repoussée au-delà du Rhin , et qu'il se reposa sur la Roër , lorsqu'il aurait dû poursuivre le cours de ses triomphes et continuer de combattre , pour obtenir un succès complet. De nouveaux généraux conduisirent les armées dans la Belgique en 1794. Après la victoire de Fleurus , les divisions des généraux Kléber et Lefebvre marchèrent sur Marimont. Les Autrichiens , qui étaient en force à Rœux , se portèrent au-devant de la division du général Lefebvre ; mais , après un combat très-vif , ils furent obligés de céder à la valeur française , et d'abandonner les hauteurs de Braquignies. En même temps le général Schérer quitta les environs d'Avesnes , pour se porter sur la rive gauche de la Sambre , d'où il s'avança sur le mont Palissel , à la droite de Mons et près de cette ville , où le général Montaigu arrivait par la chaussée de Binch. Le mont Palissel fut emporté à la baïonnette par ces deux divisions , tandis que le général Favereau marchait lui-même sur Mons , avec une grande partie de la garnison et du camp retranché de Maubeuge. L'ennemi , loin d'opposer la moindre résistance , se retira de toutes parts , et l'avant-garde de la division de Maubeuge fit son entrée dans Mons à huit heures du soir. Bientôt les deux divisions aux ordres du général Kléber , après avoir forcé le bois d'Havré , se joignirent sous Mons aux troupes du général Favereau. Les Autrichiens , vaincus au combat du mont Palissel , et chassés de Mons , furent forcés d'évacuer Saint-Amand , Marchienne , Cateau-Cambresis et les autres places du département du Nord , et de laisser à leurs propres forces Condé , Valenciennes et le Quesnoy qu'ils avaient envahis , et que le général Schérer assiégea et reprit peu de temps après.

MONTABAUR.

MONTABAUR.

19 avril 1797. — Le général Hoche, ayant passé le Rhin, ordonna au général Lefebvre de se porter sur Montabaur, au moment où le général Championnet chassait les Autrichiens de leurs positions d'Uckerath et d'Altenkirchen. Ce combat fut très-vif, les Français et les Autrichiens y donnèrent des preuves d'une rare valeur ; mais ces derniers furent forcés de céder la victoire, laissant au pouvoir des vainqueurs un grand nombre de prisonniers. La plus grande partie des husards de Barco fut détruite dans cette affaire, qui coûta la vie à un grand nombre d'Autrichiens.

MONTAGNE NOIRE.

18 décembre 1809 — Blake avait fait occuper une grande partie de la Catalogne, province espagnole, par les insurgés qu'il commandait ; il avait juré d'offrir sa tête à la junte suprême de cette province, s'il ne la délivrait pas de la présence de l'armée française. Dans cette espérance, il avait confié à une de ses divisions la montagne Noire et toutes les hauteurs environnantes. Le 16 décembre 1809, le maréchal Augereau commandant en chef l'armée de Catalogne, donna des ordres au général de division Souham, de faire marcher des troupes pour attaquer les insurgés qui étaient fortement retranchés dans cette place. Le 17, la montagne Noire se trouva cernée, et le 18 au matin, la canonnade s'engagea. Les insurgés, effrayés, cherchèrent leur salut dans une fuite honteuse et précipitée ; ils furent poursuivis l'épée dans les reins, et tout ce qui fut atteint par les soldats français fut taillé en pièces. Dans cette journée, l'ennemi perdit plus de cinq cents hommes, et on lui fit beaucoup de prisonniers.

Le général Souham, après cette bataille, reçut l'ordre de marcher sur Bagnoles, Crespia, Espinavera, Besalu, etc., afin de couper les derrières de l'ennemi, qui était en grand nombre, et de le manœuvrer dans toutes ses positions formidables.

Le général Souham arriva le 20 à Bagnoles, pour balayer l'ennemi de toutes les places sur lesquelles il avait reçu l'ordre de marcher, et après les combats des 21, 22, 23, 24 et 25 décembre 1809, toutes ces entreprises eurent les résul-

tats les plus avantageux. Toutes ces places furent jonchées de cadavres, et ceux qui avaient pris la fuite dans les plaines furent atteints par les détachemens de l'armée française et la cavalerie, et la terre fut couverte de morts.

Le général Souham entra le 25 au matin à Olot, et se porta sur Campredon et Ripolle, en poursuivant sur tous les points les bandes que Blake avait insurgées; ce général fit quatre cents prisonniers du quatrième régiment suisse de Cez, qui occupait Olot.

La première division de Blake, qui occupait aussi Olot, ne put résister à l'impétuosité des troupes françaises; la deuxième, qui était à Vich, et la troisième qui couvrait Holstairich, n'osèrent venir se mesurer avec les Français, persuadées du sort fatal qui les attendait dans toutes ces affaires; le Lam-pourdan devint tranquille, et les communications se trouvèrent rétablies et assurées.

MONTAIGU.

Septembre 1793. — Montaigu servit de retraite aux Vendéens, après la défaite qu'ils essayèrent à Légé, au mois de septembre. Charette, le lendemain de son arrivée, y fut attaqué par une colonne de républicains que commandait le général Beysser. Dès que l'armée parut sur les hauteurs qui dominant la ville, Charette, quoique délaissé par la plupart de ses soldats, marcha contre elle, malgré des torrens de pluie; il la rencontra au faubourg de Saint-George, et bientôt une vive fusillade s'engagea entre les deux partis. Pendant ce temps, une division arrivait sur Montaigu par la route de Nantes. Son aspect inspira une telle frayeur aux Vendéens, qu'ils s'écrasaient en fuyant précipitamment et en désordre dans les rues de Montaigu, tandis que d'autres se laissaient égorger sans résistance par les troupes républicaines, qui se précipitaient sur eux la baïonnette en avant. Une vingtaine de hussards républicains se jettent, le sabre à la main, dans le plus épais des royalistes, et font tomber sous leurs coups un grand nombre de victimes avant de trouver la mort. Un de ces intrépides hussards, nommé Guillaume, dit le Téméraire, noir africain, est renversé avec son cheval qu'il croit mort; la crainte de tomber vivant au pouvoir de l'ennemi le porte à vouloir se brûler la cervelle. En ce moment, un Vendéen se présente, Téméraire l'ajuste et l'étend mort à ses pieds d'un

coup de pistolet ; l'explosion fait relever son cheval : Téméraire , sans perdre de temps , le monte lestement ; et se faisant jour avec son sabre dans un peloton de Vendéens , passe au milieu d'eux , et regagne son corps sans avoir reçu la plus légère blessure. Beysser força Montaigu sans poursuivre les royalistes , dont six cents venaient de perdre la vie dans cette affaire. Ceux qui échappèrent aux coups des vainqueurs allèrent chercher un asile plus sûr que celui d'où ils venaient d'être si cruellement chassés.

Les Vendéens , qui regardaient Montaigu comme une place importante , n'en voulurent pas laisser long-temps la possession aux troupes républicaines. Le 21 septembre , Charette et Bonchamp se mirent séparément en marche pour l'aller attaquer par les routes de Clisson et de Boussay , au moment où Beysser recevait l'ordre de l'évacuer , afin de renforcer les Mayençais vaincus à Torfou. Son corps se rassemblait pour le départ , quand on lui annonça qu'il s'avancait des troupes sur Montaigu. Il crut d'abord que c'était quelque renfort qui lui arrivait , et continua tranquillement le repas qu'il venait de commencer. Tout-à-coup il entend crier : *Aux armes*. Le commissaire Cavaignac , qui revenait des avant-postes , y avait essuyé une attaque des plus vives. Beysser rangea à la hâte quelques bataillons sous les murs de la ville ; c'était trop tard , tous les postes étaient forcés. En un moment le désordre devint général. En vain Beysser voulut leur opposer son artillerie. Les Vendéens , selon leur coutume , évitèrent le feu en se jetant promptement à terre , et se relevant aussi vite pour enlever des canons. C'était en ce moment qu'il aurait fallu les charger ; mais les chemins étaient impraticables , et la cavalerie , ayant refusé de donner , se débanda aussitôt. Bonchamp se porta au même instant sur la grande route , d'où il dirigea contre les républicains un feu terrible et bien nourri. Beysser , troublé , se mit à l'arrière-garde , et eut dans ce poste reculé une côte enfoncée. Les républicains presque tournés se crurent trahis. Dès-lors ce ne fut plus une retraite , mais une entière déroute. En vain , pour arrêter les fuyards , employa-t-on et menaces et prières : tout fut inutile. La ville devint le théâtre du plus affreux carnage ; les royalistes y passèrent tous les prisonniers au fil de l'épée. Charette , l'un des chefs les plus acharnés , poursuivit les républicains jusqu'à Aigrefeuille , et la nuit seule l'empêcha de se porter plus loin. Les fuyards , après avoir

abandonné leur artillerie et leurs bagages, coururent chercher leur sûreté sous les murs de Nantes.

MONTALBAN.

28 septembre 1792. — A peine les Français se montrèrent-ils sur le Var, que les troupes du Piémont évacuèrent à la hâte le comté de Nice; les milices furent licenciées, les campagnes demeurèrent ouvertes et les villes aussi. Le fort de Montalban avait cependant une garnison et paraissait devoir résister. Les magistrats de Nice conseillèrent au général Anselme de ne pas attaquer une forteresse si capable de résistance. Celui-ci ne s'en tient pas à leurs représentations, et ayant consulté ses grenadiers, meilleurs juges en cette matière, marche sur-le-champ au fort, somme le commandant qui, menacé d'une escalade, livre la place sans qu'on ait brûlé une amorce.

MONTEBALDO.

11 août 1796. — L'armée de Wurmser, forcée de quitter une première fois les rives du Mincio, d'où les armées françaises l'avaient chassée, se retira sur les hauteurs de la Corona et de Montebaldo. Masséna marcha contre cette position, l'enleva aux Autrichiens, leur prit sept pièces de canon, et fit quatre cents prisonniers.

13 janvier 1797. — Le général Alvinzi, qui commandait l'armée autrichienne dans le Tyrol, se présenta à la tête de ses troupes devant les positions du général Joubert, campé à Montebaldo. Leur attaque fut si vive dans les commencemens qu'ils enlevèrent une redoute aux Français; mais ils ne conservèrent pas long-temps leur avantage, car les cabaniers, qui se précipitèrent sur eux la baïonnette en avant, les forcèrent de se retirer, et firent sur eux cent dix prisonniers.

MONTEBELLO.

12 juin 1800. — Le premier printemps du dix-neuvième siècle fut marqué par les entreprises hardies du général Buonaparte, qui, descendant du sommet glacé des Alpes

Pennines, dans les plaines du Piémont et du Milanais, se trouva au centre des provinces que ses victoires avaient une fois conquises. Les places du Milanais n'opposèrent aucune résistance à son armée, les garnisons autrichiennes, chargées de leur défense, furent ses prisonnières; les magasins des impériaux furent enlevés; la république cisalpine reprit sa première existence, et ses citoyens armés veillèrent à la garde des villes reconquises. Ainsi la prudence du général français lui donnait les moyens de conserver ses conquêtes sans s'affaiblir, en même temps qu'il se réservait une armée pour combattre. Cependant que faisait alors le général Mélas? Il discutait gravement sur l'impossibilité de traverser les Alpes-Pennines, avec une armée de cinquante mille hommes, de l'artillerie et des munitions; il traitait de fables tous les rapports qui lui venaient des hautes Alpes, et se tourmentait vainement pour pénétrer en Provence par le Var. Néanmoins il prit Gênes par famine; c'était un succès, sans doute, mais bien précaire depuis que ses positions étaient prises à revers. Son embarras était même plus grand depuis qu'il était maître de Gênes, parce qu'il était obligé d'y laisser une très-forte garnison, et de conserver, vers les Alpes, plus de troupes pour surveiller les généraux Masséna et Suchet. Il est vrai qu'il avait plus de quatre-vingt mille combattans dans l'Italie antérieure; mais tous ces corps étaient dispersés, et il lui était assez difficile de les réunir pour en former une seule armée. Une partie était assez près de Gênes; une autre, vers les bouches du Tanaro, devait se joindre à la division du général Ott, sous les murs d'Alexandrie. Si les vallées profondes et étroites qui couvrent la Ligurie n'eussent contrarié le général Mélas, en l'obligeant à un long détour le long du Tanaro, peut-être aurait-il passé le Pô, entre Valence et Verue, et serait-il parvenu à transporter le théâtre de la guerre dans le Milanais; mais alors il se voyait forcé d'abandonner Ceva, Coni, Tortone, Alexandrie et même Turin, en même temps qu'il délaissait la division du général Ott, qui serait demeurée prisonnière. Aussi, il s'en tint au plan de réunir ses forces pour combattre les Français dans les superbes plaines qui s'étendent entre Alexandrie et Tortone, comptant que la supériorité de sa cavalerie devait lui assurer un plein succès. D'après ces dispositions, les divisions Kaim et Haddick se mirent en marche le 7 juin pour se rendre à Asti, où le général Mélas arriva bientôt : ce même jour le

général Ott se trouva à Rivalta di Scrivia. Le lendemain ils se portèrent à Casteggio, et poussèrent leurs avant-postes jusqu'à San-Julietta, où le général Mélas avait ordonné le rassemblement général de son armée. Cependant l'armée française occupait déjà Stradella, ce qui rendait la position du général Ott extrêmement hasardée. Le général Berthier mit à profit une faute commise par l'ennemi. Il ordonna au général Lannes, qu'il fit soutenir par la division Victor, de quitter la position de Brioni, et d'attaquer les Antrichiens. Pour enflammer le courage de ses guerriers, Buonaparte employa le moyen qui lui avait réussi tant de fois ; il leur adressa une proclamation conçue dans le sens de celles que César adressait à ses légions qu'il voulait encourager. « Soldats ! la plus grande partie du territoire du peuple ligurien était envahie, la république anéantie devenait le jouet du régime féodal : un de nos départemens était envahi, la consternation se répandait sur le midi de la France. Soldats ! vous marchez, et le territoire français est délivré ; la joie et l'espérance succèdent dans votre patrie à la crainte et à la consternation. Vous êtes dans la capitale de la république cisalpine. L'ennemi épouvanté n'aspire plus qu'à regagner ses frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve. Le premier acte de la campagne est terminé : des milliers d'hommes vous adressent leurs remerciemens. Mais aura-t-on impunément violé le territoire français ? Laissez-vous retourner en Allemagne l'armée qui porta l'alarme dans nos familles ? Vous courez aux armes ! Eh bien ! marchons à sa rencontre, opposons-nous à sa retraite, arrachons-lui les lauriers dont elle s'est parée ! Apprenons au monde qu'une fatale malédiction tombe sur les insensés qui osent insulter le territoire de la grande nation. Le résultat de nos efforts sera gloire sans nuage, et paix solide. » Le jour paraissait à peine le 12 juin, que le général Lannes, à la tête de l'avant-garde française, rencontra les avant-postes ennemis à Sainte-Giulietta, et repoussa les Antrichiens jusqu'à Rivetta. L'ennemi l'occupait en force avec beaucoup d'artillerie. Deux bataillons de la sixième légère se portèrent sur la droite pour tourner l'artillerie ennemie, tandis qu'un bataillon de la quarantième de ligne, afin de tourner le bourg de Casteggio, s'emparait des hauteurs qui le dominaient. La droite de l'ennemi chercha à déborder ce corps. Le général Watrin traverse la Scrivia au moment où l'avant-garde française était

attaquée par six bataillons autrichiens de troupes fraîches. La cavalerie impériale, forte de son grand nombre, et profitant de l'avantage que lui offrait une plaine immense, chargea les onzième et douzième de hussards. Ceux-ci chargent à leur tour; le choc fut terrible, et le carnage affreux. Pendant deux heures, la fortune se déclara toujours pour les Autrichiens; mais le général Victor, arrivant avec la réserve, fit changer en un instant la face des affaires. Tous les corps s'ébranlent à-la-fois, la même impulsion semble les diriger: ils chargent ensemble l'ennemi, qui hésite, chancelle et fuit en désordre comme devant un torrent qui l'entraîne. Des blés élevés empêchaient qu'on ne se distinguât bien clairement; on courait les uns sur les autres sans connaître les terribles baïonnettes qui se croisaient, et portaient de tous côtés une mort prompte et certaine. La valeur impétueuse des Français triompha de la tranquille constance des Allemands: ces derniers plièrent, ne pouvant plus résister aux troupes qui s'acharnaient sur eux. La mitraille, tirée à bout portant, augmente leur désordre, ils précipitent leur fuite, et, après une déroute complète, ils se retirent à la hâte sur Voghera. Cette bataille dura depuis onze heures du matin jusqu'à huit heures du soir, et l'on peut dire que pendant tout ce temps les jeunes conscrits disputèrent la palme du courage et de l'intrépidité aux vieux soldats. Le douzième régiment de hussards chargea tour-à-tour la cavalerie et l'infanterie ennemies. L'artillerie de la garde consulaire, marchant toujours en avant de l'infanterie, se fit remarquer par la justesse de ses opérations, et mérita les plus grands éloges par sa manière de combattre avec une précision qui caractérise le sang-froid uni à la valeur. La perte des ennemis fut considérable: outre le grand nombre de morts qu'ils laissèrent sur le champ de bataille, on leur fit cinq mille prisonniers, et on leur enleva six pièces de canon. Plusieurs de leurs généraux furent blessés, et une quantité considérable de soldats furent mis hors de combat. Toutes ces pertes, essuyées en un seul jour, et les affaires précédentes, dans lesquelles le sort des combats ne leur avait pas été plus favorable, les mirent en état de juger du courage et de la vigueur des Français, et durent apprendre au général Mélas quelles troupes il avait à combattre.

MONTE-COCCAZA.

Août 1806. — Lorsque Joseph Buonaparte monta sur le trône de Naples en 1805, les princes dépouillés n'osèrent point le combattre en personne, et n'envoyèrent pas même des troupes régulières pour s'opposer à la marche de son armée; ils trouvèrent plus commode d'exciter à la rebellion les peuples de la Calabre, gens faciles à soulever, et grands amateurs de brigandages. Les Anglais, envoyant des vaisseaux louvoyer sur les parages de cette province, donnèrent de la hardiesse à ces troupes meurtrières, et les encouragèrent à l'insurrection; quelques-uns de leurs vaisseaux entrèrent même dans le port d'Amantea, l'un des foyers de la rebellion. Cependant, à la vue des troupes que commandait le général Verdier, les Anglais se retirèrent, ne jugeant pas à propos d'attendre des troupes dont ils avaient éprouvé la valeur. Verdier divisa sa troupe en trois colonnes, et marcha sur une troupe d'environ mille rebelles, campés dans la plaine de Monte-Coccaza; il les défit, tailla en pièces tout ce qu'il lui fut possible d'atteindre, et poursuivit le reste, qui chercha en vain à lui échapper en cherchant un asile dans les vaisseaux anglais. Ceux-ci, levant la croisière, ne regurent que les chefs: le reste des insurgés fut fait prisonnier. Ceux de ces bandits qui s'échappèrent, n'osant plus se réunir en troupes, se retirèrent dans les bois ou sur les montagnes, et n'osèrent plus quitter le lieu de leur retraite, de crainte d'être pris, et d'attirer sur eux la vengeance publique, qui leur destinait déjà le supplice que méritent des sujets rebelles, et qu'ils ne pouvaient éviter qu'en déroband à l'œil vigilant de la justice les lieux qui les recélaient.

MONTE-DI-SAVARO.

2 mars 1797. — Au moment où le général Joubert déployait dans l'attaque du Tyrol toutes les ressources du talent militaire dont il avait donné des preuves éclatantes, il ordonna au général Belliard de se porter sur Monte-di-Savaro, et d'y attaquer un corps d'ennemis qui occupait cette position. L'attaque réussit parfaitement; les Français s'y présentèrent avec cette intrépidité qui caractérise leur bravoure. Les impériaux,

chassés du poste important de Monte-di-Savaro, se retirèrent avec perte et se laissèrent enlever un drapeau.

MONTEILLA.

20 avril 1794. — A la fin de la campagne de 1793, l'armée des Pyrénées-Orientales se retira, pour passer l'hiver, sous les murs de l'erpignan, et s'y maintint pendant la durée de la mauvaise saison. Le général Dugommier fut chargé du commandement de cette armée, parce que le mauvais état de la santé du général Dagobert ne lui permit pas de le garder plus long-temps. Cependant Dagobert, pour disposer des momens que lui laissaient encore ses forces, continua de commander une division qui ouvrit la campagne par l'attaque d'une redoute que les Espagnols paraissaient avoir placée dans une position inexpugnable, à Monteilla. Mais quelle redoute assez forte pouvait arrêter les Français? Ils se portent avec impétuosité sur celle de Monteilla, y attaquent les Espagnols, les mettent en déroute et leur enlèvent sept canons. Ce succès fut d'autant plus glorieux pour le général Dagobert, qu'il n'avait consulté que son courage et ses talens pour courir les risques d'une bataille, au moment où ses forces épuisées et sa santé défaillante semblaient lui montrer le tombeau ouvert sous ses pas; mais, incapable de céder à la nature, il voulut consacrer à la défense de son pays les derniers momens d'une vie glorieuse dont toutes les époques avaient été marquées par des succès.

MONTELMART.

2 avril 1815. — Un grand nombre de Marseillais avaient pris les armes et s'étaient mis sous les ordres du duc d'Angoulême, qui commandait en outre quelques régimens de ligne, et notamment le dixième; ils se dirigèrent sur Montélimart, dans l'intention de surprendre cette ville. Les habitans de la Drôme, qui ne s'attendaient pas à cette attaque imprévue, firent sur-le-champ sonner le toccin pour se mettre en état de la repousser. Six cents hommes de garde nationale se réunirent sous les ordres du général Debelle, et s'avancèrent contre le duc d'Angoulême. L'attaque commença des deux côtés avec vigueur; les Marseillais, après une perte de trente hommes tués ou blessés, se repliaient et semblaient se

disposer à la retraite, lorsqu'un bataillon du dixième s'avança sur le pont, sous les ordres du général d'Ambrugeac. Le général Debelle et ses troupes crurent apercevoir le drapeau tricolore arboré dans leurs rangs, et marchaient pour fraterniser avec eux; mais ils furent accueillis par une décharge de ce bataillon, qui les maltraita beaucoup. Les troupes du duc d'Angoulême passèrent le pont; et, profitant de l'avantage que leur donnait la retraite du général Debelle, elles entrèrent à Valence. Le général Grouchy, ayant eu connaissance de cet événement, fit aussitôt partir de Lyon le lieutenant-général Piré, à la tête d'un détachement de garde nationale et du sixième régiment d'infanterie légère. D'autres gardes nationales marchaient de divers points contre les insurgés du midi; et le général Lasalcette envoya contre eux, de Grenoble, une colonne de garde nationale, qui eut ordre de se diriger sur Saint-Macellin afin de les prendre en flanc. Ne pouvant résister à des troupes si supérieures en nombre, le duc d'Angoulême prit le parti de la retraite, abandonna Valence et se dirigea sur Montélimart, où il voulait repousser l'ennemi qui le poursuivait vivement. Mais, attaqué dans ce poste par une colonne de gardes nationales de la Drôme, il abandonna la ville et repassa la Drôme; de là il se porta au pont Saint-Esprit, où il se fortifia sur la rive gauche du Rhône, et fit toutes ses dispositions pour s'y maintenir, jusqu'à ce qu'il reçut des renforts qu'il attendait de Marseille.

MONTENOTTE.

9, 10 et 11 avril 1796. — Les Français; glorieux des victoires qu'ils avaient remportées et du succès de leurs armes dans la Belgique, en Hollande et en Espagne, n'avaient point encore osé aspirer à la conquête de l'Italie. Cependant ils avaient déjà franchi les Alpes; mais leurs généraux craignaient d'attaquer le roi de Sardaigne au milieu de ses forteresses, et de porter les premiers coups à l'Autriche, qui se trouvait plus près du centre de sa vaste domination. Une autre crainte semblait les retenir; le souvenir d'anciens événements malheureux leur faisait envisager ces contrées comme un pays funeste aux armées françaises, et ils ne se rappelaient pas sans une espèce de terreur que l'Italie avait été autrefois le tombeau de tant de braves, que la nation française s'enorgueillissait

d'avoir produits. Il était réservé à un jeune officier d'artillerie de concevoir et d'exécuter un plan de conquête de cette belle contrée.

Buonaparte calculait avec exactitude, et développait avec feu le projet favori auquel son génie s'était attaché. Les dépositaires de l'autorité eurent besoin de son bras et lui durent leur existence. La récompense qu'il demanda fut l'honneur de commander l'armée d'Italie : il l'obtint ; il avait vingt-six ans. Schérer, livré à l'inaction depuis la victoire qu'il avait remportée à Loano, rendait nuls les avantages qu'il en avait retirés : son armée se consumait depuis plusieurs mois sur un territoire stérile. Oubliés de leur patrie, les soldats ne se montraient redoutables qu'à quelques bourgades piémontaises ou gènoises. Le nouveau général ne trouva le moyen d'apaiser leurs souffrances qu'en les conduisant à de nouvelles victoires ; il vit que la diligence et la vivacité pouvaient seules obtenir des succès. *J'ai assez, disait-il, si nous sommes vainqueurs ; j'en aurai trop si nous sommes vaincus.* L'armée d'Italie, accrue de l'armée victorieuse qui arrivait d'Espagne, était très-inférieure en nombre aux armées que la coalition avait mises en mouvement au-delà des Alpes. Le roi de Sardaigne et l'Autriche voyaient bien le danger qu'ils avaient à craindre ; mais le pape et le roi de Naples n'étaient pas encore prêts. L'Autriche ne cessait de presser ses alliés de fournir les secours qu'ils avaient promis. Un corps de cavalerie napolitaine, parfaitement équipé, avait joint auprès de Milan l'armée autrichienne. Le général Colli, à la tête d'une armée de cinquante mille Piémontais, devait agir conjointement avec Beaulieu, qui commandait quarante-cinq mille Allemands. Ces forces, il est vrai, n'étaient pas encore rassemblées ; la plus grande partie était occupée à défendre les forteresses du Piémont et différents points sur les Alpes. Beaulieu, plus audacieux et plus actif que la plupart des généraux autrichiens, se plaisait à préparer contre ses ennemis des attaques impétueuses et bien masquées. Il regardait comme une entreprise qui ne présentait aucune difficulté, le projet de chasser les Français des conquêtes qu'ils avaient faites dans l'état de Gènes, et se persuadait qu'il les forcerait sans peine à repasser les Alpes. Espérant à son tour descendre de ces montagnes, fondre sur le comté de Nice, et pénétrer en conquérant dans la Provence, il n'attend point l'accomplissement des promesses que l'Autriche lui a faites, et qu'elle

lui ait envoyé tous les renforts dont elle peut disposer, en vertu d'un armistice conclu sur le Rhin. L'armée piémontaise s'apprête seulement à seconder ses mouvemens. Il était maître de tous les débouchés et des hauteurs des Alpes qui dominent la rivière de Gênes. Les Français avaient leur droite appuyée sur Savone, leur gauche sur Montenotte, et deux demi-brigades, fort avant de leur droite à Voltri, étaient placées à six lieues de Savone et à trois de Gênes. Le 9 avril Beaulieu se présente devant Voltri, que le général Ceva défendait avec trois mille hommes. L'attaque des Autrichiens est soutenue avec intrépidité; mais ce combat inégal, où les troupes françaises déploieront une rare valeur, força le général Ceva à se replier pendant la nuit sur la Madone de Savone, où Buonaparte avait placé, pour le soutenir, quinze cents hommes sur les avenues de Sospello et les hauteurs de Varaggio. Le lendemain une attaque générale est dirigée en même temps contre tous les postes français. Dès quatre heures du matin Beaulieu, qui réunit toute la fougue d'un jeune homme à l'expérience d'un vieux capitaine, culbute toutes les positions sur lesquelles s'appuyait le centre de l'armée française. A cette attaque impétueuse Buonaparte oppose toutes les ressources du génie; il rassemble ses corps d'élite pour tourner l'ennemi, ne fait rien précipitamment, et dissimule ses moyens d'attaque et de défense. Plusieurs redoutes des Français sont emportées. A une heure après midi, Beaulieu s'avance sur celle de Montenotte, défendue par le chef de brigade Rampon, à la tête de quinze cents hommes. Quinze mille Autrichiens, commandés par Beaulieu en personne, s'acharnent en vain jusqu'à la nuit à l'attaquer ce poste. L'intrépide Rampon avait reçu de ses braves soldats le serment de mourir jusqu'au dernier, avant de souffrir que l'ennemi y pénétrât. Après avoir porté la mort dans les rangs des Austro-Sardes, par la vivacité de leur feu qui en abattait de longues files, ils voient les Autrichiens à la portée du pistolet; en ce moment ils renouvellent leur serment : *Mourons tous dans la redoute!* s'écrient-ils. Ils ne craignent point de manquer de poudre; leurs baïonnettes sont avec eux. Buonaparte, qui n'avait pas compté vainement sur cette troupe de braves, met à profit leur valeureuse résistance, et développe tout son plan de bataille. Pendant que cette redoute était si vaillamment défendue, deux divisions françaises descendent en hâte du sommet des montagnes : l'une, sous le commandement du

général Laharpe, tourne la redoute; et Buonaparte, partant à minuit d'Altaré, porte les troupes de sa gauche et de son centre sur les flancs et les derrières des Autrichiens. Le 11, au lever de l'aurore, Laharpe fond sur les Autrichiens, qui attaquaient la redoute; il les taille en pièces et les met en fuite; Masséna attaque les Piémontais, qui venaient au secours de Beaulieu, divisés en deux corps, sous le commandement des généraux Argenteau et Roccavina; ils sont battus et contraints de se retirer. Les Autrichiens, coupés d'avec les Sardes, ne peuvent plus soutenir l'effort des troupes françaises, qui font céder tous les corps ennemis à leur valeur. Les généraux Argenteau et Roccavina sont blessés; on les emporte du champ de bataille, et la déroute des ennemis est complète sur tous les points. Cette première victoire de Buonaparte releva l'éclat des armes françaises en Italie, et eut les plus brillants résultats. Plusieurs drapeaux enlevés, quinze cents ennemis laissés sur la place et deux mille prisonniers en furent les trophées.

Cette bataille prit son nom du village de Montenotte, à une lieue environ de Montelezimo, où elle se livra; il était juste d'immortaliser la belle défense du général de brigade Rampon et le courage des braves qu'il commandait, en donnant à cette bataille le nom du lieu qui avait été le théâtre du plus bel exploit de cette brillante journée.

MONTEREAU.

18 février 1814. — Le général Château arriva devant Montereau le 18 à dix heures du matin; mais dès neuf heures le général Bianchi avait pris position avec deux divisions autrichiennes et une division wurtembourgeoise sur les hauteurs en avant de Montereau, couvrant ainsi les ponts et la ville. Le général Château l'attaqua; mais, comme il n'était pas soutenu par les autres divisions du corps d'armée, il ne tarda pas à être repoussé. Cependant le général Gérard soutint le combat pendant toute la matinée. Napoléon s'y porta au galop et fit attaquer le plateau à deux heures après midi. Le général Pajol, qui marchait par la route de Melun, arriva sur ces entrefaites, chargea l'ennemi, le culbuta et le jeta dans la Seine et dans l'Yonne. Les chasseurs du septième régiment débouchèrent sur les ponts que la mitraille de plus de soixante pièces de canon empêcha de faire sauter, et les Français obtinrent en

même temps le double résultat de passer les ponts au pas de charge, de prendre quatre mille hommes, quatre drapeaux, six pièces de canon, et de tuer quatre à cinq mille hommes à l'ennemi. Il fut repoussé dans toutes les directions, et l'armée française défila sur les ponts. Les habitans de Monfereau ne restèrent pas oisifs; des coups de fusil tirés des fenêtres augmentèrent les embarras de l'ennemi, et parmi le grand nombre des prisonniers se trouva le colonel du régiment de Colloredo, qui fut pris avec son état-major et son drapeau. Dans cette journée les Français eurent à regretter la perte du général Château, blessé mortellement à la tête des troupes sur le pont de Montereau.

MONTESEMO.

16 avril 1796. — Les Piémontais avaient établi des redoutes à Monteseino, pour intercepter les communications entre les différens corps de l'armée française. Le général Angereau les attaqua et les força; cette opération importante, dans la situation où se trouvait l'armée d'Italie, ouvrait ses communications avec la vallée du Tanaro et la division du général Serrurier.

MONTFORT.

16 janvier 1795. — Pichegru se rendit maître, pendant l'hiver de cette année, de toute la Hollande, dont les glaces lui facilitèrent la conquête. Les troupes françaises prirent possession de Montfort le 16 janvier.

Cette ville fortifiée des Pays-Bas hollandais, avait été élevée pour servir de boulevard à la province de Hollande, dont les Français, en 1672, avaient démoli le château, après le siège qu'ils en avaient fait. En cette occasion elle se rendit, non à la vigueur des attaques, mais à l'audace des soldats, qui, loin de se laisser abattre par les rigueurs d'un hiver des plus durs, s'élancèrent sur les glaces, comme sur un pont que la Providence leur offrait, pour conquérir un pays qui ne trouvait sa défense que dans les digues, les canaux et l'immense quantité des eaux qui l'environnaient de toutes parts.

MONT - GENÈVRE.

27 août 1793. — Les passages du mont Genève, gardés

par les soldats de la république française, furent attaqués le 27 août par les Piémontais qui tentèrent de les forcer; formés en quatre colonnes composant quatre mille hommes, ils hasardèrent une attaque bien conçue, à la vérité, mais si mal exécutée que la valeur de huit cents républicains la fit échouer. Tous leurs efforts n'aboutirent qu'à leur prouver que les Français ne cédaient pas aisément la victoire, et ils furent obligés de se retirer sans emporter d'autre fruit de leur entreprise, que la honte de n'avoir pu l'exécuter. Ces combats de détail fournissaient à nos guerriers des occasions de se former aux commandemens partiels, et des actions d'éclat distinguaient ceux que leur valeur ou leurs talens destinaient à conduire leurs compagnons d'armes dans le chemin de la gloire. Un sous-officier nommé Janeira délivra seul vingt-trois volontaires que trente Piémontais emmenaient prisonniers; embusqué sur leur passage, dès qu'il les voit, il s'écrie d'une voix formidable; *A moi, chasseurs, délivrons nos camarades!* Les Piémontais, croyant voir tomber sur eux un bataillon de chasseurs, sont saisis d'étonnement, et se laissent désarmer par leurs prisonniers. Un vétérana nommé Balason, qui comptait près de cinquante ans de service, et qui avait été élevé au grade de commandant de bataillon, arrête avec dix hommes seulement, une colonne ennemie de six cents hommes, au passage d'un défilé étroit, et réussit à la contenir jusqu'à ce qu'un renfort considérable se joignant à lui, la force à retrograder. C'était par ces actions de bravoure et de courage que les soldats de ces armées préludaient aux prodiges que les armées d'Italie devaient bientôt opérer, et qui élevèrent dans ces contrées la réputation des armes françaises au plus haut point de gloire qu'il fût possible d'atteindre.

MONTMÉDI.

31 août 1792. — Vingt-sept mille Autrichiens, commandés par M. de Clairfait, investirent la forteresse de Montmédi dans la journée du 31 août. Déjà, par l'ordre du général, on avait fabriqué les grils pour tirer sur la place à boulets rouges, lorsque la prise de Longwy et de Verdun, par les Prussiens, lui fit prendre la résolution d'avancer dans l'intérieur de la France, laissant devant Montmédi trois mille hommes pour en former le blocus. Le général Ligniville, dans la vue d'affaiblir l'ennemi, fit de fréquentes sorties, et eut toujours

le bonheur de réussir dans ses entreprises, soit qu'il voulût enlever des vivres sous les yeux de l'ennemi, pour ménager les approvisionnemens de siège; soit qu'il tentât de faire lever le camp aux troupes qui le bloquaient. Pendant sept semaines la garnison de Montmédi suffit à sa défense; mais tous ses efforts ne purent parvenir à éloigner des murs de la ville un ennemi dont les forces étaient toujours alimentées par de nouveaux renforts; la victoire de Valmy et la retraite des Prussiens décidèrent de son sort. Les habitans recueillirent alors le fruit de leur glorieuse persévérance, et de leur attachement à la patrie, et les troupes jouirent de la gloire d'avoir résisté aux forces supérieures d'un ennemi puissant, et d'avoir conservé à la France une forteresse intéressante pour la défense de ses places du nord.

MONTMÉLIAN.

17 février 1814. — Le général Desaix, après avoir lancé quelques obus sur les batteries ennemies, fit sommer le commandant de la ville de Montmélian de rendre la place. Celui-ci demanda deux heures pour sa réponse, elle fut : que la place ne se rendrait qu'autant qu'elle serait attaquée sur les flancs; mais peu d'heures après il se décida à évacuer la ville, et le général Desaix entra dans la place.

MONTMIRAIL.

11 février 1814. — Napoléon, parti de Champ-Aubert après la journée du 10 février, poussa un corps sur Châlons pour contenir les colonnes ennemies qui s'étaient jetées de ce côté. Avec le reste de son armée, il prit la route de Montmirail, où il arriva le 11, à dix heures du matin. Le général Nansouty était en position avec la cavalerie de la garde, et contenait l'armée du général Saken, qui commençait à se présenter. Instruit du désastre de l'armée russe à Champ-Aubert, ce général avait quitté la Ferté-sous-Jouarre le 10, à neuf heures du soir, et marché toute la nuit. Le général Yorck avait également quitté Château-Thierry. Il commençait à se former, et tout présageait la bataille de Montmirail. Napoléon ordonna au prince de la Moskwa de garnir le village de Marchais, par où l'ennemi paraissait vouloir déboucher : ce village fut défendu par la division du général

Ricart, avec une rare constance; il fut pris et repris plusieurs fois dans la journée.

Après avoir disposé ses troupes, Napoléon ordonna au général Friant de marcher avec quatre bataillons sur la ferme de l'Épine-au-Bois, qui était la clef de la position, et de l'enlever. Le duc de Trévise, avec six bataillons de la vieille garde, se porta sur la droite de l'attaque du général Friant. L'ennemi, qui sentait que de la position de la ferme de l'Épine dépendait le succès de la journée, y avait placé quarante pièces de canon; il avait garni les haies d'un triple rang de tirailleurs, et formé en arrière des masses d'infanterie. Cependant, pour rendre cette attaque plus facile, Napoléon fit faire plusieurs mouvemens qui engagèrent l'ennemi à dégarnir son centre : alors le général Friant s'élança sur la ferme avec ses quatre bataillons. Ils abordèrent au pas de course et jetèrent la consternation parmi les ennemis : les tirailleurs se retirèrent épouvantés sur les masses qui furent attaquées. L'artillerie cessa de jouer; la fusillade devint effroyable et le succès était balancé. Mais au même moment le général Guyot, à la tête du premier régiment de lanciers, des vieux dragons et des vieux grenadiers de la garde qui défilaient sur la gauche en poussant ces cris précurseurs de la victoire, passa à la droite de la ferme. Ils se jetèrent sur les derrières des masses d'infanterie, les rompirent, les mirent en désordre, et tuèrent tout ce qui ne fut pas fait prisonnier. L'ennemi, enfoncé de toutes parts, se trouva dans une déroute complète. Le duc de Trévise, avec six bataillons du général Michel, la division des gardes d'honneur, le général Bertrand et le maréchal duc de Dantzick, à la tête des deux bataillons de la vieille garde, achevèrent sa défaite. Il fit des pertes immenses en hommes, bagages et munitions, et en moins d'un quart-d'heure un profond silence succéda au bruit du canon et d'une épouvantable fusillade.

MONT SAINT-JEAN. Voyez WATERLOO.

MONT SAINT-PÉLERIN.

29 avril 1794. — Les succès les plus brillans marquèrent les commencemens de la campagne en Italie. Le 29 avril, le général Serrurier emporta la forte position du mont Saint-

Pélerin, situé entre l'état de Gênes et la Savoie, position d'autant plus importante qu'elle servait d'appui au camp des sources et de Rauss, que les Piémontais furent forcés d'évacuer du moment qu'ils eurent perdu ce qui en faisait la principale défense.

MONT SERRAT.

24 juin 1811. — Après la prise de Tarragone, et la destruction du fort de Berga, le maréchal Suchet se porta sur le mont Serrat, qui était le dépôt général et le magasin central des Espagnols, et que commandait le marquis d'Ayrolas. Ce général, persuadé que les Français n'auraient pas l'audace de l'attaquer dans une position si forte (ce qu'il regardait comme une imprudence), resta dans une parfaite sécurité. Mais le maréchal Suchet, qui commandait à des Français, et savait que rien n'était impossible à leur courage, se porta, dans la nuit du 24 sur Bruch, avec les brigades des généraux Abbé et Montmarie, où il se renforça d'un détachement de la garnison de Barcelonne, commandé par le général Maurice Mathieu : de là il fit attaquer trois redoutes placées au pied de la montagne, et qui couvraient l'entrée du défilé. Un seul élan des Français, qui se précipitèrent la baïonnette en avant, les rendit maîtres de ces redoutes. Aussitôt le général Abbé se porta en avant dans le défilé avec le premier d'infanterie, le cent quatorzième de ligne et une compagnie de sapeurs. Ce fut alors que ces braves troupes eurent à lutter contre des difficultés presque insurmontables ; elles s'avançaient à travers un chemin long et pénible, qui serpente sur le flanc d'une montagne escarpée, difficile et dangereux à-la-fois, par des retranchemens, des coupures, des redoutes placées sur des rochers impraticables, où le canon avait été hissé à plus de cinquante pieds de hauteur. Tous les ouvrages fortifiés par la nature et par l'art, défendaient l'approche du couvent. Les Espagnols, voyant la tentative hardie des Français, font un feu épouvantable de tous les sommets de la montagne, où ils avaient été postés. Déjà le général Abbé s'était approché des redoutes, il renvoie aussitôt à la course deux compagnies d'élite qui ne tardent pas à arriver sous le rocher de la première batterie ; les Espagnols font rouler sur eux des pierres et d'énormes quartiers de roche : ils n'en sont point ébranlés. Avec une constance

admirable, ces braves voltigeurs grimpent l'escarpement, arrivent aux embrasures, se jettent sur leurs ennemis qui perdent contenance, et prennent la fuite, en abandonnant leur batterie et un nombre assez considérable de morts. Sans perdre de temps, les Français tournent le canon qu'ils viennent d'enlever contre la seconde batterie, tandis que le chef de bataillon Erhard marche sur cette seconde batterie avec un bataillon d'élite, attaque de front et tourne en même temps l'ouvrage, qui, comme le premier est bientôt enlevé à la baïonnette. Mais restait encore un fort retranchement armé d'une troisième batterie, en avant du couvent, et cet ouvrage présentait les plus grands obstacles à une attaque de front. Comment était-il possible d'enlever cette position où l'ennemi avait réuni la plus grande partie de ses forces? Comment oserait-on s'avancer contre une batterie qui devait écraser tout ce qui se présenterait? Il ne fallait pas moins d'un prodige : cinquante voltigeurs s'en chargèrent, et ce n'est pas le premier dont les Français effrayèrent leurs ennemis. Ces braves voltigeurs, par une audace plus que téméraire, gravirent à travers les fentes de ces rochers impraticables (s'ils n'en avaient vaincu les difficultés), et parurent aux regards étonnés des Français, et des Espagnols consternés, sur la cime des aiguilles dont la montagne est hérissée; de là ils dominaient toutes les positions, et plongeaient sur tout l'intérieur du couvent et des retranchemens. Epouvantés par cette audace, les Espagnols abandonnent le couvent; ils se précipitent avec leur général, le marquis d'Ayrolas, dans des ravins et des sentiers impénétrables, où il eût été dangereux et inutile de les poursuivre : mais ils laissèrent au pouvoir des Français, qui s'emparèrent aussitôt du couvent et des treize ermitages, quelques officiers et plusieurs soldats prisonniers, deux drapeaux, dix bouches à feu de gros calibre, un million de cartouches, une immense quantité de munitions, d'habillemens et de vivres. Honneur et victoire aux braves soldats, pour qui la nature, l'art et le nombre n'ont point d'obstacles insurmontables!

MONT THABOR.

1799. — Au moment où le général Buonaparte se trouvait devant Acre, une armée considérable de Syriens et de Samaritains s'était réunie dans la plaine d'Edreïon en Palestine.

On y comptait dix-huit mille combattans, dont l'audace était fortifiée par les discours de Djezzar pacha, qui leur avait fait croire que l'armée française n'était qu'une poignée de soldats dépourvue d'artillerie. A cette idée se joignait le désordre qui règne parmi ces masses mal organisées, qui ne connaissent qu'imparfaitement leur nombre, et estiment assez mal leurs forces, quand il s'agit de combattre des Européens soumis à une discipline régulière, et toujours aussi courageux que braves. Ces barbares, déjà battus deux fois, continuaient de s'amasser dans cette plaine, croyant bientôt aller forcer les Français à lever le siège d'Acre. Buonaparte, reconnaissant les inconveniens d'une bataille sous les murs de cette ville, se décida à faire attaquer l'ennemi sur tous les points, pour l'obliger à repasser le Jourdain. Le 13 avril, le général Murat, parti d'Acre avec mille hommes d'infanterie, et un régiment de cavalerie, reçoit l'ordre de marcher à grandes journées sur le Pont-de-Jacob, de s'en rendre maître, de prendre à revers l'ennemi qui bloquait Safet, et de se réunir ensuite avec toute la célérité possible au général Kléber, qui devait avoir en présence des forces considérables. Le général Kléber avait prévu qu'il partirait le 14, pour tourner l'ennemi dans sa position de Fouli et de Tabarie, le surprendre et l'attaquer de nuit dans son camp. Buonaparte, suivi de la division Bon, et de huit pièces d'artillerie, part le 15 avril, laissant devant Acre les divisions Régnier et Lannes. Le 17, au point du jour, il marche sur Fouli, en arrivant par les gorges qui tournent les montagnes que l'artillerie ne peut traverser. A neuf heures du matin, parvenu aux dernières hauteurs de Fouli et du mont Thabor, il aperçoit à environ trois lieues de distance, la division Kléber qui était aux prises avec l'ennemi. L'armée turque paraissait composée de vingt-cinq mille hommes qui se battaient contre deux mille Français. Il aperçoit en outre le camp des Mameloucks, placé à-peu-près deux lieues en arrière du champ de bataille, au pied des montagnes de Naplouse. A l'instant il fait former trois carrés, deux d'infanterie et un de cavalerie; il fait ses dispositions pour tourner l'ennemi à une grande distance, dans le dessein de lui couper la retraite sur Jenny, où étaient ses magasins, de le séparer de son camp, et de le repousser jusque sur le Jourdain, où il serait coupé par le général Murat. Le camp des Mameloucks fut attaqué par la cavalerie aux ordres de l'adjudant-général

Leturcq, qui marcha sur eux avec deux pièces d'artillerie légère, et les deux colonnes d'infanterie manœuvrent de manière à tourner l'ennemi. Le général Kléber avait quitté son camp de Safarie, après avoir reçu des munitions, quatre pièces de canon, et un renfort de cavalerie, et s'était porté vers le bazar, dans l'intention d'attaquer l'ennemi, le 17 avant le jour, et quelle que pût être sa force. Mais, égaré par ses guides, retardé par la difficulté des chemins qu'il avait rencontrés, il n'avait pu arriver avant le lever du soleil, de sorte que l'ennemi, prévenu par ses avant-postes de la hauteur d'Harmonn, avait eu le temps de monter à cheval. Le général Kléber avait formé deux carrés d'infanterie : quelques ruines servaient de dépôt pour son ambulance. L'ennemi occupait le village de Fouly avec l'infanterie napoléonaise, et deux petites pièces de canon portées à dos de chameau. La division Kléber se trouvait environnée de toute la cavalerie ennemie, formée de vingt-cinq mille hommes ; plusieurs fois cette troupe nombreuse avait chargé les soldats français, mais toujours sans succès. Le feu de la mousqueterie et la mitraille de la division avait repoussé les barbares, que la valeur et le sang-froid imperturbable de ce petit nombre de braves intimidait. Cependant Buonaparte, arrivé à une demi-lieue de distance du général Kléber, fait marcher le général Rampon à la tête de la trente-deuxième, pour dégager la division Kléber, en prenant l'ennemi à dos et en flanc. Il donne ordre au général Vial de se diriger avec la dix-huitième sur le village de Noures, pour forcer l'ennemi à se jeter dans le Jourdain, et il commande aux guides à pied de courir précipitamment vers Jenny, afin que la retraite de l'ennemi se trouve coupée sur ce point. Au moment où toutes ces colonnes prenaient leur direction, Buonaparte fait tirer un coup de canon de douze. Kléber, averti par ce signal, quitte la défensive : il attaque et enlève à la baïonnette le village de Fouly, passe au fil de l'épée tout ce qu'il rencontre, et continue sa marche au pas de charge sur la cavalerie. Le général Rampon se joint à lui pour charger ce corps, qui est mis en fuite, et coupé vers les montagnes de Naplouse par la division du général Vial, pendant que les guides à pied fusillent les Arabes qui se sauvent vers le Jourdain. Le désordre se met dans tous les rangs, l'ennemi ne sait quel parti prendre ; coupé de tous côtés, séparé de son camp, de ses magasins, entouré de toutes parts, il se

réfugie derrière le Thabor, et gagné, pendant la nuit, dans le plus grand désordre, le pont d'El-Mékanié : un grand nombre de ceux qui cherchent à passer le Jourdain à gué se noient dans ce fleuve. Le même succès avait couronné les efforts du général Murat ; il avait chassé les Turcs du Pont-de-Jacoob, surpris le fils du gouverneur de Damas, enlevé son camp, et fait périr par le fer ou par le feu tout ce que la fuite n'avait pas dérobé à la fureur de ses soldats. Saffet avait été débloqué, et l'ennemi poursuivi sur le chemin de Damas pendant plusieurs lieues. La colonne de cavalerie que commandait l'adjudant-général Leturcq avait surpris le camp des Mameloucks, et leur avait enlevé cinq cents chameaux. Un grand nombre d'hommes avaient été tués, et l'on avait fait deux cents cinquante prisonniers. L'armée bivouaqua le 17 au mont Thabor. C'est de ce point qu'il fut expédié l'ordre aux différens corps de l'armée française qui occupaient depuis Tyr et Césarée, jusqu'aux cataractes du Nil et aux ruines d'Arsoë, sur les bords de la mer Rouge. Le lendemain le général Murat, après avoir approvisionné Saffet, marcha sur Tabarié, et s'empara des munitions de guerre et de bouche que l'ennemi avait abandonnées. Les vivres qu'on trouva dans ces magasins auraient suffi pour approvisionner et nourrir l'armée pendant un an. La bataille d'Edrelon ou du mont Thabor fut des plus glorieuses pour les armes françaises. Vingt-cinq mille hommes de cavalerie, et dix mille d'infanterie y furent défaits par quatre mille Français, qui s'emparèrent de tous les magasins de l'ennemi, de son camp, et le forcèrent de se retirer dans le plus grand désordre, et de chercher sa sûreté dans les murs de Damas. Il perdit dans cette journée cinq mille hommes, suivant ses propres rapports. Il ne pouvait comprendre qu'au même moment, il eût été battu sur une ligne de neuf lieues ; tant ces peuples barbares ont peu d'idée des mouvemens combinés de plusieurs corps d'armée, dirigés et conduits par un seul et même chef.

MONZANBANO.

26 décembre 1800. — Les armées françaises se trouvèrent en 1800 sur les bords du Mincio, que les victoires de Bonaparte avaient naguère illustrés. Le général Brune commandait cette nouvelle armée d'Italie, qui s'enorgueillissait

d'obéir à un des braves, qui par de continuelles actions d'éclat, s'étaient élevés aux premiers grades militaires sous le commandement de Buonaparte. Les Autrichiens, déjà plusieurs fois vaincus, mais conservant encore une attitude assez fière pour n'être pas contraints de souscrire aux conditions de paix qui leur étaient offertes, attendaient que les Français se portassent sur l'autre bord du Mincio, pour tenter encore une fois le sort des combats. Le général Brune ordonna au général Delmas de passer cette rivière le 26 décembre. Ce passage devait être exécuté sur deux ponts jetés en avant de Monzenbano. Dès cinq heures du matin, le général Marmont, commandant l'artillerie, place en batterie quarante pièces de canon, pour protéger l'établissement des ponts; six compagnies de carabiniers traversent le Mincio en bateaux, pour couvrir les travailleurs. A neuf heures, les ponts achevés facilitent le passage du Mincio à l'avant-garde. Une charge d'infanterie et de cavalerie est aussitôt exécutée, sans tirer un seul coup de fusil ou de canon, sous le feu le plus vif de la mousqueterie et de la mitraille des Autrichiens, embrassant tout le front des colonnes françaises. En même temps les batteries placées sur les sommets de Sallionza les canonnaient fortement en flancs. Les Autrichiens cédèrent à une attaque aussi vigoureuse, et s'enfuirent précipitamment; tout ce qui resta fut tué ou fait prisonnier. Les brigades des généraux Cassagne et Bisson, qui s'attachèrent à la poursuite des fuyards, les harcelèrent à plus de trois milles sur les hauteurs de Vallegio. La brigade du général Lapisse et les dragons du général Beaumont, se portèrent sur la gauche, pour contenir les forces ennemies placées sous leurs redoutes. Quatre pièces d'artillerie légère furent mises en batterie sous le feu de la mitraille, pour détourner celui des redoutes qui incommodait trop les brigades Lapisse et Beaumont. Les canonniers à cheval et les soldats du train s'y distinguèrent par des prodiges de valeur; ils manœuvrèrent pendant une heure, exposés à tout le feu de la mitraille: plusieurs d'entre eux furent mis hors de combat. La brigade Lapisse s'empara des positions des ennemis, qu'elle en chassa la baïonnette dans les reins. Cette brigade soutint avec une rare intrépidité plusieurs charges de cavalerie, à portée du pistolet, et chaque fois sut, par sa bonne contenance, et la manière dont elle reçut l'ennemi, le contraindre à prendre une fuite précipitée. Pendant ces actions, les génés-

raux Cassagne et Bisson occupèrent les hauteurs voisines de Vallegio ; ils y furent bientôt assaillis par douze mille grenadiers hongrois. Des forces si supérieures n'épouvantèrent pas ces braves ; mais ils eurent besoin de toute la valeur qui caractérise le soldat français , pour soutenir pendant deux heures les chocs réitérés de leurs nombreux ennemis ; ils auraient peut-être succombé dans cette lutte si inégale , malgré le courage extraordinaire avec lequel ils la soutenaient , si une division commandée par le lieutenant-général Moncey ne fût arrivée. Le pas de charge est battu sur toute la ligne ; par-tout l'ennemi est enfoncé , sa déroute est générale ; il perd quatre canons , un caisson , et on lui fait deux mille prisonniers. Ce mouvement porte les troupes de l'avant-garde sur Vallegio , où elles eurent un nouveau combat à soutenir. Trois fois ce village fut pris et repris. Les grenadiers de la division Boudet vinrent enfin soutenir ces braves , et se rendirent maîtres de la position de Vallegio. Au premier coup de canon tiré sur ce village , le général de brigade Lesuire , à la tête de la valeureuse soixante-douzième , s'était porté sur les hauteurs de Borghetto , fortifiées de redoutes palissadées. Les obstacles qu'ils y rencontrèrent ne purent être surmontés d'abord ; jaloux d'en triompher , ils redoublèrent d'efforts , et un grand nombre succomba aux pieds des retranchemens ennemis. Bientôt ralliés et animés d'une nouvelle ardeur , ils allaient voler à une seconde attaque , lorsque le commandant autrichien , effrayé à l'aspect de ces braves , que rien n'était capable d'arrêter , ne voulut pas en courir les dangers ; il battit la chamade , et demanda à capituler. Le résultat de cette capitulation fut la prise de cinq pièces de canon et de deux mille hommes qui restèrent prisonniers de guerre ; parmi eux , on comptait vingt-neuf officiers. A la faveur de tous ces combats , le reste de l'armée effectuait le passage du Mincio , et se trouva en mesure de marcher contre les Autrichiens , et de fourbir en les combattant une nouvelle carrière de gloire et de dangers.

MORA.

31 mars 1813. — Dans les derniers jours du mois de mars , le baron d'Eroles et Villa-Campa , venant l'un de la Catalogne et l'autre de l'Aragon , combinèrent un mouvement sur les derrières de l'armée française de Valence.

D'Eroles passa l'Ebre avec trois mille hommes, sur des radeaux qui se trouvèrent à Garcia, tandis que Villa-Campa, suivi de cinq mille hommes, se liait avec lui par Orta. Dans la nuit du 30 mars, le capitaine Bridault, qui commandait dans le château de Mora, eut avis du passage des Catalans à Garcia. En ce moment, il avait avec lui pour toute garnison cinquante grenadiers et sept hommes isolés; il détacha de cette petite troupe vingt hommes qu'il mit sous les ordres de son lieutenant, et qu'il chargea de disputer le passage du fleuve. A l'arrivée des Français, l'ennemi avait déjà jeté trois à quatre cents hommes sur la rive droite. Sans s'effrayer de leur petit nombre, les braves Français parvinrent à précipiter dans l'Ebre deux radeaux chargés d'hommes, qui traversaient le fleuve en ce moment, et ne se retirèrent qu'après avoir tué une vingtaine d'hommes à l'ennemi, qui les entourait de toutes parts. Le 31 mars, le fort fut enveloppé et sommé de se rendre avec promesse d'une capitulation honorable. Le commandant reçut cette sommation en homme déterminé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. L'ennemi entreprit de miner le fort, et fit aussitôt ses préparatifs. Pendant trois jours on fit de part et d'autre les plus grands efforts pour interrompre ou soutenir les travaux. Les assiégeans étaient parvenus à pousser la mine jusqu'à six toises de la première défense du Castillo, et les assiégés avaient tenté trois fois inutilement de brûler les abris sous lesquels les mineurs travaillaient à couvert. Une quatrième tentative, protégée par un feu bien dirigé de toutes les parties du fort, eut un plein succès. Les travaux furent incendiés, et les mineurs furent tous tués ou dangereusement blessés. Bientôt les assiégeans, instruits de la marche d'un corps français de trois mille cinq cents hommes, levèrent précipitamment le siège et se retirèrent. Le capitaine Bridault, dont on ne saurait trop admirer la fermeté et le courage, cita avec éloge, comme s'étant particulièrement distingués dans cette circonstance, le sergent de canonniers Maillard, le chef pontonnier Lefebvre, et sur-tout le sous-lieutenant Guittard, qui, malgré trois blessures graves, se portait par-tout et donnait aux grenadiers l'exemple de l'intrépidité. Le capitaine Bridault et les Français sous ses ordres, méritèrent les éloges de leurs compagnons d'armes pour une si belle défense contre les nombreuses troupes espagnoles.

MORELLA.

12 juin 1810. — Les Valenciens, voulant s'opposer aux sièges de Tortose et de Tarragone, vinrent se présenter devant Morella au nombre de seize mille. Le général Montmarie occupait cette ville avec deux mille hommes; malgré cette supériorité de force de l'ennemi, il l'attaque, l'enfonce et le jette dans une déroute complète, après lui avoir mis onze cents hommes hors de combat.

MORTAGNE.

1794. — Bernard de Marigny, à la tête d'une armée victorieuse de Vendéens, après quelques avantages remportés sur les républicains à Chollet, se trouvait, en 1794, entre Bressuire et Châtillon. Ce chef, peu connu, n'avait fait jusque-là qu'une guerre de détail; mais tourmenté par le désir de signaler ses armes par quelque action éclatante, capable de rehausser la gloire de son parti, il forme le projet de s'emparer de Mortagne, qui, suivant le rapport de deux transfuges, n'était défendu que par une faible garnison, et qui était absolument dépourvu d'artillerie. Avant de commencer l'attaque, il serra tellement la place, que, pendant plusieurs semaines, il fut impossible au commandant républicain de communiquer avec aucune des colonnes de son armée. Toutes les ordonnances qu'il envoyait à la découverte, ne pouvant éviter de tomber entre les mains des royalistes, étaient égorgées sans pitié. Bientôt la ville se trouva entièrement bloquée. Toute sa défense consistait en sept à huit cents soldats, cent cinquante républicains armés, et de vieux remparts nouvellement rétablis.

Vers la fin de mars, la disette de fourrage força la garnison à faire une sortie. Bernard de Marigny intercepte le convoi, fait un carnage horrible de l'escorte, et, paraissant tout-à-coup à la tête de quatre mille Vendéens, plante le drapeau blanc à la vue des remparts. En même temps deux autres colonnes royalistes paraissent devant les portes Nantaise et Rochelaise pour y faire une fausse attaque. En un moment la générale est battue, la garnison et tous les habitants en état de porter les armes, sont rassemblés. Les postes assignés à chaque corps, sont promptement occupés et l'on mure les portes en-dedans. Bernard de Marigny ne pouvant,

faute de canons, chauffer la place, ordonne l'escalade, et lui-même, par son exemple, anime les Vendéens. Aussitôt un feu roulant de mousqueterie est dirigé sur les portes de Saint-Louis et de Poitiers. Le commandant Lenormand, chef du troisième bataillon de l'Orne, parcourt les remparts, exhorte les républicains à faire une bonne défense, et leur recommande sur-tout de ne tirer qu'à portée sûre. Les royalistes, poussant des cris épouvantables, disposent tout pour donner l'assaut. Les plus hardis qui se présentent sont renversés, et dans leur chute entraînent ceux qui les suivent. Découragé, et privé d'ailleurs de moyens suffisans pour l'attaque, Bernard de Marigny renonce au projet d'escalader les murs, sans néanmoins interrompre le feu, auquel les assiégés ripostent vigoureusement et sans relâche. Avant la fin de la nuit, le chef des assiégeans ordonne la retraite, et annonce une seconde attaque pour le lendemain. Les chefs de la garnison, mettant à profit la retraite momentanée des royalistes, s'assemblent en conseil de guerre, et décident d'évacuer la ville; la plus grande partie des habitans suivent la garnison, qui fait sa retraite avec ordre, et en silence, et se replie sur Nantes, en perçant courageusement à travers quelques partis ennemis qui s'opposent vainement à son passage.

Au point du jour, Bernard de Marigny, ayant rassemblé ses soldats dispersés dans les fermes voisines, se prépare à livrer un second assaut à la ville. Laudrun le Rovre, qui en sortait, fut le premier à lui annoncer que l'ennemi avait effectué sa retraite. Alors le général vendéen y pénètre sous l'habit d'un chaudronnier, distingué seulement par deux croix. Il s'empare des magasins, abat l'arbre de la liberté, fait brûler le château, les portes de la ville, et ordonne que les fortifications soient rasées. Ses soldats se livrèrent à des excès de fureur qu'il ne put contenir, ils massacrèrent sous ses yeux deux femmes signalées par leur attachement à la cause des républicains. Cependant, Mortagne n'offrant aucune sûreté, Marigny ne l'occupa qu'un seul jour, et le gros de son armée se répandit dans les villages voisins. Il fit transporter au quartier-général de Cerisais tous les approvisionnements dont il venait de se rendre maître.

Trois jours après, le général Grignon parut à la tête d'une colonne républicaine, et bivouaqua autour de la ville. Quoique l'ennemi se fût retiré vers les Herbiers, ce général se

replia sur Montaignu pour ne pas se trouver enveloppé par l'armée des royalistes.

MOSCOU.

14 septembre 1812. — L'armée française, victorieuse à la bataille de la Moskwa, poursuivit l'ennemi, qui se retirait par les trois routes de Mojaïsk, de Svenigorod et de Kalouga sur Moscou. Aucune résistance ne fut opposée aux Français pendant leur marche. Ils arrivaient à quelques lieues de Moscou, lorsque cette grande ville fut abandonnée par l'armée russe. Le gouverneur Rastopchin, voyant qu'il ne restait aucun moyen de la sauver, rassembla près de dix mille hommes, auxquels il fit distribuer des armes de l'arsenal, dans la résolution de ruiner cette belle ville. En effet, au moment où le roi de Naples arrivait avec l'avant-garde au milieu de la ville, le feu avait été déjà mis en plusieurs endroits; et il fut lui-même attaqué par une fusillade partie du Kremlin. Quelques pièces de canon furent mises aussitôt en batterie; les Russes dissipés abandonnèrent le Kremlin, qui fut occupé par les Français. L'arsenal renfermait encore soixante mille fusils et cent vingt pièces de canon sur leurs affûts. Le plus grand désordre régnait dans Moscou; cette grande ville était de tous côtés en proie aux flammes, et l'incendie, qu'on ne pouvait éteindre par le manque de pompes, que le gouverneur avait eu soin de faire enlever, faisait les plus rapides progrès. Napoléon, arrivé dans la ville avec son armée, se logea au Kremlin. Ainsi fut prise cette ville immense, abandonnée par les Russes à une armée victorieuse, dont la destinée semblait être de commander dans toutes les capitales des puissances européennes.

MOSKWA (LA).

7 septembre 1812. — L'armée russe avait rassemblé la plus grande partie de ses forces, évaluées à cent trente mille hommes, et avait pris position, sa droite du côté de la petite rivière de la Moskwa, et sa gauche sur les hauteurs de la rive gauche de la Kologha. L'armée française se présenta le 5 septembre, et Napoléon, après avoir reconnu l'ennemi, résolut de faire emporter un mamelon que les Russes faisaient fortifier, et qu'ils occupaient avec dix mille hommes. Le roi

de Naples passa la Kologha avec la division Compans et la cavalerie, tandis que le prince Poniatowski, arrivant par la droite, se trouvait à même de tourner l'ennemi. La vivacité de l'attaque enleva en moins d'une heure la redoute et les canons russes; leurs troupes furent chassées du bois, mises en déroute, et le champ de bataille couvert de morts. Le 6, à deux heures du matin, Napoléon visita les avant-postes ennemis; on passa la journée à se reconnaître. Le 7, avant le jour, les maréchaux entouraient Napoléon à la position enlevée à la journée du 5. Après avoir donné quelques ordres et fait exécuter quelques dispositions pour la bataille, voyant que le ciel était sans nuage et que le soleil était levé, quoiqu'il eût plu la veille, il dit à ceux qui l'entouraient : « C'est le soleil d'Austerlitz. » Immédiatement après un ban fut battu, et on lut à l'armée l'ordre du jour suivant : « Soldats ! voilà la bataille que vous avez tant désirée : désormais la victoire dépend de vous ; elle nous est nécessaire ; elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Vitepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée ; que l'on dise de vous : *Il était à cette grande bataille, sous les murs de Moscou.* »

Les acclamations les plus vives accueillirent cette proclamation. Les généraux rejoignirent leurs corps respectifs, et l'ordre fut donné de commencer la bataille. L'ennemi avait une position assez forte et resserrée : sa gauche, appuyée à un grand bois et soutenue par un beau mamelon couronné d'une redoute armée de 25 pièces de canon, avait été un peu affaiblie par la perte de sa première position ; sa ligne était protégée par deux autres mamelons garnis de redoutes, à cent pas l'un de l'autre, jusqu'à un grand village qui avait été démoli pour couvrir le plateau d'artillerie et d'infanterie, et y appuyer le centre. Sa droite s'étendait derrière la Kologha, en arrière du village de Borodino, et était appuyée à deux autres beaux mamelons armés de batteries et couronnés de redoutes. Les Français occupaient des positions opposées à celles des ennemis : et les deux armées, formant une masse de près de trois cent mille hommes, et présentant à l'œil un aspect imposant et terrible, attendaient en silence le signal d'une bataille qui devait décider des destins de la Russie.

Avant six heures du matin, le corps du prince Poniatowski, qui formait la droite, se met en mouvement pour tourner la forêt où s'appuyait la gauche de l'ennemi, tandis que le prince d'Eckmühl se met en marche le long de la forêt, ayant en tête la division du général Compans. Cependant deux batteries de soixante pièces chacune, élevées pendant la nuit, inquiétaient vivement l'ennemi et battaient sa position. Le feu avait été commencé, du côté des Français, par la batterie de droite du général comte Sorbier, armée avec l'artillerie de la réserve de la garde; aussitôt la mousqueterie s'engage, et l'attaque avance avec vivacité. Le général Permetty, avec trente pièces de canon, prend la tête de la division Compans, longe le bois en tournant la tête de la position de l'ennemi; en même temps le roi de Naples, qui formait la gauche de l'armée française, se porte sur le village de Borodino et s'en rend maître. La canonnade est engagée avec la plus grande ardeur de part et d'autre, et mille pièces de canon vomissent la mort et promènent le ravage dans tous les rangs. A sept heures, sous la protection de soixante pièces de canon, le maréchal duc d'Elchingen s'est ébranlé et s'est porté sur le centre de l'ennemi, qui est en même temps foudroyé par l'artillerie française. L'ardeur des Français, l'impétuosité de leur attaque, le succès étonnant qui la couronnent, malgré le feu terrible des batteries ennemies placées sur les hauteurs, ne sauraient se décrire. Il suffit de dire qu'à huit heures les Russes étaient chassés de leurs positions, leurs redoutes enlevées, leur artillerie remplacée sur tous les mamelons par l'artillerie française. Forts par le double avantage des hauteurs qu'ils occupent, des parapets qui naguère contre eux sont pour eux maintenant, et de la position où se trouve l'ennemi au pied des hauteurs qu'ils ont perdues, les Français, déjà victorieux, lancent une grêle de boulets et de mitraille sur les Russes, qui voient la bataille perdue aussitôt que commencée. Cependant leur courage n'est pas abattu: avec une intrépidité rare ils marchent pour reconquérir ces hauteurs qu'ils n'ont pu défendre; ils veulent tenter un dernier effort, et toutes leurs masses attaquent avec vigueur leurs anciennes positions: mais trois cents pièces de canon, servies à boulets et à mitraille, plongent sur eux, renversent et écrasent ces masses de soldats qui, en élevant quelques jours auparavant ces parapets, ont été eux-mêmes les instruments de leur mort.

Tandis que le prince Poniatowski combattait dans le bois avec des succès variés, mais toujours avec son intrépidité ordinaire, le roi de Naples, avec la cavalerie, fit diverses charges qui eurent des résultats glorieux. Le duc d'Elchingen se couvrit de gloire; dans toute la journée il montra autant d'intrépidité que de sang-froid et d'intelligence. Pour enlever à l'ennemi toutes ses positions et accélérer sa retraite, Napoléon ordonne une charge de front, la droite en avant. Cette manœuvre, exécutée avec précision, donne aux Français les trois parts du champ de bataille. Cependant les Russes continuaient le feu, protégés par leurs redoutes de droite; elles sont emportées d'abord par le général comte Morand, qui ne put s'y maintenir; attaqué de tous côtés par des forces supérieures. Ce succès rendit un peu d'espoir à l'ennemi; et, voulant encore une fois tenter la fortune, il fit marcher sa réserve et ses dernières troupes, dont la garde impériale russe faisait partie. Le centre des Français, sur lequel avait pivoté leur droite, est attaqué et un peu ébranlé par ce choc. Cependant on craignait que l'ennemi ne parvînt à enlever le village brûlé; aussitôt le général Friant s'y porta avec sa division; en même temps quatre-vingts pièces de canon sont dirigées sur les colonnes ennemies, les arrêtent d'abord par un feu terrible; bientôt ces masses sont renversées et écrasées. Toutefois, au-dessus de la crainte, mais renonçant à tout espoir, elles ne veulent ni avancer, ni reculer; et, pendant deux heures, elles se tiennent serrées sous la mitraille, qui fait brèche dans tous leurs rangs. Le roi de Naples, voyant leur incertitude et le mouvement du quatrième corps de cavalerie, qui pénètre dans les jours faits par l'artillerie française dans les masses serrées des Russes et les escadrons de leurs cuirassiers, les fait charger avec vigueur et les oblige à se débander de tous côtés. Aussitôt le général de division comte Caulaincourt se porte sur l'ennemi à la tête du cinquième de cuirassiers, renverse tout ce qui s'oppose à lui, et pénètre par la gorge dans la redoute de gauche. Le succès de cette charge brillante décide la bataille: vingt-une pièces de canon, qui armaient la redoute, sont tournées contre les Russes par le général Caulaincourt, qui bientôt, frappé par un boulet, tomba mort sur le champ de gloire; mais avec la consolation d'avoir assuré la défaite de l'ennemi. Dès-lors la bataille était gagnée: les Russes combattaient encore, non plus pour la victoire, mais pour leur salut; la canonnade continuait et

protégeait leurs dispositions de retraite, qui fut effectuée avec la plus grande promptitude.

Cette journée, qui vivra à jamais dans les fastes militaires de la France, couvrit d'une nouvelle gloire toute l'armée française. Généraux et soldats, tous se surpassèrent et méritèrent des récompenses honorables, prix de leur courage et de leur bravoure. Le roi de Naples, le prince d'Eckmühl se distinguèrent; le maréchal duc d'Elchingen, qui, par la sagesse de ses opérations, son courage et la vigueur de ses attaques, contribua principalement à la victoire, fut nommé, par Napoléon, prince de la Moskwa.

La perte énorme que fit l'ennemi, tant en généraux qu'en officiers et soldats, et qui monta à près de cinquante mille hommes, ouvrit à l'armée française, affaiblie seulement de dix mille hommes, les portes de Moscou, cette ancienne capitale de la Russie. Quelle résistance pouvaient opposer les Russes à une armée qui, depuis son entrée en campagne, toujours victorieuse, était animée par le double espoir de terminer la guerre par un seul coup, et de trouver la paix et l'abondance en remportant une dernière victoire qui lui assurerait le repos et la gloire dans les quartiers d'hiver qu'ils devaient occuper à Moscou?

MOTRIL.

6 septembre 1810. — Profitant de l'éloignement du corps du général Sébastiani, les Anglais et les insurgés espagnols excitèrent des séditions dans quelques villages de la province de Grenade; des débarquemens s'effectuèrent sur la côte des Alpuyarras; et les châteaux de Motril et d'Almunézar, où l'on n'avait laissé que des gardes-côtes, tombèrent entre les mains des révoltés. Le général Werlé marcha sur ces deux villes qu'il trouva fortement occupées; mais la perte de l'ennemi fut d'autant plus considérable qu'il voulut opposer une plus vive résistance; culbutés et poursuivis, les Anglais laissèrent beaucoup de morts sur la place et gagnèrent à la hâte leurs vaisseaux. Les châteaux de Motril et d'Almunézar, dont ils avaient augmenté l'armement et qu'ils avaient approvisionnés, rentrèrent au pouvoir des Français.

MOUVEAU.

10 juillet 1793. — Un ancien maréchal de France disait souvent au cardinal de Richelieu : *Avec de l'audace on peut tout entreprendre*. Ce ministre habile connaissait tout le mérite d'un Oser. Il semble que les Français, depuis l'époque de 1792, soient entrés dans le sens du cardinal, et aient pensé que l'audace pouvait suppléer au défaut de quelques talens que l'on acquiert par l'étude et l'usage. Ils ont été constamment vainqueurs, parce qu'ils ont osé soutenir une lutte contre toute l'Europe, et cette lutte s'est terminée tout à leur avantage; cependant, quand on considère les premiers momens qui les virent se livrer à cette audace, on aime à en admirer les effets heureux; on voit des hommes nouveaux, sans d'autres titres que celui d'un enthousiasme patriotique, s'élancer dans la carrière militaire, soutenus de leur courage et de leurs talens, pour y acquérir une réputation et un nom qui leur manquaient encore.

Au mois de juillet, Wattel, commandant de chasseurs cantonnés à Mouveau, propose au général Lamarlière d'aller pendant la nuit enlever un poste d'Autrichiens placé dans un moulin près de Lapenpont et Turcoing; cette entreprise était hardie et présentait des difficultés que le général Lamarlière fait envisager au commandant Wattel, lui remontrant combien il aurait peine à éviter un corps de trois mille cinq cents Autrichiens stationnés à Turcoing. Cependant, comme ce poste gênait beaucoup les positions françaises, le général Lamarlière, qui connaissait le mérite de cet officier, et qui le croyait capable de triompher de tous les obstacles, accepta sa proposition. Wattel, transporté de joie, se met en disposition d'exécuter son dessein: il prend six cents hommes de troupes légères, tourne trois mille cinq cents ennemis à Turcoing, arrive et surprend le poste du moulin sans presque engager de combat; à une légère distance du poste qu'il veut emporter, il est accueilli par une vive fusillade. Les Français, sans y répondre, s'élancent à la baïonnette en avant, tombent sur les ennemis, et ne portent que des coups sûrs. Quarante impériaux sont égorgés, et la troupe conduite par Wattel demeure maîtresse d'un poste important. En suivant les données d'une prudence ordinaire, les Français n'auraient point dû attaquer ce poste; mais peut-on réussir à la guerre si l'on ne montre de l'audace? Une at-

attaque brusque et exécutée par un petit nombre d'hommes hardis et déterminés effraie souvent ceux contre lesquels elle est dirigée, qui, n'ayant le temps ni de la prévoir ni de s'y opposer, sont témoins du triomphe de leurs agresseurs avant qu'ils aient songé à prendre les mesures nécessaires pour les repousser. C'est de cette manière que réussit l'attaque de Wattel; il revint victorieux et d'autant plus satisfait qu'il avait surmonté tous les obstacles qui semblaient s'opposer à la réussite de son entreprise audacieuse.

MUTTENTHAL.

Octobre 1799. — Le général Suwarow, vainqueur à Novi, prit la résolution de quitter l'Italie, et d'aller attaquer les Français dans la Suisse. Masséna y commandait en 1799 une armée beaucoup moins nombreuse que celle des ennemis; mais il se trouvait placé dans les montagnes qui lui fournissaient des positions où le courage d'un petit nombre de guerriers peut lutter avec avantage contre un ennemi supérieur, et où le génie peut triompher des forces les plus grandes en neutralisant tous leurs efforts. Suwarow comptait que sa présence forcerait les Français d'évacuer la Suisse, comme ils venaient de se retirer de l'Italie; mais la situation de leurs affaires dans ces contrées était bien différente de ce qu'elle était dans l'Italie. Les corps d'armée des généraux Korsakow et Hotze venaient d'être battus par les troupes de Masséna, quand Suwarow, franchissant le mont Saint-Gothard, entra en Suisse. Masséna alla à sa rencontre, persuadé qu'il attendrait vainement sur la Reuss une coopération efficace, et n'ayant pu forcer le pont de Séeedorff, le général russe voulut passer du Schachental dans le Muttenthal, par des montagnes affreuses et presque impraticables, où il se fraya un chemin. Il divisa son armée en deux colonnes; l'une se porta sur Schwitz et Brunnen, et l'autre vers Glaris par le Linthal. Rien ne l'aurait empêché sans doute de suivre son premier plan, avec quelque espoir de succès, si les généraux qui devaient seconder ses attaques eussent seulement conservé leurs positions; mais, ne se trouvant environné que de débris, Suwarow dut nécessairement se conformer dans ses dispositions au nouvel état de ses affaires. Il renonça d'abord au projet d'envelopper la droite des Français et de jeter l'armée de Masséna à la gauche de l'Aar, et sentit qu'il était plus instant de dégager les deux corps d'armée qui venaient d'être battus,

qu'il se trouvait nécessairement obligé d'opérer sa jonction en doublant ses moyens de rejeter la gauche des Français en arrière de la Limath, pour regagner la position qui venait d'être enlevée à Korsakow.

Fixé à ce second projet, auquel il attachait la plus haute importance, il écrivit d'abord le billet suivant aux commandans des troupes russes déposées de Zurich: *Messieurs, vous êtes responsables sur vos têtes du moindre pas rétrograde que vous feriez encore. J'arrive et suis sur le point de réparer vos fautes; je ne ferai point de grâce, ainsi tenez ferme comme des murailles.* Ensuite, s'abandonnant au mouvement qu'il venait de déterminer sur sa droite, il se trouva arrêté par des difficultés sans cesse renaissantes; il essaya de pénétrer par la Limath entre les deux grands lacs, dans le canton de Zurich, et, pour y réussir, il se fit secourir par un mouvement simultané des troupes de Liaken et de Jellachich, réunies aux débris de celle de Hotze. Ce corps, quittant Mels et Sargans, passa dans la vallée d'Engy, et vint y attaquer le général Molitor qui, avantageusement situé dans le Linthal et à Glaris, couvrait les débouchés du Muttenthal. Les Français furent d'abord repoussés. Le lieutenant-général Linken, longeant la rive gauche du lac de Walenstadt, s'avança jusqu'à Glaris. Ce mouvement, exécuté avec une rare précision, lui donna la facilité d'envelopper quelques bataillons français qu'il fit prisonniers; mais n'ayant pu être soutenu par l'avant-garde russe, que des difficultés insurmontables avaient empêché d'arriver jusqu'à lui, et se trouvant ainsi isolé et sans aucune communication à sa droite et à sa gauche, il fut obligé de se retirer dans le pays des Grisons. Le général Masséna, prévoyant que le général Lecourbe, qui commandait l'aile droite de l'armée française, ne pourrait résister en même temps aux attaques réunies des généraux Suwarow, Auffenberg et Jellachich, fit avancer un corps de quinze mille hommes pour arrêter les progrès des généraux russes. La division Mortier se porta sur Schwitz, celle de Gazan occupa Wesen, et la réserve des grenadiers, appelée des bords de la Thur, remonta le lac de Zurich, et prit position à Richterswil.

Pendant que Masséna faisait ainsi toutes ses dispositions pour l'attaque, Suwarow livrait les combats les plus rudes dans les vallées étroites du Muttenthal et de la Linth, où les troupes du général Lecourbe soutinrent contre lui une lutte continuelle. Après plusieurs actions sanglantes et opiniâtres, il descendit le Muttenthal et pénétra jusqu'à Schwitz et Brunnen. Le gé-

néral Lecourbe opposa la plus vive résistance à l'entrée de la vallée de Brannen, près de Schwitz, et vers le poste de Brannen attaqué par la division Rosenberg, qui formait une partie de l'armée russe d'Italie. Suwarow, partageant cette division en deux colonnes d'attaque, leur donna l'ordre d'assaillir en même temps le pont et le poste de Brannen. Cette attaque eut lieu le 2 octobre. Les Français y résistèrent, et se défendirent opiniâtrément. Suwarow ordonna une nouvelle attaque qui réussit complètement. Le poste de Brannen fut emporté le lendemain par les Russes, qui y soutinrent un combat des plus vifs, et réussirent à s'emparer de quelques pièces de canon, et à faire des prisonniers. Une autre colonne russe, dirigée dans le Linthal par la vallée de Glaris, attaqua la brigade Molitor qui occupait Glaris. Pendant que des deux côtés les troupes françaises étaient aux prises avec les Russes, Masséna arrive en personne à Schwitz avec les renforts qu'il venait de rassembler pour joindre Suwarow dans le Muttenthal. Sa présence fit aussitôt replier les corps russes placés en avant de la forte position de Muttén, défendue par le corps entier du général Rosenberg. En un instant la mêlée fut générale; on combattit avec acharnement, jusqu'au moment où la nuit força les combattans de se séparer. Les Français ne purent faire perdre aux Russes les positions dont ils étaient maîtres, et le lendemain le combat se renouvela avec une nouvelle fureur. La division Mortier, renforcée d'une demi-brigade, attaqua le général Rosenberg, en même temps que les Français se portèrent sur les hauteurs qui s'élevaient à gauche et à droite dans cette vallée extrêmement resserrée. Les postes russes opposèrent une vive résistance; mais elle fut inutile, ils furent obligés de se replier sur Muttén, où le gros de leur armée se trouva rassemblé. Bientôt les Français firent jouer le feu de l'artillerie et de la mousqueterie contre cette masse énorme de combattans. Suwarow, malgré l'épaississement de ses troupes et les difficultés que présentait la situation des lieux, forma plusieurs colonnes d'attaque sous le feu même des assaillans. Les Russes s'élancent sur les Français avec le courage du désespoir. Ce choc terrible fut d'abord soutenu avec une intrépidité admirable par la cent huitième demi-brigade; mais le nombre des Russes augmentant à tout moment, ils se trouvèrent en forces plus que suffisantes pour renverser tous les obstacles que leur opposaient le courage et la valeur, se rendre maîtres de la

position, et reprendre leurs canons, leurs munitions, et leurs prisonniers. La défaite de Masséna eût été complète, s'il n'eût eu en réserve la soixante-septième demi-brigade, qui, n'ayant pas encore donné, fit pencher la balance en sa faveur. Une nouvelle attaque, exécutée avec vigueur par des troupes fraîches, fit plier les Russes, qui, après avoir fait des pertes considérables, furent obligés de se retirer au-delà de Mutton : entassés dans cette gorge étroite, sans pouvoir se déployer, ils exécutèrent leur retraite en bon ordre. Le général des Cosaques, que les Russes estimaient universellement, périt dans ces attaques. La colonne russe qui avait descendu le Linth pour pénétrer par cette vallée dans le canton de Zurich, arriva seulement à Glaris, après que les troupes du général Lincken s'en furent retirées. Cependant, quoique privés de ce secours, les Russes attaquèrent de front la brigade du général Molitor qui défendait Glaris. Ce mouvement aurait réussi complètement, si les corps de Lincken et de Jellachich, conformément aux ordres de Suwarow, eussent attaqué les Français sur leur flanc gauche et sur leurs derrières. Les Russes attaquèrent encore avec tant d'impétuosité, que les Français se virent près d'abandonner Glaris, et de se replier sur les points de Nollis et de Noëfelds, où ils prirent position, pour défendre le passage du pont qui est près de ce dernier bourg, afin de rester maîtres des deux rives de la Linth. Les Russes en firent l'attaque avec une vivacité extraordinaire, et l'emportèrent de vive force : six fois le pont de Noëfelds fut enlevé aux Français, six fois ils le reprirent en éprouvant une perte considérable. Les Russes se préparaient déjà à une attaque décisive, lorsque la brigade Molitor fut renforcée de toute la division française Gazan. Cet accroissement de forces mit les Français en état de conserver cet important défilé, et de fermer aux Russes l'entrée du canton de Zurich. Repoussé du Muttenthal, Suwarow croit du moins à la possibilité de faire à Glaris sa jonction avec les débris des corps de Hotze et de Korsakow : il fait en conséquence filer sur ce point la division du général Rosenberg, pour y réunir toutes ses forces. Cette colonne, forte de huit mille hommes, se joignit à Glaris, le 4 octobre, à celle du Linth, qui n'avait pu conserver la position de Noëfelds. Suwarow, informé du peu de succès qu'avaient eu les attaques de Glaris, acquit la cruelle certitude qu'il n'était point secondé, dans son mouvement sur la gauche des Fran-

çais, par le général Korsakow. Les débris de cette armée parurent se ranimer au nom et aux menaces de Suwarow. Le corps de Condé, et le contingent bavaïois dont elle fut renforcée, lui donnèrent les moyens de se porter tout-à-coup en avant, et de livrer, le 7 octobre, un combat très-meurtrier sur Diessenhoffen. Korsakow attaqua les Français à plusieurs reprises, et les enfonça d'abord; mais quelque intrépidité et quelque acharnement que les Russes missent dans leur attaque, ils ne purent triompher de l'impétuosité française; ils furent culbutés sur tous les points, et forcés de se retirer par les ponts de Bussingen et de Diessenhoffen. Ce combat fut le dernier que les Français eurent à soutenir dans la Suisse contre les Russes. Suwarow abandonné, ne pouvant se réunir avec les corps qui devaient agir conjointement avec lui pour opérer ses attaques, épuisé par les combats nombreux et sanglans livrés entre Bellinzona et Glaris, privé de subsistances et de fourrages, voyant l'impossibilité d'obtenir des secours dans un pays aride et montueux, dépourvu d'une partie de son artillerie, qu'il avait été obligé de jeter dans les lacs, forcé d'abandonner la plus grande partie de ses bagages, de ses chevaux, de ses munitions, pénétrant les projets de Masséna qui venait d'ordonner à Loison de marcher dans le Linthal, et à Mortier de suivre les mouvemens des Russes dans le Muttenthal; Suwarow, dis-je, sentit que, s'il s'obstinait à pousser plus avant dans la vallée de la Linth, pour gagner la tête du lac de Zurich, il compromettrait sa gloire, et le salut de son armée; cette considération le détermina à la retraite. Il aurait sans doute pu gagner la vallée de la Sillh, et descendre dans la plaine d'Ensildeln, où il aurait pu déployer ses forces, sans craindre l'attaque des Français, puisque Masséna n'avait laissé qu'un bataillon d'observation sur ce point; mais un guerrier, un général tel que Suwarow pouvait-il tomber dans le piège que lui tendait son adversaire, qui ne cherchait à l'attirer dans un terrain ouvert, que pour le combattre à son aise, et pouvoir dans une affaire décisive envelopper son flanc gauche, et lui couper toute retraite sur les Grisons?

Dans une conjecture aussi délicate, le général Suwarow ne dut pas pénétrer plus avant, ni hasarder une action générale; le parti qui lui parut le plus prudent, fut celui d'opérer sa retraite dans le pays des Grisons, par la Klinthal. Il ordonna donc à ses colonnes de se replier en bon ordre, et de quitter,

dans la nuit du 5 au 6 octobre, les cantons de Glaris et de Schwitz, en se dirigeant par le Val-d'Engi, Schwaden et Elme. Il effectua par le bourg de Lichtensteig la retraite du gros de l'armée et de ses équipages. Les rues de ce bourg furent obstruées pendant plusieurs heures par ses voitures et ses canons. Les corps russes désorganisés précipitaient leur marche; les soldats s'arrêtaient à peine pour manger; ils enlevaient pour leur subsistance future tous les bestiaux et les fourrages dont ils avaient connaissance. La seule ville de Glaris fut épargnée, tandis que les vallées de la Linth, de la Reuss, d'Urseren, et tout le Muttenthal, présentaient le tableau de la plus affreuse désolation, et du plus horrible pillage. Les habitans de ces malheureuses contrées, dépouillés, et réduits à la plus affreuse misère, allèrent porter ailleurs leur déplorable existence. Dans cette pénible retraite, les Russes, en proie à toute la rigueur d'un froid pénétrant, extenués de fatigue, manquant des choses les plus nécessaires à la vie, périrent de faim dans les montagnes qui séparent la Suisse du pays des Grisons. Le lendemain, au point du jour, les colonnes d'attaque françaises serrèrent les grenadiers de l'arrière-garde russe, et les atteignirent au-dessus de Schwaden dans le Klinthal, en arrière du mont d'Elme. Tel qu'un sanglier poursuivi par les chasseurs, Suwarow se retira devant les Français, et les arrêta en leur montrant toujours son front terrible, lorsqu'ils le serraient de trop près. Toute l'armée russe passa le Rundterberg sans être inquiétée; elle déboucha dans le pays des Grisons, par les chemins d'Ilanz et de Coire. Les corps des généraux Linchen et Jellachich se retirèrent sur Sargans et Ragatz. Suwarow établit d'abord son quartier-général à Coire; il se porta ensuite à Feldkirck, puis à Lindau, où il rassembla son armée, et réunit auprès de lui les divisions du prince Korsakow. Son artillerie était arrivée à Coire par le lac de Côme, et par la route de Chiavenna. Il ne restait d'une armée de soixante-dix mille combattans, sortie au printemps des froides contrées du nord, pour combattre les Français dans les plaines brûlantes de l'Italie et dans les vallées de la Suisse, que treize mille hommes sous les ordres du maréchal Suwarow, et quinze mille qui suivaient le prince Korsakow. Il n'est point difficile de connaître les causes qui produisirent la défaite de Suwarow en Suisse; elle doit être attribuée à son inexpérience et à celle de ses troupes dans la guerre de montagnes, et à l'audace

française dirigée par les talens du général Masséna ; en second lieu , on pourra trouver un autre motif de leur désastre dans la faute essentielle que firent les Autrichiens en dégar-
nissant leur centre , ce qui leur fit perdre la bataille de Zurich. Toute l'activité de Suwarow pouvait-elle rétablir le centre et la gauche de son armée enfoncés et dispersés ? Il devait , à la vérité , remplacer les troupes que l'archiduc retirait par la droite avec celles qu'il amenait d'Italie ; mais l'archiduc , avant d'abandonner ses positions , aurait dû attendre que le général russe eût pourvu aux moyens de les faire occuper par les soldats. Masséna sut , en général habile , profiter de ce moment d'affaiblissement ; mais laissons à Suwarow lui-même à dévoiler sa situation et les événemens arrivés à son armée , depuis qu'il eut abandonné le Milanais. Son récit simple développe la conduite de la maison d'Autriche dans ces circonstances , et les principales causes qui rompirent les nœuds de la seconde coalition. « J'ai , dit-il , quitté l'Italie plutôt que je ne l'aurais cru ; mais je me conformais à un général que j'avais adopté de confiance plutôt que de conviction. Je combine ma marche en Suisse , j'en envoie l'itinéraire ; je passe le mont Saint-Gothard , et je franchis tous les obstacles qui s'opposent à mon passage. J'arrive , au jour indiqué , à l'endroit où l'on devait se réunir à moi , et tout me manque à-la-fois ; au lieu d'une armée en bon ordre et dans une situation avantageuse , je ne trouve plus d'armée. La position de Zurich , qui devait être défendue par soixante mille Autrichiens , avait été abandonnée à vingt mille Russes. On avait laissé cette armée manquer de vivres ; Hotze se laisse surprendre , Korsakow se fait battre ; les Français demeurent maîtres de la Suisse , et je me vois seul avec mon corps de troupes , sans vivres ni munitions , obligé de me retirer chez les Grisons pour rejoindre des troupes en déroute. On n'a rien fait de ce qu'on m'avait promis. Un vieux soldat comme moi peut être joué une fois ; mais il y aurait trop de sottise à l'être deux. Je ne puis plus entrer dans un plan d'opérations dont je ne vois sortir aucun avantage. J'ai envoyé un courrier à Pétersbourg , et je ne ferai rien avant les ordres de mon souverain. »

Suwarow fut inflexible dans sa résolution ; il était facile de voir combien serait funeste à la cause commune le défaut d'harmonie entre les deux empereurs. Paul I^{er} voulait le rétablissement de la maison de Bourbon , et de tous les princes dépossédés par la France. L'empereur d'Allemagne n'aspirait

qu'à la conquête du Milanais, et ne cherchait qu'à accroître sa puissance. Les Russes avaient conquis le Milanais et le Piémont; l'un et l'autre étaient restés au pouvoir des Autrichiens, quoique Suwarow eût appelé le roi de Sardaigne, pour reprendre possession de Turin. Des vues et des projets aussi différens devaient nécessairement produire de continuelles différences dans les plans de campagne, et la méintelligence entre les généraux devenait une suite indubitable de celle qui existait entre les puissances coalisées. On envoya Suwarow pour reconquérir la Suisse, pendant que l'archiduc allait tenter une entreprise sur le bas Rhin, parce qu'il était convenable aux intérêts des Autrichiens de rester seuls en Italie, et de tâcher de reconquérir la Belgique. Le général russe ne put long-temps ignorer cette politique : voyant que les intentions de son souverain n'étaient pas remplies, il ne voulut plus, sans son aveu, compromettre la gloire de ses armes dans une querelle qui devenait étrangère à ses vues. Accoutumé à toute la franchise de la Scythie, il ne pouvait dissimuler tout son mécontentement sur la conduite du prince Charles. L'archiduc lui envoya à Lindau un officier, pour l'inviter à conférer sur un plan de défense. *Dites à monseigneur l'archiduc*, répondit Suwarow, *que je ne connais pas la défensive, je ne sais qu'attaquer ; j'irai en avant quand bon me semblera, et alors je ne m'arrêterai pas en Suisse, je marcherai, selon mes ordres, directement en Franche-Comté. Dites-lui qu'à Vienne, je serai à ses pieds, mais qu'ici je suis au moins son égal ; il est feld-maréchal, je le suis aussi ; il est au service d'un grand empereur, et moi aussi ; il commande une armée, et moi aussi ; il est jeune, et je suis vieux ; j'ai acquis de l'expérience à force de victoires, et je n'ai de conseils, ni avis à prendre de qui que ce soit : je n'en prends que de Dieu et de mon épée.* Une telle réponse laissait peu d'espoir de conciliation. Quelques jours plus tard, elle parut encore plus difficile. Suwarow avait d'abord manifesté l'intention de mettre ses troupes en cantonnement entre le Danube, le Lech et l'Ilser. L'archiduc, que cette position gênait sur ses derrières, lui demanda de la changer. *Aime-t-on mieux*, répond Suwarow, *que je me retire en Bohême ?* et il se plaça sur-le-champ à cinquante lieues en arrière des quartiers de l'archiduc. Tout démontrait que l'armée russe faisait là sa première station, avant de rentrer dans sa

patrie ; aussi ne tarda-t-elle pas à recevoir l'ordre de son souverain de revenir dans ses états. Cette campagne fut à-la-fois la dernière du feld-maréchal Suwarow , et le terme de l'accession de Paul I^{er} à la coalition contre la France. Aigri par les revers que son armée avait éprouvés en Suisse , et par une ambition démesurée , dont la maison d'Autriche donnait des signes trop évidens , Paul I^{er} demanda pour satisfaction de ses griefs , le rétablissement de la république de Venise et du rgi de Piémont sur son trône , la destitution et l'examen par un conseil de guerre , de la conduite des généraux autrichiens employés en Suisse. Peu satisfait d'avoir témoigné son mécontentement à la cour de Vienne , l'empereur de Russie fit un crime à Suwarow de ne l'avoir pas instruit assez-tôt des dispositions de l'Autriche ; et , pour punir ce général , il lui refusa , lors de son entrée sur les frontières de la Russie , les honneurs militaires qui lui étaient dus. Un refus aussi humiliant et aussi peu mérité , affligea sensiblement le cœur de celui qui n'avait d'autre reproche à se faire que d'avoir employé tous ses talens à faire triompher la cause dont il était chargé ; et ce grand capitaine , cet homme extraordinaire , se vit tout-à-la-fois disgracié par son souverain , et privé des faveurs de la fortune , qui jusqu'alors ne l'avait jamais abandonné. Il succomba au chagrin que lui causaient l'ingratitude et l'injustice des hommes. Accablé de vieillesse et d'épuisement , il arriva mourant à Pétersbourg ; il ne put résister à cette révolution trop cruelle et trop subite qui , du plus haut degré de grandeur , le plongeait dans l'adversité. Paul I^{er} témoigna quelque intérêt pour son général , à ses derniers momens , et permit aux grands ducs ses fils d'aller le visiter. Il n'était plus temps , Suwarow rendait le dernier soupir , et la mort l'enlevait à la scène du monde , où il avait joué un des premiers rôles. Suwarow était petit , chauve , d'une figure grêle ; il avait la bouche large , le regard vif , et souvent terrible. Heureux et hardi , nourri dans les camps , entièrement étranger à la cour et à toutes ses intrigues , ses belles actions l'élèverent du métier obscur de partisan , au grade de feld-maréchal. Il vivait à l'armée comme un Cosaque , et portait à la cour l'air sauvage et la rudesse d'un ancien Scythe. Il sut inspirer au soldat russe une confiance aveugle dans son bonheur ; et cette confiance , dont il sut tirer parti , fut la cause de ses plus grands succès. Ennemi de la discipline minutieuse et pédantesque des Alle-

mands, il tenait aux anciennes institutinos militaires des Russes ; adaptées à leur caractère national. Il méprisait le luxe et les richesses, qualité bien rare dans un général du dix-huitième siècle. Il fut toujours, il est vrai, original dans ses mœurs et dans sa conduite ; mais un général commandant à des troupes à peine sorties de la barbarie devait encore un peu tenir du génie des hommes à moitié sauvages, qu'il mena soixante-trois fois à la victoire dans des batailles rangées. Fougueux dans son génie, comme dans son courage, on ne l'accusera pas sans doute d'avoir manqué d'audace ; mais on lui reprochera des combinaisons peu profondes, des manœuvres plus rapides que sages, et l'usage cruel qu'il fit souvent de la victoire, en traitant avec peu d'humanité ceux que le sort des armes avait fait tomber en son pouvoir.

MUZILLAC.

9 juin 1815. — Le général Rousseau, commandant le département du Morbihan, ayant appris qu'une frégate anglaise devait débarquer, à l'embouchure de la Vilaine, des armes et des munitions pour les insurgés de la Vendée, se mit à la tête de cinq cents hommes, et se porta sur le lieu où devait s'effectuer le débarquement. L'ennemi se présenta à lui lorsqu'il arrivait à Muzillac, et fit ses dispositions pour le repousser ; mais les tirailleurs du général Rousseau, par un feu vif et bien nourri, le forcèrent à se déployer. Les insurgés, se voyant supérieurs en nombre, dirigèrent un fort bataillon sur les derrières du général, pour enfermer cette faible colonne entre deux feux ; mais aussitôt, prévoyant le danger de cette manœuvre, le général Rousseau rallie ses tirailleurs, fait charger le bataillon ennemi par un corps de gendarmes et de douaniers, qui, par une attaque vigoureuse, le mirent en désordre ; lui-même, à la tête du reste de sa troupe, se jette sur ces soldats qui n'ont plus d'ordre ni de rang, les disperse et laisse sur le champ de bataille deux cent cinquante tués ou blessés, parmi lesquels se trouvent plusieurs de leurs chefs. A chaque moment nous sommes obligés de répéter : que peut le nombre contre la prudence du général et le courage des soldats ?

NAMUR.

2 décembre 1792. — Les Français venaient de se couvrir de gloire à Jemmapes; après cette journée, si honorable pour leurs armes, le lieutenant-général Valence, commandant l'armée des Ardennes, marcha sur Nivelles, et força les Autrichiens d'abandonner la forêt de Soignies.

Pour faciliter les desseins de Dumouriez sur Bruxelles, il occupe le camp de Mazy et côtoie l'armée du général Beaulieu, qui, de Louvain, se portait sur Namur. La présence de cette armée, et celle d'un autre corps autrichien commandé par le général Schoerder, ne purent empêcher les Français d'arriver sur Namur le 19 novembre. Valence fit placer son canon en batterie, et tira quelques boulets. Aussitôt on parle de capitulation: Valence en fixe l'heure; les Autrichiens se retirent dans la citadelle. A quatre heures du soir, deux compagnies de grenadiers étaient à la porte dite de Bruxelles, et le lendemain à sept heures, l'armée entière était dans Namur. Le château fut occupé par six mille Autrichiens. Le général Moitelle, leur commandant, veut dicter des lois; le général Valence y répond avec une artillerie nombreuse qu'il a fait venir à force de bras, à travers les montagnes les plus difficiles. Les forts le Camus et la Cassotte sont enlevés à la baïonnette par les Français, qui ouvrent la tranchée sous la protection de leurs batteries. On savait que le fort Villatte, qui défend le château, avait sous ses glacis des fourneaux qui en rendaient l'approche très-dangereuse pour ceux qui voudraient l'attaquer de vive force; et le succès de cette attaque n'était rien moins que douteux. Le général Leveneur forma le projet de s'en emparer, en surprenant la garnison, et en tournant le fort par sa gorge. Entre cette gorge et le château se trouvait un chemin de communication garni de palissades et de parapets, par lesquels on arrive au fort par deux voûtes, dont la seconde était gardée, et la première sans défense. A minuit, le 29 novembre, le général Leveneur, guidé par un déserteur, sort de la tranchée à la tête de douze cents hommes; ils franchissent les palissades dans le plus grand silence, marchent vers la première voûte qu'ils trouvent déserte: arrivés à la seconde, ils sont découverts par les sentinelles qui crient et font feu. Au même instant le général, qui se trouvait

trop petit pour sauter par-dessus la palissade , dit à un officier très-grand et très-fort : *Jetez-moi par-dessus*. L'officier le porte au-dessus de la palissade , et le suit accompagné de quelques grenadiers. Le général atteint le commandant du poste , qui tentait de rassembler sa garde ; il fait briller à ses yeux son épée , la lui appuie sur la poitrine , en lui disant : *Conduis-moi à tes mines ?* L'officier balbutie quelques mots. *Conduis-moi à tes mines ou tu es mort* , répète le général d'une voix terrible , en lui pressant la poitrine de son épée. L'officier se décide alors à faire ce qu'on exigeait de lui , le général arrache lui-même les mèches ; pendant ce temps les troupes qui avaient sauté dans le fort avaient désarmé la garnison. Cette action hardie épouvante les Autrichiens enfermés dans le château ; et bientôt après le feu d'une batterie de pièces de vingt-quatre produisit un effet si terrible , que le général autrichien Moitelle se détermina à capituler. Les Français entrèrent dans le château de Namur , dont la garnison fut faite prisonnière de guerre. La prise de ce fort , que l'on dut à la hardiesse et à la bonne conduite du général Leveneur , qui , en s'emparant des fourneaux placés sous les glacis du fort Villatte , ôta aux assiégés la ressource sur laquelle ils comptaient le plus pour éloigner l'ennemi , eut lieu le 2 décembre. Le général Valence envoya huit drapeaux déposés sur les glacis de Namur : ce furent les premiers dont on fit hommage au gouvernement républicain , qui , depuis quelques mois , avait remplacé en France le pouvoir monarchique.

17 juillet 1794. — Après la défection de Dumouriez , les Autrichiens reprirent Namur et la Belgique , mais ce ne fut pas pour long-temps ; le 17 juillet 1794 , le vainqueur de Fleurus s'étant présenté devant Namur , cette place forte , qui n'était pas encore investie , se rendit sans résistance : quarante pièces de canon tombèrent au pouvoir des Français.

18 juin 1815. — Napoléon , voulant donner une bataille générale à l'armée anglaise , avait envoyé l'ordre au maréchal Grouchy d'attaquer le corps du général Bulow et de venir le rejoindre ; mais , occupé par l'armée prussienne , il ne put exécuter le mouvement qui lui était prescrit. Nous citons son rapport qu'il adressa à Napoléon , de Dinan , le 20 juin. « Ce

n'est qu'après sept heures du soir, le 18 juin, que j'ai reçu la lettre du duc de Dalmatie, qui me prescrivait de marcher sur Saint-Lambert, et d'attaquer le général Bulow. J'avais rencontré l'ennemi en me portant sur Wavres, et le corps Vandamme attaquait cette ville et était fortement engagé; la portion de Wavres sur la droite de la Dyle était emportée, mais on éprouvait de grandes difficultés à déboucher de l'autre côté. Le général Gérard essayait d'enlever le moulin de Bielge, et d'y passer la rivière; il ne pouvait y réussir; il y avait été blessé d'une balle dans la poitrine, blessure qui heureusement n'est pas mortelle. Dans cet état de choses, impatient de pouvoir déboucher sur le mont Saint-Lambert, et coopérer aux succès des armes de votre majesté dans cette journée si importante, je dirigeai sur Limale la cavalerie de Pajol, la division Teste, et deux des divisions du général Gérard, afin de forcer le passage de la Dyle, et de marcher contre le général Bulow. Le corps du général Vandamme entretint l'attaque de Wavres et du moulin de Bielge, d'où l'ennemi faisait mine de vouloir déboucher; ce que je jugeai qu'il ne pourrait effectuer, la position et le courage de nos troupes répondant qu'il n'y parviendrait pas. Mon mouvement sur Limale prit du temps, à raison de la distance; cependant j'arrivai, j'effectuai le passage, et les hauteurs furent enlevées par la division Vichery et la cavalerie. La nuit ne permit pas d'aller loin, et je n'entendais plus le canon du côté où votre majesté se battait. Dans cette position j'attendis le jour; Wavres et Bielge étaient occupés par les Prussiens. Le 19, à trois heures du matin, ils attaquèrent à leur tour, voulant profiter de la mauvaise position où j'étais, et prétendant me rejeter dans le défilé, enlever l'artillerie qui avait débouché, et me faire repasser la Dyle. Leurs efforts furent inutiles; l'intrépidité des troupes me mit à même de repousser toutes les attaques, de culbuter les Prussiens et de faire enlever par la division Teste le village de Bielge; le brave général Penne y fut tué. Le général Vandamme, faisant alors passer par Bielge une de ses divisions, enleva sans peine les hauteurs de Wavres, et sur toute ligne le succès fut complet. J'étais en avant de Rozierne, me disposant à marcher sur Bruxelles, lorsque j'ai reçu la douloureuse nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo; l'officier qui me l'apporta me dit que votre majesté se retirait sur la Sambre, sans pouvoir préciser sur quel point il

entrait dans ses vues que je me dirigeasse. Engagé sur toute ma ligne, je cessai de poursuivre, et je préparai mon mouvement rétrograde. L'ennemi, en retraite, ne songea pas à me suivre. Je marchai jusqu'à Temploux et Gembloux, ayant ma cavalerie légère à Mari-de-Saint-Denis et mes dragons sur Namur; le quatrième corps par la route de Namur à Charleroi, et le troisième par celle qui y conduit directement de Temploux. Dans ce moment les queues des deux colonnes furent attaquées; celle de droite, ayant fait son mouvement rétrograde plutôt qu'on ne s'y attendait, compromit un instant la retraite de celle de gauche. De bonnes dispositions réparèrent tout; deux pièces qui avaient été prises furent reprises par le brave vingtième de dragons, sous les ordres du colonel Briquenvillo, qui enleva en outre un obusier à l'ennemi. Les faibles carrés d'un de nos régimens, chargés par une cavalerie nombreuse, l'attendirent à bout portant, lui firent essuyer une perte énorme, et prouvèrent ce que peuvent de bonnes dispositions jointes à une attitude calme et à un feu bien dirigé. La cavalerie ennemie, chargée à son tour par le premier de hussards, aux ordres du maréchal-de-camp Clary, laissa en nos mains nombre de prisonniers: tout rentra donc sans perte dans Namur. Le long défilé qui règne depuis cette place jusqu'à Dinan, défilé où l'on ne peut marcher que sur une seule colonne, et les embarras résultans des nombreux transports de blessés que je conduisais avec moi, rendaient nécessaires de tenir long-temps la ville, où je ne trouvais pas les moyens de faire sauter le pont. Je chargeai de la défense de Namur le général Vandamme, qui, avec son intrépidité ordinaire, s'y maintint jusqu'à huit heures du soir; de sorte que rien ne resta en arrière et que j'occupai Dinan. L'ennemi a perdu des milliers d'hommes; à l'attaque de Namur, on s'est battu avec un acharnement rare, et les troupes ont fait leur devoir d'une manière bien digne d'éloges.

Je suis avec respect, etc. »

NANGIS.

17 février 1814. — Le 17, à la pointe du jour, Napoléon marcha de Guignes sur Nangis, où se trouvait le général russe Wittgenstein avec trois divisions qui formaient son corps d'armée, tandis que le général Pahlen, commandant deux divisions russes et beaucoup de cavalerie, était à Mormant. Le général de di-

vision Gérard y déboncha sur l'ennemi ; un bataillon du trente-deuxième régiment d'infanterie entra dans le village au pas de charge. Le comte de Valmy, à la tête des dragons du général Threillard, qui arrivaient en ce moment à l'armée, tourna le village par sa gauche ; le comte Milhaud, avec un corps de cavalerie, le tourna par sa droite, et le comte Drouot s'avança avec de nombreuses batteries. Dans un instant tout fut décidé ; les carrés formés par les divisions russes furent enfoncés ; tout fut pris, généraux et officiers ; six mille prisonniers, dix mille fusils, seize pièces de canon et quarante caissons tombèrent au pouvoir des Français.

Après ce combat le général Gérard attaqua à Ville-Neuve-le-Comte le général bavarois de Wrede qui s'y trouvait en position avec deux divisions ; elles furent aussi mises en déroute, et peu s'en fallut que les huit ou dix mille hommes qui composaient le corps bavarois ne fussent perdus sans ressource.

NANTES.

Du 24 au 27 juin 1793. — Placée sur une colline presque continue de l'est à l'ouest, la ville de Nantes, au confluent de trois rivières, est arrosée au midi par la Loire dans laquelle l'Erdre se perd après avoir baigné la ville au nord. Ses dehors fertiles et pittoresques présentent au sud des prairies immenses coupées par divers bras de la Loire et couronnées de coteaux embellis d'une infinité de maisons de plaisance. Une population de soixante-quinze mille âmes, trois cents rues, trente places publiques, dix-huit ponts, dont six d'île en île, qui se prolongent sur le fleuve ; cent cinquante navires rapportant les productions des deux mondes, rendaient cette cité, avant la révolution française, l'une des plus florissantes du royaume. Entourée autrefois de fortes murailles armées de dix-huit tours, mais aujourd'hui ouverte de toutes parts, elle ne présentait aux Vendéens qu'une faible contrevallation de près de deux lieues d'étendue. Elle n'avait pour toutes fortifications que quelques bouts de fossés, quelques parapets construits à la hâte et une faible artillerie que des positions peu avantageuses rendaient presque inutile. Des faibles moyens ne permettaient guère aux Nantais de faire une longue résistance à une armée formidable ; cependant ils ne furent point intimidés. On croit, peut-être avec raison, que les destinées de la France étaient alors attachées à la résistance de Nantes ; cet événement in-

litaire est donc un des plus importants de cette époque; sous ce rapport ses détails méritent d'être connus. Le 24 juin, D'Elbée, un des généraux de l'armée catholique, envoya deux prisonniers Nantais en parlementaire au maire de cette ville, et lui fit remettre une sommation des chefs de l'armée royale, portant que le drapeau blanc serait arboré, la garnison désarmée par capitulation, les caisses publiques, les approvisionnemens et les munitions livrés sans délai; en outre, que les députés en mission à Nantes seraient remis comme otages. A ces conditions les chefs vendéens s'engageaient à préserver la ville de toute invasion, et la mettaient sous la protection de l'armée royale; en cas de refus, ils menaçaient de la livrer à une exécution militaire, et de passer la garnison au fil de l'épée. Le maire n'eut pas plutôt vu la proclamation qu'il convoqua, au même instant, les corps administratifs, les chefs militaires et les commissaires-représentans, Merlin de Douai, et Gillet. Après la lecture de la sommation il fut décidé d'une voix unanime, qu'on se défendrait. Voici ma réponse, dit le maire Baco aux parlementaires : *Nous périrons tous, ou nous triompherons.* On ne laissa rien transpirer de la sommation, pour ne pas causer d'effroi aux habitans, et encourager les partisans des Vendéens. Les commissaires déclarèrent la ville en état de siège et en mettent le gouvernement entre les mains du général Beysser, sous Canclaux, général en chef de l'armée. Beysser adresse aux Nantais une proclamation énergique, et leur annonce que dès ce moment la police sévère des camps gouvernait la cité; il met ensuite tous les citoyens en réquisition permanente, leur rappelle, pour exciter leur courage, leurs premiers élans pour ébranler le trône et fonder la république; il réveille leur sollicitude pour la conservation de leurs richesses et de leurs propriétés, et enfin compte sur leur énergie et leur valeur pour la défense de leurs foyers et de leurs familles. Cette proclamation rallia tous les partis qui firent le serment de s'ensevelir sous les ruines de la cité plutôt que de la livrer aux insurgés. Un appel fut fait à tous les républicains des départemens voisins; mais il n'était plus temps de réclamer des secours éloignés, Nantes voyait cinquante mille royalistes à ses portes. Cathelineau et d'Elbée, à la tête de douze mille hommes, se dirigeaient d'Ancenis sur la ville pour l'attaquer du côté du nord; Bonchamp s'avangait par la route de Paris, suivi de quatre mille Vendéens, pour former son attaque à l'est entre la Loire et l'Erdre. La basse Vendée se présentait

avec des forces plus considérables pour attaquer du côté du midi, mais la Loire leur opposait une forte barrière. Lyrot de la Patouillère occupa la Croix-Moriceaux avec dix mille hommes et douze pièces de canon; Charette, ayant réuni toutes les divisions du bas Poitou, campa dans les landes de Ragon et aux Cléons, pour attaquer par le pont Rousseau. L'armée royale marchait sans ordre, quoique les paysans fussent distingués par paroisses; cependant on y distinguait quelques corps formés en bataillons, notamment les corps des transfuges, la légion germanique imprudemment licenciée après l'échec de Saumur, et les compagnies bretonnes organisées par Bonchamp. Toute l'armée était suivie par une infinité de prêtres dépouillés de leurs costumes; mais on les reconnaissait aisément aux marques de déférence et de respect qui leur étaient prodiguées; ils employaient tous les moyens de persuasion et d'exhortation pour prévenir l'indiscipline et arrêter les désertions. Les insurgés du Bocage ne manquaient aucune occasion de rentrer dans la Vendée, qu'ils n'avaient pas revue depuis la prise de Saumur. A défaut de solde régulière, tous ces soldats se procuraient çà et là, dans les routes, les subsistances qui leur étaient nécessaires. D'Elbée, pour attacher les Vendéens à leurs drapeaux, sans leur promettre le pillage de Nantes, les flattait de l'espoir d'un riche butin. Les Nantais, que le danger imminent ne pouvait abattre, n'avaient cependant, dans leurs murs, que peu de troupes aguerries, et quelques bataillons de gardes nationales; au dehors, un camp assez faible, dans la position de Saint-Georges, sur la route de Paris. Le chemin de Vannes était couvert par le cent neuvième régiment, qui avait été considérablement affaibli aux Antilles, et le brave bataillon des Côtes-du-Nord gardait la partie du pont Rousseau qui est au-delà de la Sèvre. Du moment que la ville eut été mise en état de siège, le général Canclaux fit doubler tous les postes; toutes les issues de la ville furent fermées par des barrières armées de canons; on dressa des batteries à l'ouest, et des bateaux armés furent placés en station au milieu de la Loire. Près du château à l'est, une batterie protégea le cours du fleuve et la partie occidentale de la prairie des Mauves. Le 27 juin, d'Elbée attaqua le poste du bourg de Nort; son intention était de venir de là sur Nantes, et de prendre le camp Saint-Georges à revers. Le général Canclaux n'eut pas plutôt connu le dessein de d'Elbée qu'il accourut au camp pour faire partir un renfort qui ne put arriver assez tôt. Nort n'avait pour sa

défense que le troisième bataillon de la Loire-Inférieure; cette poignée de braves, commandée par Meuris, soutint pendant douze heures le feu continu de l'avant-garde des royalistes. D'Elbée, étonné d'une aussi longue résistance, commençait à perdre courage, et, croyant avoir à combattre une armée entière, allait donner le signal de la retraite, lorsqu'une femme échappée de Nort vint lui assurer que ce poste n'était défendu que par quatre cents hommes. A cette nouvelle, d'Elbée fait recommencer l'attaque et donne lui-même l'exemple du courage. Il y fit des prodiges. Réduits à cinquante hommes, les républicains évacuèrent le poste et emportèrent avec eux leurs drapeaux; dix-sept de ces braves seulement purent rentrer à Nantes. Cette glorieuse résistance, à laquelle d'Elbée était loin de s'attendre, retarda sa marche et donna au général Canclaux le temps de faire arriver un convoi de vingt-cinq milliers de poudre et de six millions de cartouches, sans lequel il eût été impossible de se défendre. Nort ayant été pris par les royalistes, Canclaux eut dès ce moment de l'inquiétude sur sa position, qui ne couvrait plus les routes de Rennes et de Vannes. La prudence voulait qu'on n'attendit pas l'ennemi dans le camp de Saint-Georges, dont les ouvrages n'étaient point achevés; son flanc gauche était à découvert, d'ailleurs Bonchamp avançait par la route d'Ancenis. D'Elbée, absolument maître de celle de Vannes et de Rennes, pouvait soulever le pays, y vivre à discrétion et renforcer son armée. Il ne fallait donc plus s'occuper que de la défense de Nantes. La levée du camp fut ordonnée, et, pour voiler son mouvement aux yeux des royalistes, le général Canclaux ordonna à l'avant-garde de tenir en cas d'attaque, ce qui eut lieu en effet.

Pendant ce combat entre l'avant-garde et les troupes des royalistes, le camp se levait, les équipages, le parc d'artillerie flaient vers la ville en silence et sans précipitation. Bientôt les demi-brigades suivirent; les unes occupèrent des postes dans l'intérieur, d'autres bivouaquèrent au-dehors près des barrières : à onze heures et demie toute l'armée était à son poste. Les généraux tinrent conseil de guerre : le général Bonvoust, commandant de l'artillerie, déclara qu'il ne pouvait répondre d'une ville ouverte de toutes parts, ayant deux lieues de circonférence, et absolument dépourvue de fortifications. L'opinion du général Bonvoust fut partagée par les commissaires, que l'appareil formidable déployé par les ennemis intimida; ils mirent en délibération l'évacuation

de la place : le général Canclaux releva leur courage, et répondit de la sûreté de Nantes. Les autorités constituées, les députations de la garde nationale, Beysser sur-tout, insistèrent pour sa défense, et partagèrent l'assurance du général Canclaux. Il fut donc décidé qu'on tiendrait ferme, et chacun courut à son poste en attendant le jour. Charette, instruit de la marche et des succès de d'Elbée, avait fait ses dispositions pour l'attaque du pont Rousseau. Un détachement de sa cavalerie était venu insulter les avant-postes. Beysser, que tout confirmait dans l'opinion que ce côté allait devenir le point principal de l'attaque, avait fait évacuer la partie du faubourg du côté de la Sèvre. Le bataillon des Côtes-du-Nord, qui avait protégé la retraite des habitants, eut aussi l'ordre de rentrer. Le plus profond silence régnait dans ce court intervalle qui sépare la nuit du jour. La fatigue dont on était accablé avait fait une nécessité de prendre quelques instans de repos : la garde seule veillait. Tout-à-coup le feu de l'artillerie de Charette se fait entendre ; le bruit redoublé du canon, le son des instrumens guerriers appellent les Nantais au combat. Bientôt tout le monde est sous les armes, prêt à recevoir l'ennemi. Il s'avance ; les divisions du bas Poitou se déploient au-delà de la Loire, sur tous les points accessibles de la rive gauche pour les attaquer à-la-fois ; mais l'artillerie de Charette, quoique bien servie, ne cause qu'un très-léger dommage : celle des Nantais, ménageant son feu, dirigée de manière que trois fois elle abat le drapeau blanc qui flottait sur le bord de la Sèvre. Charette n'avait commencé cette attaque sur ce point que pour opérer une diversion ; l'attaque principale, dirigée par Cathelineau et d'Elbée, commença sur les routes de Rennes et de Vannes.

Au premier coup de canon tiré de ce côté, la générale bat, chacun prend les armes, et se hâte d'accourir sur la place, déjà couverte de nombreux bataillons. Le canon se fait entendre ; ses coups redoublés précipitent la marche de douze mille défenseurs, dont la garde nationale compose une moitié. Parmi ces guerriers, animés du noble désir de défendre leur patrie, on distingue la légion nantaise, exposée au premier feu à la porte de Rennes. Avant quatre heures du matin, le bataillon des vétérans est sur pied. *Citoyens vétérans*, leur dit le commandant, *ce jour va couvrir les Nantais d'une gloire ou d'une honte éternelle. Jurons*

tous de ne point parler de capitulation, et de mourir plutôt que de nous rendre aux rebelles. Tous s'écrient : *Je le jure. Vive la république!* Déjà l'avant-garde de Cathelineau, trainant trois pièces de canon et deux pierriers, avait sommé le faubourg du Marchix, tandis que d'Elbée, renforcé par cinq cents Bretons, se jetait sur les chemins de Rennes et de Vannes. Tant de forces réunies ne peuvent être arrêtées par le cent neuvième régiment, qui, trop faible pour tenir, se hâte de rentrer dans les barrières; alors d'Elbée, n'ayant plus d'obstacles à surmonter, s'avance à demi-portée du canon. Ses phalanges nombreuses présentent un front menaçant; des files prolongées s'emparent de la grande route et des hauteurs qui l'avoisinent. Cathelineau place sur sa gauche un corps nombreux, et couvre la route de Vannes et les chemins adjacens de détachemens considérables. Les tirailleurs s'engagent en grand nombre dans des routes couvertes; à la faveur des blés et des haies, ils se glissent dans les jardins et les vergers qui entourent la ville; ils s'emparent des maisons, dont la situation avantageuse leur offre la facilité de foudroyer les républicains. A huit heures, l'artillerie de d'Elbée tire à demi-portée de la hauteur de Barbin, dont la batterie riposte avec vivacité. Le bataillon nantais de Saint-Nicolas y soutint le feu avec une inrépabilité admirable. Le feu vif et continu des royalistes, dirigé contre un canon placé près de la porte de Rennes, démonte cette batterie, et tous les républicains qui la servaient y trouvent la mort. C'était un spectacle horrible à voir : la terre était couverte de leurs membres, déchirés et séparés de leurs corps. Ces braves, morts en défendant courageusement leurs postes, sont à l'instant remplacés. L'avant-garde de Bonchamp, à peine arrivée par la porte de Paris, fit un feu terrible sur les avant-postes du faubourg Saint-Clément. Fleuriot-de-la-Fleuriaye aîné, qui la commandait, donnait à ses soldats l'exemple de l'ardeur et du courage. Dans ce même instant Lyrot dirigeait une vigoureuse attaque contre le poste de Saint-Jacques, où l'adjudant-général Boisguillon, qui le défendait, tint quelque temps les nombreux assaillans qu'il avait en tête. Sur ce point, la seule garde nationale nantaise fut opposée aux forces réunies de Charette, et de Lyrot-la-Patouillère. Plus hardis, les soldats de ce dernier passèrent la Loire sur des bateaux, du côté de Richebourg, couvrirent les prés des Mauves, et ripostèrent avec avantage au feu que les républicains dirigeaient

sur eux. Nantes, attaqué sur sept points principaux par le feu continu du canon et de la mousqueterie, était défendu par les citoyens et les troupes de la garnison, avec un courage égal à celui des royalistes, qui redoublaient d'efforts pour s'en rendre maîtres : l'ordre et la discipline y régnaient de tous côtés. Le général Canclaux, après s'être présenté à toutes les attaques, vint occuper le poste le plus dangereux qui se trouvait à la porte de Rennes. Beysser, se portant successivement sur tous les points, animait le soldat, et ses discours, autant que son exemple, soutenaient le courage de tous les corps employés aux travaux de la défense. Bomillant, bel homme de guerre, montait un cheval superbe, que couvrait une peau de tigre : on l'aurait pris plutôt pour un dictateur que pour un général subalterne ; l'éclat dont il était environné contrastait singulièrement avec la modestie et la simplicité du général en chef. A dix heures, l'attaque fut des plus vives aux portes de Paris, de Vannes et de Rennes. Fleuriot se met à la tête des compagnies bretonnes de Bonchamp, et les conduit au pas de charge. Un coup de feu l'atteint, il tombe au milieu de ses soldats. Le chevalier de Mesnard est frappé à ses côtés, et meurt sous les yeux de Bonchamp.

Cependant Cathelineau, d'Elbée et Talmont se distinguent de leur côté par des prodiges de valeur ; ils parcourent les rangs et parviennent à ramener leurs troupes au combat. A l'aspect des Nantais, les royalistes, animés par leurs chefs, resserrent leurs rangs et redoublent leur feu, dont la violence porte la mort dans les bataillons républicains. Ceux-ci dirigent plus habilement l'effet de leur artillerie ; ils ne portent que des coups réglés et sûrs qui brisent les caissons des Vendéens, et renversent leurs meilleurs pointeurs. Les royalistes reculent ; mais au même instant, animés par la rage, ils marchent en avant, le combat se soutient, et la mort vole dans tous les rangs. Les combattans sont enveloppés dans un nuage de poussière et de fumée, la terre est jonchée de cadavres et couverte de leur sang. Les coups redoublés d'une nombreuse artillerie, les cris de fureur, les plaintes des blessés et des mourans se confondent ; les hôpitaux se remplissent, et le tumulte le plus affreux remplit la ville.

Cependant le combat ne se ralentit point ; on s'acharne les uns sur les autres avec une égale furie, et, malgré les pertes des deux partis, la victoire reste indécise. Talmont, qui se trouve toujours au premier rang, y reçoit une blessure dan-

gereuse ; l'ardent Cathelineau , que le feu le plus meurtrier et l'aspect des plus grands dangers ne peuvent arrêter , tente un coup hardi : il veut enlever la batterie de la porte de Vannes , et pénétrer de ce côté ; il donne le signal de la charge , et s'élance à cheval à la tête des siens ; les plus braves pénètrent même jusqu'à la place de Viarmes , où ils périssent presque tous. Les soldats du cent neuvième opposent la plus courageuse résistance. Cathelineau n'en devient que plus entreprenant ; il s'avance toujours : une balle le frappe d'un coup mortel ; il tombe entre les siens. Les Vendéens , consternés de cet accident , gémissent sur la perte irréparable qu'ils viennent de faire , donnent des larmes au sort de leur généralissime , et l'emportent derrière leurs rangs ; le découragement , suite nécessaire de ce cruel événement , s'empare de leurs cœurs ; ils ont perdu tout espoir de vaincre : Cathelineau ne les guide plus dans les champs de l'honneur. En vain d'Elbée cherche à les rallier et à ranimer leur courage ; vains efforts ! il n'est plus en son pouvoir de les ramener au combat. Forcé d'abandonner l'attaque et d'ordonner la retraite , d'Elbée laisse sur le chemin de Rennes une pièce de canon et un caisson brisé. On ne se met point à sa poursuite. Aussitôt Bonchamp fait les mêmes dispositions , et continue son feu par intervalles pour couvrir sa marche ; Charette ne ralentit point le sien , et quoique sa diversion n'ait pas produit l'effet qu'il s'en était promis , elle sert néanmoins à favoriser la retraite de l'armée d'Anjou. Le feu durait encore à la chute du jour ; mais enfin la nuit força les combattans au repos. Le lendemain , à peine les premiers traits du jour commençaient à paraître , que la canonnade recommença vers le pont Rousseau et au poste Saint-Jacques. Beysser ordonne une sortie : elle est si vigoureusement effectuée , que les soldats de Charette , ne pouvant résister aux républicains , plient et sont repoussés. Peu-à-peu toutes les troupes du bas Poitou s'éloignèrent , et les Vendéens regagnèrent leurs foyers pour y chercher , dans le repos , les moyens de voler à de nouveaux combats. La perte des Nantais , sur la totalité de la garnison , fut évaluée à deux mille hommes. On doit imputer la plus grande partie de cette perte au zèle trop ardent des volontaires , qui , sans consulter toujours les conseils de la prudence , et n'écoutant que leur courage , se portaient au poste du danger.

La hauteur des blés ne permettant pas toujours de se re-

connaître, il y eut quelquefois de fatales méprises. Le général en chef Canclaux eut son habit percé d'une balle qui blessa un de ses aides-de-camp à ses côtés ; mais les républicains n'eurent à déplorer la perte d'aucun officier supérieur. On ne saurait donner trop d'éloges à l'énergie et au courage qui, pendant toute la durée de l'action, distinguèrent le maire Baco. Toujours à la tête de la garde nationale, il ne quitta jamais le poste que lui avait assigné le soin honorable d'être un des plus ardens défenseurs d'une ville dont il était le premier magistrat. Il reçut, en remplissant ce devoir, un coup de feu qui heureusement ne le mit pas en danger.

Pendant toute la durée du combat, l'ordre et le silence le plus profond régnèrent dans l'enceinte des postes ; et, tandis que la ville était foudroyée par une artillerie formidable, tandis que les gémissemens des mourans et des blessés ajoutaient à l'horreur de cette sanglante journée, les patrouilles des vétérans relevaient les postes avec l'intrépidité la plus calme. Les femmes donnèrent dans cette occasion les preuves les plus sincères de leur attachement à la cause de la patrie ; oubliant dans ces momens cruels la faiblesse de leur sexe, dévorant leurs larmes et leurs gémissemens, elles prodiguèrent aux mourans et aux blessés tous les soins que demandait l'état de faiblesse où ils se trouvaient. Plusieurs traits particuliers de bravoure méritent d'être cités. Un grenadier voyant un père de famille trop exposé, lui dit : *Retire-toi ; c'est à moi d'occuper ce poste.* Il prend sa place, et, au même instant, il est frappé d'un coup mortel. Un sergent atteint un chef vendéen, au moment où celui-ci le couche en joue ; il le pourfend, lui prend son fusil, son chapeau orné d'une bande de gaze blanche, et laisse prendre à d'autres cinquante louis que ce chef avait dans sa poche, sans même vouloir en accepter la moitié. Les Nantais se servirent, pour fondre leurs balles, du plomb tiré des tombeaux. Les Vendéens essuyèrent une perte beaucoup plus considérable que celle des Nantais. Il est impossible de se faire une idée de la quantité de leurs morts, qui couvraient tous les environs de Nantes ; Beysser en fait monter le nombre à neuf mille hommes.

Nantes dut son salut au sang-froid du général Canclaux, à l'intrépide activité de Beysser et aux soins du général Bonvoust, qui dirigeait l'artillerie ; mais sur-tout à la valeur extraordinaire des volontaires et de la légion nantaise. Nantais n'eut, pour résister aux attaques multipliées des royalistes,

d'autres fortifications que le courage de ses habitans et de la garnison. On doit penser que les évènements qui auraient suivi son invasion auraient causé à la république des maux incalculables ; c'eût été le signal du soulèvement général de la Bretagne, de la perte de tous les points conservés à l'embouchure de la Loire. Le château d'Aux, Paimbeuf, le magnifique établissement d'Indret, tous les postes situés sur la côte, depuis la Loire jusqu'aux Sables, les îles de Bouin et de Noirmoutiers, seraient tombés nécessairement au pouvoir des royalistes. Si la défense de cette place présenta le plus heureux accord de l'ordre et de l'ensemble, on peut dire que jamais attaque ne fut plus mal conçue et plus mal dirigée. Tous les corps vendéens devaient attaquer simultanément le 20 juin. Le retard de la prise de Nort, que d'Elbée aurait dû prévoir, dérangerait cette combinaison. Les chefs se fièrent trop sur quelques intelligences qu'ils avaient dans la place. Que pouvaient quelques amis timides contre tant d'ennemis courageux ? La désertion d'un grand nombre d'insurgés avait d'ailleurs beaucoup diminué les troupes qui combattaient sous les ordres de Bonchamp et d'Elbée. Enfin leur plan d'attaque était essentiellement vicieux. Au lieu de laisser toutes les forces de la basse Vendée presque inactives au-delà de la Loire, un simple corps d'observation aurait suffi pour simuler la fausse attaque ; alors quinze mille hommes auraient pu se réunir à Bonchamp sur la route d'Ancenis, et, dirigés par ce chef expérimenté, profiter des inégalités du terrain pour attaquer en force à l'est et à l'ouest.

Nantes une fois envahi, et les royalistes arrivés à ce degré de puissance et de gloire, ils auraient pu concevoir l'espérance d'atteindre le but qu'ils se proposaient, qui était de relever en France l'ancienne monarchie. S'ils ne trouvèrent point leur tombeau sous les murs de Nantes, c'est là que vint échouer leur puissance. Leur généralissime Cathelineau, blessé mortellement dans une attaque, fut conduit à Saint-Florent, sur la Loire, et y mourut douze jours après ; il y fut inhumé avec toute la pompe due à son rang et à sa valeur. Cet homme, qui mérita une élévation si extraordinaire, quoique dépourvu d'éducation, possédait un sang-froid, une tactique naturelle qui en auraient fait un grand capitaine, si la mort ne l'eût arrêté. Les armées de Bonchamp et d'Elbée repassèrent en totalité sur la rive gauche, et furent momentanément licenciées ; on les renvoya dans leurs foyers, attendre de nouveaux

ordres. Les chefs employèrent ce temps à méditer sur les moyens d'organiser promptement une nouvelle armée qui pût les mettre en état, par quelque victoire signalée, de réparer l'échec de Nantes.

NAPLES.

16 décembre 1792. — Quelque temps après que la dynastie des Bourbons eut été renversée du trône et exilée de la France, une note outrageante fut remise contre Sémonville, ambassadeur de la république française, par l'ambassadeur de sa majesté sicilienne résidant à Constantinople. L'injure était des plus graves; mais à cette époque, les Autrichiens et les Prussiens couvraient le territoire français, et les états d'Italie croyaient voir une barrière impénétrable entre eux et les armées françaises. L'armée navale fut chargée de tirer raison de cette injure, et de venger l'honneur national outragé. Le contre-amiral Latouche-Tréville fut le citoyen français à qui l'on confia cette commission importante; il arbore son pavillon à Toulon sur le vaisseau le *Languedoc*. Une escadre de dix vaisseaux de ligne et de six frégates est mise à sa disposition. Il part, et cingle directement vers Naples, sans être effrayé des ouragans et des tempêtes, si fréquens dans le mois de décembre. Malgré les vents contraires, il entre dans le port, au moyen d'une belle manœuvre. Etonnés de tant d'audace, les ennemis de la république pensent que quatre cents pièces de canon en batterie sont insuffisantes pour repousser des hommes aussi téméraires; et tous leurs moyens de défense paraissent inutiles pour se garantir d'une attaque imprévue. Le roi de Naples veut négocier, et consent seulement à recevoir six vaisseaux de ligne dans son port. Le fier Latouche-Tréville déclare qu'il ne saurait diviser son escadre, et va mouiller devant le palais du roi. De là il expédie un parlementaire, nommé Belleville, sous l'uniforme d'un simple grenadier: le charge d'une lettre pour le roi de Naples, auquel il donne seulement une heure pour faire réponse. Cette lettre était conçue dans des termes analogues au temps, et conformes aux mœurs du moment, qui commençaient à se ressentir du régime républicain; elle est un monument trop éclatant de la fierté française, pour que nous ne la transmettions pas à la postérité.

« Roi de Naples, je viens au nom de la république fran-

gaise, demander réparation de l'insulte faite à ma nation, dans une note signée Acton, dans laquelle Sémonville, ambassadeur près de la Porte-Ottomane, est outragé de la manière la plus atroce; je demande à votre majesté qu'elle avoue ou désavoue cette note, où se manifeste la mauvaise foi la plus insigne; je lui demande de faire connaître, dans une heure, l'aveu ou le désaveu d'un procédé qu'un peuple libre et républicain ne pouvait supporter, en envoyant une ambassade près de ma république, en rappelant de Constantinople celui qui a servi pour l'outrager. Si votre majesté se refusait à cet acte de justice, je suis chargé de lui déclarer la guerre, qui peut répandre les plus grands malheurs sur la ville de Naples. Je ne dois pas dissimuler à votre majesté que, si elle me force de recourir à la voie des armes, je ne suspendrai la destruction et la mort qu'après avoir fait de Naples un monceau de ruines."

A cette nouvelle, toute la ville est plongée dans la consternation la plus profonde; l'effroi s'empare de tous les Napolitains; tantôt on veut opposer de la résistance, tantôt on objecte que rien ne se trouve prêt pour l'opérer. La cour est elle-même en proie aux plus vives alarmes. Le ministre Acton veut gagner du temps; Belleville lui réplique que dans une heure il doit porter la réponse. Le monarque délibère. Acton propose une médiation, Belleville l'accepte comme un projet: Latouche la rejette, en déclarant que la république française ne voulait attendre la paix que de son courage et de ses forces. Acton remet enfin le désaveu demandé, de la conduite de l'ambassadeur napolitain à Constantinople, et proteste de l'intention de la cour de Naples, d'entretenir la paix avec la république française. Ainsi, pour obtenir justice de la cour des Deux-Siciles, on n'eut besoin cette fois que de déployer à ses yeux l'appareil imposant de la force; mais à peine la flotte française se fut-elle éloignée des côtes; que le monarque, oubliant ce qu'il venait de promettre, ne se fit pas scrupule de manquer à la parole qu'il avait donnée, entra dans la coalition, et fournit des troupes pour combattre contre la république française.

25 janvier 1799. — La coalition formée contre la France par les puissances européennes fut approuvée par la cour de Naples, qui s'empressa de s'y joindre. Son éloignement du théâtre de la guerre ne lui permit pas d'y prendre d'a-

bord une part bien active. Sa cavalerie arrivait seulement sur le Pô, quand le général Buonaparte, vainqueur à Montenotte et à Mondovi, dictait la paix au faible monarque de Sardaigne. Lorsque la cour de Naples vit les Français maîtres de la haute Italie, elle fit rentrer ses troupes, et elle-même demanda la paix, quand ils se furent portés sur les terres du pape. Pendant tout le temps que Buonaparte fut en Italie, elle en observa fidèlement les conditions. Dès qu'elle vit éloigné le général auquel elle attribuait l'heureux succès des armes françaises, elle cessa de tenir aux traités, et céda aux insinuations perfides des agens de l'Angleterre. Sans déclaration de guerre, elle ferma ses ports aux Français, les ouvrit aux Anglais qu'elle y accueillit, et leva une armée formidable, dont elle donna le commandement au général Mack. Le roi Ferdinand lui-même sortit de ses états avec une armée de soixante-dix mille hommes, pour chasser des états du pape seize mille Français disséminés encore dans cette partie de l'Italie. Championnet, qui venait d'être chargé du commandement de cette petite armée, recule d'abord, et abandonne Rome, dont les Napolitains s'emparent sans résistance. Le général français réunit ses troupes, bat les ennemis à Castellana, et à Otricoli, rentre dans Rome en vainqueur; chasse les Napolitains, les poursuit, dissipe leur armée, enlève leurs magasins et leurs munitions, soumet Gaëte, et arrive devant Capoue, au milieu d'une foule de paysans, fidèles exécuteurs des ordres de leur monarque, qui leur enjoignait de se lever en masse, et de massacrer tous les Français. Au moment où Championnet se trouvait devant Capoue, entouré de ces hordes sanguinaires, le vice-roi de Naples lui proposa un armistice, dont les conditions étaient, qu'il livrerait Capoue, donnerait dix millions, fermerait ses ports aux Anglais, et tirerait une ligne de neutralité depuis Salerne jusqu'aux extrémités de la Pouille, si le général français voulait consentir à ne pas marcher sur Naples. Un seul de ces points violé annullait la suspension d'armes, qui devait être sanctionnée par les deux gouvernemens. Cette convention n'engageait Championnet qu'à ne pas entrer dans la ville de Naples. Il hésita; mais environné par des hordes d'assassins, et se voyant sur le point de manquer totalement de vivres, le salut de son armée triompha de son irrésolution: l'armistice fut signé. Cette suspension d'armes, et ses opérations militaires, donnèrent le temps à Championnet d'attendre

la réunion de toutes ses forces pour entrer dans Naples. Il n'avait jamais regardé cette conquête comme celle qui présentait le plus de difficulté ; mais il la jugeait impossible , tant que l'armée royale ne serait pas entièrement détruite , et que les bandes de paysans armés ne seraient pas tout-à-fait dissipées. Cet armistice lui donnait aussi la facilité de fomenter dans la capitale une révolution que ses intelligences y avaient préparée depuis long-temps. Tout arriva comme il l'avait prévu. La capitulation augmenta la méfiance entre les membres des autorités civiles et militaires, et produisit une singulière irritation entre les Napolitains partisans de la royauté, et ceux qui soupiraient pour la république. Championnet, à chaque instant, était instruit des mouvemens qui agitaient les deux partis dans les murs de Naples, et ses émissaires parvinrent à déterminer ses partisans à se prononcer avec énergie en sa faveur. La révolution éclata à l'occasion d'une insulte faite à un Français. Le commissaire-ordonnateur Arcambal est envoyé à Naples, avec un sauf-conduit, pour presser la rentrée des sommes promises par le traité. Le vice-roi, qui régnait encore, l'accueillit honorablement ; mais la présence de l'ordonnateur, et sur-tout l'objet de la mission, aigriront le peuple, qui voulut l'assommer. Son courage, et les efforts des républicains le sauvèrent de la fureur de cette canaille ameutée. Deux partis furent dès ce moment en présence. Le massacre d'un républicain fut le signal de ces émeutes populaires, qui produisirent bientôt l'anarchie la plus complète. Les uns demandent la mort de l'assassin ; les autres le défendent. Les *lazzaroni* (1) s'emparent de tous

(1) Les *lazzaroni* sont composés de la partie la plus robuste et la plus pauvre de la population de Naples ; ils ont des lois particulières, s'assemblent quand ils le croient utile à leurs intérêts ; et seraient difficilement réduits en servitude par le gouvernement. Ils aident la police dans les émeutes partielles, dont les fautes du gouvernement ne sont pas la cause. Ces hommes, très-attachés aux avantages de leur corporation, n'ambitionnent point ceux des classes supérieures. Mais ne possédant rien, ils sont un instrument très-dangereux, et un puissant levier dans les momens d'agitation publique et de révolution. On ne doit point les confondre à cause de leur pauvreté avec la lie de la nation, plus remplie de filoux à Naples que dans Londres ; mais dans leurs querelles, ils entraînent les bateliers et les pêcheurs ; et leur nombre qui se montait à quarante mille, les rendait redoutables au faible gouvernement de la maison de Bourbon dans Naples.

les arsenaux et signalent Mack comme un traître ; ses troupes, disent-ils, sont des *Jacobins* vendus aux Français. Le vice-roi leur devient suspect ; il est obligé de se jeter dans un canot, et de se sauver en Sicile. Les soldats étrangers, effrayés des menaces des *lazzaroni*, se rendent comme transfuges à l'armée française. Mack, abandonné des siens, demeuré presque seul, livrésans défense à la rage des *lazzaroni*, a recours à la générosité de Championnet, et lui fait demander un asile. Il arrive au quartier-général de Caserte, suivant l'officier qu'il avait envoyé pour implorer la clémence du vainqueur. Au moment de paraître devant lui, ils'arrête, il craint de s'abandonner à la loyauté d'un général qui a dû se trouver offensé de la lettre dure et menaçante qu'il lui avait écrite. Championnet va au-devant de lui avec un visage serein. Mack, éperdu, veut lui remettre son épée ; Championnet la refuse, et lui dit : *General, gardez-la ; mon gouvernement me défend d'accepter des présens de fabrique anglaise.* Mack demeure long-temps muet ; il s'enhardit enfin, et demande un passe-port pour Milan. Le directoire l'y fait arrêter comme prisonnier de guerre. Ce procédé afflige le général Championnet : sensible et magnanime, n'eût point abusé de la situation déplorable d'un ennemi malheureux, et n'eût point donné des fers à celui qui, pour se soustraire aux poignards des *lazzaroni*, était venu se jeter dans ses bras. Irrités de ce que leur proie a trompé leur rage, les *lazzaroni* fondent sur les avant-postes qui sont autour de la ville ; ils arrivent jusqu'à la ligne, et la trouvent sous les armes. Un régiment français repousse cette troupe de misérables, couverts de haillons. Cette attaque fut le signal de la rupture de l'armistice et de la reprise des hostilités. Championnet fait avancer son artillerie. Le soldat, impatient de se venger, attendait l'ordre de l'attaque ; le général l'arrête, et veut encore faire entendre des paroles de paix à un peuple égaré par le désespoir. Naples se trouvait sans magistrats ; les gens sages, les hommes aisés, frappés de terreur, gémissaient au fond de leurs maisons sur les malheurs d'une ville menacée tout-à-la-fois par l'ennemi qui était à ses portes, et par les fureurs de ses propres habitans. Soixante mille *lazzaroni* étaient seuls sous les armes ; ils barricadent les rues, et reçoivent les parlementaires français à coups de fusil. Championnet crut que l'appareil de ses forces ferait tomber les armes des mains de cette populace effrénée. Il différa l'at-

taque jusqu'au lendemain. Pendant la nuit, les lazzaroni ne cessèrent d'escarmoucher, et, secondés de leur artillerie, firent quelques sorties. A toutes les propositions qui leur furent faites, ils se montrèrent durs et inflexibles, et ne voulurent entendre parler d'aucune espèce d'accommodement. Championnet, lassé de leur insolence, prend alors la résolution d'en ordonner le massacre. Les Napolitains, fidèles à leurs promesses, se sont emparés du fort Saint-Elme, et n'attendent que le signal pour foudroyer la ville. Le général Kellermann marche à Capo-di-Monte; le colonel Girardon, à la tête de deux bataillons, monte en silence vers le fort Saint-Elme, et réunit ses braves soldats à ceux de la garnison. A peine leurs drapeaux flottaient parmi ceux des républicains, que la citadelle fait une décharge de toute son artillerie; le général Eblé y répond par le feu de ses batteries. Les troupes françaises se répandent dans la ville, et renversent tout ce qui s'oppose à leur passage. Les lazzaroni, enfermés dans les maisons, font feu du haut des toits, par les croisées, par les soupiraux des caves. Pour les atteindre, les soldats français s'arment de torches, brûlent les repaires des lazzaroni, et les enlèvent comme des redoutes. Du milieu de ces torrens de flammes et de fumée, s'élèvent les cris lamentables de ces malheureux : leur faubourg offre à l'œil effrayé une voûte de feu qui s'élève sur des flots de sang. On combat; on marche de ruines en ruines. L'audace des lazzaroni augmente toujours; maîtres d'une artillerie formidable, ils défendent l'approche de leurs rues avec une intelligence et un acharnement que les troupes napolitaines n'avaient jamais montrés dans tous les combats qu'elles avaient soutenus. Ils sont cent fois victorieux, et cent fois ils sont repoussés; on les accule dans les rues, ils ne sont pas réduits. Les escadrons républicains les refoulent jusque dans leur quartier-général, entièrement devenu la proie des flammes; ils s'avancent avec une nouvelle intrépidité sur les baïonnettes. Réunis, et formant une masse formidable, ils se serrent, s'étendent, enveloppent les bataillons français, les écrasent, les renversent. La violence de leur choc rompt les colonnes françaises; les bras des soldats républicains, comprimés, demeurent long-temps immobiles. Dégagé après de longs et pénibles efforts, chaque Français est obligé de combattre un peloton de lazzaroni dans le cercle étroit que sa baïonnette avait à décrire. Les soldats napolitains, tristes débris de cette armée que la présence seule des Fran-

çais avait dissipée, firent des prodiges de valeur dès qu'ils furent mêlés aux lazzaroni, et commandés par des chefs intrépides; ils soutinrent des combats dans toutes les rues. Cependant, forcés de céder au feu terrible qui les foudroyait du haut du fort Saint-Elme, ils abandonnèrent, vers le soir, la moitié de la ville. La nuit ne put faire cesser le carnage; on se massacrait impitoyablement d'un côté, tandis que de l'autre quelques hommes épuisés de fatigue, et contraints de céder aux besoins de la nature, s'endormaient au milieu des cadavres, ou sur les débris sanglans des décombres amoncelés, et couverts de cendres brûlantes. Le jour reparait et voit recommencer cette horrible boucherie: les Français avaient juré de s'ensevelir sous les ruines fumantes de Naples, plutôt que de renoncer à la certitude de s'en rendre maîtres. Championnet veut enfin terminer cette lutte terrible. Il ordonne au général Kellermann de marcher sur le château neuf, et de l'emporter à la baïonnette. Les généraux Duhesme et Broussier escaladent le fort del Carmine; et une colonne pénétrant dans le quartier des lazzaroni le livre aux flammes. Le colonel Girardon, suivi de la garnison du fort Saint-Elme, se précipite dans la ville. Les généraux Rusca, Dufresse, et Calvin, ont bientôt investi le château du roi. Ce combat terrible durait depuis soixante-sept heures, toutes les rues étaient couvertes de morts, de mourans, et de blessés.

Le général Championnet ne vit qu'un moyen de diviser les lazzaroni, moyen déplorable, il est vrai, mais que les circonstances rendaient absolument nécessaire; ce fut de tourner leur fureur contre le château du roi, et de leur en abandonner le pillage. Il parcourt ensuite la ville déserte; quelques malheureux habitans sortaient des maisons qui avaient échappé à la fureur de l'incendie. Championnet les aborde, leur parle avec douceur, partage leur affliction, et gémit avec eux de voir leur patrie en proie à toutes les horreurs de la guerre, et déchirée de toutes parts. Il n'est point venu pour augmenter leur détresse, mais pour les consoler et leur apporter leur liberté; il leur promet des subsistances et leur annonce qu'il veut enfin mettre un terme à leurs malheurs. Ce peuple léger qui, quelques instans auparavant, se battait à outrance pour un roi qui l'abandonnait en s'enfuyant en Sicile, embrasse les Français et fait retentir l'air des cris redoublés de *Vive la république!* L'archevêque, homme ami de la paix, annonce par un bulletin que le ciel se déclare pour les Fran-

çais. Le miracle de la liquéfaction du sang de saint Janvier avait eu lieu extraordinairement : le général en chef, se conformant au caractère du peuple, se prosterne au pied de la chaise de ce grand saint, lui donne une garde d'honneur avec cette consigne : *Respect à saint Janvier*. On se porte en foule vers l'image du protecteur de la ville; on ne cesse de crier : *Vive la république et saint Janvier* ! Les sentimens religieux des Français excitent l'admiration des Napolitains et leur font déposer les armes. Un des chefs des lazzaroni se range du côté des soldats de Championnet; il harangue ses camarades, et bientôt ces terribles soldats, dociles à la voix de leur chef, imitent son exemple : le calme renaît, la guerre est terminée, et des cris de joie et de satisfaction remplacent les scènes d'horreur et de deuil qui avaient répandu la consternation dans toutes les parties de cette immense ville. Ce jour mémorable assure le triomphe de Championnet; depuis ce moment chéri et révérend des Napolitains, il rétablit l'ordre et la tranquillité, il fait désarmer les habitans et maintient parmi ses soldats la discipline la plus sévère. Le lendemain il fait ranger ses troupes en bataille, et les proclame armée de Naples. La belle tenue des militaires français, leur musique guerrière, les salves d'artillerie répétées par les échos, et le Vésuve faisant jaillir ses feux paisibles et étincelans de ses bouches fermées depuis un espace de cinq années, forment pour ce peuple innombrable un spectacle aussi magnifique que brillant et nouveau.

La multitude ne songe plus aux malheurs de la veille; l'avenir le plus fortuné se présente à son imagination; les républicains sont au comble de leur joie, et la république parthénopéenne est proclamée. Championnet élit des magistrats, et se réserve la sanction des lois; il empêche toute espèce de pillage, et se contente de soumettre les vaincus à une contribution de guerre. La douceur de son gouvernement lui concilie l'amour de tous les citoyens, et la France ne peut s'empêcher de payer un tribut d'admiration justement mérité à la conquête de Naples. Mais tandis que l'auteur de ces actions merveilleuses ramenait dans les contrées qu'il avait soumises l'ordre et le bonheur, des débats scandaleux s'élevèrent entre lui et la commission civile qui suivait l'armée Championnet, rappelé, est calomnié par les agens du directoire : un gouvernement ingrat paie ses services par sa destitution; le vainqueur des Napolitains est mis dans les fers, et on lui

fait un crime d'avoir empêché la spoliation des propriétés particulières d'un peuple dont il s'était déclaré le protecteur, après lui avoir dicté des lois. La destitution d'un général qu'ils aimaient plonge les Napolitains dans la douleur. Cette injuste condamnation fut le premier des malheurs dont les Français ne cessèrent d'être accablés en Italie pendant une année entière.

Naples ne fut pas long-temps occupé par les Français. Les revers qu'ils éprouvèrent dans la haute Italie forcèrent le gouvernement à retirer de cette ville l'armée française, commandée par Macdonald, qui avait remplacé Championnet. La république parthénopéenne, nouvellement établie, et qui n'avait point encore acquis une stabilité assez ferme, succomba sous les efforts qu'employa, pour la renverser, le cardinal Ruffo, commandant au nom du roi de Naples des bandes d'insurgés dans la Calabre; ils s'approchèrent de la capitale, et la prirent sur les républicains, qui, abandonnés à leurs propres forces, ne purent résister à ces troupes.

Du 5 février au 13 avril 1806. — Le roi de Naples, qui le premier avait allumé la guerre, se vit forcé d'avoir recours à la clémence du vainqueur de Marengo, qui lui pardonna et lui donna la paix. Une conduite aussi généreuse, de la part d'un ennemi qui avait en son pouvoir tous les moyens de tirer une vengeance éclatante des injures faites à sa nation, aurait dû engager la cour de Sicile à quelque réciprocité; il n'en fut pas ainsi. Lorsque l'Autriche reprit les hostilités pour la troisième fois, la cour de Naples demanda à garder une parfaite neutralité. Le roi de Sicile s'engagea formellement, par une convention signée le 21 septembre, à ne permettre à aucun corps de troupes, appartenant à l'une ou l'autre des puissances belligérantes, de débarquer sur le territoire des Deux-Siciles; à ne confier le commandement de ses armées ou de ses places à aucun officier russe, autrichien, ou anglais, ou émigré français. Napoléon observe strictement la neutralité; les troupes françaises évacuent le territoire napolitain, et remettent toutes les places qu'elles occupaient aux officiers de sa majesté sicilienne. Ce traité, conclu depuis deux mois, avait eu de part et d'autre son entière exécution, lorsque la bataille de Trafalgar ranima les espérances de la reine Caroline, qui, à la moindre apparence des succès qui favorisaient les ennemis de la France, se berçait des illusions.

les plus flatteuses, et n'attendait qu'une occasion favorable pour se déclarer contre cette puissance. Une escadre anglaise mouilla, le 20 novembre, dans la rade de Naples, pavoisant ses vaisseaux et fit une décharge de tous ses canons. Des salves d'artillerie, parties de tous les châteaux de Naples, répondirent à ces signes d'alégresse. Les troupes anglaises et russes débarquèrent et furent reçues avec les plus vives démonstrations d'amitié. La reine de Naples, à l'arrivée de ce premier détachement, s'empessa d'aller au-devant des officiers-généraux et de les accueillir avec une flatteuse distinction. Une proclamation, publiée le même jour, enjoignit à quarante mille Napolitains de se joindre aux troupes qui venaient de débarquer, et d'obéir au général Lasce, commandant des Russes. La garde de Naples fut confiée à dix-huit cents Anglais.

Une violation aussi manifeste du traité conclu deux mois auparavant, parut un motif suffisant à l'ambassadeur français, de ne plus prolonger son séjour à Naples; et, le 20 novembre, il demanda des passe-ports. Son départ porte quelque atteinte à la sécurité de la cour et indispose les Napolitains; ils ne pouvaient s'empêcher de gémir sur les malheurs de la guerre où l'on voulait les replonger. Au premier avis officiel du débarquement des troupes anglaises dans le port de Naples, un embargo général fut mis sur tous les bâtimens napolitains mouillés dans la rade de Gênes; leurs capitaines réclament des secours pour nourrir leurs équipages: le consul de Naples est forcé de fournir à cette dépense. Lorsque cette mesure de représailles eut été connue de Napoléon, quoique commandée par les lois de la guerre, il ne voulut point qu'elle eût lieu; il ordonna que les vaisseaux napolitains fussent relâchés et que leurs cargaisons leur fussent rendues, en leur annonçant que, toujours ami des peuples et du commerce, il ne connaissait d'autres ennemis que les gouvernemens violateurs des traités; que ce serait sur eux que tomberait sa vengeance; mais qu'il ne voulait point rendre victimes de leurs erreurs leurs sujets malheureux. En même temps tous les corps de la vingt-septième division militaire eurent ordre de se porter sur Batiglione, pour couvrir l'Italie contre les entreprises des Anglo-Russes. Les forces de cette partie de la coalition n'étaient pas redoutables: on y comptait dix-huit mille hommes, formant une armée composée d'Anglais, de Turcs, de Russes et d'Esclavons. Le canon d'Austerlitz retentit

alors dans ces parages, et jeta la terreur parmi les Napolitains consternés. Le 6 janvier le maréchal Masséna arrive à Bologne avec vingt-cinq mille hommes ; une armée le suivit de près ; Joseph, frère de Napoléon, devait la commander comme lieutenant de son frère. Les Russes n'attendirent pas leur arrivée. Un courrier avait été dépêché de la Hongrie, portant au général Laschi l'ordre de faire embarquer sur-le-champ les troupes de sa nation, et de les conduire dans la république des Sept-Iles. Le départ des Russes livrait les Napolitains à leurs propres forces, et les mettait sous la dépendance des Anglais, trop faibles pour les soutenir, mais assez forts pour les opprimer. Déjà Joseph était parvenu au-delà d'Alexandrie. Plus de six mille hommes d'infanterie et de cavalerie arrivent le 9 janvier à Foligno. Une avant-garde, commandée par le général de division Lecchi, se dirige sur Rieti. Le maréchal Masséna arrive, le 10, à Pezaro ; il prend la route de la marche d'Ancône, et se rend à Spolette, où le quartier général s'établit : la cour de Naples, accoutumée à fléchir au moment du danger, croit pouvoir encore une fois détourner l'orage prêt à fondre sur elle : le cardinal Ruffo est envoyé à Paris en qualité d'ambassadeur. Mais pouvait-il espérer de réussir ? Était-il probable que la France voulût encore conclure des traités avec une cour qui n'avait pas craint de les enfreindre ? Napoléon, lassé d'opposer la clémence au parjure, n'avait pas attendu ce moment pour déterminer la punition qu'il devait infliger à ceux qui se faisaient un jeu de violer tous leurs sermens. De son quartier-général de Schoenbrun, il avait adressé à l'armée qui devait marcher sur Naples une proclamation, sous la date du 27 décembre 1805.

« Soldats ! depuis dix ans j'ai tout fait pour sauver le roi de Naples : il a tout fait pour se perdre. Après les batailles de Dego, de Mondovi, de Lodi, il ne pouvait m'opposer qu'une faible résistance. Je me fiaï aux paroles de ce prince, et fus généreux envers lui. Lorsque la seconde coalition fut dissoute à Marengo, le roi de Naples, qui le premier avait commencé cette injuste guerre, abandonné à Lunéville par ses alliés, resta seul et sans défense ; il m'implora, je lui pardonnai une seconde fois. Il y a peu de mois que vous étiez aux portes de Naples. J'avais d'assez légitimes raisons de suspecter la trahison qui se méditait, et de venger les outrages qui m'étaient faits : je fus encore généreux ; je

reconnus la neutralité de Naples ; je vous ordonnai d'évacuer ce royaume ; et ; pour la troisième fois , la maison de Naples fut raffermie et sauvée. Pardonnerons-nous une quatrième fois ? Nous fierons-nous une quatrième fois à une cour sans honneur , sans raison ? Non , non ! la dynastie de Naples a cessé de régner ; son existence est incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de ma couronne. Soldats ! marchez , précipitez dans les flots , si tant est qu'ils vous attendent , ces débiles bataillons des tyrans des mers. Montrez au monde de quelle manière nous punissons les parjures. Ne tardez pas à m'apprendre que l'Italie tout entière est soumise à mes lois ou à celles de mes alliés ; que le plus beau pays de la terre est enfin affranchi du joug des hommes les plus perfides ; que la sainteté des traités est vengée , et que les mânes de mes braves soldats , égorgés dans les ports de la Sicile à leur retour d'Egypte , après avoir échappé à tous les périls des naufrages , de la mer , des déserts et de cent combats , sont enfin apaisés. Soldats ! mon frère marche à votre tête ; il connaît mes projets ; il est dépositaire de toute mon autorité ; il a toute ma confiance , honorez-le de la vôtre. »

Ainsi Buonaparte excitait ses guerriers à la vengeance. Le maréchal Masséna , qui voulait enflammer en eux le même sentiment , leur montra qu'ils devaient aussi faire respecter les armes françaises et les honorer par une exacte discipline , et se concilier l'amour des peuples en traitant avec douceur une nation que les démarches insensées d'une cour déloyale avaient précipitée dans un abîme de malheurs. Le roi de Naples envoya auprès du lieutenant-général de l'armée , à Rome , le prince Théodore ; mais il n'eut pas plus de succès que le cardinal Ruffo. La décision de Napoléon avait été mûrement réfléchie ; elle fut irrévocable , et rapidement exécutée. Joseph Napoléon , en quittant Rome , se rendit à Ferrentino , réunissant le double titre de généralissime et de successeur désigné du monarque dont le trône allait être renversé.

Avant de mettre le pied sur le territoire napolitain , Joseph Napoléon adressa à ses soldats une proclamation qui leur rappelait leurs devoirs , en les avertissant de ne pas faire rejaillir sur les peuples les malheurs qui ne devaient tomber que sur les infracteurs des traités. A son approche , les troupes de la coalition disparurent ; elles évitèrent même , dans leur

marche rétrograde, de passer par Naples. Les Anglais prennent la fuite les premiers ; le prince de Hesse, qui occupait Gaète, avait refusé de les recevoir ; ils s'embarquèrent à Castellamare. Les Russes montèrent sur les vaisseaux qui les attendaient à Baïes pour les transporter à Corfou. La retraite de toutes ces troupes réduisit le roi Ferdinand aux seules forces napolitaines, dont les masses sont bientôt dissoutes. Le peu de troupes réglées qui restaient encore occupèrent Naples, le fort Saint-Elme et le château de l'Œuf ; deux régimens gardèrent Capoue. Le prince de Hesse-Philipstadt demeura dans Gaète avec deux mille cinq cents hommes ; quelques troupes tinrent garnison dans les places de la Pouille ; les Abruzzes furent évacuées, et le général Games fut chargé du commandement de Naples. Toutes ces dispositions furent insuffisantes pour rassurer la cour de Naples, et elle se décida à passer en Sicile. Le roi partit pour Palerme, le 23 janvier, laissant à son fils aîné des pouvoirs illimités ; se résignant ensuite aux lois de l'impérieuse nécessité, il défendit à ses sujets de faire aucune résistance quand l'armée française se présenterait, et laissa même la police de Naples au ministre duc d'Ascoli, qui maintint sévèrement le bon ordre pendant quelques jours. La présence du prince royal et de la reine fut sur le point de déranger toutes les mesures qui avaient été prises.

Cette princesse se souvint de la résistance terrible et opiniâtre que les lazzaroni avaient opposée aux troupes de Championnet ; elle résolut d'exciter leur fureur et de courir les risques de voir tourner contre elle-même les bras que sa colère armait contre les ennemis. Les lazzaroni prennent tumultueusement les armes ; le prince royal paraît vouloir se mettre à leur tête et les opposer aux Français, tandis que son frère essayait de soulever les Calabrois et prenait des mesures pour en former un cordon sur les montagnes des Abruzzes. Tout ce que Naples renfermait d'hommes sensés déploraient cette étrange conduite, et redoutaient d'avance les maux qu'elle allait attirer sur leur patrie. Heureusement la marche rapide des Français donnait l'espoir de les voir bientôt maîtres de Naples. L'armée de Joseph ; passant le Garigliano le 8 février, arriva à Ceprano. Il marchait lui-même à la tête du centre, commandé par Masséna, et se dirigea de San-Germano sur Capoue ; le général Régnier, qui commandait la droite, s'avança sur Terracine, sur Gaète ; et le général Lecchi, avec la gauche, déboucha par le col

d'Itri. Régnier somma Gaète ; mais ses menaces n'effrayèrent point le prince de Hesse , qui avait juré à la reine de Naples de se défendre jusqu'à la dernière extrémité ; il fallut donc commencer le siège. Capoue fut investi le 12 février. Dès le lendemain , des députés de la ville de Naples arrivèrent au quartier-général de Joseph Napoléon ; et convinrent de lui remettre Naples , Capoue , Gaète et Pescara. La reine et le prince royal avaient pris la fuite , emportant avec eux tout l'argent des caisses publiques et les effets précieux des palais. Aussitôt l'avant-garde française , commandée par les généraux Duhesme et Partouneaux , marcha sur Naples et en occupa tous les postes ; Joseph Napoléon y fit son entrée le 12 février.

A son arrivée , il fut complimenté par les autorités locales , qui lui témoignèrent que leur seule crainte était le retour de la reine Caroline , dont le caractère altier et vindicatif inspirait aux Napolitains l'unique terreur qu'ils éprouvaient en ce moment. Joseph Napoléon les rassura , en leur disant que la parole de son frère était sacrée ; qu'il avait juré que le sceptre de la reine Caroline ne peserait plus sur la tête des habitans de Naples. Une partie des troupes françaises , en arrivant sur le Môle , trouva encore une frégate et une corvette napolitaines que le mauvais temps empêchait d'appareiller. Ces bâtimens , après avoir essuyé deux décharges , furent obligés d'amener leurs pavillons ; ils étaient chargés l'un et l'autre d'une partie des trésors de la cour de Sicile. Un autre convoi , que la tempête força de retourner à Baies , à Procéda et à Castellamare , fut aussi confisqué ; mais on n'y prit que les objets qui appartenaient à la cour fugitive. On trouva dans l'arsenal deux cents pièces de canon et deux cents milliers de poudre. Les officiers napolitains , n'ayant plus rien à craindre de la vengeance de la cour de Sicile , prirent du service dans les troupes françaises. Les régimens furent formés en troupes nationales , et le commandement du premier régiment d'infanterie légère fut donné au prince Pignatelli. Ces mesures de prudence et de sagesse , qui prouvaient aux Napolitains l'intention du vainqueur , de les traiter en amis et en sujets , produisirent des changemens avantageux pour la tranquillité réciproque des habitans et de la troupe. En vain la reine de Naples et les Anglais firent-ils jouer tous les ressorts possibles pour troubler cette heureuse harmonie , les peuples avaient sous les yeux le souvenir récent de leurs malheurs , et ils se gardèrent bien de se laisser aller à ces insinuations perfides.

Voyant qu'ils ne pouvaient plus compter sur des troupes qui, rendant leurs places, obtenaient les honneurs de la guerre avec la faculté d'être employées au service du nouveau souverain, ou de retourner dans leurs foyers, les partisans de la reine de Naples n'eurent plus d'autre ressource que celle d'organiser le brigandage, et l'on ne tarda pas à reconnaître qu'ils possédaient, dans ce genre, une expérience consommée. Le prince de Hesse-Philipstadt fut le seul qui demeura fidèle aux lois de l'honneur, en s'opiniâtrant à défendre Gaète. Tous les autres ne furent que les agens de l'Angleterre dont ils servirent les projets, en l'aidant à organiser une insurrection de brigands, dont elle confia la direction au prince royal; mais tous ces moyens étaient-ils suffisants pour résister à soixante-dix mille soldats français qui avaient déjà conquis une partie de l'Europe? Tandis que le maréchal Masséna formait le siège de Gaète, le général Saint-Cyr se rendit maître de la Pouille, d'Otrante, de Tarente et de tout le littoral de la mer Adriatique. Un troisième corps d'armée, composé de douze bataillons et six escadrons aux ordres du général Régnier, marche contre l'armée napolitaine, campée dans la Calabre et divisée en deux corps, dont l'un obéissait au prince héréditaire, et l'autre au général Damas. Ces deux divisions formaient une armée de dix-huit mille hommes. Les Calabrois furent insensibles aux promesses et aux séductions, l'argent même ne put triompher de leur résolution; ils refusèrent de s'armer. Tous les bandits seulement se réunirent sous les drapeaux de Caroline. Pour grossir le nombre de leurs partisans, les chefs de ces forces ouvrirent les prisons, firent relâcher les criminels qui attendaient leur jugement, et promirent une amnistie à tous ceux qui étaient poursuivis pour des crimes que la justice devait punir. Ils cherchèrent à en attirer d'autres en diminuant les impôts, et essayèrent de donner un élan à la levée en masse, par l'espoir du pillage de Naples, dont ils parurent vouloir se rapprocher, et qu'ils prétendirent trouver dégarni de troupes. La réunion de tous ces moyens parvint à ébranler cette masse, qui commençait à se mouvoir, lorsque les Français se mirent en marche. Le général Régnier atteignit ces troupes dans la position de Campo-Tenese, le 9 mars; elles étaient retranchées au milieu d'une plaine qui forme un plateau protégé par des montagnes sur lesquelles ils avaient appuyé leur droite et leur gauche, et qu'ils avaient garnies d'infanterie; leur centre était couvert par trois redoutes armées d'artillerie de gros calibre. Lorsque

les éclaireurs de l'armée française eurent replié les premiers postes au débouché d'un défilé, des voltigeurs furent détachés sur les montagnes qui s'élèvent à droite et à gauche. Mais au moment où l'armée se présenta pour entrer dans la vallée de Saint-Martin, la neige qui commençait à tomber en abondance, et une brume épaisse qui obscurcissait l'atmosphère, dérobèrent entièrement la vue de l'ennemi et ne permirent point de reconnaître ses dispositions, afin d'établir celles qui paraîtraient nécessaires pour l'attaque. Ces obstacles, qu'on n'avait pu prévoir, n'empêchèrent pas d'envoyer un bataillon du quarante-deuxième pour soutenir les voltigeurs qui poursuivaient les Napolitains; le second bataillon de ce régiment et le premier régiment d'infanterie légère se formèrent à l'entrée de la plaine, sous les ordres du général Compère: et la division Verdière, qui marchait sur leurs pas, s'établit en seconde ligne. Tandis qu'une partie des troupes du général Régnier se formait ainsi sous le canon du camp des Napolitains, les voltigeurs et le bataillon de la quarante-deuxième gagnaient du terrain et s'avançaient insensiblement. Ils arrivent sur les hauteurs qui soutenaient la droite de l'ennemi, et chassent deux régimens chargés de sa défense; le général Régnier saisit ce moment pour commencer l'attaque, et donna ordre au général Compère de s'avancer avec ses troupes au pas de charge. Cette attaque bien exécutée jettel'épouvante parmi les Napolitains; ils prennent la fuite; on se précipite sur eux, en un instant leur déroute est complète, ils abandonnent leurs retranchemens et leurs canons. Parvenus au défilé, ils éprouvent à la sortie les mêmes difficultés que les Français y ont éprouvées à leur entrée. Les voltigeurs français, arrivés en même temps qu'eux au défilé de Moreno, leur fermèrent cette issue, et le gros de la cavalerie fut obligé de se sauver en désordre dans les montagnes, où les tirailleurs les suivirent et en prirent un grand nombre. Un brouillard épais qui s'éleva et la nuit qui survint empêchèrent qu'ils ne fussent enveloppés. Le froid et la faim en firent périr beaucoup sur ces sommités glacées; d'autres, pressés par le besoin, aimèrent mieux se rendre, que de s'exposer à une mort cruelle et douloureuse. Hors d'état de conserver ses redoutes qu'elle se voyait forcée d'abandonner, cette armée y laissa toutes les pièces de canon dont elle était suivie, et le général Damas ne put rallier que mille fantassins et cent chevaux. Les Français amenèrent à Naples deux mille prisonniers; le reste de cette multitude se dispersa dans les montagnes. Le prince

héréditaire François de Bourbon et toute sa suite se retirèrent sur Cosenza, d'où ils se rendirent en toute hâte à Reggio. L'armée française se mit à la poursuite des troupes napolitaines; mais le mauvais état des chemins et les temps ne lui permirent pas de faire une marche rapide; elle fut arrêtée sur-tout par les défilés impraticables de Solano et de Melca. En arrivant sur les hauteurs situées au-dessus de Fumara-di-Muro et de Scilla, d'où l'on découvre tout le détroit de Messine, Régnier découvrit, entre Gallucio et Pentinelle, cinquante bâtimens qui mirent à l'instant à la voile. Il s'avança fort vite avec sa cavalerie, dans l'espoir de surprendre ceux des Napolitains qui n'auraient pas eu le temps de s'embarquer; mais à son arrivée, il ne trouva plus de troupes sur le rivage; les bâtimens venaient d'appareiller sous la protection des chaloupes canonnières qui tirèrent sur son avant-garde. Pendant cette expédition dans la Calabre, le général Duhesme traversait la Basilicate et se repliait sur Cassano. Par cette position il se ménageait le double avantage d'entretenir la communication et la continuité des lignes qui s'établissaient sur toute l'étendue des côtes, et de favoriser la surveillance contre toute espèce de surprise qui pourrait être tentée de la part des Anglais. Ces insulaires repoussés lorsqu'ils conduisaient au combat, contre les Français, des troupes régulières, n'osaient plus attaquer à force ouverte une nation depuis long-temps accoutumée à triompher de ses ennemis, et ce fut désormais en fomentant des insurrections, en armant tous les bandits et en les excitant au meurtre et au pillage, qu'ils tentèrent de s'opposer à l'établissement des Français dans le royaume de Naples. Dans la situation où se trouvait cet état, il avait besoin d'un gouvernement fort et modéré, armé de justice pour récompenser les hommes paisibles, et de sévérité pour punir les perturbateurs de l'ordre public; il lui fallait un monarque dont l'œil actif et vigilant pût découvrir la source des maux; pour y porter un prompt remède, et, non un gouvernement lointain dont l'action serait nécessairement affaiblie par la distance. Aussi, Napoléon, en prenant possession de ce royaume, ne crut pas qu'il fût convenable à ses intérêts de le conserver annexé aux états de sa domination. Il annonça le 30 mars qu'il conférerait le titre de roi de Naples et le gouvernement de ces états à son frère Joseph Napoléon. Ce prince, qui, par son affabilité, avait su gagner tous les cœurs, reçut le 13 avril, à Reggio, le sénatus-consulte qui le nommait roi des Deux-Siciles. A cette nouvelle, la joie se répandit parmi cette classe de

citoyens amis de la tranquillité publique, auxquels l'administration du nouveau monarque promettait une longue suite de jours heureux. Le gouvernement de Joseph Napoléon fut aimé parce qu'il fut juste; peu-à-peu le calme se rétablit dans ces contrées long-temps en proie aux horreurs de la guerre; une police sévère contint ceux qui auraient été tentés de renouveler les tristes scènes de désolation: les chefs des brigands, vils agens de l'Angleterre et de la reine détrônée, furent arrêtés, et payèrent de leur vie tous les crimes dont ils s'étaient rendus coupables jusqu'à ce jour. On regretta le roi Joseph, lorsqu'appelé au trône d'Espagne, il quitta un royaume qu'il avait gouverné avec sagesse; mais il eut pour successeur un prince depuis long-temps illustré par ses exploits guerriers, et dont l'union avec la famille de Napoléon était le prix de sa valeur et de ses travaux militaires.

NARREW.

16 février 1807. — Le général Benisgsen, pendant l'hiver de 1807, chargea le général Essen, arrivant de l'armée de Michelson, de faire quelques tentatives contre les Français, espérant par-là faire diversion, et embarrasser Napoléon, qui, selon ses calculs, avait nécessairement affaibli ses cantonnemens de la Narrew, afin de porter plus de forces sur les différens points où il préparait l'attaque qu'il devait diriger contre lui vers la basse Vistule. Essen donc, en suivant les deux rives de la Narrew, se porta, le 15 février, avec vingt-cinq mille hommes, sur Ostrolenka. Il rencontra, en arrivant au village de Flaccies-Lawowa, l'avant-garde de Savary, qui, en l'absence du maréchal Lannes, commandait le cinquième corps de la grande armée. Le général Gazan, le 18, à la pointe du jour, se porta au secours de cette avant-garde: les Russes, qu'il atteignit à neuf heures, sur la route de Novogorod, furent battus et mis en déroute. Mais ceux-ci, au même moment, attaquaient Ostrolenka par la rive gauche: les généraux Campana et Ruffin défendaient cette petite ville avec deux brigades. Cette attaque ne fut pas plutôt connue du général Savary, qu'il fit partir le général Reille, et ce, ramassant tout ce qui lui restait de troupes disponibles, il se mit lui-même en mouvement. L'infanterie russe se montrait sur plusieurs colonnes à Ostrolenka; elle pénétra même jusque dans les rues; mais elle fut culbutée

trois fois, et forcée de se retirer par une colonne française qui fondit sur elle au pas de charge. Les rues étaient jonchées des corps des Russes qui furent tués, leur perte fut telle qu'après avoir abandonné la ville, ils allèrent se cacher derrière les monticules de sable qui la couvrent. Les têtes des colonnes, composées des divisions Suchet et Oudinot; qui se portaient à leur rencontre, arrivèrent sur le midi. La petite armée de Savary fut rangée de manière à former la ligne d'attaque. La gauche, sur deux lignes, était commandée par le général Oudinot; Suchet était à la tête du centre, une brigade de la division du général Gazan formait la droite; elle était aux ordres du général Reille, qui marcha à l'ennemi, après s'être couvert de toute son artillerie. L'attaque fut accompagnée d'un feu très-vif, on fit plier les Russes de tous côtés, et on les poursuivit l'épée dans les reins plus de trois lieues. Le général Oudinot, connu par son intrépidité, eut le plus grand succès dans une charge qu'il fit à la tête de la cavalerie : les Cosaques de l'arrière-garde russe furent taillés en pièces. On voulut recommencer le lendemain la poursuite que la nuit avait suspendue; mais les Russes, abandonnant plus de douze cents blessés, avaient battu en retraite pendant les ténèbres, et il fut impossible de les atteindre. Dans cette affaire, qui coûta aux Russes treize cents hommes tués sur le champ de bataille, sept pièces de canon et deux drapeaux, un général Suwarow et plusieurs officiers perdirent la vie. La perte du général Savary eût été faible, n'ayant eu que soixante hommes tués et quatre à cinq cents blessés; mais elle fut grandement augmentée par celle d'un officier dont le mérite donnait les plus grandes espérances, le général Campana.

NASSAU.

Septembre 1795. — Les Autrichiens occupaient une excellente position sur la rive gauche de la Lahn, depuis Limbourg jusqu'à Nassau; le général Jourdan, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse, les y ayant rencontrés, ordonna au général Bernadotte d'attaquer leurs avant-postes dans Nassau : ils en furent chassés, et y perdirent quelques hommes dont les uns furent tués et les autres noyés dans la Lahn. Dietz fut en même temps attaqué par le général Poncet. Les troupes, qui trouvèrent le pont coupé, passèrent la rivière sur des

planches placées à la hâte, entrèrent dans la ville au pas de charge, et en chassèrent les ennemis. Après avoir pris Dietz, deux bataillons rencontrèrent, dans la plaine où ils descendirent, les hussards de Saxe, et les forcèrent à se replier avec perte.

NAVA.

29 décembre 1811. — Le général Soult, commandant en chef l'armée du midi, avait tenté le siège de Tariffa, et le général Hill avait quitté les frontières de Portugal pour opérer une diversion en marchant sur Mérida. Le capitaine Neveu, du quatre-vingt-huitième régiment, avait été envoyé en reconnaissance à la Roca, avec trois compagnies de voltigeurs. Le 29 décembre, il rencontra l'avant-garde anglaise, qui détacha contre lui huit cents cavaliers et quatre pièces de canon; malgré la supériorité de l'ennemi, il fit bonne contenance, et forma sur-le-champ le carré, mettant au centre quelques hussards. Il l'attendit dans cette position, lui fit essuyer tout son feu, et ne permit pas aux Anglais de l'entamer. Cinq charges de cavalerie se succédèrent, l'artillerie ne cessa pas un instant son feu, et sa troupe ne fut pas ébranlée; il se mit ensuite en retraite vers Mérida, se présentant toujours à l'ennemi avec avantage et ne lui permettant pas de s'approcher. Le général Dambrouski, ayant entendu le feu, sortit de Mérida avec sa cavalerie pour protéger la retraite du capitaine Neveu, et contenir l'ennemi, qui s'arrêta à sa vue; et cessa d'inquiéter les braves soldats qui rentrèrent dans la ville, au milieu des éloges et des applaudissemens de la garnison. On ne saurait trop louer l'intrépidité et la prudence du capitaine Neveu, qui, après avoir essuyé des charges si nombreuses de la part des Anglais, lesquels perdirent assez de monde, ramena avec lui ses blessés, et n'eut que trois hommes tués; tant il est vrai que la supériorité du nombre cède à la sagesse des dispositions jointe au courage!

NAZIELSK.

30 décembre 1806. — Le maréchal Bessière, à la suite d'une brillante affaire de cavalerie, cernait trois escadrons de hussards prussiens, et leur enlevait plusieurs pièces d'artillerie, pendant que les restes de l'armée prussienne étaient

repoussés et rejetés dans les bois de Lantembourg par les troupes françaises. Le général Davoust, avec son corps d'armée et la réserve de cavalerie, se porta sur Nazielsk, c'est une ville de Pologne, sur la rive droite de la Sona, dans la Mazovie. Le général Rapp commandait l'avant-garde; elle rencontra celle de l'ennemi à une lieue de Nazielsk. Cette avant-garde fut cernée par le général Lemarrois, qui, avec deux régimens de dragons, avait tourné un grand bois. Il avait mis beaucoup de promptitude dans l'exécution de ce mouvement. L'ennemi, voyant que les Français ne faisaient aucun mouvement, et qu'ils ne cherchaient pas à s'avancer, soupçonna quelques desseins cachés et lâcha pied. Cependant le major Ourwarow, aide-de-camp de l'empereur de Russie, fut pris dans l'une des charges qui eurent lieu. Un détachement arriva presque aussitôt après sur la petite ville de Nazielsk; la canonnade se ranima : les Russes avaient une bonne position, et étaient couverts par des marais et des bois. Le maréchal Kaminski se trompa en croyant pouvoir passer la nuit dans cette position, car on l'en chassa, et on le poursuivit pendant plusieurs lieues. Quelques-uns de ses généraux reçurent des blessures : les Français firent prisonniers plusieurs colonels, et prirent des pièces d'artillerie. Le colonel Beckler, du huitième de dragons, fut blessé mortellement : ce fut un brave officier perdu pour les Français.

NEISS.

Du 21 février au 16 juin 1807. — La monarchie prussienne avait été anéantie par la grande armée; un de ses corps fut chargé de faire le siège de Neiss, ville située sur la rive droite de la rivière de même nom. Les casernes, les établissemens militaires et les magasins, au moins en grande partie, sont placés dans une petite ville nouvellement bâtie, qu'on nomme Friederischstat; une enceinte bastionnée, une fausse braie et deux cavaliers forment les premières fortifications. Ces ouvrages ne sont pas revêtus des contre-gardes; des demi-lunes, que des flancs rentrans unissent entre elles, composent une seconde enceinte, dont l'escarpe et la contre-escarpe sont revêtues; une enveloppe en terre et un avant-fossé défendent les deux. Au moyen de différentes écluses renfermées dans les fortifications on inonde le terrain compris entre la Neiss et la Bilau, et tout ce qui est sur

la rive jusqu'au pied des hauteurs, et l'on peut donner aux fossés et contre-fossés huit à dix pieds de profondeur, en y faisant monter les eaux : au milieu de l'inondation se trouvent quelques ouvrages détachés. Le fort du Blochausen, qui est du nombre, gênait beaucoup les approches de la place, en prenant d'écharpe les tranchées des assiégeans ; un fort étoilé, bien revêtu d'escarpes et de contre-escarpes, appelé le fort de Prusse, défend la partie située sur la rive gauche de la Neiss ; ce fort est lié à la rivière par une ligne continue, flanquée de quelques redans qui forment l'enceinte de Friederichstat. Une autre ligne bastionnée, et beaucoup plus étendue, passe sa gauche jusqu'à l'inondation, et sa droite vers la basse Neiss ; elle renferme un espace considérable que l'on nomme le camp retranché. Le fort de Prusse est contreminé ; tout le terrain en avant du camp est mamelonné, et offre beaucoup d'avantages pour les attaques ; mais la prise de la place n'était en rien facilitée par celle du camp retranché. Une division wurtembergeoise se porta vers Neiss, après le siège de Schweidnitz ; elle se dirigea d'abord sur Glatz et sur Silberstadt afin de masquer ses desseins. Le 24 février le blocus de Neiss fut entièrement terminé ; la garnison de la place était de six mille hommes, et cinq mille seulement en formaient le siège. Ce fut sur le front de la porte de Neustadt que dut se porter la principale attaque. Dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, la première parallèle fut tracée ; on avait converti le siège en un blocus qui dura un mois, parce que pendant ce temps-là l'artillerie était employée à celui de Schweidnitz. Le 11 avril le siège recommença d'une manière vigoureuse, et fut poussé de même. Le baron de Kleist, aide-de-camp du roi de Prusse, venait d'être nommé gouverneur de la Silésie, et par cela même aurait bien désiré que quelque coup d'éclat eût signalé son arrivée ; mais il ne débuta pas heureusement, car étant parti de Glatz le 13 avril, il tenta vainement d'attaquer avec quatre mille hommes le corps d'observation qui protégeait le siège de Neiss, et qui était commandé par le général de brigade Lefebvre. Le quartier-général de Jérôme Buonaparte fut porté le lendemain à Munsterberg ; les Prussiens se décidèrent à tenter une attaque, et cherchèrent à en assurer le succès en ne marchant que la nuit. Le 6 avril, à huit heures du soir, deux mille hommes sortirent de Glatz avec six pièces de canon, et se portèrent sur la droite de la

position de Franckeistein; ils furent joints le lendemain par une autre colonne sortie de Sibelberg, et ensemble ils tombèrent inopinément sur le corps du général Lefebvre. Jérôme Buonaparte partit de Munsterberg au premier coup de canon, et arriva au secours des Français à dix heures du matin. Sa présence ranima le combat, qui déjà était fort échauffé; après l'arrivée de ce nouveau renfort les Prussiens ne purent pas tenir long-temps; ils se retirèrent et furent poursuivis jusque sous les murs de Glatz. On leur tua trois cents hommes qui restèrent sur le champ de bataille; on leur prit trois pièces de canon, et l'on fit six cents prisonniers; on prit aussi quatre cents des leurs qui s'étaient perdus dans les bois, et qu'on avait enveloppés de manière qu'ils ne pussent s'échapper.

Pendant ce temps-là, le siège de Neiss, poussé vigoureusement, avançait, et les tranchées approchaient de la place, qui était déjà à demi-brûlée. La résistance des assiégés fournit aux troupes wurtembergoises de fréquentes occasions de signaler leur bravoure. La défense de la forteresse était facilitée par les postes et les ouvrages avancés que les assiégés conservaient sur la rive droite de la Neiss, le Blockhausen du fort d'eau leur servait beaucoup; ajoutez à cela que les assiégeans avaient trop peu d'artillerie, et que le feu de la place avait démonté toutes leurs pièces, et vous connaîtrez la cause qui retardait la reddition de Neiss. On fit venir de Schweidnitz de l'artillerie, au moyen de laquelle le dernier obstacle fut levé. On tenta dans la nuit du 30 avril un coup de main hardi qui réussit, et leva la première difficulté. Jérôme Buonaparte ordonna au général Vandamme de faire emporter d'assaut le fort d'eau, parce qu'il reconnut qu'il gênait beaucoup ses opérations. Le colonel de Naubroun y marcha avec quatre cents hommes; le Johannis-mulh fut attaqué par le lieutenant de Transhausen; on emporta en même temps le Wachen-mulh et Frustengarten. On exécuta toutes les attaques à-la-fois avec un ensemble et une précision qui en assurèrent le succès. Des soldats moins braves et moins aguerris que les Wurtembergoises eussent regardé comme des obstacles insurmontables une opération nocturne, l'inondation artificielle de la Neiss et de la Bilau, un feu continu de mitraille et de mousqueterie, un fossé de cinq pieds de profondeur rempli d'eau et ceignant le fort du Blockhausen. Mais ne calculant aucun danger, et n'envisageant que la gloire, ces généreux guer-

riers exécutèrent l'ordre qui leur avait été donné, avec le plus honorable dévouement. Pendant toutes les attaques, le capitaine du génie, Ponthon, combattit à la tête des troupes. On rasa entièrement le fort d'eau, et l'on brûla les bâtimens de Frustengarten, de Johannismulh et de Wackenmulh. Le vainqueur fit cent cinquante prisonniers et prit neuf canons. Les Prussiens inquiétaient l'armée d'observation : pour les écarter, on eut besoin les jours suivans d'avoir quelques affaires de poste avec eux ; Neiss n'avait pu jusque là être strictement bloqué sur la basse Neiss, à cause du petit nombre de troupes employées au siège ; mais des renforts étant arrivés, on facilita les communications en établissant des ponts. La garnison souffrait beaucoup, on en fut d'abord instruit par des déserteurs, et l'on en fut certain par la manière lente avec laquelle elle riposta au feu terrible d'artillerie qu'on dirigeait sur la ville. Les bombes avaient beaucoup endommagé les maisons, et un nombre assez considérable de soldats fut tué ou blessé par la commotion d'un moulin à poudre qui sauta. Les vivres commençaient à manquer ; le général Vandamme crut la circonstance favorable, et fit une sommation ferme au gouverneur ; la réponse fut la demande d'une entrevue où l'on convint des articles de la capitulation. Cinq milles hommes formant la garnison défilèrent devant Jérôme Buonaparte, et déposèrent les armes sur le glacis. Il n'y avait plus de vivres dans Neiss, mais on y trouva trois cent vingt-huit bouches à feu et deux cent soixante milliers de poudre.

NÉRESHEIN.

Août 1796. — Toujours poursuivant les Autrichiens, commandés par le prince Charles, l'armée de Rhin-et-Moselle était parvenue dans les gorges des montagnes d'Alb, et avait franchi ce pas difficile. Le prince Charles, qui était en retraite, s'arrêta aux champs de Néreshein, où il fut rejoint par de nombreux renforts. Alors il ne fut plus douteux qu'une bataille sanglante se donnerait bientôt. Vingt-deux bataillons et sept escadrons formaient la droite de l'armée française ; qui s'étendait à Dischingen, le centre, fort de quarante-huit bataillons et de soixante-six escadrons, était placé à Dunschelchingen, la gauche, qui s'appuyait à la route de Néreshein à Nordlingen, n'était que de huit bataillons

et quatre escadrons. Les flanqueurs de gauche étaient placés à Bopfingen, et ceux de droite entre la Breutz et la Zweibach. Les Autrichiens opposaient vingt-quatre bataillons et soixante-douze escadrons à la droite des Français, et douze bataillons, avec six escadrons à la gauche. De l'intérieur de l'Autriche, il était encore venu des renforts à l'archiduc, qui craignait de n'être pas assez fort pour remporter la victoire. Cinq bataillons et dix escadrons étant rassemblés à Dillingen, le colonel Giulay, après avoir passé le Rhin à Guntzbourg, s'était réuni avec eux, conduisant à-peu-près un même nombre de soldats. Cette colonne avait ordre de se porter à Ober-Meldingen, d'y attaquer les flanqueurs de droite de l'armée française, de tâcher de les écraser, et, après avoir tourné le corps de bataille, de lui fermer toute issue, en s'emparant des passages des montagnes d'Alb. Une seconde colonne devait se diriger sur Belmershoffen et Dischingen, et là, déborder encore l'aile droite. Le centre du corps de bataille devait être attaqué par le corps de l'armée séparé en deux colonnes, dont l'une se dirigerait sur Dunselchingen et l'autre sur Kossingen. On avait détaché de l'armée autrichienne un corps qui, pour tenir la gauche des Français en haleine, était chargé d'une fausse attaque sur la route de Nordlingen, du côté de Schweindorff. Moreau, qui ne s'était avancé pour ainsi dire qu'en tâtonnant dans les gorges de l'Alb, devait ainsi être attaqué sur cinq points différens, et son ennemi connaissait parfaitement toutes les issues du pays, couvert de bois et montueux, dans lequel il allait combattre : c'était sur la route de Dunselchingen, et au centre que devait avoir lieu la principale attaque. Le prince Charles s'était imaginé que tandis qu'il enfoncerait les républicains sur ce point-là, toute retraite sur Heydenheim leur serait coupée par la division envoyée sur leurs derrières; et, pour tout dire, son intention était de les déborder, de tourner leur droite sans engager la sienne, et de faire donner sur la droite et le centre par sa gauche avec toute l'impétuosité possible. Sa supériorité en nombre, sa connaissance du terrain, et la position isolée de plusieurs corps français dans les bois et les montagnes, ne lui avaient laissé aucun doute sur ces succès. M. Dedon l'aîné, colonel d'artillerie, témoin des événemens, nous en donne la description avec une clarté qui se trouve rarement. Nous le suivrons dans ses détails, et nous commencerons par examiner ce qui s'est passé aux

deux ailes. La division réunie contre les flanqueurs de droite de l'armée française leur était bien supérieure, sur-tout en cavalerie. Les Autrichiens avaient sur ce point trois mille chevaux contre quatre cents : une aussi immense supériorité, en obligeant les Français à la retraite, la leur rendait extrêmement difficile. Les défilés où ils devaient passer, étaient occupés d'avance par des partis de cavalerie ennemie. La bravoure étrange des dix-septième et centième demi-brigades les sauva seule du danger imminent auquel elles se trouvaient exposées. Duhesme, commandant ces flanqueurs, voulut les ramener sur la Brentz, et défendre la vallée étroite qui borde cette rivière ; mais un fort parti ennemi l'avait devancé, avait gagné Giengen et l'avait séparé du reste de l'armée. Toujours harcelé en tête et en flancs, il repassa la Brentz, et se retira sur Bömerckik, Weissenstheim et Henbach. Parvenu à Giengen, les Autrichiens poussèrent un parti sur Heydenheim, à trois milles sur les derrières de notre corps de bataille. Le quartier-général, la trésorerie, et les munitions qui s'y trouvaient, firent leur retraite fort heureusement sur Alen et Koenigsbroun. Ce mouvement de l'ennemi rendait la position de l'armée très-hasardée dans un revers, en interceptant les seules routes par où la retraite fût facile, et le chemin par où lui parvenaient ses munitions. La seconde colonne de l'armée autrichienne, dirigée sur Dischingen, avait ralenti sa marche en entendant le feu du combat de la ville. Le général Saint-Cyr eut alors avis de cette marche ; il ordonne à la brigade du général Laroche de se porter à la rencontre de ce corps. Les deux avant-gardes se rencontrèrent sur ce point à sept heures du matin, à Reinslingen et Druggenhoffen. Les Français, après une forte résistance, cédèrent le terrain et se retirèrent au château de Dischingen. Craignant qu'ils ne fussent encore forcés dans cette position, Saint-Cyr détacha le général Lecourbe pour les soutenir : les progrès de l'ennemi furent alors arrêtés. L'avant-garde de la quatrième colonne des Autrichiens attaqua le village de Kossingen, et y fut d'abord repoussée ; mais lorsque son corps de bataille fut déployé, sur les onze heures, entre les hauteurs de Barenberg et Hossen, ils chassèrent les Français de ce village. Le chef de brigade Gazan, fermant la gauche de notre corps de bataille, fut attaqué par la cinquième colonne de l'armée autrichienne. Dès les premiers instans, cet officier jugea, par la manière d'agir de l'ennemi, que c'était une

fausse attaque, quoiqu'elle fût très-vive : deux fois il le repoussa sans se laisser entamer. L'attaque principale des Autrichiens, dirigée contre notre centre, déboucha dès six heures du matin. L'ennemi surprit dans les bois deux demi-brigades qui y étaient demeurées après le combat de la veille ; elles furent culbutées et ramenées avec perte de quatre cents prisonniers à Dunselchingen. Il résulta de ce mouvement rétrograde, une trouée entre notre centre et notre gauche ; mais la réserve, en s'y portant rapidement, répara cet accident et rétablit le combat. Le corps de bataille des Autrichiens se déploya ensuite entre Hoffen et le Baremberg, ce qui dura jusqu'à dix heures. La grande attaque commença alors sur ce point, où l'ennemi avait réuni la plus grande partie de ses forces : ses tirailleurs y furent repoussés plusieurs fois. Dans ce moment, Desaix chercha à reprendre l'offensive sur la gauche, en faisant avancer la réserve. Le général Decaen obtint quelques succès, et fit deux cents prisonniers : tout fut calme jusqu'à trois heures. L'ennemi tira alors des troupes de sa droite pour fortifier son attaque sur le Baremberg : c'eût été l'instant de tomber sur sa droite avec notre aile gauche, moins fatiguée et mieux fournie de munitions que le reste de l'armée. Moreau faisait ses dispositions pour opérer ce mouvement et reprendre l'offensive, quand il apprit que l'ennemi était maître d'Heydenheim. Les munitions qu'on attendait de ce lieu avaient été prises ou forcées de retrograder : on renonça donc à tout projet d'attaque. L'adjutant-général Houel fut détaché avec un bataillon, deux escadrons de cavalerie et deux pièces de canon pour reprendre le poste important d'Heydenheim. Moreau résolut de se tenir sur la défensive jusqu'au moment où il en aurait la nouvelle. A deux heures, l'attaque commença avec une nouvelle vigueur sur le Baremberg, Dischingen et Dunselchingen. Vainement l'ennemi fit établir plusieurs batteries, dont les feux se croisaient sur ce dernier village ; vainement il parvint à y mettre le feu avec ses obus : il ne put s'en rendre maître. Son infanterie traversa à plusieurs reprises la vallée qui séparait son champ de bataille du Baremberg ; elle commença à monter cette hauteur, mais elle fut constamment repoussée par notre infanterie. Moreau se décida à faire évacuer la réserve pour repousser l'ennemi, dont l'infanterie gagnait du terrain dans le bois de Baremberg, et l'artillerie écrasait nos troupes près de Dunselchingen. Cette réserve se déploya entre ce village •

et Hoffen. Cette manœuvre réussit; l'artillerie légère démonta le canon des Autrichiens, qui craignirent alors eux-mêmes d'être attaqués à leur droite. Dès ce moment ils ralentirent leurs efforts contre le Baremberg, et ne firent plus aucun progrès. On se tirailla, et il n'y eut plus de nouvelles attaques. Après un combat long, sanglant et opiniâtre, les deux armées bivouaquèrent sur leur champ de bataille respectif. A cinq heures du soir, Moreau apprit qu'un simple parti autrichien avait percé jusqu'à Heydenheim, où le succès du général Houel n'était pas incertain; mais il sut en même temps que ses flaqueurs de droite avaient été repoussés fort loin, et qu'il ne pouvait avoir que dans la journée du lendemain des munitions qui avaient suivi le mouvement du quartier-général à Königsbroun. La position de l'armée française était très-embarrassante, quoiqu'elle eût conservé son champ de bataille, en perdant seulement le terrain de son avant-garde : ses troupes, harassées de fatigues et dépourvues de munitions, auraient eu beaucoup de peine à soutenir un nouveau combat, si l'ennemi eût renouvelé ses attaques, et une retraite faite aussi près de l'ennemi eût exposé aux plus grandes pertes, sur-tout si l'on eût trouvé les défilés des montagnes d'Alb occupés. De tous côtés il y avait des risques à courir : on se détermina pour le parti le plus audacieux. L'attaque fut décidée; mais comme il fallait le temps de distribuer aux troupes du centre une partie des munitions de l'aile gauche, on remit l'affaire au jour suivant. Le 12, à six heures du matin, les colonnes d'attaque se forment : on n'attendait que le signal d'une attaque, dont le succès était presque certain, quand on s'aperçut que l'archiduc commençait sa retraite. Les munitions étaient rares, il était très-difficile de les remplacer : on y renonça dès qu'on se fut assuré du mouvement rétrograde de l'ennemi. Le but de l'archiduc en livrant cette bataille à Moreau, était de le forcer à une retraite irrégulière et précipitée, capable de le jeter sur le Rhin après avoir éprouvé les plus grandes pertes. S'il ne pouvait parvenir à le battre et à le mettre en déroute, il en tirait encore l'avantage de gagner du temps pour faire filer ses magasins et ses équipages, encombrés à Donawert. En s'apercevant l'armée française prête à reprendre l'offensive, et à l'attaquer de nouveau, ce prince dut croire que sa perte avait été légère, malgré le revers éprouvé par les flaqueurs de droite. Une nouvelle action pouvait compromettre son armée;

il se détermina donc à une retraite qui conservait enfin ses magasins et ses troupes. Il marcha sur Donawert, où il voulait passer le Danube, et se retira deux jours après derrière la Wernitz. Tel fut le résultat de cette mémorable journée, où les Français ne purent se flatter d'une victoire complète, puisque les Autrichiens purent garder leur champ de bataille. L'armée de Rhin-et-Moselle y prouva cependant, par sa contenance inébranlable, que-si les Français sont doués de cette valeur impétueuse à laquelle rien ne résiste quand ils attaquent, ils sont également susceptibles de la tranquillité et du calme intrépide qui font soutenir les attaques les plus vigoureuses et les mieux combinées, et sortir avec gloire des plus grands dangers : mais notre perte fut très-considérable.

NERWINDE.

18. et 19 mars 1793. — Des succès avaient marqué la fin de la campagne des Français en 1792; des malheurs signalèrent l'ouverture de celle de l'année suivante. L'armée de Dumouriez était cantonnée sur les bords de la Roër : au lieu de se contenter d'en reprendre le commandement, Dumouriez eut l'imprudence de faire une tentative hors de saison sur la Hollande, et d'entreprendre le siège de Maëstricht avant d'avoir rassemblé son armée de la Belgique. Une armée formidable surprit Miranda, que ses espions avaient ou mal informé ou trompé. Les Français ne purent se défendre, parce qu'ils étaient disséminés dans des quartiers éloignés, et que d'ailleurs ils furent accablés par le nombre. Saisis de frayeur, ils se retirèrent sous les murs de Louvain avec une précipitation qui devint une véritable déroute, et sans la présence d'esprit de quelques généraux, toute leur artillerie et toutes leurs munitions eussent été perdues. Aussitôt que la connaissance de cette retraite fut arrivée au gouvernement, Dumouriez reçut l'ordre de rejoindre à son poste, et de réorganiser son armée, dont les débris se rendaient par bandes dans l'intérieur de la Belgique. A l'arrivée de ce général, elle était réunie derrière Louvain, ayant devant elle le canal de Malines. Le 14 mars elle était composée de soixante-deux bataillons et cinq mille chevaux, formant un total de trente-cinq à quarante mille hommes; son avant-garde était à Cump-tich, et un corps détaché était sous Tirlemont; les villages qui sont entre Tongres et Tirlemont étaient occupés par les

Autrichiens. Dumouriez étendit son front jusqu'à Hougarde, et porta sa gauche à Diest où il fit des retranchemens. Hougarde fut occupé par le général Dampierre. Le prince Frédéric de Brunswick pouvant venir prendre l'armée à revers par la campine, le général Lamarlière se porta à Liere, d'où il pouvait éclairer ce poste : par le moyen de ces corps avancés la communication devenait libre avec les troupes qui étaient au Moerdick. On envoya le colonel Westermann à Turnhout, parce que, communiquant par Herentals avec le général Lamarlière, il pouvait de là couvrir la retraite. L'avant-garde des Autrichiens ayant, à la suite des Français, passé la Meuse à Maëstricht et à Liège dans la matinée du 15 mars, surprit Tirlemont, d'où elle chassa quatre cents hommes qui y étaient postés. Les généraux Dampierre et Miacksinski, commandans les troupes avancées, furent obligés de se replier sur l'armée. Le général Neuilly retourna dans sa position de Judoigne, et Dampierre s'établit en arrière de Meldert. Miacksinski fut remplacé sur les hauteurs d'Opplinter par le général Champmorin, et l'armée se porta le soir en avant de Cumplich, derrière son avant-garde. Une forte avant-garde des ennemis tenait tout le pays qui est entre les deux Gettes et Tirlemont ; elle y fut attaquée le 18 par Dumouriez. Le général Valence, à la tête des grenadiers, reprit Tirlemont : il s'y était rendu du côté de la Gette et par le chemin d'Hougarde. Un corps de troupes, commandé par le général Miranda, qui s'était porté sur les hauteurs d'Opplinter, dépassa l'ennemi et le força de se retirer derrière la Gette, où il occupa les hauteurs entre Saint-Tron et Owerwinden. Le général Lamarche s'empara du village de Goidzenhowen, poste très-avantageux que les ennemis avaient négligé, et dont ils connurent trop tard l'importance. L'avantage sur ce point fut vigoureusement disputé ; cependant les impériaux furent forcés de se retirer derrière la petite Gette à l'arrivée du général Neuilly, venant de la droite pour prendre la position de Neer-Heilissein. Après ces deux succès, qui rendirent l'avantage aux Français, et à l'armée la confiance, Dumouriez se décida à hasarder une action décisive ; il se porta donc en avant et étendit son front. La droite, commandée par le général Valence, à Goidzenhowen, et le centre, aux ordres du duc de Chartres, vers la chaussée de Tirlemont. La gauche, qui s'étendait en potence d'Orsmael aux hauteurs d'Opplinter, était com-

mandée par le général Miranda ; la droite du général Neuilly était appuyée à Neer-Heilissem ; le général Dampierre était en avant du centre à Esmaël , et le général Miackinski , avec sa cavalerie , au pont de la Gette , vers Ormael. Le développement du front des deux armées s'étendait sur à-peu-près deux lieues de terrain ; le front de l'armée française occupait depuis Goidzenhowen jusqu'aux hauteurs de Wommersom et d'Oppliuter , et celui de l'armée autrichienne depuis les hauteurs du village de Racourt jusqu'au-delà de Hall , dans la plaine de Leau. L'archiduc Charles commandait l'avant-garde ; la première ligne et une partie de la seconde était aux ordres du général Colloredo ; le prince de Wirtemberg était à la tête de l'infanterie de la seconde ligne et des dragons de Coblenz ; la défense de la plaine avait été confiée au général-major Stipshitz , commandant deux divisions de cavalerie et de l'infanterie. Le général Clairfait était chargé du corps de réserve ; les deux armées étaient séparées par la petite Gette , qui couvrait le front de cette ligne. Afin de déborder la gauche de l'ennemi et de l'inquiéter sur le flanc , la première colonne française , formant la droite de l'armée , devait déboucher par le pont de Neer-Heilissem et se porter dans la plaine entre Landen et Owerwinden. Le général Leveneur , commandant l'infanterie de l'armée des Ardennes , qui formait la seconde colonne , devait déboucher par le même point , prendre là un gros corps de cavalerie , se porter rapidement sur la Tombe de Mindelwinden , et attaquer le village d'Owerwinden , qui , suivant toutes les apparences , ne pouvait pas résister au canon de douze placé sur la Tombe. Le village de Nerwinde devait en même temps être attaqué sur sa droite par le général Neuilly , commandant la troisième colonne. Le général Valence commandait ces trois colonnes , et était chargé de l'attaque de droite. Deux colonnes formaient l'armée qui , sous les ordres du duc de Chartres , devait attaquer au centre. Le général Dietmann , commandant l'une de ces colonnes , avait reçu l'ordre de passer un ruisseau sur le pont de Laer , de traverser le village , et de se porter avec rapidité sur le pont de Nerwinde. La seconde colonne , commandée par le général Dampierre , devait se porter sur la gauche de Nerwinde , après avoir passé le pont d'Esmaël. Miranda était chargé de l'attaque de gauche ; trois colonnes formaient son armée : la première , dirigée par le général

Miacksinski , devait se rendre par la Gette à Ower-Hespen ; et attaquer devant elle en se portant sur Neer-Landen , la seconde , commandée par le général Ruault , avait l'ordre de passer la rivière au pont d'Orsmaël , et d'attaquer par le grand chemin de Saint-Tron à Liège. On avait ordonné au général Champmorin , commandant la troisième , de passer la grande Gette au pont de Bingen et de s'emparer de Leau. Les colonnes se mirent en mouvement au point du jour , et la droite commença à passer la petite Gette à neuf heures ; à la gauche , les troupes légères de l'ennemi furent d'abord délogées du village d'Orsmaël par le général Miranda. On fit de part et d'autre un feu terrible , d'artillerie , et pendant ce temps-là la ville de Leau fut prise par la troisième colonne qui s'y maintint. En même temps le général Valence passa le pont de Neer-Heilissem et chassa les Autrichiens du village de Racourt. L'avant-garde , après cet avantage , passa sans difficulté et rejoignit le général Valence : avec ce nouveau renfort il attaqua les Autrichiens , qui furent débordés à leur aile gauche. Les généraux Neuilly et Leveneur profitèrent de ce moment pour traverser la petite Gette , et prirent Owerwinden ; l'infanterie française s'était d'abord emparée d'un monticule qui est en avant d'Owerwinden , et qu'on nomme la Tombe de Mindelwinden. En la possédant , on a l'avantage sur trois villages voisins qu'elle domine ; mais les Autrichiens reprirent ce poste parce que les Français n'y avaient pas reçu de renforts : on l'attaqua de nouveau et on se le disputa mutuellement pendant toute l'action. Après avoir emporté le village de Nerwinde , le général Neuilly aurait dû y rester ; mais il le dépassa et s'étendit dans la plaine , ce qui fut une grande faute. Les succès de l'aile droite de l'armée autrichienne lui permettant de se dégarnir , elle envoya des renforts au général Clairfait , qui fit attaquer et emporta les trois points importants de Nerwinde , la Tombe de Mindelwinden et Racourt : l'armée française fut par-là mise dans une position extrêmement critique. Les hauteurs étaient occupées par les Allemands ; une artillerie nombreuse défendait leur front , et les villages de Racourt et de Nerwinde couvraient leur centre et leur gauche. Une colonne formidable d'infanterie et de cavalerie soutenait ces trois postes. Placés sur la pente du terrain , les Français au contraire avaient à dos la petite Gette. Dumouriez prétend avoir repris les villages de Racourt et de Nerwinde , et avoir

laissé le dernier jonché de morts et de blessés, après l'avoir perdu et repris une seconde fois. Selon le prince de Cobourg, quelques efforts que Dumouriez pût faire pour se maintenir dans le village de Racourt, il en fut repoussé; il le fut également de celui de Nerwinde, et les Autrichiens restèrent maîtres de ces deux postes. Ce combat dura onze heures, et la nuit seule y mit fin. L'armée française fut obligée de songer à la retraite, étant tournée par le centre et la droite; elle ne pouvait plus tenir contre les ennemis, maîtres des hauteurs de Wommersom, et étant foudroyée sur la chaussée de Tirlemont par une artillerie formidable qui la dominait. Elle repassa avec une sorte de désordre la petite Gette, et se reforma la droite à Goidzenhowen, et la gauche à Hackendowen. Les Français, dans cette affaire, perdirent quatre mille hommes. Des fautes essentielles furent commises de part et d'autre; celles de Dumouriez, plus considérables en elles-mêmes, le furent encore par leurs résultats, puisqu'elles furent cause que les chefs perdirent à-peu-près la confiance des soldats. Ces revers continuels avaient tellement découragé l'armée, que pour le moment elle n'osa plus tenir devant les impériaux. La connivence du général en chef avec les ennemis de la patrie causa, suivant les apparences, la perte de la Belgique.

NEUBOURG.

26 juin 1800. — Après la bataille de Hochstett en 1800, l'armée du Rhin pénétrait dans l'intérieur de l'Allemagne. Le général Kray, commandant l'armée autrichienne, envoya un parlementaire au général Moreau, pour lui annoncer la conclusion d'un armistice entre les armées française et impériale en Italie. Il n'instruisait point le général français du brillant succès qui venait de couronner les troupes de sa nation à la journée de Marengo, et qui forçait les Autrichiens à cette suspension d'armes. Moreau s'y refusa; il n'avait aucune connaissance des événemens qui avaient pu amener cette trêve; mais, comme d'un moment à l'autre il pouvait recevoir l'ordre de suspendre sa marche, il résolut dans cette hypothèse de procurer à son armée des cantonnemens plus étendus; il ne pouvait, vu l'éloignement du gros de l'armée autrichienne, la forcer d'accepter le combat; il devait se contenter tout au plus d'un succès d'avant-garde. Le général Decaen reçut ordre de

marcher avec sa division sur Munich, et se dirigea à fortes journées par Hoeschtel, Vertingen, Augsbourg et Daschau. Cette mesure avait pour but d'obliger l'électeur de Bavière à remplir les conditions d'un traité conclu en 1796. En s'emparant, d'ailleurs, d'un pont sur l'Iser, on forçait l'armée autrichienne à se retirer sur l'Inn, et ce n'était que derrière cette rivière qu'il lui était possible d'opérer sa jonction avec le corps qui se trouvait dans le Tyrol. Moreau se prépara donc à faire appuyer cette division par un mouvement général de toute l'armée; cette précaution était nécessaire pour l'empêcher d'être coupée par les Autrichiens, qu'il était important de prévenir. Le 24 et le 25 juin, les Français suivirent les ennemis qui se retiraient derrière la Wernitz. Leur aile droite liée au corps de Donawert, et s'étendant par sa gauche jusqu'à Ostheim, le centre occupant Feisenheim et Wechingen, la gauche appuyée sur Pffeffingen, fit quelques prises à Attingen.

Moreau jugea que l'ennemi, se rejetant sur le Danube, pouvait passer ce fleuve à Nenbourg, se porter sur le Lech, à Rain, et se placer ainsi entre l'armée et le détachement commandé par le général Decaen; il était de la dernière importance d'y arriver avant lui. L'armée avait à traverser trois grandes rivières, la Wernitz, le Danube et le Lech. Le général Lecourbe, commandant l'aile droite, eut ordre de passer le Danube à Neubourg le 26 juin, de s'avancer sur le Lech à Rain, pour s'emparer du pont de Gundel-Fingen. La droite du centre fut placée à Donawert, et la gauche à Harbourg. Une journée entière suffit à peine pour rétablir le pont de Gundel-Fingen, tant il était dégradé. La division Gudin prit position le soir au-delà de Rain, et s'y établit sans y éprouver autre chose qu'une très-faible résistance. L'ennemi fit passer sur des barques une division qui traversa le Danube; la brigade de gauche la fusilla jusqu'à onze heures du soir, et fit une centaine de prisonniers. Le général Lecourbe marcha le 26 sur Neubourg, en même temps que le centre recevait l'ordre de prendre position sur Rain, en réserve de l'aile droite de l'armée, et que la gauche s'avancait sur Donawert. Les deux divisions du général Lecourbe se mirent en route avant le jour; celle du général Gudin se dirigea sur Poetmess; elle fut obligée de disputer sa position, et ne put s'en rendre entièrement maîtresse, vu la nombreuse cavalerie que lui opposèrent les ennemis. Deux régimens de hussards se firent remarquer par les charges brillantes qu'ils exécutèrent. Le général Puihod, à la tête de la

brigade de gauche, prit position à Elkirck; cependant Neubourg était le but vers lequel se dirigeaient les plus grands efforts de l'ennemi; il paraissait que son projet, après s'en être emparé, était de prendre position et de se lier à la gauche du général Gudin, lorsque le général Kray, jugeant à nos mouvemens de l'intention de nos généraux, y fut trompé, et voulant peut-être encore courir les risques d'une bataille, pour prendre la position du Lech, et opérer sa jonction avec le corps du prince de Reuss, déboucha de Neubourg avec une grande partie de son armée. Les mouvemens qui s'opéraient continuellement dans les deux corps ne leur avaient pas permis de prendre de position fixe, pour soutenir ou livrer un combat. L'avant-garde rencontra les impériaux au village de Strass, et les poussa jusque sur les hauteurs d'Unterhausen, qu'elle occupa en force. Trois bataillons aux ordres du général Espagne marchèrent pour attaquer le front du plateau, tandis qu'un quatrième s'avancait pour le tourner sur Rosenfeld. La dixième demi-brigade légère était répandue sur le front et le flanc des colonnes; la réserve fut formée de la brigade Schiner, de la cent neuvième et du troisième bataillon de la trente-septième; on la fit soutenir par le neuvième de hussards, le sixième de cavalerie et l'infanterie légère. Quelques efforts suffirent pour chasser l'ennemi de sa position, et le général Espagne parvint au revers de la montagne à la vue de Neubourg. Une blessure que cet officier reçut au bras le força de se retirer; alors la brigade Schiner envoya quelques troupes pour soutenir et maintenir la position; mais l'ennemi vint l'attaquer avec des renforts considérables, et s'empara du plateau. Le bataillon qui marchait par Rosenfeld fut arrêté par trois régimens, et ne put pénétrer. Les forces de l'ennemi s'accrurent à un tel point, que bientôt la droite du général Montrichard se trouva débordée, tandis que sa gauche était inquiétée par des batteries établies sur le Danube, et que des partis ennemis couraient sur ses derrières. Trop faible pour résister, le général Montrichard donnait l'ordre de la retraite, lorsque l'arrivée du général Lecourbe changea la situation des affaires; prévenu du combat furieux qui venait de se livrer, il demande au général Moreau la division Grand-Jean pour soutenir le général Montrichard. Lui-même vole sur le champ de bataille, où il trouve ses généraux divisionnaires animant leurs troupes et leur donnant l'exemple de l'intrépidité et du courage. Il arrête la retraite qui commençait à s'effectuer, et annonce les nouveaux secours

qui sont sur le point d'arriver. L'armée du Rhin n'avait pas coutume de céder du terrain, et, malgré sa grande supériorité, l'ennemi fut contenu par quelques pelotons frais et une compagnie de grenadiers de la cent neuvième, commandée par le capitaine Lacoste. Le chef de brigade Lacroix pénétra encore une fois dans Unterhausen, et chassa l'ennemi des bois qui se trouvaient à la gauche de ce village; mais il lui eût été difficile de s'y maintenir plus long-temps, lorsque l'arrivée du général Gudin, suivi de cinq bataillons, un régiment de chasseurs et une compagnie d'artillerie, vint augmenter ses forces. A l'instant Lecourbe forme ces troupes en colonnes d'attaque; la première aux ordres de l'adjutant-général Coehorn se porta sur la gauche d'Unterhausen, qu'elle tourna; la seconde fut chargée d'attaquer le plateau de front, et la troisième eut ordre de se porter sur la gauche pour attaquer la droite de l'ennemi; on mit tant de vigueur dans ces attaques, et elles furent exécutées avec un ensemble si parfait, que l'ennemi ne put y résister, et fut bientôt forcé d'abandonner entièrement sa position. Le combat fut des plus acharnés; les colonnes s'avançaient sans tirer un coup de fusil, malgré le feu de huit pièces d'artillerie qui vomissaient la mort de toutes parts; la quarante-sixième et la quatorzième légère furent long-temps pêle-mêle avec la cavalerie ennemie, et se battirent continuellement avec rage, sans s'ébranler un seul instant. On ne peut se faire une idée du carnage qui se fit dans cette affreuse mêlée; l'ennemi, obligé de retirer ses pièces, n'en continua pas moins le combat. L'obscurité semblait ajouter à l'horreur de cette terrible bataille; on n'entendait plus un coup de feu; l'oreille n'était frappée que du son produit par le cliquetis des armes, et des cris des combattans. Cette journée vit terminer les jours du chef de bataillon Fortis, qui fut cruellement sabré par la cavalerie autrichienne; le brave Latour-d'Auvergne, le premier grenadier de France, percé d'un coup mortel, y trouva une mort glorieuse. Les généraux autrichiens disaient en se retirant: *Jamais les Français ne se sont si bien battus; cette armée est invincible.* L'armée autrichienne se retira pendant la nuit, brûla le pont, et se rendit à Ingolstadt. Huit cents prisonniers de quinze régimens différens restèrent au pouvoir des Français. La mort du vaillant Latour-d'Auvergne fut un jour de deuil pour l'armée, dont il emportait les regrets. Issu de la famille des Turenne, il en avait la bravoure et les vertus. C'était un des plus anciens officiers de l'armée, et celui qu'honorait

un plus grand nombre d'actions d'éclat. Carnot, ministre de la guerre, dans un rapport au premier consul, dit : « Les braves l'ont nommé le plus brave ; modeste autant qu'intrépide, il ne se montra jamais avide de gloire ; il a refusé tous les grades. Aux Pyrénées occidentales, le général, commandant l'armée, rassembla toutes les compagnies de grenadiers, et, pendant le reste de la guerre, ne leur donna point de chef ; le plus ancien capitaine devait commander : c'était Latour - d'Auvergne. Il obéit, et bientôt ce corps fut nommé par l'ennemi la colonne infernale. Un de ses amis n'avait qu'un fils dont les bras étaient nécessaires à sa subsistance ; la réquisition l'appelle : Latour-d'Auvergne vole à l'armée du Rhin pour le remplacer, et pendant deux campagnes, toujours au premier rang, il est à toutes les affaires, et anime les grenadiers par ses discours, son exemple. Pauvre, mais fier, il refuse le don d'une terre que lui offrait le duc de Bouillon, le chef de sa famille. Sa vie est sobre, il ne jouit que du traitement de capitaine à la suite, et ne se plaint pas. Peu d'instruction, parlant toutes les langues, son érudition égale sa bravoure, et on lui doit l'ouvrage intitulé : *Les Origines Gauloises*. Tant de vertus, dit Carnot, en terminant son rapport, appartiennent à l'histoire ; mais il appartient au premier consul de la devancer »

Buonaparte, ému à ce récit, cherche une récompense digne de tant de bravoure, de modestie et de vertu. Il lui donne le titre de premier grenadier de France, et lui décerne un sabre d'honneur. Latour-d'Auvergne ne voulut se parer de cette arme qu'après qu'elle aurait été teinte du sang des ennemis. *Il n'est aucun des grenadiers que je commande, écrivait-il à un de ses amis, qui ne l'ait méritée autant que moi : allons, il faudra la montrer de près aux ennemis ; à mon âge, la mort la plus désirable est celle d'un grenadier sur le champ de bataille, et je l'y trouverai, je l'espère.* Il fut effectivement tué en chargeant à la tête des grenadiers de la quarante-septième demi-brigade, où il avait choisi son rang. Pendant les trois jours qui suivirent la mort de ce guerrier estimable, les tambours des compagnies de grenadiers demeurèrent voilés ; sa place resta vacante dans cette compagnie ; il est nommé à tous les appels, et son cœur porté, dans une boîte d'argent, par le second grenadier, précède aux combats les braves dont il fut toujours le modèle ; ses restes, enveloppés de feuilles de chêne et de laurier, furent ensevelis au lieu même où il avait terminé sa glorieuse carrière. Au moment où sa dépouille mortelle était

déposée dans son dernier asile, un grenadier retourna son corps, en disant : Il faut le placer dans son tombeau comme il était dans son vivant, le visage tourné vers l'ennemi. On éleva à ce héros un monument simple et modeste, digne des vertus et du courage qui furent son plus bel appanage. Ce fut à Oberhausen, où il avait été tué, que fut placé le mausolée du brave Latour-d'Auvergne. Le quarante-septième régiment fait célébrer l'anniversaire du combat de Neubourg, par l'éloge du premier grenadier de France, et paie à sa mémoire ce tribut de regrets et d'admiration qu'il doit à celui qu'il s'honore d'avoir vu long-temps dans ses rangs, et qu'il suivit si souvent dans les champs de l'honneur et de la victoire.

NEUHOFF.

23 avril 1797. — Le général Hoche commandait en 1797 l'armée de Sambre-et-Meuse; il ordonne au général Watrin de s'avancer avec sa division pour investir Mayence. Cette colonne rencontre à NeuhoFF un camp autrichien. Les chasseurs de la vingt-quatrième légère l'attaquent aussitôt avec une audace peu commune. Les Autrichiens leur opposent une résistance opiniâtre; on combat des deux côtés avec un égal acharnement; mais enfin les Autrichiens cèdent, prennent la fuite, et sont poursuivis jusqu'aux portes de Mayence. Ils perdirent dans cette affaire trois canons, cinq caissons, beaucoup d'armes et de bagages, et huit cents des leurs furent faits prisonniers par nos soldats.

NEUMARCK.

15 août 1796. — Après quelques charges de cavalerie, qui forcèrent les Autrichiens à la retraite, les Français, sous les ordres de Bernadotte, se rendirent maîtres de Neumarck, le 15 août 1796.

2 avril 1797. — L'armée d'Italie avait reçu en 1797 le seul renfort important qui eût pu se joindre à elle depuis le commencement de ses conquêtes. Une partie de l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Bernadotte, venait d'y arriver. Ce grand mouvement n'avait pu s'effectuer qu'en vertu d'un armistice que l'on avait conclu sur le Rhin. Les Autrichiens de leur côté avaient opéré un autre mouve-

ment. L'archiduc Charles avait récemment formé une cinquième armée en Italie, avec l'élite des troupes qu'il avait opposées aux généraux Jourdan et Moreau, et quelques levées faites à la hâte dans les états héréditaires. Les Français impatients, et brulant du désir de combattre, voyaient avec peine que les rigueurs de l'hiver les empêchaient de se livrer à leur ardeur guerrière. Au commencement de mars, tout s'ébranle, et plusieurs actions s'engagent. Masséna rencontre les Autrichiens dans les gorges de la Carniole, entre Freisach et Neumarck; il les attaque, et culbute leur arrière-garde dans toutes les positions qu'elle veut disputer. Les Français s'acharnent à sa poursuite avec une telle vitesse, que le prince Charles est obligé de faire revenir de son corps de bataille les huit bataillons de grenadiers qui ont pris Kelh, et qui se trouvent en ce moment l'espoir de l'armée autrichienne; mais la deuxième demi-brigade d'infanterie légère, toujours distinguée par son courage, ne ralentit pas son mouvement, et se jette à droite et à gauche sur les flancs de cette gorge. En même temps, Masséna fait mettre en colonne les grenadiers de la dix-huitième et de la trente-deuxième, pour y refouler l'ennemi. Le combat s'engage avec fureur. C'était l'élite de l'armée autrichienne, luttant contre les vieux soldats de l'armée d'Italie. Les Autrichiens occupaient une position avantageuse, hérissée de canons, d'où ils croyaient foudroyer notre armée; ce poste favorable ne fit que retarder leur déroute de quelques instans. Animés par le désir de vaincre, et de triompher des obstacles qu'on leur oppose, nos soldats s'élancent avec fureur sur l'ennemi, qui ne tint pas long-temps contre une attaque si bien concertée. Bientôt les grenadiers sont culbutés, et laissent le champ de bataille couvert de leurs morts; ceux qui ne périrent point en cette journée furent faits prisonniers, et le reste de l'armée battit en retraite pendant toute la nuit. Les Français, couverts de gloire, entrèrent dans Neumarck, pour y jouir des fruits d'une victoire qui honorait autant leur courage, que les talens de leurs chefs.

1809. — Dans un combat livré à Neumarck, en 1809, M. Mortemart-de-Boisse, digne fils de celui dont nous avons cité un trait héroïque au camp de Maulde, et qui, comme son père, cultive avec succès les lettres et les beaux-arts, fit une action d'éclat, qui mérite d'être rapportée. Son régiment, le deuxième de ligne, débouchait d'un bois de sapins, et arri-

vait en face d'un régiment de grosse cavalerie autrichienne, qui était soutenu par plusieurs régimens d'infanterie hongroise. Apercevant dans sa compagnie un soldat de recrue qui n'avait pas encore de fusil, le jeune Mortemart offrit à son colonel, M. Delga, d'armer ce nouveau militaire aux dépens de l'ennemi. Aussitôt il couche en joue un cavalier autrichien, le renverse, et court au milieu des Allemands pour lui décrocher son mousqueton, à la vue des Français, qui, électrisés par tant de bravoure, se précipitent au même instant sur l'ennemi, et le mettent en pleine déroute.

NEUMULH.

24 juin 1796. — Le général Moreau, à la tête de son armée, avait passé le Rhin à Kelh, le 24 juin 1796. Le général Desaix donna ordre le lendemain à une partie de la division du général Beaupuy d'attaquer le village de Neumulh; il fut emporté, et l'on y fit prisonniers deux cents hommes du corps franc de Giulay.

NEUSS.

4 décembre 1813. — Les troupes alliées, poursuivant avec activité l'armée française, avaient effectué un débarquement sur plusieurs points, depuis Greinlichsen jusque au-dessous de Struzzelberg, et après avoir enlevé tous les postes sur la rive gauche du Rhin jusqu'à Neuss, s'approchèrent à sept heures du matin de cette ville pour s'en emparer. Le colonel du cent cinquantième, avec deux compagnies de son régiment, et une compagnie du cent cinquante-deuxième, commandait à Neuss, dans l'absence du général Beauvais. Ce colonel, par une négligence bien coupable, n'avait pris aucune précaution, et il avait été imité par ses subordonnés, de sorte que sa troupe n'avait pas encore pris les armes lorsqu'on battit la diane. Les ennemis surprirent le poste de la porte de Wesel. Au premier bruit, le capitaine commandant la compagnie du cent cinquante-quatrième, excellent officier, qui était sous les armes depuis cinq heures du matin, se porta soudain vers cette porte; mais déjà l'ennemi, fort de neuf cents hommes d'infanterie et de soixante Cosaques, avait forcé le poste et occupait les maisons. Cependant, ne voulant point abandonner les compagnies du cent cinquantième, il

combattit quelques instans , et leur donna la facilité de le rejoindre ; ensuite il opéra sa retraite en bon ordre. Le colonel du cent cinquantième fut pris dans son lit. Aussitôt que le général Sébastiani , qui était à Cologne , apprit cette opération , il ordonna au général Beauvais de se porter sur Neuss , avec deux cents chevaux du général Quinette , et cinq cents hommes d'infanterie. La cavalerie du général Quinette ne tarda pas à arriver ; elle chargea les Cosaques avec beaucoup de vigueur , les culbuta , en sabra plusieurs , fit quinze prisonniers , et força l'ennemi à abandonner Neuss. Le colonel du cent cinquantième fut suspendu de ses fonctions ; on devait user de cette sévérité à son égard : quelle que fût sa bravoure , elle ne peut faire excuser l'imprudonce avec laquelle il compromit les troupes sous ses ordres.

NEUVILLER.

18 novembre 1794. — Les lignes de Veissembourg , en 1793 , furent forcées par les Autrichiens , les Prussiens et les émigrés , qui s'avancèrent jusqu'à Neuville , petite ville éloignée de deux lieues de Strasbourg. Elle fut reprise bientôt après par le général Pichegru , nommé général en chef de l'armée du Rhin.

NEUWIED.

1795. — Dès que la Belgique fut tombée au pouvoir des Français , en 1794 , dès que les Autrichiens eurent été repoussés au-delà du Rhin , les bords de ce fleuve devinrent le théâtre des exploits sanglans des deux nations , qui s'efforçaient tour-à-tour de franchir cette barrière que la nature leur opposait , afin de porter sur la rive opposée le fléau de la guerre , et tous les malheurs qui en sont la suite inséparable. Championnet , commandant une division de l'armée de Sambre-et-Meuse , s'était couvert de gloire au mois de septembre , en traversant audacieusement le Rhin à Dusseldorf. La marche des Français ne fut pendant quelque temps qu'une suite continuelle de triomphes. Les champs sont inondés de sang , et Neuwied ne succombe que lorsque les bombes ont converti ses murs et ses maisons en un monceau de ruines. Bientôt la fortune change et varie les succès. Les Français , repoussés sur le Rhin , conservent à la faveur d'un armistice ,

pendant l'hiver de 1795, la tête du pont de Neuwied et de Dusseldorf; mais la conservation de ces ouvrages leur coûta des fleuves de sang, et il ne fallut pas moins que tout leur courage héroïque pour en maintenir la possession. Kléber, que les forces d'un ennemi trop supérieur obligent de faire retraite, arrive à Neuwied, et ordonne au général Marceau, dont le poste fut toujours au lieu du danger le plus imminent, et qui dans ce moment couvrait la retraite de l'arrière-garde, de faire mettre le feu à tous les bateaux qui couvraient la Sieg, au moment où il jugerait qu'il aurait traversé le pont de Neuwied. Marceau calcule mal la durée du temps nécessaire à cette importante opération; les bateaux en feu, entraînés par le courant du fleuve, ont en un instant embrasé le pont, et l'armée se trouve pressée entre un fleuve étincelant de flammes, et les Autrichiens qui la foudroient. Désespéré d'être involontairement l'auteur d'un tel désastre, Marceau veut se punir de son erreur, et dirige sur son front le pistolet destiné à lui ôter la vie. Kléber, calme au milieu du danger, fait tomber l'arme meurtrière de mains de Marceau, et lui dit : « Jeune homme, allez vous faire casser la tête en défendant ce passage que vous voyez, avec votre cavalerie; c'est là qu'il vous est permis de mourir. » Il appelle le chef des pontonniers, et lui demande quel temps lui sera nécessaire pour jeter un pont : *Vingt-quatre heures me suffiront, général.—Je vous en donne trente, et vous m'en repondez sur votre tête.* Il apaise le désespoir de ses troupes, dont les cris font retentir le rivage. « Soldats ! leur dit-il, les Autrichiens commencent à être dignes de lutter contre vous ! Eh bien, faisons-leur voir que lorsque nous sommes arrêtés par un fleuve, c'est sur eux que nous nous précipitons ; ouvrons-nous dans leurs rangs un passage que le fleuve nous refuse encore. » Ces mots, prononcés par un guerrier, que sa taille avantageuse et son regard noble firent surnommer le *Mars Français*, relèvent le courage du soldat ; qui ne voit plus le danger dont l'aspect le faisait pâlir peu d'instans auparavant ; tout s'anime, et les troupes, le sabre à la main, ont bientôt mis un long espace entre les travaux du rivage et le champ de bataille. Kléber place la division de Championnet sur le plateau de Bendorff, en disant à ce général : « Mon ami, il faut vaincre ou mourir ! si l'ennemi nous attaque, point de coups de fusil, la baïonnette en avant. » Le pont s'achève ; Kléber reprend

alors sa retraite en bon ordre, et passe le dernier sur ce pont dont ses victoires ont protégé l'existence.

8 septembre 1796. — Les rives du Rhin devaient naturellement être, par leur position et l'état des choses, le point où se rencontraient sans cesse les troupes des puissances bel-ligérantes. Les Français, retranchés à Neuwied, y furent atta-qués par les impériaux, qui, ayant placé deux batteries sur la rive droite de la Viedbach et sur le plateau de Dierdörff, firent un feu si vif que les troupes françaises se virent obligées, pour l'instant, d'évacuer Neuwied. Deux fois, sous la con-duction de Bernadotte, ces troupes intrépides se portèrent sur la ville, et deux fois elles furent repoussées; mais enfin, étant revenues une troisième fois à la charge, elles attaquèrent les Autrichiens avec tant d'impétuosité, que ceux-ci ne pou-vant leur tenir tête, elles furent bientôt maîtresses de la ville. La nuit survint, les impériaux en occupaient un quar-tier. Le général autrichien demande la neutralité de Neu-wied : Kléber y consent. Cette attaque coûta la vie à peu de Français; mais les Autrichiens y perdirent un nombre considérable de soldats, dont les cadavres encombraient les rues de la ville.

23 octobre 1796. — Le général Jourdan éprouva des re-vers en 1796. Les troupes régulières de l'Autriche dirigèrent contre lui de vives attaques, pendant qu'il était en Franconie, et une insurrection qui se manifestait encore sur ses der-rières, coupait toutes ses communications avec la France. Cette cruelle situation força l'armée de Sambre-et-Meuse d'opérer sa retraite, et de revenir sur le Rhin, après avoir souffert tous les maux imaginables. Ce fut dans ce moment que le commandement de cette armée fut déferé au général Beurnonville. Macdonald vint à son aide avec quinze mille hommes de troupes françaises, et lui-même arriva peu après à cette armée, dont Jourdan lui remit le commandement dans les plaines de Mulheim. Les soldats manquaient de vivres, et n'avaient plus de chaussures. L'artillerie avait été perdue dans les mauvais chemins; quelques pièces qui res-taient étaient montées sur des roues de charrettes, et toutes les munitions étaient épuisées. Il fallait d'abord disposer mi-litairement cette armée, ensuite pourvoir à ses besoins autant que le permettaient les circonstances et la pénurie du trésor.

public. L'aile gauche, aux ordres du général Macdonald, composée des troupes du Nord, et d'une forte division de l'armée de Sambre-et-Meuse, eut sa position sur la rive droite du Rhin. Le général Kléber eut le commandement des divisions du centre, placées sur la rive gauche du Rhin, avec une forte avant-garde, et une tête de pont fortifiée, et le général Ligniville commanda l'aile droite dans le Hunsdruck entre le Rhin et la Moselle. Beurnonville se portait alternativement sur tous les points. Son aile gauche fut attaquée par les Autrichiens qui avaient passé la Sieg; mais elles les repoussa, et ils se trouvèrent resserrés dans un pays dévasté. Ils attaquèrent Neuwied; cette ville fut prise et reprise plusieurs fois, et ils renoncèrent à l'enlever. Quelques jours après ils voulurent s'emparer de la tête du pont et des ouvrages de la rive gauche. Une pluie abondante, qui tomba pendant deux jours, grossit tellement les eaux que leur crue subite rompit les ponts que les Français avaient construits sur la Moselle. La rapidité du courant qui les entraînait les poussa contre ceux qui se trouvaient entre la rive gauche du Rhin et l'île de Neuwied, qui furent également emportés. Cette île et la tête du pont étaient depuis quelques jours privées de toute communication avec la rive gauche. L'ennemi, qui avait fait un faux mouvement dans le Hunsdruck, crut pouvoir obliger Beurnonville à en faire un de son côté; il ignorait qu'une partie de l'aile droite de l'armée française était en mesure d'appuyer les troupes aux ordres du général Ligniville, et celles de la tête du pont de Neuwied; la rupture des ponts fournit à l'Autrichien un moyen de s'emparer, s'il était possible, de leur tête, et de tourner la division Grenier. On le vit, dans ce dessein, effectuer six petits débarquemens depuis Andernach jusqu'à Baccarrach, espérant y attirer les troupes de la division Grenier. Tous les projets furent déjoués par Kléber. Le général de division Grenier et le général de brigade Olivier se jetèrent dans les ouvrages de l'île et de la tête du pont de Neuwied. La confiance des troupes se ranima; le sang-froid et l'intrepidité des deux généraux inspira une nouvelle audace à des soldats qui voyaient devant eux les colonnes ennemies, et auxquels un fleuve, qui se trouvait sur leurs derrières, était tout espoir de retraite. A peine les Autrichiens eurent-ils effectué leur débarquement, qu'ils se présentèrent en force sur la tête du pont, et y firent pleuvoir les bombes, les boulets, les

obus et les balles ; en poussant des cris effroyables. A tout cet appareil formidable, les Français opposèrent un calme intrépide, et répondirent à l'attaque des ennemis par le feu de l'artillerie et celui de leur mousqueterie qui fut bien nourri, et long-temps soutenu. Les colonnes des impériaux ne purent y résister ; en un instant elles furent ébranlées, rompues, mises dans une déroute complète, et forcées de se retirer. Celles qui débarquaient à Neudorff furent vivement chassées par le général Championnet. Cette attaque coûta la vie à quatre mille Autrichiens, et les Français s'y montrèrent dignes de la gloire qu'ils avaient déjà acquise dans plusieurs combats.

Avril 1797. — On avait exagéré les pertes que l'armée de Sambre-et-Meuse avait faites en 1796. Ces pertes n'étaient pas aussi considérables qu'on le prétendait ; mais elle en avait fait de bien grandes, en se voyant privée tout d'un coup de Jourdan, de Kléber et de Bernadotte. Ses malheurs avaient été occasionnés plutôt par sa funeste inaction que par les revers qu'elle avait éprouvés dans les combats. Ce fut au général Hoche que fut donnée la tâche difficile d'organiser de nouveau cette armée, et de fixer la victoire sous ses drapeaux. Elle comptait encore au nombre de ses généraux Championnet, Lefebvre et Grenier, qui gémissaient de la mésintelligence qui divisaient les généraux, et à laquelle on ne pouvait qu'attribuer le peu d'harmonie qui régnait dans les opérations. Hoche vit avec douleur l'indiscipline et le désordre dans toutes les parties de l'armée : pour y remédier, il en chercha la cause. Elle ne put long-temps échapper à sa pénétration. Le soldat presque nu manquait de tout, et la plus grande partie des officiers jouissaient d'un superflu qui formait un contraste affligeant avec la misère générale. Bientôt le sort du soldat est amélioré, le luxe dans les officiers est pros crit, et les administrations reçoivent une nouvelle organisation. Les vêtemens, les subsistances, les armes sont fournies aux troupes, et les chevaux qu'on laissait par négligence dans les dépôts, en sont retirés. Le général fait la revue de tous les corps, examine les talens des chefs qui doivent contribuer avec lui à rendre à son armée l'éclat dont elle avait brillé jadis, se fait rendre compte des actions glorieuses qui les ont signalés, et les encourage par l'espoir d'un prompt avancement. A sa voix, la discipline et l'émulation

renaissent; les soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse se montrent déjà dignes de leur ancienne renommée. Par une heureuse innovation, que le besoin du service lui fait adopter comme plus avantageuse, il organise chaque arme en divisions distinctes. Les dragons sont commandés par le général Klein, les chasseurs sont sous les ordres du général Richepanse, le général Ney est à la tête des hussards, et la grosse cavalerie suit le commandement du général d'Hautpoul : chacun de ces corps forme une division. L'infanterie fut divisée en six. Dans la distribution des troupes suivie jusqu'alors, chaque division était composée de soldats d'armes différentes; elle ressemblait à une petite armée renfermée dans la grande, dont les moyens étaient souvent affaiblis à force d'être divisés. Hoche jugea que chaque division étant une masse distincte, le général pouvait mieux en diriger l'emploi, et en connaître la force. Une telle pensée eût mérité les plus grands éloges dans un militaire mûri par de longues études; elle devait exciter l'admiration pour un homme qui devait à son génie seul, et non aux avantages d'une éducation soignée, la gloire d'être parvenu aux premiers grades de l'armée. Deux mois lui suffirent pour rendre à l'armée de Sambre-et-Meuse toute son énergie, et la soumettre à la plus exacte discipline. Elle se trouva alors en état d'entrer en campagne. *Il n'est pas possible, disait Hoche à ses généraux, d'avoir une troupe plus belle, plus brave et mieux disciplinée; avec de tels hommes un général est sûr de commander bientôt aux armées ennemies.* Le génie de Hoche avait produit ce changement. Chacun brûlait de combattre; il semblait que la victoire était prête à marquer les premières actions de ces troupes, animées du désir de répondre à la noble confiance de leur général, qui, secondé par les généraux divisionnaires, Lefebvre, Championnet, Debelle, Grenier, Olivier, Lemoine, Chérin, allait bientôt se couvrir de gloire. Depuis long-temps le Tyrol était témoin des combats et des triomphes de l'armée d'Italie. L'armée de Rhin-et-Moselle était prête à s'élancer pour la seconde fois au-delà du Rhin, à Diezheim. Hoche pouvait-il rester dans l'inaction? Pouvait-il rester en arrière? Non. Son dessein est de passer le Rhin sur le pont de Neuwied. Il fait aussitôt dénoncer aux généraux de l'empire la rupture de l'armistice. Etouffés de cette reprise d'hostilités, ces généraux imaginèrent d'annoncer la conclusion d'un armistice général en Italie. Hoche répondit qu'il verrait

avec plaisir cesser l'effusion du sang humain ; mais que les ordres qu'il avait reçus de son gouvernement étaient précis, et qu'il ne pouvait se dispenser d'y obéir. Il donna en même temps avis de la démarche du général autrichien au directeur français. *Quelle que soit, lui dit-il, votre décision, je crois devoir vous soumettre que mon armée étant forte de quatre-vingt-six mille hommes, j'en puis porter à l'instant soixante-dix mille sur le Danube ; et contraindre l'ennemi à une paix avantageuse pour la France.* Il se met en mouvement le 17 avril. Sa gauche, sous les ordres du général Championnet, réunie au-delà de Dusseldorf, sur la Wupper, prend position dans les plaines de Mulheim, vis-à-vis de Cologne. Le 18, l'avant-garde, commandée par le général Lefebvre, passe le pont de Neuwied, et se forme dans la plaine. La division du général Lemoine, celles de Grénier et Olivier, les chasseurs à cheval et les hussards, commandés par les généraux Ney et Richemont, se joignent bientôt à elle. Hoche était occupé à disposer ses troupes quand le général Kray lui envoya un parlementaire, pour lui proposer un nouvel armistice. Hoche exige pour conditions préliminaires la retraite de l'armée autrichienne derrière le Mein, tandis qu'il se porterait sur la Lahn ; de plus il demande la remise de la forteresse d'Ehrenbreitstein. Il est refusé.... A peine les généraux sont-ils rendus à leur poste, qu'un feu général commença sur tout le front des ouvrages de l'ennemi. Sa position était avantageuse ; maître des hauteurs dont la plaine de Neuwied est environnée, ayant sa droite appuyée au village de Tazdorf, et sa gauche à Bendorf, son front était couvert de redoutes fraîsées, palissadées et bien armées. Au premier coup de canon, l'armée de Sambre-et-Meuse se met en mouvement ; les redoutes sont attaquées par l'artillerie légère soutenue des hussards et des chasseurs : les Autrichiens abandonnent celle du centre. Hoche fait avancer sa droite pour la tourner ; il ordonne à l'infanterie légère de charger, et d'enlever les redoutes à la baïonnette. Lui-même, à la tête de deux régimens de chasseurs, coupe la ligne ennemie, et culbute la cavalerie autrichienne. En un instant les redoutes sont emportées, et la déroute des Autrichiens est complète. L'armée victorieuse les poursuit vigoureusement jusque dans les gorges et les montagnes. En même temps Lefebvre se rend maître des redoutes de gauche, met l'ennemi en fuite, et le poursuit jusqu'à Montabaur, qu'il en-

lève après un combat vif et sanglant. Pendant cette action, le général Watrin rencontra les impériaux sur la rive droite, les attaqua, et les repoussa jusque dans la forteresse d'Ehreinbrestein, dont il forma le blocus. Rien n'égalait l'activité du général en chef Hoche; on le voyait par-tout, il se portait avec la rapidité de l'éclair dans tous les lieux où il jugeait sa présence nécessaire; son exemple animait les soldats, dont il réglait les mouvemens avec un sang-froid admirable. Commandant avec calme au milieu du feu le plus violent, il semblait fixer la victoire, et rendre ses troupes invincibles. Il disait souvent : *Pour que des ordres soient bien exécutés, il faut qu'ils soient d'abord bien compris par celui qui les reçoit.* — *M'avez-vous bien entendu ?* disait-il à l'officier qu'il venait de charger d'une reconnaissance ou d'une attaque. Répétez vous-même ce que je viens de vous dire. S'il était certain d'avoir été bien entendu : *Partez*, lui disait-il, *courez, volez*, et alors, la vivacité de ses regards devenait l'aiguillon le plus vif pour l'officier chargé de ses ordres. Il avait su prendre, par son courage intrépide, un égal ascendant sur tous ses soldats. L'un deux, qu'un obus venait d'atteindre au bras, était conduit à l'ambulance; reconnu par quelques-uns de ses camarades lorsqu'il passait le pont de Neuwied, il dit à ceux qui le plaignaient de ses souffrances : *Cela n'est rien, vous allez au combat, mes amis, ça va bien : nous avons à notre tête un général qui se bat comme un enragé.* Pour ne pas perdre la trace de l'ennemi qu'il vient de mettre en déroute, Hoche se met à sa poursuite avec des troupes légères. Arrivé à la hauteur de Dierdorff, il y trouve en réserve un corps considérable d'Autrichiens qui était demeuré en observation tout le jour. Cette division, beaucoup plus nombreuse que le détachement dont il était accompagné, ne permit pas au général français de l'attaquer avant l'arrivée de l'infanterie et de la cavalerie que les mauvais chemins retardaient. Les Autrichiens n'eurent pas plutôt vu les Français faire leurs dispositions, qu'ils abandonnèrent Dierdorff, sans attendre l'événement d'un combat qu'ils pensaient ne devoir pas tourner à leur avantage. La grosse cavalerie les poursuivit au-delà de leur position, pendant que le gros de l'armée s'établissait à Montabaur, Dierdorff, et Altenkirchen. La possession de ces trois villes et la défaite entière de l'armée autrichienne furent les résultats heureux de cette fameuse journée de

Neuwied, qui couvrit de gloire l'armée de Sambre-et-Meuse, et fit le plus grand honneur aux savantes dispositions du général Hoche. Les principaux officiers de son armée s'y distinguèrent par leur courage et leur intrépidité, et le soldat mérita les plus grands éloges par la valeur avec laquelle il seconda ses généraux. On fit sur les impériaux huit mille prisonniers ; on leur prit vingt-sept pièces de canon et sept drapeaux, et le nombre de leurs morts s'éleva à plus de mille.

NICE.

Au premier signal de guerre, en 1792, on vit toutes les armées françaises, s'élançant du territoire, aller surprendre l'ennemi par leur audace et leur intrépidité. Tandis que la Savoie s'ouvrait devant Montesquiou, le général Anselme, avec trois bataillons de ligne, un petit nombre de volontaires et trois cents chevaux, osa traverser le Var. C'est contre huit mille hommes de troupes réglées du roi de Sardaigne et douze mille hommes de milice que marchait cette faible armée, qui n'avait pas un seul officier-général. Toutes les fatigues de l'administration et du commandement retombaient sur le général en chef, médiocrement soulagé par un seul capitaine du génie et par un seul commissaire des guerres. Cependant il ne fut pas arrêté par un si grand dénuement de moyens. Pour favoriser son entreprise, neuf vaisseaux de ligne côtoyaient les rivages de ce comté. A peine Anselme parut-il, que les Piémontais évacuèrent Nice, dont les clefs lui furent apportées par les magistrats, en même temps que les forts de Montalban et Villefranche se rendaient. Voilà avec quelle rapidité la France acquit un nouveau département.

NICOPOLIS (EN ÉPIRE).

1799. — Les Français possédaient encore, au commencement de l'automne de l'an 1798, les îles de la mer Ionienne et quelques établissemens sur le continent de la Grèce septentrionale. Parmi ces derniers se trouvait la terre de Prevezza, formant une espèce de péninsule, à la gauche de l'entrée du golfe de l'Arta, autrefois *Ambracie*. Sa population s'élevait à-peu-près à cinq ou six mille habitans, industrieux, bons soldats,

mais fourbes, vindicatifs et souvent cruels, comme le sont des hommes qui vivent sous un gouvernement corrompu, dont la politique consiste à opprimer les habitans des villes, et se console de l'anarchie qu'il laisse régner au dehors, en mettant un prix à l'impunité des crimes dont elle est la source. Les habitans de la terre de Prevezza s'étaient réunis dans un bourg, parce qu'il n'y avait point de sûreté pour ceux qui avaient leurs maisons dans les champs.

Le territoire de Prevezza, couvert d'oliviers, de vignes et de quelques champs de ble, est à deux heures de navigation de l'île de Leucade (Sainte-Maure), et à vingt milles de Corfou; baigné par la mer, il est terminé à l'isthme qui l'attache au continent, par les ruines de l'ancienne Nicopolis, ville bâtie par Auguste en mémoire de la bataille d'Actium, dont le promontoire se voit de l'autre côté du golfe. Cette cité, dont l'existence paraît n'avoir été que de trois siècles, s'élevait sur cet espace, d'environ deux milles, qui resserre d'un côté le golfe et de l'autre la mer Ionienne. On peut encore voir son enceinte; mais la plus grande partie de ses débris sont recouverts de mousse et de terre, dont les Turcs et les Grecs se disputent la culture et les productions. On trouve hors des murs les traces d'une naumachie qui, des deux côtes, communiquait à la mer; et, sur la pente d'un coteau riant qui s'élève au-delà de l'isthme, paraissent les ruines d'un théâtre antique des plus grands et des mieux conservés.

Lorsque les Français se furent emparés de l'Égypte, les ennemis de cette nation profitèrent de cette circonstance pour forcer les Turcs à se déclarer contre elle. Ali, pacha de Janina, homme adroit et ambitieux, à qui le crime avait fourni les moyens de régner en Épire, où ses grandes richesses assuraient sa puissance, crut que l'occasion était favorable, et voulut s'emparer des quatre districts que la France possédait; depuis long-temps son projet était de les joindre à ses états, parce qu'ils agrandissaient sa domination et lui fournissaient des mouillages commodes. Ses premiers coups se dirigent sur Prevezza, qu'il regarde comme le plus important. La flotte turco-russe débouchait alors de l'Archipel. Le général français, commandant à Corfou, visite lui-même Prevezza, et croit devoir mettre en état de défense ce poste, qui pouvait arrêter pour quelques instans toutes les forces d'Ali; il ordonne l'établissement de quelques ouvrages sur l'isthme, et y destine

quatre cent cinquante hommes des soixante-deuxième et soixante-dix-neuvième demi-brigades, commandées par le général Hotte.

On se conforme aux ordres du général, et ses dispositions sont déjà exécutées : les habitans de Prevezza paraissent s'y prêter et seconder nos soldats ; mais bientôt le pacha les menace de toute sa vengeance s'ils ne se soulèvent contre les Français. La crainte de voir tomber sur eux un ennemi aussi redoutable les intimide ; la plupart s'enfuient, les autres ne savent quel parti prendre.

Non content d'employer la menace, l'adroit pacha a recours à la ruse. Pour inspirer au général français une fausse sécurité, il lui fait demander une entrevue. L'adjudant-général Rose, qui, en l'absence du général, commandait à Corfou, eut l'imprudence de se rendre à l'invitation du pacha ; cette démarche, à laquelle il n'était point autorisé, lui coûta bien des regrets, et il eut à se repentir de s'être rendu à l'invitation d'un fourbe dont il fut la dupe, qui, après avoir abusé de sa confiance, selon que ses intérêts pouvaient l'exiger, le fit charger de fers et ordonna qu'on le conduisît à Janina.

Une conduite aussi odieuse, et qui blessait toutes les lois de la probité et de la délicatesse, annonçait ouvertement des hostilités prêtes à éclater. En effet, le 23 octobre vit commencer les premières attaques d'Ali. Deux redoutes, tracées en avant de Nicopolis, avaient été commencées ; à peine la première était ébauchée et armée de trois pièces de trois, sur affûts ruinés, et quatre cents Français sans appui, sans retraite, étaient épars sur une position beaucoup trop vaste, lorsqu'à minuit cinq cents Albanais, qui composaient l'avant-garde du pacha, vinrent attaquer le camp, croyant le surprendre. A cette attaque imprévue les Français courent aux armes, et sont en un instant en état de faire face aux assaillans ; ils soutiennent le combat jusqu'à la pointe du jour, où la clarté leur permettant de reconnaître l'ennemi, ils marchent sur lui ; et deux compagnies de grenadiers de la sixième demi-brigade, le chargeant avec impétuosité, le repoussent jusqu'au théâtre antique.

Un corps de cavalerie se montrait sur la colline, aux premiers rayons du jour. Les grenadiers rentrèrent au camp, et eurent à regretter leur sous-lieutenant Leroi, qui avait

péri dans l'action ; le capitaine et huit de leurs braves compagnons avaient été blessés.

Le général de brigade Lasalcette, qui commandait à Zante, avait reçu ordre de se transporter à Leucade. Sans approuver ces dispositions morcelées, voyant à Prevezza le poste du danger, il y était accouru pour presser les travaux, contenir les habitans et encourager les troupes.

En un instant il avait jugé de la position où se trouvait le camp ; mais il n'y avait pas à délibérer ; l'ordre était précis. Il était là pour défendre ce poste, et non pour le céder ; il n'avait derrière lui que la mer, et une peuplade prête à le seconder si la fortune le favorisait, et disposée à l'égorger si le sort des armes lui était contraire. Il obéit, rassembla les officiers, leur parla le langage de l'honneur, si puissant sur des cœurs français, leur indiqua les ressources qu'ils pourraient trouver dans leur courage et dans celui des troupes qu'ils commandaient, en les maintenant fermes et réunies ; il établit au bourg de Prevezza une garde de cinquante hommes pour contenir les habitans et garder quelques bateaux ; l'ordre fut en même temps donné à l'adjudant-major Tissot, qui commandait dans le bourg, de se mettre en bataille en avant des habitations, avec les hommes dont il pourrait disposer, pour protéger la retraite au cas qu'on fût obligé d'y avoir recours.

Voilà quelles étaient les dispositions des Français le 23, à huit heures du matin, lorsque la colline parut couverte de troupes ennemies qui se formaient sur le revers, et présentaient une masse de onze mille hommes, presque tous de cavalerie albanaise, les meilleurs soldats de l'empire, ayant à leur tête Ali pacha en personne, et sous lui son fils Mouctar.

Le général français, de son côté, arrive au camp, change quelques dispositions, et rassure le soldat sur le choc terrible qui se prépare. Soudain le cri de guerre fait retentir la colline. L'armée entière d'Ali adresse ses prières et ses vœux au prophète, et cette cérémonie religieuse est suivie d'une décharge générale. A l'instant toute la cavalerie s'ébranle ; et, guidée par l'intrépide Mouctar, elle se précipite et couvre la plaine entre le théâtre et le camp. Les Français soutiennent cette attaque vigoureuse avec une fermeté qui impose aux Albanaïs même ; et le désordre, effet de leur terreur, se

met un moment dans leurs rangs ; mais Ali , placé sur la colline , fait briller son cimeterre ; la voix de Mouctar les rallie , et bientôt ce chef courageux les conduit de nouveau à la charge ; ils y courent en furieux et en poussant d'horribles cris. A cette seconde attaque ils sont reçus par deux rangs de troupes immobiles dont le feu vif et soutenu porte la mort dans leurs escadrons , et couvre la terre de cavaliers renversés. A la vue de leurs compagnons expirans , leur rage redouble ; ils se précipitent sur les baïonnettes : leurs corps nombreux , répandus dans la plaine , débordent par-tout les Français ; ceux-ci se resserrent , s'affermissent , font feu de toutes parts ; mais les charges se renouvellent avec une fureur qui n'a pas d'exemple. Que peut le courage du petit nombre de Français contre cette multitude d'ennemis qui se réunissent sans cesse pour les accabler ? Leur front , heurté par ces masses de cavalerie que ni le fer , ni le feu ne peuvent arrêter , se rompt ; les rangs se divisent et se confondent. Alors s'engagent mille combats corps à corps ; la mêlée rend le carnage plus horrible.

On ne pouvait faire usage de l'artillerie , dont le secours était rendu impossible , parce que les affûts s'étaient brisés au premier coup. Une redoute informe servait de rempart à une garnison dont le feu tourmentait encore l'ennemi ; mais la plaine ne retentissait plus que du cliquetis de l'arme blanche et des cris lamentables que poussaient les mourans et les blessés. Les Français , intrépides au milieu du plus grand danger , tenaient toujours tête à l'ennemi ; et ceux qui , en succombant , ne cédaient qu'au nombre , vendaient chèrement leur vie , quoique chaque soldat eût au moins contre lui vingt de ces barbares.

Le capitaine de génie Richemont , officier distingué et soldat intrépide , est armé d'un fusil qu'on ne lui arrachera qu'avec la vie ; entouré d'un peloton d'Albanais , il s'adosse contre un des débris de l'antique cité ; et soutient long-temps un combat inégal ; déjà il a mis trois ennemis hors d'état de l'attaquer ; mais ses blessures trahissent son courage : un coup de feu l'a atteint au bras gauche , une balle morte l'a frappé entre les deux épaules , une autre lui a déchiré l'oreille , et son bras gauche , déjà blessé d'un coup de feu , est fendu par le sabre d'un Albanais. Quatre de ses ennemis le menaçaient d'une mort inévitable , lorsque Mouctar , témoin de la valeur dont il a fait preuve dans l'attaque dirigée

contre lui, s'approche et ordonne qu'on respecte les jours de ce brave Français. Il s'éloigne, et deux de ces barbares, voyant le jeune officier privé de l'arme qui s'est échappée de sa main, le prennent par les cheveux et le traînent jusqu'à leur camp. Richemont, témoin des outrages que les blessés éprouvaient de la part de ces farouches vainqueurs, se sert du bras qui lui reste pour détacher sa cravate, écarter son habit, et présenter son cou nu au fer de ces barbares, qui, pour l'épouvanter, tirent leur yatagan; mais le nom de Mouctar arrête leur fureur, et ils semblent obéir à regret à un ordre qui leur enjoint d'épargner la vie d'un ennemi.

A sa taille élevée, et plus encore à son courage et aux coups terribles qu'il portait, se faisait remarquer dans la mêlée le brave Gabori, chef de bataillon de la sixième demi-brigade : debout, au milieu de ses compagnons terrassés, armé seulement de son sabre, il avait déjà abattu à ses pieds quatre cavaliers albanais. La terreur que sa vue inspirait empêchait les autres d'avancer; et, n'osant l'attaquer à l'arme blanche, les barbares dirigèrent contre lui le feu de leurs mousquets; en butte aux coups de ce feu vif et continu, il succombe, couvert de blessures, et tombe sur les débris sanglans des ennemis que son bras avait immolé.

Les grenadiers du premier bataillon de la sixième demi-brigade perdirent un de leurs tambours, nommé Lenfant, qui fut surpris par un groupe d'ennemis, et tomba vivant entre leurs mains. Ils se disposaient à lui trancher la tête; le fatal yatagan était déjà levé sur lui. A cette vue le tambour courageux, sans témoigner la moindre crainte, crie d'une voix forte : *Vive la république*; à l'instant sa tête abattue roule sur la poussière.

L'adjudant-major Tissot n'eut pas plutôt acquis la certitude que les Français étaient aux prises avec les troupes d'Ali, qu'il sortit de Prevezza à la tête de vingt-cinq hommes, et, se faisant jour à travers l'ennemi disséminé dans la plaine, il se réunit à un peloton de braves qui, marchant et combattant toujours, faisait sa retraite sur le bourg, malgré les efforts d'un corps de cavalerie qui ne cessait de le harceler et de le heurter, sans pouvoir réussir à le rompre; mais au moment où ils croyaient être arrivés dans un asile sûr et hospitalier, ces braves soldats périrent victimes de la perfidie des habitans qui les massacrèrent presque tous pour se rendre agréables aux vainqueurs. Telle fut la conduite de ce peuple

fourbe et cruel, qui se montra sans pitié envers ceux qu'il regardait comme vaincus. Des papas, ou prêtres grecs, donnèrent l'exemple de ce zèle inhumain; ces prétendus ministres d'un Dieu de paix furent les premiers à exciter les habitants au meurtre, et eux-mêmes ne rougirent pas de tremper leurs mains criminelles dans le sang de ceux qui étaient venus au milieu d'eux comme dans un asile que l'honneur et l'humanité auraient du rendre inviolable.

Cependant le général, secondé par une trentaine de braves, tenait toujours ferme dans l'informe redoute, et résistait aux attaques dirigées contre lui. Environné d'ennemis furieux, il faisait feu de toutes parts, et étonnait par sa belle défense les pelotons de barbares qui l'assiégeaient de tous côtés. Il avait envoyé deux soldats pour faire avancer la bombarde qui était au mouillage de Prevezza. Ces deux braves, pour exécuter l'ordre de leur général, et le tirer promptement de la fâcheuse position où il se trouvait, se mirent à la nage. L'un d'eux ne put remplir sa mission, ses forces l'abandonnèrent dans le trajet, et épuisé de fatigue il se noya; le second, nommé Bouchard, soldat de la deuxième compagnie du deuxième bataillon de la soixante-dix-neuvième demi-brigade, arriva heureusement; mais n'ayant pas trouvé la bombarde, et voyant que tout était désespéré à Nicopolis, il continua de nager jusqu'à ce qu'il fût arrivé à Saint-Maure, et fit ainsi un voyage de plus de six milles à la faveur de quelques rescifs sur lesquels il prenait un peu de repos de temps en temps, pour se mettre en état de terminer heureusement son étrange et pénible voyage.

Les braves soldats qui se défendaient si vaillamment dans la redoute virent bientôt, par le feu continu qu'ils faisaient sur l'ennemi, leurs munitions épuisées; à midi ils n'eurent plus une seule cartouche à leur disposition; l'ennemi, à qui cette constance ne put échapper, redoubla d'audace, et certain de n'avoir rien à craindre de la mousqueterie de ces intrépides défenseurs, il était déjà sur la gorge de l'ouvrage, d'où il fusillait les Français qu'il voyait jusqu'aux talons. Le général, ne voyant plus la possibilité de tenir, songea au salut de ceux qui l'environnaient. Assailli de toutes parts, il remet son sabre au lieutenant d'Ali, et demande que le carnage cesse; mais tous ses efforts ne purent sauver le sous-lieutenant Gironx, de la soixante-dix-neuvième, deux grenadiers de la sixième demi-brigade, et deux canonniers, qui,

incapables de souffrir les outrages dont ces barbares les accablaient, bravèrent la mort, et aimèrent mieux la recevoir que d'essuyer plus long-temps les indignités de leurs ennemis. Le reste, composé d'une centaine d'hommes, fut fait prisonnier, et ces généreux guerriers, dont la noble résistance et le courage extraordinaire ne méritaient que des éloges, couverts de sang et de blessures, furent traînés devant le farouche Ali, qui jouissait alors d'un spectacle bien digne de sa cruauté. Des têtes amoncelées, des cadavres épars, couverts de sang et encore palpitans, étaient étendus autour de lui, et ses soldats, les mains et les pieds baignés dans le sang, sollicitaient un de ses regards en étalant à ses yeux les dépouilles hideuses des victimes de leur férocité.

Les prisonniers furent remis, par ordre du pacha, à un détachement d'Albanais, qui devaient les conduire au château de Loroux, bourg à deux heures de distance de Nicopolis. Ils y furent enfermés dans un cachot humide et sombre, qui pouvait à peine contenir la quantité de malheureux qui devaient y rester : ils y furent entassés, et souffrirent pendant la nuit tout ce qu'on peut imaginer de peines et de tourmens. La plupart étaient couverts de blessures, et dévorés d'une soif ardente ; nul soulagement, nul secours ne leur fut accordé ; et, pour éviter de plus affreux tourmens, ils furent réduits à se panser eux-mêmes avec de l'urine.

Le lendemain ils virent creuser sous leurs yeux une large fosse ; on leur dit que c'était pour les y enterrer. Vers le soir, les corps des Albanais morts dans le combat furent déposés dans cette immense cavité.

Le 25 on les fit sortir dans la cour du château ; on les mena vers une masse hideuse et dégoûtante qui ne leur laissa d'abord distinguer que des cheveux souillés de sang : des mains barbares soulevèrent ces cheveux, et présentèrent aux regards de ces infortunés les têtes de leurs camarades, de leurs amis, de leurs chefs, de ces mêmes compagnons d'armes dont ils avaient tant de fois partagé la gloire, les jeux et les périls, sur les bords du Rhin, du Danube et du Pô, où le souvenir de leurs exploits était gravé en caractères ineffaçables. Non contents d'avoir affligé leurs yeux d'un spectacle aussi dégoûtant, les barbares exigèrent d'eux un service encore plus affligeant pour leurs cœurs ; on les força de dépouiller ces têtes, de les saler afin qu'elles pussent être portées en trophée en la présence du sultan, et plusieurs d'entre eux n'eurent

que l'horrible choix des tortures qu'on leur préparait, ou de l'obéissance que les barbares exigeaient d'eux pour se livrer à ce travail affreux et dégoûtant.

Le même jour, les débris du corps qui s'était retiré à Prevezza vinrent les rejoindre, et leur apprirent que le pacha, pour punir les habitans de ce bourg de n'avoir point obéi à sa première sommation, et sans aucun égard pour la trahison dont ils s'étaient rendus coupables envers les Français, dans la vue de servir ses intérêts, avait livré aux flammes et au pillage le bourg entier, et fait amonceler sur ses ruines fumantes les têtes abattues de ses malheureux habitans.

Le 26, malgré leur faiblesse et leur état de souffrance, les prisonniers furent conduits à la ville de l'Arta, (l'antique Argos d'Amphilochie) où ils arrivèrent après six heures de marche, au milieu des huées et des outrages de la plus vile populace. Le général, ainsi que Tilmont et Tissot, furent enfermés séparément et chargés de fers; les autres, toujours confiés aux soins des gardiens les plus féroces, eurent pour prison la maison de l'agent consulaire français.

Le lendemain on leur fit prendre la route de Janina; mais de quelle manière firent-ils ce triste et pénible voyage? Garrottés et forcés de porter les têtes de leurs camarades, n'ayant pour toute nourriture de la journée qu'un morceau de pain noir. Ce fut ainsi qu'ils s'acheminèrent vers la résidence du pacha. Le chef de brigade Hotte reçut aussi pour fardeau une tête qu'il reconnut être celle d'un sapeur de la demi-brigade qu'il commandait. Ils firent une marche de cinq heures sans trouver une goutte d'eau. Les blessés sur-tout, que la soif tourmentait le plus, succombaient de faiblesse; leurs conducteurs impitoyables, peu touchés de leur triste état, les forçaient à coups de fouet à faire les derniers efforts. Enfin ils rencontrèrent une mare d'eau et se précipitèrent avidement pour boire le limon impur dont elle était remplie.

Ils arrivèrent pourtant à Janina, terme de leur pénible et cruelle route; mais ils n'avaient point encore assez assouvi la barbarie de leurs ennemis. A leur entrée dans la ville, ils furent accablés des plus rudes outrages, et chacun à l'envi s'empressa d'ajouter à l'horreur de leur situation. Ils trouvèrent là l'adjudant-général Rose, qui payait bien cher la confiance qu'il avait eue dans le pacha Ali. Il gémissait depuis douze jours dans les fers dont l'avait fait charger le

perfide qui avait abusé de sa loyauté. Les Français furent répartis dans plusieurs prisons, où ils éprouvèrent les traitemens les plus cruels, et où il ne leur fut donné pour toute subsistance qu'un peu de maïs et de l'eau.

On n'eut aucun égard pour les blessés, dont l'état de souffrance exigeait au moins quelques ménagemens, et tous les secours qu'ils reçurent leur furent donnés par leurs camarades; plusieurs d'entre eux succombèrent à l'excès de leurs maux, et la mort les délivra de tous leurs tourmens, et de la barbarie de leurs persécuteurs; plus heureux par leurs trépas que leurs camarades qui leur survivaient pour être réservés à de nouvelles peines. Le 28, cent quarante-sept sous-officiers et soldats partirent pour Constantinople, sous l'escorte d'un détachement de cavaliers albanais.

C'était au commencement du cruel hiver de 1799; pendant cette saison rigoureuse, ils eurent à traverser tout le nord de la Grèce; couverts de haillons, et la plupart sans chaussure, ils furent traînés durant quarante-six jours par les chemins les plus affreux; et lorsque la nuit arrivait, loin de leur laisser prendre quelque repos, ceux qui les conduisaient les enfermaient dans un parc, formé dans les lieux les plus dégoûtans, et les plus exposés aux injures de l'air. Si la douleur, la faim ou la soif, affaiblissant trop quelqu'un de ces malheureux, le faisait traîner avec difficulté, un Tartare inhumain le poussait au bord d'un fossé, lui tranchait la tête, et la donnait à porter à un de ses compagnons d'infortune.

Ils arrivèrent enfin, après bien des fatigues, à Constantinople pour y être jetés dans le bain, chargés de fers, et condamnés aux plus rudes travaux. Un mois après, leurs officiers, au nombre de sept, les suivirent; on ne mit aux Sept-Tours que le général Lasalcette, l'adjudant Rose et le chef de brigade Hotte. Les malheureux soldats furent enchaînés dans le bain, et condamnés à passer dans le plus affreux esclavage des jours qu'ils regrettaient de n'avoir pas perdus en combattant pour la patrie; plus heureux s'ils eussent trouvé une mort glorieuse dans les champs de l'honneur, que de vivre courbés sous le fer d'un peuple barbare, et livrés à la plus honteuse servitude, loin de cette patrie qu'ils avaient défendue avec courage, et dont le nom seul est capable de soutenir leur fermeté au milieu des peines dont les accablent leurs vainqueurs impitoyables.

NIDEL-INGELHEIM.

15 septembre 1795. — Le général Hardi succéda au général Marceau dans le commandement de la division de l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette division fut attaquée par trois colonnes, qui se montrèrent tout à-la-fois sur le plateau de Wurstalt, sur Nider-Ulm et Ober-Nider. Nos guerriers repoussèrent par-tout l'ennemi; trois escadrons de cavalerie, dans trois charges successives, se distinguèrent d'une manière particulière, et leur bravoure obtint le prix qu'elle méritait par la victoire qu'ils remportèrent sur les ennemis, qui furent contraints bientôt de repasser la Seltz. Le village de Nider-Ingelheim, où ils se retirèrent, fut encore témoin d'un combat de douze heures, pendant lesquelles ils se maintinrent contre nos troupes, qui prirent le parti d'y mettre le feu pour les en déloger.

NIDERBACH.

25 mai 1796. — Le poste de Niderbach, occupé par les Autrichiens, fut attaqué par le général Championnet. Il battit l'ennemi, y remporta des avantages considérables, et préluda par ce succès à l'ouverture de la campagne, qui ne pouvait commencer sous des auspices plus favorables.

NIEUPORT.

8 juillet 1794. — Les villes de Condé et de Valenciennes venaient d'être conquises une seconde fois en 1794 par le centre de l'armée du nord, et pendant ce temps, Moreau agissait dans la Flandre maritime, et assiégeait Nieuport. Cette place, où se trouvait une garnison de près de deux mille hommes, et qui était entourée de remparts armés de soixante pièces de canon, semblait promettre une longue et vigoureuse résistance à Moreau, qui n'avait sous ses ordres que cinq bataillons et quatre compagnies de sapeurs. Cependant dès le cinquième jour, où la tranchée fut ouverte, la garnison demanda à se rendre, même avant d'avoir été sommée. Moreau, malgré le décret qui défendait de recevoir à capitulation une garnison hanovrienne, lui accorda la vie en compromettant la sienne. Il fut dénoncé pour cet acte d'hu-

manité, et on lui fit un crime d'avoir écouté la voix de la justice, et d'avoir respecté les droits des nations civilisées quand elles se font la guerre. Il eût peut-être payé de sa tête une action qui ne méritait que des louanges, si le ciel, plus juste que ceux qui lui en donnaient le blâme, n'eût marqué alors la fin des jours de ce Robespierre, dont l'autorité despotique fut marquée par de si grands malheurs.

NIMÉGUE.

7 novembre 1794. — Le général Souham, qui commandait une division de l'armée du nord, fut chargé de faire, avec les troupes qu'il avait à ses ordres, et dont le nombre se montait à dix-huit mille hommes, le siège de Nimègue, capitale de la Gueldre hollandaise. Une faible garnison de douze cents hommes ne suffisait pas pour défendre cette ville; mais ses fortifications étaient en bon état, et les lignes, garnies de grosse artillerie et d'obusiers, présentaient de toutes parts des feux croisés. La cavalerie ne pouvait s'en approcher, parce qu'une ceinture complète de trous de loup rendait inutiles tous les efforts qu'on aurait pu tenter de ce côté; et une armée de trente mille Anglais, campés sur la rive droite du Wahal, rendait impossible l'investissement total de la place. Tant d'obstacles réunis, qui faisaient regarder comme incertain le succès de ce siège, n'arrêtèrent ni le génie, ni le courage du général Souham. Les Anglais n'y communiquaient que par deux ponts de bateaux. Souham pense qu'il aura fait beaucoup, s'il peut parvenir à les détruire. Le fleuve par sa largeur doit former lui-même une barrière, qui empêchera les Anglais de secourir la ville, si le général peut interposer le cours des eaux entre la place et leur armée. Le 7 novembre, le signal d'une attaque générale se fait entendre; la ville est investie de toutes parts, et les troupes disposées pour y pénétrer. Dans leur position, elles décrivent un arc dont les deux extrémités touchent au fleuve. C'est à ces deux extrémités que le général Souham place deux batteries, dont il dirige les coups sur le pont de bateaux et sur le pont volant, jetés par les Anglais sur le Wahal. En moins d'une heure, quelques-uns des bateaux sont coulés bas, les ponts sont rompus, et un feu parfaitement bien soutenu met les Anglais hors d'état d'entreprendre de les rétablir. Une attaque aussi vigoureuse étonne les Anglais, la justesse du tir des ar-

tilleurs français , et les pertes qu'ils ont déjà éprouvées , leur faisant craindre des échecs plus considérables , ils évacuèrent la ville , et retirèrent vers la rive droite du Wahal les débris de leurs ponts. Trahie , abandonnée à elle-même , la garnison hollandaise , ne se croyant pas en état de défendre la ville , veut aller se joindre aux Anglais en traversant le Wahal dans le bac du pont de bateaux ; mais son espoir est encore trompé : un boulet rompt le cable , et les retient du côté de la ville , qui avait déjà ouvert ses portes aux Français. Le succès de ce coup hardi ne fit point oublier au général Souham ce qu'il devait à la générosité française , car craignant que le soldat ne regardât cette ville comme prise d'assaut , et qu'il ne se portât aux excès trop ordinaires qui signalent ces sortes d'actions , il fit un simulacre de capitulation avec cette garnison. Le seul article qu'elle contenait , portait qu'elle se rendrait sur les glacis pour y déposer ses armes. Ce fut de cette manière , que Nimègue , ville forte , dont le maréchal de Turenne avait autrefois fait le siège en règle , tomba au pouvoir des Français , accoutumés alors à toute espèce de succès.

NOGENT.

11 février 1814. — Une division de l'armée autrichienne se présenta le 11 pour entrer dans Nogent , où se trouvait le général Bourmont , avec douze cents hommes pour la défense de la ville. Ce général avait barricadé les rues , crénelé les maisons , et pris toutes les mesures pour une vive résistance. L'ennemi renouvela ses attaques toute la journée , et toujours en vain. Il fut vivement repoussé avec perte de quinze cents hommes. Ayant reçu une blessure au genou , le général Bourmont fut remplacé par le colonel Ravier , qui le lendemain soutint à son tour avec une rare intrépidité les nouvelles attaques de l'ennemi , et les rendit également infructueuses. Ces deux journées coûtèrent aux Autrichiens plus de deux mille hommes.

NOIRMOUTIERS.

5 janvier 1794. — Pendant que les royalistes de la haute Vendée se portaient , avec une audace sans exemple , de l'autre côté de la Loire , les soldats du bas Poitou , fatigués du désordre

qui régnoit parmi eux, abandonnaient leurs chefs, et se retiraient dans le sein de leurs familles. Il ne resta dans cette défection que huit cents hommes, sous les ordres de Charette. Ce chef, sentant la nécessité de ramener vers lui l'opinion, et persuadé que la possession de l'île de Noirmoutiers serait pour lui de la plus grande importance, en ce qu'elle lui ouvrirait une communication avec l'Angleterre, fit, aux autres chefs, ses voisins, la proposition de tenter cette conquête, dont le succès demandait également la force et la ruse. Située à la pointe nord-ouest de la Vendée, l'île de Noirmoutiers ferme au sud la baie de Bourgneuf; sa population est d'environ six mille habitants, et dans l'étendue de son territoire sont comprises plusieurs possessions particulières; la commune de Barbatre, à une lieue de sa pointe méridionale, celles de Noirmoutiers et de la Blanche, au nord-ouest. Les royalistes s'en étaient rendus maîtres dès le commencement de l'insurrection; mais il n'eurent pas le temps de s'y consolider; Beysser, en parcourant les côtes du Poitou, y jeta tellement l'alarme, qu'ils l'évacuèrent. Charette échoua dans sa première tentative; au passage de Gonas, et n'eut pas un succès plus heureux dans celle qu'il hasarda sur Saint-Gilles. Ces deux échecs ne rebutèrent point son courage; il prit le temps d'une nuit très-obscur, et favorisé par la basse marée, il laisse toute sa cavalerie à Beauvoir, et entre dans Barbatre avec son infanterie d'élite. Ses soldats trouvèrent dans les habitants des dispositions favorables à leur projet, car ceux-ci leur servirent de guides, pour leur faire connaître les endroits les plus faibles et les plus mal défendus, et se joignirent aux Vendéens pour chasser la garnison, qui courut vite aux armes, et se retrancha derrière des moulins et des monticules de sable. Charette éprouva de la résistance de la part des canonnières qui se défendaient avec les canons placés en batterie dans l'intérieur; il marcha sur eux, et les massacra dans leurs batteries. A la pointe du jour, il s'avança vers le fort qui se rendit à l'instant même. Pendant qu'il réussissait si bien dans cette île, il y reçut la nouvelle que d'Elbée avait été défait à Mortagne et à Chollet, et que l'armée catholique avait passé la Loire. Il ne put douter de la vérité de ce qu'on lui avait annoncé, car, en rentrant dans le Bocage pour approvisionner Noirmoutiers, il rencontra d'Elbée porté sur un brancard, et entouré de quelques amis. *Je viens, dit-il, me jeter dans vos bras; puis il lui parla des malheurs de la Vendée, et de la perte de Bonchamp. Charette l'engagea à se retirer dans*

Noirmoutiers, qu'il regardait comme sa place de défense. Quinze cents Vendéens y étaient demeurés, tandis que leurs chefs parcouraient le Poitou pour leur procurer des vivres et donner de nouvelles forces au parti royaliste. Le général Haxo avait déjà plusieurs fois harcelé et défait l'armée catholique, lorsqu'il jugea convenable de faire ses dispositions pour attaquer Noirmoutiers : cependant la faiblesse de son armée, qui ne se montait qu'à six mille hommes, le fit hésiter à commencer cette importante affaire. Turreau, qui lui succéda dans le commandement, chercha à signaler son arrivée par quelque coup d'éclat. Noirmoutiers était défendu, à la vérité, par Pinaud et dix-huit cents Vendéens ; mais cette garnison était composée d'hommes peu au fait du métier de la guerre, et nullement exercés à une défense régulière. D'Elbée, que quatorze blessures mettaient hors d'état de commander, comptait beaucoup sur le nombre de ses soldats, sur une diversion que devait opérer Charette, et sur les secours promis par l'Angleterre. Sa position était d'ailleurs avantageuse, et vingt pièces de canon, qui la défendaient, lui donnaient l'espérance de résister avantageusement aux forces qui viendraient l'attaquer ; cependant le général Haxo entreprit l'attaque de l'île de Noirmoutiers, abandonnée à ses propres forces, et conçut l'espoir de s'en rendre maître en plein jour et sans artillerie. Ce fut dans la nuit du 4 au 5 janvier que les troupes qu'il commandait se portèrent sur la place. Plusieurs frégates, corvettes et bombardes républicaines s'en approchèrent pendant la nuit et foudroyèrent les endroits les plus faibles. Une artillerie formidable, tonnant de tout côté, semblait menacer l'île d'une subversion totale ; cependant la défense n'était point négligée, les batteries de la place répondaient au feu des assiégeans. La frégate la *Nymphe*, s'étant approchée trop près d'une batterie armée de pièces de trente-six, reçut plusieurs boulets qui l'empêchèrent de manœuvrer ; elle échoua devant l'île. A la vue de ce désastre, les Vendéens poussèrent des cris de joie ; mais bientôt pour réparer leur perte, trois mille républicains, voguant sur des chaloupes, se présentèrent sur trois points. Une de ces attaques était simulée. L'adjudant-général Jordy, impatient de se signaler, se jette dans les flots, suivi de quelques soldats ; il commence la principale attaque sur la pointe de la Fosse, et reçoit, en débarquant, une balle dans la cuisse ; il se relève, sans se troubler, harangue ses soldats et les encourage à se montrer dignes de la confiance de leurs chefs. En un instant

une batterie est enlevée. Jordy continue de marcher à la tête des grenadiers; de tous côtés la descente s'exécute, tandis que les généraux Haxo et Dutruy attendent avec impatience que la marée basse leur donne la facilité de passer à pied et de faire leur jonction, qui a bientôt lieu malgré le feu toujours continuel des batteries royalistes; mais on n'avait pas encore triomphé de tous les obstacles; il fallait prendre la ville défendue par dix-huit cents hommes et vingt bouches à feu. Il était impossible de se déployer au milieu des marais salans coupés en divers sens; on ne pouvait marcher que par le flanc, ce qui fit multiplier les colonnes d'attaque, tandis que l'inégalité du terrain marquait leur peu de profondeur; cependant, malgré toutes ces difficultés, les batteries des côtés furent emportées à la baïonnette. Les Vendéens, pressés, poursuivis de toutes parts, se replièrent sur Noirmoutiers, et se rangèrent en bataille sous les murs de la ville. L'approche des colonnes, le feu de la flotille, jetèrent les royalistes dans l'incertitude et l'abattement. Abandonnés de quelques-uns de leurs chefs, le désordre se mit dans leurs rangs; sommés de se rendre, ils demandèrent à capituler: on leur répondit qu'il fallait qu'ils se rendissent à discrétion, sinon qu'à l'instant même tous seraient passés au fil de l'épée. A cette terrible menace, ils jetèrent leur armes. L'armée victorieuse les cerna et entra dans la ville. Le général Turreau ordonna qu'on s'assurât de tout ce qui existait dans l'île. Les soldats y firent les plus scrupuleuses recherches, pendant que les frégates et les bâtimens légers la tenaient bloquée: rien ne s'en échappa; chefs, prêtres, émigrés, femmes, enfans furent amenés au quartier-général. Parmi vingt-deux chefs vendéens, on remarquait d'Elbée mourant, et accablé du poids de ses douleurs, et plus encore de sa disgrâce et du malheur d'avoir vu deux mille hommes abandonner leurs lignes sans brûler une amorce. La mort, en cet état, lui paraissait un bienfait, et il ne paraissait touché que du sort de sa femme et de celui de ses amis. On se demandait si la multitude des victimes à frapper ne ferait pas adoucir la sévérité des lois. Le sort des chefs n'était pas douteux, la mort devait être le prix de leur attachement au parti royaliste; mais les commissaires conventionnels, avant de les envoyer au supplice, décideraient qu'on tirerait parti de ceux qui, par des déclarations et des aveux, feraient connaître les ressources et les projets des royalistes, et que d'abord on interrogerait d'Elbée, et que, sans lui rien promettre formellement, on lui laisserait entrevoir

quelque adoucissement à son sort. Ce chef distingué des royalistes reçut du général Turreau l'accueil le plus humain, et fut traité avec tous les égards dus à ses malheurs. Turreau le questionna sur la situation politique des Vendéens, et lui demanda quelles étaient leurs vues, et sur quels secours ils pouvaient compter. « Général, lui répond d'Elbée, vous n'avez pas, sans doute, espéré tirer de moi le secret de mon parti : que d'autres achèvent de se déshonorer ; quant à moi, j'ai déjà prouvé que je ne redoutais point la mort. »

Dans cette conférence, d'Elbée ne démentit ni sa fierté ni son caractère ; il connaissait, dit l'historien de la Vendée, les désastres d'outre Loire, et ne dissimulait point la détresse des royalistes. Le général Turreau lui demanda s'ils recevaient des secours de l'Angleterre.

« Non, répond d'Elbée ; nous n'avions pas besoin de secours étrangers pour relever le trône, rendre au clergé tous ses privilèges, à la noblesse tous ses droits, et au royaume toute sa splendeur. L'intérieur de la France nous présentait assez de ressources pour remplir tous ces desseins glorieux ; mais ayant échoué devant Nantes, il fallait recommencer à faire la guerre sur la rive droite de la Loire ; il fallait diriger nos opérations sur le midi, ce fut toujours mon avis dans le conseil. Nous nous sommes perdus nous-mêmes ; c'est notre désunion qui vous a fait triompher. Les Bretons devaient faire une diversion puissante, et il n'y a eu que de l'incertitude et de la faiblesse dans leurs mouvemens. Talmont et d'Autichamp voulaient passer sur la rive droite de la Loire, le premier dans ce qu'il appelait ses états de Laval, le second pour s'emparer d'un port de mer, et marcher, avec le secours de l'Angleterre, sur la capitale. Ces projets, plus hardis que sages, ont causé nos désastres. Charette, par son obstination à s'isoler, à séparer ses opérations de la grande armée, a fait aussi manquer les opérations les plus importantes ; pour comble de malheur, la défaite de Chollet nous enlève le brave Bonchamp, le meilleur officier de l'armée. »

En finissant ces paroles, d'Elbée versa quelques larmes et garda le silence ; on ne peut tirer de lui aucun autre aveu. D'autres prisonniers crurent se sauver par des déclarations.

« Nous nous étions retirés dans cette île, espérant y trouver une retraite assurée, dans l'attente des secours de l'Angleterre. Le chevalier de la Roberie est parti, vers la fin de décembre, pour aller présenter au cabinet de Saint-James l'état de nos

forces, de nos ressources, de nos besoins, et pour solliciter une descente d'émigrés à Noirmoutiers. Cette île a été approvisionnée par Charette pour quinze à vingt mille hommes pendant plusieurs mois. Laroche-Jacquelein et Stofflet viennent de repasser la Loire avec le projet de réinsurger la haute Vendée; mais la mésintelligence n'a pu cesser entre ces deux chefs et Charette; ils sont disposés plus que jamais à isoler leurs opérations.»

Les commissaires ayant tiré des prisonniers tous les aveux qu'ils pouvaient désirer, la sentence de mort fut prononcée contre les prisonniers. D'Elbée mourant fut porté dans un fauteuil au lieu de l'exécution; sa femme et quatre chefs vendéens partagèrent son sort. La mort de cet officier fut pour la Vendée une perte irréparable; et le parti royaliste se trouva privé par ce malheur d'un de ses meilleurs généraux.

NOLI.

2 août 1808. — Le 30 juillet, un vaisseau, un brick et un cutter anglais s'étant approchés de la côte de Gênes, détachèrent une péniche armée de quarante hommes, pour s'emparer de trois navires français chargés, qui venaient de mouiller à cinq cents pas du rivage, entre Cogoletto et le torrent du Léon. Sept préposés des douanes; réunis par les soins des sieurs Blais et Conti, se portèrent sur le rivage, où huit habitants de Cogoletto se joignirent à eux, ainsi qu'un gendarme de Voltri, qui revenait de la correspondance. Après un feu bien nourri, de part et d'autre, et qui dura une heure, les Anglais s'éloignèrent, emportant, au lieu de butin, leurs morts et leurs blessés. Aucun Français ne perdit la vie dans cette affaire; seulement un pêcheur fut blessé au visage, au-dessus de l'œil gauche.

Soutenus par le feu de leur vaisseau, les Anglais débarquèrent le 2 août, au nombre d'environ cinq cents, sur trois points différents, à Noli, où un boog français s'était retiré sous le feu d'une batterie qui n'avait plus qu'une seule pièce de canon. L'équipage du boog, de vingt-cinq à trente hommes, s'était retranché à terre, et faisait un tel feu sur l'ennemi, qu'il lui causa la plus grande perte; mais enfin, tournés par les Anglais, ils furent obligés d'enclouer leurs deux canons, qu'ils avaient débarqués, et de se retirer avec les gardes-côtes de la batterie. Durant ce temps, les préposés des douanes avaient tenu avec courage, mais

ils furent forcés aussi à effectuer leur retraite sur l'évêché.

En ce moment, le sieur Josset, contrôleur des brigades et ancien militaire, arriva de Spotomo avec quelques préposés : leur ayant distribué de nouvelles cartouches, il les ramena au rivage où, écrasés par le grand nombre, après plusieurs décharges, ils s'éloignèrent. Dans cette affaire, le sieur Josset fut la victime d'une odieuse trahison. Il était sur le point de saisir un Anglais armé, et celui-ci lui dit en bon français qu'il n'était point Anglais, et qu'il faisait partie de l'équipage du boog. Eh bien, lui dit Josset, suis-nous contre les ennemis : ce qu'il fit aussitôt. Mais un instant après, Josset ayant tué un Anglais, et les deux préposés qui l'accompagnaient étant occupés au feu, l'Anglais s'approcha de Josset, et lui tira un coup de pistolet d'abordage qui le renversa. Le contrôleur eut néanmoins la force de se relever, de s'emparer du sabre de l'Anglais qui allait l'éventrer, et de le retenir assez, quoiqu'en se coupant la main, pour donner le temps à un de ses préposés de tuer son ennemi. Les Anglais perdirent cinquante hommes dans cette affaire, et les préposés des douanes eurent deux blessés.

NOVI.

16 août 1799. — Le commandement de l'armée française d'Italie fut remis, par le général Moreau, au général Joubert, à Gênes, vers la fin de juillet. Ce dernier était connu pour un militaire plein de bravoure et de loyauté, maître de toutes ses passions, excepté de son courage dans un jour de combat. Il venait d'unir son sort à celui de Mademoiselle Sémonville, fille de l'ambassadeur ; et comme si ses titres n'eussent pas été déjà assez glorieux, passionné pour la gloire, il voulait en acquérir de nouveaux, en volant à l'armée d'Italie, qu'il trouva dans les mêmes lieux où Buonaparte en avait commencé la conquête. Il avait l'espérance de relever le courage de cette armée, et de lui inspirer assez de confiance pour tenter un effort vigoureux. Son but était de secourir les places de Mantoue et Tortone. Il se voyait d'ailleurs forcé de tenter une bataille, tant par la disette des vivres, que par la difficulté des communications sur ses derrières. Le général Suwarow, chef de l'armée russe, se douta bien, à l'activité qu'il voyait dans les mouvemens des troupes, à leurs marches et à leurs contre-marches, qu'une action générale ne tarderait pas à s'engager. Millesimo, Murialto et Callizano étaient occupés par l'aile gauche de l'armée française sous les

ordres du général Pérignon. L'aile droite, commandée par le général Saint-Cyr, était couverte, ainsi que le centre, par la Botchecta, et s'étendait à la vallée de Scrivia. Le poste de Gavi était occupé par une avant-garde. Le général Joubert porta son quartier-général à Campo-Marone, entre Montenotte et Savone. Pendant les journées des 8 et 9 août, sa droite s'avança à la Bocchetta, et occupa la position du mont Brisco au-dessus de Morneze, que les alliés abandonnèrent. Joubert invite avec cordialité Moreau à rester auprès de lui, pour l'aider de ses conseils, dont il sent toute l'utilité, et qu'il demande pour triompher d'un ennemi que Moreau connaissait si bien, et qui n'avait pu lui dérober la connaissance de ses ruses et de sa tactique. On vit alors, pour la première fois, un jeune général, se défiant de ses propres forces, offrir le commandement à celui qu'il venait remplacer. Moreau, flatté et honoré de cette marque de confiance de la part de Joubert, lui représente qu'ils ne sont libres, ni l'un ni l'autre, de changer de poste; mais, que, jaloux de servir son pays, il combattra avec lui avant de quitter l'Italie. Cette lutte de nobles procédés établit entre les deux généraux une intimité qui ne pouvait que tourner à l'avantage de la cause qu'ils défendaient : ils concertent ensemble leurs mesures, parcourent les lignes, confèrent sans rivalité, et se communiquent toutes leurs vues. Joubert emploie la journée du 12 août à élever des retranchemens, à placer des batteries, et à fortifier ses places. Il attendait plusieurs corps qui devaient porter son armée à quarante mille combattans : le lendemain il dispose sa gauche et son centre, dont il forme trois colonnes d'attaque. Il donne ordre à la première de se porter sur Acqui, en descendant la vallée de la Bormida; la seconde marchant sur Castel-Franco, suit la vallée de l'Erro, et la troisième doit pénétrer par Ovado, à Castel-Franco.

Joubert se met à la tête d'une partie de ses troupes, et se porte de Campo-Marone, par les montagnes du mont Ferrat et la vallée d'Acqui, vers Capriati et Novi, tandis que Saint-Cyr, à la tête d'une plus forte colonne, débouchait des mêmes défilés pour faire lever le blocus de Tortone. Les généraux Moreau et Dessolles marchaient avec cette colonne. Ce même jour, le général autrichien Bellegarde, qui, pour défendre la Bormida et couvrir Acqui, occupait les positions de Bissagno et de Trezzo, fut vivement attaqué par les Français, dont l'avant-garde poussa jusqu'à Bazzaluzzo, au

pied des montagnes , à la hauteur de Novi. Vers le soir , Joubert rallia son centre et sa gauche à Capriata , où il avait porté son quartier-général , et où il laissa deux mille hommes pour assurer ses vivres. Sa colonne de droite , marchant sur Novi , repoussa les alliés et s'empara de cette ville. Ainsi l'armée française , se déployant sur la croupe des montagnes qui couronnent les hauteurs de Novi , se formait à la vue des plaines de la Lombardie et de l'armée de Suwarow. Le corps du général Bellegarde fut renforcé de quinze mille hommes du corps de Kray , qui avaient fait le siège de Mantoue , et qui déjà se portaient sur Coni. Ils reçurent l'ordre de rétrograder pour se rejoindre aux troupes que commandait Bellegarde. Les nouvelles attaques que Suwarow méditait , et dont la prise de Tortone devait marquer le commencement , avaient porté ce général à rassembler toutes ses divisions entre l'Orba et la Scrivia. Tous ces corps réunis , y compris ceux qui avaient été employés au siège de Mantoue , formèrent environ soixante mille hommes , dont quarante-huit mille fantassins et dix mille cavaliers.

Les démarches et les mouvemens de Joubert firent juger à Suwarow que l'intention du général français n'était point de livrer la bataille ; mais qu'il se disposait à l'attendre dans la position qu'il venait d'occuper. Il chercha d'abord à l'attirer hors des montagnes , dans la plaine qui , de Rivalta , s'étend entre Alexandrie et Tortone. Dans cette vue , il ordonne au général Bellegarde de soustraire sa droite à l'attaque de l'aile gauche des Français , en se repliant sur l'Orba , en même temps que le général Kray reçut l'ordre précis de réunir son corps à celui de Bellegarde , pour déployer sa droite en ordre de bataille. Les colonnes autrichiennes , sous le commandement du général Mélas , formaient sa gauche ; et les Russes , aux ordres du général d'infanterie Rosenberg , se trouvaient au centre. Impatient de combattre , Suwarow brûlait d'attaquer les Français avant de leur donner le temps de s'affermir dans leurs positions. Cependant , comme toutes ses troupes n'étaient pas encore arrivées , ou ne se trouvaient pas suffisamment préparées , il ne crut point devoir engager une action aussi importante sans avoir fait toutes les dispositions nécessaires , et consulta les principaux officiers autrichiens. Il assembla donc à Frégarolo un conseil de guerre supérieur , et y développa le plan de l'offensive qu'il se proposait d'effectuer. L'avis de tous les généraux allemands fut qu'il serait dangereux d'attaquer les Français dans leurs posi-

tions formidables ; ils n'approuvèrent point l'idée d'une bataille, dont le mauvais succès pouvait entraîner la perte totale des alliés. Suwarow, persuadé de la nécessité d'une prompte attaque, insista, et fit entendre que la levée du siège de Tortone serait le résultat d'une plus longue inaction ; il fixa l'attention des généraux sur la différence des circonstances où se trouvaient dans ce moment les armées russe et française. L'élite de l'armée française était restée sur le champ de bataille, ou avait été faite prisonnière ; les corps que les alliés avaient maintenant à combattre n'étaient formés que de troupes nouvelles, peu exercées au métier de la guerre, et découragées par une longue suite de revers. Leur nombre, inférieur de moitié aux forces des Autrichiens et des Russes, ne laissait aucun doute sur la certitude de les vaincre. « On aurait peine, ajouta-t-il, à trouver dans nos rangs un soldat qui n'ait été présent à quelque siège, ou qui n'ait combattu dans quelque bataille. D'ailleurs, une longue série de victoires leur inspire le plus grand courage et la plus grande énergie, tandis que l'ennemi ne peut qu'être dans l'abattement par ses continuelles défaites. Tous ces avantages et la supériorité numérique ne peuvent être balancés par celui des meilleures dispositions. D'ailleurs nos soldats, accoutumés depuis si long-temps à vaincre, ont su triompher des difficultés les plus grandes. J'insiste donc pour attaquer de suite les Français. » Suwarow vit bientôt tous les officiers partager son assurance, et se ranger de son avis. On compta pour le succès de l'entreprise sur son expérience acquise par de nombreux triomphes, et sur les talens dont il avait tant de fois donné des preuves. Dès que l'on eut décidé qu'on prendrait l'offensive, chacun fit, dans sa division, les dispositions d'attaque qui venaient d'être arrêtées. La position de l'armée austro-russe s'étendait de Bosco, où elle avait sa droite, jusqu'à Tortone, où se trouvait sa gauche ; le centre occupait Pozzolo, et sa réserve était placée à Rivalta.

Le 15 août, dès le matin, dix mille hommes d'infanterie autrichienne, commandés par les généraux Kray et Bellegarde, marchèrent sur Fregarolo pour se lier au centre, et vinrent se placer le soir même en face du corps français que commandait le général Pérignon, débordant un peu sa gauche, qui devait couvrir la route de Pasturana à Capriata. Seize mille hommes d'infanterie autrichienne, sous les ordres du général Mélas, formaient la gauche, qui s'étendait de Pozzolo à la Scrivia, et faisait face à la droite des Français, com-

mandée par le général Saint-Cyr; les deux divisions qui formaient cette droite étaient aux ordres des généraux Watrin et Laboissière. La réserve se composait de huit bataillons de grenadiers, de trois à quatre d'infanterie, et de six escadrons de cavalerie. Le centre, formé de quinze mille Russes campés à Rezzalo, et réunis sous le commandement du général Rosenberg, fut placé en face de Novi, défendu par le général Gardanne; on l'opposa à deux autres brigades françaises, qui, sous les ordres des généraux Quesnel et Colli, garnissaient les plateaux depuis Novi jusqu'à la droite du général Pérignon. Ces plateaux étaient hérissés d'une nombreuse artillerie que commandait le général Debelle, et soutenus par les troupes qui les bordaient. Les alliés avaient placé leur cavalerie en seconde ligne des colonnes d'attaque, et l'avaient répartie à-peu-près également entre ces colonnes. Décidé à tout entreprendre, Suwarow ordonna l'attaque pour le lendemain 16 août, à la pointe du jour. A l'aspect d'un développement de forces aussi considérables, Joubert, quoiqu'il eût l'ordre d'attaquer, hésita. Le soir, il assemble ses généraux de division, et tous conviennent que, d'après l'infériorité numérique de l'armée, et sa faiblesse en cavalerie, ce serait compromettre son salut que de la faire descendre dans une plaine immense, où le moindre revers pourrait entraîner sa ruine. Sans rien faire connaître de ses desseins, Joubert rompit l'assemblée, renvoya chacun à son poste, annonçant que les reconnaissances du lendemain matin le détermineraient. Il est probable que Joubert n'était pas dans l'intention d'attaquer; mais qu'il voulait reprendre ses anciennes positions, pour attendre un mouvement de l'armée qui devait sortir des Alpes pour le dégager d'une partie des forces qui lui étaient opposées. Dès cinq heures du matin, la droite des alliés commença son attaque en avant de Novi, où Joubert commandait en personne. Persuadé que l'audace est nécessaire pour vaincre un ennemi trop supérieur, Joubert parcourt les rangs, et se montre aux troupes dont il est aimé. *Camarades*, s'écria-t-il, *la république vous ordonne de combattre. Vaincre ou mourir*, s'écrient tous les soldats. Ce cri de guerre retentit dans tous les Apennins, et des chants guerriers se font entendre sur toute l'étendue de la ligne.

La gauche de l'armée française fut d'abord attaquée par Kray, qui eut quelques succès. Joubert s'en aperçoit, il y

vole avec ses aides-de-camp, rallie deux bataillons, se place au milieu de ses guides à cheval, et commande une charge à la baïonnette. En tournant son cheval vers le centre, une balle le frappe, et pénètre jusqu'au cœur. Il tombe, et, près d'expirer, il prononce ces mots : *Couvrez-moi, afin que les Russes croient que je combats toujours parmi vous.* Ce furent les dernières paroles de ce brave guerrier, qui fut porté sans vie au quartier-général. Le danger dont l'armée se voyait menacée porta les généraux à déferer le commandement de l'armée à Moreau, qui avait connaissance du plan de Joubert. La mort d'un général qu'il idolâtrait suspend un instant l'ardeur du soldat; mais à cette stupeur succède la rage, le désir de combattre, et l'espoir de venger le trépas d'un chef adoré. Moreau donne l'exemple du courage en se précipitant au milieu des dangers. Ce combat continue avec une nouvelle fureur. Le général Kray cherchait à tourner Novi par Frossonara; le prince Bagration et le général Miloradowich l'attaquaient de front avec les premières colonnes russes du centre, et tâchaient d'emporter cette position d'assaut. Leurs tentatives ne furent pas heureuses; les Français les repoussèrent entièrement, et le général Kray lui-même ne put leur résister, ni soutenir les charges vigoureuses dont il fut accablé. Alors le général Suwarow fait attaquer simultanément les hauteurs de Novi par le général russe Derfelden, qui était au centre, et par le général Mélas, qui commandait l'aile gauche; le premier eut ordre de se porter par la chaussée qui y conduit directement, et le second en remontant avec la division Frœlich la rive gauche de la Scrivia, et en observant en même temps la vallée et le champ de bataille. Malgré l'ardeur que les Russes montrèrent dans cette attaque, ils n'y obtinrent pas plus de succès que les généraux Kray et Bagration n'en avaient obtenu dans celle qu'ils avaient effectuée, quelques instans auparavant. En vain le général Derfelden fit un dernier effort pour emporter les hauteurs à la droite de Novi; le général Watrin, descendant dans la plaine, attaqua le flanc gauche de la colonne russe, et parvint à dégager Novi. En ce moment le combat était devenu général, et il se faisait un carnage horrible sur le flanc des deux armées. Suwarow, ayant vu le corps de droite du général Kray repoussé deux fois, se mit lui-même à la tête de toutes les divisions du centre, et dirigea, vers les trois heures, une nouvelle attaque sur les plateaux de Novi.

au centre des lignes françaises. Cette attaque, extrêmement vive, fut soutenue avec intrépidité par les colonnes françaises; et leurs batteries, avantageusement situées, firent pleuvoir sur les têtes des pelotons russes des torrens de mitraille. Ce feu terrible détruisit en un instant la belle ordonnance de l'ennemi; plus de mille soldats tombent sous les coups de cette formidable artillerie. Le désordre se met dans leurs rangs, les colonnes tourbillonnent, hésitent, et les assaillans se portent à plus de cent pas en arrière. Suwarow accourt avec son état-major, et rallie ses soldats sous le feu des Français. Ils avancent de nouveau et renouvellent l'attaque. Exposés pendant une heure entière au feu le plus vif, les Russes le soutiennent avec une intrépidité héroïque. La présence du maréchal les encourage, les anime, ils brûlent de se signaler sous ses yeux, et ont recours aux derniers efforts pour chasser les Français de leurs postes. Un de leurs régimens attaque à la baïonnette une demi-brigade, et réussit à lui faire faire volte-face. Attachés à la poursuite des fuyards, les Russes se portent tellement en avant, qu'ils se trouvent sous le feu des divisions françaises, demeurées fermes à leur poste, malgré le vide causé par la demi-brigade qui avait plié. Suwarow accourt une seconde fois, rallie ses troupes, et les conduit au combat. Cette entreprise hardie pouvait être funeste au maréchal; mais dans la situation où il se trouvait, ayant tout-à-la-fois à conserver sa réputation, et à remporter une nouvelle victoire, il ne pouvait trop tenter. Cependant, malgré les charges réitérées des Russes sur le centre, malgré l'acharnement avec lequel le général Kray s'attachait à attaquer l'aile gauche des Français, la résistance de ces derniers fut si ferme et si opiniâtre qu'ils réussirent à conserver leurs positions. Suwarow fit trois fois renouveler et soutenir les attaques. Les brigades françaises qui défendaient Novi et les hauteurs environnantes attaquèrent les Russes à leur tour, et se montrèrent inébranlables. On les vit même, aidées du général Watrin, et protégées par le feu de leurs batteries, s'élancer dans la plaine, attaquer et détruire presque entièrement le centre de l'armée russe, qui ne put, malgré tous ses efforts, parvenir qu'à les contenir sur ce point.

Les Français, voyant devant eux une armée supérieure, n'osèrent profiter de leurs avantages en poursuivant les alliés dans la plaine, tandis que les généraux Kray et Mélas, at-

taquant les deux extrémités avec une opiniâtreté qu'augmenta la résistance des troupes françaises, ne pouvaient manquer de trouver quelques endroits trop faibles sur une ligne trop étendue, ou de parvenir à la déborder, avec des troupes dont le nombre était infiniment supérieur à celles qu'ils avaient en tête. Dans cette position, Suwarow risqua une attaque décisive. Il fit donner l'ordre au général Mélas de tourner la droite de l'armée française, que commandait le général Saint-Cyr, avec les troupes fraîches de la réserve de Rivalta. Mélas, à la tête de huit bataillons de grenadiers et de six bataillons d'infanterie, se porta sur les hauteurs de Novi du côté de Piétale, derrière la droite des Français, et faisant filer en même temps le corps du général Nobili par la gauche de la Scrivia sur Stanzano : ce dernier occupa Arquata, à l'instant où le général Mélas arrivait également à Serravalle, et forçait le général français Dombrowsky de quitter le blocus de ce fort. Mélas, s'avancant ensuite avec une extrême vivacité par le chemin de Serra-Valle à Novi, pour se rendre maître de la route de Novi à Gavi, fit attaquer le flanc droit des Français par le général Frœlich, avec un bataillon de Furstemberg et la brigade du général-major Lusignan, qui, dans la première charge, fut blessé et fait prisonnier. Si ce mouvement opéré par le général Mélas eût réussi, c'en était fait de l'armée française; elle était perdue sans ressource. Cette première colonne, formant sa droite, fut soutenue par une seconde colonne aux ordres du général Landon, et par un corps de troupes que commandait le prince de Lichtenstein, qui dépassa la ligne des Français sur les derrières de leur droite, et saisissant tous les points avantageux qui se trouvaient dans les intervalles, fut protégé dans tous ses mouvemens par le général Mélas, qui fit soutenir l'action de ces troupes par des batteries correspondantes à leur direction. Cette manœuvre décida la victoire. A cinq heures de l'après-midi, Mélas attaqua en flanc le poste de Novi, qui depuis le commencement de l'action, avait coûté tant de sang. Moreau venait de le renforcer dans cette partie pour couvrir la retraite qu'il venait d'ordonner. Les Français, se voyant presque enveloppés dans Novi, furent contraints de l'abandonner. Leur communication avec Gavi ayant été coupée par le prince Lichtenstein, ils ne purent se retirer que sur leur flanc gauche à Ovada. Cette retraite se fit sur Ovada; mais l'artillerie ne s'étant point écoulée par le village de Pasturana, au moment où elle

aurait dû le faire , la division d'arrière-garde trouva ce village encombré. Elle fut arrêtée , mise en désordre , et bientôt atteinte par le corps du général Karacksai , que Suwarow avait chargé de la poursuivre. Ce fut en vain que les généraux Pérignon , Grouchy et Partouneaux , par des prodiges d'une valeur extraordinaire , voulurent rallier cette arrière-garde. Tous leurs efforts furent inutiles. Cent hommes qui avaient suivi Pérignon périrent à ses côtés ; et lui-même , percé de coups , et couvert du sang ennemi , tomba dans la foule. Trois coups de sabre qu'il avait reçus au bras , et neuf sur la tête , mirent sa vie dans le plus grand danger ; mais il dut son salut à la nuit qui survint , et à sa présence d'esprit qui ne l'abandonna jamais au milieu des plus grands périls. Près d'être foulé par les pieds des chevaux , il saisit de la main dont il peut faire usage la queue du cheval d'un cavalier russe , dont le mouvement le relève. Il lui offre sa bourse ; le Russe le met sur la croupe de son cheval , et le conduit à la tente de ses officiers. A peine fut-il reconnu pour un des généraux de l'armée française , qu'il reçut de ses généreux ennemis tous les soins que la valeur malheureuse a droit d'attendre d'un vainqueur qui sait l'estimer. La division Grouchy , attaquée la première à cinq heures du matin , combattait encore le soir à sept heures. Onze fois durant le jour , se présentant à l'attaque , et attaquée de même , elle se trouva engagée sur tout son front. Son intrépide général dirigeait tous ses mouvemens , et commandait les charges , un drapeau à la main ; un boulet emporte ce drapeau , Grouchy élève son chapeau au bout de son sabre , et ramène ses soldats charger l'ennemi. Entouré de toutes parts dans le village de Pastourana qu'il défendait , atteint de quatorze blessures , ce jeune héros succombe , et devient prisonnier des Autrichiens. On ne saurait trouver de mot convenable pour peindre l'ardeur que montrèrent dans cette journée les Français , les Autrichiens et les Russes. Ce fut un courage plus que surnaturel. Jamais on n'avait vu un acharnement pareil à celui que montrèrent les combattans des deux partis ; tout ce que la rage a de plus terrible semblait les animer également. C'était peu du feu destructeur des mousquets et de l'artillerie pour porter la mort dans tous les rangs ; la redoutable baïonnette , cette arme si meurtrière et si funeste , faisait couler des ruisseaux de sang. Les armes venaient-elles à manquer , c'était des combats d'homme à homme ; on se prenait aux cheveux , on se massacrait impi-

toyablement sur tous les points de la ligne. Les ténèbres, qui chassèrent le jour, purent seules arrêter ces transports de fureur martiale. Le soleil, qui avait éclairé cette fameuse journée, en avait augmenté les dangers et l'horreur, par le feu brûlant de ses rayons qui semblait embraser la terre, et qui y produisirent une telle chaleur, que plusieurs soldats furent trouvés sans vie, n'ayant aucune apparence de blessure. Ils étaient morts de soif, et d'un excès de chaleur. Suwarow, qui depuis long-temps accoutumé à voir tout ce que la guerre a de plus affreux, et qui, dans le cours de sa vie s'était trouvé à tant de combats, dit, qu'il n'avait jamais vu de journée aussi sanglante et aussi terrible. *Cette victoire nous a coûté bien cher!* écrivit le général Mélas à la cour de Vienne. En effet, les alliés eurent dans cette seule journée dix mille hommes tués, sept mille blessés, et laissèrent deux mille prisonniers. Si l'on excepte la bataille de Malplaquet, gagnée en 1709, par le prince Eugène et le duc de Marlborough sur le maréchal de Villars, où il périt trente mille hommes; et celle de Francfort sur l'Oder, où Frédéric II, combattant contre les Autrichiens et les Russes, laissa plus de vingt mille hommes sur le champ de bataille, et ne l'abandonna qu'après avoir fait un horrible carnage de l'infanterie russe, aucune bataille dans ce siècle ne fut aussi sanglante que celle de Novi. On peut, d'après les rapports officiels, évaluer à vingt mille le nombre de soldats mis hors de combat dans ces deux armées. Comme à Malplaquet, les troupes des deux partis, engagées sur tous les points de leurs lignes, ne cessèrent de combattre et de se détruire tant que dura le jour. Comme à la bataille de Francfort, où la victoire se décida d'après la belle manœuvre du général Laudon; semblable à celle de Novi, elle fut incertaine jusqu'au moment où le général Mélas put tourner l'aile droite des Français.

NUREMBERG.

15 décembre 1800. — Le général Augereau, commandant l'armée gallo-batave, s'établit sur la Rednitz, et laissa cinq mille hommes devant Wurtsbourg. La Rednitz ne forme guère, en cet endroit, un obstacle pour les armées que dans les grandes eaux; mais sa rive gauche est bordée par des hauteurs qui sont très-favorables à la défensive. Augereau

défendait cette ligne dans une étendue de douze lieues, depuis Nuremberg jusqu'à Bamberg. Ce général, ayant en cas de revers déterminé sa ligne d'opérations, donna à son aide-camp Richer le commandement d'un corps d'observation de quatre cents hommes, qu'il porta à Mertzbach, jeta encore quatre cents hommes dans Bamberg, et concentra le reste de ses forces entre Forsheim et Nuremberg. Ces deux endroits furent occupés comme têtes de pont, et son quartier-général fut placé à Hertzogen-Aurach : son but était de donner des inquiétudes à l'ennemi sur sa gauche, pour se tenir à portée de manœuvrer sur sa ligne d'opération principale. La garnison de Bamberg reçut ordre de se replier sur Eltmann et Schewinfurth, dans le cas où elle serait forcée. Augereau apprit, le 15 décembre, que le corps du général autrichien Klenau était parti de Ratisbonne pour se joindre à celui de Simbschen. Les comtes de Walmoden et Demiers, les deux plus fameux partisans de l'armée autrichienne, avaient suivi le général Klenau. Ce mouvement semblait désigner une attaque prochaine. Aussitôt le général Augereau partit pour Wurzburg, et convertit ce siège en blocus. Il donna ordre à toutes les troupes excédant, ce qui était nécessaire sur cette nouvelle ligne d'opérations, de se porter en arrière. Pendant qu'il concertait avec les généraux Barbou et Duhesme les moyens de défense, il entendit une forte canonnade sur Altorf et Neuckirken. L'avant-garde de la division Barbou, partagée en deux reconnaissances, s'était portée sur Altorf et Neumarch. Ce corps, marchant à la poursuite de l'ennemi, donna le temps à deux mille hommes d'infanterie et trois cents hussards de tomber sur une autre colonne française qui venait sur Neumarch. Hors d'état de résister à des forces si supérieures, ces troupes furent obligées de rétrograder ; mais le général de brigade Fuzier, à la tête du troisième bataillon de la onzième légère, rétablit pour le moment l'avantage. Le chef de brigade Wattier, qui était sur Altorf, soutenait avec opiniâtreté sa position à la hauteur de Fischbasch, tandis que l'ennemi recevait à chaque instant des renforts sur Neumarch, ce qui rendait la position des affaires incertaine. Alors le général Pactod reçut du général Barbou l'ordre de s'avancer, avec le reste du corps de bataille et quatre pièces d'artillerie légère, au secours du général Fuzier, et de se réunir au général Wattier. L'audace et la célérité, avec lesquelles ces deux mouvemens furent exécutés décidèrent du

sort de la bataille. Les Autrichiens, culbutés et mis en déroute, abandonnèrent la victoire à nos soldats, et se retirèrent laissant la terre jonchée de morts et de blessés; ils perdirent quinze cents hommes dans cette journée, qui augmenta la gloire des guerriers français, et ajouta une victoire signalée à celles dont leurs armes avaient été déjà honorées.

29 octobre 1805. — Le lendemain de la bataille d'Ulm, Napoléon envoya le prince Murat avec une grande partie de la cavalerie, à laquelle il joignit le régiment de chasseurs à cheval de la garde, à la poursuite des troupes autrichiennes, qui, pendant la nuit, s'étaient ralliées à l'archiduc Ferdinand.

Ce prince, qui se décida à faire retraite vers la Bohême, parvint, par des manœuvres sagement combinées, à éviter un engagement général qui aurait achevé de détruire le reste de l'armée autrichienne.

Cependant, les 26, 27 et 28, notre avant-garde obtint de grands avantages sur l'arrière-garde ennemie, mais qui n'eurent aucun résultat décisif. Enfin, le 29, le prince Murat prit le parti de faire combattre les chasseurs de la garde et les deux régimens de carabiniers qui formaient la réserve; cette résolution donna lieu à une des actions les plus heureuses et les plus hardies que la guerre puisse offrir.

Le lieutenant Desmichels, commandant l'avant-garde des chasseurs, forte de trente hommes, rencontra devant Nuremberg l'ennemi, dont l'arrière-garde, à cause des défilés que présente à chaque pas la route de Bohême, était composée ce jour-là d'environ trois cents hommes d'infanterie. Le commandant de cette troupe, croyant sans doute n'être pas poursuivi par les Français sur le territoire prussien, qu'ils avaient eux-mêmes violé, avait négligé de se garder: le lieutenant Desmichels, profitant de cette faute, chargea sans hésiter cette infanterie, et avec une telle rapidité, qu'elle ne fit aucune résistance; elle fut toute prisonnière.

Encouragé par ce premier succès, cet officier, après avoir dirigé vers son régiment les prisonniers, qu'il fit conduire par deux hommes, continua à poursuivre l'ennemi, qu'il atteignit bientôt. Au-delà de la ville de Nuremberg, il aperçut un gros bataillon qui, comptant sur l'arrière-garde, marchait avec une confiante sécurité. Le peloton de chasseurs s'élança aussitôt sur lui, et sabra tout ce qui ne mettait pas bas les armes assez

promptement ; quatre cents prisonniers et deux drapeaux furent l'heureux résultat de cette charge. Cependant quelques fantassins firent feu, et d'autres se sauvèrent en se jetant dans les fossés qui bordent la route. Au bruit de cette fusillade, environ quatre cents dragons de Latour, qui marchaient immédiatement avant cette infanterie, revinrent sur leurs pas, et la tête de leur colonne chargea assez vivement le peloton de chasseurs ; ceux-ci, dont le front était égal à celui de l'ennemi, qui ne pouvait pas se déployer, n'hésitèrent pas, quoique vingt fois moins nombreux, à aller au-devant de cette charge : les sabres se croisèrent, et les chasseurs culbutèrent le premier peloton de l'ennemi ; celui-ci entraîna le second, et ainsi de suite, jusqu'à la queue de la colonne. Les dragons, culbutés de cette sorte, ne cessèrent de fuir pendant deux lieues, dans le plus grand désordre, laissant au pouvoir de cette poignée de chasseurs vingt-cinq pièces de canon, tous leurs chariots de munitions et une caisse militaire ; de plus, ils eurent cinquante hommes tués et cent cinquante prisonniers, dont un officier supérieur et trois autres officiers.

Au sortir de ce long défilé, les chasseurs aperçurent dans la plaine beaucoup de cavalerie rangée en bataille : ils s'arrêtèrent après avoir encore enlevé deux pièces de canon qui venaient de tirer à mitraille sur eux. Le régiment de chasseurs, qui avait hâté sa marche, déboucha aussitôt ; mais l'ennemi ne l'attendit pas, il continua sa retraite.

Le prince Murat arriva en ce moment à l'avant-garde, et témoigna au régiment de chasseurs sa satisfaction de la manière la plus flatteuse. Il ne savait pas alors que tout ce succès fut l'ouvrage d'un seul peloton. Ce prince, voulant que les carabiniers eussent leur part de gloire, les mit en tête de colonne et leur fit passer un second défilé, derrière lequel l'ennemi était encore rangé en bataille. Le premier escadron, en débouchant, fut culbuté par les cuirassiers de Mack ; mais, malgré leurs efforts, ils ne purent empêcher les carabiniers de se former dans la plaine ; ceux-ci firent alors sur l'ennemi une charge digne de leur brillante réputation : tout ce qui voulut s'opposer à eux fut renversé, et ils firent un grand nombre de prisonniers. La nuit mit fin à cette heureuse journée.

Le prince Murat donna dans son rapport de grands éloges aux chasseurs à cheval et aux carabiniers.

Le régiment de chasseurs joignit le quartier-général à Müldorff : là, Napoléon ayant appris la belle conduite du peloton d'avant-garde, nomma M. Desmichels, qui le commandait, capitaine, et officier de la légion-d'honneur; chaque soldat reçut l'étoile de cette légion.

OBERFLESHEIM.

30 mars 1793. — Custine commença son expédition sur le Rhin, en 1793, d'une manière extrêmement brillante. Mais n'ayant pas de point d'appui sur le territoire ennemi, son armée, trop faible pour garder ses conquêtes, ne pouvait long-temps résister à la Prusse et à la Hesse, si elles réunissaient leurs forces pour l'attaquer sérieusement. Les Prussiens et les Hessois ayant contraint les Français à leur abandonner Francfort, tout fit présumer que cette armée, malgré toute sa bravoure, serait bientôt obligée de rétrograder sur les frontières, et de rentrer promptement dans les lignes de Weissembourg. Custine, voyant qu'il ne pouvait absolument pas arrêter l'ennemi, crut devoir effectuer sa retraite : il évacua donc Mayence, et se porta sur Worms, où il entra le 29 mars 1793.

Le même jour, le général Houchard, commandant l'avant-garde, s'arrêta à Oberflesheim, situé entre Worms et Alzée. Les Prussiens l'y attaquèrent dès le lendemain, et il soutint long-temps cet assaut avec la plus grande vigueur. Cependant le flanc droit de l'infanterie française se trouvait déjà tourné par l'ennemi, lorsqu'il fut repoussé par deux bataillons qui se montrèrent tout-à-coup, ayant Custine à leur tête.

Ce général, étant arrivé sur une hauteur, rencontra dix escadrons prussiens qui débouchaient par le côté opposé. Son artillerie légère les eut bientôt fait rétrograder. Mais plusieurs colonnes prussiennes étant venues au secours de cette cavalerie, avec trente pièces de canon, il s'engagea de part et d'autre un combat très-vif, où les Prussiens perdirent un peu de terrain, sans toutefois que leur feu en fût ralenti. Cependant la cavalerie française fondit sur eux avec impétuosité, en même temps que l'infanterie éclaircissait leurs rangs par la mousqueterie; ils furent donc enfoncés, et Custine, profitant de leur déroute, put opérer sa retraite de Worms sur Franckental sans être inquiété.

OCCANA.

22 décembre 1809. — Le général Milhau avait reçu l'avis que les troupes sous les ordres du chef Empecinado s'étaient montrées très-souvent sur la gauche de Madrid, où elles se livraient au pillage et à toutes sortes d'atrocités; les violences continuelles qu'elles exerçaient les avaient rendues redoutables aux habitans des campagnes.

Le 22 décembre 1809, le général Souham se porta de sa personne avec quelques détachemens de sa division sur Occana. A peine arrivé, il fit charger l'ennemi qui occupait cette place, et comme ce dernier montrait de la résistance, il fut enfoncé avec la baïonnette, et un grand nombre périt victime de son audace; ceux qui avaient pris la fuite se retirèrent entre Huerte et Cuença. Le général Milhau les atteignit le 23, et, après leur avoir livré combat, cent trente restèrent sur le champ de bataille, et cinquante furent faits prisonniers, dont trois chefs. Le même jour 23, un autre corps fut également sabré dans les environs; ce coup de main du général Milhau fut précédé de la dispersion totale de la junte insurrectionnelle de Molina d'Aragon.

OFFEMBOURG.

1796. — Une division de l'armée de Rhin-et-Moselle, sous les ordres du général Férino, marcha, le 27 juin, sur trois colonnes le long de la rive gauche de la Kintzig. Le dessein du général était de couper la retraite à l'ennemi; devant lui se trouvait Offembourg, petite ville du cercle de Souabe, à trois lieues sud-est de Strasbourg. Il s'avancé, ordonne l'attaque, s'empare de la ville, met en fuite l'ennemi qui y abandonne deux canons et deux caissons.

OLIVA.

28 mai 1811. — Le général Suchet, commandant en chef l'armée d'Aragon, avait formé le siège de Tarragone. La principale attaque de gauche était dirigée contre le fort Oliva, où les Français élevèrent une batterie de brèche armée de quatre pièces de vingt-quatre, et qui fut nommée *batterie du roi de Rome*; trois autres batteries furent montées en même

temps. Mais comme les difficultés du terrain présentaient les plus grands obstacles, deux cents soldats, impatients de voir le canon des Français répondre à celui de leurs ennemis, s'attelèrent eux-mêmes aux pièces et les traînèrent aux batteries, malgré le feu des Espagnols, qui firent en même temps une sortie où ils éprouvèrent une perte considérable. Bientôt le feu d'Oliva fut éteint par les batteries françaises; le cavalier, les parapets, les batteries de l'angle mort, qui était la partie la moins flanquée de l'ouvrage, furent écrasés et permirent aux Français de donner l'assaut. Quatre coups de canon à mitraille annoncèrent, le 29 mai, que l'assaut allait commencer.

Aussitôt, par les ordres du comte Suchet, la première colonne d'attaque, commandée par le chef de bataillon Revel, devancée par le capitaine de génie Papigny et par vingt sapeurs munis d'échelles et de haches, s'élança pour tourner l'ouvrage et s'emparer de la porte, qu'on eut beaucoup de peine à enfoncer à coups de masses et de haches, tandis que partie de la colonne appliquait ses échelles aux escarpemens de la gorge et grimpait sur l'ouvrage; c'est là que le capitaine Papigny fut frappé à mort en dirigeant ses sapeurs.

« La deuxième colonne d'attaque, composée de trois cents hommes d'élite du septième de ligne, sous les ordres du chef de bataillon Miocque, se jeta avec impétuosité sur la partie du fort qui avait été battu en brèche. Cent échelles furent placées dans les fossés, et les voltigeurs s'y précipitèrent sous le feu de l'ennemi. Comme le fossé avait vingt pieds et que les échelles n'en avaient que quinze, le sergent des sapeurs, Meunier, s'est placé au sommet d'une des échelles, et a fait grimper les voltigeurs sur ses épaules pour atteindre la brèche : son exemple fut suivi. Mais les soldats arrivaient trop lentement au gré de leur impatience; ils découvrent dans l'intérieur du fossé une partie de l'aqueduc qui facilite le passage, un triple rang de palissades le défendait; elles sont coupées par l'ordre du capitaine de génie Vacani; et il fait porter des échelles du premier fossé dans celui du réduit, qui est bientôt escaladé ainsi que le cavalier.

« Cependant quelques pièces de l'ennemi tiraient encore à mitraille dans l'extrémité du fort pour soutenir les troupes dont l'ardeur semblait s'être ralentie par la blessure de leur chef, le brave Miocque. L'adjudant commandant Mesclop accourt avec la première réserve de cinq cents Italiens, et rétablit le combat; il parvient à pénétrer dans le réduit, et y sauve la

vie à huit officiers et à cent soldats espagnols, et assure ainsi la conquête du fort. En vain l'ennemi cherche son salut dans le fond de l'ouvrage; derrière un troisième fossé; deux cents canonniers y sont tués sur leurs pièces, le reste, au nombre de neuf cents soldats et soixante-dix officiers, se rendit à discrétion. »

(Extrait du rapport du comte Suchet.)

Les Espagnols perdirent dans cette affaire, si glorieuse aux armes françaises, quinze cents hommes tués, quarante-sept bouches à feu, dix milliers de poudre, trois drapeaux, quarante mille rations de biscuit, autant en légumes, morue, vin, et cent trente mille cartouches. Des faits glorieux firent beaucoup d'honneur à plusieurs soldats ou officiers français. Le grenadier Thierry, du septième de ligne, entra dans le fort par une embrasure, s'élançait sur un lieutenant-colonel ennemi; un sergent lui arrache sa baïonnette, Thierry tire son sabre, tue le sergent, et amène prisonnier le lieutenant-colonel. Le caporal Bianchini, du sixième de ligne italien, pénétra avec les fuyards jusqu'aux portes de la ville, d'où il ramena quatre officiers et cinq soldats prisonniers. Le général Harispe se couvrit d'une nouvelle gloire; renversé sous des pierres et meurtri par un éclat de bombe, il n'entra pas moins dans le fort, bien secondé par le général Ficatier qui commandait l'assaut. Les généraux Rognat et Valée rivalisèrent de zèle et de talens avec les autres chefs.

OLIVENÇA.

22 janvier 1811. — Les Espagnols se retiraient en toute hâte sur Badajoz, poursuivis par le duc de Dalmatie, commandant en chef le cinquième corps d'armée. Près de cinq mille Espagnols avaient été jetés dans Olivença, place forte. Aussitôt le duc de Dalmatie fit marcher sur cette ville la division Girard, fit sommer le gouverneur de rendre la place, et sur sa réponse, sans attendre son artillerie de siège, fit ouvrir la tranchée le 12 janvier, le lendemain de son arrivée devant Olivença. La tranchée fut continuée avec vigueur, et le siège s'avavançait sans aucune inquiétude de la part des Espagnols réunis près de Badajoz, que le général Briche était chargé d'observer de sa position de Talavera-la-Réal. Cependant, voyant la rapidité des travaux, cette armée eut honte de rester dans l'inaction, et se mit en marche pour opérer une diversion. Elle

attaqua le 20 le général Briche avec toute sa cavalerie; mais après un combat sanglant, où les assiégeans eurent le dessus, les Espagnols furent repoussés et reconduits avec vigueur jusque sous les murs de Badajoz. Le 21, le principal bastion de la place était exposé au feu des Français, par le couronnement du chemin couvert exécuté avec les seuls moyens de l'artillerie et du génie de l'avant-garde. Dans ce moment arriva une division d'artillerie de siège, qui fut mise en place dans la nuit, et démasquée le 22 au matin. Elle tira aussitôt sur la place pour faire brèche, et au bout de deux heures la brèche commençait à se former, lorsque le gouverneur, voyant qu'il n'avait plus d'espoir du côté de l'armée de Badajoz, et qu'il ne lui restait plus aucun moyen de défense, demanda à capituler; ce qui lui fut refusé. Bientôt après il se présenta en avant de la porte avec son état-major, et se rendit à discrétion, avec une garnison de quatre mille cinq cents hommes. Ainsi, après dix jours de tranchée ouverte, la forte place d'Olivença tomba au pouvoir des Français, qui y trouvèrent dix-huit pièces de canon en bon état.

OLMUTZ.

1805. — L'automne de cette année fut presque tous les jours marqué par quelque victoire, que la bonne fortune et le génie de Buonaparte savaient fixer sous ses drapeaux. Le 20 novembre il entra dans Bruun; l'inaction des Russes, qui ne faisaient aucun mouvement pour conserver une place aussi importante, étonna Buonaparte. Ils se déterminèrent au contraire à réunir en arrière d'Olmütz six mille hommes de cavalerie, qui se portèrent à la jonction des routes de Brunn et d'Olmütz : c'était là que devait se joindre les deux nouvelles armées qu'on envoyait à leur secours des frontières de la Russie. Leurs mesures, qu'ils croyaient si bien concertées, furent déjouées. Le général Walther sut les contenir quelque temps par des charges brillantes, et bientôt il fut secouru par la cavalerie de la garde, que commandait le général Bessière, et la division des cuirassiers du général d'Hautpoutlt. C'était un spectacle singulier de voir arriver la cavalerie russe, qui s'avancait en poussant des cris affreux et des hurlemens épouvantables, comme pour écraser les Français, qui opposaient le calme le plus parfait et une admirable tranquillité à ce bruit effroyable. Le sort du com-

bat ne fut pas long-temps incertain ; battus sur tous les points, et repoussés à huit lieues du point du départ, les Russes apprirent qu'il y a loin de l'audace impétueuse de ces troupes encore sauvages, qui ne connaissent aucune discipline réglée, et qui combattent presque toujours en désordre, au sang-froid des militaires accoutumés à braver sans crainte les plus grands dangers, et à repousser tranquillement les plus chaudes attaques de leurs adversaires. La victoire ne peut long-temps être indécise entre deux armées d'une nature si différente ; et elle se décide bientôt pour celle qui sait obéir aux ordres des chefs expérimentés qui la commandent.

OLOT.

21 octobre 1812. — Les Espagnols, sous les ordres du général Lascy, forts de trois mille hommes, se portèrent sur la ville d'Olot, dont les avenues étaient gardées par des postes français détachés de la garnison du fort Saint-François, où commandait le chef de bataillon Noguès, du onzième de ligne. Le général Lascy forma son corps en quatre colonnes, et se mit en marche sur Olot, par quatre points. La colonne qui arriva par la route de Ripall, dans la nuit du 20 au 21, força le poste avancé, qui n'eut pas le temps de mettre le cheval de frise pour fermer le passage. La cavalerie ennemie pénétra aussitôt par cette ouverture jusqu'à la grande place du marché ; mais animées par la présence du brave Noguès et du capitaine Roberjot, les troupes de la garnison chargèrent cette cavalerie et la repoussèrent avec vigueur. Cependant la deuxième colonne s'avancait, à la faveur de la nuit, pour couper la communication entre les troupes françaises qui restaient dans le fort et celles qui étaient descendues dans la ville : mais, attaquée avec la même vivacité et le même succès, elle fut également repoussée ; tandis que la troisième et la quatrième colonnes, qui étaient entrées par les murs des jardins, s'étaient formées sur une autre place. Les troupes victorieuses des premières colonnes marchèrent avec plus d'audace contre celles qui restaient, et les rejetèrent bientôt hors de la ville, qui, au point du jour, en était entièrement délivrée. Le général Lascy, qui était resté avec sa réserve au pont de Saint-Roch, voyant que son entreprise avait échoué, se retira avec un nombre assez

considérable de blessés, et après avoir perdu quelques cavaliers, dont les corps restèrent dans la ville. La résistance de la garnison d'Olot fit le plus grand honneur aux troupes, et aux braves officiers Noguès et Roberjot.

OMULEF (L').

13 mai 1805. — Pendant que les Français assiégeaient Dantzick, les Prussiens et les Russes firent tous leurs efforts pour délivrer de la présence de nos troupes cette ville importante, que sa situation et son commerce rendaient très-florissante.

On vit paraître un nombreux détachement de Cosaques vers l'Omulef, rivière de Pologne qui prend sa source dans les lacs de la Galindie, entre Passenheim et Neydenbourg, et va tomber dans la Narew au-dessous d'Ostrolenka. Les Français se hâtèrent aussitôt de faire une reconnaissance pour connaître la force de cette division : on en eut bientôt estimé le nombre qui se montait à mille Cosaques, appuyés par un régiment de hussards noirs qui voulurent nous fermer le passage. Les Polonais, qui servaient comme auxiliaires dans l'armée française, passèrent l'Omulef malgré les efforts de l'ennemi, le repoussèrent et le battirent ; la perte ne fut considérable ni d'un côté ni d'autre ; l'infanterie polonaise marcha avec autant de sang-froid que si elle allait à une parade. Le général Fricher, qui commandait cette reconnaissance, déclara qu'il n'avait à reprocher aux Polonais qu'une trop grande impétuosité dans les troupes légères et la cavalerie, qui s'exposèrent sans nécessité pendant quelques heures. Lorsque les Prussiens et les Russes virent que leur expédition maritime était arrivée devant Dantzick, ils recommencèrent leurs attaques sur la rivière d'Omulef, et tentèrent d'emporter le pont qui se trouve à Drendzeedwow ; le général Girard y courut avec le quatre-vingt-huitième de ligne et les culbuta dans la Narew. Le général de division Suchet, arrivant au secours de ce corps, tomba sur les Russes qu'il repoussa avec quelque perte jusque sur Ostrolenka. Le capitaine Laurin, qui commandait une grand-garde, se vit tout d'un coup cerné par les Cosaques ; mais il fit si bonne contenance, et ses soldats secondèrent si bien ses dispositions, que les Cosaques furent repoussés de toutes parts. Après la chute de Dantzick les hostilités continuèrent ;

mais si le courage des soldats français et celui des alliés se faisait remarquer lorsqu'on en venait à une action, on dut voir à cette époque que la guerre avait perdu ce caractère de féroacité et d'acharnement qui ne permettait pas la plus légère rencontre sans que les soldats des deux partis ne brûlassent de se charger avec fureur ; les mêmes besoins se faisaient sentir de part et d'autre ; on s'estimait réciproquement pour le courage et la patience avec laquelle on supportait tous les maux qu'entraîne une longue guerre ; on soupirait après une paix prochaine, que la disette extrême qui se faisait sentir dans les deux armées semblait rendre plus indispensable. Le défaut de subsistances avait rendu le guerrier plus humain ; obligés de chercher les vivres dont ils manquaient le plus souvent, les soldats des deux nations, tourmentés par ce premier besoin, se rencontraient plusieurs fois, et songeaient moins à se battre qu'aux moyens de se procurer les secours nécessaires contre la faim.

On vit dans cette recherche mutuelle, combien est puissant le besoin d'alimens, qui éteint toute espèce d'animosité, comme on en jugera par l'événement singulier que nous allons rapporter. Un faible détachement français était passé dans une petite île de l'Omulef, où il soupçonnait que les paysans avaient enfoui leurs provisions de pommes-de-terre ; il y rencontra un parti de Cosaques, qui, également attiré par la faim, s'y était rendu avec l'intention d'y chercher quelques subsistances. Ils ne songèrent pas à se charger, ils se devinèrent, s'entendirent et convinrent qu'ils laisseraient leurs armes dans les barques qui les avaient amenés, qu'ils iraient ensuite à la recherche des vivres, qu'ils partageraient ceux qu'ils trouveraient dans l'île. Dès que les soldats français avaient trouvé quelque magasin, en sondant la terre fraîchement remuée, ils appelaient les Cosaques pour leur faire part de leur bonne fortune : les Cosaques de leur côté agissaient aussi loyalement et exécutaient fidèlement le petit traité convenu. Lorsque toutes les recherches étaient terminées, chacun emportait la portion de vivres qui composait son lot ; on se disait adieu et l'on se quittait bons amis. Cependant cette bonne intelligence ne diminuait point l'ardeur du soldat, lorsque, docile à la voix de l'honneur et au commandement de ses chefs, il s'agissait de combattre. Il arriva que, dans une affaire d'avant-garde, six cents Russes attaquèrent une redoute défendue par quatorze grenadiers

du quatre-vingt-huitième régiment de ligne. Ces braves, sans s'étonner et sans être effrayés du nombre des assaillans, firent une vigoureuse résistance : en vain les Russes leur crièrent-ils plusieurs fois de se rendre ; on ne répondit à leur sommation que par un feu très-vif, qui dura encore pendant trois heures, et empêcha les Russes de s'emparer de la redoute. La résistance de nos braves grenadiers aurait duré plus long-temps encore si leurs munitions épuisées ne les avaient contraints de ralentir leur feu. Privés de cette ressource, ils attendirent l'ennemi la baïonnette en avant, et à l'aide de cette arme seule ils se défendirent encore pendant une demi-heure ; enfin, accablés par le nombre, épuisés de fatigue et couverts de blessures, ils furent contraints de se rendre. Les vainqueurs virent avec une surprise mêlée d'effroi, quarante Russes étendus sans vie aux pieds de quatorze Français, et ne purent s'empêcher de louer le courage de ces braves, dont ils n'avaient triomphé que parce que le défaut de munition avait trahi leur valeur. L'esprit d'héroïsme qui animait tous les corps dont l'armée française était composée fit tourner tous les événemens de la guerre à son avantage, et parut dans toute sa grandeur à cette fameuse journée de Friedland, qui eut lieu dans les premiers jours de juin, et dont les heureux résultats furent l'anéantissement de la coalition entre l'Angleterre et la Russie, et l'obligation où se trouva cette dernière puissance de demander la paix.

ONEILLE.

24 octobre 1792. — Nice était attaqué par le général Anselme. On fit sortir de Toulon une escadre destinée à protéger l'armée d'Italie. Le 23 octobre elle se présenta devant Oneille. L'amiral Truguet, ayant mouillé à la vue de la ville, envoya, de concert avec le maréchal de camp Marchant de la Houlière, un canot parlementaire, monté par par M. Duchayla, capitaine de pavillon, qui fut chargé d'une proclamation adressée aux habitans. Ils étaient invités à se réunir aux Français, afin d'éviter les horreurs de la guerre. Le canot, attiré par les démonstrations amicales qu'il aperçoit, se hâte d'approcher ; mais à peine a-t-il touché le rivage, qu'une décharge de coups de fusil, tirée à bout portant, tue trois officiers, quatre matelots, et blesse

six autres personnes, au nombre desquelles se trouve le capitaine Duchayla. Effrayés de cette réception à laquelle ils étaient loin de s'attendre, les hommes que le feu de cette mousqueterie avait épargnés se hâtent de fuir cette terre, et, malgré les pierres et les balles dont on cherche à les atteindre, ils parviennent à regagner l'escadre. Cet acte de barbarie et de mauvaise foi excita dans l'âme de nos guerriers le désir de tirer de cette violation du droit des gens une vengeance terrible; vengeance autorisée par les lois de la guerre, mais qui fait gémir l'humanité, en ce qu'elle confond l'innocent avec le coupable, et que le châtiment atteint également et ceux qui l'ont mérité, et les infortunés qui n'ont pris aucune part à la faute. La ville fut d'abord canonnée pendant un jour entier. Le lendemain, les troupes, auxquelles on joignit mille hommes de garnison et cent matelots armés de haches, sont distribuées sur les chaloupes de débarquement avec quelques pièces de campagne. L'escadre fait une décharge générale. Les troupes débarquées, ne trouvant aucune résistance dans une ville que tous ses habitants avaient abandonnée, vengèrent par l'incendie, le pillage et la destruction, la perdition dont s'étaient rendus coupables ceux à qui les Français s'étaient présentés avec des dispositions amicales, et qui n'avaient répondu à leurs sages propositions qu'en les assassinant. Cependant on se convainquit dès le même jour, après une reconnaissance, de l'impossibilité de se maintenir dans ce poste, même avec des forces considérables. Le général de la Houlière ordonna le rembarquement des troupes, ce qui s'effectua vers les neuf heures du soir.

1794. — Les armées françaises se couvraient de gloire en Flandre, sur les bords du Rhin, et obtenaient en tous lieux des succès que leur inexpérience rendait encore plus étonnants. Les soldats de l'armée d'Italie, jaloux de mériter les mêmes éloges, se distinguaient tous les jours par des actions d'éclat, et soutenaient avec honneur la gloire du nom français dans les pays situés au-delà des Alpes. Maîtres de ces immenses barrières que la nature avait en vain opposées à leur courage, ils en occupaient l'étendue depuis le lac de Genève jusqu'à la Méditerranée, et ils attendaient avec impatience que les premiers jours du printemps leur permissent de commencer les attaques qu'ils méditaient sur les points de ces

montagnes par lesquels ils pouvaient pénétrer en Sardaigne. Leur projet était alors d'enlever au duc de Savoie le port et la ville d'Oneille, qui était pour ce prince un point de communication avec la Sardaigne et les Anglais ses protecteurs. Le port de cette ville était en même temps le repaire et la retraite ordinaire de tous les corsaires que les puissances coalisées armaient, tant pour capturer nos vaisseaux de commerce que pour intercepter toute communication entre Marseille et Gênes. Pour arriver jusqu'à Oneille, il fallait traverser quelques lieues du territoire de Gênes : le sénat refuse le passage, dans la crainte de voir violer son territoire par les Autrichiens. Cependant la conquête était d'une trop grande importance pour les opérations ultérieures de cette armée, pour qu'on négligeât de s'y attacher, par des considérations d'égards que les grandes puissances font respecter les armes à la main, tandis qu'on les néglige envers les états faibles. Les représentans du peuple, commissaires dans cette armée, ordonnèrent cette violation de territoire, et firent entendre, dans une proclamation qu'ils adressèrent aux Gênois, que leurs propriétés seraient religieusement respectées. Pendant que les Français occupaient les impériaux, le 6 avril, vers le camp de Fongasse et Breglio, le reste de l'armée d'Italie marcha sur Oneille. Les Piémontais, dans le dessein de faire échouer l'entreprise des Français, avaient fortifié les hauteurs de Sainte-Agathe, en avant d'Oneille, et s'y étaient établis. Loin d'intimider nos soldats, l'obstacle qu'on leur opposait ne fit qu'enflammer leur courage. L'espoir d'un nouveau triomphe doubla leurs forces et leur audace; on les vit traîner du canon sur des montagnes inaccessibles, et gravir les hauteurs de Sainte-Agathe avec une telle vivacité, que les troupes sardes ne jugèrent pas à propos de les attendre, et qu'elles abandonnèrent la ville. Les calomnies qu'on avait eu soin de répandre contre les Français, et le souvenir du bombardement terrible que la conduite perfide des habitans avait provoqué, avaient répandu une telle frayeur, que la population entière d'Oneille et de ses environs était allée chercher un asile loin de ses murs. Pour détruire les funestes effets que cette terreur pouvait produire, le soldat respecta le culte des Italiens, et ne profana aucune des images des saints dont les murailles étaient couvertes. Une conduite si modérée de la part des vainqueurs fit renaitre la confiance dans le cœur des habitans d'Oneille;

Ils ne purent refuser leur estime à des guerriers pour qui la victoire n'était qu'un moyen d'exercer leur générosité, et ils se hâtèrent de rentrer dans leurs foyers, dont la crainte et une funeste prévention les avaient forcés de s'éloigner.

27 juin 1798. — Oneille était rentré sous la domination du roi de Sardaigne ; mais ce faible monarque ne put garantir ses états, ni du ferment révolutionnaire, ni des attaques de ses alliés les moins puissants, dont les entreprises furent enhardies par les dissensions qu'ils virent régner dans ses provinces ; ils se promirent d'en recueillir les fruits : ils fondirent sur les domaines du roi, espérant partager entre eux ses dépouilles. Les Liguriens, lui ayant déclaré la guerre en 1798, vinrent assiéger Oneille, au nombre de quatre mille hommes. Une faible garnison de trois cents hommes défendait la ville ; c'eût été une faible ressource pour résister aux Liguriens, si le dévouement et le courage des habitants n'étaient venus au secours de leur patrie. Les Liguriens firent pleuvoir sur la ville une grêle de bombes. Tout le monde courut aux armes ; bientôt les batteries sont servies avec toute la promptitude nécessaire pour repousser les assiégeans ; les femmes ne veulent point céder l'honneur de contribuer à la défense de la ville : elles portent sur les batteries les munitions nécessaires à leur service. Le gouverneur, voyant l'ardeur et le courage qui animait les braves qu'il commandait, se décide à faire une sortie : elle est couronnée du plus brillant succès. Les Liguriens sont repoussés, on leur enlève onze redoutes, trente-trois pièces de canon et vingt-drapeaux. Effrayés d'un tel échec les ennemis se retirent, et Oneille est délivré.

ORCHIES.

13 juillet 1792. — Six cents hommes et deux pièces de canon faisaient toute la défense d'Orchies, lorsque six mille Antrichiens l'attaquèrent dans la nuit du 13 au 14 juillet de cette année. Ce fut par les portes de Lille et de Douai qu'ils se présentèrent avec d'autant plus d'assurance, que le commandant de la place, Desmarets, n'avait pas eu le temps de se préparer à les recevoir. Cependant ils trouvèrent à combattre ; et le bataillon de la Somme, qui faisait partie de la garnison, leur disputa le passage avec une française intrépi-

dité. Dutay, l'un de ses capitaines, s'y couvrit de gloire. Enfin le nombre l'emporta, et Orchies fut cédé. Les impériaux perdirent plus de cinq cents hommes, sur-tout parce que, dans une méprise de nuit, deux de leurs colonnes se tirèrent. Le général Marassé ne laissa pas long-temps Orchies entre leurs mains ; car, le jour suivant, il parut à la tête des troupes réunies des camps de Famars et de Maulde, et de la garnison de Douai, il cerna de toutes parts l'ennemi, qui eut à peine le temps de fuir, et il reprit la ville.

ORMEA.

16 avril 1794. — Maîtres d'Oneille et de Loano, qu'ils venaient de conquérir, les Français se portèrent le 16 avril sur les hauteurs d'Ormea et de Ponte-di-Nava. Ces postes étaient fortifiés ; mais quelles fortifications pouvaient arrêter les soldats français conduits par le brave Masséna ? En un instant les retranchemens sont forcés, et quinze cents Autrichiens qui les défendaient n'ont pas même le temps de tirer les canons placés pour leur défense. L'ardeur et la vivacité françaises jettent une telle épouvante dans le cœur des soldats de la garnison d'Ormea, qu'ils prennent la fuite et se dispersent dans les montagnes ; quatre cents Autrichiens, l'élite de l'armée impériale, se rendent sans combat ; la place est prise, nos guerriers y trouvent douze pièces de canon, trente mille fusils, quarante barils de poudre et une grande quantité de vivres. Le calme et la tranquillité ne cessèrent de régner dans cette ville, dont aucun excès ne marqua la prise. Les soldats français, jaloux de confondre les calomnies de leurs ennemis, y répondaient en observant la plus exacte discipline, et en donnant tous les jours des exemples de modération et de subordination qui leur attiraient des éloges de la part de leurs chefs, et les mettaient en état de faire admirer leur bravoure et leur courage à ceux qui les accusaient de n'aimer que le pillage et le désordre.

OSS.

16 juillet 1796. — L'armée du général Moreau n'avait cessé de battre les Autrichiens depuis le passage du Rhin. Dans le dessein d'arrêter la marche des Français, les vaincus se hâtèrent de rassembler de nouvelles troupes et de les

mettre en grand nombre dans les positions les plus formidables de la Souabe. Le prince Charles jugea qu'un poste excellent, situé entre Gersbach et Rastadt, serait capable de recevoir des forces suffisantes pour vaincre, ou du moins pour arrêter pendant quelque temps la marche triomphante des Français. Il plaça donc son avant-garde derrière la Olbach, sur les hauteurs du village d'Oss, et le long du chemin de Bade à Gersbach. Le général Desaix n'eut pas plutôt eu connaissance de ces dispositions, qu'il donna ordre au général Sainte-Suzanne de marcher à l'ennemi. Cet officier, en approchant, reconnut la position des Autrichiens : elle lui parut inattaquable de front ; mais il en fit tourner la gauche, tandis que l'on emportait le village d'Oss à la baïonnette : cette manœuvre réussit. L'ennemi, qui n'était plus couvert par la Olbach, se hâta de battre en retraite. On fit quelques prisonniers dans le village ; mais les troupes, trop fatiguées pour continuer la poursuite de l'ennemi, la remirent au lendemain.

OST-CAPELLE.

1793. — Lorsque le territoire français était menacé de tous côtés par les armées coalisées, qui espéraient se partager nos plus belles provinces, les moindres événements militaires sur les frontières du Nord retentissaient vivement dans la capitale, et y portaient de funestes terreurs. Mais le courage et le dévouement héroïque de nos braves savaient fixer la victoire, et parer à tous les revers ; les ennemis ne les attaquaient jamais en vain, et chaque combat qu'ils soutenaient contre eux augmentait la gloire qu'ils avaient acquise, et ne promettait aux coalisés que la honte et l'impuissance de triompher de nos braves soldats. Un Français déserta à l'ennemi du camp d'Ost-Capelle, le 7 juillet. Dès le lendemain, à deux heures du matin, les Autrichiens se glissèrent entre les avant-postes français avec des forces considérables. La résistance de ceux-ci est opiniâtre ; ont [bat] la générale, les républicains courent aux armes, deux bataillons de Rhône-et-Loire et de l'Orne soutiennent tout l'effort des ennemis. Les Autrichiens sont repoussés avec perte ; des volontaires, à peine au fait du métier des armes, leur prouvent que le courage est inné chez les Français, et que la vue seule des étrangers sur le sol de

en tête des colonnes avec la division Delzon. Après un combat opiniâtre, l'ennemi fut battu, repoussé de position en position, et l'infanterie enleva les bois à la baïonnette. Les généraux français se signalèrent dans cette rencontre. L'armée eut à regretter le brave général Roussel, qui s'était conduit avec le plus grand courage durant le combat, et qui périt par l'erreur d'un éclaireur français, qui le prit pour un ennemi, lorsqu'il visitait les avant-postes à dix heures du soir. Le lendemain 27, les Français se mirent en marche, et, au soleil levant, aperçurent une arrière-garde ennemie de près de dix mille hommes, disposée dans la plaine par échelons, la droite appuyée à la rivière de la Duina, et la gauche à un bois garni d'infanterie et d'artillerie. Le général Broussier, avec le cinquante-troisième régiment, prit position sur une éminence, et attendit le reste de la division; mais deux compagnies de voltigeurs, ayant pris les devans, longèrent la rive du fleuve, et marchèrent sur la masse de cavalerie russe, qui s'ébraula, et fit un mouvement en avant pour envelopper les deux cents hommes que l'on croyait perdus. Mais cette poignée de braves, sans se déconcerter, se réunirent et se resserrèrent. Investis de tous côtés pendant une heure entière, ils firent un feu continu et tuèrent près de trois cents cavaliers. Leur résistance donna le temps à la cavalerie française de déboucher et de les délivrer. La division Delzon, qui avait filé par la droite, attaqua l'ennemi avec vigueur, tandis que le roi de Naples dirigeait ses efforts contre le bois et les batteries ennemies. Après une résistance qui dura près d'une heure, les ennemis, chassés de toutes leurs positions, et culbutés sur tous les points, se mirent en retraite, et continuèrent leur mouvement rétrograde. Au moment où les deux cents voltigeurs s'étaient engagés au milieu de la cavalerie russe, Napoléon, qui observait non loin de-là l'armée ennemie, frappé de leur courage et de leur belle contenance, envoya demander à quel corps ils appartenaient : « Au neuvième, répondirent-ils, et presque tous enfans de Paris ! Allez leur dire, s'écria Napoléon, que ce sont de braves gens, et qu'ils ont tous mérité la croix. » L'ennemi déploya dans la plaine soixante mille hommes d'infanterie et quinze mille hommes de cavalerie. Les trois combats d'Ostrovno, où les troupes françaises se signalèrent, firent tomber dans leurs mains dix pièces de canon russes, attelées, dont les canonnières avaient été sabrés, vingt cais-

sons de munitions, et quinze cents prisonniers. Les Russes laissèrent sur le champ de bataille près de six mille hommes tués ou blessés. La perte générale des Français n'excéda pas douze cents hommes tués, blessés ou prisonniers.

Nouveaux détails sur les trois combats d'Ostrovno.

Le roi de Naples avait rejoint le premier corps de cavalerie, lorsqu'il était déjà aux prises avec l'ennemi sur la hauteur d'Ostrovno. Le général Piré, par une charge de cavalerie exécutée avec autant de bravoure que d'intelligence, s'était emparé de la première position ennemie, de huit pièces de canon. Le général Ostermann était arrivé avec tout son corps et présentait de l'infanterie. La division Saint-Germain s'avança par ordre du vice-roi, forma ses lignes par brigades, et toute son artillerie prit position. Un régiment de dragons russes débouche d'un bois, et vient se former sur le flanc droit de la brigade où se trouvait le roi de Naples. La brigade fait tout-à-coup un changement de front sur la droite, charge ce régiment, le culbute et le détruit presque entièrement. L'infanterie ennemie arrêta une seconde attaque du général Piré, sous les ordres du général comte Ornano. Les corps Delzon et Broussier reçurent ordre de se porter sur la ligne. Deux bataillons du huitième régiment d'infanterie légère furent placés le long d'un bois qui se trouvait à la gauche du roi de Naples, pour soutenir sa brigade de cavalerie, qui n'aurait pu résister au feu de l'infanterie russe. A la vue de ce mouvement, trois bataillons furent envoyés par l'ennemi de sa gauche sur le front de la cavalerie française, pour aller à la rencontre de ces deux bataillons. Mais, chargés par la cavalerie française, ils se retirèrent avec une grande perte. L'ennemi, voulant faire abandonner à la brigade de cavalerie sa position, fit déboucher à travers un bois qui était à la droite du roi de Naples, près de douze bataillons, faisant mine de déborder sa droite. Deux bataillons avaient déjà débouché du bois, et forçaient la brigade de droite à céder du terrain. Deux autres bataillons débouchèrent par la gauche du roi de Naples, sur un régiment de cuirassiers et sur le neuvième de lanciers. La brigade étrangère chargea avec un courage et un succès vraiment rares les deux bataillons de droite, qui furent entièrement détruits. Les deux bataillons de gauche, chargés par les lanciers, éprouvèrent le même sort. La division Delzon étant arrivée, fit un mouvement pour

prendre une position sur les derrières de l'ennemi , qui , effrayé de cette manœuvre , rappela ses bataillons au centre pour protéger sa retraite , qu'il effectua sur-le-champ. Tel fut le résultat du premier combat. La perte des Russes fut très-considérable ; l'artillerie française , qui avait tiré quinze cents coups de canon à demi-portée , leur fit éprouver le plus grand mal. Six mille Russes restèrent sur le champ de bataille. Huit pièces de canon et près de huit cents prisonniers tombèrent aux mains des Français. Tous les généraux français se couvrirent de gloire , notamment le général comte Belliard.

Extrait du rapport du roi de Naples.

« D'après une dépêche de Napoléon , reçue dans la nuit du 25 au 26 , le roi de Naples mit en marche le premier corps de la réserve de cavalerie , les deux bataillons du huitième , et la division Delzon , qui suivait le même mouvement. L'ennemi était avantageusement posté derrière un ravin très-escarpé , à environ deux lieues d'Ostrovno ; des bois touffus couvraient son front et son flanc , et il présentait de l'infanterie et de l'artillerie. Quelques coups de canon furent échangés , et la cavalerie française , qui déjà pliait devant l'infanterie russe , fut soutenue par les deux bataillons du huitième. Cependant la division Delzon arriva. « Ici , dit-le roi de Naples , devait naturellement finir le rôle de la cavalerie. Le vice-roi fit ses dispositions ; on marcha à l'ennemi , on passa le ravin. La brigade de cavalerie étrangère avait passé la Duina , protégeait notre flanc gauche , et débouchait dans la plaine. Le reste de la division légère marchait sur la chaussée , à mesure que le vice-roi repoussait l'infanterie ennemie..... L'ennemi fut mené vigoureusement jusqu'à sa seconde position en arrière du ravin , où était sans doute sa réserve. Il nous ramena à son tour sur le ravin , il en fut encore repoussé ; il nous ramenait pour la seconde fois. J'aperçus de la confusion ; j'ordonnai une charge de cavalerie contre une colonne d'infanterie qui marchait audacieusement dans la plaine. Les braves Polonais s'élancèrent sur les bataillons russes ; pas un homme n'échappa , pas un ne fut fait prisonnier. Le pas de charge fut battu aussitôt dans tous les bataillons carrés de l'infanterie. Le général Girardin fit un changement à droite avec les bataillons de la gauche , et se porta vers la grande chaussée sur les derrières de l'en-

«*emi. Tous les bataillons qui se trouvaient à sa droite exécutèrent la même manœuvre, tandis que le général Piré, avec le huitième régiment de hussards, se portait sur la droite, et chargeait vigoureusement la gauche de l'ennemi, qui ne dut son salut qu'aux bois et aux ravins, qui retardèrent notre marche. Toute la division suivit le mouvement sur la chaussée. La cavalerie débouchait sur les hauteurs, en face de cinq à six régimens de cavalerie que je faisais canonner..... L'ennemi fut mené tambour battant jusque sur un ravin, à une lieue et demie de Vitepsk.* » Le général Belliard donna dans cette seconde journée de nouvelles preuves d'habileté et de courage. Il conserva une partie de l'artillerie de la division Delzon. Beaucoup d'autres généraux et officiers se firent aussi distinguer.

Dans le combat du 27, l'ennemi éprouva aussi de grandes pertes. C'est à l'intelligence, à l'habileté des chefs, à la bravoure des soldats, que les forces supérieures des Russes furent obligées de céder.

OTRICOLI.

5 janvier 1799.—Le général Mack, commandant des troupes napolitaines, avait déjà été battu une fois par l'armée française que commandait le général Championnet, en 1799, quand l'armée napolitaine descendit de Calvi sur Otricoli, petite ville du duché de Spolète, à une lieue du Tibre; elle s'était établie à cheval sur la route, pour couper toute communication entre les différens corps de l'armée française. Les plus horribles excès et des cruautés inouïes avaient été exercés sur tous les lieux de son passage. Tous les détachemens français qu'elle avait rencontrés avaient été impitoyablement égorgés, et, par une barbarie dont on trouve rarement des exemples, elle avait livré aux flammes les malades étendus sur de la paille.

Pour renforcer son centre et reprendre Otricoli, Championnet attendait une colonne tirée de sa gauche. Cependant le temps pressait, la position de son armée était critique; il ne pouvait dégarnir son camp en avant de Terni, sans se compromettre. Macdonald se chargea de cette entreprise, et marcha à la rencontre des Napolitains; ceux-ci ne peuvent soutenir le choc des troupes françaises, et, après un combat dans lequel ils se défendaient à peine, ils abandonnent Otricoli. La fuite des Napolitains et leur expulsion de la petite ville d'Otricoli donnèrent au général français la facilité de

rétablir les relations entre les différentes parties de son armée.

OUDENARDE.

1792 et 1794. — La reddition d'Oudenarde, que les poètes du siècle de Louis XIV avaient chantée en vers si pompeux, parut dans le temps une chose extraordinaire ; cette ville, qui avait osé résister à toutes les forces d'un monarque puissant, tomba sans coup férir, en novembre 1792, entre les mains des Français, commandés par Dumouriez ; mais les fragiles succès de ce général ne durèrent pas six mois. Oudenarde rentra sous la puissance des impériaux, qui reprirent toute la Belgique. Elle fut annexée à la France par les conquêtes de Pichegru ; ce général, en passant l'Escaut près d'Oudenarde, réussit dans le projet qu'il avait formé de séparer l'armée du général Clairfait de celle des Anglais, et la ville se rendit le 3 juin 1794.

OVIEDO.

14 septembre 1810. — Marquisitto avait formé à Potès un rassemblement considérable. Le général Kellermann donna ordre au général Séras de marcher de Benavente sur Potès, pour le dissiper. Marquisitto ne jugea pas à propos de l'attendre ; il se jeta dans les Asturies, espérant attaquer avec succès le général Bonnet dans Oviedo. Le 14 septembre, il fut découvert à quatre lieues de cette ville, à la tête de trois mille hommes. Le général Bonnet marcha sur-le-champ à sa rencontre, l'attaqua, lui tua quatre cents hommes, détruisit sa cavalerie, lui fit plus de trois cents prisonniers, et dissipa le reste.

PADAL.

4 septembre 1810. — Tandis que le général Sébastiani chassait des environs de Murcie et détruisait près de Carthagène les rassemblements de paysans commandés par Blacke, deux bandes d'insurgés des montagnes de Grenade se réunirent, forcèrent quelques centaines de paysans à les joindre, et se portèrent dans les environs de cette ville. Le chef d'escadron Rollet, du seizième régiment de dragons, les joignit,

le 4 septembre, au-dessus de Padal, les mit dans une déroute complète et leur tua quatre cents hommes, parmi lesquels se trouvait leur chef; il leur fit en outre quelques prisonniers, prit leur drapeau et une grande quantité de chevaux. Le reste, dans sa fuite, regagna les montagnes.

PALAMOS.

13 décembre 1810. — Les Anglais parurent devant Palamos, occupé par une garnison française. Forts de deux vaisseaux de ligne, une frégate et quatre à cinq bâtimens, voulant s'emparer du port de cette ville, ils débarquèrent à l'ouest neuf cents hommes et quatre canons de campagne; en même temps une seconde frégate, une corvette et un brick se dirigèrent du côté opposé, et mirent à terre deux cents hommes, qui se portèrent sur le port. Ils se félicitaient déjà d'un heureux succès, croyant avoir surpris la ville, lorsque le chef de bataillon Emyon, du troisième corps, qui, des hauteurs où il était posté, avait observé les mouvemens de l'ennemi, saisit le moment favorable, tomba tout-à-coup sur lui avec son bataillon, et, sans lui donner le temps de se reconnaître, l'enfonça et l'accabla avec vigueur aux vieilles murailles de la place, le poursuivit dans la ville, où il entra pêle-mêle avec lui, et le conduisit, par un même mouvement, jusque sur les chaloupes, couvrant par-tout la route de morts et de blessés. Cette brillante manœuvre et cette attaque impétueuse, exécutées par le brave et prudent Emyon, à la tête de son unique bataillon, lui font d'autant plus d'honneur, que sur près de onze cents Anglais débarqués, trois cents parvinrent bien difficilement à se sauver, et huit cents restèrent morts sur le champ de bataille, ou prisonniers au pouvoir des Français, qui n'eurent que huit tués et quinze blessés. Honteux de leur défaite, les vaisseaux anglais mirent à la voile, et disparurent pour réparer la perte considérable qu'ils venaient d'éprouver.

PALINURE (COMBAT MARITIME DU).

3 octobre 1808. — A environ soixante lieues au nord-est de la Martinique, le *Palinure*, brick français, armé de seize canons de vingt-quatre et de soixante hommes d'équipage, sous les ordres du capitaine de frégate Jance, rencontra le *Carna-*

tion, brick de guerre anglais, armé de dix-huit caronades de trente-deux et de 137 hommes d'équipage, capitaine Gregory. Après une canonnade de cinq quarts-d'heure, le *Carnation* fut enlevé à l'abordage par le *Palinure*, et conduit à la Martinique; mais, une heure après sa victoire, le capitaine Jance, qui était atteint de la fièvre depuis un mois, et n'en avait pas moins commandé la manœuvre pendant toute l'affaire, mourut à bord du *Carnation*, dont il avait pris le commandement, ce bâtiment étant beaucoup plus fort que le navire français. L'enseigne Huguet, digne second du capitaine Jance, rendit une justice éclatante à sa mémoire, ainsi qu'à la bravoure de tous les officiers et de l'équipage du *Palinure*.

PARIS.

14 juillet 1789. — L'assemblée constituante, siégeant alors à Versailles, demanda au roi de retirer les troupes étrangères et même françaises qui étaient en garnison dans cette ville; Elle alléguait que leur présence alarmait les citoyens et gênait la liberté des représentans de la nation. Mais, malgré ses réclamations, on ne cessait de remarquer beaucoup de mouvement parmi les gardes-du-corps, la garde-suisse et les troupes allemandes, casernés à Versailles, à Paris et dans les environs. On ajoutait que d'autres troupes encore étaient à portée de les renforcer. En même temps, l'entrée des tribunes était interdite aux citoyens. Le monarque répondit que le rassemblement de ces troupes avait pour but de maintenir la sûreté de Paris, et de protéger la liberté de l'assemblée; mais que si elle en prenait ombrage, le roi pourrait la transférer à Noyon ou à Soissons.

Cette réponse, loin de satisfaire les esprits, ne fit au contraire que les aigrir davantage : on n'eut pas de peine à faire croire au peuple que bientôt l'assemblée nationale serait dissoute par la force, et la capitale envahie par l'armée. On persuada même aux Parisiens qu'il n'y aurait pour eux ni paix ni liberté, tant que la Bastille subsisterait. Chacun croit devoir en conséquence chercher à se procurer des armes, soit pour attaquer, soit pour se défendre au besoin; on prend tous les fusils des armuriers; on forge des épées, des sabres, des piques, des haches, des instrumens de toute espèce; on s'empare au garde-meuble des armures antiques qui y étaient déposées; on enlève trente mille fusils cachés dans l'hôtel des invalides, et six pièces

de canon ; et le lendemain soixante mille hommes étaient armés et enrôlés.

Le 14 juillet , cette troupe , en désordre et sans chef reconnu , se porte à la Bastille ; à mesure qu'elle avance , elle se grossit dans sa marche d'une foule d'individus de tout sexe et de tout âge , et bientôt la moitié de Paris est aux portes de la Bastille.

M. de Launay , qui commandait cette forteresse , en avait augmenté la défense , et avait reçu le matin de Besenval l'ordre de tenir , jusqu'à ce qu'il lui arrivât des renforts. Mais pouvait-il résister à l'impétuosité française , et à une immense population ?

On prétend que , sommé de se rendre , il feignit d'y consentir , et que des citoyens ayant été introduits dans la cour , il fit tirer sur eux. Alors ceux qui étaient restés dehors deviennent furieux. Ils rompent les chaînes du pont-levis , et prennent ; en quelques heures , cette forteresse qu'une armée et le grand Condé avaient en vain assiégée pendant vingt-trois jours. Ils furent proclamés par le peuple , les *Vainqueurs de la Bastille*.

10 août 1792. — Les fédérés de Marseille , de Brest et de plusieurs autres villes de France , qui s'étaient réunis à Paris pour la cérémonie du 14 juillet 1792 , où ils prêtèrent serment , s'y trouvaient encore en assez grand nombre le mois suivant. Dans la nuit du 9 au 10 août , le tocsin ayant sonné de toutes parts , la commune de Paris , qui avait fait rassembler les fédérés et les sections insurgées , concentre et régularise tous les mouvemens de l'insurrection. La générale bat , et déjà tout s'ébranle , tout est en marche. Les Marseillais sont à la tête des immenses colonnes ; les volontaires de Brest viennent après eux ; quelques autres compagnies de fédérés les suivent. Le reste de cette armée n'offre qu'une multitude sans ordre , et qui s'embarrasse dans tous ses mouvemens. Elle n'a pour armes que des piques , terribles après la victoire , mais inutiles dans le combat. La véritable force des assaillans consiste dans leurs canons.

Un poste que les insurgés rencontrèrent au Pont-Neuf ne put arrêter un moment leur passage : leur marche fut rapide ; elle était animée par le chant de guerre qui fut nommé l'Hymne marseillaise. En s'approchant du château des Tuileries , ils trouvèrent sur la place du Carrousel plusieurs bataillons qui les attendaient , impatiens de se joindre à eux , et bientôt les

gendarmes se déclarèrent leurs auxiliaires. Mais les Suisses, rangés devant l'escalier du château, s'apprentent à faire une vive résistance, et ce fut là que s'engagea l'action. La première décharge des Suisses fit reculer, jusque dans la cour, la foule épouvantée. Tandis qu'une partie fuit en désordre, l'autre continue l'attaque. Plusieurs coups de fusils sont lancés contre les fenêtres du château, et le château y répond. Trois coups de canon sont tirés et vont frapper l'extrémité des toits. Bientôt les Suisses viennent se ranger en bataille dans la cour; ils font une seconde décharge, et puis un feu roulant : la fuite est générale. Un grand nombre de Marseillais et de Brestois sont restés sur le champ de bataille; quatre pièces de canon sont abandonnées sur le Carrousel. Tout a fui, les cours sont vides; il ne reste plus rien sur le Carrousel de la foule qui l'inondait.

Cependant les Marseillais se reforment auprès du Pont-Neuf; ils rallient les fuyards, et ne veulent plus admettre dans leurs rangs que ceux qui sont résolus à vaincre ou à périr. Les canonniers partagent leur enthousiasme; ils brûlent de venger le sang de leurs compagnons.

Westermann dirige une nouvelle attaque; il distribue, avec intelligence, les nombreux canons qui doivent en assurer le succès. Le château est de nouveau investi, la gendarmerie vient au-devant des insurgens, et se mêle avec eux. Son exemple entraîne plusieurs bataillons de garde nationale qui étaient venus pour défendre le château. Le canon tonne de tous côtés; les murailles et les toits sont percés de boulets.

Les Suisses se voient enveloppés et se défendent encore; leur feu de mousqueterie part sans interruption. Mais déjà ils manquent de cartouches; quelques pièces de canon leur forment une vaine défense contre tant de bouches à feu. Le château est enveloppé dans plusieurs parties; les insurgés forcent le passage. Les Suisses sont déjà divisés en divers pelotons; plusieurs teignent de leur sang les marches du palais des rois. Le plus grand nombre fuit à travers le jardin, et on les poursuit jusque dans les champs Elysées.

5 octobre 1795 (13 vendémiaire an 4). — Quelques sections de Paris, et notamment celles de Lepelletier et de la Butte-des-Moulius, s'étant déclarées en insurrection contre la convention nationale, elle ordonna leur désarmement. Le lendemain de ce décret, le 13 vendémiaire an 4, à six heures du

matin, le cri *aux armes* retentissait de toute part. Tous les bataillons étaient en mouvement, et bientôt les troupes sectionnaires se furent emparées de divers établissemens publics et même de la trésorerie. La convention avait borné sa ligne de défense aux passages qui mènent au palais des Tuileries; elle faisait en outre occuper par quelques bataillons le pont des Tuileries et le Pont-Neuf. Mais une colonne de quatre à cinq mille hommes, commandée par Lafond, de la section Lepelletier, s'étant présentée devant le Pont-Neuf, le général Carteau se retira de ce poste, emmenant avec lui son artillerie.

A quatre heures après midi, un coup de fusil est tiré d'une fenêtre voisine des Tuileries, et le combat s'engage à l'instant, en face de l'église de Saint-Roch. Elle était occupée par les sectionnaires, qui de là firent un feu de mousqueterie sur les troupes postées dans la rue étroite du *Dauphin*. Mais bientôt le canon des conventionnels porta le désordre dans les rangs des sectionnaires: les troupes s'avancèrent la baïonnette à la main, et le poste de St.-Roch fut enlevé.

Deux autres actions avaient eu lieu en même temps dans la rue de l'Echelle et dans la rue St.-Nicaise: le canon les décida avec la même promptitude. Les sectionnaires, après ces trois échecs, affrontèrent encore une fois l'artillerie de la convention. Une de leurs colonnes, forte de quatre à cinq mille hommes, s'était avancée par le quai Voltaire pour attaquer le poste du pont des Tuileries. Elle riposta, par des coups de fusil, à deux décharges d'artillerie; mais à la troisième, elle se retira en désordre.

A sept heures du soir, la victoire était à la convention. Des tentatives furent faites en différens endroits pour se barricader, et pour dépaver les rues: quelques pièces de position détruisirent les travaux commencés.

Barras avait dans cette journée le commandement des troupes de la convention. Buonaparte, qui se trouvait alors à Paris, fut appelé au secours de cette assemblée; il la défendit et lui assura la victoire.

31 mars 1814. — Une colonne ennemie venue de Meaux déboucha, le 30 mars 1814, au soir, par la route du Bourget, et pénétra jusqu'au village des Vertus. Le 31, au matin, elle se déploya en partie dans la plaine de Saint-Denis, et en partie sous les hauteurs de Belleville, où elle attaqua une

portion de l'armée française, commandée par le duc de Raguse, et soutenue par quelques milliers de gardes nationaux sortis de Paris, dans l'intention de seconder l'ardeur des troupes. Après une vigoureuse résistance, principalement sur la butte Saint-Chaumont, où se trouvaient les élèves de l'école polytechnique, avec plusieurs pièces de canon, au moyen desquels ils firent long-temps sur l'ennemi un feu vif et meurtrier, le duc de Raguse, forcé de céder au nombre, et jaloux d'arrêter l'effusion du sang et de préserver la capitale de la France des maux incalculables qui la menaçaient, si elle avait été prise de vive force, signa une capitulation dont le résultat fut l'occupation de Paris. Les alliés y entrèrent le lendemain, 1^{er} avril; le prince de Schwartzemberg, qui les commandait, fit aussitôt afficher une proclamation où l'on remarquait les passages suivans :

« Le but de la marche des armées alliées vers la capitale
 « est fondé sur l'espoir d'une réconciliation sincère et durable avec elle. Depuis vingt ans l'Europe est inondée de sang et de larmes; les tentatives faites pour mettre un terme à tant de malheurs ont été inutiles, parce qu'il existe, dans le pouvoir même du gouvernement qui vous opprime, un obstacle insurmontable à la paix. Les souverains alliés cherchent de bonne foi une autorité salulaire en France, qui puisse cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernemens. C'est à la ville de Paris qu'il appartient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer la paix du monde. Son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si immense résultat; qu'elle se prononce, et, dès ce moment, l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions. »

Le même jour l'empereur Alexandre fit publier la déclaration qui suit :

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française;

« Ils déclarent :

« Que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties, lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Buonaparte, elles doivent être plus favorables, lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance de ce repos.

« Les souverains alliés proclament en conséquence qu'ils
 « ne traiteront plus avec Napoléon Buonaparte, ni avec
 « aucun de sa famille ;

« Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle
 « qu'elle a existé sous ses rois légitimes : ils peuvent même
 « faire plus, parce qu'ils professent toujours ce principe,
 « que, pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France
 « soit grande et forte ;

« Qu'ils reconnaîtront et garantiront la constitution que la
 « nation française se donnera. Ils invitent par conséquent le
 « sénat à désigner un gouvernement provisoire qui puisse
 « pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la
 « constitution qui conviendra au peuple français.

« Les intentions que je viens d'exprimer me sont com-
 « munes avec toutes les puissances alliées.

« Signé ALEXANDRE.

« Paris, le 31 mars 1814, trois heures après midi.

Aussitôt après la notification de cette pièce, le sénat, con-
 voqué par S. A. S. le prince vice-grand-électeur, se ras-
 sembla dans le lieu ordinaire de ses séances, et, après une
 courte délibération, arrêta qu'il serait établi un gouvernement
 provisoire chargé de pourvoir aux besoins de l'administration,
 et de présenter au sénat un projet de constitution qui pût
 convenir au peuple français ; que le gouvernement serait com-
 posé de cinq membres :

M. de Talleyrand, prince Bénévent ;

M. le sénateur comte de Beurnonville ;

M. le sénateur comte de Jaucourt ;

M. le duc de Dalberg, conseiller d'état ;

M. de Montesquiou, ancien membre de l'assemblée cons-
 tituante ;

Que le sénat et le corps législatif seraient déclarés partie
 intégrante de la constitution projetée ;

Que l'armée, ainsi que les officiers et soldats en retraite,
 les veuves et officiers pensionnés, conserveraient les grades,
 honneurs et pensions dont ils jouissaient ;

Qu'il ne serait porté aucune atteinte à la dette publique ;

Que les ventes de domaines nationaux seraient irrévoca-
 blement maintenues, et qu'aucun Français ne pourrait être
 recherché pour les opinions politiques qu'il aurait pu émettre ;

Que la liberté des cultes et des consciences serait main-
 tenue et proclamée, ainsi que la liberté de la presse, sauf

la répression légale des délits qui pourraient naître de l'abus de cette liberté.

Le 2 avril, le sénat, par un décret, déclara la déchéance de Napoléon, et délia le peuple français et l'armée du serment de fidélité.

Le soir du même jour, il se rendit en corps à une audience de l'empereur de Russie, qui lui adressa ces paroles mémorables :

« Un homme, qui se disait mon allié, est arrivé dans mes états en injuste agresseur : c'est à lui que j'ai fait la guerre et non à la France ; je suis l'ami du peuple français ; ce que vous venez de faire redouble encore ce sentiment. Il est juste, il est sage de donner à la France des institutions fortes et libérales, qui soient en rapport avec les lumières actuelles. Mes alliés et moi, nous ne venons que protéger la liberté de vos décisions.

« Pour preuve de cette alliance durable que je veux conclure avec votre nation, je lui rends tous les prisonniers français qui sont en Russie. Le gouvernement provisoire me l'avait déjà demandé ; je l'accorde au sénat, d'après les résolutions qu'il a prises aujourd'hui. »

Le 3 avril, le duc de Raguse, sur la proposition du prince Schwartzemberg, déclara qu'il était prêt à quitter, avec ses troupes, l'armée de Napoléon, pourvu qu'on leur garantît la faculté de se retirer librement en Normandie, avec armes, bagages et munitions, et avec les mêmes égards et honneurs que les troupes alliées se doivent réciproquement. Cette garantie ayant été donnée, les troupes sous les ordres du duc, au nombre de douze mille hommes, avec armes, bagages et munitions, quittèrent leurs cantonnemens le 5 pour se rendre à Versailles, recevant par-tout les honneurs militaires dus à des braves dont le sang avait coulé si long-temps pour la défense de la patrie.

Le 6 avril, le sénat rendit un décret dont les deux premiers articles étaient conçus en ces termes :

Article 1^{er}. Le gouvernement français est monarchique et héréditaire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture.

II. Le peuple français appelle librement au trône de France Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du dernier roi, et après lui les autres membres de la maison de Bourbon, dans l'ordre ancien.

Le 11 avril, on publia dans Paris la déclaration suivante :

Acte d'abdication de l'empereur Napoléon.

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France.

« Fait au palais de Fontainebleau, le 11 avril 1814.

« Signé NAPOLÉON. »

Le 12 avril, à une heure après midi, S. A. R. Monsieur, frère du roi, lieutenant-général du royaume, fut reçu à la barrière de Bondi par les membres du gouvernement provisoire et les commissaires aux départemens ministériels, précédés et suivis tant du corps municipal que de nombreux détachemens de la garde nationale de Paris.

« Je revois enfin la France, dit ce prince, digne petit-fils du grand Henri; rien n'y est changé, si ce n'est qu'il s'y trouve un Français de plus. »

Il fit ensuite son entrée dans Paris, au milieu des acclamations universelles, et se rendit à l'église métropolitaine, où son premier mouvement fut de se jeter à genoux pour rendre grâce à Dieu de son heureux retour. Après le *Te Deum*, son altesse royale fut conduite au palais des Tuileries par le même cortège qui était allé la recevoir à la barrière.

20 mars 1815. — Voyez CANNES.

5 juillet 1815. — Pour éviter les hauteurs de Belleville et de Montmartre, qui leur avaient été si funestes l'année précédente, les troupes alliées avaient tourné la capitale et s'étaient portées, après une résistance très-vive, sur les hauteurs de Saint-Cloud et de Meudon.

6 juillet 1815. — On allait en venir aux mains pour une affaire décisive, lorsque, jaloux d'arrêter l'effusion du sang, et

afin de ne pas commettre le sort de Paris au hasard d'un dernier combat contre des forces majeures prêtes à recevoir de nouveaux renforts, les commandans en chef des armées respectives nommèrent des commissaires qui conclurent, au château de Saint-Cloud, une suspension d'armes, pendant laquelle l'armée française devait se mettre en marche pour se porter derrière la Loire, emmenant avec elle tout son matériel, artillerie de campagne, convois militaires, chevaux et propriétés des régimens, sans aucune exception. A la suite de cette convention, les chambres déclarèrent que les différens corps de l'armée, officiers, généraux et soldats, avaient bien mérité de la patrie, en leur rappelant que c'était encore sur leur fidélité à leurs drapeaux, sur l'énergie de leurs dispositions, sur la fermeté de leur contenance, sur la régularité de leur discipline et sur leur amour de la patrie, que reposait la garantie de l'ordre public dans l'intérieur, l'indépendance nationale, et une heureuse influence sur les négociations.

La police de la ville resta confiée à la garde nationale et à la gendarmerie municipale, sous les ordres du maréchal prince d'Essling. Le 4 juillet, à midi, on remit aux alliés Saint-Denis, Saint-Ouen, Clichy et Neuilly. Le 5, à la même heure, les fortifications de Montmartre, et le 6 ils firent leur seconde entrée dans Paris.

PARME.

19 avril 1799. — Lorsque l'armée française, commandée en 1796 par Buonaparte, entra en Italie, le duc de Parme, qui voyait ses états sur le point d'être envahis par des troupes auxquelles il n'avait aucun moyen de résister, se hâta de lui demander la paix; Buonaparte la lui accorda, et lui laissa la libre possession de son duché, à condition qu'il paierait une contribution de deux millions, argent de France. L'exécution de ce traité prolongea de quelques instans la domination du duc. Vainqueurs de Schérer, quelque temps après, les Austro-Russes s'établirent sans résistance dans Parme, le 19 avril 1799; ils en demeurèrent maîtres jusqu'à ce qu'ils l'eussent remis au duc de Parme. A la mort de ce prince, arrivée en 1802, Napoléon réunit ce duché à la France.

PARTHENAY.

20 juin 1793. — C'est pour une nation une calamité bien grande, lorsqu'elle voit l'esprit de parti régner entre les citoyens dont les sentimens absolument différens donnent naissance à des haines implacables et produisent des factions, qui, jalouses de soutenir l'opinion qu'elles ont adoptée, ont recours à la voie des armes pour la faire prévaloir. Alors la guerre prend un caractère atroce; les égards réciproques, créés par le droit des gens, ne sont plus observés, le sang des citoyens est versé par les citoyens, l'union qui régnait dans les familles est détruite, et l'on ne quitte les armes que lorsqu'un gouvernement ferme autant que puissant impose silence aux passions, et tempère sa juste sévérité par une extrême douceur. Westermann, qui dans la Belgique s'était distingué par son audace, et l'ardeur excessive qu'il montrait pour le pillage, fut envoyé au mois de juin dans la Vendée avec sa légion. Le général Biron apprend qu'un corps de royalistes se rassemble à Parthenay; en effet six mille vendéens venaient d'y arriver sous les ordres de Lescure. Westermann s'y porte le 20 juin, par une marche forcée. A deux heures du matin il égorge les avant-postes à la tête de douze cents hommes; il pénètre avec son infanterie dans cette petite ville, dont il a enfoncé les portes à coups de canon; ses soldats y entrent au pas de charge, et exterminent tout ce qui ose leur résister. Un prêtre vendéen allait mettre le feu à un canon, il est abattu par le sabre d'un républicain. Lescure surpris résiste faiblement; abandonné de ses soldats, il ne doit son salut qu'à l'obscurité qui le dérobe aux coups des vainqueurs. Westermann, n'osant pas s'engager dans ce pays insurgé, reprend la route de Saint-Maixent. Lescure rentre à Parthenay, et préserve cette ville des flammes auxquelles voulaient la livrer ses soldats, pour punir les habitans d'avoir favorisé Westermann. Ce général, dont la troupe s'était grossie des renforts qu'il avait trouvés à Saint-Maixent, se présente de nouveau avec trois mille hommes devant Parthenay, d'où Lescure fuit à son approche. Westermann, qui avait fait observer la plus exacte discipline à ses soldats, s'étonne lui-même de ce qu'il regarde comme un grand acte de vertu. Il écrit au gouvernement : « Ma légion ne sera

pas accusée d'avoir enlevé une obole aux habitans de Parthenay. »

PAVIE.

26 juin 1796. — L'armée française jouissait à peine du repos et de la tranquillité que venait de lui assurer la sanglante bataille de Lodi ; à peine son chef commençait à organiser à Milan un gouvernement provisoire, que, féconds en ressources pour éterniser le fléau de la guerre, les agens de l'Autriche étaient parvenus à exciter un soulèvement contre les Français dans la haute Italie. La nouvelle de nos prétendus revers, adroitement semée, fomentait les germes d'insurrection ; on se soulevait de tous côtés, les paysans massacraient sur les routes les ordonnances des généraux ; les faibles détachemens qui ne pouvaient résister aux attroupe mens armés qui les attaquaient étaient impitoyablement égorgés, et tous les employés de l'armée qui tombaient entre les mains des insurgés y trouvaient une mort certaine. Les habitans de Pavie prirent la plus grande part à cette insurrection ; trois cents soldats, qui formaient la garnison du château, et qu'on avait laissés au milieu d'une population de trente mille hommes, augmentée de sept à huit mille paysans insurgés, sont faits prisonniers. Tant d'audace méritait un châiment sévère ; les ruines de Bagnasco fumaient encore. Cependant Buonaparte répugnait à punir une ville entière du crime de quelques instigateurs qui avaient excité la révolte : le repentir peut désarmer son bras levé sur les coupables. L'archevêque de Milan doit présenter aux insurgés une proclamation de Buonaparte, qui leur promet un généreux pardon s'ils mettent bas les armes et rentrent dans le devoir. La grâce offerte par le ministre des autels, au nom du général, est refusée, et les rebelles persistent dans le dessein qu'ils ont formé. Tant d'opiniâtreté lasse la patience de Buonaparte, qui marche sur Pavie, le 26 juin. La valeur de ses soldats a bientôt culbuté les avant-postes des insurgés ; mais les murs de la ville paraissent garnis d'une nombreuse population, qui paraît disposée à se défendre. Après quelques coups de canon, Buonaparte fait sommer ces malheureux de se rendre. Leur réponse est que tant que Pavie aura des murailles, ils ne se soumettront pas. Aussitôt le général

d'artillerie Dammartin fait former le sixième bataillon des grenadiers en colonnes serrées, et les conduit vers les portes de la ville : deux pièces de canon marchent à leur tête. Les grenadiers, la hache à la main, fondent sur les portes, les enfoncent, et en un instant la foule immense qui remplissait les rues se disperse et va se réfugier dans les caves et sur les toits pour tenter un nouveau combat, en accablant du haut de leurs maisons à coups de pierres et de tuiles les soldats français qui se sont emparés de toutes les rues. Tous leurs efforts sont inutiles, et leur rage impuissante, irritant le courage de nos guerriers, multiplie les scènes de carnage et de désolation. Trois fois Buonaparte voulut donner l'ordre de livrer la ville aux flammes, et trois fois cet ordre, qui répugnait à son cœur, expira sur ses lèvres; il allait enfin prononcer l'arrêt fatal, lorsqu'il vit accourir la garnison du château qui venait remercier ses libérateurs. Il en fit faire l'appel... heureusement il n'y manqua personne. *« Si le sang d'un seul Français, dit-il, eût été versé, j'aurais fait élever sur les ruines de Pavie une colonne sur laquelle j'aurais fait inscrire : Ici était la ville de Pavie. »*

1799. — Après la bataille de Magnan, livrée en 1799, une armée d'Autrichiens et de Russes occupa la ville de Pavie, le 3 mai. Les Français en se retirant firent sauter une arche du pont fameux bâti sur le Tésin.

1800. — Lorsque Buonaparte eut franchi les Alpes en 1800, Pavie ouvrit ses portes au général Lannes, le 31 mai. On trouva dans cette ville deux cents bouches à feu, huit mille fusils, deux mille barils de poudre, et une immense quantité de munitions.

PEIRESTORTES.

18 septembre 1793. — Les troupes françaises ne triomphèrent pas aisément des Espagnols, en 1793, à l'armée des Pyrénées-Orientales. Ceux-ci eurent d'abord quelques succès. Le 5 et le 6 septembre, ils attaquèrent le poste de Peirestortes, réussirent à l'emporter, et forcèrent les troupes françaises à l'évacuer. Ils ne jouirent pas long-temps de leur avantage. Le 18 suivant, le général d'Aoust les y attaqua, quoiqu'ils y fussent bien retranchés. Au bruit du canon, trois colonnes

françaises, qui marchant du côté de Saluces, passèrent la Gli, et se précipitèrent après deux décharges de mousqueterie sur les retranchemens des ennemis, attaqués en même temps par les troupes aux ordres du général d'Aoust, qui y pénétrèrent de leur côté. Dès ce moment la déroute des Espagnols fut complète; ils cédèrent la victoire aux troupes françaises, qui s'emparèrent du poste où elles trouvèrent quarante-six bouches à feu; elles prirent en outre six étendards et un drapeau. Les Espagnols laissèrent sur le champ de bataille cinq cents morts, environ mille blessés, et on leur fit cinq cents prisonniers. Le succès de cette journée fit rétablir la communication entre Saluces et Perpignan, et contribua beaucoup à ranimer l'audace et le courage des troupes françaises, que des revers continuels avaient jusqu'alors abattues.

PÉNILLA.

22 avril 1810. — Le matin, à trois heures, pendant que les Français pressaient vivement la ville d'Astorga, le général Bessières fut attaqué à Pénilla par une colonne ennemie de deux mille hommes d'infanterie; et de deux cents chevaux. Sans perdre de temps, le général envoya pour soutenir ses postes les deux compagnies d'élite et une compagnie du centre du bataillon du quarante-sixième régiment qu'il commandait, avec le sixième régiment provisoire de dragons. Il n'en fallut pas davantage pour mettre l'ennemi en déroute. Le colonel Painteville, du sixième de dragons, le poursuivit jusqu'à Quintanilla, lui tua soixante hommes et ramena quatre-vingt-onze prisonniers. L'ennemi laissa sur le champ de bataille de Pénilla quatre-vingt-un morts, dont quatre officiers, et plus de deux cents mille fusils. Les capitaines Benyar et Leronx, ainsi que le chef de bataillon Vigier, se distinguèrent surtout dans cette affaire.

De son côté, la division du général Clausel poussait les insurgés au-delà de Benbibie, après leur avoir tué un grand nombre d'hommes, tandis que le général de brigade Sainte-Croix, avec sa cavalerie et un bataillon d'infanterie de la division Lagrange, chassait l'ennemi de Fueybadoy, lui faisait des prisonniers, et lui tuait une centaine d'hommes.

PÉNISCOLA.

2 février 1812. — Le maréchal duc d'Albuféra, après les sièges de Sagonte et de Valence, porta son attention principale sur le fort de Péniscola, qu'il avait été obligé de laisser sur ses derrières, surveillé par un détachement de troupes qui devait aussi couvrir les communications de l'armée. Ce fort, dont la position est extrêmement avantageuse pour la défense, est situé sur un rocher isolé de la mer, près de la grande route, à une lieue de Bénicarlos; il ne se lie au continent que par une langue de sable de trente toises de large et de soixante de long. La ville entoure un vieux château des templiers, bâti sur le sommet, et qui est encore enfermé par une fortification assez étendue, garnie de plusieurs rangs de batteries. A cette difficulté du terrain se joignait encore le feu de quatre canonnières qui battaient la plage des deux côtés, et rendaient presque impossible les approches de la place, et des secours continuels envoyés du dehors par cinq voiles anglaises croisant au large. La place était défendue par mille hommes sous les ordres du brigadier Garcia Navarro, qui déjà avait été fait prisonnier des Français, mais était parvenu à s'échapper. Vers le 20 janvier, la place fut serrée par les ordres du duc d'Albuféra; et le général de division de Séveroli, avec deux bataillons du cent-quatorzième, deux du premier de ligne italien, et un bataillon du deuxième de la Vistule, commença les opérations du siège. L'emplacement des batteries fut fixé par le général de génie Vallée, qui, le 28, fit commencer le feu, et bombarda la place avec la plus grande activité pendant huit jours. Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, mille travailleurs ouvrirent le tranchée devant Péniscola sur une longueur de deux cent quinze toises; en même temps les batteries d'attaque furent élevées, et tirèrent, pour éteindre le feu de l'ennemi, qui répondait par une grêle de boulets et de mitraille. Au moyen de ces batteries, le génie continua ses travaux avec activité, s'approcha de la place pour établir les batteries destinées à faire brèche; le bastion de gauche fut serré, et dix-huit pièces de canon furent mises en batterie. Les mortiers tirèrent continuellement sur la place jour et nuit, et coulèrent une canonnière, ce qui ralentit un peu le feu vif et bien nourri qui avait inquiété l'attaque. Le 2 février, le lieutenant Pru-

nel rapporta des propositions et une réponse de l'officier espagnol qui commandait le fort, où il avait été admis. Cependant les travaux continuèrent, et le feu dura encore près de vingt-quatre heures, jusqu'à ce que le duc d'Albufera eut examiné, modifié et approuvé la capitulation offerte par l'ennemi. Par cette capitulation, la garnison sortit de la place avec les honneurs de la guerre, et ne fut pas considérée comme prisonnière; la place fut remise aux mains des Français, qui y trouvèrent soixante-six bouches à feu, une grande quantité de vivres et de munitions. Les troupes françaises employées à ce siège se distinguèrent par leur intelligence, leur activité et leur courage. Plusieurs officiers méritèrent les éloges de leurs chefs, et principalement les officiers d'artillerie et de génie Rastrou, colonel, et Plagniol, chef de bataillon, tous deux chefs d'attaque.

PESCHIERA.

1^{er} juin 1796. — Les Français entrèrent le 1^{er} juin dans Peschiera, petite ville du Véronais, située sur le lac de Garda, importante par ses fortifications et sa position. Les impériaux l'avaient évacuée après la bataille de Lodi.

19 juillet 1796. — L'armée autrichienne, accourant au secours de Mantoue, occupa, sous le commandement du général Wurmsér, une position appuyée sur un camp retranché près de Peschiera. Tandis que le général Augereau faisait canonner vivement Borghetto, Masséna marcha sur Peschiera, attaqua les Autrichiens dans leur camp, les mit en déroute, leur prit dix canons, et fit prisonniers quatre cents de leurs soldats. Cet avantage, remporté par les Français, jeta une si grande terreur parmi les impériaux qu'ils repassèrent le Mincio avec la plus grande diligence, et se hâtèrent de mettre ce fleuve entre eux et les troupes françaises.

4 mai 1799. — Schérer venait d'être battu : des l'instant de sa déroute, le général autrichien Kray investit Peschiera du côté de la terre, tandis que la flottille impériale, commandée par le général Saint-Julien, le tenait bloqué du côté du lac. Le 4 mai, le canon des assiégeants battit en brèche. Le commandant français, qui n'avait qu'une garnison de mille hommes, se détermina à capituler. On lui permit

de rentrer en France avec ses mille hommes, sous la seule condition de ne pas servir pendant six mois contre les alliés. La perte de cette place fut vivement sentie par l'armée, qui y perdit des magasins immenses, soixante-quinze canons et deux mille fusils.

16 janvier 1801. — Le général Brune, qui commandait l'armée française en Italie, en 1800, laissa derrière son armée la forteresse de Peschiera, qui contenait une garnison autrichienne de deux mille cinq cents hommes. Les impériaux avaient placé en même temps cinq cents soldats dans un retranchement formé dans le bourg de Serrione. Une flottille impériale entretenait la communication entre ces deux postes. Les ennemis s'attachèrent à fatiguer d'abord les Français, en les attaquant avec leurs bateaux armés. Le général Chasseloup-Laubat fut chargé du commandement supérieur de ce siège, où l'on n'employa que quatre mille hommes. Les travaux se poursuivaient avec activité; la tranchée était ouverte, on allait établir des batteries, lorsque l'armistice conclu le 16 janvier, entre les généraux Brune et Bellegarde, suspendit les hostilités. Une des conditions de cet armistice portait que la ville de Peschiera serait remise aux troupes françaises. En vertu de cet article, la garnison autrichienne évacua cette forteresse quatre jours après la conclusion de l'armistice.

PFULLENDORFF.

Du 20 au 23 mars 1799. — Le commandement de l'armée du Danube fut donné au général Jourdan, lorsque les hostilités sur le Rhin recommencèrent en 1799. A peine une armée de trente-huit mille hommes s'était réunie sous ses ordres, que le directoire exécutif le pressa d'entrer en campagne, et d'attaquer un ennemi très-supérieur, et qui avait sur lui l'avantage d'une artillerie légère plus considérable et mieux exercée. Dans une première action, l'avant-garde autrichienne fut repoussée jusqu'à Holzkirken et Klostersussen, et elle aurait pu difficilement résister à nos troupes, si des détachemens du gros de l'armée ne fussent arrivés pour la soutenir. Après ce premier engagement, les Français prirent une position avantageuse sur les hauteurs d'Ostrach et de Mengen, en avant de Pfullendorff. L'archiduc Charles attaqua

à son tour, le 21 mars, et parvint à chasser Jourdan de sa position. Il forma trois colonnes d'attaque : celle de droite, aux ordres du prince de Furstemberg, marcha le long du Danube, près de Mengen ; la colonne de gauche suivit la route d'Altehenausen à Pfullendorff ; et la troisième, conduite par le prince Charles lui-même, se porta du centre à travers les vallons marécageux de l'Ostrach, sur la chaussée de Salgau. Jourdan, n'ayant pu maintenir sa gauche, déjà tournée, malgré la plus vive résistance, abandonna sa position de l'Ostrach, et se retira en bon ordre dans la nuit du 20 au 21 mars sur les hauteurs de Pfullendorff. Il ne put encore y entrer à cause des progrès de la colonne de droite de l'armée autrichienne dans la direction de Moëskirch. Les dispositions de l'archiduc, pour envelopper totalement l'aile gauche des Français, décidèrent Jourdan à se retirer sur Stockack et Engen, où se donna peu de jours après une bataille qui décida du sort de l'armée du Danube.

PHILISBOURG.

1799. — Le général Moreau, s'étant ouvert l'entrée de l'Allemagne, lors de son premier passage du Rhin en 1795, força le prince Charles de lui abandonner sa position sur l'Alb et les anciennes lignes d'Ettingen. Il se contenta alors de masquer Philisbourg, et l'archiduc ne songea ni à s'appuyer ni à se soutenir sur cette place. Les deux armées françaises, l'une sous les ordres de Moreau, et l'autre sous le commandement de Jourdan, ayant opéré quelques mouvemens sur le haut et le bas Rhin, déterminèrent l'archiduc à faire une prompte retraite en Franconie, sans égard aux avantages qu'il pouvait tirer de Philisbourg pour une défense momentanée. Cependant, quoique d'une importance secondaire, Philisbourg protégeait cette partie de la rive droite du Rhin, et garantissait la vallée du Neckar des incursions des petits corps, et des détachemens qui ne pouvaient s'engager sans découvrir leurs flancs, dans ce pays très-coupé, mais ouvert par une infinité de communications très-favorables aux mouvemens de la cavalerie. Le rhingrave de Salm, commandant de Philisbourg, reçut le 3 mars 1798, de l'adjutant-général Gudin, une sommation de recevoir garnison française, pour punir l'empereur d'avoir mis garnison dans Ulm, au mépris du traité de Campo-Formio. Sur le refus du gou-

venant, Bernadotte ordonna l'investissement de la place. On se mit à la bombarder, mais cette opération fut bientôt suspendue. Le siège fut repris en septembre.

Le général Laroche eut ordre de concentrer ses forces pour couvrir un nouveau bombardement : il fut commencé avec vingt-quatre bouches à feu, placées sur la rive gauche du Rhin. L'effet de cette artillerie fut terrible : il embrasa plusieurs maisons, et la ville fut menacée d'être incendiée. De nouveaux ordres firent convertir ce siège en blocus, et ce blocus fut même bientôt levé. Dans le cours de l'année suivante, le général Lecourbe dirigea trois attaques sur Philisbourg. Le rhingrave de Salm y commandait encore, ayant sous ses ordres une garnison de cinq mille hommes des troupes des cercles, logées dans des baraques construites dans l'étroite enceinte de la ville, qui, depuis le dernier bombardement, n'était plus qu'un monceau de ruines. Les postes détachés furent occupés et défendus vivement, sur-tout celui de Rencheim, qui fut emporté par le général Thuring. Cependant l'inondation et les rigueurs de la saison rendirent les approches de Philisbourg très-difficiles, et le général Lecourbe, voyant son aile gauche dépassée, et sur le point d'être enveloppée par les Autrichiens, tenta une attaque générale sur tous les avant-postes impériaux. Malgré le courage et l'impétuosité de nos troupes, les Autrichiens tinrent ferme, et, après d'inutiles efforts pour les forcer, les Français se replièrent jusqu'à Dourlach, le 8 novembre : le lendemain le blocus de la place fut levé. Cependant elle ne jouit pas long-temps de la tranquillité que lui avait procuré la retraite des troupes françaises ; car quelque temps après, attaquée de nouveau par ces mêmes troupes, elle fut forcée de leur ouvrir ses portes.

PICKTHIPONEN.

26 décembre 1812. — L'arrière-garde du maréchal duc de Tarente, commandant un corps de la grande armée, s'était retirée de Mittau. Les Russes avaient occupé Tilsitt le jour même, et inondé de cavalerie, d'artillerie et de quelques troupes d'infanterie, les cercles de Rosienta, de Chawli et de Folch. Le général russe Lascow avait pris position à Pickthiponen, et n'était pas éloigné du général Kutusow, qui tenait une seconde position à Tilsitt, sur la

gauche du Niemen. Il se trouvait encore, non loin de là, une autre colonne, sous les ordres du général Dutitch, qui menaça le flanc droit du maréchal duc de Tarente, dont la tête du corps d'armée venait d'arriver devant Picktiiponen. Le maréchal résolut d'attaquer l'ennemi dans cette position. Les hussards noirs et les dragons prussiens s'élançèrent contre les Russes, les chargèrent avec vigueur; et, par cette attaque extrêmement brillante, deux régimens d'infanterie ennemie mirent bas les armes. On enleva aux Russes un obusier, un licorne attelé avec son caisson. Le lendemain, les têtes de colonnes de l'armée française commençant à arriver, le maréchal duc de Tarente fit ses dispositions pour une seconde attaque. Mais les Russes, effrayés par le succès de la veille, et presumant que cette attaque ne pouvait être que funeste, ne jugèrent pas à propos d'attendre les Français, et se retirèrent sur les deux rives du Niemen en le remontant. La journée du 26 fit beaucoup d'honneur aux troupes françaises et prussiennes, qui rivalisèrent d'ardeur, et sur-tout à l'intrepidité du général Bachelu, qui attaqua avec la plus grande vigueur la position de Picktiiponen. Les Russes, effrayés de ces avantages, abandonnèrent bientôt Tilsitt, qui ne pouvait se défendre, n'étant plus couvert par le général Lascow sur la rive droite. Quelques Cosaques étaient encore dans cette ville lorsque le général Bachelu y entra à huit heures du soir. Tels furent les résultats du combat de Picktiiponen, qui apprit aux Russes à redouter plus que jamais le courage et la valeur des Français.

PIEDRA-FILLA.

4 janvier 1809. — L'arrière-garde de l'armée anglaise en Espagne ayant été battue au combat de Prieros, le duc de Dalmatie conçut le projet de déposter les ennemis du col de Piedra-Filla. Après une marche très-longue et un rapide engagement, il prit quinze cents Anglais, cinq pièces de canon, des caissons remplis de gargousses, obligea l'ennemi à détruire beaucoup d'affûts, de voitures, de bagages et de munitions. Les précipices furent jonchés de ces débris; le désordre était tel que les divisions de Lorge et Lahoussaie trouvèrent parmi les équipages abandonnés des voitures remplies d'or et d'argent, formant une partie du

trésor de l'armée anglaise. On évalua cette capture à deux millions.

Trois jours auparavant, le huitième régiment de dragons chargea un corps nombreux d'infanterie espagnole. Les régimens du Roi, de Majorca, d'Ibernia, de Naples et de Barcelonne furent faits prisonniers.

PIETRI.

29 juillet 1795. — L'armée des Alpes, sous le commandement du général Kellermann, faisait tous les jours de nouveaux progrès dus à l'habileté avec laquelle son chef dirigeait tous ses mouvemens. Le général Laharpe, qui commandait une division de cette armée, aperçut les Piémontais qui s'efforçaient de se fortifier en avant du centre de l'aile droite des Français, sur une hauteur appelée le champ de Pietri. Sans perdre de temps, il marche à l'ennemi, qui commença son feu de fort loin : les colonnes françaises le soutiennent pendant une heure sans riposter, pendant que le général faisait la reconnaissance des postes piémontais. D'après leur inspection, il voulut se retirer; ce mouvement donnant de l'audace aux Sardes, ils se hâtent d'attaquer. Laharpe se détermine à se battre : la fusillade dura trois heures sans produire d'effet décisif; bientôt de nouveaux efforts grossissent la division française; alors Laharpe commande à ses soldats de marcher à l'ennemi au pas de charge, et la baïonnette en avant. Cette attaque, vigoureusement soutenue, culbute les Piémontais, qui, cédant à la valeur française, fuient en désordre, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

PIRMASSENS.

14 septembre 1793. — Le général Moreau, de Rocroi, qui commandait une des plus fortes divisions de l'armée de la Moselle, prouva que s'il savait conduire ses soldats à la victoire, il n'était pas moins capable de maintenir une discipline exacte dans les temps les plus difficiles. Les Prussiens étaient retranchés à Pirmassens, ayant à leur front cent pièces de canon. Les commissaires de la convention près l'armée de la Moselle, fidèles au système que tout doit céder à l'impétuosité française, ordonnèrent l'attaque de la place, quoique le général fût d'un avis contraire. On commençait l'escalade,

lorsqu'une des colonnes françaises, renversée par la mitraille, mit le désordre dans l'armée. Les soldats regagnèrent le camp, la rage dans le cœur, mais bien résolus de venger leur défaite à la première occasion. Les commissaires avaient bien senti l'importance du poste de Pirmassens, dont l'occupation eût décidé la campagne depuis le Rhin jusqu'à Longwi; mais ils n'avaient pas calculé les difficultés, et leur inexpérience coûta aux Français la perte de quatre mille hommes, et de presque toute l'artillerie.

On ne sait si la convention fut fidèlement instruite des détails de cette affaire; mais, au lieu de rappeler ses commissaires, dont l'inexpérience venait d'être si funeste à l'armée, elle destitua le général Schawembourg, qui, pour être né d'une des plus nobles familles de l'Alsace, n'en servait pas moins bien son pays. Bientôt tous les nobles qui se trouvaient dans les états-majors des armées en furent exclus par un décret; cette mesure générale ne fut point adoptée sans opposition. Génissieux dit que ce n'était pas dans le cabinet qu'on apprenait à faire la guerre: « Il faut, disait-il, du génie et de l'expérience. Si vous voulez vaincre vos ennemis, ne confiez le commandement des armées qu'à des généraux instruits, et laissez-leur des officiers qui, pour avoir le malheur d'être nés nobles, n'en sont pas moins amis du peuple. » Un médecin osa parler de talens militaires; il convint que l'on était placé entre deux écueils, la trahison et l'ignorance; qu'il préférerait les ignorans aux traîtres, et il conclut à une purgation générale des armées. Son avis fut suivi, et les nobles furent exclus de toutes les places. Heureusement les talens ne sont point l'apanage exclusif de la noblesse; et l'on vit sortir de la classe plébéienne d'habiles généraux; mais les nobles furent bientôt appelés à concourir avec eux aux succès qui ont assuré aux Français une place distinguée dans les fastes militaires, et la France vit tous ses enfans partager les dangers de sa défense et la gloire de ses triomphes.

PISE.

27 mars 1799. — Les Français marchèrent contre la ville de Pise, l'attaquèrent, et s'en rendirent maîtres; mais ils ne conservèrent cette place que peu de temps, le traité d'Amiens en ayant fait une partie intégrante du royaume d'Etrurie.

PIZZIGHITONE.

12 avril 1796. — Après la bataille de Fombio, Buonaparte se mit à la poursuite des Autrichiens, et les aurait atteints, à Pizzighitone, s'il n'eût été arrêté dans sa marche par l'Adda qu'il ne put franchir. Cependant, après la victoire de Lodi, la ville de Pizzighitone, après avoir essuyé une vive canonnade, ouvrit ses portes aux Français, qui y firent quatre cents prisonniers, et s'emparèrent de quelques pièces d'artillerie.

5 mai 1799. — Le traité de Campo-Formio avait statué que la ville de Pizzighitone ferait désormais partie de la république cisalpine; mais lors de la rupture de ce traité, les Autrichiens, commandés par le général Kaim, attaquèrent cette forteresse. La tranchée fut ouverte le 5 mai 1799, et le siège fut poussé avec tant de vigueur, que la place se rendit, au bout de cinq jours. Les Autrichiens restèrent maîtres de Pizzighitone jusqu'à l'armistice qui fut conclu après la bataille de Marengo.

PLAISANCE.

2 mai 1799. — Le duc de Parme et de Plaisance, ne se sentant point assez fort pour résister aux nombreuses armées que Buonaparte venait de faire entrer en Italie, demanda la paix, qui lui fut accordée. Le vainqueur de Lodi et de Rivoli ayant retiré ses troupes, l'Autriche profita de son absence pour reprendre les armes; et, étendant aux alliés de la France la haine qu'elle portait au nom français, elle attaqua le duc de Parme, et, de concert avec les Russes, les Autrichiens firent le siège de Plaisance, et s'en rendirent maîtres.

5 mai 1800. — Le général Mélas, ayant appris que Buonaparte s'était rendu maître de Milan, ne douta plus que les Français n'eussent une armée de réserve. Quoiqu'il eût laissé la majeure partie de ses troupes sous les murs de Gênes, il ne négligea rien de ce qu'il crut pouvoir s'opposer aux progrès des Français en Italie. En conséquence, il dirigea le général Oreilli sur Plaisance, le général Ott sur le Tesin; enfin, il voulut opérer une puissante diversion, en portant

six mille hommes à Chivasso sur le Pô. Ce détachement poussa ses reconnaissances jusqu'à Verceil, où il délivra trois cents Autrichiens qui avaient été faits prisonniers. Tout annonçait une bataille prochaine. Le général Murat se porta, le 5 mai 1800, vers la tête du pont de Plaisance, défendue par six cents hommes environ et vingt pièces de canon, et il la prit. Comme les Autrichiens avaient coupé du côté de la ville quelques bateaux du pont, et défendaient ce passage avec une forte batterie, il fallut chercher à pénétrer d'un autre côté. Le général Murat, ayant fait filer deux demi-brigades, à l'aide de quelques barques qu'il s'était procurées, attaqua Plaisance, et s'en empara le 8. Il y fit beaucoup de prisonniers, et enleva des magasins considérables. La cavalerie autrichienne eut à peine le temps de se jeter dans la forteresse, qui fut bientôt encombrée de tous les effets de l'armée. Les Français étaient à peine entrés dans Plaisance, que la grand'garde de l'armée fut attaquée du côté de la route de Parme, par un détachement de mille hommes qui venait former la garnison de la citadelle. Murat se met aussitôt à la tête de deux bataillons de la cinquante-neuvième, commandée par le général Boudet; les grenadiers forment l'avant-garde, l'adjudant-général Dalton marche dans les rangs. On charge à la baïonnette; les Autrichiens, culbutés, abandonnent canons, caissons et munitions, et sont mis en déroute. Le pont de Plaisance est remis en état, la citadelle est attaquée; elle se défend vigoureusement jusqu'au 17; mais enfin, pressée de tous côtés, elle est forcée de se rendre. Le général Murat n'imposa d'autres conditions aux vaincus que celle de ne pas servir jusqu'à ce qu'ils eussent été échangés.

PLASSEMBERG.

1806. — Napoléon, ayant fait passer son frère Jérôme du service de la marine dans les troupes de terre, le chargea, pour sa première opération de faire le siège de Plassemburg, forteresse importante, qui défend la ville de Culmbach en Franconie. Comme la ligne d'opération se trouvait beaucoup en avant de ce fort, on se contenta de la faire bloquer par un petit corps de troupes bavaïsoises. Mais la place étant abondamment pourvue de vivres, il était impossible que l'expédition n'entraînât des longueurs, qui ne s'accordaient pas

avec l'ardeur bouillante de Napoléon. Aussi ce conquérant, dont le courage s'irritait de la moindre résistance, fit changer le blocus en une attaque de vive force. Il ordonne de dresser contre la forteresse une batterie de vingt-deux pièces de grosse artillerie, dont le feu bien soutenu, rendant toute défense inutile, décida le commandant à se rendre avec la garnison, forte de cent cinquante hommes.

PO (LE).

9 mai 1796. — Voyez FOMBIO.

6 juin 1800. — L'armée autrichienne, dont une partie assiégeait Gênes, et l'autre s'était portée sur le Var, avait tout à craindre de l'armée de réserve des Français, qui se grossissait chaque jour dans le Milanais. Buonaparte, pour lui couper retraite, ordonna au général Lannes de s'emparer des bords du Pô. Une forte division de l'armée du Rhin en avait été détachée devant Ulm ; elle avait franchi le mont Saint-Gothard à travers mille obstacles, en proie au besoin des choses de première nécessité, et enfin elle venait d'entrer en Italie. Tous les soldats qui composaient cette division, jaloux de la gloire que s'étaient déjà acquise leurs frères d'armes qui les avait devancés, brûlaient du désir de se signaler à leur tour. Les grenadiers et les chasseurs se disputaient l'honneur de marcher à l'avant-garde. Les Autrichiens, redoutant l'attaque des Français, avaient enlevé tous les ponts volans dans les environs de Stradella, pour couper le passage au général Lannes, qui paraissait vouloir traverser le fleuve ; mais il leur échappa quelques barques dont les Français ne manquèrent pas de s'emparer. Le 6 juin, dès le point du jour, la vingt-huitième, précédée des grenadiers et des carabiniers, s'approche des bords du Pô ; elle est suivie de la sixième légère et de la quarantième de ligne. Les Autrichiens, les prenant pour des imprudens, séparés du corps d'armée, laissent s'établir les premiers pelotons, sans leur opposer la moindre résistance. Le général Mainoni prend position le long des digues, en avant de San-Cypriano. Pour le coup, les Autrichiens s'apercevant que les Français cherchaient réellement à s'établir, commencent l'attaque. Ils fondent au nombre de deux mille sur quinze cents Français, qui n'avaient effectué le passage du fleuve qu'à trois heures seulement. Comme ils

avaient de l'artillerie à leur front , leur premier choc fut rude , et le centre du corps du général Lannes allait être enfoncé ; mais cet officier , qui suivait tous les mouvemens de l'ennemi , fait sonner la charge. La résistance est vigoureuse ; cependant l'impétuosité française l'emporte , tout cède à la baïonnette. Les impériaux sont culbutés dans les marais et poursuivis jusqu'à Stradella , sur la route de Plaisance et de Tortone. La nuit survint , et le général français , jugeant qu'il était prudent de ne pas s'avancer d'avantage , fit faire volte-face , et ramena sa division sur le bord du fleuve , pour protéger le passage des troupes qui devaient le traverser le lendemain. Le corps d'armée mit deux jours à passer le Pô , et les impériaux , après avoir perdu beaucoup de monde , tant tués et blessés que faits prisonniers , voyant que leurs efforts et leurs sacrifices étaient en pure perte , n'osèrent plus revenir à la charge.

POBLETA (LA).

19 mars 1809. — Tandis que Jaïcca , ville de l'Aragon , se rendait sans défense à l'adjudant-commandant Fabre , et qu'il prenait dans cette place cinquante-deux pièces de canon , six mortiers , cinq mille fusils et des munitions , le général Granjean marchait vers Morella , sur la route de Valence. Il rencontra , le 19 mars , l'ennemi à la Pobleta , le battit malgré son grand nombre , le poursuivit l'espace de cinq lieues , lui fit beaucoup de prisonniers , et , ayant pénétré dans Morella , il y trouva vingt-quatre pièces d'artillerie , des magasins et des munitions. Le général Granjean n'eut qu'un seul homme de blessé dans cette affaire.

POLOGNE.

1809. L'archiduc Ferdinand adressa , le 14 avril , la déclaration suivante au prince Joseph Poniatowski , qui commandait le corps d'armée du grand-duché de Varsovie :

A M. le prince de Poniatowski , ministre de la guerre , général de division , etc. , etc.

« D'après une déclaration de S. M. l'empereur d'Autriche à l'empereur Napoléon , je prévien M. le prince de Poniatowski que j'ai l'ordre de me porter dans le duché de Var-

sovie avec les troupes que je commande, et de traiter en ennemi toutes celles qui s'opposent à ma marche.

« J'ai fait part de cette mesure à vos avant-postes, en les prévenant que, dans douze heures, je me mets en mouvement.

« Agrérez, M. le prince, l'assurance de ma considération très-distinguée.

« Le commandant en chef de l'armée impériale autrichienne,

« Signé FERDINAND, général. »

Le 16, cet archiduc pénétra sur le territoire du grand-duché : le 19, il fit une attaque très-vigoureuse ; mais il fut repoussé trois fois, et le prince Poniatowski resta maître du champ de bataille. Cependant, n'ayant pas jugé ses forces suffisantes, il crut devoir se replier sur Varsovie.

L'archiduc Ferdinand lui demanda une entrevue, se montrant disposé à consentir à un arrangement pour reconnaître la neutralité de cette ville.

Le 20, à cet effet, ils convinrent d'un armistice de vingt-quatre heures ; et, le 21, la convention fut signée.

Après cette singulière convention, où l'avantage resta entièrement au prince Poniatowski, puisqu'il conserva Sicrock, Praga, Modlin, toute son artillerie, son armée et les excellentes positions de la rive droite de la Vistule, il imagina, le 25, de manœuvrer sur la rive gauche : il attaqua l'archiduc Ferdinand sur tous les points, lui tua beaucoup de monde et lui fit sept cents prisonniers.

Le 4 mai, à deux heures du matin, il aborda la tête du pont que l'ennemi avait fait construire à Gora, l'enleva à la baïonnette, fit deux mille prisonniers, prit trois pièces de canon et deux drapeaux. Le général Schaurott, qui commandait, n'eut que le temps de se sauver dans une nacelle. Ainsi les troupes du grand-duché se trouvèrent maîtresses des deux rives de la Vistule, et entrèrent en Galicie, où elles occupèrent les cercles de Stanislavow, de Salce et de Biala.

L'invasion du prince Ferdinand doubla l'armée du grand-duché, et affaiblit beaucoup la sienne. Il ne put partir que le 12 pour venir au secours de Vienne, et déjà, depuis vingt-quatre heures, l'armée française occupait cette capitale.

Les Autrichiens ayant abandonné la rive droite de la Vis-

tule, l'armée du grand-duché de Varsovie se divisa en deux colonnes, dont la première remonta la Vistule, jusqu'à Pulawy, et l'autre se porta par Orjeck, Zeleschow, jusques à Kock. Le prince Poniatowshi, entré le 14 à Lublin, marcha le lendemain vers Sandomir. Une partie de l'armée était arrivée à Przeworsk, et, par ce mouvement, la communication de Lamberg avec Cracovie fut coupée aux Autrichiens.

Le général Rosniecki, à la tête de quatre cents hommes, fit, en divers combats, sept cent dix prisonniers, et s'empara d'un transport considérable d'armes, de souliers et de draps.

Profitant de l'inaction de l'ennemi, qui avait pris une position sur la Bzura, le prince Poniatowski fit attaquer la tête de pont de Sandomir, et la ville même, où les Autrichiens avaient pratiqué de très-forts retranchemens. La tête de pont fut enlevée à la baïonnette, le 18 mai, par le chef d'escadron Wladimir Potocki; et la ville, attaquée par le général Sokolnicki, capitula le même jour. L'ennemi perdit mille hommes tués et douze cents prisonniers, vingt pièces de canon, beaucoup de vivres et de bagages.

La cavalerie du prince s'étendit jusqu'à Léopol, et poussa des détachemens jusque vers Cracovie.

Tandis que ces choses se passaient en Galicie, le général Dombrowski repoussait par-tout l'ennemi sur la basse Vistule.

Thorn fut attaqué le 14 : la tête de pont n'avait pu être mise en état de défense; la garnison brûla une partie du pont qui y communiquait, et elle s'établit dans l'île. Ce mouvement eut lieu après une affaire qui coûta beaucoup de monde à l'ennemi, lequel, n'ayant pas de moyens pour traverser le fleuve, et voyant que la ville saurait tenir, renonça à son entreprise.

Le passage de la Vistule, sous Plock, ayant été tenté le 15, par les Autrichiens, ils furent repoussés avec perte, et réduits à brûler eux-mêmes tous les bateaux qu'ils avaient rassemblés.

Du 16 au 23 mai, le général Dombrowski attaqua l'ennemi depuis Bromberg jusqu'à Czentochow, le repoussa en avant de Bromberg, mit Czentochow et Thorn à l'abri de toute entreprise, et assura ses communications avec cette dernière et importante place, par la ville d'Inowracław.

Après la prise de Sandomir, le prince Poniatowski s'empara en peu d'heures de la forteresse de Zamosc, où il fit

éprouver à l'ennemi une perte de trois mille hommes et de quarante pièces de canon.

Le prince Ferdinand, réduit au tiers de son armée, se retira dans la Silésie autrichienne.

Lettre du prince Joseph Poniatowski au prince de Neuchâtel, vice-connétable, major-général de la grande-armée.

« Monseigneur,

« Ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer V. A. S., le 19 de ce mois, j'ai fait attaquer Zamosc par deux bataillons du deuxième régiment d'infanterie, deux compagnies de voltigeurs du troisième, et quatre-vingts voltigeurs du sixième, avec six pièces de canon aux ordres du général Pelletier. Cette entreprise a eu le meilleur succès. La place a été prise d'assaut hier, à deux heures du matin : l'ennemi a perdu trois mille hommes tués et pris, plusieurs officiers supérieurs et colonels, quarante pièces de canon, et des approvisionnements considérables de tous genres. Les troupes se sont conduites de la manière la plus brillante. Je ne saurais parler avec trop d'éloges des bonnes dispositions du général Pelletier.

« La place de Zamosc, commandant par sa position une grande étendue de pays, met à notre pouvoir toute la partie de la Galicie jusqu'à Léopol et Brody. Le général de brigade Kaminski est en marche avec le sixième régiment de cavalerie, pour pénétrer de ce côté aussi loin qu'il pourra. Nos avant-postes sont aujourd'hui à deux milles de Léopol.

« Agréez, Monseigneur, etc.

« Au quartier-général à Ulanow-sur-le-San, le 21 mai 1809. »

Lettre du général de division Dombrowski au prince Poniatowski, ministre de la guerre.

Sleszyn, le 26 mai.

« Notre armée, pleine de courage, n'a pu qu'obtenir un heureux résultat. Toute la ligne de l'ennemi dans son étendue, depuis la rivière de Notec jusqu'à Czentochow, assaillie sur tous ses points, le 22, fut frappée d'une telle épouvante, qu'elle se retira avec une précipitation qui ressemblait à une déroute. Je dois à la justice d'accorder des éloges à la valeur des corps que je commande, composés en petit nombre

de troupes de lignes, et principalement de la levée en masse des départemens.

« Animée du plus grand zèle, l'expédition conduite par le général Kosinski, dont la valeur et le patriotisme ardens sont connus, n'a pu qu'atteindre son but. Le colonel Stuart y a puissamment concouru, ayant courageusement, pour la seconde fois, repoussé l'ennemi de la forteresse de Czentochow, aussi bien que le général de brigade Michel Dombrowski, qui s'est opposé si vivement à l'ennemi, se retirant vers Leczyca, qu'il l'a forcé d'abandonner Leczyca même, et de se replier avec précipitation sur Kutno. Je ne peux refuser les mêmes éloges à ceux qui ont particulièrement contribué à cette opération, comme le colonel de la levée de Kalisz, Joseph Biernaski, et le major Bicianowski, qui n'a discontinué d'être sur le dos de l'ennemi.

« Le général Kosinski est aujourd'hui à Babiack, et le major Bicianowski, avec l'avant-garde, à Kutno. L'aile gauche, s'étendant vers Gostywin, va bientôt nettoyer la rive gauche de la Vistule, au moins sur la ligne vis-à-vis Plock. »

Le palatin Wibycki écrivit de Posen, sous la même date, à minuit :

« La lettre du général Dombrowski au prince Poniatowski, ministre de la guerre, a été écrite avant qu'il se soit mis en marche et ait quitté Sleszyn. On avait espéré jusqu'aujourd'hui, à midi, qu'on attendrait l'ennemi près de Lowieck. Dans cet instant, je reçois une estafette du général Dombrowski, par laquelle il m'apprend que son avant-garde poursuit sur Lowieck toute la division du général Mohr. Le général Kosinski s'y dirige également ; le général Dombrowski les suit, après avoir quitté Sleszyn, Kutno et Kłodawa. Le général Hauk, conformément au plan arrêté par le général commandant sur la rive gauche, a passé la Vistule près de Plock, et est allé chercher l'ennemi de tout côté jusqu'à Sochaczew ; mais il paraît qu'on ne l'attendait qu'au-delà de la Polica, et ce ne sera encore que ses débris. Son armée se dissipe : on ne sait plus que faire et de ceux qu'on prend et de ceux qui arrivent volontairement. »

D'autres lettres officielles apprirent que les Autrichiens continuaient leur retraite avec la même précipitation.

Le 23 mai, douze lanciers polonais, faisant une reconnaissance, rencontrèrent à Skirmiewicz cent dix dragons autri-

chiens qui se retiraient sur Rawa; ils les mirent en déroute, et leur firent onze prisonniers.

Le prince Poniatowski écrivit, le 25, au prince de Neuchâtel, que le général Rosniecki s'était emparé, le 24, de Jaroslaw, où il avait fait prisonniers un colonel, vingt-cinq officiers et neuf cents hommes. L'occupation de cette ville interceptait entièrement la communication entre Cracovie et Léopol, et assurait aux troupes, composant le neuvième corps, la possession des trois quarts de la Galicie. Les avant-postes étaient même à une journée de Cracovie.

Le prince général en chef s'empara bientôt de Brody, derrière l'île de la Galicie, proche de la frontière, il y trouva des magasins considérables, et des provisions en abondance.

A son entrée en Galicie, le 19 mai, le prince Galitzin, commandant en chef l'armée russe, général d'infanterie et chevalier des ordres, fit publier la proclamation suivante :

« La guerre qui a éclaté entre la France et l'Autriche ne pouvait être vue d'un œil indifférent par la Russie. Toutes sortes de soins et d'efforts ont été employés de notre côté, afin d'étouffer ce feu avant qu'il s'allumât entièrement. Il fut déclaré, du premier moment, à la cour d'Autriche, qu'en vertu des traités et des engagements les plus étroits qui subsistent entre les deux empereurs de Russie et des Français, la Russie agirait conjointement avec la France.

« L'Autriche ne voulut pas avoir égard à ces représentations, qui auraient dû être d'un si grand poids pour elle; mais elle masqua du prétexte d'une défense propre à ses préparatifs guerriers, jusqu'à ce qu'enfin, par des démarches agressives, elle découvrit les desseins orgueilleux de son ambition, et alluma le flambeau de la guerre. La Russie, en conséquence, ne pouvait pas se dispenser de prendre à cette guerre une part qui était fondée sur des traités solennels. A la première nouvelle qui lui parvint, elle rompit tous les liens qui existaient entre elle et l'Autriche, et ordonna à son armée de s'approcher des frontières de la Galicie.

« En entrant dans ce pays pour agir contre l'Autriche, et repousser, par la force, les forces qu'elle déploie, le commandant en chef de l'armée, d'après l'ordre positif de sa majesté l'empereur, doit déclarer aux tranquilles habitants de la Galicie, comme il leur assure de la manière la

plus solennelle, que la Russie n'a aucune inimitié contre aucun d'eux, et que l'armée, dans ses mouvemens, partout et quelque part que ce soit, respectera la sûreté personnelle d'un chacun, assurera les propriétés, et ne troublera pas la paix intérieure et la tranquillité générale. Le commandant en chef prouvera par les effets combien ces principes sont sacrés pour lui.

» Fait au quartier-général, le 19 mai 1809.

Signé prince GALITZIN. »

Le 25 mai, les troupes russes se mirent en mouvement pour entrer dans la Galicie, partie de la Pologne échue aux Autrichiens dans le fameux partage. Elles marchaient sur trois colonnes, l'une se dirigeant de Vozdymierz sur Pulawy, l'autre de Brzesc sur Biala et Miedzyrzyc, et la troisième de Drobyezin sur Wengerow.

Ce fut pendant la nuit du 1^{er} au 2 juin que le prince Ferdinand et son armée évacuèrent Varsovie.

Le 2, la division du général Zayonzek fit son entrée dans cette ville, au milieu des acclamations d'un peuple immense, enchanté de revoir les aigles polonaises.

Les habitans de Léopol, qu'on nomme aussi Lamberg, allèrent jusqu'à trois lieues au-devant de leurs libérateurs : à leur entrée dans cette ville, les femmes leur jetèrent des fleurs et des couronnes de lauriers ; les cris de joie retentissaient de toutes parts et étaient unanimes.

Les Autrichiens abandonnèrent d'immenses magasins de vivres, des milliers de fusils et beaucoup de canons ; les quarante pièces prises à Zamosc sortaient de la fonderie.

L'archiduc Ferdinand évacua Varsovie avec tant de mystère et si subitement, qu'il ne fit pas même retirer ses gardes avancées. Des femmes de la halle désarmèrent et firent prisonniers cinquante Autrichiens et un officier qui gardaient une barrière.)

POLOTSK.

16, 17 et 18 août 1812. — Le général russe Wittgenstein, renforcé, après le combat de Drissa, de douze bataillons de la garnison de Dunabourg, vint attaquer le maréchal duc de Reggio, qui avait rangé le deuxième et le sixième corps d'armée en bataille sous Polotsk. L'attaque se fit avec vigueur et dura deux jours. Les Français, après des charges

et des manœuvres très-brillantes, où la division bavaroise de Wrède se distingua, repoussèrent l'ennemi. Le duc de Reggio faisait ses dispositions pour profiter de la victoire et acculer les Russes au défilé de Polotsk, lorsqu'il fut blessé grièvement à l'épaule et forcé de se retirer; il fut remplacé par le comte Gouvion Saint-Cyr, qui continua le même mouvement, et obligea l'ennemi à se replier au-delà du défilé. Ces deux premières journées coûtèrent aux Russes trois mille hommes tués ou blessés et quelques centaines de prisonniers : les Français perdirent près de mille hommes.

Le 18, le colonel-général comte Gouvion Saint-Cyr donna ordre à la division bavaroise du comte de Wrède de déboucher sur la droite de l'ennemi. Bientôt le combat s'engagea sur toute la ligne; les Russes, deux fois plus nombreux que les deuxième et sixième corps, opposèrent la résistance la plus opiniâtre; mais, cédant enfin à l'impétuosité et aux efforts des Français, ils furent culbutés, mis entièrement en déroute, et poursuivis avec ardeur pendant deux lieues, jusqu'à la nuit qui mit fin au combat. Dans cette seconde journée les Russes firent une perte bien plus considérable : outre le grand nombre de morts qui couvrit le champ de bataille, ils abandonnèrent vingt pièces de canon et mille prisonniers.

Ainsi, par des victoires journalières, les Français arrivaient en toute hâte sur la capitale de l'empire de la Russie.

Napoléon, satisfait de la conduite énergique du comte Gouvion Saint-Cyr, le nomma maréchal de France, et combla de récompenses les corps qui avaient si bien exécuté ses savantes dispositions.

Nous ne pouvons résister au désir de citer un trait d'héroïsme qui a valu à son auteur les suffrages unanimes du deuxième corps d'armée, dont il faisait partie.

Le capitaine Gérard, aide-de-camp du général Pouget, se trouvait à la tête de la colonne d'attaque, dans le moment où une grêle de mitraille, lancée par neuf pièces de douze, vomissait la mort dans nos rangs et semblait devoir mettre un obstacle à l'impétuosité française. Ce brave officier, pour prévenir un mouvement qui nous aurait été funeste, se saisit du fanion rouge du cent vingt-quatrième régiment, et, bravant une mort certaine, il se porta au galop à plus de cent pas de la ligne, aux cris de *la charge, en avant; vive la gloire de l'armée!* Ce généreux dévouement ayant électrisé les régimens qui formaient la gauche de l'ar-

mée, ils croisent la baïonnette, et au son de la charge, ils se lancent au pas de course sur l'ennemi, le culbutent, enlèvent sa position et la batterie, sur laquelle cet officier avait déjà planté son étendard.

PONT-DE-CÉ.

26 et 28 juillet 1793. — Le 26 juillet 1793, les chevaliers d'Autichamp et Duhoux, qui commandaient l'avant-garde de M. de Bonchamp, général des Vendéens, s'emparèrent par surprise des hauteurs de Meurs et d'Erigné, en avant du Pont-de-Cé, et ce ne fut que l'affaire de quelques coups de canon pour faire fuir jusqu'à Angers le peu de troupes républicaines qui défendaient ces postes. Quatre cents hommes du bataillon de Paris, poursuivis jusqu'au Pont-de-Cé, y furent coupés, et la plupart périrent en essayant de traverser la Loire. Aussitôt la garde nationale d'Angers prit les armes et repoussa les Vendéens, qui, redoutant une attaque pour le lendemain, coupèrent les ponts et allèrent prendre position de l'autre côté de la rivière. Le 28, le général Bonchamp rentra dans les ponts de Cé, repoussa les républicains au-delà de la Loire et s'empara du château. La situation d'Angers devenait alors très-critique, et l'on était sur le point d'évacuer la ville. Déjà le général Duhoux, qui commandait les troupes républicaines, en avait donné l'ordre; l'artillerie commençait même à filer, quand Philippeaux, commissaire de la convention, releva le courage abattu des Angevins. M. de Bonchamp, par suite d'une reconnaissance qu'il avait faite à une lieue au-delà du Pont-de-Cé, s'était replié sur ce pont dont il avait coupé la première arche. Maître du château qui domine toute la Loire, il y établit un poste qui devait surprendre tous les convois, et d'où il menaçait directement Angers. Philippeaux, par un coup d'audace heureux, déjoua la sage prévoyance de M. de Bonchamp, et pour la seconde fois éloigna le danger qui menaçait la ville. Il ordonne le rétablissement du pont de Cé; et aussitôt on se met au travail; mais l'ardeur des troupes, excitée par sa présence, ne peut attendre que la construction soit achevée; elles se jettent à la nage et atteignent bientôt la rive opposée. Ce trait de courage électrise les autres compagnies; l'adjudant-général Talot se met à leur tête, reprend les ponts de Cé, en chasse les troupes royales,

les poursuit jusqu'aux rochers d'Erigné, et les disperse au village de Meurs. Depuis ce jour les républicains furent maîtres du Pont-de-Cé.

PONTREMOLI.

Mai 1799. — Lorsque l'armée française, qui avait pris Naples, faisait sa retraite depuis le fond de l'Italie, sous la conduite du général Macdonald, un autre corps de troupes occupait, avec Massa Carara, le poste de Pontremoli dans les Apennins, sur l'extrême frontière de la Toscane et de l'état de Gênes. C'est le point de la chaîne des Apennins qui sépare la vallée du Taro de celle de la Verra, ou de la rivière du levant de Gênes. Cette barrière se trouve encore resserrée par le golfe de la Spezzia. Cette position assurait à Macdonald, s'il pouvait y parvenir, une retraite facile et la réunion de ses troupes à celles du général Moreau, tant en-deçà qu'au-delà des Apennins. Le baron de Ott, détaché de la grande armée pour s'emparer de Modène et de Reggio, sentant l'importance de ce poste, le fit attaquer au commencement de mai; après s'en être rendu maître, il envoya des détachemens à Massa-Carara, sur la route de Pise. C'était une communication indispensable aux Français pendant tout le temps qu'ils occupaient Gênes et la Toscane, et qui ne pouvaient manquer d'être rétablie si les Autrichiens et les Russes n'y portaient des forces plus considérables. Le poste de Pontremoli se trouvant à plus de quinze lieues de la station principale du général Ott, il ne put le garder, et les Français ne tardèrent pas à le reprendre. Macdonald, ayant poussé jusqu'à Florence, retrouva Pontremoli une seconde fois au pouvoir des Autrichiens, qui, de ce point, gênaient son retour et la jonction de ses troupes à celles du général Moreau. Ce nouvel obstacle aurait déconcerté tout autre que Macdonald; mais il ne fit qu'enflammer son courage, et au moment où l'on croyait qu'il n'avait plus d'autre ressource que de régagner la France, et qu'il se bornerait à ce parti, il reprit tout-à-coup l'offensive avec une audace de courage qui se communiqua simultanément à tous les soldats. La victoire ne resta pas long-temps douteuse, et les Français firent voir dans cette journée que les plus grands dangers ne sauraient les rebuter, et que les obstacles qui

paraissent au-dessus des forces humaines ne sont jamais au-dessus de leur courage.

PONT-SAINT-ESPRIT.

8 avril 1815. — L'armée royale, sous les ordres du duc d'Angoulême, forcée de repasser la Drôme, après avoir abandonné Valence et Montélimart, occupait la ville du Pont-Saint-Esprit. Le général Gilly, d'après les instructions du ministre de la guerre, partit de Nîmes le 7 avril, ayant sous ses ordres un détachement des gardes nationales du Gard, le soixante-troisième régiment et la gendarmerie en résidence dans cette ville, dans l'intention de se porter sur les derrières des insurgés du Midi. Le 8, à six heures du matin, le baron de Saint-Laurent, colonel du dixième de chasseurs, placé en avant-garde du général Gilly, aperçut la ville du Pont-Saint-Esprit gardée par près de mille hommes. Les insurgés sortirent au-devant de lui avec quelques pièces d'artillerie; mais, attaqués avec la plus grande vivacité, ils se rejetèrent dans la ville, poursuivis par les chasseurs qui se précipitèrent sur eux, en firent un grand nombre prisonniers, traversèrent immédiatement le pont et s'emparèrent de la redoute qui en formait la tête, et qui devint inutile à l'ennemi par sa retraite précipitée. Par ce mouvement et par l'attention qu'avait eue le général Gilly d'envoyer des détachemens sur différens points, afin de couper la retraite aux insurgés, le duc d'Angoulême se trouva renfermé entre la Drôme, qu'il avait été forcé de repasser, le Rhône à sa gauche, et la Durance devant lui. Repoussé du Pont-Saint-Esprit, il se dirigea sur la Pallu, à deux lieues de cette ville, et y prit sa position. Tandis que les insurgés étaient engagés et battus au Pont-Saint-Esprit, un autre détachement, composé de neuf cents volontaires royaux, sous les ordres du comte de Loverdo, et sous le commandement d'un chef de bataillon du cinquante-huitième, attaqua un poste établi à la Saulce, à trois lieues de Gap, sur la Durance. Ce poste, gardé par la garnison de Gap, renforcé par des gardes nationales et deux pièces d'artillerie, sous les ordres du général Lasalcette, qui la veille avait été attaqué par près de deux mille hommes qui furent repoussés avec perte, repoussa de nouveau les insurgés, qui laissèrent

sur le champ de bataille leur drapeau et douze hommes tués : parmi les blessés se trouva le général Loverdo ; le chef de bataillon fut fait prisonnier. Pendant cette affaire , le duc d'Angoulême , se voyant renfermé de tous côtés , envoya le comte de Damas au général Gilly pour lui proposer une capitulation ; le général Gilly y consentit , à condition qu'il licencierait son armée , dissoudrait toutes les compagnies de volontaires royaux , et s'embarquerait à Cette. Mais le général Grouchy , qui s'était porté au Pont-Saint-Esprit , ne crut pas devoir ratifier cette capitulation , à laquelle s'opposaient les gardes nationales , et retint le duc d'Angoulême prisonnier jusqu'à ce qu'il eût reçu les ordres de Napoléon. D'après ces ordres le duc d'Angoulême s'embarqua à Cette le 16 avril. C'est ainsi que se termina cette guerre du Midi , qui aurait porté dans cette partie de la France toutes les horreurs et les désastres de la guerre civile , et en aurait fait une seconde Vendée , si les dispositions les plus vives et les mieux combinées ne l'avaient étouffée dans sa naissance.

PORENTUI.

28 avril 1792. — Après avoir cantonné dix mille hommes entre Landau et Wissembourg , le maréchal Luckner chargea le général Custine d'occuper la principauté de Porentrui. Le général se rendit donc au village de Rechesi avec cent artilleurs , trois cents dragons et mille fantassins , tandis que , par son ordre , le général Ferrière s'avancait avec quinze cents hommes sur Porentrui. Trop faible pour tenter la moindre résistance , le prince-évêque prit la fuite avec ses gardes et quatre cents Autrichiens. L'occupation militaire commandée par le maréchal ayant pour principal objet de mettre cette partie des frontières de la haute Alsace en état de défense , le général Custine fit élever aussitôt plusieurs retranchemens sur la montagne de Laumont , pour défendre les défilés de Bienne , Fribourg , Soleure et Bâle. On ne brûla pas une amorce dans cette expédition rapide , qui signala encore l'habileté d'un guerrier valeureux , punit l'orgueil d'un prêtre couronné , et rendit libre un petit peuple , devenu Gallo-Helvétique.

PORNICHET.

19 juillet 1808. — Trois péniches anglaises , montées en-

semble d'environ quatre-vingts hommes , poursuivaient si vivement une chaloupe ou chasse-marée , que l'équipage , se voyant dans l'impossibilité d'échapper , échoua son bâtiment à une petite distance de Pornichet , et gagna la terre. Cinq minutes après , les embarcations ennemies entourèrent cette chaloupe , et une quinzaine d'Anglais s'élancèrent sur son bord : quelques-uns abaissaient déjà ses voiles , quatre autres ramaient sur son avant , tandis qu'une péniche la remorquait , lorsque les préposés des douanes françaises firent feu sur l'ennemi. Les péniches leur ripostèrent ; les douaniers firent une seconde décharge , qui tua un des Anglais à bord de la chaloupe ; alors , tous les autres furent tellement épouvantés , qu'en abandonnant ce bâtiment ils se jetèrent à corps perdu dans leur péniche. Les trois embarcations ennemies , s'étant un peu éloignées , se rassemblèrent et commencèrent un feu presque continu d'obusiers , de pierriers et d'autres armes : les boulets , les biscaïens et la mitraille pleuvaient autour des douaniers , les couvraient de sable , passaient au-dessus de leurs têtes , ou sifflaient à leurs oreilles. Malgré un feu aussi terrible , qui dura près de deux heures , ils restèrent fermes à leur poste , et le danger redoublait leur bravoure. Cette défense irrita singulièrement les ennemis , et leur fit mettre la plus grande opiniâtreté dans ce combat , où ils étaient dix contre un. Enfin , ils prirent la fuite sans avoir pu enlever la chaloupe. L'inspecteur des douanes donna les plus justes éloges aux douaniers Genella , Maré , Leduc , Loiseau , Lequint , Marchant , Pelletier , Troude , Aury et Gazeau , lieutenans et préposés.

PORTUGAL.

1809. — Quelque temps après le rembarquement des Anglais à la Corogne , le duc de Dalmatie s'avança vers le Portugal , en passant par Sant-Yago et par Vigo. Les obstacles qu'il éprouva à passer le Minho , près de son embouchure , l'obligèrent à remonter ce fleuve jusqu'à Orense , où il arriva le 5 mars , première époque de ses nouvelles opérations.

Ayant passé le lendemain le pont de Minho à Orense , il rencontra , en marchant sur Chavez , l'armée du marquis de la Romana , qu'il battit à Juzo et à Allaritz. A Osogne , près de Monterey , il détruisit l'arrière-garde entière , fit deux mille

prisonniers et prit quelques drapeaux. L'ennemi fit alors sa retraite sur le val d'Orez, dans le plus grand désordre.

Le 15 mars, le duc de Dalmatie parut devant Chavez, sur la frontière du Portugal, et cerna cette place, qui se rendit trois jours après. La garnison, composée de quelques milices et de plusieurs milliers de paysans, fut renvoyée.

Le 16, il marcha sur Draga, où l'armée portugaise avait pris position. La difficulté des chemins ne permit à l'artillerie d'arriver que le 19, et ce jour-là, les ennemis furent attaqués. Leurs forces s'élevaient à vingt mille hommes, qui furent enfoncés de toutes parts. Ils en perdirent plus d'un tiers, avec toute leur artillerie, et s'enfuirent vers Oporto.

Le 24, le deuxième corps marcha sur cette ville, où toute l'armée portugaise assemblée au nord du royaume se trouvait réunie dans un même camp retranché, flanqué d'un très-grand nombre de redoutes, et défendu par une artillerie extrêmement nombreuse. Quarante-huit heures se passèrent en escarmouches, et les Français parvinrent à se loger dans les redoutes, à l'abri du canon.

Le 29 mars, le duc de Dalmatie livra une bataille aussi glorieuse que mémorable, et dans laquelle l'ardeur des troupes françaises se signala de la manière la plus brillante. L'ennemi perdit dix mille hommes, toute l'artillerie qu'il avait en position, et toute celle qui était attelée. Cette journée mit à la disposition du deuxième corps deux cent vingt pièces de canon.

Depuis le 30 mars jusqu'au 10 mai, ce corps fut occupé à établir, dans un pays non encore soumis, ses communications avec le sixième corps, qui était resté en Galice. De gros détachemens furent envoyés sur Guimarens et sur Valencia, pour hâter l'arrivée des dépôts du deuxième corps restés à Tuy, et pour éclairer le pays. Le général Loison fut détaché dans le même dessein sur Amarante et sur Villa-Réal, avec six cents chevaux et vingt-cinq mille hommes d'infanterie.

Le 10 mai, l'avant-garde du duc de Dalmatie, étant sur la Vouga, fut attaquée par neuf à dix mille hommes d'infanterie, par quinze cents chevaux et par six pièces de canon. Ce corps faisait partie de l'armée commandée par le général Wellesley, débarqué depuis peu en Portugal. L'avant-garde française se retira en arrière de Feyra, et le 11, elle repassa le Duero, avec la division du général Mermet.

La subite augmentation des forces anglo-portugaises avait,

dès le 10 mai, déterminé le duc de Dalmatie à opérer une retraite par Amarante, Villa-Réal, Bragance, en côtoyant la rive droite du Duero ; mais un corps nombreux d'insurgés, soutenu de troupes anglaises, ayant mis tout-à-coup le général Loison dans la nécessité de quitter Amarante, le duc de Dalmatie fut obligé d'occuper aussitôt les défilés de Salamonde.

L'ennemi ne put réussir à entamer le deuxième corps dans sa retraite ; il n'eut, à proprement parler, qu'une affaire d'arrière-garde à Oporto, les Anglais ayant fait passer sur la rive droite du Minho mille hommes d'infanterie et cinquante chevaux. Ils transformèrent ce combat en une fameuse bataille où ils auraient remporté la victoire, pour se dédommager des frais immenses que l'expédition de Portugal coûta au trésor britannique.

Le 23 mai, le duc de Dalmatie était en communication avec le corps du maréchal duc d'Elchingen, et de sa personne à Lugo. Son arrivée dans la Galice dissipa plusieurs troupes de paysans armés, qui, profitant du mouvement que le duc d'Elchingen avait fait sur Oviedo, avaient cherché à s'emparer de Sant-Yago et de Lugo, soutenus par le peu de troupes anglaises qui étaient à Vigo.

Telle était, le 7 juin, la situation des choses en Galice et sur les rives du Minho, et les Anglais semblaient peu disposés à vouloir mesurer leurs forces avec celles des deuxième et septième corps de l'imposante armée d'Espagne.

PRENTZLOW.

28 octobre 1806. — Dans l'automne de 1806, les débris de l'armée prussienne fuyant devant les troupes françaises, commandées par le grand-duc de Berg, l'avant-garde du prince d'Hohenloë fut culbutée à Wignendorff et à Zédenich, dans la marche Ukraine de Brandebourg. Le général d'Hohenloë apprit à son arrivée à Gransée la déroute de l'armée prussienne, et l'occupation de Templin par le grand-duc. Changeant aussitôt de route, il presse sa marche vers Furtemberg, et gagne les défilés de Boitzembourg. Il ne s'attendait pas à rencontrer des obstacles ; mais il se trouva coupé par le général Milhaud, ce qui l'obligea à faire un détour sur sa gauche. Le grand-duc ne fut pas dupe de cette démarche ; mais, persuadé que les Prussiens ne la faisaient que pour gagner Prentzlow, il dirigea vers cette place

les divisions de dragons des généraux Grouchy et Beaumont ; la cavalerie légère du général Lasalle marchait en éclaireurs. L'avant-garde, composée de hussards, arriva à Prentzlow, à dix heures du matin, en même temps que les Prussiens ; mais se trouvant trop faible, elle se replia. Le grand-duc, étant arrivé, ordonna au général Lasalle de charger les Prussiens dans les faubourgs. Les généraux Grouchy et Beaumont soutinrent cette attaque du feu de cinq pièces d'artillerie légère, pendant que trois régimens de dragons passaient à Golmitz la petite rivière qui arrose Prentzlow, et attaquaient l'ennemi en flanc. L'artillerie à cheval seconda on ne peut mieux cette attaque ; les pièces furent si bien placées, et le feu si bien dirigé et soutenu, que les ennemis en furent déconcertés. Alors les dragons du général Grouchy donnèrent avec tant d'audace, qu'ils auraient pu entrer pêle-mêle dans la place avec les Prussiens, qui avaient enfoncé les portes à coups de canon. Le grand-duc aima mieux sommer les Prussiens de se rendre. Ils se rendirent à la première sommation, et le prince d'Hohenlhoë, l'un des principaux moteurs de cette guerre, eut la honte de défiler avec seize mille hommes d'infanterie, presque tous grenadiers ou gardes-du-corps, six régimens de cavalerie, quarante-cinq drapeaux et soixante-quinze pièces d'artillerie attelées. Ce combat fut presque aussi funeste aux Prussiens que la bataille de Jéna, et le reste de la maison du roi de Prusse, qui avait échappé dans cette affaire, resta au pouvoir des Français par suite du combat de Prentzlow.

PRIEROS.

3 janvier 1809. — Dans la guerre d'Espagne, la tête de la division Merle faisant partie du corps du duc de Dalmatie, en avait gagné l'avant-garde à la journée du 3 janvier, et s'était trouvée en présence de l'arrière-garde anglaise, postée sur les hauteurs de Prieros, et composée d'environ six mille hommes, dont sept cents de cavalerie. Quoique cette position fût fort belle et difficile à aborder, le général Merle fit battre la charge ; l'infanterie s'approcha, les Anglais furent mis en déroute, et perdirent deux cents prisonniers.

Le général Colbert, qui s'était avancé avec les tirailleurs de l'infanterie pour voir si le terrain s'élargissait, et s'il pouvait

former sa cavalerie, fut frappé au front d'une balle, et il ne vécut qu'un quart-d'heure. Revenu un moment à lui, et s'étant fait placer sur son séant, il dit, en voyant la déroute complète des Anglais : « Je suis bien jeune encore pour mourir; mais du moins ma mort est digne d'un soldat de la grande-armée, puisqu'en mourant je vois fuir les derniers et les éternels ennemis de ma patrie... » Le général Colbert, officier d'un très-grand mérite, fut regretté de tous les braves.

Les Anglais et les Espagnols fuyaient par les deux routes d'Astorga à Villa-Franca : ils furent coupés et cernés par les chasseurs hanovriens. Un général et une division entière mirent bas les armes; on leur prit tous leurs équipages, douze drapeaux et six pièces de canon.

- On avait trouvé dans les granges beaucoup d'Anglais qui avaient été pendus par les Espagnols : Napoléon ordonna de brûler les granges, de traiter les prisonniers anglais avec les égards dus à des soldats qui, dans toutes les circonstances, avaient manifesté des idées libérales. Informé que dans les endroits où l'on rassemblait les prisonniers, et où étaient dix Espagnols contre un Anglais, les premiers mal-traitaient les autres et les dépouillaient sans pitié, il ordonna leur séparation, et prescrivit pour les Anglais un traitement particulier.

Se trouvant à Tordesillas, dans le couvent royal de Sainte-Claire, on lui en présenta l'abbesse. Cette femme vénérable était âgée de soixante-quinze ans, et il y en avait soixante-cinq qu'elle n'était sortie de sa clôture. Elle éprouva une vive émotion lorsqu'elle en franchit le seuil, mais elle entretenait le conquérant avec beaucoup de présence d'esprit, et elle obtint un grand nombre de grâces pour tout ce qui l'intéressait.

PRIMOLAN.

7 septembre 1796. — La campagne de 1796 n'avait été pour l'armée autrichienne qu'une suite de revers. Le général Wurmser, ne pouvant arrêter les progrès de l'armée française, autrement qu'en disséminant ses forces, avait envoyé une des colonnes de l'armée dans les gorges de Bassano, pour couper le passage aux Français, tandis qu'un autre corps se portait sur Vérone, pour les chasser du Trentin. Un

troisième corps de troupes était à Primolan, derrière un retranchement formé par un mur épais et solide, qui coupait cette vallée étroite, déjà resserrée par des rochers escarpés. Buonaparte, qui avait le grand art de profiter de toutes les fautes de son eunemi, sans lui laisser un moment de repos; qui d'ailleurs était merveilleusement servi par l'émulation et l'audace qu'il savait inspirer à ses soldats; Buonaparte, dis-je, attentif à tous les mouvemens de l'armée autrichienne, déjoua la tactique du général Wurmser par la vivacité de ses mouvemens et la hardiesse de ses attaques. Le 6 septembre 1796, il ordonna au général Augereau de marcher sur Bassano par les gorges de la Brenta. Parvenue à Primolan, la division du général Augereau attaqua les impériaux qui s'y étaient retranchés, et, malgré une vive résistance, les chassa de leur position après leur avoir fait quatre cents prisonniers. A la suite de cette affaire, les Français se portèrent sur le château de Covelo, où ils trouvèrent les impériaux dans un poste plus formidable encore que le premier. Ce petit fort, qui bat le chemin, est appuyé à sa droite sur le rocher de la Brenta, et à gauche se trouve bordé par un torrent. L'ardeur des Français, qui, protégés par le jeu de l'artillerie, gravirent avec intrépidité cette montagne escarpée, força les ennemis à abandonner cette forteresse, que sa position semblait rendre inexpugnable. La porte fut enfoucée; la cavalerie pénétra, chargea avec impétuosité les impériaux, sabrant tout ce qu'elle rencontra. Les débris de l'armée autrichienne voulurent encore faire quelque résistance à Cismone; mais la cavalerie française rompit la tête de la colonne ennemie, la traversa au galop, et poussa jusqu'au village de Merlo, après avoir fait trois mille cinq cents prisonniers, enlevé neuf drapeaux et dix pièces de canon.

PRIVAT (SAINT-)

5 octobre 1813. — Le général Decaen, commandant en chef l'armée française de la Catalogne, avait donné ordre au général Petit de se porter à Olot avec sa brigade, et d'en chasser les Espagnols, ce qui fut exécuté avec le plus grand succès. Mais les Espagnols, ayant reçu des renforts, prirent position à Saint-Privat, et couronnèrent les montagnes de ce village à droite et à gauche de deux lignes

d'infanterie, tandis qu'un escadron de hussards, de Saint-Narcisse était en bataille dans la vallée, protégé par l'infanterie. Le général Petit ne tarda pas à arriver avec sa brigade, qu'il voulait faire reposer un instant, lorsque les Espagnols, prenant ce repos pour un mouvement d'hésitation ou de crainte, se précipitèrent à grands cris du haut de leur montagne, et attaquèrent vivement quelques compagnies de voltigeurs qui formaient l'avant-garde : la charge fut aussitôt battue par les tambours français. Le général Petit fit marcher rapidement quatre bataillons sur les directions qu'il venait de leur indiquer, et leur attaque fut faite avec tant de résolution et d'intrépidité que les Espagnols, effrayés, se retirèrent successivement de position en position, toujours suivis avec ardeur, et laissant par-tout un grand nombre de morts et de blessés. Cependant le feu continuait avec vivacité de part et d'autre; les accidens du terrain permirent aux Espagnols de se rallier plusieurs fois, et d'opposer de nouveaux obstacles à la valeur française. Mais par une constance infatigable, elle vint à bout de les surmonter, et dispersa l'ennemi, qui dans sa fuite se jetait en grand nombre dans des précipices, et fut repoussé à plusieurs lieues du champ de bataille. Les Français ne firent pas beaucoup de prisonniers; mais ils couvrirent de morts et de blessés espagnols toute la route qu'avait parcourue l'ennemi dans sa retraite. La perte du général Petit fut très-légère, et n'alla pas à quatre-vingts hommes tués et blessés. Cette affaire, dont le succès fut dû aux bonnes dispositions du général Petit, lui fit beaucoup d'honneur, ainsi qu'au chef de bataillon Jacques, qui, placé en réserve avec quelques compagnies d'un bataillon du onzième de ligne, seconda très-bien l'attaque générale par un mouvement habile et audacieux.

PUEBLA-DE-BENAGUACIL (LA).

2 octobre 1811. — Le maréchal comte Suchet, commandant l'armée du Midi, marcha contre les Espagnols, qui avaient campé à la Puebla-de-Benaguacil, sous les ordres du général O'Donnell. Il fut en présence de l'ennemi le 2 octobre, et le trouva prêt à se défendre, formé sur deux lignes. Aussitôt le général Harispe reçut l'ordre de l'attaquer, conjointement avec le général Paris, à la tête du septième

de ligne, formé en colonne d'attaque par bataillons. Ces braves soldats abordèrent l'ennemi avec franchise, l'enfoncèrent et le mirent en pleine déroute. Le général O'Donnell opéra aussitôt sa retraite, et eut le temps de se renforcer sur les hauteurs en arrière du village de Benaguacil, favorisé par les difficultés du terrain, coupé en canaux, qui retardèrent la poursuite des Français. Tandis que le général Harispe marchait à lui avec toute la célérité qui lui était possible, le général Paris dispersait des partis ennemis qui s'étaient présentés sur Ribaroja. Mais, à la vue du général Harispe, les Espagnols effrayés opéraient en toute hâte leur retraite, lorsque mille chevaux de Numance, de la Maestranza et de Valence parurent dans la plaine. Deux escadrons du quatrième de hussards se formèrent aussitôt en colonne, et un troisième se met en bataille, par l'ordre du colonel Christophe; lui-même, à la tête des deux premiers escadrons, charge cette cavalerie, la renverse avec impétuosité, la met en fuite, lui tue plus de cent hommes, prend autant de prisonniers et de chevaux, et la rejette une partie sur Gistalgar et l'autre sur le Guadalaviar et Villa-Marchante. Tels furent les brillants résultats de cette affaire, qui couvrit de gloire les troupes françaises par la sagesse et la précision des manœuvres, comme par le courage et l'impétuosité de l'attaque.

PUELO.

18 mars 1811. — Le corps espagnol qui était opposé au général Bonnet, dans les Asturies, préparait sa retraite vers les frontières de Galice. On apprit qu'il occupait la forte position de Puelo, vers Cangas-de-Tineo : le général Valletaux n'hésita pas à venir l'y chercher, et y arriva le 18, au matin, à la tête de quinze cents Français. Cette montagne escarpée, garnie de rochers, et défendue par sept mille Espagnols, fut gravie par les troupes françaises. Le brave capitaine Pellerin, qui conduisait les intrépides grenadiers, aborda l'ennemi à la baïonnette, et s'empara d'un rocher où sa défense était appuyée. En même temps une compagnie de voltigeurs pénétrait dans le village adossé au rocher. Les Espagnols, se trouvant ainsi entre deux feux, et effrayés de l'audace des Français, lâchèrent bientôt pied sur tous les points, et se retirèrent, abandonnant un grand nombre de morts et de blessés et une centaine de prisonniers. Tous les

officiers français et le général en chef se signalèrent dans ce combat ; leur intrépidité et l'audace des troupes décidèrent en leur faveur le succès qui semblait devoir favoriser les Espagnols , ceux-ci ayant le double avantage du nombre et de la position.

PUFFLICH.

19 octobre 1794. — Bois-le-Duc venait de se rendre , et l'armée du Nord , pour profiter de cette conquête , devait naturellement passer la Meuse pour forcer l'ennemi de se retirer derrière le Wahal. Les généraux Bonneau et Souham ne négligèrent pas l'avantage qui devait résulter de cette manœuvre ; ils traversèrent donc la Meuse avec leurs divisions , le 18 octobre 1794 , sans aucune opposition de la part des Anglais , qui attendaient les Français à Pufflich , et s'étaient retranchés sur les digues de la Meuse et du Wahal , ayant leur droite appuyée à Druten , sur le Wahal , et leur gauche à Appelten , sur la Meuse. Ils avaient pris cette position pour empêcher les Français de pénétrer plus avant. Le pays compris entre les deux digues est une immense prairie , coupée de larges et profonds fossés remplis d'eau. Dans cet espace le front de l'ennemi était couvert par le canal d'Oude-Vetering , bordé par une digue qui domine toutes les prairies ; de ce point à Druten , se trouve une autre digue également élevée ; plusieurs bataillons anglais et quelques corps d'émigrés y avaient élevé des retranchemens et des batteries qu'ils soutenaient d'une nombreuse cavalerie. On avait aussi construit sur les fossés , dont le pays est rempli , des ponts indiqués par des jalons , pour assurer la retraite , si elle devenait nécessaire ; et de larges coupures et des abattis avaient été pratiqués pour retarder la marche des Français. Ces dispositions , qui semblaient rendre ce poste inexpugnable , n'effrayèrent pas le général Pichegru ; il ordonna l'attaque sur quatre colonnes : les deux plus fortes devaient se porter au centre , dans la prairie , et les deux autres , composées d'environ trois mille hommes chacune , devaient attaquer sur les digues du Wahal et de la Meuse. Le combat s'engagea le 19 octobre , au point du jour , et dura avec acharnement jusqu'à quatre heures du soir. Les deux colonnes qui avaient marché dans la prairie se trouvaient au-delà du canal , et l'ennemi paraissait disposé à leur en disputer le passage. On avait

d'abord échangé quelques boulets ; mais les soldats français, impatiens, traversent les fosses, ayant de l'eau jusqu'aux épaules, et protégés par les chasseurs, qui ne les quittent pas. Cette intrepidité épouvante les Anglais, qui ne songent qu'à battre en retraite et à sauver leurs canons ; le peu de troupes qui avaient passé ne pouvaient s'y opposer. Les colonnes qui avaient franchi les digues eurent de plus brillans succès : une division de gendarmerie, un bataillon d'infanterie et le neuvième régiment de hussards enveloppèrent le trente-septième régiment d'infanterie anglaise, sur la digue de la Meuse ; une légion, composée de presque tous émigrés, fut attaquée par le troisième régiment de hussards, qui la détruisit, à la réserve d'un petit nombre de prisonniers.

PULSTUCK.

26 décembre 1806. — La bataille de Jéna, qui porta à la puissance prussienne une si terrible atteinte, lui devint encore plus funeste par les suites que lui donna l'activité infatigable de Napoléon. L'armée vaincue s'était dispersée sur divers points, et n'existait plus qu'en bandes éparses ; il fallait les empêcher de se rejoindre et de se reformer : c'est ce qu'il fit. Ses lieutenans, dignes d'un tel chef, mirent une diligence singulière à poursuivre les Prussiens ; toutes les parties du royaume devinrent des champs de bataille ; chaque jour les troupes prussiennes étaient atteintes, et chaque jour elles étaient dispersées, sans qu'il fût possible au roi de Prusse de former un noyau. Les corps d'armée du maréchal prince de Ponte-Corvo et des maréchaux Ney et Bessièrès marchaient, le 25 décembre, de Bierzun, en Mazovie, sur la route de Grodno, le maréchal Soult sur Cieckanow, le maréchal Augereau sur Golymin, et le maréchal Davoust entre Golymin et Pulstuck. L'armée prussienne, se trouvant ainsi cernée, et ne pouvant plus tenir devant les Français, songea à se retirer sur Tycozin, sur la rive gauche de l'Wckra. Le maréchal Lannes, qui se portait sur Pulstuck, ne put y arriver que le 26 au matin. Le général Benigzen y avait joint les troupes prussiennes battues à Naziefek. Cette réunion n'arrêta pas le maréchal Lannes : il avait en première ligne la division Suchet, en seconde la division Gudin, et le troisième corps d'armée, sous les ordres du général Daultanne, formait sa gauche. L'affaire fut chaude ; après divers mouvemens les Prussiens furent cul-

butés. La dix-septième légère et la trente-quatrième de ligne se distinguèrent; plusieurs généraux français furent blessés; le maréchal Lannes fut lui-même atteint d'une balle. Cette affaire déconcerta les Russes, qui, redoutant la valeur française, se retirèrent à Ostrolenka.

PYRAMIDES (LES):

20 juillet 1798. — Mourad bey, ayant sous ses ordres six mille Mameloucks, et une grande multitude d'Arabes et de fellahs attendait les Français pour les combattre. Buonaparte en fut informé, et se mit aussitôt en marche pour joindre l'ennemi à la hauteur du Caire, vis-à-vis Boulac, au village d'Embabé, où il s'était retranché. Le 20 juillet 1798, à deux heures du matin, l'armée partit d'Ommel-Dinar, au point du jour; la division du général Desaix, formant l'avant-garde, eut connaissance d'un corps d'environ six cents Mameloucks et d'un grand nombre d'Arabes, qui se replièrent aussitôt. A deux heures après midi l'armée arriva au village d'Ebverach et de Bontis à trois quarts de lieue d'Embabé. On aperçut de loin les Mameloucks qui se trouvaient dans ce village. La chaleur était excessive, et le soldat excédé de fatigue. Buonaparte fit faire halte. A peine les Mameloucks aperçoivent l'armée française qu'ils se forment en avant de la droite dans la plaine. Jamais les Français n'avaient vu un spectacle aussi majestueux. Les armes de la cavalerie rendaient un éclat éblouissant; en arrière se présentaient ces fameuses pyramides, qui depuis trente siècles bravent les outrages du temps. Derrière la droite étaient le Nil, le Caire et les champs de l'antique Memphis; un pareil spectacle eût tenu l'armée en extase sans l'impatience où elle était d'en venir aux mains; aussi fut-elle promptement rangée en ordre de bataille. La ligne formée dans l'ordre par échelons et par divisions qui se flanquent refusait sa droite. Buonaparte donne le signal. L'armée s'ébranle; mais l'ennemi, qui jusqu'alors avait paru indécis, prévient le mouvement, menace le centre et se précipite avec impétuosité sur les divisions Desaix et Regnier, qui formaient la droite. Les Mameloucks chargent avec intrépidité ces colonnes fermes et immobiles, qui ne font usage que de la mousqueterie et de la mitraille à demi-portée; l'ennemi brave le feu des Français, se précipite au milieu des baïonnettes, et y trouve la mort. Les rangs

éclaircis par le grand nombre de morts et de mourans ne pouvant plus se resserrer, ni faire de nouvelles charges, les Mameloucks s'éloignent en désordre et laissent aux Français une victoire qu'ils ne doivent qu'à l'intrepide immobilité avec laquelle ils ont su se tenir sur la défensive, et à la valeur téméraire d'un ennemi féroce et indiscipliné, aussi incapable de calculer le danger que de l'éviter. Pendant que la cavalerie des Mameloucks fuyait devant les divisions Desaix et Regnier, Bon, Menou et Kléber conduisaient les leurs au pas de charge sur Embabé. Cependant on détache deux bataillons commandés par les généraux Rampon et Marmont, avec ordre de tourner le village et de profiter d'un large fossé pour dérober leurs mouvemens jusqu'au Nil à la cavalerie ennemie. Ces divisions, précédées de leurs flanqueurs, continuent de s'avancer au pas de charge. Les Mameloucks attaquent sans succès les pelotons des flanqueurs. Ils se font jour et démasquent quarante mauvaises pièces d'artillerie. Alors rien ne peut retenir l'impétuosité des divisions françaises; elles se précipitent au milieu des batteries, et ne laissent pas le temps de recharger les pièces. Les retranchemens sont enlevés à la baïonnette, et les Français se rendent maîtres du camp et du village. Quinze cents Mameloucks et pareil nombre de Fellahs, se voyant coupés dans leur retraite par les généraux Rampon et Marmont, se retranchent derrière un fossé qui joignait le Nil, bien décidés à vendre chèrement leur vie. Ils font inutilement des prodiges de valeur; ils ne peuvent échapper à la fureur du soldat, et sont tous ou passés au fil de l'épée ou noyés dans le Nil. Le fruit de cette victoire fut la prise de quarante pièces de canon, de quatre cents chameaux, et d'une immense quantité de vivres et de bagages. Les dépouilles des Mameloucks, qui avaient de superbes chevaux richement harnachés; et qui portaient des bourses pleines d'or, dédommagèrent le soldat des peines et des fatigues qu'il avait supportées; il fut aussi dédommagé de la diète forcée à laquelle il avait été réduit, par les vivres qu'il trouva en abondance dans le camp ennemi. Mourad bey, voyant les Français maîtres d'Embabé, ne songea plus qu'à la retraite; mais poursuivi par l'armée, et craignant d'être atteint, il prit le parti de fuir. Cette journée mémorable, qui ne coûta aux Français que la perte de dix hommes, prouve bien l'avantage que donne aux Européens leur tactique raisonnée, et

leur discipline, sur les attaques féroces et tumultueuses des Orientaux.

QUAQUOUN.

13 mars 1799. — Buonaparte, après avoir étonné le Nil, les Pyramides d'Égypte et les champs de l'antique Memphis des prodiges de sa valeur et de la rapidité de ses conquêtes, s'avancait triomphant dans les plaines de la Palestine. Une armée composée des habitans de Naplouse et des environs de l'ancienne Samarie fut aperçue au village de Quaquoun, sur le flanc des Français; elle était appuyée à un mamelon d'un accès difficile, ayant sa cavalerie à sa droite. Les généraux français, accoutumés à ces sortes de rencontres, n'en conçurent ni peur ni même d'étonnement; et, sans perdre de temps à délibérer, ils firent en peu d'instans leurs dispositions. Le général Kléber attaqua la droite de la cavalerie ennemie. Le général Lannes se porta sur sa gauche, et le général Murat déploya sa cavalerie au centre. Le général Lannes mit les Samaritains en pleine déroute, leur tua beaucoup de monde, et les poursuivit deux lieues dans les montagnes. Le général Kléber eut à peine le temps de reconnaître l'ennemi contre lequel il avait reçu l'ordre de se porter; car la cavalerie ennemie, dont il était chargé d'attaquer la droite, prit la fuite après une légère fusillade.

QUESNOI (LE).

15 août 1794. Vers le commencement du mois d'août 1793, les Autrichiens, maîtres de Condé et de Valenciennes, après avoir bloqué le Quesnoi, l'assiégèrent en forme, et y entrèrent le 9 septembre suivant. En 1794, les armées françaises ayant obtenu des succès dans le nord, le général Schérer reçut ordre d'assiéger cette place, et la direction des travaux du génie fut confiée au chef de brigade Marescot. La convention venait de décréter que les garnisons des quatre places occupées dans la Flandre par l'ennemi seraient passées au fil de l'épée, si elles ne se rendaient vingt-quatre heures après la première sommation. Ce décret ayant été signifié au gouverneur du Quesnoi, le commandant de la place se contenta de répondre : « Une nation

« n'a pas le droit de décréter le déshonneur d'une autre ; » et il se prépara à faire une vigoureuse résistance. Les Autrichiens s'attendaient à être attaqués par le point le plus faible de la place, du côté de la porte de Valenciennes, par où ils étaient eux-mêmes entrés. Marescot, pour leur faire prendre le change, ouvrit une tranchée vers l'endroit opposé. L'ennemi y porta aussitôt toutes ses forces, et abandonna le côté de Valenciennes. Marescot s'y reporta, et n'y trouvant plus d'obstacles, il y ouvrit, trois jours après, une véritable tranchée. Les assiégeans éprouvèrent beaucoup de difficultés pendant vingt jours que dura le siège. La faiblesse des Français, la vigoureuse résistance de la garnison, et les pluies continuelles, qui forçaient souvent de suspendre le feu des tranchées et de la place, le firent traîner en longueur. Marescot, pour se garer des sorties des assiégés, avait fait placer des pièces de campagne sur de petites plates-formes, d'où elles tiraient à barbettes et faisaient beaucoup de mal. Toutes ces mesures contrarièrent beaucoup les assiégés et mirent bientôt la ville hors de défense. Le commandant, voyant qu'il n'y avait plus de ressources, et ne voulant pas démentir la fermeté de la réponse qu'il avait faite à la première sommation, déclara que la garnison n'avait eu aucune connaissance du décret de la convention, ni de la signification qui lui en avait été faite, et que par conséquent elle n'était nullement coupable de sa résistance. « Si c'est un crime, dit-il alors, je dois être le seul puni, la faute m'est personnelle, et je me trouverai heureux de sacrifier ma vie, en sauvant celle de tant de braves qui en sont innocens. »

QUIBERON.

Du 24 juin au 25 juillet 1795.—La Prusse et l'Autriche ne s'étant prêtées que faiblement à l'exécution du projet qu'avaient les émigrés de rentrer en France les armes à la main, ceux-ci, mécontents, se tournèrent du côté de l'Angleterre. Ils s'assemblèrent à Londres, et demandèrent au cabinet de Saint-James des armes, des vaisseaux, pour faire, sous la conduite d'un prince français, une descente sur les côtes de la Bretagne ou du Poitou, afin de se réunir aux chouans ou aux Vendéens. M. Puisaye, qui fut, dit-on, d'abord républicain, puis transfuge du parti populaire, et enfin devenu chef de quelques bandes qui s'étaient formées dans la

Bretagne, fit cause commune avec les émigrés, et se joignit à leurs instances. Pitt, qui avait ses vues, se prêta à l'exécution du projet de descente; et les recrues que l'on faisait de tous côtés pour compléter les corps d'émigrés ne suffisant pas, il prodigua l'or pour engager les prisonniers républicains à prendre du service. La faim, la misère, les maladies contagieuses déterminèrent un grand nombre de ces malheureux à s'enrôler pour la cause des Bourbons. Ainsi l'on vit réunis sous les mêmes drapeaux des gentilshommes qui, pour reconquérir le prétendu droit de commander, allaient s'assujétir à une aveugle obéissance, et des soldats, qui ayant combattu pour leur indépendance, se battaient avec les ennemis de leur liberté pour se donner de nouveaux fers. De pareils éléments ne pouvaient former qu'un corps sans union, et incapable de rien tenter avec le moindre espoir de succès. C'était bien le calcul du perfide cabinet Saint-James; il se souciait peu que les nobles émigrés reprissent leurs biens, leurs titres, leurs droits, que les républicains nivelassent les conditions et fissent prévaloir les droits de l'homme; pourvu que la France fût bouleversée, que ses forces s'épuisassent, et que sa marine fût anéantie, il ne désirait rien de plus, et comptait pour rien tous les sacrifices. Il entraînait aussi dans les vues du gouvernement anglais d'anéantir deux corps dont il redoutait également la bravoure et les talens, en amalgamant les officiers de la marine française avec les troupes de terre, et en ne faisant qu'un régiment du corps royal d'artillerie.

Ce plan bien digéré, on forma en Angleterre une première division de quatre mille hommes, commandée par le comte d'Hervilli, brave militaire, ennemi forcené du gouvernement soi-disant républicain établi en France, et royaliste ambitieux et déterminé. Une autre division de quinze cents hommes se formait en Allemagne par les agens de Pitt, qui en donna le commandement au comte Charles de Sombreuil. Les émigrés, malgré l'ardeur qui les animait, ne comptaient pas sur leurs propres forces : qu'était-ce en effet que quatre à cinq mille hommes, pour réduire un peuple enthousiaste de sa liberté? On croyait que toute la Bretagne et la Normandie étaient disposées à se soulever, et qu'elles n'attendaient que l'apparition d'un prince de la maison de Bourbon, pour voler à la défense du trône et de l'autel. Du moins était-ce l'idée que donnait Puyssie des Bretons et des Nor-

mands, dont il garantissait le dévouement à la cause royale, et tout cela pour faire sa cour aux émigrés et aux Anglais, s'attirer leur confiance, et se rendre essentiel dans une expédition dont il serait l'âme. Il fut en effet chargé de la préparer et de faire un appel aux chouans. En conséquence, il envoya en Bretagne Tinténiaç, comme un agent de confiance chargé d'attendre sur la côte l'escadre anglaise, lui faire les signaux convenus et faciliter, sinon un débarquement, au moins des communications sûres avec les royalistes de l'intérieur. Tinténiaç remplit fidèlement sa mission; il annonça aux royalistes bretons que Puyaisie avait obtenu tout ce qu'il avait demandé au gouvernement anglais; il leur promit pour la fin de juin un débarquement de trente mille hommes sous le commandement d'un prince français. Huit mille émigrés prendraient terre à Quiberon, protégés par une flotte anglaise de vingt-trois vaisseaux de ligne. Le comte d'Herbilli, à la tête de cette division, devait faire la conquête de la Basse-Bretagne; tandis que le comte d'Artois, avec un corps de dix mille Anglais s'emparerait de Saint-Malo. Au moyen de ces secours, les Bretons pouvaient facilement se joindre aux Vendéens, et former ainsi une armée qui, toute dévouée à la cause de la religion et du roi, n'aurait qu'à paraître pour dissiper les hordes des soldats impies, contre lesquels d'ailleurs le ciel irrité ne manquerait pas de les protéger. Il n'en fallait pas davantage pour inspirer aux chouans une entière confiance et leur faire attendre avec impatience le moment de combattre pour la cause sacrée du roi. La flotte anglaise devait se montrer vers les derniers jours de juin, et opérer le débarquement promis.

L'Angleterre, bien aise de se débarrasser des émigrés, auxquels elle n'avait donné un asile que par politique, négligea rien pour s'en débarrasser le plutôt possible; et l'on ne lui coûtait rien, pourvu qu'elle armât les Français les uns contre les autres, et qu'elle vît la France, son éternelle ennemie, déchirée par les mains de ses propres enfans. Les défenseurs du trône mettent à la voile sous l'escorte et la protection de l'escadre anglaise. Celle-ci rencontre une flotte française à la hauteur de Belle-Isle, l'attaque, lui prend trois vaisseaux, et reste ainsi maîtresse des côtes du Morbihan. L'agent de Puyaisie, Tinténiaç, était aux aguets : à la vue de la flotte il donne le signal, et fait connaître à l'amiral anglais

que ces parages sont sans moyen de défense, et qu'il peut débarquer en toute sûreté.

Le 27 juin, dès le point du jour, douze à quinze cents émigrés débarquent et marchent en bon ordre vers Carnac, entre le golfe du Morbihan et la presqu'île de Quiberon. Les insurgés de la côte, aux ordres de Georges Cadondal et de Lemercier, n'attendant plus que le signal pour les secourir, se répandent sur les chemins, détruisent les ponts, coupent tous les passages, et arborent le drapeau blanc sur la batterie de Carnac, dont ils s'emparent.

Informé de ces mouvemens, l'adjudant-général Roman, qui commandait à Aurai, jugeant bien qu'ils ne pouvaient être occasionnés que par l'apparition de l'ennemi, se porte sur la côte avec une poignée de soldats républicains, dissipe un peloton d'insurgés qui se dirigeait vers le point du débarquement; il s'y rend lui-même au pas de course, fait feu sur les bateaux des émigrés, qui n'en effectuent pas moins la descente sous la protection de l'escadre anglaise. Voyant sa résistance inutile il se retira, lorsqu'il fut cerné par les chouans; et ce ne fut qu'en se faisant jour à la baïonnette qu'il parvint à s'échapper de leurs mains.

Cependant la division d'Hervilli avait effectué sa descente et s'avancait sur la côte, suivie de plusieurs émigrés de distinction, parmi lesquels on distinguait Puisaye et l'évêque de Dol. D'abord elle se dirige vers le quartier-général des chouans, qui se trouvèrent abondamment pourvus d'armes, d'uniformes rouges, de biscuit, de viandes salées, de vin et d'eau-de-vie. Le village de Carnac était l'endroit le plus voisin de la côte; d'Hervilli s'en empara pour y faire ses premières dispositions: il commença par former trois corps de chouans, de douze à quinze cents hommes chacun, qu'il dirigea aussitôt sur Aurai, Meudon et Landervan. La prise d'Aurai était nécessaire pour pouvoir pénétrer dans l'intérieur; les autorités républicaines avaient abandonné leur poste, et la majeure partie des habitans s'enrôlèrent volontairement sous les bannières des royalistes.

Les émigrés, maîtres d'Aurai, eussent pu très-aisément faire, avec dix mille hommes de troupes anglaises, la conquête de toute la Bretagne, et la soumettre à l'autorité royale; mais, au lieu d'agir avec vigueur, il semble qu'ils n'aient rien de plus pressant à faire que de discuter leurs plans de cam-

paigne, et c'est à qui emportera l'honneur de faire adopter le sien. Cependant tout leur était favorable; la nouvelle de leur débarquement avait seule jeté la république entière dans la consternation; les troupes étaient disséminées çà et là, les autorités se cachaient, et les gardes nationaux ne savaient pour qui prendre parti.

Dans cette désorganisation, le général Hoche, ne pouvant compter sur rien, se vit forcé à évacuer la côte, depuis la Villaine jusqu'à Lorient. Dans cet état de crise, il fait enclouer les canons, jeter les poudres à la mer, et ordonne la retraite sur Ploermel et de là sur Rennes; en même temps il charge le général Chabot de réunir sa division à Quimper, pour secourir Lorient et couvrir Brest; et ordonne au général Chérin de se tenir prêt à marcher, dans deux jours, avec six mille hommes, douze obusiers et six pièces de canon. Les émigrés cependant restaient stationnés. Hoche, ne leur voyant faire aucun mouvement, juge que la frayeur a exagéré leurs forces, et que tout espoir n'est pas perdu: en conséquence, pour profiter de l'inaction de l'ennemi, il réunit ses cantonnemens, forme à Vannes un corps de deux mille hommes, et se porte sur Aurai. Les chouans se replient, et Hoche vient prendre position devant cette ville. Les royalistes ne le croyaient pas si près. Au lieu de se réunir et d'agir vivement, ils étaient divisés d'opinion. Un des chefs, c'était Puisaye, voulait que, profitant d'un premier succès et des premiers momens de la terreur que la nouvelle de la descente avait répandue, on pénétrât dans l'intérieur pour faire lever en masse les amis de la royauté, qui étaient, disait-il, les plus nombreux, et soumettre par la force, anéantir même jusqu'au dernier, les républicains qui oseraient opposer la moindre résistance; d'Hervilli, au contraire, voulait que, sans s'éloigner de la côte et des vaisseaux, qui pouvaient devenir nécessaires en cas de déroute, on se contentât de s'assurer des forts et de la presqu'île de Quiberon, d'y prendre position pour exercer, discipliner et aguerrir les troupes des chouans. Cette opinion prévalut, et la prise de Quiberon, dont on eût dû se rendre maître à l'instant même du débarquement, n'eut lieu qu'au bout de sept jours.

Cette presqu'île, qui contient quelques hameaux habités par des pêcheurs, a environ deux lieues de long sur une de large; l'entrée de la péninsule est d'environ trente toises de largeur, et est défendue par le fort Penhièvre. Les royalistes

s'étaient rendus maîtres de la route d'Aurai et d'Hennebon ; le général Hoche y fait aussitôt filer un convoi d'armes et de munitions ; les chouans , en forces , tentent de s'en emparer ; mais les républicains , qui accourent de toutes parts , leur imposent. Le général Josnet-la-Violais se présente avec mille hommes devant Rumelson , et Hoche attaque Aurai avec le gros de son armée , et en chasse les chouans ; ils se retirent sur Landernau ; Mermet les y suit , les attaque , les culbute et les chasse sur la côte , sous le canon des émigrés. Cependant ceux-ci s'étaient rendus maîtres du fort de Penhièvre. Le commandant , ne pouvant résister à l'attaque simultanée de quinze cents chouans d'élite , d'un régiment d'émigrés et au feu des batteries flottantes qui battaient le fort à revers , n'ayant plus d'ailleurs ni vivres , ni munitions , demanda quartier , et se rendit à discrétion. Les émigrés voulaient fusiller les volontaires ; mais l'amiral anglais s'y opposa ; les soldats de ligue , ayant demandé grâce et juré fidélité au roi , furent incorporés dans les troupes de d'Hervilli , qui en forma deux compagnies de chasseurs , et l'une d'elles fut commise à la garde du fort. C'était une grande imprudence , dont les suites furent des plus funestes.

Ces dispositions étant faites , les émigrés se mirent en marche pour retourner à Carnac ; mais ils trouvèrent ce cantonnement pressé par un corps de trois mille républicains , qui servaient la presqu'île. D'Hervilli , tout fier du plan qu'il avait conçu et fait adopter , de ne pas s'avancer trop et de se ménager la protection du fort et de l'escadre , se confina dans la presqu'île , entraînant à sa suite six mille chouans , avec leurs femmes et leurs enfans. Les républicains voulurent faire une reconnaissance du fort et des alentours ; mais ils furent bientôt écartés par le feu des batteries. Le général Hoche , sans s'en inquiéter , n'en travailla pas moins à tracer ses lignes de circonvallation.

Le lendemain , les émigrés voulurent à leur tour faire une reconnaissance ; mais l'avant-garde républicaine n'eut qu'à se montrer pour les forcer à la retraite. Ils ne furent pas plus heureux dans l'essai qu'ils firent de troubler les travaux des lignes ; le camp retranché que le général Hoche avait établi à une lieue et demie , en face du fort Penhièvre , les tint en respect et les empêcha de rien tenter. Ce camp était placé sur la falaise de Quiberon , en avant du village de Sainte-Barbe , et avait ses deux ailes appuyées à la mer. Il avait à

sa gauche le gros de la flotte anglaise, qui était au mouillage, à sa droite plusieurs bâtimens légers qui ne désesparaient pas, et, vers son centre, les canonnières qui croisaient à portée de fusil du rivage. Les généraux Chérin et Canclaux faisaient filer tous les jours de nouveaux renforts, et envoyaient à Hoche du canon de gros calibre et tout ce qui était nécessaire pour former, des troupes de la république, des corps détachés qui pussent marcher, sans délai, où besoin serait. Tinténiac, Georges Cadoudal et Lemer cier s'étaient portés sur Vannes; à la tête de quatre mille chouans qu'ils avaient réunis, tandis que le chevalier de Lantivi débarquait du côté de Quimper, pour se rendre maître des côtes du Finistère; mais ces diverses entreprises restèrent sans succès: le général Hoche, qui épiait tous leurs mouvemens, attacha des colonnes sur leurs pas, et revint à son quartier devant Quiberon.

La descente opérée par les émigrés produisit dans la capitale et dans les provinces presque le même effet que s'ils eussent été en forces aux portes de Paris; la convention et les républicains, frappés de cette nouvelle comme d'un coup de foudre, étaient dans une espèce de stupeur; les meneurs sur-tout, troublés par les remords, ne voyaient devant eux que l'alternative de périr sur l'échafaud ou de mourir les armes à la main. Les royalistes, au contraire, étaient tout rayonnans de joie, et se voyaient au comble de leurs vœux: le trône rétabli dans toute sa splendeur, le clergé remis dans son opulence, et la noblesse dans tous ses droits, mais sur-tout l'espoir de se venger du tiers-état, d'humilier les républicains et de proscrire les apôtres de la démagogie, les membres de la convention, et notamment ceux du comité de salut public. Quelle agréable perspective! Quelle douce jouissance! Au milieu du découragement général des républicains, deux membres de la convention, Tallien et Blad, offrent d'aller combattre les émigrés, et font le serment de vaincre ou de périr. On applaudit à leur dévouement; ils sont nommés commissaires près l'armée de l'Ouest, aux cris de *Vive la république!* Investis de la toute-puissance du gouvernement, ils partent après avoir électrisé les républicains par une proclamation qu'ils terminent ainsi: « Le gouvernement anglais a vomî sur nos côtes les émigrés; ils ont osé mettre le pied sur la terre natale, la terre natale les dévorera.

Cependant l'effroi s'était répandu dans la Bretagne, et sur-tout le long des côtes. Les habitans de la campagne aban-

donnaient leurs chaumières : les femmes, les enfans, les vieillards, les troupeaux fuyaient ou erraient dans les champs. La terreur n'était pas moindre dans les villes ; tout y était dans la confusion et le désordre. Les bourgeois rougissaient d'avoir été républicains, et blâmaient hautement les travaux de la convention ; dont quelques jours auparavant ils exaltaient avec emphase les merveilles par leurs chants démagogiques ; tous étaient royalistes, ou du moins en prenaient le langage. Les soldats seuls, pleins de confiance en leur général, ne voyaient que la patrie, et paraissaient n'aspirer qu'à l'honneur de braver, pour sa défense, les fatigues et les dangers. Un autre motif exaltait leur courage : je ne parle pas de l'espoir de s'enrichir des dépouilles de l'ennemi ; le soldat français en profite volontiers dans l'occasion, mais en général il ne se bat pas pour l'argent ; un motif plus noble le conduit et l'anime : l'honneur et la presque certitude d'obtenir de l'avancement et des distinctions honorables. On ne peut nier en effet que la plupart de nos triomphes sont dus à la politique adroite des gouvernans et des chefs militaires, qui ne laissaient jamais sans récompense le moindre trait de bravoure du dernier soldat. On en voit une preuve dans le grand nombre de militaires décorés dont la France a droit de s'enorgueillir.

Rapprochons maintenant de l'air morne et abattu des Français, dans l'intérieur, la contenance décidée et l'attitude menaçante du soldat sous les drapeaux. Le général Hoche, de son quartier-général, voyait tout, pourvoyait à tout. La garde des côtes, de son artillerie et du camp partageait toute sa sollicitude et son activité. Il avait à son front une batterie de douze pièces de position et quatre obusiers, et pouvait, au moyen de cette disposition, chauffer l'escadre et repousser l'attaque de l'ennemi, s'il essayait de forcer ses lignes. Le général Meunier, placé vers Ploermel, défendait son armée par les derrières, et le général Josset-la-Violais, qui occupait le château de Kerkado, la position de Saint-Clément et le village de Carnac, protégeait sa gauche, et les autres points étaient confiés à la garde des troupes qui arrivaient incessamment. L'activité qu'exigeaient toutes ces dispositions ne faisait pas perdre de vue au général Hoche les insurgés de l'intérieur ; il attachait à leur poursuite les colonnes mobiles, et chargeait des agens de confiance de rentrer tous les grains et de dissiper tous les rassemblemens. « Je réponds, disait-il,

de tous les ennemis de l'extérieur. » Les soldats républicains étaient actifs et pleins de santé; le camp des émigrés n'offrait que des figures déconcertées et des visages abattus. Toujours sur le *qui-vive*, on élevait retranchemens sur retranchemens, et l'on se croyait perdu sans ressource si Stofflet et Charette ne venaient faire diversion, comme ils l'avaient promis, et si les Anglais et la seconde division royaliste n'arrivaient au plutôt. Les émigrés, ne croyant pas le fort Pen-thièvre à l'abri d'un coup de main, avaient ajouté un ouvrage avancé aux palissades, qu'il eût été facile de franchir, et hérissèrent le fort d'une nombreuse artillerie; il se trouvait aussi défendu par le camp Keroustan, qui était également fortifié par des redans et de fortes palissades. Cependant les Chouans, peu accoutumés aux fatigues et aux travaux militaires, mais sur-tout rebutés de la discipline sévère à laquelle les émigrés les assujétissaient, regrettaient leurs campagnes et murmuraient contre les chefs : ceux-ci, craignant les suites de ce mécontentement, reprochaient à d'Hervilli de n'avoir pas profité du premier enthousiasme des chouans et des Vendéens pour pénétrer dans l'intérieur; ils l'accusaient de ne s'être concentré dans la presqu'île que pour prolonger son commandement, qu'il craignait de perdre en opérant sa jonction avec l'armée catholique dans la Bretagne. Piqué de ces reproches, d'Hervilli, pour les détourner, voyant d'ailleurs que ses escarmouches n'aboutissaient à rien; et que les républicains évitaient ses embuscades, ordonna une reconnaissance générale pour le 11 juillet.

Il marcha à la tête de deux régimens d'émigrés qui s'avancent en pelotons, précédés de transfuges et de tirailleurs; il forcé l'avant-garde républicaine à se replier; il canonna le camp : Hoche offre le combat; d'Hervilli le refuse; et les républicains, faute de cavalerie, sont forcés de se tenir sur la défensive, ce qui fit que la perte des émigrés fut peu considérable. Les lignes ennemies, encouragées par la faible résistance qu'on leur opposait, se préparaient à faire une attaque générale; lorsque la deuxième division des émigrés parut dans la baie de Quiberon; elle était commandée par le jeune Sombreuil, qui fit de vaines instances pour qu'on débarquât sur-le-champ. D'Hervilli, craignant que ce jeune guerrier ne partageât la gloire de l'attaque qu'il préparait; s'opposa au débarquement, et fit ses dispositions pour attaquer le lendemain.

Vers le milieu de la nuit du 16 juillet, il fait sortir sa division en colonnes serrées, précédées de deux compagnies d'éclaireurs, et avec huit pièces d'artillerie au centre. Les colonnes s'avancent en silence; le comte de Vauban devait se porter sur la côte de Carnac avec quinze cents insurgés pour la secourir au besoin; mais d'Hervilli, croyant pouvoir se passer de cet auxiliaire, presse sa marche pour attaquer avant qu'il eût pris position. Cependant des transfuges instruisaient les républicains de ce mouvement, ce qui les détermina à se tenir sur leur garde. En conséquence ils se rangèrent en bataille derrière leur ligne.

Au point du jour, le général Humbert, qui commandait l'avant-garde républicaine, ayant aperçu les colonnes ennemies qui s'avançaient en bon ordre, se replia sous les batteries du camp. Les émigrés, s'imaginant que ce mouvement rétrograde était une véritable fuite, s'avancèrent au pas de charge, comptant pénétrer facilement dans le camp; mais lorsqu'ils furent à portée de pistolet, toute la ligne républicaine fit un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie, qui cribla la colonne de droite, emporta ses premières files, mit hors de combat tous les grenadiers, plus de soixante officiers, et força le reste à se jeter en désordre entre la gauche et la mer. D'Hervilli, voyant que les républicains portaient toute leur attention du côté où se faisait la déroute, s'avança au pas de charge pour forcer les lignes du camp; mais il est bientôt surpris lui-même, et écrasé par une colonne qui le charge de front et en flanc.

Les royalistes voient sans se décourager des files entières emportées par la mitraille : ils n'en sont pas moins décidés à enfoncer l'ennemi, et les tirailleurs ont déjà franchi les derniers redans. Les républicains, que cette opiniâtre intrépidité étonnent, perdent courage, s'ébranlent, et sont près d'abandonner leurs retranchemens, lorsqu'un biscaien vient frapper d'Hervilli, et le renverse mort sur le champ de bataille. La colonne qu'il commandait, n'ayant plus de chef, attendit un instant que quelque officier supérieur vint remplacer son commandant, il ne s'en présenta pas; alors, au lieu de pousser en avant, et de suivre sa première direction, elle se retire dans le plus grand désordre. La cavalerie ennemie charge les royalistes; cinq bataillons s'attachent à leur poursuite, et les auraient totalement exterminés, s'ils ne fussent mis sous la protection de l'escadre anglaise, dont le

feu arrêta la poursuite des républicains. Cette affaire coûta aux royalistes la perte de leur général et de trois cents hommes; pour les républicains, leur perte fut beaucoup moins considérable; mais ils eurent aussi à regretter celle d'un officier supérieur, l'adjudant-général Vernot-de-Jeu, qui fut tué à l'attaque des lignes.

La division Sombreuil, qui, de ses vaisseaux, aperçut la défaite des émigrés, maudit tout bas l'entêtement de d'Hervilli, qui l'avait empêchée de partager les dangers de l'expédition qu'il méditait, et s'applaudissait peut-être, en secret, dans l'espoir qu'il en eût été victime. Le comte de Vauban n'obtint pas un meilleur succès de la diversion qu'il fit sur la côte de Carnac. Cette journée, désastreuse par elle-même, le fut encore plus par les suites qu'elle eut.

Aucun officier ne s'étant soucié de prendre le commandement après d'Hervilli, il n'y eut plus d'accord dans les conseils, ni d'ensemble dans les expéditions; tout alla de mal en pis, et la désunion des chefs, l'indiscipline des soldats amenèrent l'anarchie. De là à la révolte et à la trahison, il n'y a qu'un pas : ce pas fut franchi, et les émigrés furent perdus sans ressource.

Telle était la position des émigrés quand Sombreuil mit pied à terre avec sa division; mais ce faible secours, qui, malgré les promesses de l'Angleterre paraissait être le dernier qu'elle envoyât, ne suffisait pas pour tirer les royalistes de leur situation désespérée. Les officiers voyaient bien qu'ils ne pouvaient tenir à Quiberon, et que leur unique ressource était de se rembarquer; cette extrémité était fâcheuse. On sentait bien qu'en quittant la France on abandonnait les chouans et les royalistes de l'intérieur à la fureur des républicains; aussi loin d'en faire le sujet d'une délibération, on n'osait même en parler; il n'y avait pas un émigré qui n'eût été fâché qu'on lui soupçonnât une pareille idée : mais les soldats n'étaient pas dupes. L'air sombre et inquiet de leurs chefs, leur contenance embarrassée, leur discrétion même les trahirent, et inspirèrent de la défiance. Cette défiance, jointe au défaut de vivres, au relâchement de la discipline, et au découragement amena la désertion. D'Hervilli avait accueilli des transfuges républicains, et en avait formé deux compagnies de chasseurs, à l'une desquelles il avait confié la garde du fort. Soit qu'ils se fussent rangés de bonne foi sous la bannière des royalistes, ou dans l'intention de

surprendre le secret de leur manœuvre, et d'en instruire les républicains, ils furent les premiers à déserteur. Deux d'entre eux, nommés Nicolas Lette et Antoine Mauvage, sergents-majors du quarante-unième régiment, passent dans le camp ennemi, se font conduire au général Hoche, et l'instruisent que les transfuges incorporés dans le régiment Royal-Louis ont formé le complot de lui livrer le fort Penhièvre, et qu'ils ont pris leurs mesures pour ne pas manquer leur coup. « La forteresse, disent-ils, ne ferme pas tellement l'isthme qu'on ne puisse le tourner à marée basse et à la faveur de la nuit. Nous avons même découvert, à travers les rochers qui défendent les flancs de la redoute, un sentier où nous guiderons les troupes, et tandis que nous escaladerons le fort, nos amis égorgeront les canonniers à leurs pièces. » Ce projet hardi, qui n'était garanti que par deux transfuges, donna de la défiance au général Hoche, qui les questionne, et fait en sorte qu'ils se coupent; mais ils sont imperturbables, ils le pressent, le conjurent d'envoyer ses troupes, et promettent le mot d'ordre. Hoche, à la fin persuadé, assemble le conseil de guerre, et, en présence des commissaires de la convention, il fait part du projet des transfuges, et développe le plan de l'opération. Les ingénieurs ne regardent pas l'assaut comme possible, ils y trouvent des difficultés insurmontables, et sont d'avis qu'on ne peut s'emparer du fort sans ouvrir la tranchée. Hoche répond : « Que sont les règles de l'art dans cette circonstance ? Il nous faut de la hardiesse, l'armée manque de tout. Voyez avec quel empressement les bas Bretons courent au-devant de nos ennemis. Les émigrés ne sont-ils pas sur une terre amie et hospitalière ? Jamais la haine aveugle des habitans de ces contrées ne s'est montrée avec tant de fureur. Attendrons-nous pour agir que les émigrés aient reçu d'autres renforts ? S'il leur en arrivait, je déclare que je ne répondrais plus du salut de l'armée. »

Le commissaire du gouvernement, Tallien, parla dans le même sens, et le projet d'attaque passa à l'unanimité, il ne fut plus question que de faire les dispositions nécessaires. Tout était favorable pour l'exécution, le temps était orageux, une brume épaisse couvrait la côte, et dérobaux aux émigrés nos préparatifs. D'ailleurs la mer était grosse et houleuse, et un vent furieux forçait les canonniers, qui protégeaient le camp de se tenir au large. Hoche divisa l'élite de son armée en trois corps d'environ mille hommes chacun, et

donna l'ordre suivant : « L'adjudant-général Humbert , à la tête de cinq cents hommes d'avant-garde , marchant sur deux files , suivra la laisse de la basse mer , pour tourner à-la-fois le fort Penhièvre et le fort Keroustan. » Le but de cette disposition était de s'opposer aux mouvemens que pouvait faire l'ennemi , cantonné dans la presqu'île. Soutenu par le reste de l'avant-garde aux ordres du général de brigade Botta , Humbert dirigerait sa troupe sur le fort , franchirait les palissades , égorgerait tout ce qui ne se joindrait pas à lui. D'un autre côté , l'adjudant-général Ménage conduira trois cents grenadiers le long de la mer , écrasera les grand-gardes ennemies , s'avancera jusqu'au pied du fort , montera à l'assaut , et passera au fil de la baïonnette tout ce qui lui résistera ; il sera soutenu par la colonne du centre , aux ordres du général Valletaux , qui attaquera en même temps de front avec le gros de l'armée. La garde du camp sera confiée au général Lemoine , qui , en cas de besoin , prêterait main-forte aux assaillans ; le cri de ralliement sera : *A bas les armes , à nous les patriotes.*

On attendait le mot d'ordre : un transfuge l'apporta , et l'attaque fut fixée pour le 20. Il était onze heures du soir , les colonnes sorties du camp se mettent en marche , lorsqu'une affreuse tempête , accompagnée de tonnerre , d'éclairs , de coups de vent et d'une pluie épouvantable , les déroute , les confond et les jette dans le plus horrible désordre. Les soldats ne se reconnaissent plus ; ils reconnaissent encore moins les officiers qui font de vains efforts pour les rallier ; ils les pressent , ils les invitent , ils les conjurent , mais inutilement ; ils ne peuvent se faire entendre , ce n'était pas pour se faire obéir. Hoche , malgré l'obscurité , parvient à l'aide de son sang-froid à distinguer les corps ; il reconnaît les officiers , les exhorte à ne pas se rebuter ; il encourage le soldat , et parvient enfin à rétablir l'ordre. L'orage cessa , le temps devint serein , et vers deux heures après minuit la colonne du centre se trouve au pied des premiers retranchemens. Les postes sont surpris , les sentinelles égorgées , l'alarme se répand sur toute la ligne et autour du fort. Les émigrés , du haut du fort , foudroient les républicains , qui , n'ayant point d'artillerie , et ne pouvant faire usage de fusils , parce que l'humidité empêchait les amorces de prendre , sentirent que leur salut dépendait des baïonnettes , mais il fallait être à même de les employer. Les généraux Valletaux

et Humbert arrivent au pas de charge sur les points qui leur ont été indiqués; mais leurs colonnes sont aperçues par les chaloupes canonnières qui gardaient le rivage. Le feu croisé de leurs batteries et de celles du fort foudroyant les républicains, et rendant l'assaut impossible, le découragement se met encore une fois dans leurs colonnes, qui s'ébranlent et rétrogradent : au même instant le général Botta est blessé d'un coup de biscaïen, et mis hors d'état de continuer la manœuvre. Ce contretemps augmenta le découragement des troupes, qui déjà reprenaient tristement le chemin de leurs lignes, lorsque tout-à-coup on entendit du côté du fort un bruit sourd et confus. « Ce sont, disent les soldats, les nôtres qui ont pénétré. » En effet, le général Hoche et les commissaires, ayant jeté les yeux sur le fort, virent flotter le drapeau tricolore à la place du drapeau blanc. C'était le général Ménage, qui, avec ses trois cents braves avait filé le long des côtes, à travers les flots, et s'était glissé de rocher en rocher jusqu'au pied de la forteresse, qu'il avait escaladée sous le feu des chaloupes anglaises.

A la première alerte, les officiers et les canonniers étaient accourus à leurs postes; mais il était trop tard, les républicains étaient déjà maîtres du fort, et tout y était dans le plus grand désordre; les canonniers étaient égorgés sur leurs pièces, et les officiers massacrés par les soldats émigrés. Le comte d'Attili, commandant du régiment Royal-Louis, fut une de leurs premières victimes. Ménage, le sabre à la main, renversait tout ce qui faisait résistance, et, se faisant jour à travers les émigrés et les républicains qui étaient aux prises, il va lui-même ouvrir les portes de la forteresse au général Hoche, qui le fait général sur le champ de bataille. Cependant le bruit du canon instruit les émigrés de l'attaque du fort : comme ils le savent en état de défense, ils se persuadent qu'il tiendra assez long-temps pour attendre leurs secours, et rassemblent à la hâte tout ce qu'ils avaient de forces disponibles. Béon et Damas se rangent en bataille derrière Saint-Julien, et la division Rohan arrivait au pas redoublé et en bon ordre. Puisaye était à faire sa ronde; il rencontre Sombreuil à la tête de sa division, il lui fait compliment de son activité, lui ordonne de prendre position, et de l'attendre; et, sous prétexte de continuer sa ronde, il le quitte; mais, au lieu de revenir, il gagne précipitamment la côte par des détours que sans doute il avait étudié aupa-

avant, pour s'échapper sans être vu, en cas d'alerte, et porte aux Anglais de l'escadre la nouvelle bien agréable pour eux, que le sang des Français était répandu par la main des Français.

Cependant les républicains, pour ne pas perdre le fruit de leur victoire, après avoir enlevé toutes les redoutes et les batteries du camp des royalistes, fouillaient toute la presqu'île, passaient au fil de la baïonnette tout ce qui résistait, et mettaient le reste en fuite. La seule division Sombreuil reste ferme au poste. Brave par principe et par honneur, ce jeune guerrier ne se dissimulait pas que le grade de commandant-général, auquel l'appelait la défection de Puisaye, lui imposait de nouveaux devoirs; il sut les remplir. Il voit flotter l'étendard tricolore sur le fort Penhièvre; il l'annonce à sa division avec l'accent du désespoir: « Ce n'est point à des guerriers tels que vous que je dois cacher ce malheur. » Les corps de Béon et de Damas mettent aussitôt la baïonnette au bout du fusil, et s'écrient d'une voix unanime: « Il faut périr ou reprendre le fort. » Si Sombreuil eût profité de l'enthousiasme de ses soldats, s'il les eût conduits sur-le-champ au champ de l'honneur, il aurait pu changer la marche des événemens, opérer une diversion favorable aux royalistes, et sinon empêcher totalement, au moins diminuer les suites funestes qu'eut la prise du fort. Mais il hésita, ne donna aucun ordre et perdit un temps précieux. Cependant les républicains continuaient à balayer la presqu'île. Les colonnes de droite et de gauche côtoyaient le rivage, et se développaient pendant que la troisième marchait contre le centre des émigrés, ayant à son front un grand nombre d'éclaireurs et de tirailleurs.

La fuite des chouans, les cris affreux des femmes de la presqu'île, la consternation générale de tout ce qui avoisinait le fort, achevèrent de mettre le désordre parmi les émigrés. Presque entièrement tournés, ils ne voyaient plus d'autre ressource que de se rembarquer promptement, ressource qui leur paraissait, sinon impossible, au moins très-difficile à cause de la proximité de l'ennemi. Sombreuil, pour s'assurer par lui-même de la position des troupes républicaines, s'avança presque seul au-devant de la colonne; mais, ayant en son cheval tué sous lui, il revint à pied joindre sa division. Les tirailleurs républicains, attaqués par ceux des émigrés, pliaient; la cavalerie de Hoche vint les soutenir, les ramena

au combat, et défit les chasseurs royalistes, qui furent tous pris ou tués. Les régimens Royal-Emigrant et Dudresnai, qui formaient l'aile gauche des émigrés, ayant été attaqués par la colonne de droite des républicains, qui fonçaient la baïonnette en avant, n'opposèrent aucune résistance. Les transfuges et les prisonniers enrôlés en Angleterre renversaient la crosse de leurs fusils, et passaient du côté de l'ennemi, en criant : *Nous sommes républicains !* D'autres, avant de déserteur, massacraient leurs officiers, et en partant ils se retournaient et déchargeaient leurs armes sur ceux qu'ils venaient de quitter. Ceux qui ne passaient pas de l'autre côté fuyaient du côté de la mer, pour chercher à s'embarquer. Sombreuil, après avoir fait de vains efforts pour arrêter ce désordre, ne pouvant plus se faire obéir que de sa division, lui ordonna de se porter sur le dernier point du rivage. Cette retraite, qui ressemble à une fuite aux yeux de ceux qui en ignorent le but, jette par-tout l'effroi et la consternation. Hommes, femmes, enfans, vieillards, se précipitent à-la-fois sur des frêles barques; les unes surchargées sont englouties; les autres arrivent, mais au lieu d'être reçues à bord, elles sont écartées à coups de sabre et d'aviron par les marins anglais : la plupart périrent dans les flots. Sombreuil, resserré à l'extrémité de la côte avec sept ou huit cents gentilhommes, soutenait le feu des soldats républicains, et protégeait le rembarquement. Cet homme généreux, ne soupçonnant pas la barbare perfidie des Anglais, encourageait les malheureux qui se sauvaient à la nage. *Ne craignez point*, leur disait-il ; *nous combattrons jusqu'à ce que vous ayez rejoint les vaisseaux anglais.*

On vit dans la mêlée deux corvettes anglaises s'approcher du rivage, et lâcher leur bordée sur les républicains et les émigrés en même temps. La position de Sombreuil et de ses braves devenait d'un moment à l'autre plus critique. Leur résistance, et le feu continuel que faisaient les Anglais, augmentaient la fureur des républicains, et ne leur donnaient pas lieu d'espérer qu'on leur fit quartier. Cependant on entendit sur la ligne des républicains : « Bas les armes ! rendez-vous, les prisonniers seront épargnés. » Cette promesse ne concernant que les déserteurs républicains, les royalistes l'ignoraient; ils envoyèrent des parlementaires. Sombreuil lui-même s'avance seul, et fait signe de la main; on suspend le feu. Le général Hôche fait quelques pas en avant avec son

état-major. Sombreuil, élevant la voix, lui dit : « Les hommes que je commande sont déterminés à périr les armes à la main sous les ruines du Fort-Neuf, laissez-les se rembarquer, vous épargnerez le sang français. » — « Je ne puis permettre le rembarquement, dit Hoche. » Tous les mémoires royalistes s'accordent à dire que le général Hoche et le représentant Tallien avaient donné parole d'épargner tout ce qui mettrait bas les armes, excepté les chefs ; mais ils conviennent que Hoche ne promit rien à Sombreuil ; ils donnent même à entendre que ce dernier vit bien qu'il n'y avait pas de grâce à espérer pour lui, puisqu'il répondit : « Je mourrai content si je puis sauver mes compagnons d'armes. » On somma les émigrés de mettre bas les armes ; de se rendre à discrétion et de faire cesser le feu des Anglais. La corvette *le Lach* n'interrompant pas son feu, Sombreuil dépêcha un officier de marine, qui, après avoir porté l'ordre, vint périr avec les siens. Il eût été facile à Sombreuil de sauver sa vie au moyen d'une chaloupe qui se présenta pour le recevoir ; mais ce moderne *Regulus*, esclave d'une capitulation que le général Hoche nia avoir existé, ne crut pas en galant homme pouvoir se dispenser d'en être garant. Hoche, voyant que les royalistes profitaient des pour-parlers, et continuaient de s'embarquer, fit conduire sur le bord de la mer et pointer sur les Anglais deux canons chargés à mitraille, et ordonna une vingtaine de décharges, qui suffirent pour les éloigner. Il ne restait de toute l'expédition chevaleresque des émigrés, qu'un petit corps de royalistes, qui paraissaient décidés à se défendre ; ils sont sommés deux fois de se rendre ; ils s'opiniâtrent. Sept cents grenadiers fondent sur eux, la baïonnette en avant. Voyant toute résistance inutile, les uns mettent bas les armes, les autres se brûlent la cervelle : quelques-uns se défendent jusqu'à la mort. Sombreuil, esclave de sa parole, se livre de lui-même aux républicains. Tallien s'approchant de lui, dit comme en le plaignant : « Ah ! que votre famille est malheureuse ! — J'espérais la venger, » répond Sombreuil. Les républicains, dans cette expédition, de funeste, de sanglante, le dirai-je, d'atroce mémoire, puisque c'étaient les enfans d'une même famille qui se déchiraient mutuellement les flancs, firent quatre mille prisonniers, dont deux mille soldats, quinze cents chouans et cinq cents prêtres : entre autres l'évêque de Dol. Le butin fut immense, et sans parler d'une prodigieuse quantité de ballots, de tonneaux, de caisses et

d'une multitude d'objets inutiles au combat , qui , épars sur la terre , donnaient à la presque l'aspect d'un port marchand ; trente mille fusils , des vivres et des équipages pour une armée de trente mille hommes , restèrent au pouvoir des républicains. On trouva aussi dix milliers de faux assignats de fabrique anglaise. Les soldats revinrent chargés d'or , de butin et de faux assignats. Les prisonniers furent conduits à Aurai , au milieu de l'armée victorieuse ; ils vomissaient mille injures contre Puisaye et les Anglais. Un historien doit être impartial , et raconter les faits , sans s'établir juge du mérite des motifs qui ont dirigé la conduite de ceux dont il raconte l'histoire ; aussi nous bornerons-nous à dire , comme nous nous croyons autorisés à le penser , que la politique infernale de l'Angleterre a causé tous les maux qui depuis long-temps pèsent sur notre pauvre France ; et pour se convaincre que les Anglais ont été les vrais instigateurs de la guerre des côtes de l'Ouest , écoutons l'aveu qu'en fait M. Shéridan. Pitt , faisant l'apologie de l'expédition de Quiberon , osa dire : « Le sang anglais n'y a pas coulé ! » — « Cela est vrai , répliqua M. Shéridan , mais l'honneur anglais y a coulé par tous les pores. »

QUIÉVRAIN.

28 avril 1792. — Il y avait trente ans que les troupes françaises n'avaient vu le feu , lorsque la guerre éclata entre la France et l'Autriche. L'esprit d'indiscipline s'était introduit dans les armées , en même temps que la licence , sous le nom de liberté , avait détruit tous les liens de la société. La plupart des officiers avaient déserté ou donné leur démission , et se trouvaient remplacés dans tous les grades par des hommes nouveaux , qui n'avaient pu encore mériter la confiance du soldat. Dans cet état de choses , il était presque impossible que l'ouverture de la campagne ne fût marquée par des revers. Le 28 avril 1792 , le lieutenant-général Biron reçoit du ministre de la guerre Dumouriez l'ordre d'aller attaquer la ville de Mons , dont la prise devenait facile , à l'aide des Belges , soulevés contre le gouvernement de l'Autriche. Le 29 , à la pointe du jour , Biron sort de Valenciennes , avec dix bataillons d'infanterie et dix escadrons de cavalerie. Le soir , il s'empare du village de Quiévrain ; il marche vers Mons , et trouve en avant de cette place un corps de troupes

composé de dix-huit cents hommes de cavalerie autrichienne et de douze cents fantassins ; ils étaient rangés en bataille, et avaient à leur front dix pièces de canon. La position des Français, et les sages mesures du général Biron, qui se borna d'abord à quelques escarmouches, semblaient promettre une victoire aisée. Tout-à-coup un mouvement se manifesta sur la ligne occupée par le cinquième et le sixième régimens de chasseurs. Ils quittent le poste qui leur avait été assigné, et fuient tout épouvantés vers la gauche du camp, ils s'y rangent en colonne. Le général Biron se porte à l'instant de ce côté, pour savoir la cause de ce mouvement ; mais il ne put d'abord se faire entendre, et forcé de suivre la colonne qui fuyait en criant : *Nous sommes trahis !* il parvint enfin, après plus d'une heure d'efforts inutiles, à rallier la colonne dans la plaine, et la ramène au camp. Cependant tous les autres points de la ligne avaient éprouvé le même désordre ; les soldats, à la débandade, se sauvent à Valenciennes, en criant : *Nous sommes trahis, Biron a déserté devant Mons, et le camp est au pouvoir de la cavalerie ennemie !* Le général, avec la colonne qu'il avait ralliée, rentre dans Quiévrain ; mais serré de près par les Autrichiens, qui profitent de la terreur des Français, il est presque aussitôt forcé d'abandonner ce poste. Cette retraite, ou plutôt cette déroute, coûta aux Français la perte de deux cents cinquante hommes, qui restèrent sur le champ de bataille. Les Autrichiens s'emparèrent de cinq pièces de canon, et firent beaucoup de prisonniers. Cette affaire eût eu de plus funestes suites, si le maréchal de Rochambeau, qui était arrivé la veille à Valenciennes avec trois régimens, ne les eût fait avancer au-delà d'Huin, et n'eût pris position sur les hauteurs de Sainte-Sauve, d'où il dirigea le feu de huit pièces de canon contre les impériaux, qui n'osèrent avancer plus loin. Le ministre de la guerre donna ordre au général Biron de poursuivre les coupables, et de faire un exemple. Il fit faire une enquête, dont le résultat fut que la masse du cinquième régiment, commandée par le colonel Dampierre, avait fait son devoir, et que la déroute n'avait été occasionnée que par la terreur panique de quelques recrues nouvellement arrivées à l'armée.

QUINTANILLA-DEL-VALLE.

23 juin 1811. — Le duc d'Istrie, commandant l'armée

du Nord en Espagne, ayant appris qu'un rassemblement de Galiciens se formait dans la vallée du Vierzo, envoya le corps du général Bonnet sur Léon, pour assurer les communications entre cette ville et les Asturies. L'avant-garde espagnole, qui s'était présentée sur Benavides, fut attaquée et repoussée par le général Valletaux, qui au premier avis se porta à sa rencontre avec trois bataillons et soixante chasseurs. Les tirailleurs français poursuivirent les fuyards jusqu'à Quintanilla-del-Valle, où l'armée ennemie avait pris position, forte de sept mille hommes. La prudence commandait alors un mouvement de retraite; mais l'ardeur des troupes françaises, qui les avait engagées trop avant, ne le permettait pas sans un grand danger. Ainsi, sans calculer le nombre des Espagnols, le général Valletaux résolut de les attaquer, et fit toutes ses dispositions. Les Français marchent contre le village dans une attitude menaçante; ils se précipitent sur leurs ennemis avec une impétuosité admirable, les repoussent avec perte, et les forcent de prendre une nouvelle position au-delà du village qu'on venait d'enlever. Aussitôt, pour assurer ce succès brillant, le général Valletaux envoya le cent dix-neuvième prendre poste à droite au-delà du village; le cent vingt-deuxième fit face aux colonnes ennemies qui se formaient sur les routes de Fontoria et de Quintana-Dejor, tandis que le chef de bataillon Durel tenait en respect sur la gauche des troupes venues d'Astorga, et qui s'efforcèrent inutilement de le tourner. Le combat s'engagea de nouveau; d'autres succès signalèrent la valeur des Français; et, autant par la sagesse de leurs dispositions que par leur courage, ils restèrent maîtres du champ de bataille, où étaient étendus morts six cents Espagnols, enlevés à leur corps, qui se retira au-delà d'Astorga. Cette journée, qui eut les résultats les plus brillants pour les Français, fut attristée par la mort du brave général Valletaux, qui avait rendu les plus grands services et montré beaucoup de talens dans cette campagne. Il périt sur le champ d'honneur; mais ses yeux virent les Espagnols vaincus; content, il s'endormit pour toujours sous l'égide de la gloire qu'il avait constamment suivie dans sa carrière militaire.

RAAB.

14 juin 1809. — Depuis la bataille de la Piave, le prince

Eugène n'avait cessé de poursuivre l'archiduc Jean, qui espérait de cantonner aux sources de la Raab, entre Saint-Gothard et Cormond.

Le 5 juin, Beauharnais, quittant Neustadt, porta son quartier-général à Edimbourg, dans la Hongrie. Le 7, il arriva à Guns, où le général Lauriston, avec son corps d'observation, vint le rejoindre sur sa gauche. Le 8, le général Montbrun, avec sa division de cavalerie légère, força le difficile passage de la Raabnitz, auprès de Sovenyhaga, culbута trois cents cavaliers de l'insurrection hongroise, et les rejetta sur Raab. Le 9, le vice-roi se porta sur Sarvar, et la cavalerie du général Grouchy ayant rencontré à Vasvar l'arrière-garde autrichienne, fit plusieurs prisonniers. Le 10, le général Macdonald, venant de Gratz, arriva à Cormond. Le 11, le général Grenier trouva à Karako une colonne de flaqueurs ennemis qui défendait le pont, et passa la rivière de vive force. Le général Delbroc, avec le neuvième de hussards, fit une belle charge sur quatre cents Autrichiens, dont trois cents furent pris. Le 12, l'armée française ayant débouché par le pont de Merse sur Papa, le prince Eugène aperçut d'un point élevé toute l'armée autrichienne qui s'était formée en bataille; le général Montbrun, avec sa division de cavalerie, déboucha dans la plaine, fit plusieurs manœuvres précises et vigoureuses, et culbута la cavalerie autrichienne; cependant l'ennemi avait déjà commencé sa retraite. Le vice-roi donna quelque repos à son armée, et passa la nuit à Papa. Le 13, à cinq heures du matin, l'armée française s'avança vers Raab, et sa cavalerie rencontrant à Szanak celle de l'ennemi, la culbута et lui fit quatre cents prisonniers. L'archiduc Jean, qui avait fait sa jonction près de Raab avec l'archiduc palatin, prit position sur de belles hauteurs, la droite appuyée à Raab, ville fortifiée, et la gauche couvrant le chemin de Comorn, autre place très-forte de la Hongrie.

Le 14 juin, à onze heures, le prince Eugène range son armée en bataille, et avec trente-cinq mille hommes en attaque cinquante mille. L'ardeur des troupes françaises est encore augmentée par le glorieux souvenir de la victoire à jamais mémorable qui consacra cette journée; tous les soldats poussent des cris de joie à la vue des vingt-cinq mille hommes, reste de la superbe armée qui se croyait naguère maîtresse de toute l'Italie; de dix mille hommes formés sur les réserves des places fortes de Hongrie; de cinq à six mille

hommes composés des débris du corps de Jellachich et des colonnes du Tyrol, échappés à l'armée française par les gorges de la Carinthie; enfin de douze à quinze mille hommes, cavalerie et infanterie, de l'insurrection hongroise.

Le vice-roi disposa son armée; la cavalerie du général Montbrun, la brigade du général Colbert et la cavalerie du général Grouchy, furent placées sur la droite; le corps du général Grenier, formant deux échelons, dont la division du général Seras formait celui de droite, en avant; une division italienne, aux ordres du général Baraguay-d'Hilliers, formant le troisième échelon, et la division du général Puthod en réserve. Le général Lauriston, avec son corps d'observation, soutenu par le général Sahuc, formait l'extrême gauche, et observait la place de Raab.

A deux heures après midi la canonnade s'engagea; vers trois heures, le premier, le second et le troisième échelons en vinrent aux mains, et la fusillade éclata très-vivement: la première ligne ennemie fut bientôt culbutée, mais la seconde arrêta un instant l'impétuosité du premier échelon; il fut aussitôt renforcé, et il la culbuta: alors se présenta la réserve de l'ennemi. Le prince Eugène, qui suivait tous les mouvemens des Autrichiens, marcha de son côté avec toute sa réserve: la belle position de l'ennemi fut enlevée rapidement, et à quatre heures la victoire était décidée.

L'ennemi en pleine déroute n'eût pu se rallier qu'avec beaucoup de peine, si un défilé fort étroit ne s'était opposé aux mouvemens de la cavalerie française.

Trois mille prisonniers, six pièces de canon, quatre drapeaux furent les trophées du vainqueur, et l'ennemi laissa sur le champ de bataille trois mille morts, parmi lesquels était un général-major et beaucoup d'officiers de divers grades. La perte des Français fut d'environ neuf cents hommes tués ou blessés; au nombre des premiers on regretta sur-tout le colonel Thierry, du vingt-troisième régiment d'infanterie légère, et parmi les derniers on remarqua le général de brigade Valentin, le colonel Expert et le chef d'escadron Henri.

Le prince Eugène fit une mention particulière des généraux Grenier, Montbrun, Seras, Grouchy, Colbert et Danthouars. La division italienne Sevaroli déploya beaucoup de sang-froid et de précision; quatre aides-de-camp du vice-roi furent légèrement blessés; l'artillerie, que commandait le

général Sorbier, soutint sa réputation ; le prince, général en chef, demeura constamment exposé au plus grand péril.

Ainsi l'anniversaire de la bataille de Marengo fut célébré par la victoire de Raab, remportée par Eugène sur les troupes de l'archiduc Jean et de l'archiduc Palatin. Poursuivis le 15 et le 16, ils traversèrent le Danube sur le pont de Comorn.

Le superbe camp retranché près de Raab pouvait contenir cent mille hommes : la colonne chargée de le défendre ne put s'y introduire ; elle fut coupée, et les Français s'emparèrent du camp.

Le général Marziani, fait prisonnier vers le soir du 14, rapporta que, depuis la bataille de la Piave, l'archiduc Jean avait perdu les deux tiers de ses troupes ; mais qu'il était ensuite parvenu à remplir tous ses cadres, par le moyen de nouvelles levées. Le général Marziani élevait à douze mille hommes la perte des Autrichiens à la bataille de Raab.

RACKNITZ.

17 octobre 1813. — Les troupes sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, faisant partie de l'armée française, occupaient Dresde, d'où les troupes ennemies n'étaient pas éloignées. Depuis quelques jours les Russes s'étaient retranchés sur les hauteurs de Racknitz, et le maréchal Gouvion-Saint-Cyr résolut de les attaquer ; il déboucha le 17 octobre sur l'ennemi, en quatre colonnes. Le comte de Lobau se porta sur le village de Zschernitz, tandis que le général Claparède se dirigeait vers celui de Racknitz : en même temps huit bataillons de la division du général Mouton-Duvernet s'avancèrent sur les hauteurs du village de Plauen, se mirent en communication avec le général Bonnet, qui se portait sur Gittersée, afin de tourner par les hauteurs les positions qui appuyaient la gauche de l'ennemi. Entre les divisions Duvernet et Claparède marchait la cavalerie du général Gerard. Les manœuvres et les marches de ces différentes colonnes furent exécutées avec ensemble et précision ; le combat s'engagea bientôt sur ces différens points ; les positions de Zschernitz et Racknitz furent attaquées avec beaucoup de vigueur, et les Russes n'en opposèrent pas moins pour les défendre ; mais tous leurs efforts ne purent résister à la valeur française, les hauteurs furent emportés ; les Russes,

turnés par leur gauche, furent renversés et culbutés dans des ravins qui étaient derrière leurs positions. Le général Gobrecht, d'après l'ordre du général Gerard, chargea l'ennemi près du village de Noltnitz, à la tête des lanciers du premier corps. Cette charge vigoureuse porta plus que jamais le désordre dans les rangs ennemis, et leur fit perdre quatre pièces de canon. En même temps le général Mouton-Duvernet poursuivait son attaque sur le flanc gauche des Russes, qui furent bientôt tournés entièrement sur Banewitz et Goppeln par le général Bonnet. Le comte Lobau avait exécuté son mouvement avec succès et pris position à Mekriz, mais bientôt il eut affaire avec des forces très-considérables, et le combat était vivement engagé lorsqu'il fut délivré par les généraux Duvernet et Razou, qui avaient continué leur mouvement, en se portant sur Gaustrie et Sorbrigen. Les Russes se mirent également en retraite sur ce point, et abandonnèrent au général comte Lobau six pièces de canon et près de vingt caissons d'artillerie. Dans le même moment le général Gerard faisait exécuter de très-belles charges de cavalerie sur les hauteurs d'Eutzochitz, contre les Baskirs et les Kalmoucks, qui couvraient la gauche de l'ennemi. Les Français attaquèrent et culbutèrent plusieurs fois cette cavalerie, qui perdit beaucoup de monde en repassant les villages de Kausche et de Nikern; elle fut vivement poursuivie par le général Gerard, soutenu par le général Mouton-Duvernet, qui se portèrent sur l'Elbe, près de Zschakwitz. Là, un bataillon du vingt-septième régiment de chasseurs fut coupé, et tous les hommes en furent tués ou pris par le septième de lanciers : le seul commandant échappa en se précipitant dans l'Elbe, qu'il passa à la nage. Les Russes, ainsi battus sur tous les points, se mirent en pleine retraite; leur infanterie se retira en déroute complète, et si les Français avaient eu assez de cavalerie, ils l'auraient prise ou détruite en grande partie. Cependant leur perte fut très-considérable; outre douze cents prisonniers, beaucoup de munitions, des voitures d'artillerie et un équipage de pontons, ils laissèrent sur le champ de bataille près de trois mille hommes tués ou blessés. Habileté et sagesse dans les manœuvres, courage et valeur dans les attaques et les charges, tout mérite également des éloges et rend cette journée très-glorieuse pour les armes françaises.

(L'armée russe, commandée par le général Barclay de Tolly, se retira vers le nord-est, et se rallia à Pultawa.)

RADSTADT.

5 juillet 1796.—Les Autrichiens, dont l'armée, postée derrière la Murg, et protégée d'un corps de flanqueurs à Gersbach, appuyait sa droite à Radstadt, et sa gauche à Rothensolhe, avaient en avant de la Murg une forte avant-garde qui occupait le bois de Radstadt, Nider-Bihel, Kuppenheim, et les montagnes entre Eberstembourg et Oberdorf. Le but de cette occupation était de garder les hauteurs pour déboucher plus facilement, lorsque les renforts, qu'on attendait pour attaquer les Français, seraient arrivés. Un autre avantage de cette position était de pouvoir défendre le passage de la Olbach, dont les bords marécageux couvraient son front vers le village de Nider-Bihel. Une partie des troupes venues du bas Rhin, à marches forcées, étaient déjà arrivées sous la conduite de l'archiduc Charles. Le général Taponnier, qui observait ces mouvemens, joignit bientôt avec sa division l'aile gauche de l'armée française commandée par le général Desaix, qui, sans ce secours, eût pu résister à l'attaque des Autrichiens. La position de l'ennemi ne permettant pas de l'attaquer de front, Moreau, pour le forcer à la quitter, chercha à se rendre maître de Gersbach, dont l'occupation lui devenait nécessaire pour faire avancer l'aile qui était postée à Eberstein, sans prêter le flanc aux troupes ennemies. La division du général Taponnier fut chargée de cette opération. A cinq heures du matin, les Français attaquèrent Gersbach, et s'en rendirent maîtres, malgré la vigoureuse résistance des Autrichiens. Le général Lecourbe poursuivit l'ennemi jusqu'à l'Ottenau; fit cent prisonniers, et s'empara d'une pièce d'artillerie. Dans le même moment, la brigade de droite de l'aile gauche de l'armée française attaqua les impériaux, pour les chasser du bourg du Kuppenheim, et les repousser au-delà de la Murg. On se battit pendant trois heures avec opiniâtreté, et les grenadiers hongrois et autrichiens, ne pouvant résister aux baïonnettes françaises, furent obligés d'abandonner Kuppenheim. Ce ne fut pas sans revenir à la charge; mais ils furent constamment repoussés, et forcés de repasser la Murg, en laissant aux Français trois cents de leurs prisonniers. Vers quatre heures après-midi, le général Sainte-Suzanne, qui commandait notre première ligne de cavalerie, déboucha du bois de Sandwirth, pendant qu'une seconde division, aux ordres du général Delmas, devait se montrer à la

tête du bois d'Ottersdorff. Cette manœuvre, n'ayant point eu d'ensemble, fut très-préjudiciable aux Français. L'ennemi, n'ayant rien qui s'opposât au mouvement de sa droite, dirigea toute son artillerie contre la division de Sainte-Suzanne. L'artillerie française, attaquée tout-à-la-fois de front, en écharpe et en flanc, ne se forma qu'avec bien de la peine, et essuya une perte considérable. Le général Bellavène eut la jambe emportée par un boulet, en faisant déployer ses troupes sur ce point. Nous perdîmes beaucoup de canonniers et de chevaux. C'en était fait de l'armée française, si la division Delmas, arrivant avec son artillerie, n'eût dégagé la brigade Sainte-Suzanne, et rétabli l'égalité du combat. Les Français, ranimés par ce secours, forcent le passage de la Olbach, à la suite d'une canonnade très-vive; ils emportent le village de Nider-Bihel, et se rendent maîtres du bois de Radstadt. Les impériaux, battus sur leur gauche, sont contraints de se retirer en arrière de la Murg, par le pont de Radstadt, et les endroits de cette rivière qui s'y trouvent guéables. Leur retraite, protégée par l'artillerie de la rive opposée, se fit en bon ordre. Pour la rendre encore plus sûre, ils tentèrent de couper le pont de Radstadt; mais les chasseurs du deuxième, s'en étant aperçus, les chargèrent, et les forcèrent à quitter la ville, y abandonnant deux pièces de canon. L'infanterie légère, qui avait suivi les chasseurs à la course, tint constamment en échec la cavalerie autrichienne. Dans cette attaque, les Français firent deux cents prisonniers, s'emparèrent d'Ottenau, de Gersbach et de Radstadt, et mirent ainsi à découvert les flancs de l'armée autrichienne, qui profita des ténèbres de la nuit pour se retirer à Etlingen.

RAGUSE.

Juin et juillet 1806. — La cession que fit aux Français l'empereur d'Autriche, par le traité de Lunéville, des bouches du Cattaro, devint un sujet continuel de débats entre l'Autriche, la Russie et la France. D'un côté, les Russes, voulant se maintenir en Dalmatie, s'obstinaient à garder les bouches du Cattaro, malgré les conditions du traité; de l'autre, la France voulait conserver tout le territoire qui avait fait partie de la république de Venise. Au mois de juin 1806, une escadre russe mit à terre, vers les bouches du Cattaro, des forces assez considérables qui se réunirent à dix mille Grecs et Monténégrins. Lauriston, qui n'avait que deux mille hommes, sentit bien qu'il

ne pouvait tenir la campagne contre une armée de seize mille combattans, et resta enfermé dans la ville de Raguse : il prit la position de Saint-Marc, et fit élever du côté de la mer une batterie de quarante pièces de canon. Raguse ne manquait pas de munitions, et était pourvu de vivres pour six mois. Les Monténégrins se répandirent dans les campagnes voisines, et ils commirent les plus horribles excès. La différence d'opinions religieuses qui existait entre les grecs et les catholiques semblant justifier ces barbares, ils massacraient les vieillards, violaient les femmes, et brûlaient les enfans. Après avoir exercé ces cruautés pendant vingt jours que dura le blocus, on commença le siège de Raguse, et la ville fut écrasée pendant dix-sept jours par le feu de vingt pièces de canon, et d'un grand nombre de mortiers. Les assiégés montrèrent dans ces circonstances la plus grande activité et le courage le plus énergique; ils n'ignoraient pas que, s'ils étaient vaincus, ils seraient tous égorgés. Aussi témoignèrent-ils le plus vif attachement aux Français qui se sacrifiaient pour leur défense. Pendant ce temps-là, le général Molitor, qui s'était porté à Stagno pour défendre la Dalmatie, et qui avait réuni sur ce point toutes les forces dont il avait pu disposer, se mit en marche le 4 de juillet pour aller secourir les Ragusains. Le 5, il se présenta vis-à-vis la rade de Malti. Ayant découvert les Monténégrins, il attaqua, culbuta leur avant-garde, et la précipita dans la mer. Cette rencontre ne lui permettant pas de douter qu'il trouverait bientôt le corps d'armée, il disposa son plan d'attaque. Il forma son avant-garde du bataillon des chasseurs d'Orient et du soixantedix-neuvième régiment, et en confia le commandement au colonel Minal. Le général Delzons fut chargé de la conduite du centre, et le colonel Bonté du corps de réserve. Sa petite armée étant ainsi disposée, Molitor s'avança en ordre de bataille vers le canal d'Ombra; les Russes firent un feu très-vif des chaloupes canonnières; mais aucun coup ne porta. Les Français doublèrent la bâte; la gauche des Russes et des Monténégrins était flanquée par les vaisseaux et les frégates russes, et leur droite était appuyée à des montagnes à pic. Derrière son front, qui ne présentait pas plus d'une petite demi-lieue, se trouvaient trois lignes de barbares occupant deux positions, qui se terminaient en échiquier. A la vue de la division française, ils l'attaquèrent; mais ils furent défaits, et furent jetés sur les vaisseaux russes. Aussitôt les Français s'emparèrent du village de Bergaro, d'où ils découvrirent le camp des Russes qui for-

mait un carré sur les hauteurs. A l'instant, la colonne est dirigée vers ce point; mais les Russes n'eurent pas plutôt aperçu les Français, qu'ils abandonnèrent leur artillerie, et se retirèrent en désordre vers leurs vaisseaux pour se rembarquer, laissant au pouvoir de l'ennemi vingt pièces de canon, six mortiers, et beaucoup de caronnades avec des munitions de guerre en abondance. A sept heures du soir, le général Molitor arriva aux portes de Raguse, où l'on n'avait rien appris de son arrivée; les assiégeans ayant à dessein redoublé la canonnade sur terre et sur mer, afin que les assiégés ne pussent rien entendre de l'attaque de l'armée de secours. Pendant l'action, une division autrichienne, chargée de remettre aux Français les bouches du Cattaro, resta au mouillage à Curzola, sans se déclarer pour aucun parti. Ces différentes affaires, qui durèrent pendant deux mois, se terminèrent par la retraite des Russes à Corfou, la fuite des Monténégrins dans leurs montagnes, et la remise aux Français des bouches du Cattaro par les Autrichiens, aux termes du traité de Lunéville.

RAGUSE (LE VIEUX).

26 mai 1806.—Les armées russes s'étant rendues maîtresses de la république des Sept-Iles et des bouches du Cattaro, dans la Dalmatie-Vénitienne, ce pays devint, en 1806, le théâtre de plusieurs combats. Le 26 mai de cette année, le général Lauriston, apprenant que les Russes, réunis aux Monténégrins, marchaient sur le vieux Raguse, fit partir sur-le-champ le capitaine Serrant, avec deux compagnies et quatre pièces de canon, pour s'emparer de cette petite ville. Serrant, à son arrivée, trouva les habitans dans la plus grande consternation. Les barbares s'avançaient à grands pas vers la ville, portant partout la dévastation et l'incendie, et passant au fil de la baïonnette tous les hommes qu'ils rencontraient. La présence des Français ne rassurait guère les Ragusains, qui les croyaient peu propres à la guerre des montagnes. Le capitaine Serrant prit aussitôt position, et se mit en état de défense. Vers la pointe du jour, une troupe de Monténégrins, composée d'environ mille hommes, parut devant la place, en poussant d'affreux hurlemens. Les Français, tout en conservant le plus grand ordre et le calme le plus parfait, répondirent par un feu bien soutenu. Il y avait trois heures que durait la fusillade, lorsqu'un caporal, ayant aperçu un drapeau ennemi, s'élança

pour l'enlever, et fut tué d'un coup de fusil. Il respirait encore que les barbares se jetèrent sur lui, et lui coupèrent la tête. Cet acte de férocité indigna les Français. On bat la charge de tous côtés, et l'on poursuit l'ennemi jusqu'au bout du Cattaro. Les Ragusains, qui, dans leur simplicité, ne savaient pas que les vainqueurs des Alpes ne connaissent point d'obstacles insurmontables, étaient tout ébahis, en voyant les Français, le sac sur le dos, gravir les montagnes et les rochers mieux que les Monténégrins; deux ou trois cents de ces derniers furent tués avec le commandant en second, au pied des rochers impraticables contre lesquels ils furent acculés. Pendant que les Français étaient ainsi aux prises avec les Monténégrins, les frégates russes se portèrent sur le point de Saint-Croix qu'ils croyaient sans défense; mais ils avaient été prévenus par le général Lauriston, qui avait fait dresser des batteries de plus de quarante pièces de canon de dix-huit et de trente-six. Ces batteries ne furent pas plutôt démasquées, que les Russes prirent le large. Ces divers succès occasionnèrent une espèce d'ivresse parmi les Ragusains, qui, ne doutant plus des talens militaires et du courage des Français, n'hésitèrent plus à se mêler dans les rangs pour affronter la fureur des Russes, et la barbarie des Monténégrins.

RAHMANIÉ.

10 juillet 1798. — Alexandrie étant tombée au pouvoir de Buonaparte, ce conquérant en confia le commandement au général Kléber, et se porta sur Demenhour. Son but était d'attaquer les Mameloucks et les Turcs au sein de la capitale de l'Egypte. La route du Caire, vers lequel il se dirigeait, lui offrait à chaque instant de nouvelles difficultés; mais la principale fut la disette de l'eau si nécessaire dans un pays brûlé par l'ardeur du soleil. Les Arabes, qui connaissaient bien l'incommodité des voyages dans les sables brûlants de l'Egypte, avaient pourvu à ce que les Français les ressentissent dans toutes leurs forces, en comblant les puits de Birket et de Bêda. Aussi le soldat se trouva-t-il en proie à une soif dévorante, que quelques-uns ne purent étancher qu'en sacrifiant tout ce qu'ils pouvaient avoir d'argent, un verre d'eau saumâtre et bourbeuse se vendant au poids de l'or. Les soldats d'Alexandre, dans une pareille extrémité, avaient poussé des cris séditieux contre le vain-

queur de l'Asie : les soldats de Buonaparte, animés par son exemple, accéléraient leur marche sans se plaindre, opposant la patience à la dureté de la privation, et le courage à la fureur des Arabes, qui ne cessaient de les harceler. Il se livra dans la route plusieurs petits combats dans l'un desquels le général de brigade Mireur fut blessé mortellement.

Le 10 juillet, dès le point du jour, l'armée se dirige sur Rahmanié, laissant entre le départ de chaque division un intervalle de deux heures, pour ne pas épuiser tout-à-coup le petit nombre de puits qui se trouvaient sur la route. A neuf heures et demie du matin, les divisions des généraux Menou, Regnier et Bon avaient pris position. On arrive sur les bords du Nil; les soldats s'y précipitent tout habillés et s'y abreuvaient à loisir, lorsqu'on aperçut un corps d'environ huit cents Mameloucks s'avancer en ordre de bataille. On bat le rappel, on court aux armes, et chacun est bientôt à son poste; les ennemis s'éloignent et se dirigent sur la route de Démenhour, où ils attaquèrent la division Desaix. Le bruit de l'artillerie ayant averti Buonaparte de cette attaque, ce général marcha à l'instant contre les Mameloucks; mais le canon de Desaix les avait déjà mis en déroute. Ils avaient fui en désordre, laissant sur le champ de bataille quarante des leurs blessés ou tués. Les Français, épuisés par la marche et les privations, avaient besoin de repos; les chevaux, faibles et harassés, ne pouvaient plus avancer : Buonaparte fait faire halte à Rahmanié, où il séjourne en attendant la flottille et la division Menou. Après avoir pris un peu de repos, l'armée marcha vers Chebreisse, où la victoire ne cessa de l'accompagner. Les Mameloucks et les Arabes ne manquaient pas de courage sans doute; couverts de superbes armes, montés sur d'excellens chevaux; ils auraient pu vaincre des armées de barbares comme eux; mais une exacte discipline, une tactique savante, une valeur bien dirigée, et une artillerie bien servie donnèrent aux Français une supériorité que l'histoire ne leur contestera jamais.

RAMBERVILLERS.

9 janvier 1814. — Pendant que le prince de Schwartzemberg voulait emporter Huningue de vive force, et que

le commandant de la place, après avoir repoussé les ennemis, leur noyait beaucoup de monde en faisant jouer les écluses, ce qui força ce prince à convertir le siège en blocus, une division légère de quinze cents chevaux, qui suivait le duc de Bellune, avait pris position à Ramber-villers. Alors le général Briche fit marcher une de ses brigades de cavalerie. Le colonel Hoffmayer du deuxième de dragons, tourna la ville et se porta sur la route d'Epienne, tandis que le général Monteleger marchait droit sur Ramber-villers, et y pénétrait. Les quinze cents cavaliers ennemis furent enfoncés sur tous les points. Ils cherchèrent à se rallier à quelque distance; mais ils furent de nouveau chargés avec impétuosité, enfoncés et chassés à plus de deux lieues, laissant beaucoup de morts sur le champ de bataille. Les Cosaques y perdirent un colonel et un major. Le sieur Lacondamine, chef de l'état-major de la division du général Briche, tua deux Cosaques de sa main et en blessa plusieurs.

RAOMASBE (LA).

Mars 1794. — Le comité de salut public, qui ne prétendait pas trouver plus d'obstacles à ses plans de campagne que de résistance à ses décrets dans l'intérieur, ordonna une seconde attaque du mont Cénis. C'était au mois de mars; la terre était encore couverte de neige, et il ne fallait pas moins que des Français pour oser envisager seulement les difficultés insurmontables de cette expédition. Malgré tant d'obstacles, le général Sautel attaqua la redoute de la Raomasbe, qui défendait les approches du mont Cénis. Son courage audacieux l'entraîna jusqu'aux postes les plus périlleux; mais il ne cueillit que des lauriers sanglants, et une mort honorable fut le prix de sa généreuse intrépidité.

RATISBONNE.

23 avril 1809. — Les victoires de Taun, d'Abensberg et d'Eckmül avaient signalé, en trois jours, l'ouverture de la campagne de 1809, et le dernier de ces succès avait été obtenu le 22 avril: le 23, au point du jour, on s'avança sur Ratisbonne, l'avant-garde formée par la division Gudin, et par les cuirassiers des divisions Nansouty et

Saint-Sulpice. On aperçut bientôt la cavalerie autrichienne, qui prétendait couvrir la ville. Trois charges successives, à l'avantage des Français, forcèrent dix mille hommes de cavalerie ennemie à repasser le Danube en désordre. Les tirailleurs avaient tâté la ville. Par une disposition inconcevable, le général autrichien y avait renfermé et sacrifié sans raison six régimens d'infanterie. La ville est entourée d'une mauvaise enceinte, d'une mauvaise contrescarpe et d'un mauvais fossé. On mit en batterie quelques pièces de douze ; on reconnut une issue assez large, par laquelle on pouvait descendre dans le fossé, au moyen d'une échelle, et remonter ensuite par une brèche qui serait faite à la muraille.

Dès qu'on eut pratiqué cette ouverture, le duc de Montebello y fit passer un bataillon qui ouvrit une poterne ; on s'introduit dans la ville. Tout ce qui résista fut écharpé, et le nombre des prisonniers passa huit mille. Par un effet de leurs mauvaises dispositions, les Autrichiens n'eurent pas le temps de faire sauter ou de couper le pont, et les Français passèrent pêle-mêle avec eux sur la rive gauche du fleuve. Ratisbonne souffrit beaucoup par cette inutile défense ; le feu la ravagea une partie de la nuit ; mais, par les soins du général Morand et de ses troupes, on parvint à la maîtriser et à l'éteindre.

Le corps du général Bellegarde ne put qu'être témoin de la prise de Ratisbonne, et se retira en Bohême.

Dans les divers combats qui précédèrent celui-ci, la perte des Français s'éleva à douze cents hommes. Le général Cervoni, qui fut tué d'un boulet de canon à la bataille d'Eckmühl, était un officier d'un grand mérite. Le général Hervo, tué au combat de Pessing, fut également regretté. Le général Clément, officier distingué par son talent et son courage, perdit un bras à l'affaire de Ratisbonne. On y reprit les mille hommes du soixante-cinquième, que les Autrichiens avaient faits prisonniers. Toute l'armée française et alliée montra dans ces différentes affaires la plus grande bravoure.

A la bataille d'Eckmühl, le corps du duc de Rivoli n'ayant pu encore rejoindre, ce maréchal demeura constamment auprès de Buonaparte, porta ses ordres, et fit exécuter plusieurs manœuvres. Quand on eut décidé l'assaut de Ratisbonne, le duc de Montebello, qui avait désigné la brèche,

fit porter les échelles par ses aides-de-camp. Afin d'encourager les troupes et de donner aux alliés une preuve de confiance, le prince de Neuchâtel parut souvent à l'avant-garde avec les Bavares. Le duc d'Auerstaedt donna de nouveaux témoignages de l'intrépidité qui le caractérise. Avec autant de dévouement que de courage, le duc de Rovigo traversa plusieurs fois les légions ennemies, pour aller faire connaître aux divers corps les intentions du chef suprême.

On avait répandu le bruit que Buonaparte avait eu la jambe cassée; mais une balle avait seulement effleuré le talon de sa botte. Jusqu'au 27, il fit la guerre presque sans gardes; on remarqua qu'en leur absence il eut toujours autour de lui des troupes alliées, voulant par-là leur donner une preuve de confiance intime. A Ratisbonne, il passa la revue de plusieurs corps, et se fit présenter les plus braves soldats, auxquels il décerna des honneurs et des pensions, et les plus braves officiers auxquels il accorda des terres et des baronies.

Prologue de ces grandes scènes, la proclamation suivante avait été publiée, le 17, à Donawerth:

« Soldats !

« Le territoire de la confédération a été violé : le général autrichien veut que nous fuyions à l'aspect de ses armes, et que nous lui abandonnions nos alliés. J'arrive avec la rapidité de l'éclair.

« Soldats, j'étais entouré de vous lorsque le souverain d'Autriche vint à mon bivouac de Moravie : vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité ; trois fois elle a été parjure ! Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend.

« Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur.

Signé, NAPOLEON. »

A son entrée dans Ratisbonne, le conquérant fit publier l'ordre du jour suivant :

« Soldats !

« Vous avez justifié mon attente ; vous avez suppléé au nombre par votre bravoure ; vous avez glorieusement marqué la

différence qui existe entre les soldats de César, et les cohues armées de Xerxès.

« En peu de jours nous avons triomphé dans les trois batailles de Taun, d'Abensberg et d'Eckmül, et dans les combats de Pessing, Landshut et Ratisbonne. Cent pièces de canon, quarante drapeaux, cinquante mille prisonniers, trois équipages attelés, trois mille voitures attelées portant les bagages, toutes les caisses des régimens, voilà le résultat de la rapidité de vos marches et de votre courage.

« L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus conserver aucun souvenir de vous : son réveil a été prompt ; vous lui avez apparu plus terribles que jamais. Naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés ; naguère il se promettait de porter la guerre au sein de notre patrie. Aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre : déjà mon avant-garde a passé l'Inn ; avant un mois nous serons dans Vienne. »

RÉDHINA.

11 mars 1811. — L'armée de Portugal, obligée de se retirer de devant Lisbonne, parce que tous ses magasins étaient épuisés, et que les vivres manquaient, opérait sa retraite, qu'elle signalait par plusieurs combats, toujours à son avantage. Le 11 mars, son arrière-garde se trouvait sur les hauteurs de Rédhina, après avoir passé le Mondégo. L'armée anglaise parut tout entière, et déploya vingt-cinq mille hommes. Quarante pièces de canon françaises furent aussitôt dirigées contre ces troupes, et firent un feu épouvantable qui portait à tous les coups dans la masse des Anglais, et jetait souvent le désordre dans leurs colonnes. Quelques heures après l'artillerie anglaise arriva, et quelques batteries furent établies ; mais leur feu ne fit pas beaucoup de mal aux Français, qui de leur côté ne cessèrent de les inquiéter. Le général anglais, voulant tourner la gauche des Français par la vallée de Rédhina, envoya une de ses divisions manœuvrer sur leur droite. Les Français la laissèrent avancer, sans faire aucun mouvement ; mais aussitôt qu'elle fut engagée assez avant, le vingt-septième et le cinquantième de ligne se précipitèrent sur elle à la baïonnette, l'enfoncèrent dans un instant, et la mirent en pleine déroute ; elle fut encore maltraitée et har-

celée par le troisième de hussards, qui se fit remarquer dans une charge très-belle. Ainsi, après une perte considérable, les Anglais furent contenus par l'artillerie française; et ils eurent la honte de laisser retirer les Français vainqueurs, sans suspendre ou inquiéter leur retraite par le moindre succès.

REDON.

4 juin 1815. — Le général Bigarré avait fait toutes ses dispositions pour repousser sur tous les points les insurgés de la Vendée. Ils avaient formé un rassemblement considérable dans le Morbihan, et s'étaient avancés sur la ville de Redon, pour établir des communications avec le département de la Loire-Inférieure. A leur approche, la colonne mobile, sous les ordres du chef de bataillon Cagnazzoli, et vingt citoyens, commandés par le chef d'escadron en retraite Ropert, faisant les fonctions de sous-préfet, se mirent sous les armes, et défendirent long-temps les rues de leur ville contre près de cinq mille hommes; mais, forcés de céder au nombre, ils se jetèrent dans une tour qu'ils avaient préparée d'avance pour leur servir de retraite en cas d'attaque. Là, ils se défendirent avec une rare intrépidité, et pendant un combat qui dura douze heures, qui ne leur coûta que trois soldats tués et six blessés, ils repoussèrent avec succès tous les efforts des insurgés, qui, déconcertés par cette tentative infructueuse, et par la perte de deux cents hommes, au nombre desquels se sont trouvés plusieurs de leurs chefs, se retirèrent en désordre du côté de Pontivy, où, repoussés et battus de nouveau, ils furent forcés de se dissiper et d'abandonner leur chef Desol de Grisolles, qui a été blessé au bras. Est-il permis de louer cette bravoure française, lorsque les Français en sont les seules victimes, lorsque le sang qui coule des deux côtés est versé par des mains criminelles?

REICHLINGEN.

30 avril 1800. — Vers la fin de l'automne 1799, les consuls, ayant appelé le général Masséna au commandement de l'armée d'Italie, chargèrent le général Moreau de celui de toutes les troupes françaises, composant auparavant celles du Danube et du Rhin, qui furent réunies en une seule, sous le titre d'armée du Rhin. Le nouveau gouvernement, à la tête duquel était Bu-

naparte, sentant de quelle importance était cette armée, aussi formidable par le nom, que par la qualité de ses troupes, donna des soins particuliers à son organisation, et pourvut aux besoins du soldat, qui depuis long-temps manquait de tout. L'armée autrichienne, réduite à ses propres forces par le départ des Russes, n'était pas plus nombreuse que celle des Français. Le prince Charles, qui jusque-là l'avait commandée, fut rappelé et remplacé par le général Kray, qui ne possédait pas comme l'archiduc la confiance du soldat, et qui, il est vrai, n'en avait pas non plus le mérite. Vers le printemps de 1800, l'armée du Rhin se trouvait ainsi disposée. Le général Lecourbe commandait l'aile droite, forte de trente-sept mille hommes, et partagée en trois divisions et une réserve. Elle occupait toute la frontière orientale et septentrionale de la Suisse, et bordait le cours du Rhin, depuis sa source jusqu'à sa jonction avec l'Aar; elle faisait face à toutes les troupes autrichiennes stationnées dans les pays des Grisons et dans le Voralberg, sous les ordres du prince de Reus, et en outre à la partie de l'aile droite de Kray, répandue sur le Rhin, entre le lac de Constance et la Wutach, et avait de fortes réserves à Singen et à Stockak, sous les ordres du général d'Yorck. La réserve, formant le centre, était sous le commandement direct du général en chef; elle était composée de trois divisions rassemblées dans les environs de Bâle, était forte de trente mille hommes, et avait en opposition le centre du général Kray, placé à Doneschingen.

Le général Saint-Cyr rassembla à Neubrisach le troisième corps d'armée qu'il commandait, et qui pouvait être fort de quinze à vingt mille hommes; il fut opposé aux troupes du général Kray, placées à Fribourg, et bordant la ligne du Rhin dans le Brisgaw. Le général Sainte-Suzanne, qui commandait l'aile gauche à Kelh et à Strasbourg, se trouvait le plus faible; il avait en tête quinze mille Autrichiens placés, à Offembourg et toutes les troupes répandues dans la vallée de la Kintzig et sur la chaîne du Knubis. Ainsi, l'armée du Rhin pouvait être d'environ quatre-vingt mille hommes, sans y comprendre un corps de troupes placé sur le Mein. La position de Doneschingen, qu'occupait le général Kray avec la plus grande masse de ses troupes, lui donnait sur les Français l'avantage de pouvoir se porter sur la droite et sur la gauche, en suivant la corde du grand arc que forme le Rhin par le repli de son cours à Bâle, au lieu que les Français

avaient à en parcourir tout le développement; d'où il résultait que ses mouvemens sur les deux extrémités de la ligne française devaient s'exécuter plus facilement que ceux des Français sur les ailes de son armée. Malgré cette position défavorable, le général Moreau se disposa à prendre l'offensive. Il fallait effectuer le passage du Rhin; et les ponts de Bâle, de Brisach et de Kelh, étaient les seuls débouchés naturels qui se présentassent. L'intention de Moreau était de se jeter tout-à-fait à droite pour ranger son armée en avant de Schaffouse, et de s'avancer en Souabe par le plus court chemin, en appuyant toujours sa gauche au Danube. Il lui fallait pour cela faire à des corps isolés plusieurs journées de marches pénibles, en évitant tout combat douteux, ce que la position centrale des Autrichiens à Doneschingen rendait difficile; il fallait donner le change à l'ennemi, pour engager le général Kray dans un faux mouvement, qui laissât la liberté de concentrer et de réunir des forces en avant des lignes autrichiennes. Pour parvenir à ce but, Moreau fit faire à la première division de l'aile droite, commandée par le général Vandamme, quelques mouvemens vers le Rhinthal, pendant qu'on faisait avancer quelques bateaux rassemblés à Rösachach pour simuler un passage du Rhin au-dessus du lac de Constance, afin de retenir toute l'aile droite des Autrichiens dans le Voralberg et sur le pays des Grisons. Le corps du général Sainte-Suzanne eut ordre de se porter en avant de Kelh, et de feindre d'ouvrir un passage à l'armée en avant de la Kintzig et par le Berg-Strass, tandis que Saint-Cyr traverserait le Rhin à Brisach, et porterait des troupes sur Wald-Kirck; la division du centre devait passer le Rhin à Bâle, et se porter sur Saint-Blaise, en appuyant sur la gauche. Pour achever de donner le change à l'ennemi, on dirigea sur Colmar le grand quartier-général qui était à Bâle, pendant que Lecourbe conduisait le sien à Saint-Gall. Le but de tous ces mouvemens était d'en imposer au général Kray, et de lui faire dégarnir son centre sur le lac de Constance et de Brigaw, et porter son attention sur les deux ailes du général Moreau, et dans ce cas, de faciliter aux divisions françaises qui devaient marcher séparément, et par des défilés assez difficiles, leur arrivée à ce point de réunion. Par-là, le général Lecourbe pouvait faire passer aisément le Rhin au corps qu'il commandait, et tous les corps que Moreau avait dirigés sur la gauche, profitant de l'erreur de l'ennemi, de-

vaient se rejeter tout-à-fait sur la droite, pendant que le reste de la réserve passerait sur le pont de Bâle, traverserait les villes forestières pour aller se porter entre Schaffouse et Strutlingen, et que Lecourbe effectuerait son passage au-dessus du lac de Constance pour se diriger sur Stockak. Le but de Moreau était de concentrer ses forces, en dégarnissant entièrement la ligne du Rhin au-dessous de Strasbourg, et en n'y laissant que très-peu de troupes. L'armée gallo-batave, aux ordres du général Augereau, rassemblée à Maestricht et à Breda pour se porter sur Mayence, suffirait pour contenir le corps d'armée autrichienne du bas-Rhin. Ces mesures une fois prises, on devait effectuer facilement le passage du Rhin auprès de Reichlingen, entre Stein et Diessenhoffen, qui se trouve à peu de distance du Rhin sur la route de Schaffouse à Constance. Entre les montagnes qui bordent la rive droite du fleuve, se trouve une ouverture de mille à douze cents toises de largeur, à travers laquelle coule un ruisseau qui a ses sources vers Teugen, et porte ses eaux dans le Rhin au moulin de Biberen. Ce fut à-peu-près vers le milieu de cette gorge, entre Emishoffen et Biberen, que Moreau choisit le point du passage.

Les Autrichiens depuis long-temps avaient une flottille dans le lac de Constance, d'où ils pouvaient gagner les ports de Bregents et de Lindau, et ils avaient retiré sur la rive droite de ce lac toutes les embarcations qui eussent pu servir aux Français; mais le général Lecourbe, ayant pris le commandement de la droite de l'armée, eut bientôt disposé une flottille, sinon aussi forte, au moins plus brave et plus exercée à la manœuvre. Cette flottille était composée de six chaloupes canonnières construites pendant l'hiver, des débris de vieux bâtimens submergés dans le port de Roschach. On ne pouvait s'en servir, il est vrai, pour effectuer le passage du Rhin; mais elles cachaient à l'ennemi le but de la construction et du rassemblement que l'on faisait dans la Suisse de quelques embarcations. En effet, toutes celles qui avaient servi l'année précédente au passage de l'Aar, furent réunies sur ce fleuve et sur Diettingen; et sitôt que le dégel arriva, on se mit à les radouber pour en former ensuite des ponts. D'un autre côté, on amena de Strasbourg des bateaux propres aux transports de l'artillerie et des agrès. On détruisit un pont de bateaux existant à Windisch, sur la Reuss, et on échangea ceux de nos bateaux qui formaient un pont sur la Limar,

Contre ceux du lac de Zurich. Au moyen de toutes ces mesures, nous eûmes trente - six bateaux d'artillerie, et une trentaine de bateaux du pays, capables d'en faire le service, et tous en état d'être transportés par terre. La réunion de toutes ces embarcations suffisait pour effectuer le passage du Rhin, qui, entre le lac et la cataracte de Schafouse, n'est large que de soixante-six toises environ. Nos pontonniers d'ailleurs, qui tout récemment avaient effectué avec succès le passage de la Limat, ne pouvaient avoir oublié que c'était à l'aide du transport des bateaux qu'ils avaient surmonté tous les obstacles qui s'opposaient à ce passage. A l'ouverture de la campagne, qui eut lieu le 25 avril 1800, le général Sainte-Suzanne traversa le Rhin à Kelh, et, dirigeant ses forces sur Offenbourg, il prit position, malgré la résistance de l'ennemi, appuyant sa droite à Greissen, et sa gauche à Urlaffen. Pendant ce temps-là, la division Saint-Cyr passait à Brisach, et s'avança sur Fribourg sans opposition; et la division de réserve, aux ordres du général Richepanse, fila par Bâle, et descendant le Rhin, s'avança jusqu'à Schliengen. Le lendemain, Sainte-Suzanne attendit en position le général Saint-Cyr, qui se dirigeait sur Wald-Kirck pour se joindre à lui, il paraissait menacer la vallée de Kintzig. Le 27, toute l'armée se trouvait sur la rive du Rhin. Les dernières divisions, sous le commandement de Moreau, ayant passé ce fleuve à Bâle, Sainte-Suzanne se porta aussitôt à la rive gauche pour passer à Brisach, et relever la division de Saint-Cyr, qui était à Fribourg. Saint-Cyr, de son côté, marcha sur Saint-Blaise pour remplacer la division de Richepanse, qui avait été chargé de prendre cette position en débouchant par la vallée de Viessen. La réserve s'avança aussi sans résistance jusqu'à Seckingen. L'ennemi s'était fortement retranché aux forges d'Alb-Bruck; Delmas força le pont de la rivière d'Alb, qui y conduisait, pendant que la division Richepanse culbutait quatre bataillons qui occupaient Saint-Blaise. Le général Saint-Cyr, ayant relevé cette dernière division, elle rejoignit la réserve à laquelle elle appartenait, et Saint-Cyr, abandonnant la position de Kelh, en prit une à Fribourg, pour se diriger par le Val-d'Enfer et Löffingen; Sainte-Suzanne, d'un autre côté, quittait Saint-Blaise pour marcher sur Stuetlingen, où il devait arriver le 1^{er} mai.

D'après tous ces mouvemens, la réunion d'une grande partie de l'armée en arrière de la Wuttach se trouva faite,

et rien ne put s'opposer à la communication de toutes les divisions. On avait fixé pour le passage de l'aile droite du Rhin, au-dessous de Schaffouse, l'époque où le centre de l'armée aurait pris position sur la Wuttach, on avait réuni d'avance à Klotten tous les agrès, les bateaux et les bois de construction nécessaires à l'expédition, et huit cents chevaux avaient été rassemblés pour le transport. Le 28 avril, on mit en mouvement l'équipage de ponts et les bateaux de débarquement, et le convoi fut dirigé sur Andelfingen où il arriva le soir. On passa la Thur, et on vint le parquer entre ce bourg et le village d'Ossingen. Le lendemain on dirigea sur Schalt quatre barques et huit petits pontons, pour exécuter un passage secondaire. Déjà on était en marche quand un courrier du général en chef apporta contre-ordre : le passage fut remis à la nuit du premier mai. Ce délai donna le temps d'étudier plus exactement le terrain, le lit du fleuve et son rivage. Un peu au-dessous de Stein, entre la chaîne des montagnes qui bordent le Rhin, se trouve une plaine d'environ douze toises de largeur, qui s'étend d'Emishoffen à Biberen, et qui est traversée par le grand chemin qui conduit de Stein à Stockack. C'était sur ce point que le général Lecourbe voulait déboucher. Le chef de brigade d'artillerie Dedon l'aîné choisit pour le passage le point qui répond au milieu de cette plaine, afin de se mettre autant que possible hors de la portée des hauteurs d'où l'on pourrait attaquer en flanc. Cependant ces abords n'étaient pas sans difficultés, il y avait le long de la rive gauche, à une certaine distance du rivage, un rideau fort escarpé de cent cinquante pieds d'élévation, qui laissait entre lui et le bord de l'eau un espace de cent pas à l'endroit marqué pour le passage. Ce terrain, qui s'étendait en pente douce jusqu'au lit du fleuve, était bien propre à recevoir les bateaux de débarquement avant de les lancer à l'eau, mais il était d'un difficile accès. Il n'y avait point de chemin praticable pour les voitures, sur-tout durant la nuit. D'un autre côté on ne pouvait y arriver de Reichlingen à cause d'un ruisseau marécageux qui nous en séparait. Ainsi il n'y avait d'autre parti à prendre que de faire porter sur la crête de la hauteur tous les bateaux pour les faire ensuite glisser à bras d'hommes sur la pente du rideau. La rive gauche du Rhin où devait s'exécuter le passage était un gravier en pente douce ; la rive droite au contraire était haute et escarpée, en sorte que

le pont qui devait y aboutir se trouverait couvert en partie, et les troupes de débarquement parfaitement abritées. D'un autre côté le point du passage était bien choisi, et si le rideau élevé dont nous venons de parler contrariait l'arrivage des bateaux sur le bord du Rhin, d'un autre il procurait d'excellentes positions pour élever des batteries contre l'ennemi, s'il venait à diriger les siennes sur le point du passage. Sur le soir du 30 avril, le convoi partit de Grysberg pour se rendre au point du passage; il passa par Ezweilen, traversa les champs et parvint à la crête du rideau qui domine le Rhin. Les bateaux y arrivèrent à dix heures, et furent placés sur la pente pour les faire glisser jusqu'au pied de l'escarpement. Ces dispositions furent terminées à minuit et les batteries dressées, malgré la surveillance des Autrichiens qui faisaient des rondes fréquentes. Vers le point du jour, ayant découvert les barques des Français rangées sur la rive opposée, ils commencèrent une fusillade qui s'étendit en un instant sur toute la rive. Les pontonniers, sans s'inquiéter de leur feu, lancèrent leurs bateaux dans le fleuve, et attendirent tranquillement que les troupes arrivassent pour les remplir. Cependant les batteries élevées sur le rideau, ayant commencé leur feu, forcèrent les Autrichiens à s'éloigner du rivage. Aussitôt quatre compagnies qui se trouvaient prêtes ne firent qu'un saut dans les barques, et furent bientôt à la rive opposée. Elles furent en un instant suivies de la tête de la première demi-brigade légère, qui venait d'arriver au pas de course : les autres corps de troupes se succédant sans interruption, le succès du premier passage fut entièrement assuré. Il ne restait plus qu'à construire le pont : l'activité ordinaire aux Français l'eut bientôt mis en état, en sorte que les trois divisions de l'armée eurent exécuté leur passage avant neuf heures du matin. Au fur et à mesure que les différens corps débarquaient, ils se rangeaient dans la plaine, et s'avançaient en ordre de bataille. Une division, marchant sur la droite, s'appuya au lac de Zell, et une autre, se portant sur la gauche, marcha sur Schaffouse, et traversa le Stoffelwald pour se joindre aux troupes qui avaient fait une fausse attaque sur Paradis. Aussitôt on détacha les pontonniers pour rétablir le pont sur Stein que les Autrichiens venaient d'abandonner. Ils mirent tant d'activité à ce travail qu'il fut rétabli en moins de quatre heures, quoiqu'il eût soixante toises de longueur, qu'il n'existât

plus que les piles, que l'arche du milieu eût plus de soixante pieds d'ouverture, et qu'il fallût aller chercher les matériaux à une demi-lieue de là. Le passage alors devint d'autant plus aisé que les Autrichiens avaient dégarni l'autre rive et éloigné leur artillerie; ils avaient pris cette fausse mesure parce que le général Kray, sans doute, s'était imaginé que ce point de passage étant inaccessible aux voitures, les Français ne s'y hasarderaient pas, ce que la fausse attaque rendait vraisemblable. Cependant les troupes autrichiennes, qui avaient pris position dans les environs, tombèrent dans un bois entre Weillen et Ramsem, et firent long-temps feu de sept à huit pièces d'artillerie. Comme la cavalerie française n'avait pas encore passé le fleuve, l'infanterie légère fut vivement chargée par la cavalerie ennemie, et les tirailleurs nous disputèrent pendant quelque temps le bois qui se trouve au-dessus d'Emishoffen, sur la pente de Wolkenstein; mais l'arrivée successive de nos troupes força par-tout l'ennemi de plier et de se retirer sur Stockak. On éprouva plus de difficultés à effectuer le passage secondaire de Paradis, parce qu'on n'avait pas suffisamment pourvu aux moyens d'attaque et de défense; aussi l'ennemi fit-il plus de résistance. On n'avait donné au général Goullus, chargé de cette opération, que deux bataillons d'infanterie et quatre pièces de canon. Les premières troupes qui s'embarquèrent gagnèrent facilement l'autre bord, mais ayant été assaillies par un corps ennemi qui se trouvait en force au village de Bussingen et sur les hauteurs couvertes de vignes qui l'entourent, elles firent vainement plusieurs attaques pour prendre position. Cependant, malgré le petit nombre, elles se défendirent avec assez de vigueur pour se maintenir sur la rive droite du Rhin, jusqu'à l'arrivée du général Bontemps, qui vint à leur secours avec la colonne qui avait passé à Reichlingen et s'était portée vers Schaffouse. Par suite des divers mouvemens de l'armée française, et des positions que prirent les diverses colonnes, les Autrichiens, déconcertés et craignant d'être investis, abandonnèrent le village de Bussingen et battirent en retraite, laissant Schaffouse et le fort de Hohentviel au pouvoir des Français.

REIMS.

13 mars 1814. — Le 7, à onze du matin, le général

Saint-Priest, commandant une division russe, s'était présenté devant la ville de Reims et l'avait sommée de se rendre. Pendant que le général Corbineau lui répondait avec du canon, le général DeFrance arrivait avec la division des gardes d'honneur. Il fit une charge vigoureuse et chassa l'ennemi, qui, dans sa retraite, mit le feu à un grand nombre de maisons bâties hors de l'enceinte de la ville. Le 12, à cinq heures du matin, le même général Saint-Priest se présenta de nouveau aux différentes portes. Il fit sa principale attaque sur celle de Laon, que la supériorité de son nombre lui donna le moyen de forcer. Le général Corbineau opéra sa retraite, et se replia sur Châlons-sur-Vesle. Le 13, à quatre heures du soir, Napoléon était sur les hauteurs du moulin à vent, à une lieue de Reims. Le duc de Raguse formait l'avant-garde. Le général de division Merlin attaqua, cerna et prit plusieurs bataillons de landwehr prussienne. Le général Sébastiani, commandant deux divisions de cavalerie, se porta sur la ville. Une centaine de pièces de canon furent engagées tant d'un côté que de l'autre : l'ennemi couronnait les hauteurs en avant de Reims. Pendant qu'elles étaient attaquées, on réparait les ponts de Saint-Brice pour tourner la ville. Le général DeFrance fit une belle charge avec les gardes d'honneur qui se couvrirent de gloire, entre autres le général comte de Ségur, commandant le troisième régiment. L'ennemi fut jeté dans le faubourg, et on lui prit mille cavaliers avec toute son artillerie. Sur ces entrefaites le général comte Krasinski ayant coupé la route de Reims à Béri-aubac, l'ennemi abandonna la ville en fuyant en désordre de tous côtés. Vingt-deux pièces de canon, cinq mille prisonniers, cent voitures d'artillerie et de bagages furent les résultats de cette journée, où le général Saint-Priest reçut une blessure mortelle.

RENCHEN.

28 juin 1796. — L'armée du général Moreau venait d'effectuer le passage du Rhin avec tant d'intrépidité, que les Autrichiens, épouvantés, réunirent à la hâte tout ce qu'ils purent de forces en avant de Renchen, et prirent position dans une plaine basse que dominait le terrain occupé par les Français. Ces manœuvres de l'ennemi étaient masquées par des bouquets de bois garnis d'infanterie et d'artillerie,

en sorte que, sans être aperçu, il lui était facile de surprendre l'un ou l'autre de nos flancs. L'artillerie légère et la cavalerie des Français se déployèrent en avant de Zimeren, la droite appuyée à Molsbach, et la gauche en avant d'Ur-laffen. Ce fut sur ce dernier point que la brigade de Sainte-Suzanne fut attaquée; mais toutes les troupes aux ordres du général Desaix étant arrivées, l'affaire s'engagea par une canonnade, et devint générale. La droite de notre armée allait être tournée par les cuirassiers de Kavagnach, qui la chargèrent vivement; mais l'artillerie légère, les carabiniers et deux bataillons de la quatre-vingt-dix-septième demi-brigade les repoussèrent et mirent en fuite la cavalerie autrichienne, après lui avoir tué beaucoup de monde. Les impériaux, sans se rebuter, voulurent prendre leur revanche sur la division Sainte-Suzanne. Ils rassemblent toute leur cavalerie, et voyant notre infanterie prête à s'emparer du bois, ils cherchent à la devancer en s'engageant dans un défilé. Ce mouvement n'échappa point au chef de brigade Fauconnet; il fait avancer le sixième de dragons et le quinzième de cavalerie, et charge de front la cavalerie autrichienne, sur le flanc de laquelle l'adjudant-général Levasseur avait déjà porté le corps de troupes qu'il commandait. Les Français chargèrent avec tant d'impétuosité, qu'ils rejetèrent la cavalerie ennemie dans le défilé hors duquel elle se trouvait déjà, culbutèrent son artillerie, et mirent les troupes autrichiennes dans une déroute complète. L'ennemi, dans cette affaire, perdit beaucoup de monde, et laissa au pouvoir des Français la ville de Renchen, dix pièces de canon, beaucoup de caissons, six cents chevaux et douze cents prisonniers.

RENOMMÉE (LA).

13 décembre 1809. — La frégate française *la Renommée*, capitaine Roquebert, et *la Clorinde*, capitaine Saint-Cricq, se trouvaient, avec les transports qu'elles convoiaient, par les 17 d. 6 m. de latitude nord, et les 62 d. 20 m. de longitude. Le 13 décembre, à une heure après midi, elles eurent connaissance d'une grande frégate et d'un brick de guerre ennemi, au vent à elles, et qui couraient grand large. Vers les cinq heures et demie, les bâtimens se trouvaient les uns les autres à portée de canon. S'étant ensuite rapprochés presque à portée de pistolet, *la Clorinde* et *la Renom-*

mée firent feu sur la frégate ennemie, qui riposta par un feu assez mal dirigé; mais bientôt elle se décida vaillamment à arriver vent arrière sous ses huniers, pour passer à la poupe de la *Renommée*. Le capitaine Roquebert arriva lui-même, afin d'éviter l'enfilade, et tira sa volée de tribord à bout portant. Le capitaine Saint-Cricq de la *Clorinde*, qui était sous le vent, l'aborda subitement d'un côté, tandis que la *Renommée* l'abordait de l'autre. Le feu d'artillerie et de mousqueterie des deux frégates françaises fit bientôt cesser celui de l'ennemi, et peu après les cris réitérés des Français annoncèrent sa reddition. Le lieutenant Serec et l'enseigne Kcaradec de la *Clorinde* y sautèrent les premiers, et, après eux, le contre-maître de manœuvre Richard, âgé de 60 ans, qui, malgré son âge avancé, s'élança à l'abordage avec la plus grande intrépidité. La frégate capturée était la *Junon*, de quarante-six bouches à feu et trois cents hommes d'équipage; elle eut quatre-vingt-dix hommes hors de combat, et le capitaine Schortland, qui la commandait, fut lui-même grièvement blessé. Le brick qui accompagnait la *Junon* ne prit part au combat que par une volée qu'il tira sur la *Renommée*, après quoi il s'échappa à la faveur de la nuit.

Le capitaine Roquebert, en rendant compte de cette action, fit le plus bel éloge du capitaine Saint-Cricq, ajoutant que tout ce qu'il pouvait en dire était encore au-dessous de ce qu'il méritait.

REUS.

24 février 1809. — Le général Saint-Cyr, qui avait déjà obtenu les plus brillans succès en Catalogne, culbuta, près d'Igalada, le général Castro, l'un des plus braves chefs des insurgés; s'empara, le 22 février, de la ville de Vals, et y laissa la division Souham pour voler à d'autres exploits. Le général Reding, voyant ainsi la ville importante de Reus menacée, voulut la couvrir : alors la division Souham, les intrépides Italiens de la division Pino l'attaquèrent, le culbutèrent et s'emparèrent de toutes ses positions. Tout ce qui se sauva dans cette place fut poursuivi, pris ou sabré par la cavalerie. Le général Reding, atteint dans la déroute, fut blessé de deux coups de sabre, et ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Ses trois aides-de-camp, le général commandant sa cavalerie, trois colonels, sept lieutenans-colonels, cent

officiers et deux mille soldats furent faits prisonniers, et il perdit de plus toute son artillerie, ses munitions et ses bagages. La division Souham entra dans Reus, ville de Catalogne, qui, après Barcelonne, est la plus commerçante, la plus riche et la plus peuplée de cette vaste province.

18 décembre 1812. — Le général Bertoletti, commandant la place de Tarragone, ayant résolu de chasser de Reus quinze cents Espagnols commandés par Fabregar, et qui se renforçaient tous les jours, sortit de la ville le 18 décembre 1812, à la tête d'une colonne de six cents hommes, formée des compagnies d'élite du deuxième de ligne français, du septième de ligne italien, d'un détachement de chasseurs, avec le nombre de canonniers nécessaire pour servir une pièce de quatre. Ayant rencontré les avant-postes ennemis, dont une partie fut surprise et mise à mort, il changea de route, et, pendant que les Espagnols venaient à sa rencontre, il s'empara de Reus, dans l'intention de tomber lui-même sur les derrières de l'ennemi. L'obscurité de la nuit ne permit pas de profiter de cet avantage. Au jour, l'ennemi était en position derrière le séminaire, sur les hauteurs de Castelral. Le général Bertoletti fit sur-le-champ ses dispositions; il traversa de nouveau Reus au pas de charge, se porta sur l'ennemi et l'attaqua sur trois points sans tirer un seul coup de fusil. Le choc fut si brusque, que, sans essayer aucune perte, les troupes françaises mirent l'ennemi dans une complète déroute. Il laissa soixante morts, dont quatre officiers, beaucoup de blessés, cent cinquante prisonniers et plus de deux cents fusils. Fabregas, avec les débris de sa troupe, gagna les montagnes, où il fut impossible de l'atteindre. Les Français montrèrent dans ces affaires autant d'intrépidité et de valeur que leur général déploya d'habileté et de talent.

RHIN (PASSAGE DU).

A diverses époques. — Voyez DIERSHEIM, DUSSELDORF, KELL, REICHLINGEN.

RHINFELS.

Novembre 1794. — Les Français se trouvaient maîtres de

toute la rive gauche du Rhin, à l'exception de Mayence et du fort de Rhinfels, près Saint-Goar; ce fort, que sa position naturelle et les travaux de l'art rendaient presque inexpugnable, était d'une grande importance pour les Français; parce que, protégé par des batteries de la rive droite, il donnait aux ennemis la faculté de faire des incursions dans le pays dont ils venaient d'être chassés. Le général Vincent, détaché de l'armée de la Moselle, fut chargé de diriger l'attaque de ce fort. Afin de le bien reconnaître et de s'assurer des endroits les plus avantageux pour l'établissement des batteries, il prend l'uniforme d'un simple volontaire, et, de la sorte déguisé, il feint d'être en sentinelle perdue. Après s'être bien mis au fait des localités, il commence, dès la nuit suivante, les dispositions nécessaires. Tout fut bientôt prêt, et la forteresse ne tarda pas à essuyer le feu de l'artillerie de position et de quatre pièces de douze, dont elle était augmentée. Les assiégés voulurent faire jouer les batteries du fort et celles de l'autre rive du Rhin; mais le général Vincent s'était si bien concerté avec le général Debrun, et avait si bien pris ses mesures, que la garnison fut forcée de se jeter sur la rive droite du fleuve, et de laisser le fort au pouvoir des Français. Ne pouvant plus le garder, ils avaient pris toutes les précautions pour le rendre inutile et même funeste à leurs ennemis, car on découvrit dans un souterrain une mèche allumée qui devait mettre le feu au magasin à poudre, et faire sauter la nouvelle garnison. Heureusement cette machine infernale fut découverte à temps pour empêcher l'explosion, et nous restâmes maîtres du fort, où l'ennemi avait abandonné vingt-neuf pièces de canon, des mortiers et beaucoup de fusils.

RIETI.

Décembre 1798. — Le général Lemoine, campé à Rieti, fut attaqué au mois de décembre 1798 par un corps napolitain de quatre mille hommes d'infanterie et de huit cents chevaux. Ce général, dépourvu de cavalerie et d'artillerie, n'avait à sa disposition qu'un seul bataillon. Cependant, malgré cette énorme infériorité, il vint à bout d'enlever trente-trois pièces de canon et huit caissons aux Napolitains, qui prirent la fuite à travers les montagnes, laissant armes et bagages, et douze cents de leurs prisonniers.

RIO - ALMANZARA.

4 novembre 1810. — Le général Blacke avait organisé un rassemblement considérable dans la province de Murcie, afin d'inquiéter la gauche du quatrième corps. Le 4 novembre, il vint prendre position au Rio-Almanzara, avec près de trois mille hommes. Aussitôt le général Rey fit ses dispositions pour l'attaquer. Le général Milhaud, qui commandait la cavalerie, chargea l'ennemi sans vouloir même attendre les renforts que lui amenait le général Sébastiaui. Un instant suffit pour mettre dans une déroute complète ce rassemblement d'insurgés. Ils furent enfoncés et culbutés de toutes parts. Mille prisonniers, quatre canons et deux drapeaux tombèrent au pouvoir des Français; plus de douze cents hommes restèrent sur le champ de bataille. Poursuivi dans sa retraite avec la plus grande impétuosité, l'ennemi laissa encore dans Cullar cinquante cavaliers montés entre les mains du colonel Konopki. Cette brillante affaire fit éclater le zèle et le courage des généraux Milhaud et Rey, et des colonels Konopki, Ormanson, Aymard et Subervio.

RIO-BARBATA.

9 août 1811. — Les divisions de l'armée espagnole, commandées par les généraux Blacke et Quadra, se retiraient par Baza, sur la route de Murcie; le maréchal duc de Dalmatie, commandant l'armée du Midi, ordonna au général Godinot de se porter sur Rio-Barbata, où les Espagnols avaient pris position. Son avant-garde ayant repoussé les avant-postes d'une division de Blacke, qui avait été envoyée au secours de celle du général Quadra, il trouva toute cette division sur trois lignes, ayant position sur le Rio-Barbata. Le général français donna ses ordres pour la faire attaquer sur-le-champ. Quelques bataillons de voltigeurs et un bataillon du douzième régiment, soutenu par le reste de ce régiment et la brigade du général Régnoux, qui contenait en même temps le restant de la division de Quadra, battue le même jour dans la matinée, descendirent le ravin sous les ordres de l'adjudant commandant Remond, passèrent la rivière, et, malgré la vivacité du feu des Espagnols, se précipitèrent sur eux avec une rare impétuosité. Ces braves troupes semblaient se multiplier: au milieu de cette di-

vision, elles portaient, avec une rapidité étonnante, le désordre et la mort dans tous les rangs; le champ de bataille était couvert de cadavres; et pas un seul Espagnol n'aurait échappé à leurs coups, si le général Quadra n'était parvenu à réunir et à rallier sa division, qui s'avança avec célérité pour secourir la division de Blacke. Le général Godinot fut alors obligé d'employer sa cavalerie contre cette division avec une partie de la brigade du général Régnoux. La victoire néanmoins resta fidèle aux drapeaux des Français; des dispositions rapides et sages assurèrent le succès de cette journée : les deux divisions, attaquées avec la même ardeur, furent encore enfoncées de toutes parts; elles prirent la fuite dans le plus grand désordre; chacun se précipitait sur les différentes directions où il espérait son salut. Les Français les poursuivaient avec ardeur, et par-tout leur présentaient la mort ou la captivité. Ils firent plus de quatre cents prisonniers. Le champ de bataille était couvert d'une foule de morts; et il ne resta plus que de faibles débris de ces deux divisions, qui devaient arrêter la poursuite des Français, et assurer la retraite de l'armée espagnole.

RIVOLI.

Janvier 1797. — Vers le commencement de l'hiver, l'armée autrichienne, aux ordres de Wurmser, avait été taillée en pièces par les Français et forcée de se réfugier dans Mantoue. L'empereur d'Allemagne, profitant de l'armistice conclu sur le Rhin, en tira ses meilleures troupes, et les fit passer en poste dans le Tyrol pour former une nouvelle armée. Les états héréditaires fournirent une levée, et l'attachement de ses sujets à leur prince, lui procura dans ces circonstances des ressources extraordinaires d'hommes et d'argent. Ainsi il eut bientôt formé une armée de quarante-cinq mille hommes, dont il confia le commandement au général Alvinzi; ce nouveau corps, pourvu d'une artillerie formidable, fit concevoir aux impériaux l'espoir de voir dans peu les Français succomber à leur tour, et forcés d'abandonner le siège de Mantoue. Buonaparte, de son côté, voyant l'activité des préparatifs de l'Allemagne, pressait vivement l'envoi des secours que le gouvernement français lui promettait depuis long-temps. Les troupes du pape, sans être redoutables, s'avançaient dans la Romagne, et faisaient des incursions dans les environs de Reggio, Modène, Ferrare et Bologne. Wurmser avait reçu ordre de l'empereur de sortir de

Mantoue, et de se jeter dans le Ferrarois ou dans les états de l'église, si les secours qu'on disposait n'étaient pas arrivés à temps. Pendant que l'empereur faisait ainsi ses dispositions, Buonaparte ne négligeait rien pour être en état de lui opposer une vive résistance. Il morcela toutes les divisions de son armée pour en tirer quelques troupes, dont il forma une colonne mobile, qui fut dirigée sur Bologne, et, pour imposer à l'ennemi, et lui faire croire que ce corps de troupes formerait une nombreuse armée, il fait partir, par intervalle et sur différens rayons, les soldats qui doivent la composer. L'apparence de ces dispositions jette l'inquiétude dans la Toscane et dans Rome; le pape sur-tout se croit à la veille de voir envahir ses petits états. Comment résister en effet à une armée que ses mouvemens font paraître nombreuse, et que la peur grossit encore? Cependant Buonaparte, craignant que Wumser ne cherchât à lui échapper, ou ne formât dans le midi de l'Italie une armée capable de le délivrer, observait attentivement tous les mouvemens qui se faisaient sur le Pô, sur l'Adige, et sur la gauche de l'ennemi, et donnait ordre pour que toutes les divisions de son armée se tinssent prêtes à marcher au premier signal. Le 9 janvier 1797, les troupes républicaines venaient d'être passées en revue à Vérone, lorsqu'on apprit que l'armée ennemie avait fait un mouvement sur toute la ligne, et que trois jours auparavant elle avait attaqué l'avant-garde du général Augereau; que le premier combat n'avait pas été heureux, et que, malgré la valeur du petit nombre de soldats qui défendaient le poste de Bevilagua, en avant de Porto-Legnago, cette avant-garde avait été forcée à la retraite, avec perte de deux pièces d'artillerie. Buonaparte, instruit de cet échec, détache sur-le-champ deux mille hommes d'élite de la colonne qu'il avait rassemblée dans les provinces cispadanes, et les fait partir à marches forcées pour aller secourir la division Augereau, et neutraliser les efforts que pourrait faire l'ennemi sur l'Adige. Sa présence était nécessaire au blocus de Mantoue: il s'y rend à la hâte, donne ses ordres, et part pour Vérone, où il arrive le 12 au matin. A son arrivée; il trouve Augereau aux prises avec le général d'Alvinzi; l'affaire était chaude; la division Augereau, postée à Saint-Michel, commençait à plier; mais bientôt elle reprend le dessus. L'intrepidité et les savantes manœuvres de la soixante-quinzième demi-brigade, qui enleva à la baïonnette une batterie autrichienne, sous les ordres du général Brune, contribuèrent beaucoup au succès de cette journée.

La cavalerie , aux ordres du général Leclerc , ne se conduisit pas avec moins de valeur. A deux heures, l'ennemi abandonna le champ de bataille ; d'un autre côté, le général Masséna avait fait aux impériaux sept cents prisonniers , et enlevé sept pièces de canon. Il paraît que les impériaux avaient opéré une attaque sur tous les points ; car , pendant que les avant-postes de Masséna étaient aux prises , les Autrichiens attaquaient le général Joubert à la Corona ; déjà ils avaient emporté quelques avantages , et s'étaient emparés d'une redoute ; mais le général Meyer seconda si bien le corps de Joubert , que la redoute fut reprise , et les Autrichiens forcés à la retraite ; nous leur fîmes trois cents prisonniers. Dans la nuit du 12 au 13 janvier , les postes français , en avant de la citadelle de Vérone , furent attaqués par une colonne d'impériaux , qui sans doute tentaient une surprise ; mais nous étions sur nos gardes , et l'ennemi se battit toute la nuit avec les grand'gardes ; mais ils furent repoussés. Cette attaque tenait à un mouvement général dans l'armée des Autrichiens , et ce mouvement avait été si bien remarqué par le général Alvinzi , que les Français ignorèrent si c'était à Rivoli , ou sur le bas Adige , que l'ennemi avait ses plus grandes forces. Dans cette incertitude , Buonaparte ne crut pas devoir quitter Vérone , et se tint prêt à se porter où besoin serait. A la journée du 13 , on vint l'informer que le général Joubert avait pris position en avant de Rivoli , après avoir évacué le poste de la Corona , où il avait été attaqué par des forces supérieures , et qu'il avait exécuté ce mouvement en présence de l'ennemi pour suppléer par l'avantage de la position à l'infériorité du nombre. En voyant l'armée impériale multiplier ses attaques et déployer ses forces devant le général Joubert , il n'y avait plus lieu de douter que le général Alvinzi ne voulût se porter sur Mantoue , en perçant par Rivoli. Buonaparte , bien persuadé de ce plan , met en mouvement la division de Masséna , une partie de celles aux ordres du général Rey , et les dirige en différentes colonnes et par échelons sur Rivoli ; où il était clair que le général autrichien avait intention de se porter. Ces nouveaux renforts rendant nécessaires de nouvelles dispositions , celles du général Joubert , qui convenaient parfaitement lorsque la division se trouvait seule , furent changées. Buonaparte , qui prit alors le commandement , fit reprendre la position en avant du plateau de Rivoli , et sur-tout le poste de San-Marco qui le défend , et qui se trouve le seul point par lequel l'artillerie et la cavalerie de l'ennemi pussent déboucher

entre l'Adige et le lac de Garda ; le reste de la nuit fut employé à reconnaître le terrain, et la position des impériaux, dont la colonne, forte d'environ vingt mille hommes, appuyait sa droite à Caprino, et sa gauche en arrière de San-Marco. Le général Alvinzi, qui ne croyait pas que Buonaparte fût si près, et que Joubert pût recevoir au moment du combat des renforts assez considérables pour dérouter son plan d'opération, et le faire tourner à son préjudice, continua son mouvement, et disposa ses forces pour enfermer le corps de troupes de ce dernier. Pour Buonaparte, sans faire part de son plan à ses généraux divisionnaires, il se contenta de prescrire à chacun les dispositions qu'ils avaient à suivre, leur laissant la liberté d'agir selon les circonstances, en suivant le but général de l'action. La reprise des petits postes en avant de Rivoli ne se fit pas sans une fusillade assez vive entre les avant-postes ; mais l'attaque de San-Marco engagea un combat qui commença à inquiéter Alvinzi, qui se disposait lui-même à attaquer quelques heures plus tard. Le général Joubert attaqua l'ennemi par le prolongement des hauteurs de San-Marco, tandis que les divisions Rey et Masséna, qui se trouvaient en arrière parce que l'attaque devait commencer plutôt qu'elle ne devait, viendraient remplacer successivement l'autre partie qui occupait le centre de la ligne. Pendant ce temps-là, Buonaparte, dont le principe était de ne point disséminer ses troupes, donna ordre à la dix-huitième demi-brigade, postée d'abord à Bussolingo, puis au lac Garda, de se rapprocher de la gauche de l'attaque. Cependant Joubert faisait des progrès sur la rive de l'Adige vers la Corona, et le reste de la ligne obtint également des succès. Les hauteurs qui dominent le village de Saint-Martin étaient occupées par les troupes du centre. Buonaparte fit alors venir la quatorzième demi-brigade, qui formait la réserve, et ordonna l'attaque de Saint-Martin ; mais il s'aperçut que la gauche de sa ligne perdait du terrain. Ce désavantage l'inquiétait, d'autant plus que les troupes qui suivaient les Autrichiens sur les côtés en perdaient également à leur droite. Pour réparer ces mouvements, qui pouvaient avoir des suites funestes, il chargea son chef d'état-major Berthier du commandement du centre, avec ordre d'agir selon les circonstances. Pour lui, il se porta vers la gauche de sa ligne ; tandis qu'il s'y rendait, les vingt-neuvième et quatre-vingt-cinquième demi-brigades avaient perdu du terrain, et le bataillon de la quatorzième qui avait chassé l'ennemi de Saint-Martin, avait été obligé de battre en re-

traite, sans cesser toutefois de diriger contre les Autrichiens un feu très-vif à travers les haies. La quatorzième demi-brigade occupait les hauteurs qui couvraient le seul débouché par où la droite, aux ordres de Joubert, pouvait se retirer; ce qui fit qu'Alvinzi rassembla toutes ses forces pour se porter sur le centre. L'importance de ce poste, et la position critique de cette demi-brigade, qui était sur le point d'être entièrement tournée par sa gauche, n'échappèrent pas à Buonaparte, qui s'y porta sur-le-champ, et y dirigea la trente-deuxième demi-brigade aux ordres de Masséna. Les Autrichiens, ne pouvant tenir contre la valeur de cette demi-brigade, encouragée par la présence de son chef, se replièrent dans le plus grand désordre. Déjà les vingt-neuvième et quatre-vingt-cinquième demi-brigades avaient repris leurs positions; mais la droite, qui avait vu le désordre momentané de la gauche, s'était repliée en ordre à la hauteur du centre, et défilait par le passage couvert par les hauteurs qu'occupait la quatorzième brigade. Le deuxième bataillon fut envoyé par le général Berthier, pour favoriser la retraite de celui qui était dans les haies de Saint-Martin; pour lui il se mit à la tête du troisième bataillon, pour occuper le centre des hauteurs, d'où il soutint avec la plus grande valeur le choc du centre et d'une partie de l'aile droite de l'ennemi. Les Autrichiens se voyant supérieurs cherchaient à s'emparer des canons placés au front de la quatorzième. Un capitaine de ce corps s'élance au-devant de la ligne, en criant : « Quatorzième, laissez-vous prendre vos pièces ! » — Non, crient tous les grenadiers. Alors Berthier ordonna de tirer sans discontinuer sur une batterie ennemie, dont le feu plongeait sur les pièces du quatorzième; on tua tous les canonniers qui la servaient.

Déjà la gauche avait ses positions, et y avait même gagné du terrain; mais la droite ayant été forcée par les localités de prendre position en arrière sur Rivoli, elle le fit en désordre, parce qu'elle était inquiétée par les Autrichiens qui avaient gagné les hauteurs qui dominent le plateau. L'ennemi voulut profiter de ce désordre en descendant à travers les rochers sur la petite plaine de l'autre côté du ravin, dominé par le plateau de Rivoli, sur lequel il y avait cinq cents hommes; mais il n'observait pas que s'il essayait le moindre échec, il se ferait également couper avant qu'il eût pu prendre ses positions. Buonaparte, jugeant que l'attaque ne pouvait se faire sans un corps de cavalerie, envoya un détachement

de cette armée, sous les ordres du chef d'escadron Lasalle. Joubert, ayant son cheval blessé sous lui, se saisit d'un fusil, et se jetant sur le petit plateau de Rivoli, il l'attaqua avec fureur, pendant que Berthier portait sa cavalerie dans la plaine qui domine le plateau de l'autre côté du ravin. Cette manœuvre réussit on ne peut mieux, l'infanterie du centre n'a pas moins de succès que la cavalerie, et Joubert, profitant de cette diversion, reprend le plateau de Rivoli, repousse les Autrichiens dans le bas de l'Adige, et leur enlève plusieurs pièces d'artillerie. Masséna, se trouvant avoir dépassé l'ennemi qui rétrogradait, ne voulut ne pas perdre les avantages que lui donnait la position, il coupa leur ligne et fit dix-huit cents prisonniers. Au moment où Buonaparte ordonnait toutes les dispositions nécessaires pour assurer la victoire sur la ligne de bataille, il fut informé que les Autrichiens avaient un corps de quatre mille hommes derrière Rivoli, et que ce corps occupait toutes les crêtes entre l'Adige et le lac de Garda, de manière à cerner entièrement les Français et à leur couper toute espèce de communication avec Vérone et Peschiera. Cette situation, toute critique qu'elle était, n'inquiétait ni le général en chef, ni les soldats, et la postérité n'apprendra pas sans étonnement que les soldats Français, au lieu de se décourager, se disaient hautement : *Eh bien ! ceux-là sont encore à nous.* Un pareil langage prouve la confiance qu'avaient les soldats aux généraux qui les commandaient. Le corps de bataille des Français était effectivement tourné, et Buonaparte avait deux bataillons de la soixante-quinzième demi-brigade pour faire face à la colonne ennemie. Les Autrichiens, qui se croyaient sûrs de la victoire, se disaient assez haut pour être entendus des Français : *Nous les tenons,* et déjà ils se distribuaient les dépouilles de nos soldats. Tout-à-coup un feu de file donne le signal sur toute la ligne, et les troupes antrichiennes, sortant par le bas de l'Adige, attaquèrent avec fureur les plateaux de Rivoli. Trois fois ils furent épouvantés, à l'aspect de la mort qui les menace de toutes parts; trois fois ils veulent reprendre cette position. Pendant qu'ils étaient ainsi repoussés, la droite de leur ligne était exposée au feu de quatre pièces d'artillerie légère, que Buonaparte avait fait établir pendant que la dix-huitième et une partie de la soixante-onzième demi-brigade, aux ordres des généraux Brune et Monnier, se portent sur trois colonnes pour attaquer cette ligne de front. Il eût été

curieux pour un observateur d'être témoin de cette expédition ; il aurait été à même d'apprécier le caractère du soldat français. Il se trouvait certainement dans une position très-critique, puisqu'il était tourné et qu'il lui fallait nécessairement accabler son ennemi ou succomber sous ses coups : eh bien ! dans cette détresse, les Français se mettent en mouvement en entonnant l'hymne du chant du départ. Fondre sur l'ennemi, l'attaquer et le mettre en déroute, ce fut l'affaire du même instant : toute la ligne fuit en désordre. Les éclaireurs la poursuivent, l'atteignent, lui font mettre bas les armes et ramènent trois mille prisonniers. La Corona était encore au pouvoir de l'ennemi ; mais quelque avantageuse que fût sa position, il ne pouvait en tirer parti, puisque par-tout ailleurs il était en pleine déroute. Cependant le général Provera avait passé l'Adige à Anguiari, et le corps de troupes qu'il commandait se trouvait intact. Buonaparte dirigea vers ce point la trente-septième demi-brigade, et fit rétrograder la division Masséna sur Roverbella. Le général Joubert reçut l'ordre de se porter à la Corona, et d'attaquer l'ennemi s'il avait eu la témérité d'y rester ; il serait secondé, en cas de besoin, par le général Murat, qui, après avoir marché toute la nuit à la tête d'une demi-brigade d'infanterie légère, devait se montrer, au point du jour, sur les hauteurs qui dominent la Corona. Malgré ces dispositions, les Autrichiens firent une résistance assez vive ; mais à la fin ils succombèrent. Leur perte dans ces deux journées fut de treize mille prisonniers et de neuf pièces de canon. Quoique la bataille de Marengo ait illustré les armées françaises et immortalisé leur bravoure, on ne peut nier que la bataille de Rivoli ne fût encore plus glorieuse, puisqu'avec dix-huit mille hommes, Buonaparte en défit quarante mille, dont vingt-sept mille furent faits prisonniers jusqu'à la bataille de la Favorite, qui décida la prise de Mantoue. Les ennemis de Buonaparte, et ceux qui sont jaloux de sa gloire, attribuèrent ses succès à la faveur de la fortune qui ne l'abandonnait pas et aux aveugles combinaisons du hasard. Cependant quand on le voit faire face à un ennemi infiniment supérieur en nombre, dans un champ de bataille de cinq lieues carrées ; quand on l'y voit devancer les colonnes autrichiennes et les battre les unes après les autres, lorsqu'elles ne sont éloignées que d'environ une heure de chemin, on ne peut nier que ces succès ne soient dus qu'à une connaissance parfaite des localités, à une grande pénétration des

projets de l'ennemi, et aux ressources extraordinaires d'un génie qui savait trouver, et prendre sur-le-champ, les moyens de les déjouer.

ROCHE-SERVIÈRE.

20 juin 1815. — On avait annoncé que les corps des insurgés de la Vendée, commandés par Suzannet, d'Autichamp, Sapineau, Saint-Hubert, et, devaient se réunir à la Roche-Servièrre. Le lieutenant-général Lamarque, qui avait marché sur Palluau et Légé, pour aller au-devant des rassemblements qui se formaient dans le Bocage, ordonna au général Estève, commandant la première brigade, de faire une reconnaissance sur la Roche-Servièrre, avec ordre de ne point attaquer l'ennemi s'il paraissait sur ce point. Mais, malgré cet ordre, les compagnies des huitième légère, vingt-septième et quarante-septième de ligne, qui formaient l'avant-garde, se jetèrent au milieu de l'avant-garde ennemie, forte de près de quinze cents hommes, emportées par cette vivacité française que rien ne peut arrêter, et, soutenues dans leur ardeur par deux compagnies de gendarmes, elles enfoncèrent cette forte colonne qui essuya une grande perte. Le général Lamarque, instruit de cet engagement, et de la présence de l'ennemi sur ce point, réunit les deux brigades des généraux Brayer et Travot, et le 20, à la pointe du jour, se mit en marche avec toutes ses troupes. Les insurgés avaient embusqué trois mille hommes entre Légé et la Roche-Servièrre, qui furent découverts et repliés avec impétuosité par le huitième léger, soutenus par deux bataillons de voltigeurs et de tirailleurs de la jeune garde, qui les suivirent jusque devant leurs positions de la Roche-Servièrre. Ces positions étaient très-fortes et difficiles à emporter. La Roche-Servièrre est au milieu d'un bocage très-épais, couverte par la rivière de Boulogne, qui, alors roulait de fortes eaux. Il eût été impossible de forcer la ville par le pont que dominant les maisons et un vieux château en ruine, garnis de tirailleurs, et cette attaque aurait emporté beaucoup de monde. Le général Brayer fit les dispositions les plus sages, et exécuta d'excellentes manœuvres. Pour pénétrer dans le village, il fallait l'attaquer par les derrières, et traverser la rivière. Quelques troupes furent déployées en face du pont, et une forte fusillade fut engagée, afin de tromper l'ennemi; dans ce même moment, le quarante-septième régiment, appuyé par les gen-

darmes, se porta sur la gauche du général Lamarque, et passa la rivière, protégé par un moulin; à sa droite, le vingt-septième et un bataillon de la jeune garde s'élancèrent dans l'eau, qui leur venait jusqu'à la ceinture, et forcèrent le passage. Ces mouvemens ne furent connus de l'ennemi que très-tard, et dans un moment où il était impossible d'en arrêter le succès; sa retraite fut coupée, et, lorsqu'il commençait à l'effectuer, le pont est traversé par le huitième léger, et le reste de la division, formée en colonne, qui lui firent éprouver une grande perte. Poussé par le front, renfermé entre les deux colonnes cernantes, l'ennemi laissa sur le champ de bataille un grand nombre de ses soldats et plusieurs chefs. La cavalerie ennemie, chargée par le douzième de chasseurs et quelques gendarmes, n'osa les attendre de pied ferme; elle s'ébranla en désordre, se précipita sur les troupes qui étaient en fuite, et par ce choc augmenta le trouble et désorganisa la retraite. De tous côtés ces masses sans ordre et sans rangs se voyaient repoussées, culbutées par les régimens qui s'étaient emparés du village. Enfin, après avoir perdu près de quinze cents hommes, au nombre desquels se trouvèrent plusieurs de leurs généraux, ce combat, où les sages dispositions des chefs firent plus que la bravoure des soldats, qui se surpassèrent en quelque sorte, décida du sort de cette guerre, et épargna aux deux partis une grande effusion de sang.

RODELHEIM.

3 décembre 1792. — Après la prise de Francfort, le général Neuwinger, ayant pris position en avant de Bockenheim, fut attaqué par les troupes autrichiennes qui arrivaient de Bonames et d'Eschersheim; on se canonna de part et d'autre avec vivacité jusqu'à la nuit. Le général Custine, voulant profiter de l'obscurité pour cacher ses mouvemens, opéra sa retraite en bon ordre et sans précipitation sur Rodelheim et la Nidda; et lorsque les ténèbres le déroberent à la vue de l'ennemi, il traversa la rivière, et, après en avoir fait couper les ponts, il se replia sur le Höchst.

RODEMACK.

août 1792. — Lorsque les Prussiens envahirent la Champagne, le lieutenant-colonel Laharpe commandait le château de

Rodemack, près de Luxembourg, au nord de Thionville. Il fut sommé de rendre ce fort. L'impossibilité de résister à une armée formidable eût décidé tout autre à se rendre sans coup férir ; mais Laharpe, que son amour pour l'indépendance avait fait proscrire en Suisse, crut indigne de lui de ne pas défendre, même au péril de la vie, les intérêts de sa patrie adoptive. Il assemble l'état-major de la garnison, lui expose la situation critique où les met la présence de l'ennemi, et, tournant les yeux du côté de la France, il lui montre le premier poste assiégé par l'ennemi. « Balancerons-nous, lui disait-il, sur le parti à prendre ? fuirons-nous comme des lâches ? ou nous faudra-t-il recevoir d'indignes fers ? Défenseurs de la patrie, nous porterions des chaînes ! Non, vaincre ou mourir ! Je vous propose d'employer tous les moyens de résistance, en cas d'attaque. Lorsque la résistance deviendra impossible, de faire sauter une partie du château et de passer à travers l'ennemi, baïonnettes et sabres à la main, pour nous retirer sur Thionville. Si toute résistance devient impossible, il reste une ressource à de braves gens, qui ne doivent être pris vivans en aucun cas, c'est de laisser entrer l'ennemi, et de faire sauter le fort tout-à-la-fois. » Ce discours énergique est accueilli avec enthousiasme par tous les officiers. Le maréchal Luckner rend hommage au généreux dévouement de Laharpe ; mais il ne peut se décider à sacrifier les braves qui veulent partager son dévouement héroïque. Il est décidé qu'on évacuera le fort. Laharpe se charge de faire transporter l'artillerie et les munitions à Thionville, à la barbe de l'ennemi. Cette opération s'exécute, et mérite à Laharpe le surnom de brave, qu'il reçoit de Luckner à la tête de l'armée.

ROMANOW.

10 juillet 1812. — Le général Latour - Maubourg, commandant un corps faisant partie de la grande armée, envoya le général Rozmiecki, avec la division de cavalerie légère, à la poursuite du prince Bagration, qui s'était dirigé du côté de Romanow. Le général Rozmiecki, s'étant mis en marche, rencontra l'arrière-garde russe à quelque distance de Mir, qui n'est pas éloigné de Romanow. Malgré son infériorité en nombre, la cavalerie polonaise engagea le combat, qui fut soutenu avec vigueur pendant quelque temps de la part des ennemis ; mais, ne pouvant résister à l'intrépidité de la cava-

lerie du général Rozmicki, ils continuèrent leur mouvement rétrograde, laissant sur le champ de bataille plus de quinze cents hommes, parmi lesquels on reconnut plusieurs généraux russes, et quelques officiers de distinction. Dans cette attaque brillante, qui fit beaucoup d'honneur à la cavalerie polonaise, on eut à regretter près de six cents hommes tués, ou blessés ou faits prisonniers. Par suite de ce combat, Romanow fut occupé, le 16, par le prince Poniatowski, qui y établit son quartier-général.

ROME.

1796 à 1799. — Depuis que Louis XIV et Louis XV, pour punir les papes de quelques injures faites à leurs couronnes, avaient fait saisir le Comtat Venaissin, le temporel du chef de l'église, borné au patrimoine de saint Pierre et à quelques autres petites provinces, n'était plus pour les princes chrétiens un objet de jalousie; et Rome, autrefois la terreur du monde, était devenue l'asile de la paix. Les papes, se contentant des revenus attachés à la tiare, tant par leurs possessions temporelles que par les tribus sacrés que le spirituel leur faisait percevoir sur le monde chrétien, n'avaient aucun intérêt à renoncer à la maxime de Jésus-Christ, qui avait dit aux apôtres : « Apprenez de moi à être doux et humbles de cœur. » La révolution qui éclata en France les fit renoncer à ce caractère pacifique; Pie VI ne put voir sans une sainte fureur les Français porter une main sacrilège sur les annates et sur le Comtat Venaissin, et se ligua avec les rois coalisés contre le nouveau gouvernement de France. La haine du chef de l'église pour les Français se communiqua à ses sujets, et l'on vit, contre le droit des gens, Basseville, ambassadeur de France, indignement massacré à Rome, pour ainsi dire sous les yeux de sa sainteté. Ce massacre semblait n'être que le prélude des hostilités, et les troupes du pape se disposaient à se joindre aux autres puissances de l'Italie quand on vit Buonaparte y porter ses armes victorieuses. Déjà il avait conquis, avec un simple détachement, le duché d'Urbin, la Romagne et la marche d'Ancône; le souverain de l'Italie, effrayé, demande la paix; il n'obtient d'abord qu'une trêve, mais bientôt il obtient l'objet de sa demande, à condition qu'il abandonnera à la France les légations de Bologne et de Ferrare, dont on était déjà maître;

tous les états de Venise, depuis les bouches du Pô jusqu'à Ancône. Peu de temps après, la nouvelle se répand que Buonaparte a essuyé des revers sur un autre point : ce fut une occasion pour les Italiens de reprendre les armes. Le pape désavoua cette insurrection et se contenta de faire châtier quelques villages du Ferrarois qui avaient pris part à la révolte ; ce troisième tort fut encore oublié, et le directoire français, le traitant toujours en souverain, nomma Joseph Buonaparte son ambassadeur à Rome. Des procédés si généreux auraient dû ramener le chef de l'église à des intentions pacifiques ; mais l'esprit turbulent de la reine de Naples, qui ouvrait ses ports aux Anglais dans la Méditerranée, réveillait sans cesse sa haine contre la France. Par suite de cette animosité, il se refusa long-temps à reconnaître la république cisalpine ; il chargea le général Provera du commandement de son armée, et annonça par toute sa conduite que, s'il ne faisait pas la guerre aux Français, ce n'était pas faute d'intention, mais de moyens. Enfin l'ambassadeur de France exigea et obtint une déclaration cathégorique : tout paraissait dans le calme, mais c'était celui qui précède l'éruption des volcans. En effet, le 28 décembre 1797, au moment où tout semblait tranquille, il se forme des attroupemens autour du palais de l'ambassadeur français. Les troupes du pape arrivent et repoussent les séditieux qui se réfugient dans le palais de l'ambassadeur ; on veut en forcer l'entrée ; Joseph Buonaparte réclame le droit des gens et promet de livrer les coupables. Une décharge de mousqueterie, qui fracasse ses croisées, est toute la réponse qu'il reçoit. L'adjudant-général Duphot, qui était à la veille d'épouser la belle-sœur de Joseph, veut joindre ses efforts à ceux de son ami pour appaiser les mutins, il tombe assassiné et son cadavre est indignement mutilé. La cour de Rome fit offrir à l'ambassadeur français toute la réparation qu'il exigerait ; l'ambassadeur d'Espagne se joignit au pape pour fléchir Joseph Buonaparte ; mais celui-ci ne voulant pas rester un instant dans une ville où il avait été indignement outragé avec toute sa famille et la légation française, s'éloigna de Rome. La cour apostolique, qui comptait sur l'intervention de la reine de Naples, eut recours à elle ; mais elle n'en reçut qu'une invitation d'appaiser ou d'amuser le gouvernement français, jusqu'à ce qu'elle pût envoyer une armée à son secours. Cet attentat ne resta pas impuni ; le directoire chargea le géné-

ral Alexandre Berthier de venger l'insulte faite au gouvernement français, et un mois après l'armée fut aux portes de Rome. Le Château-Saint-Ange était déjà tombé au pouvoir des Français.

Le 17 février 1798, jour anniversaire de l'élection du pape, le peuple se soulève, investit le palais, et néanmoins, quoiqu'il ne trouvât aucune résistance, le respect qu'il porte au souverain de l'église le fait rétrograder. Les insurgés déclarent Rome libre, proclament hautement le nom des Catons, des Scipions, des Camilles, dont ils se glorifient d'être les descendans. Les portes de la ville sont ouvertes; une députation se rend au camp des Français et invite le général à venir parmi eux. Berthier se rend au Capitole et salue la nouvelle république romaine. Les modernes Romains eurent encore une fois, comme leurs ancêtres, des tribuns, des consuls et des plébiscites; mais ils n'avaient ni les vertus, ni l'amour de la patrie qui illustrèrent les anciens Romains. On s'imagina un instant que les habitans de Rome avaient ouvert les yeux à la lumière, et qu'ils allaient connaître la liberté; mais ce n'était qu'une étincelle qui disparut bientôt, et le moment d'enthousiasme passé, les Romains semblèrent regretter leurs fers. Après avoir pillé les richesses et les chef-d'œuvres des arts, le peuple devint aussitôt mécontent; il s'insurgea de nouveau contre ses libérateurs; il fallut employer la force pour le faire rentrer dans le devoir. Cependant de nouveaux triomphes appellent Buonaparte en Egypte: le roi de Naples, fort de son absence, croit que le moment est venu d'aider l'Italie à secouer le joug des Français. Une armée de soixante-dix mille Napolitains est dirigée sur l'Italie, sous la conduite du général Mack, Autrichien. Les Français n'avaient plus dans ce pays que seize mille hommes épars sur tous les points. Championnet, qui commandait cette petite armée, n'osant compromettre le sort de ses braves, se retire vers la haute Italie.

Le 25 novembre 1798, Mack fait entrer en triomphe dans Rome le roi de Sicile; Championnet, sans s'épouvanter, concentre son armée au-delà du Tibre. Il y avait déjà plusieurs jours qu'il s'y était retranché, lorsque Mack, après bien des irrésolutions, se décida enfin à l'attaquer; il avait bien calculé ses forces, il avait bien compté les soldats français; mais il n'avait pas calculé les efforts dont

le courage les rendait capables. Quarante mille Napolitains, en moins de trois jours, sont repoussés et mis en pleine déroute par six mille Français, qui leur font onze mille prisonniers. Mack, ne pouvant parvenir à rallier ses troupes, se sauve de Rome, et est poursuivi par les Français, qui furent bientôt maîtres de Capoue et de Naples. Quelque temps après, Schérer, qui commandait l'armée républicaine dans la haute Italie, se laissa battre, et les Autrichiens s'étant coalisés avec les Russes, les Français furent obligés d'abandonner Rome et Naples pour marcher contre eux; Naples, Rome retombèrent au pouvoir de Ferdinand, qui rétablit enfin Pie VII sur le trône pontifical.

RONDA.

15 juillet 1810. — Un corps d'insurgés fut attaqué dans les montagnes de Ronda par le général Rey, qui lui tua quatre cents hommes, le dispersa entièrement, et lui fit quelques prisonniers, parmi lesquels se trouvait le colonel Valvidia, qui commandait ce rassemblement. En même temps le général de division Girard joignait et taillait en pièces dans ces montagnes un autre corps d'insurgés débarqué à Algésiras, et qui s'y était avancé pour soutenir les premiers rassemblements et protéger l'envoi des subsistances à Cadix. Les Anglais étaient accourus à leur secours; mais témoins de leur désastre, ils ne tardèrent pas à les abandonner et à chercher dans leurs vaisseaux leur refuge accoutumé.

RORBIS.

30 mai 1799. — Les combats continuels que les Autrichiens et les Russes livraient aux Français, depuis que la guerre s'était allumée entre ces peuples, troublèrent, en 1799, la tranquillité que la valeur et la modération des Suisses entretenaient depuis plusieurs siècles dans leur république, et des ruisseaux de sang coulèrent sur leurs montagnes.

Le 30 mai 1799, les Russes, voulant couper les communications entre plusieurs divisions de l'armée française, se portèrent en force sur le point de Rorbis. Il s'engagea entre eux et le général Tharreau, commandant des troupes françaises, un combat qui dura pendant dix heures sans que la

victoire se décidât : mais enfin le courage des soldats français l'emporta ; ils culbutèrent l'ennemi, qui n'osa plus nous disputer nos positions.

ROSES.

2 janvier 1795. — Les Français, sous la conduite du général Pérignon, venaient de triompher des Espagnols à Saint-Laurent-de-la-Mouga ; mais cette victoire était pour eux d'une légère importance, si elle ne leur eût préparé la prise de Figuières et de Roses. La première de ces places servait d'asile aux débris de l'armée catholique, qui s'y étaient réfugiés, au nombre de dix mille hommes, et qui, ne pouvant trouver longtemps de subsistance dans la place, forcèrent le gouverneur à capituler honteusement. La soumission de Figuières ne coûta pas aux Français beaucoup de peine, et leur fut très-avantageuse. La prise de Roses devait leur être plus glorieuse ; mais en même temps elle leur présentait de plus grands obstacles à surmonter. Cette place, qui est la clef de la Catalogne, est située au fond d'un golfe qui porte son nom. Sa situation l'avait jusque-là rendue imprenable, lorsqu'elle n'était attaquée que par terre ou par mer ; il ne fallait rien moins que la combinaison de cette double attaque simultanée pour la réduire. Défendue d'abord par la citadelle qui se trouvait en bon état, elle l'était encore par le petit château de la Trinité, nommé Bouton-de-Roses, qui se trouve situé à mille toises au midi de la citadelle, sur le revers d'une montagne escarpée. Ces deux forts, entre lesquels la communication était facile, avaient une garnison d'environ cinq mille hommes. La place se trouvait aussi défendue par une flotte espagnole, composée de treize vaisseaux de ligne et de quarante bombardes. L'amiral Langara, qui la commandait, pouvait sans obstacles ravitailler la ville, en augmenter la garnison et l'en tirer au besoin. Pérignon la fit investir le 26 novembre 1794. Il n'ignorait pas que le siège de cette place serait long et difficile ; mais, comme les difficultés ne le rebutaient point, il ne voulut pas renoncer à l'expédition qu'il avait projetée, sans avoir essayé tous les moyens de la faire réussir. Il était occupé à imaginer quelque plan d'attaque, lorsqu'il lui vint à l'idée de tirer parti d'une montagne à pic, élevée de deux mille toises au-dessus du niveau de la mer, et dont le plateau dominait les deux forts et la rade de Roses. Il en parla

aux ingénieurs de l'armée, qui lui répondirent : « Qu'il était impossible de monter des batteries sur une roche aussi escarpée. » — « C'est l'impossible que je veux, » dit le général. Sur-le-champ les ordres sont donnés ; les soldats sont employés à tailler un chemin de trois lieues de long sur les flancs de la montagne, et, malgré les difficultés de ce travail, au milieu des pluies et des frimas, dans la saison la plus rigoureuse, on parvint à porter, sur le sommet d'une hauteur presque perpendiculaire, du canon, des mortiers, des bombes, des obus, et tout ce qui était nécessaire pour établir une batterie formidable. Les Espagnols conçurent de cette entreprise hardie autant de surprise que d'effroi ; mais l'ouverture de la tranchée acheva de les déconcerter. Cependant le siège fut long, parce que la résistance fut opiniâtre ; la flotte et les forts firent un feu terrible, qui n'ébranla pas le courage du général ni des soldats. La place recevait de l'escadre, au fur et à mesure de ses besoins, des secours d'hommes, des vivres et de munitions, ce qui, joint aux rigueurs de l'hiver, rendit si pénibles les travaux du siège, que les ingénieurs avouèrent qu'ils ne pouvaient les continuer, à moins qu'on se rendît maître des retranchemens. « En ce cas, dit le général Pérignon, qu'on se prépare ; je serai demain à la tête des grenadiers, dès cinq heures du matin. » En effet, à l'heure dite, les troupes qui défendaient la brèche sont enfoncées à la baïonnette, et malgré le feu de l'artillerie et de la mousqueterie qui les protègent, les Espagnols, étonnés de tant d'audace, sont obligés d'abandonner les retranchemens, et bientôt après d'évacuer la ville, n'y laissant qu'environ cinq cents hommes, qui se rendirent à discrétion ; le 2 janvier 1796, tout le reste gagna les vaisseaux espagnols, qui mirent à la voile. C'est une vérité généralement reconnue, que les succès des armées ne sont pas dus seulement à la bravoure des soldats : les généraux en partagent ordinairement la gloire avec eux ; mais dans l'affaire de Roses, cette vérité a été démontrée de la manière la plus évidente. En effet, le général Pérignon a contribué de toutes ses facultés au succès de l'entreprise ; général et soldat tout-à-la-fois, il a conçu en sa première qualité le plan de l'attaque, et l'a dirigée avec une activité étonnante et un sang-froid sans exemple ; et comme soldat, on l'a vu braver les mêmes dangers, endurer les mêmes fatigues, se soumettre aux mêmes privations que le reste de l'armée. De quoi ne sont pas capables

des soldats qui ont de tels chefs ! et quand un général ne donne l'ordre d'attaquer les retranchemens que lorsqu'il y a pour ainsi dire lui-même pénétré, qui oserait ne pas obéir ? Voilà tout le secret de la prise de Roses.

Novembre 1808. — Buonaparte réunissait à Madrid une quantité de troupes qu'il calculait devoir emporter de vive force toutes les positions des Espagnes, et qui devait lui en assurer la possession entière. Dans ce moment, les artilleurs assiégeaient Roses : voici les détails qu'ils donnaient sur ce siège, du moins sur les travaux d'approche. Les sapeurs de service étaient employés à terminer les banquettes dans la partie gauche, à perfectionner le centre, en avant de la batterie de mortiers, avec les travailleurs du cinquante-sixième régiment. L'artillerie y avait disposé dans la partie gauche un emplacement destiné à recevoir une batterie à ricochet de quatre pièces de vingt-quatre. L'ennemi jetait de ses vaisseaux des bombes sur les travailleurs ; malgré la vivacité du feu, les assiégeans ne se dérangeaient nullement. A peine eut-on un homme tué et trois blessés, les travaux n'en étaient point ralentis. D'intervalle en intervalle les ennemis recommençaient et suspendaient leur feu. Dans la nuit du 22 au 23 novembre, deux cents travailleurs ouvrirent quatre-vingt toises restantes du boyau de communication pour la queue de la tranchée : à demi-mètre de profondeur on trouvait de l'eau, ce qui détermina à élargir la tranchée, et ce qui donna pour fournir le parapet.

Sur l'extrémité de la gauche de ces travaux, on avait continué la parallèle sur une longueur de deux cent soixante mètres, qui n'avait été qu'ébauchée ; on la continua pour se mettre à l'abri du feu de la place. Le terrain était rocailleux et difficile à travailler. On pratiqua le passage de la ligne dans une maison ruinée, placée à l'extrémité. En prolongeant cette parallèle, on rencontra une ancienne ligne de circonvallation qui avait été tracée pour le dernier siège, sur une longueur de deux cent cinquante mètres, et qu'on avait déjà ébauchée. On réunit ces deux bouts de parallèles sur une largeur de deux cent quatre-vingt-six mètres. Les dimensions et positions de ces lignes mettaient les assiégeans à couvert du feu de la place. La droite et la gauche de cette nouvelle attaque avaient été portées à trois mètres de largeur. L'ennemi choisissait assez ordinairement la nuit pour faire feu

sur les Français, dans le dessein sans doute de les inquiéter et de déranger leurs travaux d'attaque ; mais les travailleurs, s'étant presque toujours trouvés à couvert, n'ont point fait de pertes d'hommes : ils ont pu perfectionner la communication en arrière de la tranchée, et en avant la parallèle de la batterie.

On avait aussi perfectionné la communication en arrière de la parallèle, autant que la limite pu le permettre. Les travailleurs en avant de la batterie, dans la parallèle, s'occupaient à écréter le parapet de cette partie de tranchée. Le feu de la place, le 23 novembre, était très-vif, il dura la journée entière ; il était dirigé sur les batteries. Aucun des travailleurs ne fut atteint, un seul homme de la garde de la tranchée fut blessé. On ne cessait point de perfectionner la parallèle dans toute sa longueur. On termina le pont sur le ravin, ainsi que le parapet de la parallèle sur le pont. On couvrit un boyau de communication d'environ deux cent quarante mètres de longueur de la parallèle à la batterie de ricochet de la face droite du bastion gauche de l'attaque. Cette communication fut laissée de quatre pieds de longueur sur trois de profondeur.

Enfin, le 24 novembre, à trois heures du matin, les troupes de ligne stationnées sur la gauche entrèrent dans le village de Roses ; elles n'y trouvèrent personne. Pendant le jour, on s'occupa de la communication de la batterie qui avait été commencée la nuit précédente, ainsi que du perfectionnement de la droite de la parallèle. Une portion des fossés de l'ancienne redoute fut mise en état de défense par la deuxième compagnie du troisième bataillon de sapeurs, quoiqu'exécutée sous la fusillade venant des maisons de la ville. Le soir, ce travail était terminé. Le colonel commandant la tranchée fit partir les troupes dès que la nuit fut arrivée ; quatre compagnies du premier régiment italien, formant environ trois cents hommes, composaient ces travailleurs de nuit. En avant, près du village, on plaça la compagnie des carabiniers. Ayant reconnu la position des boyaux qui devaient lier la batterie avec les avant-postes près du faubourg, on y plaça dans la matinée les trois autres compagnies ; mais le jour venu, on aperçut un espace de cent cinquante mètres, qui n'était pas même entamé ; c'était entre la batterie et le redan, dans tout le reste, on était couvert. L'ennemi avait tiré ce jour-là quatre cent dix coups. Quant à l'attaque de droite,

la communication en arrière de la parallèle était terminée à la pointe du jour : malgré le petit nombre de travailleurs , il ne fallait qu'un jour encore pour terminer tous ces travaux d'attaque.

Six jours après la prise de possession de Madrid , Napoléon se rendit au Prado , où il passa la revue du corps du maréchal duc de Dantzick , arrivé à Madrid du 8 décembre. Il témoigna sa satisfaction sur leur bonne tenue ; il passa ensuite en revue les troupes de la confédération du Rhin , formant la division commandée par le général Leval. On remarqua particulièrement la bonne conduite des régimens de Nassau et de Bade. Tour-à-tour on loua , on blâma respectivement tel ou tel régiment qui donnait lieu aux reproches ou qui méritait la bienveillance des chefs de corps. On désigna le régiment de Hesse-Darmstadt comme n'ayant pas répondu à la bonne opinion qu'il avait donnée de lui dans la campagne de Pologne , et n'ayant pas soutenu la bonne réputation des troupes de la Hesse ; on alla jusqu'à dire que le colonel et le major paraissaient être des hommes médiocres.

Le duc d'Istrie , parti le 6 décembre de Guadalaxara , avait fait battre toute la route de Sarragosse et de Valence ; il avait pris beaucoup de bagages et fait cinq cents prisonniers. La cavalerie , après avoir cerné un bataillon de cinq cents hommes au bastion , les avait écharpés. Le 8 , à minuit , un corps protégeait la fuite de l'armée ennemie : le duc d'Istrie envoya attaquer ce corps , qui fut rencontré à Santai-Cruz ; il fut poursuivi l'épée dans les reins , et on lui fit mille prisonniers ; il avait cherché à se jeter dans l'Andalousie ; mais , trop vivement pressé , il fut obligé de se jeter dans les montagnes de Cuença.

Dans une vaste contrée qu'un conquérant cherche à subjuguer , et où l'on se bat sur tous les points à-la-fois , à chaque instant le récit d'une partie est interrompu pour entendre le récit d'une autre partie : ici une capitale vient de se rendre , et ne donne pas plus pour cela l'idée de l'imiter aux habitans du reste du royaume ; là c'est un siège et par terre et par mer ; ailleurs ce sont des embuscades , des rencontres , des combats de toutes les natures , et combien l'on aura à regretter la bravoure , le courage de tant de Français morts au champ d'honneur , sans doute , mais pour une cause réprouvée de l'univers entier !

D'un côté , l'armée ennemie , battue à Tudela , à Cata-

layud, abandonnée de ses généraux, d'une partie de ses officiers, éprouvait des désertions de tout genre, et se voyait pour l'instant réduite à un très-petit nombre de troupes; mais les habitans de ce climat heureux, animés d'un sentiment profond d'amour pour Dieu, leur roi et leur patrie, avaient bientôt réuni des armées inexpugnables. Le 28 novembre, on apprit d'un autre côté la suite des opérations du siège de Roses; une sommation fut faite; elle resta sans réponse. Vingt-deux déserteurs apprirent que la place avait beaucoup souffert, que les habitans voulaient capituler, ce qui avait occasionné une insurrection, et que la reddition de la place aurait déjà eu lieu si les Anglais, pour forcer la place à tenir, n'abusaient pas de la liberté qu'ils ont de se sauver par mer. Une action brillante pour les troupes françaises mit en leur pouvoir la ville, contiguë à la place. Cette occupation de la ville rapproche beaucoup de la place, précisément du côté qui, autrefois, avait sauté par l'explosion d'un magasin à poudre, et dont la muraille est mal réparée.

Vis-à-vis de ce bastion on établit une batterie de brèche; le 28 au soir, elle fut tracée, ainsi qu'une batterie à ricochets, contre le même front. Quoique l'on continuât ces travaux avec activité, on ne pouvait pas espérer de mettre ces batteries en état de tirer avant le cinquième jour, parce que la nature du terrain présente de grandes difficultés; en outre on avait établi sur le port, dans la ville, une batterie dont le feu pouvait se porter vers la porte de la marine, dans la direction du fort, ce qui gênait sa communication avec la mer, et pouvait rendre l'embarquement de la garnison fort difficile et dangereux avec un vent favorable, impossible avec un vent contraire.

6 décembre 1808. — La place de Roses se rendit le 6 décembre 1808. On en verra ci-après la capitulation. Le général Gouvion Saint-Cyr, commandant le siège, et dont les savantes dispositions ont accéléré la reddition de la place, se loua beaucoup de l'activité et de l'intelligence du général de division Reille et du général de division Pino. Les troupes venues du royaume d'Italie se distinguèrent aussi pendant le siège. Deux mille hommes furent faits prisonniers. Les vaisseaux de ligne anglais, au nombre de six, mouillés dans la rade de Roses, ne purent recevoir la garnison à bord. On trouva dans la place une artillerie considérable. Dans ce

moment Napoléon était au-delà du pont de Ségovie ; il y passait en revue toutes les troupes réunies du corps du maréchal duc de Dantzick, et la division du général Sébastiani se dirigeait vers Talaveira-de-la-Reina. On admirait la division polonaise du général Valence.

Les nouvelles levées qu'on était occupé à faire de toutes parts se dispersaient et retournaient à leurs foyers, ce qui occasionnait alors la dissolution des troupes espagnoles sur tous les côtés. Les Espagnols qui s'entretenaient de leur junte centrale en donnaient des détails tendant tous à la couvrir de ridicule. Objet du mépris national, cette assemblée ne pouvait opérer aucun bien qui pût rejaillir sur les siens. Cette junte était composée de trente-six membres ; ils s'étaient donné soixante mille francs d'appointemens, et toute espèce de titres et de cordons. Florida-Blanca ne ressemblait plus qu'à un véritable mannequin, et l'on disait de lui que la pusillanimité de sa conduite déshonorait sa vieillesse. Deux êtres aussi vils qu'impudens maîtrisaient cette assemblée ; on disait qu'ils étaient soudoyés par le cabinet de Londres.

L'opinion de la ville de Madrid était bien prononcée à l'égard de cette junte, qui lui avait inspiré la même haine et le même mépris qu'à tout le reste de l'Espagne. Les trois ordres du royaume furent convoqués deux fois par le corrégidor ; on donna la délibération qu'ils avaient arrêtée dans leur assemblée.

L'esprit de la capitale étant fort différent de ce qu'il était avant le départ des Français ; pendant le temps qui s'écoula depuis cette époque, cette ville éprouva tous les maux qui résultent de l'absence du gouvernement. Sa propre expérience lui avait inspiré le dégoût des révolutions ; elle avait resserré les liens qui l'attachaient aux Français. Pendant les scènes de désordres qui ont agité l'Espagne, les vœux et les regards des hommes sages se tournaient vers le conquérant. Ces grands évènements se passaient au mois de décembre, et jamais on n'avait vu d'aussi beaux jours ; le printemps n'en a pas de pareils en France : Napoléon en jouissait à la campagne, à une lieue de Madrid.

Roses, le 5 décembre 1808.

Capitulation de la place de Roses et du château de la Trinité.

Entre MM. l'adjudant-commandant Dombrowski, chef de l'état-major de la division italienne, commandée par le général Pino et le chevalier Pia, colonel-major du deuxième régiment de ligne français, chargé par le général de division Reille, aide-de-camp de Napoléon, d'une part,

Et M. le colonel don Pedro-O'Daly, gouverneur commandant de la place de Roses et du château de la Trinité, et le colonel du génie Manuel Lemaure, de l'autre.

« Article I^{er}. La place de Roses et le fort de la Trinité seront rendus aux troupes françaises dans l'état où ils se trouvent. Des officiers seront nommés des deux parts pour faire l'inventaire des vivres et des munitions.

Réponse. — « La place et le fort seront remis, dans la journée, aux troupes françaises.

« II. Les garnisons de la place et du fort sortiront avec les honneurs de la guerre. Tous les officiers, sans exception, conserveront leurs armes et tout ce qui leur appartient.

Réponse. — « Ces garnisons déposeront leurs armes sur les glacis de la ville, seront prisonnières de guerre et conduites en France.

« Les officiers conserveront tout ce qui leur appartient.

« III. Pour le transport de la garnison jusqu'à Scala, et pour préparer les transports nécessaires, on enverra un officier de la garnison espagnole; dans le cas où la garnison se retirera par terre, il lui sera fourni deux jours de vivres par les magasins de la place, et elle sera escortée par un officier français.

Réponse. — « Immédiatement après la signature de la présente capitulation, une porte de la place de Roses et une porte du château de la Trinité seront remises à deux compagnies de grenadiers.

« IV. Seront compris dans ces articles tous les individus à la suite de la garnison.

« V. Après la reddition de la place, M. le colonel-gouverneur pourra envoyer un officier de la garnison au quartier-

général espagnol, à Martoreil, pour faire part de cette reddition au général Vives.»

Signé JEAN DOMBROWSKI, adjudant-commandant,
chef de l'état-major.

PIA, colonel-major.

DON PEDRO-O'DALY.

MANUEL LEMAURE,

Approuvé la présente capitulation, quant aux réponses
seulement.

Le général de division commandant le siège,

Signé REILLE.

Les trois ordres réunis du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie, fatigués de l'espèce d'anarchie dans laquelle une vile populace tenait la saine partie de la nation, eurent enfin assez d'énergie pour tâcher de secouer ce joug honteux. Voici la délibération des trois ordres.

Madrid, le 19 décembre 1808.

« Aujourd'hui, à onze heures du matin, se sont réunies les personnes suivantes : le corrégidor, les régidors, les alcades, les députés du tiers-état, les chefs de l'assemblée de la mesta, les procureurs-généraux et fondés, l'alguazil-major, l'évêque suffragant, les vicaires, le corps des curés et des bénéficiaires, les chefs de toutes les communautés, le corps de la noblesse, les députés des cinq corporations principales, et toutes les députations représentant les soixante-quatre quartiers de la ville de Madrid.

« M. Le corrégidor prit la parole et annonça à l'assemblée qu'il avait eu l'honneur d'être admis à présenter l'hommage de son respect à Napoléon, et à mettre à ses pieds l'expression de la reconnaissance des habitans de Madrid, pour la bonté et la clémence dont ce guerrier magnanime avait usé envers cette ville. M. le corrégidor avait exprimé à Napoléon le bonheur que sa présence répandrait dans la cité, et le désir qui animait tous les habitans, jaloux de mériter une faveur aussi précieuse. M. le corrégidor ajouta qu'il avait eu l'honneur de s'entretenir avec Napoléon avec la plus grande confiance; qu'il avait à faire connaître à l'assemblée ses intentions bienfaisantes et ses dispositions favorables pour toute l'Espagne, disant que le sort de la capitale était entre ses mains; que sa tranquillité, son bonheur dépendaient de sa propre conduite; que ce sort serait heureux et prospère,

si les habitans voulaient adhérer de bonne foi à la constitution, et prêter de bonne foi aussi serment d'obéissance à son frère Joseph Buonaparte; mais a-t-il ajouté que, dans le cas contraire, l'Espagne deviendrait une province de France.

« Ici M. le corrégidor a placé l'éloge du mérite et des vertus de Joseph Buonaparte; il s'est étendu sur sa bonté infinie, disant qu'il avait employé tous ses soins pour la conservation d'abord de la capitale et des villes voisines, les ayant traitées en père généreux. Le corrégidor fit ensuite sentir à toute l'assemblée le bien qui résulterait de la présence de Joseph Buonaparte, insinuant à l'assemblée le dessein de le supplier de venir résider dans la capitale des Espagnes. MM. les députés, appréciant le bienfait de la présence de Joseph Buonaparte, ont arrêté de demander à Napoléon d'employer son pouvoir auprès de son frère Joseph, pour lui demander d'honorer le plutôt possible la ville de Madrid de son séjour, espérant que l'Espagne entière en recueillerait les plus grands avantages par la sagesse de son gouvernement.

« MM. Les députés ont voulu que de nouvelles actions de grâces fussent présentées à Napoléon, pour le remercier et de sa bonté et de sa clémence, ayant pu, par ses armes triomphantes, en user autrement, sur-tout envers un peuple qui s'était livré à toutes sortes d'excès, et qu'il a eu la patience de supporter, ayant toujours obtempéré, et l'ayant enfin laissé venir à récipiscence, ayant enfin obtenu un pardon généreux de tout ce qui s'était passé pendant toute l'absence de Joseph Buonaparte.

« Napoléon sera également supplié d'accorder grâce à tous ceux qui, ayant abandonné la ville par suite des désordres, pourront y rentrer en toute sécurité, de même qu'à tous les paysans qui avaient pris les armes; il sera pareillement supplié d'ordonner que les troupes respectent les propriétés, les saints temples, les communautés religieuses, et, en un mot, la propriété de toutes les classes. Cette humble supplication sera mise sous les yeux de Napoléon, et lui sera présentée par une députation prise parmi les représentans de la ville de Madrid. Il fut agréé dans la même séance que l'hommage de la plus vive reconnaissance serait présenté à Joseph Buonaparte, dont l'heureuse intercession auprès de son frère Napoléon avait sauvé la ville de Madrid.

« Joseph Buonaparte sera supplié humblement d'accorder

le bienfait de sa présence à la ville de Madrid , afin que , sous son gouvernement juste et bienfaisant , le bon ordre , la justice et la tranquillité puissent renaître dans ses murs. Il sera encore supplié d'accorder le bienfait de sa protection près de son frère Napoléon , afin que grâce soit faite aux absens et aux habitans qui ont pris les armes.

« Le présent procès-verbal fut présenté à Napoléon , après avoir été revêtu de plusieurs milliers de signatures. »

Le 11 décembre , les députations des notables des paroisses , toutes les corporations des artisans de la ville s'étant réunies , prirent une délibération conçue dans les mêmes termes que la précédente , et revêtue d'un nombre considérable de signatures.

Ainsi la force des armes , et la politique employées tour-à-tour par Napoléon , avaient fini par ramener sous son obéissance ce peuple fier , indocile , superstitieux , fanatique pour sa religion et pour ses rois légitimes. On chanta à Paris , dans le cérémonial le plus auguste , un *Te Deum* en action de grâce des victoires d'Espinosa , de Burgos , de Tudela , Somo-Sierra , et de l'entrée des troupes françaises dans la ville capitale des Espagnes , sauvée par Napoléon des mains des insurgés. Malgré l'extrême rigueur de la saison , un concours nombreux d'assistans se rendit à cette cérémonie , dont la solennité répondait aux grands événemens qui en étaient l'objet.

Etat des prisonniers faits à la prise de Roses.

Quatre colonels.

Huit lieutenans-colonels.

Quarante capitaines.

Soixante lieutenans.

Sept cadets.

Cinq aumôniers.

Douze officiers de santé.

Neuf employés du génie.

Deux commissaires des guerres.

Quatre gardes magasins.

Deux mille neuf cents sous-officiers et soldats des différens corps.

Cinq cents blessés.

En tout trois mille sept cents hommes et plus faits prisonniers.

Le 6 décembre étant partis de Roses, ils couchèrent le 7. à Figuières, et entrèrent en France le 8.

On trouva dans la place de Roses :

Trente-cinq pièces de vingt-quatre.

Huit de seize.

Douze de quatre en bronze.

Six mortiers de douze pouces.

Quatre de neuf pouces.

Cinquante mille boulets.

Mille bombes.

Trois mille obus.

9 février 1813.—Les Espagnols, débarqués au nombre d'environ six cents sur la plage au-delà de la montagne où est situé le fort dit le Bouton-de-Roses, et conduits par des gens du pays, pénétrèrent dans la ville. Après avoir démoli une muraille en pierres sèches, qui servait de barricade, ils se portèrent sur la place, où était le poste principal et la caserne des grenadiers. La sentinelle à leur approche cria *qui vive?* il lui fut répondu *France*. Mais voyant venir beaucoup de monde à elle, elle cria *aux armes*. Un officier et plusieurs soldats espagnols s'élancèrent sur elle et lui dirent en français : *Nefais pas de bruit ; il ne te sera fait aucun mal*. Mais ce brave homme, reconnaissant alors les ennemis, cria *aux armes* plusieurs fois et avec plus de force, et tomba sur-le-champ percé d'un coup d'épée et de quatre coups de baïonnette. La garde, avertie par le cri de ce courageux soldat, avait pris les armes, et s'était formée à la porte de ce corps-de-garde, déjà investi par une centaine d'hommes. Le sergent Benoît Barbe, suivi des hommes du poste, se précipita le premier sur l'ennemi et reçut trois coups de feu, dont un lui perça le bras : les soldats se jetèrent sur les Espagnols la baïonnette en avant et les mirent en fuite. Ils laissèrent sur la place trois des leurs mortellement blessés. Pendant ce temps-là une autre colonne ennemie s'était portée à la caserne, croyant surprendre les grenadiers. Mais les premiers coups de fusil les avaient éveillés, et ils s'étaient mis sous les armes, n'ayant d'autre vêtement que leur chemise. Le sergent François Barbe, frère de celui qui avait été blessé à l'attaque du corps-de-garde, s'élança de la caserne à la tête des grenadiers : il fut à l'instant blessé d'un coup de baïonnette dans le bas-ventre ; deux autres grenadiers furent également atteints. Mais ces braves gens, malgré leurs blessures, se précipitèrent avec leurs camarades sur l'en-

nemi et le mirent en déroute. Les Espagnols repoussés regagnèrent précipitamment la brèche par laquelle ils étaient entrés, après avoir éprouvé une perte considérable en tués et en blessés. L'adjudant sous-officier Jacquet, bloqué dans son logement, ne cessa de tirer sur l'ennemi et lui fit beaucoup de mal. Le capitaine Brunet, commandant les grenadiers du quatre-vingt-sixième régiment, sauta de son balcon dans la rue pour aller se mettre à la tête de sa compagnie, et poursuivit l'ennemi au-delà de la ville. On ne peut trop louer l'activité et la valeur des grenadiers et le courage des chefs, qui rendirent inutiles la surprise et tous les efforts des Espagnols.

ROSETTE.

Juillet 1798. — Lorsque Buonaparte, après le débarquement de l'armée d'Orient en Egypte, se fut rendu maître d'Alexandrie, son premier soin fut d'envoyer un corps de troupes, aux ordres du général Menou, pour s'emparer de la ville de Rosette, que sa position rendait essentielle à l'exécution de son plan de campagne. En effet, l'occupation de cette place lui assurait l'entrée du Nil, la communication entre le Caire et la Méditerranée, et le rendait maître d'un port intéressant. Il y entra sans résistance, y forma un divan provisoire, nomma un gouverneur, établit une garnison française, et pourvut à l'approvisionnement des troupes qu'il fit passer dans l'intérieur de l'Egypte, au moyen d'une flottille chargée de vivres et de munitions qu'il fit entrer dans le Nil. Les Français, maîtres de Rosette, gardèrent paisiblement cette ville, jusqu'à ce que le général Menou, ayant été forcé par les Anglais d'évacuer l'Egypte, les laissa maîtres de cette place, dont l'occupation leur devenait désormais inutile.

ROTHERMBERG.

11 août 1796. — Sur la fin de l'été 1796, l'adjudant-général Ney, qui commandait une colonne de l'armée du général Jourdan, voulant rétablir la communication des routes d'Ambert et Bayreuth, interceptées par la position du fort de Rothemberg, envoya son adjudant-général Beyermann pour sommer le gouverneur de se rendre. La place était défendue par quarante-trois bouches à feu de bronze, et était bien pourvue de muni-

tions; mais elle n'avait que soixante-quinze hommes de garnison. L'officier chargé de porter la sommation se présenta dans le moment que l'on venait d'ouvrir la barrière pour faire entrer un troupeau de moutons. Profitant de l'occasion, il pénétra au galop, accompagné de six ordonnances, et arbora le drapeau tricolore sur les murs du fort, avant qu'on se fût aperçu de son entrée. L'officier bavaois qui commandait, prévoyant que toute résistance contre des guerriers capables d'une telle audace serait impossible, vu sur-tout la faiblesse de son armée, se rendit sur-le-champ.

ROTHIÈRE ET DIENVILLE. (LA)

31 janvier 1814. — A trois heures après-midi, l'armée du général Blücher, ayant été considérablement renforcée, déboucha sur la Rothière et Dienville, occupés alors par les Français. Leur arrière-garde fit bonne contenance : le général Duhesme se fit remarquer ainsi que le général Gérard, en conservant l'un la Rothière et l'autre Dienville. Le corps autrichien du général Giulay, qui voulait forcer le pont de Lesmont-sur-l'Aube, pour passer de la rive gauche sur la rive droite, eut plusieurs de ses bataillons détruits, et le duc de Bellune tint toute la journée, au hameau de la Giberie, malgré l'énorme disproportion de son corps avec les troupes qui l'attaquaient. Cette journée, où l'arrière-garde française tint dans une vaste plaine contre toute l'armée ennemie et des forces quintuples, doit être regardée comme un des plus beaux faits d'armes de l'armée française.

ROTTA (LA).

7 mai 1811. — Un chebeck, chargé pour le compte du gouvernement, mouillait dans le golfe de la Rotta. Une frégate anglaise forma la résolution de s'en emparer, et le vent venant à lui manquer, au moment où elle se trouvait à une petite portée de canon de la terre; elle commença vers les dix heures quarante-cinq minutes à faire feu sur le chebeck. Il y fut répondu avec une grande vivacité par la batterie du golfe et celle de la Bordighera; la canonade continua de part et d'autre avec vigueur pendant quelques heures. Dans cet intervalle, le sous-préfet de San-Remo, qui au premier coup de canon se rendit à Bordi-

ghera , fit prendre les armes à la garde nationale et aux préposés aux douanes , de concert avec le maire de la ville. Les troupes furent placées de manière à défendre le bâtiment menacé , et à éloigner du rivage les embarcations que la frégate avait mises en mer pour lui être utiles dans son attaque. Une de ces embarcations fut entièrement détruite par le canon des batteries placées sur le rivage. Enfin , la frégate , atteinte et endommagée par les boulets dans sa galerie , sa voilure et sa poupe , renonça à son projet , et parvint à échapper aux boulets des batteries , qui continuaient le feu avec la même vivacité , en se faisant remorquer par ses embarcations. Les ravages faits par les boulets dans la frégate lui enlevèrent aussi un assez grand nombre de soldats. On ne saurait trop louer le zèle des gardes nationaux et des douaniers , et l'adresse des canonniers qui , servaient les batteries du golfe de la Rotta et de Bordighera.

ROTTERDAM.

22 janvier 1794. — Parmi les circonstances remarquables qui accompagnèrent , suivirent ou facilitèrent les progrès rapides des armées républicaines dans le nord , la postérité ne lira pas sans étonnement que la flotte hollandaise fut prise par notre cavalerie au milieu et à l'aide des glaces. Ce fut par le même moyen que le général Bonneau , à la tête d'une division de l'armée du nord , ayant traversé le Biesbosch , consolidé par la gelée , s'empara de Rotterdam , la plus forte ville de la Hollande après Amsterdam. Sans cette circonstance , la prise de cette ville , bâtie dans un marais sur la rive gauche du Rhin , aurait présenté plus de difficultés , et fait une plus longue résistance.

ROVERBELLA.

8 février 1814. — Le prince Eugène , vice-roi du royaume d'Italie , voulait attaquer l'armée autrichienne dans les environs de Villa-Franca , et pour y réussir , par un mouvement combiné , à la pointe du jour , il avait débouché du Mincio sur plusieurs colonnes , et faisait un mouvement sur cette ville. Mais par une circonstance extraordinaire , l'ennemi , dans la même nuit , avait porté toutes ses troupes sur Valeggio , et précisément dans le moment où celles du prince

vice-roi débouchaient, il effectuait son passage à Borghetto. Il en résulta dans les plaines au-delà de Roverbella, un combat vif et bien soutenu des deux côtés. A l'instant même où le général Verdier opposait à l'ennemi sur les hauteurs de Monzambano où il s'était posté pour appuyer le mouvement du prince Eugène, la plus grande résistance à ses efforts, les troupes du prince poussèrent leurs avantages jusqu'à Valeggio, sur les hauteurs duquel on combattit jusque bien avant dans la nuit. Les fruits de cette journée, où l'ennemi déploya la plus grande valeur, furent des plus avantageux.

ROVEREDO.

3 et 5 septembre 1796. — Le comte de Wurmser, après s'être mesuré à plusieurs reprises avec Buonaparte, en Italie, s'en était mal trouvé; il avait vu ce général traverser ses projets et détruire une partie de son armée, et il se trouvait réduit, par l'affaiblissement de ses forces, à une honteuse inaction. Cependant, après six semaines de repos, ayant reçu des renforts de l'intérieur de l'Autriche, il parut vouloir reprendre l'offensive en faisant un mouvement de l'intérieur du Tyrol sur la Brenta. Masséna, instruit de ces dispositions, passe l'Adige au pont de Golo, porte sa division vers le Tyrol, et arrive à Alla le 3 septembre 1796; pendant que la division Augereau se portait sur les hauteurs qui séparent le Tyrol des états de Venise, et que la division Vaubois marchait sur Torbole, l'avant-garde de cette dernière, aux ordres du général Saint-Hilaire, secondée par la brigade du général Guieux, qui venait d'arriver de Salo par le lac de Garda, attaqua l'ennemi et le mit en déroute au pont de la Sarca. Sur la fin du même jour, le général en chef, ayant eu avis que l'ennemi en force avait pris position au village de Seravalle, chargea le général Pigeon, qui commandait l'infanterie légère de la division de Masséna, d'attaquer le lendemain. L'ordre est exécuté; l'ennemi est forcé et perd trois cents prisonniers. Ce n'était que le prélude de nos succès et des revers de l'ennemi. Les Autrichiens avaient une de leurs divisions à San-Marco, dont la position est inexpugnable, et une autre dans le camp retranché de Mori, au-delà de l'Adige. Les généraux Pigeon, Sornet, Victor et Vaubois combinèrent leurs opérations de manière que l'en-

nemi se trouva tout-à-coup attaqué sur quatre points à-la-fois. Le général Pigeon, à la tête de l'infanterie légère, occupait les hauteurs de la gauche de San-Marco, pendant que Sornet, en tirailleur, attaque l'ennemi, que le général Victor, avec la dix-huitième de bataille, s'avance en colonne serrée par le grand chemin, et que le général Vaubois attaque le camp retranché de Mori. Les Autrichiens opposèrent de toutes parts une résistance vive et opiniâtre, et par-tout ils plièrent et furent mis en déroute; le général Dubois se mit à la poursuite de l'ennemi avec le premier régiment de hussards; il le chargea avec impétuosité, et assure le succès de la bataille, lorsqu'il est atteint de trois balles qui le blessent à mort: il était expirant. Buonaparte apprend cette fâcheuse nouvelle; il vole auprès du blessé pour lui offrir des consolations et lui prodiguer des secours. « Tout est inutile, lui dit Dubois d'une voix mourante, faites que j'aie le temps de savoir si la victoire est complète. » En disant ces paroles il expira; cependant les Autrichiens s'étaient retirés sur Roveredo. Alors Buonaparte fait filer la trente-deuxième, aux ordres de Rampon, entre cette ville et l'Adige. Le général Victor y entre au pas de charge par la grande rue, et force l'ennemi à se replier, en abandonnant une grande quantité de morts et de blessés. Les Autrichiens, qui étaient dans le camp de Mori, n'étaient pas plus heureux; ils furent forcés et poursuivis de l'autre côté de l'Adige. Il y avait à-peu-près sept heures que l'action durait, que les impériaux succombant à toutes les attaques, fuyaient à travers les défilés des montagnes et vont se retirer sur Trente, quoiqu'ils eussent déjà perdu mille prisonniers et trois pièces de canon. Pendant que le général Masséna donnait à sa division un instant de repos dont elle avait besoin, Buonaparte, à la tête de deux escadrons de cavalerie, suivant les mouvemens de l'ennemi dans sa retraite, reconnut que l'armée, pour donner à son quartier-général le temps d'évacuer la ville de Trente, avait pris en avant de Calliano une excellente position, et avait placé toute son artillerie sur une montagne jointe à l'Adige par une forte muraille. L'attaque de ce poste nécessitant de nouvelles positions, le général Dommartin s'avance avec huit pièces d'artillerie légère, et élève ses batteries dans une position d'où il pût prendre en écharpe une gorge que forme l'Adige, et que les Autrichiens occupaient. Pendant ce temps-là l'infanterie légère, aux ordres du gé-

néral Pigeon, passait sur la droite; trois cents tirailleurs commençaient la fusillade sur les bords de l'Adige, et trois demi-brigades, marchant en colonnes serrées par bataillons, traversaient le défilé l'arme au bras. Le feu de l'artillerie, la hardiesse des tirailleurs ébranlent les Autrichiens; écrasés par les masses des colonnes françaises, ils abandonnent la gorge qu'ils occupaient, communiquent à toute la ligne la terreur qui s'était emparée d'eux, et fuient dans le plus grand désordre. Tandis que la cavalerie française se met à leur poursuite, l'aide-de-camp du général en chef Lemarois se porte avec cinquante hussards à la tête de la colonne ennemie, la traverse; mais il est lui-même enveloppé, renversé par terre, et reçoit plusieurs blessures, dont aucune heureusement ne se trouva mortelle. Bessières, capitaine de la compagnie des guides, aperçoit un détachement autrichien qui emmenait deux pièces de canon; il fond sur lui avec cinq ou six guides, et malgré la résistance de l'ennemi il s'en empare. Les Français dans cette affaire firent six à sept mille prisonniers, prirent sept drapeaux, cinquante canons et vingt-cinq pièces d'artillerie. Le lendemain, le général Vaubois fait son entrée dans Trente; Wurmser l'évacue et se réfugie vers Bassano, sur les rives de la Brenta; mais Buonaparte ne le perdait pas de vue; il l'attendait encore là pour lui préparer une nouvelle défaite et s'acquérir de nouveaux triomphes. D'un autre côté, le général Vaubois, qui poursuivait les impériaux, aperçoit leur arrière-garde retranchée à Lavis, derrière la rivière de Lavisio, gardant un pont qu'il fallait traverser. Nonobstant cet obstacle, le général Dallemagne passe sous le feu de l'ennemi, retranché dans le village; le général Murat traverse à gué le Lavisio, avec un détachement du deuxième de chasseurs, portant en croupe un nombre égal de fantassins. Cependant l'adjudant-général Leclerc, accompagné de trois chasseurs seulement, et le chef des Allobroges Desaix, avec deux grenadiers, avaient tourné l'ennemi et s'étaient mis en embuscade une demi-lieue en avant. La cavalerie ennemie, qui se sauvait au galop, les aperçoit et veut passer outre; mais elle est arrêtée par les douze carabiniers et les trois chasseurs qui croisent les baïonnettes et leur coupent le passage. L'adjudant-général Leclerc en fut quitte pour quelques coups de sabre, dont il fut légèrement blessé. La journée de Roveredo avait eu le plus brillant succès : cette dernière action, quoi-

que peu importante, la compléta, et fit tomber au pouvoir des Français un étendard du régiment de Wurmser avec cinq cents prisonniers.

RUGEN.

7 septembre 1807. — La nation française qui, dans les premières années de la révolution, avait peine à défendre ses frontières contre toutes les puissances de l'Europe coalisées, produisit bientôt une foule de héros qui portèrent par-tout la terreur du nom français, et rendirent la Calabre et les bords de la Baltique témoins de leurs exploits. Les armées françaises, commandées par des généraux qui rivalisaient de talens avec les plus grands capitaines de l'antiquité, s'étaient illustrées par leurs triomphes sur tous les points de l'Europe. Sous la conduite de Napoléon, elles avaient vaincu la Prusse et forcé la Russie de consentir à la paix. Le roi de Suède était le seul souverain du nord qui fit cause commune avec l'Angleterre contre la France. Pour l'en punir, Napoléon ordonna au maréchal Brune de s'emparer de l'île de Rugen, sur les côtes septentrionales de la Poméranie. L'armée suédoise, qui était chargée de la défense de cette île, sous le commandement du baron de Toll, n'était pas capable de se mesurer avec les Français; aussi le général suédois n'eut pas plutôt appris que les matelots de la garde impériale se dirigeaient vers Rugen avec un grand nombre de bateaux destinés à en faire l'attaque, qu'il envoya un officier pour entamer une négociation avec le général Brune. Celui-ci avait des ordres précis de se rendre maître de l'île; mais puisque l'occasion se présentait de concilier son devoir avec les droits de l'humanité, il préféra, pour ménager le sang, obtenir par capitulation ce qu'il aurait obtenu par la force : en conséquence il prit possession de l'île au nom du gouvernement français.

SABLES-D'OLONNE (LES).

24 février 1809. — Le capitaine Jurieu, commandant la frégate *l'Italienne*, devait se rallier avec deux autres bâtimens à l'escadre française qui allait débloquer les rades de Lorient et de l'île d'Aix. Le 23 février, il était arrivé près de Belle-Ile, lorsque deux corvettes anglaises qui se

trouvaient dans la baie de Quiberon, mirent sous voiles et le suivirent. Le capitaine Jurieu ordonna à *la Calypso* ; l'une des frégates qui accompagnaient *l'Italienne*, de questionner la vigie sur la position de l'ennemi : elle signala cinq vaisseaux et une frégate. Cette dernière, quoique fort éloignée, semblait observer les Français et les vaisseaux se dirigeant sur Lorient. Pendant toute la nuit, la frégate ennemie et l'une des corvettes qui était à peu de distance, continuèrent d'observer les frégates ; elles avaient sur celles-ci l'avantage du vent et de la marche.

Au point du jour le capitaine Jurieu, apercevant plusieurs vaisseaux, fit des signaux de reconnaissance auxquels ils ne répondirent pas : au signal de virer de bord, la frégate étrangère et la corvette laissèrent arriver, pour venir passer à la poupe de *la Cybèle*, l'une des trois frégates, qui était un peu sous le vent. *L'Italienne* vira de bord pour soutenir cette frégate, qui était déjà engagée avec les navires anglais, et qui leur envoya plusieurs volées.

On voyait, des vaisseaux sous le vent des frégates, et ceux du vent qui les chassait les avaient approchées considérablement. La certitude d'être bientôt atteints décida les Français à mouiller aux Sables-d'Olonne. A neuf heures un quart, ils laissèrent tomber les ancres, en faisant embossure ; à neuf heures et demie, trois vaisseaux, deux frégates et une corvette vinrent les attaquer : un vaisseau de quatre-vingt-dix mouilla par leur tribord à demi-portée de pistolet, et les cinq autres bâtimens se tinrent sous voiles à petite portée de fusil.

Ce fut alors que le combat devint terrible. Les câbles de *l'Italienne* et de *la Cybèle* furent coupés, le feu ayant été communiqué à ces frégates par les valets de l'ennemi. *La Calypso*, qui, pour ne pas couvrir le feu de *l'Italienne*, avait filé du câble, s'était aussi échouée ; mais cet événement ne retarda pas le feu des trois frégates. Le vaisseau qui était mouillé fut forcé de couper son câble ; après avoir reçu en poupe pendant plus d'une demi-heure tout le feu des Français, il toucha et cessa le sien ; mais, par un bonheur sans exemple, il parvint à se dégager, et s'éloigna, faisant feu de tous ses canons de retraite. Les autres bâtimens qui se trouvaient en panne furent très-maltraités par les frégates et les forts.

Ce combat, qui dura trois heures, n'eut d'autre résultat

que de ne pas laisser les trois frégates au pouvoir des Anglais ; mais leurs forces étaient si supérieures, qu'un tel engagement fit le plus grand honneur au courage des capitaines Jurieu, Caucolt et Jacob, à leur état-major comme à leur équipage, et honora beaucoup le pavillon français.

SABUGAL.

3 avril 1811. — Le deuxième corps de l'armée française de Portugal, sous les ordres du général Régnier, était en avant de Sabugal. Il fut aussitôt averti de l'approche de l'armée anglaise sur ce point, et fit ses dispositions pour la recevoir en prenant position sur un plateau en arrière de Sabugal, d'où il pouvait observer et arrêter l'ennemi. L'armée anglaise, forte de vingt-cinq mille hommes, formée en six divisions, se développa à la faveur d'un brouillard, et s'étendit sur la gauche du général Régnier, sur la route de *Pénamacor*. Quelque temps après elle se forma par masses sur le penchant de la côte, avant d'arriver à la Coa, et se présenta aux gués de la rivière. Le brouillard une fois dissipé, le général Régnier ayant observé les mouvemens de l'ennemi, jugea que son intention était d'arriver avant lui sur la route d'Alfayates ; pour le précéder, il fit aussitôt replier les postes de la Coa sur ce point avec la brigade Heudelet, tandis que la brigade Sarrut, restée sur le plateau, devait contenir l'ennemi, qui ne tarda pas à le faire attaquer par les têtes des colonnes. Mais l'artillerie faisait un feu terrible sur les masses anglaises, et silonnait leurs rangs.

Tout-à-coup, par un mouvement spontané, les deuxième légère et trente-sixième de ligne se précipitèrent sur l'ennemi, impatiens de le combattre, culbutèrent les têtes de colonnes, les mirent en fuite, et poussèrent les fuyards jusque vers un mamelon où se formait la réserve anglaise. Mais ce succès ne suspendit pas les efforts des ennemis contre le plateau, ils s'y portèrent avec de plus grandes forces. Dans le temps que l'artillerie les foudroyait et dégarnissait leurs rangs, le général Régnier fit arriver la première brigade de la deuxième division, pour soutenir la brigade Sarrut. Les ennemis toujours repoussés et contenus, il fut permis au deuxième corps, maître de tous ses mouvemens, d'opérer sa retraite, qu'il fit par échelons dans le plus grand ordre.

Les Anglais, furieux de leur perte, voulurent au moins se venger sur le dernier échelon, qui attendait son tour pour quitter le plateau, et l'attaquèrent vivement. Aussitôt le général de brigade Soult, à la tête du vingt-deuxième de chasseurs et d'un escadron du premier de hussards, se porta sur le flanc de la colonne ennemie, la chargea avec tant de vigueur, que dans un instant elle fut mise en déroute, et tout ce qui ne fut pas sabré fut repoussé bien loin du plateau. Cette charge brillante assura la retraite, et força l'ennemi à se replier. La perte de l'armée anglaise, dans cette affaire, fut de près de sept cents hommes; celle des Français ne monta qu'à deux cents hommes. La valeur française se couvrit d'un nouvel éclat dans cette journée. Les généraux montrèrent une grande habileté, les soldats un grand courage; l'artillerie rivalisa avec l'infanterie et la cavalerie légère.

SACRO (LE COL).

22 janvier 1815. — Le général de division Lamarque, dans une dépêche adressée au général en chef de l'armée de Catalogne, lui annonçait qu'il s'était dirigé avec un convoi par Laurito, le Ceredon et Arenis-del-Mont; qu'ayant dépassé le dernier endroit, sur des avis secrets qu'il avait reçus, que de fortes colonnes espagnoles se montraient sur le col *Sacro* et descendaient sur les derniers contreforts qui commandent Arenis-del-Mont, il avait donné ordre au colonel Petit d'arrêter le convoi dans le ravin de Canet, et de se porter sur les hauteurs à gauche de la route qui dominent la vallée de Saint-Joclo. Le général Lamarque marcha en même temps vers Arenis-del-Mont avec la brigade Burmann, faisant filer le bataillon de Berg vers les hauteurs de Pouliastro pour couvrir sa gauche. Mais sur ce point, où il comptait trouver toute l'armée ennemie, il ne trouva qu'environ deux mille hommes, qui dans ce moment se formaient sur les hauteurs du col *Sacro*, et occupaient de fortes positions. Ils furent attaqués avec une rare intrépidité par les miquelets de Poujol, par un bataillon du soixantième et un du cent quinzième. Mais comme le général Lamarque craignait quelque tentative de l'ennemi du côté de Saint-Celeni, à sa droite, il fit marcher en même temps deux bataillons des mêmes régimens, qui se

portèrent vers le pied du mont Nègre. L'attaque des Français fut si vive, qu'après quelques instans de combat, les Espagnols, chassés de toutes leurs positions, furent culbutés et forcés de reculer devant la valeur française. La perte de l'ennemi fut considérable en proportion de celle des Français, qui n'eurent qu'environ quatre-vingts hommes hors de combat, mais atteints la plupart de blessures assez légères. Le général Lamarque cita avec éloge le capitaine de grenadiers Ponsard du soixantième, et le capitaine de voltigeurs Rochard du même régiment, blessés tous deux à cette affaire. Le général Burmann, les colonels du soixantième et du cent quinzième régimens méritèrent les mêmes éloges. La compagnie Poujol se surpassa dans cette circonstance, et fut la plus maltraitée. Enfin, les Français montrèrent dans cette journée d'autant plus de courage et de valeur, qu'ils avaient plus d'obstacles à vaincre.

SAFFET.

12 mai 1799. — Une multitude innombrable de Syriens et d'Arabes, voyant que l'armée d'Orient s'était rendue maîtresse d'une partie de l'ancienne Judée, se mit en marche pour aller au secours de Saint-Jean-d'Acre; elle rencontra l'armée française vers le mont Thabor; mais elle fut complètement défaite. Un peu remis de leur déroute, ces barbares s'approchèrent de Saffet, petite bourgade bâtie sur les ruines de l'ancienne Béthulie, dont les troupes françaises s'étaient emparées. Le général Murat ordonna à la cavalerie de les charger; mais la colonne ennemie, composée de fantassins et de cavaliers de tous les pays et de toutes les couleurs, n'attendit pas l'attaque des Français, et, dès le premier mouvement qu'ils firent, elle prit la fuite avec une rapidité sans exemple, et repassa le Jourdain après avoir perdu un grand nombre de soldats.

SAGONTE.

25 octobre 1811. — L'armée française, sous les ordres du maréchal Suchet, pressait vivement le siège de Sagonte. Le général espagnol Black, voyant que cette ville était près de succomber, réunit aussitôt un corps de trois mille chevaux et de vingt mille hommes d'infanterie. Le maréchal reconnut

les positions des Espagnols. Le 25 octobre, les ennemis occupaient les hauteurs de Pach, qui étaient garnies d'infanterie et d'artillerie, appuyant leur droite à la mer, flanqués par une flotte anglaise, et leur gauche du côté de Livia. Les hauteurs qui couvrent la route de Bétera, étaient également garnies d'artillerie et d'infanterie. Les tirailleurs, que le maréchal Suchet avait envoyé en avant, furent ramenés avec beaucoup de vigueur; en même temps de fortes colonnes débordaient les Français par la gauche, sous la protection de quelques bordées anglaises. Déjà les troupes espagnoles remplissaient le village de Puzol, que le maréchal venait de quitter, et en même temps sa droite, qui était éloignée d'une lieue, fut attaquée par six mille hommes. Débordé par ses deux flancs, le général français résolut d'enfoncer le centre des Espagnols. A peine venait-il de quitter une hauteur qu'il avait reconnue propre à favoriser son attaque sur le centre ennemi, que mille hommes de cavalerie, six mille d'infanterie et de l'artillerie, le remplacèrent sur-le-champ. Les hussards du quatrième chargèrent les Espagnols avec vigueur, trois fois repoussés, trois fois ils revinrent à la charge. Déjà l'armée espagnole comptait sur la victoire; déjà, malgré le feu de neuf pièces de vingt-quatre françaises, qui battaient en brèche sur Sagonté, la garnison de cette place, ne pouvant retenir son enthousiasme, agitait les schakos en l'air, et criait : *A la victoire*, espérant bientôt pouvoir prendre part à un mouvement en avant, que les Espagnols commençaient à opérer; mais l'infanterie française, qui arrivait en toute hâte en colonnes sur la ligne de bataille, arrêta le mouvement de l'ennemi. Le général Harispe et le général Paris marchèrent pour l'attaquer, à la tête du septième de ligne, tandis que les cent seizième et troisième de la Vistule, venant après, l'arme au bras, se déployèrent avec ordre sous un feu épouvantable de mitraille et de mousqueterie, qu'ils soutinrent sans s'ébranler. Cependant le brave septième s'avance contre les Espagnols, enlève leur mamelon à la baïonnette, les renverse avec vivacité et les poursuit; mais les Français sont bientôt ramenés sur le mamelon, où leur artillerie n'a pas eu assez de temps pour s'établir; leurs canonniers sont entourés et sabrés par des forces bien supérieures, et qui venaient d'être renforcées par le général Caró, qui se présentait dans une attitude menaçante avec quinze cents chevaux. Le treizième de cuirassiers, sous

les ordres du général Boussart, s'avance aussitôt et charge avec vigueur cette cavalerie espagnole. La lutte fut longue et sanglante ; les hussards secondaient avec ardeur les cuirassiers, et leurs efforts réunis les font triompher. Les généraux Almoya et Caro sont blessés et pris par les maréchaux-de-logis Vachelot et Bazin, du quatrième hussards. Cependant les Espagnols forçaient l'aile gauche des Français à céder du terrain, et leurs dragons faisaient replier quelques pelotons de cavalerie. Le général Palombini, voyant que ces dragons allaient tomber sur lui, les attendit avec le plus grand calme, à la tête de quatre bataillons, et ordonna au deuxième léger et au quatrième de ligne italiens de les accueillir par une décharge générale. Ces régimens firent un feu si vif et si bien nourri, que cette charge fut repoussée, et que le champ de bataille fut couvert de morts en un instant. En même temps le général Habert attaquait le village de Puzol, où était la division espagnole de l'Albuhera ; là s'engagea une vive fusillade, et le combat se soutint de part et d'autre, avec un acharnement inexprimable. Les Espagnols, renfermés dans les maisons, se défendaient par les fenêtres et les toits du village, et faisaient un feu terrible sur les Français, au moment qu'un corps de cavalerie espagnole s'avavançait sur la route de Valence, pour tourner les troupes du général Habert. Aussitôt le général de cavalerie Delort se précipite sur les Espagnols avec le vingt-quatrième de dragons, les charge avec une haute valeur, les repousse sans désespérer jusqu'au-delà d'Albalate, malgré le feu de plusieurs bataillons embusqués ; il leur enlève un obusier, une pièce de quatre et trente canonniers. Les Espagnols se défendaient encore dans Puzol, et n'avaient point abandonné les hauteurs del Puch, quoiqu'ils fussent débordés au loin. Dans toutes les rues du village, ils sont poursuivis par le seizième de ligne, tandis que le cinquième léger fait déposer les armes à sept cents gardes valonnes, qu'il venait d'envelopper. Le général Chlopiski, qui commandait la droite des Français, pour empêcher les ennemis de le déborder, donna ordre au général Robert d'attaquer et de poursuivre les troupes d'Obispo et de Miranda. Les charges qu'il fit exécuter chassèrent les Espagnols, après une lutte qui leur coûta assez de monde. Débarrassé de ce soin, et victorieux à la droite, le général Chlopiski se porta avec ses troupes sur le centre, et prit une part glorieuse au succès des Français. Les dragons Napoléon,

commandés par le brave colonel Schiaretti, enfoncent trois bataillons ennemis, en tuent un grand nombre, et font huit cents prisonniers. Les hussards et les cuirassiers se joignent en même temps aux dragons, et tous sur le même champ de bataille, ils culbutent la cavalerie espagnole, renversent tous les carrés d'infanterie qui cherchent à se former, promènent par-tout le ravage et la mort. Pendant deux lieues ils taillent en pièces, couvrent d'armes et de morts le champ de bataille, et ramassent plus de deux mille prisonniers. L'ennemi est poussé par-tout avec vigueur et sans repos par les généraux Habert, Bous-sart et Chlopiski. Cependant les Espagnols, vaincus et poursuivis, se rallient et se reforment en arrière de Bétera, protégés par un profond ravin. La cavalerie française est arrêtée par le feu des ennemis ; mais l'infanterie, qui arrive à la hâte, met de nouveau le désordre dans les rangs espagnols ; tous fuient avec vitesse pour éviter la mort : mais restaient encore à forcer les hauteurs del Puch, occupées par le général Black avec sa réserve et cinq pièces de canon. Les troupes des généraux Habert et Palombini, que le maréchal Suchet avait fait reposer quelque temps, reçoivent ordre de l'attaquer dans cette position. Le général Palombini marcha aussitôt pour dépasser dans la plaine le village et les hauteurs del Puch. Le chef de bataillon Passelac, avec un bataillon du cent dix-septième, parvient le premier sur le plateau qu'occupait l'ennemi ; en même les Espagnols sont attaqués et forcés sur la gauche par le général Mont-Marie. Poussé par son front et son flanc ; le général espagnol se voit battu et repoussé. Le désordre se met aussitôt dans les rangs ; les pièces sont enlevées, et les troupes espagnoles se mettent en fuite, et vont chercher leur salut sous la protection de la flotte anglaise, qui lâchait de temps en temps quelques bordées. Sur tous les points la retraite s'exécute ; les Espagnols marchent en toute hâte sur le grao de Valence, où ils sont suivis par la flotte, qui dès le matin avait pris part à la bataille. Cette journée, où la victoire resta quelque temps indécise, et que l'impétuosité de la valeur française fit pencher de leur côté, causa une grande perte à l'armée espagnole. Plus de deux mille hommes tués ou blessés restèrent sur le champ de bataille. Près de quatre mille sept cents prisonniers, dont deux cent trente officiers, quarante colonels, deux maréchaux de camp, seize pièces de canon, huit caissons, quatre mille deux cents fusils anglais et quatre drapeaux tombèrent au pouvoir des

Français ; ces derniers eurent cent vingt-huit morts et cinq cents quatre-vingt-seize blessés, parmi lesquels se trouva le général Paris, et le brave colonel Gudin du seizième deligne, qui, quoique blessé grièvement, ne voulut jamais quitter la tête de son régiment. Toutes les troupes françaises rivalisèrent d'audace et de bravoure dans cette bataille mémorable. Cette victoire, qui dura sept heures, et ne cessa qu'à la nuit, fit tomber au pouvoir de l'armée française la ville de Sagonte, qui, dans cette journée, avait espéré sa délivrance et la défaite totale des assiégeans.

26 octobre 1811. — Le maréchal Suchet s'était porté sur Sagonte, le 23 septembre, pour former le siège de cette place. La ville de Marviedro fut prise par les Français, qui y établirent leur camp et commencèrent à former des ouvrages contre le fort de Sagonte. « Le rocher de Sagonte s'élève sur la rive droite de Marviedro ; il est isolé de toutes les hauteurs, et escarpé à pic sur la moitié de son pourtour ; l'autre moitié tombe en pointes fort roides, et est accessible sur très-peu de points à cause des ressauts du rocher. On voit à mi-côte l'ancien théâtre de Sagonte, en partie taillé dans les flancs du rocher et au pied de la ville de Marviedro, baignée par la rivière de ce nom. Les sommités longues et étroites du rocher étaient couronnées d'anciens ouvrages que l'on attribue aux Maures. Les Espagnols les ont rétablis, en on fait de nouveaux, se sont ménagés des flanquemens et ont formé des terrassemens pour les batteries et des parapets. Toute cette masse d'ouvrages forme un fort très-irrégulier de quatre cents toises de long sur une largeur de trente à soixante toises ; il est divisé en quatre parties ou places, de sorte qu'une partie du fort prise, le reste peut encore se défendre. Le réduit de Saint-Fernando occupe la sommité la plus élevée, et domine tout le reste. Les grandes routes de Valence et de Sarra-gosse passent et se réunissent sous le canon du fort. »

(Extrait du rapport du général Rogiat.)

Il fallait, avant d'attaquer Sagonte, s'emparer du petit fort d'Oropsa, que les Espagnols occupaient sur les derrières des Français ; il fut emporté le 11 octobre, après huit heures de feu d'une battelle de trois pièces de vingt-quatre et d'un mortier. Les Français dirigèrent alors leurs travaux contre le corps de la place et établirent leurs batteries de brèche.

sur la croupe d'un rocher, qui se prolonge de deux cents toises en avant de l'avancée de Saint-Fernando, ce qui nécessita l'ouverture du rocher à l'aide de la mine, pour exécuter un chemin où l'on pût faire passer des pièces de vingt-quatre : en cheminant à travers les veines de terre du rocher sur la droite, on parvint derrière un pli de ce rocher qui formait un point de rassemblement pour les troupes d'assaut. Les batteries battirent bientôt en brèche la tour de l'avancée de Saint-Fernando ; mais comme la maçonnerie était dure et épaisse, les pièces furent dirigées contre l'angle rentrant formé par la tour et le flanc, et cette attaque eut plus de succès : bientôt la brèche fut ouverte, mais non-pratiquable, à cause de la roideur de sa pente. Le feu continua avec vivacité ; les Espagnols ne négligeaient rien de ce qui pouvait retarder l'assaut ; malgré l'artillerie française, qui ne cessait de les foudroyer, ils rétablissaient toujours les parapets en sacs à terre, dès qu'ils étaient enlevés par le canon. Les Français, après avoir agrandi la brèche, résolurent de monter à l'assaut le 18, à cinq heures du soir. A cette heure la colonne d'attaque, qui s'était formée dans la place d'arme établie à trente-cinq toises de l'ouvrage, s'élança rapidement sur la brèche, malgré le feu terrible des Espagnols. Quelques braves Français, par un élan qui leur fut funeste, parvinrent presque au sommet où étaient les Espagnols ; mais aussitôt une grêle d'obus et de grenades lancées à la main les inonda de toutes parts et les renversa sur la colonne d'attaque, qui fut obligée d'abandonner la brèche, où elle laissa cent vingt hommes. Après cette tentative malheureuse, les Français jugèrent qu'il fallait agrandir la brèche du côté de la tour de Saint-Fernando. Aussitôt, malgré la fusillade, les grenades et les pierres des Espagnols qui les lançaient à la main, on se mit au travail avec une ardeur inexprimable ; le chef d'attaque, Henri, fit exécuter les ouvrages les plus difficiles sur un rocher nu, s'approcha par divers travaux à trois toises du pied de la brèche, où il ouvrit une parallèle. Le 25 la nouvelle batterie, qu'on avait élevée plus près de la place, battit avec vigueur la tour de Saint-Fernando ; mais alors le général Black, à la tête d'une armée forte d'environ trente mille hommes, s'avança pour faire lever le siège. Le maréchal Suchet marcha à lui, livra la bataille, et, après un combat sanglant et opiniâtrement disputé, remporta une victoire complète. La

garnison, enhardie par la vue de l'armée espagnole, faisait un feu terrible, et malgré les bombes et les boulets des Français, faisait mine de vouloir forcer la ligne d'attaque pour seconder un mouvement en avant, par lequel l'armée espagnole comptait déjà sur la victoire; mais la valeur française ayant bientôt changé la face du combat, ils restèrent tranquilles dans leurs murs, sans cependant cesser leur feu. Cependant la nouvelle batterie et l'ancienne battaient également les ouvrages de Saint-Fernando, et la brèche fut praticable le 26 à la tour et aux flancs sur vingt hommes de front. Les Français, qui étaient bien établis au pied n'attendaient plus que l'ordre de donner l'assaut, lorsque le maréchal Suchet fit sommer le commandant du fort de se rendre, on lui annonçant la bataille de Sagonte, gagnée par les Français. La capitulation fut acceptée, et le même jour, à neuf heures du soir, le brigadier Andriani, huit officiers supérieurs et deux mille cinq cent soixante-douze soldats, défilèrent par la brèche, déposèrent leurs armes et six drapeaux, et furent conduits prisonniers à Marviedro. Les Français trouvèrent dans la place dix-sept bouches à feu, huit cent mille cartouches, deux milliers de poudre anglaise, six mille boulets et deux mille cinq cents fusils anglais. Tels furent les principaux évènements du siège de Sagonte, qui illustra les troupes françaises victorieuses en bataille rangées et sur la brèche du fort. Ce siège, qui dans les tems anciens coûta tant de soins et de travaux au grand Annibal, fut commencé et terminé en un mois par l'armée française, dans un temps où de nouvelles fortifications avaient rendu la place presque imprenable, et où il fallut encore combattre une armée de trente mille hommes, qui était accourue à son secours.

SAINT-BOY.

2 septembre 1808. — Commandant de la Catalogne, le général Duhesme; en revenant à Barcelone, n'avait eu qu'à se louer des mesures prises pendant son absence par le général Lecchi. Cependant les insurgés, soutenus par des canonniers, par des détachemens anglais, par quelques régimens de troupes réglées espagnoles, s'étaient postés sur la ligne du Lobrega, ayant leur quartier-général à Saint-Boy, et leur réserve sur les hauteurs de Saint-André et de Montgat. Ils avaient établis sur ces deux points des camps baraqués,

où ils étaient au nombre de douze mille hommes, et où ils avaient rassemblé des quantités considérables de munitions de toute espèce.

Le général Duhesme résolut de s'emparer de ces magasins et de dissiper cette armée. Il se mit en marche le 2, à la pointe du jour, ayant donné sa droite au général de brigade Bessières, son centre au général Milowitz, et sa gauche au général Schwartz. Dès la première attaque, l'ennemi fut mis en désordre, ses positions furent enlevées, il fut poursuivi jusqu'au-delà de ses quartiers-généraux de Saint-Boy et de Montgat. Il perdit mille hommes tués, six cents blessés, et ses canons au nombre de quatorze pièces. On trouva plusieurs Anglais parmi les prisonniers, et quelques fuyards de cette nation cherchèrent leur salut à bord des frégates anglaises. Les magasins dont l'armée s'empara contenaient une quantité prodigieuse de vivres et de munitions, qui accrurent les approvisionnements de Barcelonne. Les troupes italiennes rivalisèrent d'audace et de bravoure avec les troupes françaises.

SAINT-GEORGES.

10 mars 1814. — La division Musnier, et le douzième régiment de hussards, qui formaient l'avant-garde de l'armée du maréchal Augereau, trouvèrent l'ennemi à Saint-Georges, à deux lieues de Villefranche. Ils le poussèrent de position en position jusqu'à une demi-lieue de Mâcon, et lui prirent deux pièces de canon et huit cents hommes, dont plusieurs officiers. Dans cette journée, le douzième régiment de hussards fit des prodiges de valeur, quoiqu'il eût en tête quatre régimens de cavalerie autrichienne. Le chef d'escadron de Plessen s'y distingua particulièrement, et blessa de sa main le général ennemi Schneider, qui commandait l'avant-garde.

Voyez GEORGES (SAINT-).

SAINT-GILLES.

1^{er} juin 1815. — Les Anglais, voulant renouveler les malheurs dont la Vendée a été long-temps accablée, avaient débarqué sur la côte près de Saint-Gilles des armes et des munitions, le 1^{er} juin 1815. Soulevés par quelques agens d'in-

surrection, plus de cinq mille Vendéens s'étaient rassemblés sous le commandement de Laroche-Jacquelein et de quelques autres chefs, qui, leur ayant distribué les armes fournies par les Anglais, les conduisirent sur divers points. A la nouvelle de ces mouvemens d'insurrection, le général Travot partit de Nantes à la tête de deux mille hommes, rencontra, entre Touvoy et la Roche-Servière, une grande masse d'insurgés, qu'il attaqua sur-le-champ, et, après un combat de quelques heures, il enfonça leur centre à Légé, les mit en déroute, et se dirigea sur Bourbon-Vendée, où il arriva le 2. C'est là qu'il apprit que les insurgés avaient forcé la batterie de Saint-Gilles, qui n'était défendue que par trente invalides, et s'étaient emparés de ce point, qui était d'une grande importance, à cause de la facilité du débarquement. Voulant en chasser les insurgés, il fit partir le général Grosbon à la tête d'une colonne de treize cents hommes. Elle repoussa quatre cents Vendéens qui étaient encore dans Saint-Gilles, et qui allèrent rejoindre le corps de Laroche-Jacquelein, occupé du débarquement des armes et des munitions. Pour étouffer l'insurrection dans sa naissance et empêcher le débarquement, il fallait disperser le corps de Laroche-Jacquelein. Le général Travot partit le 3 de Bourbon-Vendée dans cette intention, et exécuta avec le plus grand succès le projet hardi de passer la rivière de Vic à Pas-Ouption, pour lui couper la retraite. A cet effet le général Estève se dirigea avec la première colonne sur Saint-Jean-de-Ment; la seconde occupa Saint-Hilaire-de-Riez, Croix-de-Vic et Saint-Gilles. Ces opérations firent tomber entre les mains du général cinq cents fusils renfermés dans des caisses, une grande quantité de pistolets, vingt-cinq tonneaux remplis d'effets, et divers autres objets. Cependant les insurgés, au nombre de trois mille, s'étaient retranchés dans des fossés près de Saint-Jean-de-Ment, qu'ils occupaient. Le général Estève, qui se dirigeait sur cette ville, voyant qu'il était impossible de les forcer dans cette position avantageuse, fit preuve d'une grande habileté: feignant d'être effrayé par le nombre, il fit faire à ses troupes un mouvement de retraite, qui eut tout l'effet qu'il en attendait. Les insurgés, attirés par sa fuite, abandonnèrent leur forte position pour le suivre; mais se retournant tout-à-coup avec la plus vive impétuosité, il chargea sur les royalistes, la baïonnette en avant, les mit en pleine déroute, et couvrit de morts le champ de bataille. Ils perdirent dans cette ren-

contre leur général en chef Laroche-Jacquelin, qui était un des premiers et des plus ardens instigateurs de cette guerre désastreuse. De l'autre côté la mort du brave général Grosbon, tué à la fusillade de Saint-Gilles, fut la perte la plus considérable. Tels furent les commencemens de cette guerre civile, que les Anglais, conséquens dans leur système d'oppression envers la France, allumèrent de nouveau en jetant sur les côtes de la Vendée les flambeaux de la discorde.

SAINTE-CROIX.

24 décembre 1813. — Un corps de partisans, commandé par le général autrichien Scheibler, s'était porté aux environs de Colmar, et avait même jeté un parti de soixante chevaux dans cette ville, lorsque l'avant-garde du cinquième corps, commandé par le général Milhaud, arriva, et les obligea de se retirer. L'ennemi avait deux mille chevaux à Sainte-Croix, et inquiétait les environs par un pillage continuel. Le général Milhaud résolut de les attaquer, et envoya contre eux le général Monteleger avec sa brigade de dragons. Les deuxième, sixième et onzième dragons se précipitèrent sur les forces ennemies, composées de cheveu-légers bavares, de hussards autrichiens, de Szecklers et de Hesse-Hambourg, et deux régimens de Cosaques d'Elmousin et Hauren. Les troupes alliées opposèrent une vive résistance qui était secondée par la supériorité du nombre. Mais les dragons français, redoublant d'ardeur à mesure que de nouveaux soldats remplaçaient les morts, les culbutèrent enfin, sabrèrent près de neuf mille hommes, et laissèrent sur le champ de bataille trois cents hommes tués. Dans cette affaire extrêmement brillante et glorieuse aux dragons français, cent trente chevaux et deux cent trente prisonniers, parmi lesquels soixante Cosaques, tombèrent au pouvoir de la brigade Monteleger, qui n'eut de son côté que dix hommes tués, soixante-six blessés, dont trois officiers. Les ennemis eurent à regretter Petro Aurazin, colonel de Cosaques, d'une grande distinction, et un lieutenant-colonel des hussards de Hesse-Hambourg, nommé d'Arns-tein, tous deux blessés et prisonniers. C'est ainsi que les Français, combattant pour la défense de leur propre territoire, méprisaient le nombre de leurs ennemis, et remportaient des victoires au milieu des désastres qui auraient dû les accabler.

SALAMANQUE.

22 juillet 1812. — Le duc de Raguse, commandant l'armée du Portugal, avait passé le Duero à Tordésillas, et, après plusieurs combats tous favorables aux Français, il avait forcé l'ennemi à se replier jusque sur Salamanque, où les deux armées se trouvèrent en présence le 22 juillet. La canonnade s'engagea aussitôt des deux côtés, et l'on se préparait à livrer la bataille. Mais au moment où le duc de Raguse était occupé à faire ses dernières dispositions, un boulet creux l'atteignit, lui fracassa le bras droit, et lui fit deux blessures dans le côté droit : cet accident l'obligea de quitter le champ de bataille. Cependant le combat s'était engagé sur toute la ligne avec la plus grande vivacité. Le général Clausel prit le commandement de l'armée française et fit continuer le combat. Les Français et leurs ennemis firent pendant plusieurs heures des prodiges de valeur. Les uns et les autres, tantôt vainqueurs, tantôt repoussés, revenaient à la charge avec le plus grand acharnement, et les succès furent toujours partagés. Cependant les blessures du duc de Raguse avaient déterminé le général Clausel à se retirer sur la droite de la Tormes. En conséquence il fit repasser cette rivière à Alba, et laissa une de ses divisions pour en couvrir le pont jusqu'au lendemain. L'ennemi, qui avait éprouvé une perte considérable, ne l'inquiéta pas dans sa retraite. Mais le lendemain la cavalerie anglaise attaqua son arrière-garde, qui la combattit avec avantage et la força à se retirer à toute bride, après une perte assez considérable. Tel fut le résultat du combat de Salamanque, où les Français et leurs ennemis montrèrent autant de courage et de valeur que d'opiniâtreté.

28 juillet 1812. — L'armée française après avoir remporté les victoires les plus signalées en Espagne, fut divisée par Napoléon. Il retira ses meilleures troupes pour les joindre à la grande armée dans la campagne de Russie. Les Anglais, au contraire, reçurent des renforts considérables et se disposèrent à attaquer leurs ennemis de la manière la plus vigoureuse. Le 16 juillet ils arrivèrent devant Salamanque. Le duc de Raguse crut devoir évacuer la ville, laissant toutefois une garnison dans les forts qu'il avait fait construire et qui se trouvaient en état de défense. Il se retira à six lieues

de là, rassembla cinq divisions, se rapprocha de la ville, et força les Anglais à montrer quelle attitude ils voulaient prendre. Leur position était des plus avantageuses et ne pouvait être attaquée sans témérité. Les choses restèrent dans cet état pendant quelques jours. Le siège du fort de Salamanque recommença avec plus de vigueur. Dans la nuit du 27 le feu redoubla d'intensité, et les Anglais tirèrent à boulet rouge sur les établissemens du fort. Ils étaient remplis de bois, et dans un instant ils présentèrent l'aspect d'un vaste incendie. La garnison fit des prodiges de valeur, elle eut la gloire de repousser deux assauts et de faire perdre à l'ennemi plus du double de sa force; mais le feu consumant ses magasins, ses vivres, et détruisant ses défenses, elle dut se rendre à discrétion le 28, à midi.

SALDANNA.

24 novembre 1810. — Le colonel Painteville se porta, le 24 novembre 1810, sur Saldanna, où l'ennemi avait rallié six cents hommes. L'infanterie française força d'emblée le pont qui était barricadé. Les dragons se précipitèrent à l'instant sur l'ennemi. Cent cinquante hommes, dont plusieurs chefs, furent sabrés sur la place. Le reste échappa en se dispersant dans les montagnes.

Le même jour, le chef d'escadron Pérussel atteignit une autre bande, forte de plus de cinq cents hommes, et composée en partie d'insurgés et de toréadors. Cent cinquante de ces gens furent tués ou blessés, et une centaine faits prisonniers.

SALEHIE.

3 août 1798. Ibrahim bey, voyant que les Français s'étaient rendus maîtres du Caire, fit sa retraite à Belbeys pour y attendre la caravane, se réunit aux Mameloucks qui devaient l'escorter, et concerta avec Mourad bey et les Arabes un plan d'attaque contre l'armée française. Pendant qu'il mettait tout en œuvre pour assurer le succès de cette opération, qu'il cherchait à soulever les Fellahs du Delta, et entretenait des intelligences au Caire, pour porter les habitans à la révolte, Buonaparte donnait aux provinces conquises un gouvernement provisoire; il élevait à la hâte des fortifications pour empêcher les soulèvemens, et se défendre

contre les beys en cas d'attaque. Il n'ignorait pas qu'Ibrahim bey cherchait à réunir des forces pour lui enlever le fruit de ses conquêtes ; en conséquence il envoya le général de brigade Leclerc à Elhanka, avec trois cents hommes de cavalerie, trois compagnies de grenadiers, un bataillon et deux pièces d'artillerie légère, pour observer ses mouvemens. Le 3 août 1798, quatre mille Mameloucks et Arabes attaquèrent le général Leclerc ; mais ils ne purent soutenir le feu de l'artillerie, et prirent la fuite. Buonaparte était persuadé que l'Egypte ne serait pas tranquille, tant qu'elle ne serait pas délivrée de la présence des Mameloucks, et sur-tout d'Ibrahim bey ; en conséquence, le 9 août, il fit partir du Caire les divisions Bon, Régnier et Menou, et se mit à leur tête, et deux jours après, ils joignirent à Belbey l'avant-garde du général Leclerc. Ibrahim bey ne jugea pas à propos de les attendre et se retira à Saléhié. Les Français s'étaient attachés à sa poursuite : à quelque distance du village ils aperçurent une caravane accompagnée d'une troupe d'Arabes. La cavalerie les attaque, fait fuir les Arabes et arrête la caravane. C'était une partie de celle de la Mecque qui avait été pillée par les Arabes mêmes qui étaient chargés de son escorte. Buonaparte menaça le cheick de le faire fusiller s'il ne rendait à l'instant tous les objets volés, et s'il ne restituait aux marchands leurs femmes, leurs enfans, leurs esclaves et leurs richesses. Le cheick ne se fit pas long-temps prier, et s'exécuta de bonne grâce. Le 11 août, le général Leclerc se porta sur Saléhié, avec environ trois cents hommes de cavalerie ; mais à peine parut-il à l'entrée du village, qu'Ibrahim bey prit la fuite, couvrant son avant-garde par un corps de mille Mameloucks. L'infanterie n'était qu'à une lieue de distance, et la plaine était couverte d'Arabes qui attendaient l'issue du combat pour tomber sur les vaincus. Aussitôt Buonaparte se met à la tête de l'avant-garde, et poursuit Ibrahim bey dans le désert. Deux cents braves du dix-septième régiment de hussards, du vingt-deuxième de chasseurs et des guides à cheval se précipitent avec fureur sur les mille Mameloucks et traversent leurs rangs ; mais à peine échappés de là, ils se voient enveloppés d'une troupe cinq fois plus nombreuse qu'eux ; le nombre ne les effraie pas, ils se battent en désespérés, et font un grand carnage de l'ennemi. Cependant les Mameloucks, ne pouvant résister à la valeur fran-

caise, battent en retraite, abandonnant deux mauvaises pièces de canon et quelques châteaux. Ibrahim bey, qui avait disparu à l'approche des Français, se dirigea vers la Syrie avec ses équipages, ses femmes, celles de ses Mameloucks, ses trésors, et les plus riches marchandises de la caravane. Le proverbe qui dit que la fortune seconde l'audace, fut vérifié dans l'affaire de Saléhié en faveur des Français. Environnés de dangers de toutes parts, aux prises avec un ennemi de beaucoup supérieur, les Français se précipitaient au combat avec une telle intrépidité, qu'il paraissait presque impossible qu'il en échappât un seul; cependant, dans les combats qui précédèrent et suivirent l'attaque de Saléhié, nous ne perdîmes qu'une vingtaine de braves. Le chef de brigade Detrées reçut plusieurs blessures graves en chargeant à la tête de la cavalerie. Au milieu d'une charge exécutée par le vingt-deuxième de chasseurs, le chef de brigade Lasalle laissa tomber son sabre; il met tranquillement pied à terre, le ramasse et remonte avec sang-froid sur son cheval, pour combattre un Mamelouck qui, le voyant désarçonné, s'était précipité sur lui avec fureur. Le général Murat et l'aide-de-camp Duroc se battirent comme de simples soldats et coururent les plus grands dangers. Quoique Saléhié ne fût qu'un simple village, sa position était importante, et Buonaparte, sentant le besoin de la conserver, fit fortifier le village, et y mit garnison.

3 mars 1800. — Les Français, en vertu de la capitulation d'Egypte, avaient été obligés d'évacuer le village de Saléhié qui, par les fortifications qu'on y avait faites, était devenu une place assez importante. Le grand-vizir en avait pris possession, et y tenait une forte garnison. Le général Kléber, voulant profiter de l'avantage que venait de lui procurer la victoire d'Héliopolis, songea à reprendre Saléhié. Il s'attendait que l'armée du grand-vizir lui opposerait une vive résistance, plutôt que de se laisser repousser dans le désert, que la chaleur et la poussière rendaient inhabitable. Il se disposa donc à l'attaquer le 3 mars 1800. Comme il s'approchait du village, les habitans coururent au-devant de l'armée, et instruisirent le général de la fuite du grand-vizir; il était parti de la ville avec cinq cents hommes d'escorte, abandonnant le camp, l'artillerie et les bagages. Ce camp n'était point dressé comme ceux des Français; c'était un espace d'en-

viron trois quarts de lieues d'étendue , où les tentes étaient placées sans ordre , et l'artillerie dispersée çà et là. Les Français y trouvèrent une immense quantité de selles et de harnais , plus de quarante mille fers de chevaux , donze litières sculptées et dorées , et beaucoup d'autres meubles de prix mêlés avec les dépouilles du soldat. Aussitôt que les Turcs eurent abandonné leur camp , les Arabes , suivant leur coutume , s'étaient réunis pour se partager les dépouilles des fuyards ; mais ils avaient à peine commencé à rassembler les effets qui pouvaient leur convenir , que les Français entrèrent dans le camp , et les forcèrent de fuir à leur tour , abandonnant tout le butin dont ils n'avaient eu que la vue. L'armée , après s'être reposée de ses fatigues et s'être munie de tout ce qui pouvait convenir aux soldats , se mit à la poursuite du vizir. La route , depuis le camp jusqu'au pont du Trésor , était convertie de morts , de mourans , de chevaux , de chameaux , et de bagages de toute espèce. Lorsque les Français arrivèrent au pont , ils aperçurent au-delà les Arabes aux prises avec les traîneurs qu'ils dépouillaient sans miséricorde. Ne jugeant pas à propos de se mêler avec eux , les Français revinrent au camp. On s'imagine communément que les Turcs sont redoutables au combat ; leur nom seul impose ; on dit fort comme un Turc , terrible comme un Turc ; mais c'est une erreur. Pour se détromper , qu'on suive les différentes affaires qu'ils ont eues en Egypte avec les Européens ; on verra que par-tout il y avait cinquante Turcs tués pour un Français , malgré la grande supériorité du nombre , et cela parce qu'ils n'avaient aucun ordre dans leur camp , et aucune discipline dans leurs armées. Pour se former une idée exacte de la mauvaise tenue des troupes en Turquie , écoutons le rapport d'un Anglais qui suivait , avec un caractère public , le grand-vizir. « Une armée turque peut être parfaitement comparée , dit-il , à une nation entière qui émigre. Le nombre des personnes inutiles qui suivent ces armées est presque inconcevable , de sorte que quand on parle d'une armée de cent mille hommes , il en faut mettre de côté les deux tiers. Lorsque l'armée du grand-vizir quitta Constantinople , elle n'était composée que de cinq mille hommes , mais il y avait quatorze mille chevaux. Ce nombre s'est accru jusqu'à quatre-vingt mille hommes. Tout homme qui n'est pas simple soldat doit avoir , outre ses domestiques , qui sont nombreux ,

un cuisinier, un homme pour plier et poser les tentes, un sakka ou porteur d'eau, un hannasser ou un homme pour aller chercher la nourriture des chevaux. Les troupes ne sont pourvues de biscuit, ou de pain et de viande, qu'une fois par semaine; les janissaires seuls ont des rations de riz. Leur indifférence pour les malades est extrême; ils n'ont ni médecins, ni chirurgiens, ni apothicaires, ni hôpitaux. Dans une seule journée, cette armée perdit trois cents hommes, et le vizir fut obligé d'aller lui-même ranimer les mourans avec de l'eau. Il est encore presque impossible de se procurer une notice exacte du nombre des troupes dans un camp turc; d'abord, parce qu'ils le cachent eux-mêmes, ensuite, parce qu'il n'y a rien de constant parmi eux. Un officier qui fait porter devant lui le beyrac ou drapeau, suppose qu'il commande deux cents hommes, afin de recevoir ce nombre de rations, quoiqu'il n'en ait que cinquante. L'ignorance de leurs généraux sur le nombre de leurs troupes est le même que celle des étrangers; car durant cette expédition, le secrétaire de l'ambassadeur d'Angleterre entendit tenir au vizir ce singulier propos : « Je suis bien étonné de trouver que j'aie un si grand nombre de troupes. »

SALIONZA.

27 décembre 1800. — La bataille de Marengo semblait avoir été une assez bonne leçon pour les Autrichiens, et on ne devait pas croire qu'ils osassent de long-temps se mesurer avec les Français. Mais, soufflés par l'Angleterre, ils voulurent encore tenter le sort des armes, et disputèrent à l'armée d'Italie, commandée par le général Brune, le passage du Mincio, qui, quelques années auparavant, avait été témoin du triomphe de Buonaparte. Ils opposèrent donc à l'armée française la plus vive résistance; mais elle devint inutile : le général Brune effectua le passage de la rivière, et s'avança à Salionza, laissant la cavalerie en observation à la tête des ponts. L'avant-garde, aux ordres du général Delmas, allait attaquer les redoutes de Salionza; mais les Autrichiens, à peine revenus de la déroute qu'ils avaient essuyée au passage du Mincio, qui leur avait coûté vingt-huit pièces de canon et huit mille cinq cents prisonniers, ne jugèrent pas à propos de se défendre, et en passèrent par toutes les conditions qu'il plut au vainqueur de leur imposer.

SALO (ITALIE).

16 février 1814. — Le prince vice-roi d'Italie ayant dirigé la garde royale sur Salo, où l'ennemi avait porté une colonne de deux mille hommes, s'empara de cette ville, le 16 février, malgré la résistance qu'on lui opposa. Les chasseurs de la garde royale d'Italie, ayant à leur tête le colonel Péraldi, emportèrent à la baïonnette la première porte de la ville où l'ennemi s'était retranché. Fuyant sur Toscolano dans le plus grand désordre, il fut poursuivi l'épée dans les reins, et on lui fit une centaine de prisonniers. La flottille du lac de Garda, commandée par le capitaine Tempier, contribua au succès en canonnant les colonnes ennemies sur la route qui cotoie le lac, ce qui força cinq à six cents hommes à se disperser dans les montagnes, après avoir jeté bas leurs armes.

SALZA (LA).

Décembre 1800. — Les Français, vainqueurs des Autrichiens à Hohenlinden, les avaient rejetés derrière l'Inn, et ceux-ci, à l'aide d'habiles manœuvres et de quelques succès, s'étaient ouvert un passage vers la Salza, derrière laquelle ils avaient pris une position avantageuse. Le général Moreau, qui commandait en chef l'armée du Rhin, ne voulant négliger aucun des avantages qu'il pouvait tirer de la victoire de Hohenlinden, résolut de passer la rivière pour les débusquer de leur nouvelle position, et les rejeter entièrement dans les montagnes du Tyrol. En conséquence, le 13 décembre, il chargea le général Decaen de faire une reconnaissance très-étendue sur la Salza; mais, grâce à l'intrépidité des soldats et à l'habileté des généraux Durut et Kniazewitz, le passage s'effectua en même temps que les reconnaissances, et avant midi l'avant-garde du général Decaen était arrivée à Lauffen. Les Autrichiens ne songeaient nullement à empêcher les approches de la rivière, ils ne tirèrent pas même un coup de canon; ils s'étaient contentés de couper quatre arches du pont, de garnir d'infanterie un escarpement élevé qui domine, et de placer avantageusement leur artillerie sur les hauteurs. Le général Decaen, ne croyant pas possible d'effectuer le passage sur ce point, remontait la rivière pour chercher un gué: il aperçoit à une demi-lieue au-dessus de Lauffen, une barque qui paraît

être abandonnée. Trois chasseurs-qui l'accompagnaient l'aperçoivent aussi, et sur-le-champ, sans s'inquiéter de la rigueur du froid, qui était excessif, et de la rapidité du courant de la rivière, ils se jettent à la nage, et, après de longs et généreux efforts, ils atteignent la barque et la ramènent sur la rive gauche. C'était une faible ressource pour faire passer la rivière à une armée entière; mais le général Decaen sut si bien en profiter, que cette seule barque assura le succès de l'entreprise. Decaen charge le général Durut de jeter à l'instant quatre cents hommes sur la rive opposée, et confie la conduite de ce détachement à son jeune frère, officier de chasseurs, et à l'adjutant-commandant Plausanne. Comme cette expédition demandait du temps, et qu'il était à craindre que l'ennemi ne s'en aperçût, on engagea pour détourner son attention une canonnade et une fusillade très-vive, avec les troupes qui avaient la garde du pont. Pendant ce temps-là le détachement passe sur la rive droite, et s'empare d'un village qu'il barricade, et après y avoir établi quelques hommes pour assurer ses derrières, il s'avance vers le pont, se précipite sur l'ennemi qui, se trouvant surpris, ne fait aucune résistance et prend la fuite en abandonnant ses pièces. Ainsi, maîtres de tous les bateaux de la rive droite, les Français eurent bientôt transporté sur l'autre bord autant de monde qu'il en fallait pour effectuer le passage de l'armée. On profite de la nuit pour jeter un pont-volant destiné au passage de l'artillerie, et le pont que l'ennemi avait coupé est bientôt mis en état de porter l'infanterie et la cavalerie. Le général Moreau, instruit du passage d'une partie de la division du général Decaen, ordonne au général Richepanse de se porter sur Lauffen. Pendant que les divisions Bastoul et Legrand se dirigeaient sur ce point, la réserve de la cavalerie marcha sur Teissendorf. Le général Lecourbe, qui venait de passer la Saal à gué, au-dessous de Veldkirch, après un combat vigoureux, fut chargé d'observer l'ennemi et de couvrir le flanc droit de l'armée du Rhin, pendant qu'elle effectuerait son passage, et que la division Grouchy se porterait sur Lauffen, en laissant une brigade au confluent de la Saal et de la Salza. Pendant que la division du général Decaen défilait sur un nouveau pont qu'on avait jeté à Lauffen, on s'aperçut que les Autrichiens retiraient leurs vedettes et semblaient vouloir faire un mouvement rétrograde. Aussitôt le lieutenant-général Lecourbe développa toute son artillerie et sa cavalerie dans la

plaine, en avant du village de Vaal, tandis que l'infanterie du général Montrichard se déployait le long des bois qui bordent la rive droite de la Salza jusqu'au confluent des deux rivières, où il serait joint par la brigade du général Boyer, qui pouvait passer la Salza à gué, et se rendre maître d'un pont brûlé par l'ennemi, et que l'on aurait aussitôt réparé. D'un autre côté, le village de Golz sur la route de Reinthal, dans un terrain boisé, serait occupé par un bataillon aux ordres du général Gudin, et le reste de la division se formerait devant le village de Vaal et s'y appuierait. Les Français, à la faveur d'une brume très-épaisse, avaient fait avancer dans la plaine un corps considérable de cavalerie avec quelques pièces de canon, et l'avaient fait éclairer par des tirailleurs qui poursuivaient les Autrichiens; mais ceux-ci démasquèrent d'abord six pièces d'artillerie qui firent un feu très-soutenu, et voyant que les Français y répondaient avec supériorité, ils mettent en batterie plus de trente pièces de canon. Cependant le brouillard se dissipe, la cavalerie se met en mouvement de part et d'autre et s'engage sur plusieurs points. Les septième et neuvième de hussards sont d'abord chargés par les Autrichiens, et, malgré la résistance la plus vigoureuse, ils sont forcés de céder au nombre et de se replier. Le onzième de dragons s'avance, et fournit à fond la plus belle charge, renversant tout ce qu'il rencontre. Pendant que les hussards, de concert avec les dragons, mettent en déroute au moins deux mille chevaux, la seconde ligne de l'ennemi restait tranquille, et le lieutenant-général Lecourbe tenait en réserve le vingt-troisième de cavalerie. L'infanterie française faisait des progrès sur la droite; mais la gauche, ayant voulu forcer la croisière de Lauffen et de Reinthal; sur Salzbourg, fut arrêtée par la réserve autrichienne, qui était très-nombreuse. Pendant que le reste de l'armée effectuait le passage de la Salza, le lieutenant-général Lecourbe se sentant inférieur, fit replier ses ailes, dirigea sa cavalerie derrière le défilé, et tint la tête du village de Vaal avec son infanterie pour être prêt à marcher sur Salzbourg, quand le général en chef paraîtrait à la hauteur sur la rive droite de la rivière. Cette manœuvre était hardie, et présentait beaucoup d'avantage à l'ennemi, qui avait sur ce point toute son infanterie, de la cavalerie et une grande quantité de canon. Le général Moreau, qui suivait tous les mouvemens de l'armée française et les manœuvres de l'ennemi, crut que c'était le

moment d'agir en masse; en conséquence il ordonna au général Decaen d'effectuer le passage de la rivière le plus rapidement possible, et de se diriger sur Salzbourg. La Salza fut aussi passée par la division Richépanse, qui, le lendemain, fut suivie du reste de l'armée. Les Autrichiens s'étaient retirés sur Lauffen; mais lorsqu'ils virent les Français se diriger sur ce point, ils prirent la fuite pendant la nuit. Le 15 au matin, la division aux ordres du général Decaen se disposait, suivant les ordres du général en chef, à attaquer l'ennemi, qu'elle comptait rencontrer; mais le général Decaen, ayant appris que les postes autrichiens avaient disparu, dirigea son avant-garde sur Salzbourg, en suivant la rive droite de la Salza, et il y fut à peine rendu que le général Lecourbe, qui avait suivi la rive gauche, le rejoignit.

SAMANOUTH.

Janvier 1799. — Les Français, vainqueurs des Mameloucks, avaient chassé Mourad bey du Faïoum, et l'avaient forcé de se retirer vers le haut Saïd; mais celui-ci, toujours maître de la haute Egypte, ne se croyait pas vaincu, et ne cessait d'inquiéter les Français avec sa nombreuse cavalerie, en attendant qu'il pût les attaquer en bataille rangée. Ceux-ci, qui n'avaient que de l'infanterie, ne pouvaient garantir le territoire qu'ils occupaient des fréquentes incursions des Mameloucks. Le général Desaix, qui commandait dans cette partie, informe Buonaparte de sa situation, et en reçoit bientôt un renfort de mille hommes de cavalerie et de trois pièces d'artillerie légère, commandé par le général Davoust, avec ordre de chasser Mourad bey au-delà des cataractes du Nil, d'exterminer les Mameloucks ou de les expulser de l'Egypte. Conformément à ces ordres, Davoust et Desaix marchent contre Mourad bey; mais celui-ci se déroba sans cesse à leurs poursuites. Le 29 décembre l'armée française arrive à Girgê, capitale de la haute Egypte, et s'y arrête pour attendre une flottille qui devait leur apporter des munitions; mais les vents étaient contraires, et il se passa vingt jours sans qu'on entendît parler de la flottille. Cependant Mourad bey mettait tout en œuvre pour susciter aux Français de nouveaux ennemis : d'un côté il invite les chefs du pays de Jedda et d'Yambo, en Arabie, à passer la mer Rouge et à exterminer une poignée d'infidèles venus pour détruire

la religion de Mahomet; d'un autre côté il envoie en Nubie des émissaires qui en amènent du renfort, et Hassan bey Jeddaoui est aussi conjuré de se réunir contre les ennemis du Coran, tandis que des émissaires sont envoyés dans la province qui se trouve entre Girgé et Siout, pour engager les habitans à détruire la flottille des Français et inquiéter les derrières de leur armée. Toutes ces manœuvres ne purent se faire assez secrètement pour qu'elles ne parvinssent pas aux oreilles du général Desaix. Aussitôt il charge le général Davoust de marcher à la tête de toute sa cavalerie pour les dérouter et en punir les auteurs. Le 3 de janvier la cavalerie française rencontre au village de Souaqui une multitude d'hommes armés : en moins d'un instant elle est chargée et mise en pleine déroute; huit cents des insurgés restèrent sur le champ de bataille. Cette défaite aurait dû rendre les Egyptiens plus circonspects, mais elle n'empêcha pas les paysans des provinces de Misnie, de Benésouef et d'Hoara de se rassembler dans les environs de Siout. Davoust marche contre eux, les rencontre le 8 janvier au village de Tatha, fond sur eux, les taille en pièces, leur tue mille hommes et met le reste en fuite. Cependant l'armée de Mourad bey se trouvait renforcée par mille chérifs arrivés d'au-delà de la mer Rouge, de deux cent cinquante Mameloucks qu'avaient amenés Hassan bey Jeddaoui et Osman bey Hassan; un autre corps de Nubiens et de Maugrabins était campé auprès du village de Houé, et les habitans de la haute Egypte, depuis Girgé jusqu'aux cataractes, s'étaient levés en masse, et n'attendaient que le signal pour agir. Une armée aussi nombreuse était aux yeux de Mourad bey plus que suffisante pour remplir ses vues; aussi, ne doutant pas un instant du succès, il se dispose à attaquer les Français : l'ordre est donné, et l'avant-garde, commandée par Osman bey Hassan, arriva le 21 janvier dans le désert, en face de Samanouth. Cependant la flottille s'étant avancée vers Siout, par un vent plus favorable, était arrivée à sa destination, et Desaix, après en avoir tiré les provisions nécessaires, lui ordonne de suivre les mouvemens de la division, et retourne à Girgé. Le lendemain 22, l'avant-garde française rencontre celle de l'ennemi sous les murs de Samanouth. Aussitôt Desaix partage son avant-garde et en forme trois corps, deux d'infanterie et un de cavalerie : ce dernier était placé au centre des deux autres, de manière à en être protégé. A peine les

Français furent-ils rangés en bataille, que la cavalerie ennemie les cerna totalement, pendant qu'une colonne d'Arabes d'Yambo faisait un feu continuel sur leur gauche : Desaix charge le capitaine Clément de les attaquer avec les carabiniers de la vingt-unième légère, pendant que Rapp et Savary, à la tête d'un escadron du septième de hussards, chargeraient l'ennemi en flanc. Les Arabes, qui étaient dans un grand canal, furent attaqués avec tant de vivacité qu'ils prirent la fuite, laissant sur la place une trentaine des leurs, tant tués que blessés. Quelques instans après les Arabes d'Yambo, s'étant ralliés, reviennent à la charge, et veulent enlever le village de Samanouth; mais les carabiniers de la vingt-unième les assaillirent avec tant de vigueur et dirigèrent contre eux un feu si bien soutenu, qu'ils furent obligés de se retirer une seconde fois, après avoir perdu beaucoup de monde. Cependant les nombreuses colonnes de l'ennemi s'avançaient en poussant des cris effroyables, et les Mameloucks fondent sur les carrés que commandaient les généraux Friand et Béliard; mais ils furent si vivement repoussés par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, qu'ils se retirèrent en laissant le champ de bataille jonché de leurs morts. Mourad bey et Hassan, qui commandaient le corps des Mameloucks, ne peuvent tenir contre la charge de la cavalerie de Davoust; ils abandonnent leur position, et entraînent toute l'armée dans leur fuite. Les Français poursuivirent les ennemis jusqu'au lendemain, et ne s'arrêtèrent qu'après avoir poussé au-delà des cataractes Mourad bey et tous ceux que leur animosité contre les Français, ou le fanatisme religieux, avait rangés sous ses drapeaux.

SANABRIA.

29 juillet 1810. — Le 29 juillet, le général comte Serrasse porta sur le fort de Sanabria, occupé par trois mille Espagnols; c'était un poste très-important, parce qu'il défendait les débouchés du Portugal et fermait les communications de ce royaume avec la Galice. Selon sa coutume, lord Wellington ne manqua pas de recommander au gouverneur espagnol de le défendre avec opiniâtreté; mais celui-ci lui répondit à-peu-près en ces termes : « Vous m'engagez à m'enfermer dans le fort de Sanabria avec mes trois mille Espagnols, et vous me mandez que vous viendrez me dégager. Vous aviez

fait la même promesse au gouverneur de Ciudad-Rodrigo : il a tenu le double du temps que vous lui aviez fixé, et vous n'avez pas tenu votre parole. Les Français ayant de la grosse artillerie, je ne pourrai résister long-temps ; cependant je me renfermerai dans la place et je m'ensevelirai sous ses murailles, si vous voulez y mettre un Anglais sur deux Espagnols, et concourir à sa défense. »

Le noble lord n'ayant pas accepté la proposition du général espagnol, celui-ci abandonna le fort, où les Français trouvèrent vingt pièces de canon et des vivres pour trois mille hommes, pendant six mois.

SAN-FELIPE.

11 novembre 1812. — Villamil, commandant un corps de troupes espagnoles, résolut de s'emparer par surprise du fort de San-Felipe, au col du Balaguer, occupé par une garnison française tirée de l'armée de Catalogne. Il s'avança contre le fort à la tête de mille hommes, vêtus des uniformes du cinquième régiment d'infanterie italienne, pris l'année précédente à Figuières. Arrivés près des premiers postes, les Espagnols répondirent en français au cri de *qui vive ?* mais, reconnus bientôt sous les portes mêmes, ils furent accueillis d'une décharge à mitraille qui les renversa, leur tua beaucoup de monde et les força à une prompte retraite, qu'ils effectuèrent dans le plus grand désordre. Villamil ne fut pas rebuté par ce mauvais succès ; ayant reçu un renfort de trois à quatre cents hommes, débarqués du vaisseau anglais *le Black*, de quatre-vingts pièces de canon, mouillé en face, il se presenta de nouveau devant le fort, le 15 novembre, et fit au commandant une sommation de se rendre, qui fut renouvelée le lendemain. Le capitaine Lefebvre, du cent treizième, répondit en homme d'honneur à cette proposition. Pour intimider la garnison, Villamil déploya toutes ses forces ; pendant que sa cavalerie manœuvrait sur les plateaux, l'infanterie s'approchait des revers les plus voisins de la place et de la grande route. Ces démonstrations n'imposèrent ni au commandant, ni aux braves renfermés dans le fort avec lui, également inaccessibles à la crainte et à la séduction. L'artillerie de la place, bien servie et bien dirigée, tint l'ennemi, et tous attendirent de pied ferme le moment de l'attaque. Le 17, à neuf heures du soir, les Espagnols, pro-

fitant d'une nuit extrêmement obscure, crurent l'occasion favorable pour tenter l'escalade; ils se précipitèrent vers le fort en poussant des hurlemens affreux. Tout était disposé pour les bien recevoir : une fusillade vive et pressée et plusieurs décharges de mitraille arrêterent les plus déterminés. La garnison, qui avait repoussé l'ennemi avec tant de vigueur et l'avait forcé à la retraite, passa la nuit sous les armes, prête à repousser ses nouveaux efforts; mais, au point du jour, il avait disparu entièrement. Les Espagnols, dans leur retraite, furent rencontrés par le colonel Plicque, qui était sorti de Tortose avec le seizième de ligne; deux pièces de canon et quelques chevaux; dès qu'ils l'aperçurent ils se débandèrent et prirent précipitamment la fuite. Les voltigeurs du seizième poursuivirent les fuyards sans pouvoir les joindre; mais une vingtaine d'hommes furent atteints et chargés dans un ravin par les chasseurs français, qui en blessèrent plusieurs et firent quelques prisonniers. Beaucoup d'armes, d'habits, de munitions furent abandonnés. Les Anglais s'étaient empressés de regagner leur bord, d'où ils tirèrent plusieurs volées de canon, qui ne firent point de mal. La défense du fort San-Felipe couvrit de gloire le capitaine Lefebvre et la garnison qui seconda si bien les dispositions de son brave commandant. Parmi ceux qui se distinguèrent le plus dans cette occasion, on remarqua le sous-lieutenant Dunnée, mort glorieusement dans l'attaque du 11, le pharmacien sous-aide Magène, et elles sergent d'artillerie Agostini.

Les Français, dans la nuit du 17, n'eurent qu'un petit nombre de blessés; la perte des Espagnols fut beaucoup plus considérable; ils laissèrent au pied des palissades une vingtaine de morts, dont huit grenadiers. On doit aussi des éloges aux troupes venant de Tortose, qui s'avancèrent avec tant de résolution contre les Espagnols, que, par leur seule présence, elles les mirent en désordre et en fuite.

SANTA - FÉ.

15 juin 1809. — Le général Suchet, qui avait le commandement des troupes en Aragon, commençait à établir par de brillans faits d'armes cette réputation éclatante qui devait l'élever au rang des meilleurs généraux.

La nécessité d'investir Gironne, et de couvrir ensuite les opérations du siège de cette place, avait obligé le septième

corps de s'en rapprocher. En même temps, le troisième corps avait détaché une de ses divisions pour concourir à l'opération entreprise sur les Asturies ; le général Suchet , qui commandait ce corps , jugea convenable de concentrer le reste de ses troupes dans la proximité de Sarragosse , le long de la Huerba et sur le Gallego.

Le général espagnol Black crut ce moment favorable pour faire un mouvement sur l'Aragon , et , après avoir réuni à ses troupes de lignes un très-grand nombre de paysans armés , il se porta le 13 juin sur la Huerba ; il fit le même jour et le 14 des tentatives sur plusieurs points , mais sans succès. Le 15 , il s'avança en force sur Santa-Fé , où le général Suchet avait réuni six mille hommes , et attendait que l'ennemi , enhardi par son apparente tranquillité , voulût s'avancer dans la plaine , et donner quelque prise pour l'attaquer. Après plusieurs mouvemens de part et d'autre , ce fut vers cinq heures du soir que le général Suchet put former une attaque décisive. Elle eut tout le succès qu'on pouvait désirer , et l'armée ennemie fut enfoncée et mise en fuite. Ce qui put échapper à la cavalerie ne dut son salut qu'aux montagnes escarpées , où l'ennemi se réfugia. Il laissa trois mille morts sur le champ de bataille , vingt-cinq bouches à feu , trente caissons , trois drapeaux , des bagages et cent vingt chevaux. Un général de cavalerie , trois colonels , cinq lieutenans-colonels , deux capitaines et sept cents prisonniers , restèrent au pouvoir du vainqueur.

SANTO-DOMINGO.

7 juillet 1809. — La grande majorité de l'île de Saint-Domingue , l'ancienne partie espagnole , jouissait depuis quelque temps d'une sorte de tranquillité , et Santo-Domingo , sa capitale , après avoir résisté à toutes les forces de Dessalines , semblait , ainsi que ses environs , avoir pris une face nouvelle , lorsque les torches de l'insurrection d'Espagne , après avoir allumé l'incendie dans les Indes Occidentales , finirent par embrâser cette intéressante colonie. Le général en chef Ferrand , voyant que la contagion faisait de rapides progrès , voulut marcher en personne avec six cents hommes sur le Scybo , foyer de la rebellion. Il s'attendait plutôt à trouver des sujets égarés , qu'il serait facile de ramener à la soumission , que des rebelles obstinés qu'il faudrait dompter par

la force ; mais son espoir fut cruellement déçu. Le 7 novembre, septième jour de son départ, il se trouva dans les plaines de Scybo à trente lieues de la capitale, en présence des révoltés bien supérieurs en nombre, et déjà instruits de tous ses mouvemens. Plein de confiance et d'ardeur, il donne l'ordre de charger à la baïonnette : mais à peine l'action fut-elle engagée, que la cavalerie ennemie, chargeant de droite et de gauche, décida la déroute. Après avoir vainement tenté de rallier les fuyards, ce brave, mais infortuné général, fut entraîné loin du champ de bataille, et mit fin à son existence sans qu'aucune des personnes qui l'avaient suivi ait eu le temps de le sauver de son propre désespoir.

Dès ce moment, les révoltés, sous les ordres de don Sanchez-Ramirez, qu'ils avaient nommé leur chef, résolurent de s'emparer de Santo-Domingo, où cet événement avait porté la consternation. La garnison, déjà affaiblie par cette perte, n'avait plus que pour quarante-cinq jours de vivres, et se trouvait, par suite d'un embargo, privée de la ressource des États-Unis. De plus les bâtimens anglais interceptaient jusqu'au moindre canot, tandis que d'un autre côté ils favorisaient les insurgés par tous les moyens qui étaient en leur pouvoir. Cependant le général Barquier qui, commandait dans la ville, ne perdit pas courage ; il prit toutes les mesures nécessaires pour résister aux efforts de l'ennemi, et fortement secondé par le colonel Aussenac, et les chefs de bataillon Vassimon du cinquième régiment, Fortier du quatre-vingt-neuvième, Repussard de la légion coloniale, Cottenet, Bulté, et beaucoup d'autres officiers qu'il sera trop long de désigner ici, il repoussa constamment les attaques des Espagnols, depuis le 17 novembre, que le général Sanchez lui fit sommation de se rendre, jusqu'au 7 juillet, que le manque absolu de vivres, l'impossibilité de s'en procurer, et la faiblesse de la garnison le forcèrent à capituler.

Durant ce siège, il se fit des deux côtés des prodiges de valeur ; mais la constance et la rare intrépidité des Français méritent sur-tout une mention particulière.

Le 21 janvier, à la pointe du jour, à la suite d'une affaire sanglante qui avait eu lieu la veille, une reconnaissance rencontre l'avant-garde des révoltés, l'attaque et donne l'alarme aux Français, qui avaient passé la nuit dans leurs positions hors de la ville. Le colonel Vassimon, n'ayant avec lui que trois cent cinquante hommes, se porte en avant, s'engage avec

dix-huit cents Espagnols , les repousse et les poursuit jusqu'à Maya-Guana , où ils se rallient et opposent une vigoureuse résistance ; mais il les force à fuir après un combat meurtrier. Le commandant de la partie de l'est , Manuel Carayaval , arrive à la tête de huit cents hommes de troupes fraîches , et les arrête dans leur fuite. Le combat recommence avec une nouvelle fureur , et , malgré la grande supériorité de leur nombre , les insurgés sont encore repoussés.

Obligé , pour suppléer au manque de froment , de faire préparer une espèce de farine avec la racine de gauyca , sorte d'igname sauvage , que les insurgés l'empêchaient encore de recueillir aussi facilement qu'il l'eût désiré , et privé du secours qu'il attendait avec confiance de deux expéditions envoyées pour se procurer des vivres , le général Barquier voyait sa petite troupe réduite à l'état le plus déplorable. Cependant il se détermine encore à faire sortir l'avis de l'état , *la Supérieure* , dont il donne le commandement au capitaine Forez , digne de sa confiance par son courage , son activité , et sur-tout son bonheur. Il avait ordre d'attaquer les Américains en contravention , et de les conduire dans le port de Santo-Domingo , sauf à payer leur cargaison , s'il y avait lieu. Le sort de la ville était entre ses mains , puisqu'il dépendait du succès de sa croisière.

Pendant son absence , les Anglais bloquent plus étroitement le port , et les insurgés renouvellent sans cesse leurs tentatives pour s'emparer de Santo-Domingo. Chaque jour est un jour de combat. Ils établissent des batteries , et font pleuvoir sur cette cité malheureuse une grêle d'obus et de boulets , sans que le courage des assiégés en soit ébranlé. Enfin , Forez , chargé de farine , vient reconnaître la flotte anglaise , et cherche à pénétrer dans le port pendant la nuit. L'espérance et l'inquiétude agitent tous les cœurs ; il est aperçu , et se voit obligé de fuir devant une frégate , une corvette et plusieurs goëlettes qui lui donnent la chasse. Les Anglais de leur côté somment la ville de se rendre. La famine , la maladie et le feu de l'ennemi , étendent de plus en plus leurs ravages ; cependant Forez court les mers : son arrivée peut encore sauver la ville. On continue la fouille de la guayca , autour des murs et sous le feu des batteries , pour adoucir l'affreuse situation des habitans , dont le nombre diminue tous les jours d'une manière effrayante. L'intrépide Forez , décidé à tout tenter pour arracher ses compatriotes à leur

malheureux sort , pénètre enfin à la faveur de la nuit au milieu de la flotte anglaise. Il n'a plus qu'une demi-lieue à faire pour entrer dans la rade , lorsqu'il est aperçu par une corvette ennemie à demi-portée de canon. Bientôt il est assailli par une foule de bâtimens au milieu desquels il manœuvre avec autant d'habileté que de vitesse ; mais, après des efforts inouïs pour pénétrer dans le port , il est obligé de gagner le large et d'abandonner un dessein pour l'exécution duquel il avait bravé tant de dangers. Dès lors plus de ressource pour les malheureux assiégés. Tout espoir est perdu, et la consternation devient générale. Dans cette horrible position, après avoir fait à la patrie tous les sacrifices, et donné pendant huit mois à son souverain les témoignages les plus éclatans de son dévouement et de son zèle pour la conservation de la colonie , le général Barquier, d'après une délibération du conseil de guerre, envoya le commissaire de marine Fabvre vers le général anglais Carmichael, qui était débarqué avec dix-huit cents hommes à huit lieues de Santo-Domingo, afin d'entamer avec lui des négociations dont le résultat fut l'évacuation de la place, et sa remise le 7 juillet aux troupes britanniques.

SAORGIO.

7 mai 1794. — L'armée française, en Italie, avait signalé l'ouverture de la campagne de 1794 par la prise d'Ormea, Garrezio et Loano, laissant en arrière la forteresse de Saorgio. Le général Masséna, sentant l'importance de ce poste, qui garde tout-à-la-fois l'entrée de la rivière de Gênes et celle des plaines du Piémont, divisa son armée en quatre colonnes. La première, tournant Saorgio par la gauche, s'empara de la Briga et du Col-Ardente le 7 mai, et battit dans cette position l'armée ennemie, forte de sept à huit mille hommes. De là il se porta sur Saorgio avec une seconde colonne, pendant que la troisième, aux ordres du général Macquart, attaquait les camps de la Marta qui couvraient Saorgio, et qu'une quatrième colonne tournait les hauteurs que ces camps occupaient. Les trois dernières colonnes ne pouvaient agir sans la première; mais celle-ci, retardée par la difficulté des chemins couverts de neige, et par plusieurs petits combats qu'il lui fallut livrer en route, n'arriva que le troisième jour au point où Saorgio se trouvait cerné. Les Piémontais, malgré la résistance la plus opiniâtre, ne pouvant se défendre des

manœuvres brillantes de Masséna, évacuèrent Saorgio; mais la position de l'armée coupant la communication de l'ennemi avec son camp de la Briga, il se trouva alors obligé de se retirer sur les hauteurs du Col-Ardenle. Une redoute fermait ce passage, Masséna l'attaqua de front; mais comme nous manquions d'artillerie, les grenadiers et les chasseurs tentèrent d'y pénétrer par les embrasures. N'ayant pu y parvenir, Masséna la fit tourner, et força ainsi les Piémontais à se retirer sur le col de Tende, seul poste qui défendait l'entrée du Piémont. Cependant Lantosca et le Belvédère tombaient au pouvoir d'une colonne française de dix mille hommes; et le général Serrurier, qui traversait la vallée de Blouro, avait avec l'ennemi quelques combats de détail dont il sortit victorieux; mais le coup le plus funeste porté à l'ennemi, fut la prise du camp des Fourches et de Saorgio. Les Piémontais, dans cette affaire, perdirent non-seulement deux mille hommes et soixante pièces de canon, mais encore ils virent leur camp dissous, leurs forces dispersées, et tous leurs systèmes entièrement ruinés.

SAQUELLAMOS.

2 septembre 1810. — Une bande d'insurgés, forte de trois cents hommes d'infanterie et de deux cents chevaux, avait attaqué Thomellosée. Le colonel baron de Kruse, envoyé contre elle, la joignit le 2 septembre près de Saquellamos. Il fit de si bonnes dispositions que plus de cent restèrent sur la place. Un plus grand nombre fut blessé : les munitions et les bagages tombèrent au pouvoir des Français, qui poursuivirent fort loin les débris de cette bande malencontreuse.

SARAGOSSE.

Du 29 décembre 1808 au 21 février 1809. — Cette ville fameuse par son énergique défense, renfermait, dit-on, un parti qui voulait appeler un prince de la maison d'Autriche à régner sur le Tage, et les hommes de ce parti, en se montrant les principaux moteurs de l'insurrection de leurs compatriotes, avaient dû hériter de cette opinion anti-française qui fut celle de leurs ancêtres à l'époque de la guerre de la succession. Quoi qu'il en soit, la bataille de Tudela avait été

gagnée le 23 novembre 1808, et dès le 27 du même mois, l'armée française campait non loin de Saragosse.

Toute la population de cette ville était armée; les paysans del'Aragons'y étaient joints, et Saragosse contenait cinquante mille hommes formés par régimens, par compagnies et par escouades, que commandaient des moines, en qualités de généraux, de colonels, d'officiers, de sous-officiers. Un corps de dix mille hommes, échappés du champ de bataille de Tudela, s'était renfermé dans la ville, qui possédait d'immenses magasins remplis de subsistances, et était défendue par deux cents pièces de canon. L'image si célèbre de Notre-Dame-del-Pilar faisait au gré des moines des miracles qui animaient l'ardeur de ce peuple nombreux, ou qui soutenaient sa confiance. Ces cinquante mille hommes, en plaine, n'auraient pu tenir contre trois régimens de ligne; mais renfermés dans leurs murailles, excités par des chefs pleins d'adresse et d'audace, par le zèle, la vengeance, la superstition, ils devaient se croire invincibles.

Les généraux français avaient tout entrepris pour les désabuser, les ramener à la raison, et leur éviter les désastres qui menaçaient leur ville. Immédiatement après la sanglante bataille de Tudela, on jugea que l'opinion où l'on était à Saragosse que Madrid ferait résistance, que les armées de Somo-Sierra, du Guadarama, de Léon, de l'Estramadure et de la Catalogne, obtiendraient de grands avantages, serviraient de prétexte aux chefs des insurgés pour mieux entretenir le courage des habitans. On résolut en conséquence de ne pas investir la ville, de la laisser communiquer avec toute l'Espagne, afin qu'elle apprît la déroute des armées espagnoles, et qu'elle connût les détails de l'entrée de l'armée française dans la capitale du royaume. Mais ces nouvelles ne parvinrent qu'aux chefs, et demeurèrent inconnues à la masse des citoyens. Non-seulement on leur cachait la vérité, mais on les enflammait sans cesse par des fables : tantôt Buonaparte avait perdu quarante mille hommes sous les murs de Madrid; tantôt la Romana était entré en France; enfin l'armée anglaise arrivait en grande hâte, et les aigles impériales devaient fuir à l'aspect du terrible léopard.

Ce temps, sacrifié à des vœux politiques et à l'espoir que le peuple se calmerait, n'était pas perdu pour l'armée du conquérant. Le général Lacoste, officier du génie et du plus grand mérite, réunissait à Alagon les équipages de mines et les

matériaux nécessaires à la guerre souterraine ordonnée par Napoléon. Le général Dedon, commandant de l'artillerie, rassemblait une grande quantité de mortiers, de bombes, d'obus et de bouches à feu de tous calibres, tirés de Pampelune.

On remarqua bientôt que l'ennemi fortifiait le Monte-Torrero et d'autres positions importantes. Le 21 décembre, la division Suchet le chassa des hauteurs de Saint-Lambert et de deux ouvrages de campagne qui étaient à portée de Saragosse. La division du général Gazan culbuta l'ennemi des hauteurs de Saint-Grégorio, et lui fit enlever, par le vingt-deuxième d'infanterie légère et le cent unième de ligne, plusieurs redoutes adossées aux faubourgs qui défendaient les routes de Sueva et de Barcelonne. Il s'empara également d'une grande manufacture où s'étaient retranchés cinq cent soixante Suisses. Le même jour, le duc de Conegliano s'empara des ouvrages et de la position de Monte-Torrero, enleva tous les canons, fit beaucoup de prisonniers et un grand mal à l'ennemi.

Le duc de Conegliano, commandant du troisième corps, étant tombé malade dans les premiers jours de janvier, eut le duc d'Abrantès pour successeur. Il signala son arrivée par la prise du couvent de Saint-Joseph, et enleva, le 16 janvier, la tête du pont de la Huerba, où ses troupes se logèrent. Sthal, chef de bataillon du quatorzième de ligne, se distingua à l'attaque du couvent, et Victor de Buffon, lieutenant d'infanterie, monta des premiers à l'assaut.

L'investissement de la place n'était cependant pas encore terminé : on persistait toujours dans les mêmes ménagemens, et on laissait les communications libres pour que les insurgés pussent apprendre la fuite des Anglais au-delà des Espagnes. Ce fut le 16 janvier que ceux-ci disparurent, et ce fut le 26 que les opérations commencèrent à devenir sérieuses devant Saragosse.

Quand le duc de Montebello, qui y parut le 20, pour prendre le commandement supérieur du siège, eut été assuré que toutes les nouvelles que l'on faisait parvenir dans la ville ne produisaient aucun effet, et que les moines, qui étaient emparés des esprits, réussissaient ou à empêcher qu'elles vinssent à la connaissance du peuple, ou à les travestir de manière à perpétuer sa résistance, il résolut de renoncer à tous les ménagemens.

Seize mille paysans, réunis à Perdiguera, sur la gauche de l'Ebre, y furent attaqués par le duc de Trévise avec trois régimens : malgré la belle position qu'ils occupaient, le soixante-quatrième régiment les culbuta et les mit en déroute, et le dixième régiment de hussards les ayant reçus dans la plaine, un grand nombre resta sur le champ de bataille. Neuf pièces de canon et six drapeaux furent les trophées de cette rencontre. En même temps l'adjudant-commandant Gasquet, envoyé sur Zuera par le duc de Montebelló avec trois bataillons, y culbuta quatre mille insurgés, leur prit un étendard et quatre pièces de canon avec leurs caissons attelés.

Détaché en même temps avec trois cents hommes d'infanterie et cent cinquante chevaux sur la route de Valence, le général Vattier rencontra cinq mille insurgés à Alcanitz, les força dans la ville même à jeter leurs fusils en s'enfuyant, leur tua six cents hommes, leur prit des magasins, des munitions et des armes, et parmi ces dernières se trouvèrent mille fusils anglais. L'adjudant-commandant Carrion do Nizas, à la tête d'une colonne d'infanterie, se conduisit d'une manière brillante; Burthe, colonel du quatrième de hussards, et Camus, chef de bataillon du vingt-huitième d'infanterie légère, méritèrent beaucoup d'éloges.

Ces opérations avaient eu lieu entre le 20 et le 26 janvier. Le 26, dans la matinée, on commença à attaquer sérieusement la ville, en démasquant les batteries; le 27, à midi, la brèche se trouva praticable sur plusieurs points de l'enceinte; les troupes se logèrent dans le couvent de San-in-Gracia, tandis que la division du général Grandjean occupa une trentaine de maisons dans la ville. Le colonel Clopiski et les soldats de la Vistule se distinguèrent. Dans le même moment, le général Morlot, dans une attaque sur la gauche, s'empara du front de défense des Espagnols.

Le capitaine Guetteman, à la tête des travailleurs et de trente-six grenadiers du quarante-quatrième, s'élança sur la brèche avec la plus grande bravoure; un officier des voltigeurs de la Vistule, M. Bobieski, jeune homme de dix-sept ans, déjà couvert de sept blessures, se présenta le premier à la brèche; le chef de bataillon Lejenne, aide-de-camp du prince de Neufchâtel, se conduisit avec distinction, et reçut deux blessures; le chef de bataillon Haxo se distingua également.

Le 30, on enleva les couvens de Sainte-Monique et des

Grands-Augustins ; soixante maisons furent prises à la sape, et les sapeurs du quatorzième de ligne se distinguèrent.

Le général Lacoste fut atteint d'une balle le 1^{er} février, et mourut sur le champ d'honneur. C'était un officier aussi brave qu'instruit : toute l'armée le regretta. Le colonel Ro-gnat devint son successeur dans le commandement de l'armée du génie et la direction du siège.

L'ennemi défendait chaque maison avec autant d'intelligence que d'intrépidité. On conduisait de front trois attaques de mines, et tous les jours elles faisaient sauter plusieurs maisons et permettaient aux troupes de se loger dans plusieurs autres.

C'est ainsi que l'on arriva jusqu'au Corso, grande rue de Saragosse, qu'on se logea sur tous les quais, et que l'on s'empara de la maison de l'université et de celle des écoles. L'ennemi essayait d'opposer mineurs à mineurs ; mais, peu habiles dans ce genre d'opérations, ses mineurs étaient aussitôt découverts et ensevelis.

Cette manière de conduire le siège rendait sa marche lente, mais certaine et moins coûteuse pour l'armée. Tandis que trois compagnies de mineurs et huit compagnies de sapeurs étaient seules occupées à cette guerre souterraine, dont les résultats sont terribles, le feu était entretenu dans presque toute la ville par les mortiers qui lançaient constamment des bombes remplies de cloches à feu.

Après dix jours d'attaque on présageait déjà la prochaine reddition de Saragosse. On s'était emparé de plus d'un tiers de ses maisons. L'église où se trouvait l'image de Notre-Dame-del-Pilar avait été écrasée par les bombes.

Le duc de Montebello jugea alors qu'il était nécessaire de s'emparer du faubourg de la rive gauche pour occuper entièrement le diamètre de la ville, et afin de croiser son feu. Le général Gazan surprit et enleva la caserne des Suisses par une attaque prompte et brillante. Le 17, une batterie de cinquante canons qu'on avait établie joua dès le matin. A trois heures après midi un bataillon du vingt-huitième attaqua un couvent énorme, dont tous les murs en briques avaient quatre pieds d'épaisseur, et il s'en empara. Sept mille ennemis défendaient le faubourg : le général Gazan se porta sur le pont avec rapidité, s'empara de ce poste par où les insurgés avaient leur retraite dans la ville, en tua un grand nombre, et fit quatre mille prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent deux généraux, douze colonels, dix-

neuf lieutenans-colonels, et deux cent trente-cinq officiers ; il prit en outre six caissons et trente pièces de campagne. Presque toutes les troupes de ligne de la place occupaient ce point important, qui était menacé depuis le 10.

Au même instant le duc d'Abrantès traversait la grande rue du Corso par plusieurs caponnières, et, au moyen de deux fourneaux de mines, faisait sauter la vaste maison des écoles.

Après de tels événemens la terreur se mit dans la ville. La junte, pour obtenir quelques délais, afin que la frayeur des habitans eût le temps de se dissiper, demanda à parlementer ; mais son adresse était connue, et sa ruse fut inutile. Cependant trente autres maisons furent enlevées à la sape ou par des mines.

Enfin, le 21 toute la ville fut occupée par les troupes françaises ; dix-sept mille hommes, dont deux mille de cavalerie, déposèrent leurs armes à la porte de Portillo, remirent quarante drapeaux et cent cinquante pièces de canon. Les insurgés perdirent vingt mille hommes pendant le siège ; on en trouva treize mille dans divers hôpitaux : il en mourait cinq cents par jour.

Le duc de Montebello ne voulut point accorder de capitulation à la ville de Saragosse ; il lui fit seulement connaître les dispositions suivantes :

« La garnison posera les armes, le 21 à midi, à la porte de Portillo, après quoi elle sera prisonnière de guerre ; les hommes des troupes de ligne qui voudront prêter serment au roi Joseph et entrer à son service pourront y être admis. Dans le cas où leur admission ne serait pas accordée par le ministre de la guerre du roi d'Espagne, ils seront prisonniers de guerre et conduits en France. La religion sera respectée ; les troupes françaises occuperont, le 21 à midi, le château ; toute l'artillerie et toutes les munitions leur seront remises ; toutes les armes seront déposées aux portes de chaque maison, et recueillies par les alcades de chaque quartier. »

Une députation du clergé et des principaux habitans partit le même jour pour se rendre à Madrid.

Le comte de Fuentes, grand d'Espagne, que les insurgés avaient arrêté dans ses terres sept mois auparavant, fut retrouvé dans un cachot profond, et délivré par le duc de Montebello.

SAULCE (LA).

7 avril 1815. — Les insurgés, sous les ordres du général Ernouf, avaient tenté une attaque sur Gap, occupé par le général Proteau, commandant le département des Hautes-Alpes. La colonne de tête du général Proteau se tenait sur la Durance, commandée par le chef de bataillon Chauveau, du quarante-neuvième, qui avait placé un avant-poste au défilé de la Saulce. Pour seconder le général Ernouf dans son attaque, le général Loverdo, ayant sous lui un chef de bataillon sorti du cinquante-huitième, qu'il avait quitté depuis quelque temps, se porta sur la Saulce avec une colonne forte de deux mille hommes, et de deux pièces d'artillerie. Le chef de bataillon Chauveau, à la première nouvelle de cette tentative, en fit donner connaissance au général Proteau, et partit sur-le-champ pour défendre son poste; arrivé à la portée de l'ennemi, il défendit à sa troupe de faire le premier feu, et s'avança entre les deux colonnes pour essayer de parlementer; mais il fut accueilli par le feu du général Loverdo, qui essuya à son tour la décharge vigoureuse des troupes du général Proteau. Animées par l'exemple de leurs chefs, quoique très-inférieures en nombre, elles se jetèrent sur les insurgés, les chargèrent à la baïonnette, et les rompirent au premier choc. Les assaillans repoussés se rallièrent cependant, et revinrent à la charge; mais cette tentative leur fut plus funeste que la première : près de deux mille hommes furent battus et mis en déroute par trois cents hommes; plusieurs des insurgés restèrent sur le champ de bataille, tués ou blessés; cent cinquante furent précipités dans la Durance, un drapeau blanc leur fut enlevé, et ils furent forcés de se retirer précipitamment sur Sisteron, où ils arrivèrent en désordre. Cette affaire de la Saulce, peu importante en elle-même, devait par son résultat ralentir la vigueur des insurgés, et faire cesser la guerre par la dispersion de leurs forces, et leur éloignement de celles que commandait le duc d'Angoulême.

SAUMUR.

Juin 1793. — L'histoire ne présente dans aucun temps, ni chez aucun peuple, un contraste aussi frappant que celui

qu'offrait la situation politique et militaire de la France vers le milieu de l'année 1793. Attaquée par les ennemis du dehors, elle leur oppose des masses nombreuses de soldats aguerris, conduits par des généraux remplis de talens, qui marchent de triomphes en triomphes, et assurent son indépendance. Déchirée en dedans par ses propres enfans, elle se met à peine en mesure pour réprimer des mouvemens qui doivent la mettre à deux doigts de sa perte. Le comité de salut public, qui ne devait pas ignorer que c'était l'Angleterre qui allumait le feu de la guerre civile, en même temps qu'elle suscitait la guerre étrangère, traitait l'insurrection de la Vendée comme une querelle domestique, et les insurgés comme des brouillons qu'il était aisé de ramener dans le devoir. Aussi, au lieu de diriger contre ces masses de paysans, à la tête desquels marchaient une force imposante, des chefs instruits et habitués au maniement des armes, il confia le soin de les réprimer à des républicains sauvages, sans talens, sans lumières, et à des recrues levées à la hâte, que l'appât d'un fort engagement, et l'espoir du pillage, transforma en guerriers, que pour cela on appela assez judicieusement les *héros de cinq cents livres*. On leur adjoignit, il est vrai, un petit nombre de soldats aguerris, mais que le mauvais exemple rendit bientôt aussi immoraux et aussi indisciplinés; on leur amalgama les levées en masse des habitans des départemens voisins, mais dont le courage et le zèle devinrent inutiles par le défaut d'expérience du maniement des armes. Les Vendéens, au nombre de quarante mille, étaient commandés par Laroche-Jacquelein, Lescure, Beauvolier, Cathélineau et Stofflet. Le point de réunion était à Châtillon. Ils en partirent au commencement de juin 1793, et s'emparèrent d'abord de Vihiers et de Doué. Le général Ligonier, qui commandait les troupes de la république, les avait postées sur les hauteurs de Concourson, en avant de Saumur. Cette position était avantageuse, mais la lâcheté des républicains la rendit inutile. Les royalistes ayant attaqué les avant-postes, ceux-ci prirent la fuite, et à leur exemple toute l'armée, excepté quelques bataillons, se retira sans combattre et dans le plus grand désordre, et ce ne fut que sur les hauteurs de Bournan, à une demi-lieue de Saumur, que le général parvint à les rallier. Les Vendéens, qui n'avaient cessé de les poursuivre, les avaient atteints; mais les voyant postés si avantageusement, incommodés par le feu des batteries qui étaient bien servies, ils jugèrent prudent de se retirer. Beauvolier qui com-

manda cette marche rétrograde, en justifia la nécessité auprès des autres chefs, en leur démontrant la possibilité d'attaquer Saumur de front sans courir les plus grands dangers, et la facilité de s'en rendre maître en filant sur Varin et sous les hauteurs du château pour attaquer cette place sur la droite. En conséquence de cet avis, l'armée fut dirigée par Montreuil. Les républicains étaient au bivouac dans les redoutes de Bournan, sans canon, et dans une désorganisation complète. Il fallait reformer l'armée et remonter l'artillerie. Les commissaires de la convention commencèrent par remplacer le général Ligonier, auquel ils attribuaient la déroute de l'armée. Le général Menou lui succéda. Le délabrement des troupes, le découragement des soldats, le peu de confiance qu'ils avaient en leurs chefs, et l'inégalité des forces ne permettaient pas d'attaquer l'ennemi dans Saumur, qui du côté de Doué est absolument sans moyen de défense. Il ne restait donc d'autre parti aux républicains que de resserrer leur ligne; mais il était trop tard. La déroute de Ligonier avait nécessité un renfort de troupes; on le tira de Thouars, où commandait le général Salomon, dont la position était devenue mauvaise par la déroute de Saumur. Les chefs des royalistes, qui avait déjà pris position à Montreuil, informés de ce mouvement, divisèrent leurs forces. Lescure, Laroche-Jacquelein et Stofflet, à la tête de la majeure partie, se dirigèrent le long du Thoué, et prirent position à Saint-Just; le reste garda Montreuil pour arrêter les traîneurs et couper la colonne qui venait de Thouars. Cette colonne parut en effet au coucher du soleil. Aussitôt les différens corps aux ordres de Beauvolier, Desessart, Villeneuve et Cathelineau se préparèrent à la bien recevoir; et disposèrent leur artillerie. De faux rapports avaient dirigé la marche de Salomon; il en fut la dupe : se trouvant investi par les royalistes, il ne vit plus de ressource que dans la résistance la plus opiniâtre; et, ne prenant conseil que de son intrépidité, il se bat en désespéré dans l'obscurité, et fait des ennemis un carnage affreux; mais, forcé de céder enfin à des forces infiniment supérieures, il s'éloigna de Saumur, et se replia sur Thouars, et de là sur Niort, après avoir perdu la moitié de ses troupes, son artillerie et ses bagages. La retraite de Salomon jeta le découragement dans l'armée républicaine qui était restée à la défense de Saumur. Quoique cette place ouverte de tous côtés ne fût défendue que par une redoute et un retranchement à l'entrée du faubourg, et que le château ne fût pas en état de soutenir la moindre

attaque, les forces de la république d'environ dix mille hommes avaient pris position hors de la ville, enveloppant la partie qui se trouve sur la gauche du fleuve, la droite appuyée sur Saint-Florent, la gauche sur les hauteurs en avant du château, et le centre en avant de Bournan qu'il défendait. Ces différents corps furent augmentés des divisions Costard et Santerre, qui arrivèrent un peu avant l'attaque, et prirent position. On s'observait de part et d'autre, lorsque le 9 juin, vers deux heures après midi, les royalistes, masqués par des corps d'observation qu'ils avaient laissés au centre et à la droite des républicains, attaquèrent leur position de gauche, en avant du château. Garantis des batteries et du château par un mur et une colline, ils prirent à revers tous les avant-postes ennemis qui se trouvaient sur la route de Doué. Cette attaque ne se fit pas sans résistance de la part des républicains; il s'engagea même un feu très-vif des deux côtés, et la première ligne des Vendéens se vit rompue par quelques bataillons qui lui tuèrent plus de trois cents hommes. Lescure de son côté avait fait avancer la seconde ligne, attaqué les républicains qui, ne se voyant pas soutenus par la cavalerie, furent obligés de plier. Les royalistes, aux prises avec les cuirassiers de la république, furent trois fois repoussés, et trois fois revinrent à la charge jusqu'à ce que ceux-ci, ayant été pris en flanc par un corps de cavalerie commandé par Damogné, furent forcés à la retraite. Cependant l'infanterie de la république se défendait avec opiniâtreté et rendait la victoire incertaine, lorsque les républicains se voyant tourués par les tirailleurs vendéens, quelques lâches se mirent à crier: *A la trahison! sauve qui peut! nous sommes coupés.* L'épouvante s'empara des nouvelles levées qui se sauvèrent à la débandade sans qu'il fût possible de les ramener au combat. Cette déroute laissa les royalistes maîtres des retranchemens et de l'artillerie. Quelques soldats du régiment ci-devant Picardie, ne voulant pas partager la honte de cette défaite, battirent en retraite en se défendant, et se jetèrent dans la Loire plutôt que de se rendre. Les généraux Menou et Berruyer furent blessés et perdirent leurs chevaux en cherchant à arrêter la déroute. Bourbotte, commissaire de la convention, ayant eu son cheval tué sous lui, allait tomber au pouvoir des royalistes, lorsqu'un jeune officier de la légion germanique lui céda son cheval, au risque d'être lui-même pris par l'ennemi. On soupçonne que ce trait de générosité lui valut la protection du représentant. En effet, c'est de cette époque que datent

son avancement et sa fortune. Les retranchemens et la position de gauche des républicains tombaient au pouvoir de l'ennemi, sans que le centre et la droite prissent la moindre part à l'action. Les soldats immobiles restaient simples spectateurs du combat, lorsque le général Coustard, qui commandait le centre, ordonna de secourir la gauche; mais il ne fut point écouté. Les troupes qu'il commandait allaient enfin se décider, lorsqu'une batterie ennemie leur ferma le passage. A l'instant il ordonna à la cavalerie de l'enlever. « Où nous envoyez-vous, lui dit le commandant? à la mort, répondit Coustard, le salut de la patrie l'exige. » A ces mots le brave Weissen fond à la tête de sa cavalerie et emporta la batterie; cependant, n'ayant point été soutenus par l'infanterie, ces intrépides cavaliers furent presque tous victimes de leur courageuse obéissance. Weissen revint tout couvert de blessures; mais il en fut moins affecté que du chagrin de voir que son dévouement n'avait été d'aucune utilité; en effet, malgré l'enlèvement des batteries ennemies, le centre et la droite des républicains n'en furent pas moins forcés, et toute l'armée essuya la déroute la plus complète. La cavalerie poursuivit les fuyards au galop, les coupa et les força à mettre bas les armes. Quelques détachemens disputaient encore aux royalistes l'entrée de Saumur, et se battaient sous les murs de la ville, lorsque Laroche-Jacquelein, emporté par la bouillante ardeur du courage qui l'a toujours signalé, pénétra jusque sur la grande place suivi d'un seul officier; son exemple entraîna bientôt toute l'armée qui entra triomphante dans Saumur. Les républicains en désordre se replièrent sur Baugé, la Flèche et le Mans, où ils répandirent l'alarme et la consternation. Les républicains, qui formaient le centre en avant de Bournan, furent cernés dans leur camp et obligés de capituler; ils étaient au nombre d'environ deux mille. Le combat de Saumur fut des plus sanglans, parce que les soldats se battirent de part et d'autre avec un égal acharnement. Les chefs des Vendéens firent tous des prodiges de valeur, mais presque tous ne cueillirent que des lauriers ensanglantés. Le jeune Baudri-d'Asson, qui servait dans la division de Sapinaud, fut tué en combattant. Lescure fut blessé en ramenant ses soldats à la charge, Domagné perdit la vie en repoussant les cuirassiers républicains, et le commandant Chaillou de la Guérimière fut grièvement blessé. Les Vendéens payèrent bien cher la conquête de Saumur, mais elle fut pour eux de la plus grande importance; elle leur procura d'immenses magasins, des munitions considérables

et une artillerie nombreuse. Le château de Saumur résistait encore ; il était défendu par un petit nombre de républicains qui s'y étaient réfugiés , et paraissaient bien décidés à s'enfermer sous ses ruines plutôt que de se rendre. Le chevalier de Beauvolier fut envoyé comme parlementaire ; il s'approcha des portes avec une multitude de femmes , qui , à l'exemple des Sabines , suppliaient de mettre bas les armes. Beauvolier fut accueilli au pied des remparts par une décharge de mousqueterie. Cette violation du droit des gens indigna les Vendéens , qui furent sur le point de mettre le feu à la ville , et qui n'en furent peut-être détournés que par l'arrivée d'un parlementaire envoyé par Joly , commandant du château , qui cependant ne fut pas écouté. Néanmoins les habitans firent de si vives instances , que Beauvolier l'ainé et Bernard de Marigny se rendirent au château pour dresser les articles de la capitulation. Il fut stipulé que les officiers seraient renvoyés sur parole , mais que la garnison resterait prisonnière. Saumur , en procurant un passage important sur la Loire , ouvrait une communication avec les départemens de la Mayenne et de la Sarthe , et facilitait l'approvisionnement des armées royales. Ces avantages décidèrent les chefs vendéens à garder cette place , en se concertant avec les principaux habitans. La défense de Saumur est une de ces fautes que l'imprévoyante bravoure des Français leur fait souvent commettre. La prudence exigeait qu'ils évacuassent Saumur , qu'ils coupassent les ponts , et s'attachassent à défendre le passage de la Loire ; au lieu de cela , ils se firent battre , rendirent les Vendéens maîtres d'Angers , du Pont-de-Cé , de la navigation de la Loire , et exposèrent ainsi les départemens d'Indre-et-Loire et de la Vienne à être envahis , et forcés de faire cause commune avec les pays insurgés.

SAVENAY.

15 novembre 1793. — L'armée des Vendéens , forte de soixante mille hommes , ayant été battue et mise en déroute à l'affaire du Mans , sept mille fuyards , ayant à leur tête Fleuriot de la Fleuriaye , se dirigèrent vers Savenay , entre la Loire et la Villaine. Ils eussent bien voulu traverser l'une de ces deux rivières ; mais tous les ponts étaient coupés , et ils ne trouvèrent pas de bateaux ; d'un autre côté ils se trouvaient barrés par l'Océan , qui , avec la Loire et la Villaine , formait un triangle d'où ils ne pouvaient se tirer ; ils prirent

donc le parti de se retrancher à Savenay. Cette place, située sur une hauteur, présentant quelques moyens de défense, Lyrot, qui commandait l'avant-garde vendéenne, plaça des vedettes sur les points les plus élevés, et éleva des batteries en face des principales avenues. Les généraux Westermann et Kléber, voulant attirer l'ennemi hors de la place, embusquent l'infanterie, disposent une pièce d'artillerie volante sur le flanc droit de la route, et se présentent avec la cavalerie légère pour attaquer les avant-portes. Lyrot, dupe de cette manœuvre, sort de Savenay avec ce qu'il avait de troupes; mais, bientôt s'apercevant qu'il avait donné dans le piège, il se retranche dans un bois qui se trouvait en face, et s'y défend courageusement contre l'avant-garde républicaine. Fleuriot, Bernard de Marigny, Desessart et Donnissan viennent à son secours, et, malgré l'obscurité de la nuit, qu'un grand brouillard rendait encore plus sombre, la fusillade s'engage sur tous les points. Le désordre s'était mis parmi les républicains; un bataillon semblait chanceler, et tout faisait craindre que les émigrés n'eussent le dessus, lorsque les chefs Marceau, Kléber et Beaupuy firent suspendre l'attaque de nuit. Pendant que les troupes restaient de part et d'autre dans l'inaction, les forces des républicains s'augmentaient par l'arrivée de la colonne du général Canuel et de la division Tilly. La longueur de la nuit, jointe à l'incommodité d'une pluie glaciale, était bien faite pour jeter le soldat dans l'impatience et le découragement; mais l'espoir de vaincre lui donnait le courage nécessaire pour supporter la fatigue, l'insomnie et la rigueur du froid. Le jour paraît enfin, la générale bat, et toutes les colonnes se portent sur Savenay; l'avant-garde, aux ordres de Kléber et de Westermann, commença l'attaque : les Vendéens tiennent ferme, et ébranlent même, par un premier choc, le corps des républicains. Mais les braves soldats d'Armagnac et d'Aunis, formant la division Tilly, foncent la baïonnette en avant, tandis que Westermann, Kléber et Baupuy filent par les hauteurs derrière Savenay, et enveloppent les royalistes. Fleuriot, Bernard de Marigny, Donnissan, Beauvoilier le jeune et Desessart, se voyant tournés, se jettent en désespérés à travers les colonnes républicaines, se font jour l'épée à la main, et se réfugient dans les bois avec une partie de l'armée; ceux qui ne purent les accompagner dans leur fuite s'étaient réfugiés dans Savenay, sous la conduite de Lyrot.

Mais en voulant échapper à un danger ils tombent dans un autre : la division Tilly, qui entrait dans la place en même temps qu'eux, enfonce à la baïonnette leurs rangs déjà en désordre, et en fait un carnage affreux ; Lyrot, après s'être long-temps défendu en désespéré, tomba percé de coups. Après la bataille, les républicains se répandirent en tirailleurs pour fouiller les bois et les fermes, où la plupart des fuyards s'étaient retirés ; d'autres se mirent à la poursuite de ceux qui fuyaient dans la plaine pour gagner la Loire : on parvint même à en envelopper un corps de douze à quinze cents, qui mirent bas les armes en criant : *Vive la nation ! vive la republique !* Les restes de la cavalerie vendéenne furent poursuivis par celle de Westermann ; mais ils firent résistance, et l'on vit plusieurs cavaliers combattre corps à corps : de ce nombre fut Désigny, qui, après s'être défendu courageusement, fut tué par un maréchal-des-logis de la légion du Nord. Comme la plupart des fuyards s'étaient enfoncés dans la forêt du Gâvre, ils se rallièrent au nombre d'environ deux cents, et se dirigèrent sur Ancenis pour y passer la Loire ; mais ils tombèrent entre les mains des républicains qui gardaient ce poste, et les enveloppèrent. Donnissan, Desessart, les chevaliers de Beauvoilier et de Modyon se firent jour le sabre à la main, accompagnés de dix-huit royalistes ; mais les républicains se mirent à leur poursuite et les joignirent ; ils furent arrêtés et conduits à Angers. Des sept mille Vendéens qui s'étaient réfugiés à Savenay, le plus grand nombre périt par le fer de l'ennemi, une partie mourut de faim et de misère dans les bois, et le reste fut noyé en voulant passer la Loire ; un petit nombre fut reconduit à Angers pour y être exécuté militairement.

SAVIGLIANO.

18 septembre 1799. — Le général Gottesheim occupait, avec une avant-garde de six mille hommes, une position avantageuse en avant de Savigliano, ville assez peuplée du Piémont ; une division française, commandée par Championnet, vint attaquer ce poste, et s'en rendit maître à la suite d'une affaire extrêmement chaude. Le général Krai, qui se trouvait à Bra, instruit de cet échec, dirigea une partie de la colonne qu'il commandait sur Savigliano. A l'arrivée de la colonne autrichienne, les Français furent si vivement attaqués

par les régimens de Furstemberg et de Stuart, qu'ils furent obligés d'abandonner leur position. Cette affaire donna lieu à un trait de dévouement digne des Romains : un bataillon du quatrième régiment de ligne, obligé de battre en retraite, ne pouvait échapper à la poursuite de l'ennemi qu'en passant en colonnes par un défilé dangereux dans lequel une fois engagé on s'exposait à être foudroyé par l'ennemi. Un nouvel Horatius-Coclès se dévoua pour le salut général : Ralliér, secondé par quelques-uns de ses camarades, fait face à l'ennemi et le tient en échec, jusqu'à ce que le bataillon ait débouché le défilé.

SCHIFFERSTADT.

23 mai 1794. — Vers le printemps de 1794, l'armée du Rhin, qui n'avait au plus que seize mille hommes, avait ses positions à Schifferstadt, dans la direction de Manheim, à Neudstadt. Les Autrichiens, s'apercevant que les Français reprenaient de la supériorité, dirigèrent sur ce point un corps d'environ quarante mille hommes, avec de l'artillerie de gros calibre. Cette armée, qui avait marché toute la nuit du 22 au 23 mai, ne fut pas plutôt en présence, qu'elle chercha à forcer la gauche des Français ; mais, ayant éprouvé une vigoureuse résistance, elle se porta sur l'aile droite, où elle occasionna un peu de désordre. Desaix arrive et cherche à rallier quelques bataillons qui s'étaient déjà dispersés dans la plaine. Sa présence ranime le courage des soldats : « Général, lui crie-t-on, qu'ordonnez-vous ? — La retraite de l'ennemi, s'écrie-t-il. » A l'instant chacun reprend son rang, on fond sur l'ennemi, et par-tout on le repousse. Cette bataille coûta aux Autrichiens plus de deux mille hommes, tant tués que blessés.

SCHLIENGEN.

23 octobre 1796. — Vers le milieu de l'automne de 1796, l'armée de Rhin-et-Moselle, commandée par le général Moreau, fut obligée de quitter les bords du Danube, pour se reporter sur le Rhin, et rentrer en France par les défilés d'Huningue. Comme cette armée était affaiblie par la retraite de Desaix qui avait pris l'avance, et qu'elle se trouvait suivie de près par l'armée autrichienne, qui était plus nom-

breuse du double; il était à craindre qu'elle ne fût atteinte et obligée d'accepter une bataille dont tout l'avantage serait pour l'ennemi. En conséquence, Moreau fit choix d'une position qui pût un peu racheter l'inégalité de ses forces. Arrivé à Schliengen, il fit arrêter son armée, s'appuyant à Kanders, avançant son aile gauche au Rhin, près de Steinstadt, de manière que sa ligne, passant sur les hauteurs des villages d'Ober et de Nider-Eckeneim, Liel et Schliengen, se trouvait couverte par un ruisseau qui baigne le pied des hauteurs qui se prolongent jusqu'au Rhin, où elles se terminent par un escarpement à pic. Pendant qu'il disposait ainsi sa gauche de manière à ne pouvoir être débordé, il faisait occuper à sa droite les hauteurs de Kanders, où elle était couverte par le ruisseau du même nom. Il avait en outre placé un corps d'infanterie vis-à-vis de Schliengen. Comme il était possible que le prince Charles, informé de la marche du général Desaix vers Kelh, eût détaché une partie de ses forces pour s'opposer à sa marche, et qu'il vînt avec le reste à la rencontre de Moreau, celui-ci crut devoir l'attendre dans sa position, avec quelque espoir de s'y maintenir. Mais les Autrichiens, loin de s'affaiblir, marchèrent avec toutes leurs forces sur l'armée de Rhin-et-Moselle, pour s'éloigner de la rive droite du fleuve. Une division commandée par le prince de Furstemberg fut chargée, avec le corps de Condé, de faire de fausses attaques sur l'aile gauche des Français, tandis que les généraux Nauendorff et Latour attaqueraient leur droite et tourneraient la position de Kanders. Ces dispositions prises, le 23, à sept heures du matin, ils attaquèrent les Français sur toute leur ligne; mais en vain, ils furent repoussés avec vigueur sur tous les points. L'aile droite aux ordres du général Ferino, contre laquelle l'ennemi avait multiplié ses attaques, les soutint avec tant de fermeté, que les Autrichiens ne tirèrent d'autres avantages de leurs efforts réitérés, que la prise des villages de Steinstadt et de Kanders, qui se trouvaient en avant de la ligne de bataille. Le succès de cette affaire, peu importante par elle-même, fut pour les Français d'un très-grand avantage; car, si malheureusement les Autrichiens eussent réussi à les battre à Kanders, ils leur auraient facilement coupé, comme c'était leur intention, la retraite sur Huningue. Pour réparer cet échec, ils attaquèrent le poste de Rheinfelds; mais comme les Français avaient eu soin, en quittant cette ville,

d'en couper le pont, cette attaque fut en pure perte, et rien désormais ne put empêcher les Français de rentrer sur leur territoire. Les généraux Abattucci et Laboissière, qui commandaient l'arrière-garde, eurent sans cesse l'ennemi sur leurs talons; cependant ils manœuvrèrent avec tant d'ordre et de précision qu'ils arrivèrent sur les bords du Rhin, presque en même temps que le corps d'armée qui repassa entièrement ce fleuve à Huningue le lendemain de la bataille de Schliengen.

SCHWEIDNITZ.

Du 10 janvier au 16 février 1807. — Les Français, maîtres de la majeure partie des états prussiens, voulurent s'emparer de Schweidnitz; non qu'ils attachassent aucune importance à l'occupation de cette place, mais pour en priver l'ennemi. En conséquence, vers la mi-janvier 1807, ils la firent investir d'abord par trois régimens de cavalerie wurtembourgeoise, et ensuite par la division du général Vandamme, composée de cinq mille hommes. Le feu de la place voit environ à la distance de quinze cents toises en avant du front de Golgen; mais en avant de Gorten, il se trouve rétréci à environ six cents toises. Le terrain de ce front favorise beaucoup les attaques de la place; mais comme il baisse insensiblement jusqu'à la rivière, on ne peut s'en approcher sans essuyer le feu du fort de Bagen, en sorte qu'avant de rien tenter, il fallait s'emparer du fort, ou en détruire les batteries. Après avoir bien calculé tous les moyens d'attaque et de résistance, le général se détermina à attaquer Schoenbrunn, et à inquiéter la garnison par le feu des batteries. On éleva donc trois batteries à environ quatre cents toises, et l'on traça des tranchées de communication. Le 3 février, vers midi, la canonnade commença, et les trois batteries, formant ensemble trente-deux pièces de canon, firent contre la place un feu si terrible, que les habitans, qui avaient déjà été victimes de plusieurs incendies, sommèrent le gouverneur d'entrer en négociation, et de faire cesser le feu à quelque prix que ce fût. Des parlementaires se rendirent au quartier-général des Français, où l'on dressa les articles de la capitulation, qui fut signée le 8, et la garnison défila huit jours après devant Jérôme Napoléon, qui avait dirigé les opérations du siège. L'occupation de la

place n'étant pas autrement importante pour les Français , on en détruisit les fortifications.

SCYLLA.

21 juin 1810. — Depuis la fin du mois de mai 1810 , les Anglais semblaient manifester l'intention de tenter un coup de main le long des côtes de Naples. Le 10 du mois suivant , un convoi napolitain ayant doublé le cap Vaticano , fut signalé par eux , et à l'instant toute leur flotille s'y porta. Elle le joignit vis-à-vis de Baguera , et sept canonnières napolitaines , qui escortaient le convoi , eurent à faire face à plus de cinquante embarcations. Cependant , la belle conduite de la marine napolitaine fit échouer cette attaque , et au bout de quatre heures d'un combat continu à demi-portée de fusil , les Anglais se virent forcés à regagner le phare , après avoir fait des pertes considérables. Le mauvais succès de cette entreprise ne les empêcha pas d'en tenter une seconde le 21 juin , sous Scylla même , où ils furent encore extrêmement maltraités. Dans cette journée décisive , on leur coula bas quatre canonnières. Celle du commandant fut enlevée à l'abordage , et une partie de leurs bâtimens se trouva tellement endommagée , qu'un grand nombre ne put être ramené à la côte qu'à la remorque. Le capitaine de frégate Capraix fit preuve dans ce combat d'une rare intrépidité.



FIN DU TOME TROISIÈME.

17380

 IMPRIMERIE DE CHAIGNIEAU JEUNE.





